

LEMINNE

œuvres

tome
41

1896

octobre

1917



LÉNINE

matériaux préparatoires • plans •
résumés • esquisses • thèses •
exposés révélant les méthodes de
travail de Lénine.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

41

**L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI
COMMUNISTE DE L'UNION SOVIÉTIQUE**

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ИЗДАТЕЛЬСТВО ПОЛИТИЧЕСКОЙ
ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉ N I N E

Œ U V R E S

T O M E

41

1896 - octobre 1917

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU

1 9 6 9

P R É F A C E

Les tomes de supplément à la présente édition, numérotés de 41 à 45, comprennent les plus importants des nouveaux textes inclus dans les Œuvres complètes (5^e édition russe) de V. Lénine.

Le tome 41 réunit certains textes écrits de 1896 à octobre 1917, avant la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Ils constituent un complément utile aux œuvres publiées dans les tomes correspondants de la présente édition.

Une place importante est occupée dans le volume par des documents qui permettent de suivre la lutte menée par Lénine pour la création et la consolidation du parti bolchevique, son travail d'élaboration des principes idéologiques et organisationnels d'un parti prolétarien de type nouveau, du programme et des statuts de ce parti. S'y rapportent : « Esquisse de certains points de la partie pratique du projet de programme », « Relevé des paragraphes I et II du premier projet de programme de Plékhanov et esquisse du premier paragraphe de la partie théorique du programme », « Première variante de la partie agraire et de la conclusion du projet de programme », les interventions de Lénine au II^e Congrès du parti. Ces textes montrent comment les efforts de Lénine ont abouti à faire adopter par la rédaction de l'*Iskra* un projet de programme authentiquement révolutionnaire.

Les textes du II^e congrès de « la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger », des sessions de janvier et de juin (1904) du Conseil du P.O.S.D.R., le « Projet de résolution du groupe majoritaire genevois », la « Réponse à L. Martov », le « Rapport sur la situation à l'intérieur du parti », etc., nous présentent Lénine en

lutte contre les actions scissionnistes, désorganisatrices des mencheviks après le II^e Congrès du P.O.S.D.R.

Le groupe de documents se rapportant aux travaux des III^e, IV^e et V^e Congrès du P.O.S.D.R. sont d'une grande importance pour l'étude de la stratégie et de la tactique du parti à l'époque de la première révolution russe. Ils exposent des thèses sur l'hégémonie du prolétariat, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste.

Les textes concernant l'élaboration de la tactique parlementaire des bolcheviks sont d'un intérêt incontestable: rapport et discours de conclusion sur le rapport concernant la campagne des élections à la II^e Douma d'Etat, et autres documents de la Deuxième conférence du P.O.S.D.R. (Première conférence de Russie), articles « Les mencheviks ont-ils le droit de mener une politique de soutien des cadets ? », « La troisième Douma d'Etat et la social-démocratie », « Rapport au Bureau Socialiste International sur les élections à la IV^e Douma », « Le groupe à la Douma et la majorité à l'extérieur de la Douma ».

Diverses œuvres rédigées durant la période de réaction reflètent la lutte de Lénine contre les flottements idéologiques et les déviations par rapport au marxisme. Lénine combattit de façon impitoyable ces opportunistes déclarés qu'étaient les mencheviks liquidateurs. En même temps, il menait la lutte contre l'opportunisme « de gauche » dans les rangs du parti bolchevique, autrement dit, contre les otzovistes et les ultimatismes, contre le groupe fractionnel « Vpériod ». En complément à des textes déjà publiés, le présent volume reproduit 14 documents éclairant les travaux de la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* qui condamna aussi bien l'otzovisme que le liquidationnisme.

Le présent volume comprend une collection plus large de matériaux se rapportant à la conférence des membres du Comité central du P.O.S.D.R., de juin 1911, à Paris. Dans son « Rapport sur la situation à l'intérieur du parti » et dans ses interventions, Lénine a précisé les tâches du parti dans la lutte contre les groupes anti-parti.

La VI^e Conférence générale du P.O.S.D.R. (de Prague)

marqua l'achèvement de toute une période de lutte contre le menchevisme. En prononçant l'exclusion des mencheviks liquidateurs, la conférence renforça le parti en tant qu'organisation d'ampleur nationale, capable de prendre la tête du nouvel essor révolutionnaire des masses. Le présent volume comporte divers documents d'un grand intérêt pour l'étude des travaux de la conférence : le « Rapport sur le travail du Bureau Socialiste International », qui expose d'importantes thèses de Lénine sur la nouvelle époque — époque de révolutions socialistes, de « batailles avec la bourgeoisie » — et l'aggravation conséquente de la lutte entre la social-démocratie révolutionnaire et les réformistes au sein des partis socialistes européens, le « Discours sur le problème de l'organisation », dans lequel Lénine souligne la nécessité de renforcer les liens du parti avec les masses, de mener de front travail légal et travail clandestin.

Est publiée la résolution, rédigée par Lénine, de la Conférence de Cracovie du Comité central du P.O.S.D.R. élargie aux responsables du parti : « Sur la réorganisation et le travail de la rédaction de la *Pravda* ». Cette décision nous montre la direction effective et concrète exercée par le Comité central, conduit par Lénine, sur l'organe légal du parti, la *Pravda*.

Dans divers écrits : « Réponse à l'article des liquidateurs paru dans la *Leipziger Volkszeitung* », « Lettre à la direction du Parti social-démocrate allemand », « A propos des prochaines décisions du Bureau », « Les ouvriers russes et l'Internationale », « Comment les liquidateurs trompent les ouvriers », « Résolution sur la décision du Bureau Socialiste », Lénine réagit vigoureusement contre les tentatives des leaders de la social-démocratie allemande et de la II^e Internationale de « réconcilier » et d'unifier bolcheviks et mencheviks en liquidant le parti bolchevique.

La lutte de Lénine pour l'unité du parti se reflète dans des textes se rapportant au IV^e congrès de la Social-démocratie du territoire letton : son rapport et le discours de conclusion, un projet de résolution sur l'attitude de la Social-démocratie du territoire letton envers le P.O.S.D.R.

Parmi les documents qui complètent l'étude de la question nationale par Lénine, ont été inclus dans le présent volume : « Plan d'un exposé sur la question nationale »,

« La social-démocratie allemande et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », « Remarque à propos des thèses sur « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », « A propos de la déclaration des social-démocrates polonais à la Conférence de Zimmerwald », plan de la brochure inachevée intitulée « Statistique et sociologie », le « Discours sur la question nationale » à la VII^e Conférence (d'avril) du P.O.S.D.(b)R.

Face à la menace grandissante de guerre mondiale, en raison des préparatifs des impérialistes de tous les pays, Lénine rappelait la nécessité pour les ouvriers de lutter contre le danger de guerre et dénonçait les opportunistes qui niaient la portée réelle de semblable lutte, condamnant d'avance les ouvriers à la passivité. Il considérait qu'une des tâches les plus importantes de la social-démocratie révolutionnaire était de faire de la propagande antimilitariste, d'inculquer aux masses la conscience de la solidarité internationale des travailleurs. Le présent volume inclut les écrits suivants sur cette question : « Remarques sur la résolution du Congrès de Stuttgart sur « Le militarisme et les conflits internationaux », « Remarques sur l'article de Clara Zetkin « Le Congrès socialiste international de Stuttgart », « La propagande antimilitariste et les unions de la jeunesse ouvrière socialiste », « Comment les « socialistes-révolutionnaires » écrivent l'histoire ».

Certains textes se rapportant à la période de la première guerre mondiale ont trouvé place dans le tome : « A propos du mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », « Note « de la rédaction » à propos de l'article « L'Ukraine et la guerre », « Projet de troisième point de la résolution de la conférence des sections du P.O.S.D.R. à l'étranger sur « L'Organe central et le nouveau journal », « Projet de résolution pour la Conférence internationale des femmes socialistes », « Variante du projet de résolution des social-démocrates de gauche pour la première conférence socialiste internationale », « Plan d'un exposé sur les « Deux internationales », les interventions aux Conférences socialistes internationales de Zimmerwald et de Kienthal, « Projet de décision du C.C. du P.O.S.D.R. sur la cessation de parution de la revue *Le Communiste* », « Remarques à propos d'un article sur

le maximalisme », etc. Ces textes aident à comprendre la tactique des bolcheviks en ce qui concerne la guerre, la paix, la révolution ; ils illustrent le mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ; ils reflètent l'activité déployée par Lénine pour regrouper sous le drapeau de l'internationalisme les éléments de gauche, révolutionnaires, du mouvement ouvrier international, la lutte qu'il menait contre le social-chauvinisme et le kautskisme (centrisme) ainsi que contre les positions sectaires, opportunistes de gauche et les actions fractionnelles du groupe Boukharine-Piatakov.

Dans plusieurs documents rédigés après la révolution démocratique bourgeoise de Février en Russie Lénine a défini l'attitude du parti envers le Gouvernement provisoire bourgeois.

Le présent volume contient des textes ayant trait au retour de Lénine de Suisse en Russie, en avril 1917. On connaît la campagne de calomnies que déclencha la presse bourgeoise et petite-bourgeoise contre Lénine et les bolcheviks qui avaient transité par l'Allemagne. Les réponses au correspondant du journal *Politiken* F. Ström, représentant des social-démocrates de gauche suédois, le communiqué du groupe sur « Le passage des révolutionnaires russes par l'Allemagne », les discours prononcés : à la réunion avec les social-démocrates suédois de gauche, le 31 mars (13 avril), au meeting des soldats de la division blindée, le 15 (28) avril, et à une séance de la section des soldats du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, le 17 (30) avril, l'« Autobiographie inachevée » et autres documents démasquent avec une grande force les calomniateurs.

Est publié ici d'après un compte rendu de presse le discours prononcé par Lénine sur la place de la gare de Finlande, le 3 (16) avril 1917, à son arrivée à Petrograd, discours qu'il adressa du haut d'une voiture blindée aux ouvriers, aux soldats et aux marins venus l'accueillir.

Le retour de Lénine, la mise au point par lui du plan concret du passage de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste, l'exposé public de ce plan dans la presse et lors de nombreuses réunions, permirent au parti d'engager la lutte pour la préparation de la révolution socialiste. Un rôle considérable dans cette préparation

revient à la Conférence de Petrograd-ville et à la VII^e Conférence de Russie du parti, qui eurent lieu en avril 1917. Certains rapports et interventions de Lénine à ces conférences sont publiés d'après les procès-verbaux et les comptes rendus de presse, ce qui permet de juger plus pleinement de leur contenu. Est publié également le « Rapport sur le bilan de la VII^e Conférence générale de Russie du P.O.S.D.(b)R. (Conférence d'avril) à une réunion de l'organisation de Petrograd » du 8 (21) mai 1917.

Une série de documents du présent volume sont consacrés à la préparation du deuxième programme du parti, qui traçait les voies concrètes de l'édification de l'économie socialiste en Russie. On trouve parmi eux : « Ebauche pour la 5^e « Lettre de loin » ; « Projet provisoire de modification du programme du P.O.S.D.R. », qui fut repris en grande partie dans le « Projet de modification des parties théorique, politique et de quelques autres parties du programme » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 471-476), le « Rapport sur la question de révision du programme du parti à la VII^e Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (Conférence d'Avril) », etc.

Le « Discours à la réunion du groupe bolchevique au I^{er} Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie », le « Rapport sur la situation présente à la Conférence générale de Russie des organisations militaires du front et de l'arrière du P.O.S.D.(b)R. », les articles « A l'attention des camarades ! », « Un mensonge trop grossier », « A propos de l'affaire Grimm », « Infamie ! », etc., exposent la politique du parti sur les questions fondamentales de la révolution : guerre, paix, problème agraire, etc.

Les thèses intitulées « La situation politique », rédigées par Lénine à la suite des événements de juillet, furent publiées dans le journal *Proletarskoïe Diélo* sous forme d'article. C'est ainsi qu'elles figuraient dans le tome 25 de la 4^e édition. Elles retrouvent ici leur forme première. Ces thèses déterminaient les tâches et la tactique nouvelles du parti dans le contexte politique qui venait de se créer. La « Lettre concernant l'édition du « Tract sur la prise de Riga », publiée pour la première fois dans la 5^e édition, est d'un grand intérêt. D'importantes directives de Lénine figurent

dans le point « Sur la liste des candidats à l'Assemblée constituante » tiré des « Thèses pour le rapport présenté le 8 octobre à la Conférence de l'organisation de Pétersbourg, ainsi que pour la résolution et le mandat des délégués au congrès du parti », qui avaient subi des coupures dans le tome 26 de la présente édition. Dans sa lettre à Sverdlov, Lénine dénonce l'attitude de briseurs de grève de Kaménev et de Zinoviev, et exprime sa certitude de la victoire de la révolution.

Une grande partie des textes du tome sont constitués par des matériaux préparatoires : plans, résumés, esquisses, thèses, qui nous montrent avec quel soin Lénine mettait au point ses œuvres et nous présentent ses méthodes de travail. Les plans d'articles inachevés ou non rédigés, d'interventions, d'exposés qui n'ont pas été notés ou dont les sténogrammes ne se sont pas conservés, présentent un intérêt indubitable. Certains d'entre eux contiennent d'importantes thèses théoriques, précisent les tâches du parti.

Le présent volume contient 47 écrits de Lénine, publiés pour la première fois dans la 5^e édition russe de ses Œuvres.

*L'Institut du marxisme-léninisme
près le Comité central du P.C.U.S.*

1896-1904

COMMUNICATION AU NOM DES « VIEUX » AUX MEMBRES DE L'« UNION DE LUTTE POUR LA LIBÉRATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE » DE PÉTERSBOURG ¹

Mikhaïlov est apparu à Saint-Petersbourg en 1891 : il se présentait comme un étudiant de Kharkov exclu pour avoir participé à des désordres. Il adhéra à une organisation étudiante qui portait le nom de « corporation ² » même après sa dislocation. Aux cours de l'école dentaire circulèrent des bruits sur sa conduite lors d'un contact avec un individu douteux, on l'accusait d'avoir dépensé de l'argent collecté pour les victimes de la famine, mais il reconstitua la somme. A ce moment, il se rapprocha de ...*

En janvier 1894, une perquisition fut effectuée au domicile de nombreux anciens membres de la « corporation » mentionnée, y compris chez Mikhaïlov. A l'interrogatoire, on leur donna lecture à tous de la composition détaillée de l'association, etc. Les gendarmes déclarèrent que les poursuites avaient été déclenchées sur la dénonciation de l'un des anciens membres. Mikhaïlov se vit lavé de tout soupçon par le fait que les gendarmes affirmaient n'avoir accordé de l'importance à cette affaire insignifiante que parce qu'un révolutionnaire déclaré y était impliqué. A ce moment éclata la grève de la fabrique Voronine ³. Mikhaïlov alla rejoindre les grévistes et fit des collectes à leur profit. En février furent arrêtés huit ouvriers ayant été en rapport avec Mikhaïlov et un étudiant qu'il avait chargé de collecter des fonds (Talalaïev). A partir de ce moment, Mikhaïlov recommença à prendre contact avec des *ouvriers***, et il réussit à pénétrer dans des cercles dirigés par des *narodovoltsy* ⁴. En été 1894, ces derniers furent arrêtés. L'ins-

* Illisible. (N.R.)

** En français dans le texte. (N.R.)

truction révéla que la police était bien informée. A notre instruction des « vieux », des accusations faisant état de relations avec certains de ces narodovoltzy ont été formulées, mais le cas ... * Peu après se termina la première affaire Mikhaïlov : ... * et d'autres furent déportés, lui demeura impuni et répandit partout le bruit qu'il avait déposé un recours en grâce, dans l'intention de reprendre son activité militante. Il s'est malheureusement trouvé des gens pour considérer que ce fait ne suffisait pas à le flétrir et pour le prendre sous leur protection, et ainsi Mikhaïlov, qui ne jouissait pas personnellement de l'estime des ouvriers, obtint la possibilité de consolider et de développer ses relations.

Suit une description de ses méthodes : argent mis de force dans la main d'ouvriers, invitation de ceux-ci chez lui, divulgation de noms d'emprunt, etc. Grâce à cela, en profitant de la confiance de ces personnes, il ne tarda pas à identifier de nombreux membres de différents groupes. Tous furent arrêtés. Quand un ouvrier ... * dit qu'il avait reçu des livres de Mikhaïlov, il fut arrêté, puis aussitôt remis en liberté et se trouve jusqu'à présent à Saint-Petersbourg. Inculpé, il noircit à l'instruction tous ses camarades, on donna lecture à certains prévenus ... * de son rapport détaillé sur la composition de divers groupes. (Signatures.)

Rédigé en 1896.

*Publié pour la première fois en 1958
dans la 5^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 2*

Conforme au manuscrit

ÉLÉMENTS D'UN PROJET D'ENTENTE AVEC STROUVE ⁵

Les représentants du groupe social-démocrate « Zaria » — « Iskra » et du groupe d'opposition démocratique « Svoboda » sont convenus entre eux des dispositions suivantes :

1) Le groupe « Zaria » fait paraître un supplément spécial à la revue du même nom, intitulé *Sovrémennoïé Obozrénié* **, à la rédaction duquel participera le groupe « Svoboda ».

* Illisible. (N.R.)

** Revue d'actualité. (N.R.)

2) Le travail de rédaction s'effectuera sur la base suivante : chacune des parties jouit du droit de *veto* pour les textes et articles de l'autre partie.

3) Programme de publication : a) matériaux et documents concernant l'activité du gouvernement *,

des institutions gouvernementales, sociales et de caste, etc.

b) des articles portant sur des questions de la vie sociale de la Russie, de la politique intérieure et extérieure du gouvernement.

c) des tours d'horizon intérieurs.

4) Les deux parties s'engagent à se charger de fournir en matériaux le *Sovremennoïe Obozrenië*. Mais la rédaction de la *Zaria*⁶ peut faire paraître dans ses publications spéciales les textes dont elle dispose en propre et qui portent sur les sujets mentionnés au § 3, dans les cas où ils conviennent mieux, par leur caractère, à ces publications.

5) Le groupe « *Zaria* » prend à sa charge tout le travail d'édition, de transport et de diffusion du *Sovremennoïe Obozrenië*. De son côté, le groupe X paye toutes les dépenses ainsi occasionnées.

6) En cas de liquidation de l'entreprise mentionnée, les deux parties se partagent par moitié les exemplaires existants du *Sovremennoïe Obozrenië*.

N.B. La rédaction de la *Zaria* a le droit de faire figurer sur la couverture du *Sovremennoïe Obozrenië* une liste de ses publications.

Rédigé avant le 17 (30) janvier 1901.

Publié pour la première fois en 1959

dans la 5^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 4

Conforme au manuscrit

UN DOCUMENT SECRET

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur la note de Witte⁷ parue chez Dietz à Stuttgart et reproduite par la *Zaria*. Dirigée contre le projet de l'ex-ministre de l'Inté-

* Le texte imprimé en petits caractères est de la main de Potressov. (N.R.)

rieur Gorémykine sur l'extension des zemstvos ⁸ aux provinces où ils ne fonctionnaient pas jusque-là, la « Note » est intéressante à titre de document dévoilant sans la moindre pudeur les desseins les plus chers de nos gouvernants. Nous comptons revenir plus en détail dans notre prochain numéro ⁹ sur ce remarquable document, et parler aussi de la préface de M.R.N.S. qui l'accompagne. Cette préface, tout en révélant que son auteur saisit la portée du mouvement ouvrier russe, se distingue dans tous les autres domaines par une immaturité typique de la pensée politique qui se retrouve chez tous nos libéraux.

« Ishra » n° 5, juin 1901

Conforme au texte du journal

REMARQUES SUR L'ARTICLE DE RIAZANOV « DEUX VÉRITÉS » ¹⁰

Pp.

1. L'auteur prend pour point de départ des paroles de Marx (sur les deux voies), qui ont en réalité une valeur conditionnelle et ont été prononcées en des circonstances *extraordinaires* ¹¹. L'auteur déforme les faits quand il entreprend de *faire poser* à Marx lui-même la question des deux voies.
7. « Se gausser » des hommes des années 70 (incursion dans l'histoire) prouve *non* « seulement une incapacité radicale à adopter un point de vue historique », mais aussi le *rabaissement* théorique des gens des années 70 par rapport à ceux des années 40 et 60.
- 7a. En soulignant que Mikhaïlovski a pris position contre V.V. et en passant sous silence la solidarité beaucoup plus fréquente et beaucoup plus poussée de Mikhaïlovski avec V.V. l'auteur retouche en bien Mikhaïlovski.
8. Contre-vérité flagrante que d'imputer précisément à Mikhaïlovski la *tragédie* du naufrage de la « *Narodnaïa Volia* » et des tentatives d'« aller au peuple ». L'article est consacré à Mikhaïlovski, dont l'*Unter-gang* * n'est autre que *persönlicher* **, et dans

* La chute. (N.R.)

** *Personnelle*. (N.R.)

le destin duquel il n'y a pas un sou de « tragique » mais des sommes folles de comique.

9. Il est *ridicule* de mettre sur le même pied l'éreintage de Mikhaïlovski et « les torrents de boue déversés sur la génération des révolutionnaires socialistes des années 70 ».
9. N.B. « se refuse » à suivre les manifestations de la majorité révolutionnaire dans la littérature légale.
- ?? 9-10. Tous les « Gekreuzigte und Verbannte » * (des années 70) prêtent une oreille avide à la voix du profane.
- ? 13. « Les questions personnelles prennent la relève des questions sociales » (*et jusqu'à la fin de la page* N.B.). (Pissarévisme.) [??]
15. ... (Pissarev) « Appel optimiste à la recherche du bonheur personnel »
— — — d'idéaux individualistes ». [??]
18. » » « entièrement plongés dans les questions d'autoperfectionnement individuel ».
- 24-25. (§ III) Définition du socialisme utopique des *révolutionnaires* (des années 70), confondu avec l'orientation de Mikhaïlovski.
- 28-29. Mikhaïlovski a souvent « sacrifié » l'une des deux vérités. *Mais* nous ne nous intéressons pas à « la phase ultérieure » de son activité. Mikhaïlovski nous concerne seulement en tant que porte-parole d'un courant déterminé en faveur chez les *jeunes* des années 70 et 80.
31. Quelles « bornes » ont été posées « à l'esprit par la nature » ? (Théorie de la connaissance.)
- 29-35. Exposé du « système de la vérité ».
35. ... Ce système « s'efforce de rechercher dans la réalité l'élément social ... » qui « aurait intérêt à réaliser l'idéal ».
41. Du coq à l'âne : de la querelle avec Iouzov et C^{ie} (relatée sèchement) à Iakovenko (1886).
- 46-48. Pendant ** = *T k a t c h e v*
Ensuite *A x e l r o d*
et passage à la social-démocratie.

* Crucifiés et bannis. (N.R.)

** En français dans le texte. (N.R.)

Tout cet exposé est ennuyeux et a bien peu de rapport avec « les deux qui précèdent » et avec *Mikhaïlovski*.

Et N.-on (52) !!, avec les conclusions tirées de lui par

Mikhaïlovski (53).

§ V, de la page 57 à la p. 77 (78-80 sur les « critiques » : naissance du marxisme. Ennuyeux à mourir, à la p. 82 seulement revient à l'« *ancienne vérité* ».

— 85 — Nous rejetons la division du monde en noumènes et phénomènes ¹².

Rédigé en septembre-octobre 1901.

Publié pour la première fois

Conforme au manuscrit

en 1959 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 5

ELÉMENTS AYANT SERVI À L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DU P.O.S.D.R.¹³

1

ESQUISSE DE CERTAINS POINTS DE LA PARTIE PRATIQUE DU PROJET DE PROGRAMME

13. I. 02

p. 11. Contrôle par les organes d'auto-administration locale, avec la participation de représentants élus des ouvriers, de l'état sanitaire des logements affectés aux ouvriers par les patrons, du règlement intérieur de ces locaux et des conditions de leur location; cela dans le but de protéger les salariés de l'ingérence des patrons dans leur vie et leur activité de personnes privées et de citoyens.

Terminé

p. 12. Contrôle sanitaire complet et bien organisé des conditions de travail dans toutes les entreprises utilisant le travail salarié.

13. Extension du contrôle de l'inspection du travail à toute l'industrie artisanale, au travail

à domicile, ainsi qu'aux entreprises d'Etat, ainsi également qu'aux entreprises agricoles employant des ouvriers salariés.

14. et ainsi de suite.

Agraire. En vue de supprimer tous les vestiges du vieux régime de servage, le parti ouvrier social-démocrate exige :

1) l'abolition des indemnités de rachat	}
2) la liberté de quitter la communauté rurale	
3) la réduction des prix de fermage par les tribunaux	
4) les <i>otrezki</i> ¹⁴ .	

{ Axelrod et Berg : « rendre plus facile à la masse paysanne la lutte contre les rapports capitalistes (ou contre certaines tendances du capitalisme) ».

*Publié pour la première fois
en 1959 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 6*

Conforme au manuscrit

2

RÉSUMÉ DU PREMIER PROJET
DE PROGRAMME DE PLÉKHANOV
AVEC MENTION DE CERTAINES CORRECTIONS

Alinéas :

I. Domination des rapports capitalistes : moyens de production aux capitalistes et prolétaires démunis = salariés — 2.*

II. Extension de la sphère de domination du capital : augmentation de l'importance économique des grandes entreprises et diminution de celle des petites — 1.

III. Les rapports capitalistes pèsent toujours plus lourdement sur la classe ouvrière : diminution relative de la demande avec augmentation de l'offre — 4.

* Ces chiffres sont inscrits dans le manuscrit au crayon bleu et désignent vraisemblablement l'ordre dans lequel Lénine voulait voir figurer les paragraphes. (N.R.)

IV. Baisse du prix de la force de travail. Aggravation de l'inégalité sociale — 3.

+ de cette façon (le capitalisme provoque ? ?) une aggravation de l'inégalité sociale, une augmentation de la distance entre possédants et non-possédants (?+?)

V. Crises — 5.

VI. Croissance du mécontentement de la classe ouvrière, intensification de la lutte+approfondissement de la prise de conscience de la nécessité de *la révolution sociale*, c.-à-d. (ce qu'on entend par là) — 6.

VII. Révolution sociale dans l'intérêt de toute l'humanité opprimée — 7.

VIII. Pour remplacer la production marchande par la production socialiste, le prolétariat doit disposer du *pouvoir politique : dictature du prolétariat* — 8.

IX. Le mouvement ouvrier est devenu international — 10.

X. La social-démocratie russe est une partie de la social-démocratie internationale — 11.

XI. La social-démocratie russe a le même but final. Objectif de la social-démocratie russe

{ découvrir la contradiction irréconciliable des intérêts
expliquer la portée de la révolution sociale } — 9.
organiser les forces des ouvriers

XII. L'objectif immédiat sensiblement modifié par les vestiges du servage (joug pesant sur toute la population laborieuse+principale entrave au mouvement ouvrier).

XIII. Indispensable d'obtenir les institutions juridiques complétant naturellement le capitalisme.

XIV. L'autocratie, vestige du régime féodal, est le pire ennemi, donc la tâche immédiate est le renversement de la *monarchie*.

AMENDEMENTS AU PROJET DE PROGRAMME DE PLÉKHANOV

Proposé le 21.I.02

III. [Les rapports de production capitalistes pèsent toujours
III. Le progrès technique (en augmentant la productivité du travail?)

plus lourdement sur la classe ouvrière, au fur et à mesure que le progrès technique, [en augmentant la productivité du travail], ne, etc. {au lieu de motive,} {<i>s u s c i t e</i> } +Le renforcement du chômage, de la misère, de l'oppression et de la déchéance est le résultat inévitable de cette tendance fondamentale du capitalisme.	non seulement donne «permet» aux capitalistes la possibilité matérielle d'élever le degré d'exploitation des ouvriers, mais fait de cette éventualité une réalité en provoquant une diminution relative de la <i>demande</i> de main-d'œuvre en même temps qu'un accroissement relatif et absolu de l'offre. Le renforcement du chômage, de la misère, de l'oppression et de la déchéance est le résultat inévitable de cette tendance fondamentale du capitalisme. (des tendances fondamentales mentionnées)

En faire
le § 5

F a u x
pas tous

IV. Le développement des forces productives du travail social s'accompagne ainsi du fait qu'une infime minorité de la population monopolise tous les avantages de ce développement, l'augmentation de la richesse sociale allant de pair avec une aggravation de l'inégalité sociale, une augmentation de la distance entre les possédants et les non-possédants, l'élargissement et l'approfondissement de l'abîme entre la classe des propriétaires et la classe des prolétaires.

En faire
le § 4

V.* Une détérioration encore plus marquée de la situation de la classe ouvrière et des petits producteurs résulte des crises industrielles, conséquences inévitables des contradictions mentionnées du capitalisme

* Le début de l'alinéa : « Une plus grande aggravation de ces contradictions » a été biffé dans le manuscrit. (N.R.)

vu l'absence de contrôle social de la production, vu la rivalité sans cesse croissante des pays capitalistes sur le marché mondial*

de l'absence de régulation de la production, de la croissance de la rivalité des pays capitalistes sur le marché mondial. La pauvreté et la misère des masses sont complétées par le gaspillage de la richesse sociale par suite de l'impossibilité de trouver un écoulement aux marchandises produites.

A la suite de cet état de choses dans la société, en l'absence de régulation de la production, en raison de la rivalité sans cesse croissante des pays capitalistes sur le marché mondial, l'écoulement des marchandises retarde nécessairement sur leur fabrication*.

Rédigé au plus tard le 8 (21)

janvier 1902.

*Publié pour la première fois
en 1924 dans le Recueil Lénine II*

Conforme au manuscrit

3

RELEVÉ DES PARAGRAPHES I ET II DU PREMIER PROJET DE PROGRAMME DE PLÉKHANOV ET ESQUISSE DU PREMIER PARAGRAPHE DE LA PARTIE THÉORIQUE DU PROGRAMME

1. Le fondement économique de la société bourgeoise moderne est constitué par le mode de production capitaliste, dans lequel l'essentiel des moyens de production et de circulation des produits, qui apparaissent sous forme de marchandises, constitue la propriété privée d'une classe relativement peu nombreuse, alors que la majorité de la population ne peut assurer sa subsistance qu'en vendant sa force de travail. Elle se trouve par suite dans la situation dépendante d'ouvriers salariés (prolétaires), qui créent par leur travail les revenus des

* Variante biffée dans le manuscrit. (N.R.)

propriétaires de moyens de production et de circulation des marchandises (capitalistes et grands propriétaires fonciers).

II. Le secteur où domine le mode de production capitaliste s'étend au fur et à mesure que le perfectionnement continu des machines augmente l'importance économique des grosses entreprises et, par suite, restreint le rôle des petits producteurs indépendants dans la vie économique de la société, abaissant leur niveau de vie, rejetant les uns dans les rangs du prolétariat, transformant les autres directement ou indirectement en serviteurs et tributaires du capital.

* * *

I (?). L'évolution économique de la Russie conduit à ||?|| une extension et à une domination toujours plus grandes dans ce pays des rapports capitalistes de production.

Rédigé au plus tôt le 8 (21)

janvier 1902.

Publié pour la première fois

en 1959 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 6

Conforme au manuscrit

4

VARIANTE INITIALE DE LA PARTIE THÉORIQUE DU PROJET DE PROGRAMME

FORMULATION INITIALE

A.

I. Le développement économique de la Russie et sa participation toujours plus grande (poussée) aux échanges commerciaux internationaux mènent à une extension toujours plus grande et à une domination toujours plus complète dans le pays du mode de production capitaliste.

FORMULATION CORRIGÉE

I. La participation poussée de la Russie aux échanges commerciaux internationaux et le développement de la production marchande à l'intérieur du pays mènent à une domination toujours plus complète dans le pays du mode de production capitaliste, qui se distingue par les particularités fondamentales suivantes.

II.* Le perfectionnement continu de la technique augmente toujours plus l'importance économique des grosses entreprises, diminue le rôle des petits producteurs indépendants (paysans, artisans, etc.) dans la vie économique du pays, abaisant leur niveau de vie, transformant les uns directement ou indirectement en serviteurs et tributaires du capital, rejetant les autres dans les rangs de la classe non possédante, privée des moyens de production (prolétariat).

III. Le perfectionnement continu de la technique accroît sans cesse le nombre, les dimensions et l'importance économique des grosses entreprises capitalistes, abaisse le niveau de vie des petits producteurs indépendants (paysans, artisans), transforme les uns en serviteurs et tributaires du capital, ruine totalement les autres, les rejetant dans les rangs de la classe non possédante, privée des moyens de production (prolétariat).

III. La majeure partie des moyens de production se concentre toujours plus entre les mains d'une classe relativement peu nombreuse, alors qu'une majorité toujours croissante de la population ne peut assurer sa subsistance qu'en vendant sa force de travail. Elle est placée par suite dans la situation dépendante d'ouvriers salariés (prolétaires) qui créent par leur travail les revenus des propriétaires de moyens de production et de circulation des marchandises (capitalistes et grands propriétaires fonciers).

IV. Le progrès technique, en accroissant la productivité du travail, permet aux capitalistes d'élever le degré d'exploitation des ouvriers, provoquant une diminution relative de la demande de main-d'œuvre (c'est-à-dire une augmentation de la demande non proportionnelle à (retardant sur) l'augmentation du capital) en même temps qu'un accroissement relatif et absolu de l'offre. Cette tendance fondamentale du capitalisme, de même que les autres déjà

* Le manuscrit laisse prévoir une interversion des alinéas : les chiffres II et III ont été biffés au crayon bleu et substitués l'un à l'autre. (N.R.)

mentionnées, conduit à un renforcement du chômage, de la misère, de l'exploitation, de l'oppression et de la déchéance.

V. Une détérioration encore plus marquée de la situation de la classe ouvrière et des petits producteurs résulte des crises industrielles, provoquées inévitablement par les contradictions mentionnées du capitalisme, par ces traits inhérents au capitalisme (et que ne sauraient effacer quelques unions d'entrepreneurs que ce soit) que sont l'absence de régulation de la production, la croissance de la rivalité des pays capitalistes sur le marché mondial. La pauvreté et la misère des masses sont complétées par le gaspillage de la richesse sociale par suite de l'impossibilité de trouver à écouler les marchandises produites.

VI. Ainsi le développement des forces productives du travail social s'accompagne	{	Tour- ner cela autre- ment	}	VI. Ainsi le développement gigantesque des forces productives du travail social, travail qui se socialise de plus en plus, s'accompagne

du fait qu'une infime minorité de la population monopolise les principaux avantages du développement, de sorte que l'augmentation de la richesse sociale va de pair avec une aggravation de l'inégalité sociale, une augmentation de la distance entre les possédants et les non-possédants, l'élargissement et l'approfondissement de l'abîme entre la classe des propriétaires (la bourgeoisie) et la classe des prolétaires.

VII. Mais en même temps que croissent et se développent toutes ces contradictions inhérentes au capitalisme,

grandissent aussi le mécontentement et la réprobation de la classe ouvrière, s'accroît sa cohésion en raison même des conditions du mode de production capitaliste, s'accroît

grandissent le nombre et la cohésion, le mécontentement et la réprobation des prolétaires, s'accroît

la lutte de la classe ouvrière contre la classe des capitalistes, grandit la volonté de se libérer du joug insupportable du capitalisme.

VIII. L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même. Pour se débarrasser du joug du capitalisme, il faut la révolution sociale, c.-à-d.

VIII. L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même, car toutes les autres classes de la société contemporaine sont pour la conservation des bases du régime économique existant.

La libération effective de la classe ouvrière exige, aboutissement logique de toute l'évolution du mode de production capitaliste, la révolution sociale, c.-à-d.

la suppression de la propriété privée des moyens de production, la transformation de ces derniers en propriété sociale et le remplacement de la production capitaliste des marchandises par une organisation socialiste de la production à partir de toute la société, afin d'assurer le bien-être complet et l'épanouissement libre et total de *tous* ses membres.

IX. Pour accomplir cette révolution sociale, le prolétariat doit conquérir le *pouvoir politique*, qui le rendra maître de la situation et lui permettra d'écarter tous les obstacles qui le séparent de son grand but. En ce sens, la *dictature du prolétariat* constitue la condition politique indispensable de la révolution sociale.

X. La révolution du prolétariat sera l'affranchissement de toute l'humanité aujourd'hui opprimée et souffrante, puisqu'elle mettra un terme à toutes les formes d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme.

XI. La social-démocratie russe se donne pour but : de découvrir devant les ouvriers la contradiction irréconciliable qui existe entre leurs intérêts et les intérêts des capitalistes ; d'expliquer au prolétariat la portée historique, le caractère et les conditions de la révolution sociale qu'il lui revient d'accomplir ; d'organiser un parti révolutionnaire de classe capable de diriger, dans toutes ses manifestations, la lutte du prolétariat contre tout le régime social et politique actuel.

XII. Mais le développement des échanges internationaux et de la production pour le marché mondial a établi (créé) entre tous les peuples du monde civilisé (?) des liens si étroits que le grand but de la lutte libératrice du prolétariat ne peut être atteint que par les efforts réunis des prolétaires de tous les pays. C'est pourquoi* le mouvement ouvrier contemporain devait devenir international et l'est devenu depuis longtemps déjà, et la social-démocratie russe se considère comme un des détachements de l'armée mondiale du prolétariat, comme une *partie de la social-démocratie internationale*.

B.

I. Toutefois, les objectifs immédiats de la social-démocratie russe sont sensiblement modifiés du fait que, dans notre pays, de nombreux vestiges du régime précapitaliste, de la féodalité, retardent superlativement le développement des forces productives, abaissent le niveau de vie de la population travaillante, entraînent pour des millions de paysans des formes d'extinction d'une barbarie toute asiatique et maintiennent tout le peuple dans l'ignorance, l'hébétude et l'absence totale de droits. La social-démocratie russe en est encore à revendiquer les institutions civiles et politiques libres qui existent déjà dans les pays capitalistes avancés et qui sont absolument indispensables au développement complet et total de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie**.

II. L'autocratie tsariste représente le vestige le plus important du régime féodal, le plus puissant rempart de cette barbarie et de toutes les calamités dont sont déjà

II. Le plus important de ces vestiges du régime féodal, le plus puissant rempart de cette barbarie est l'autocratie tsariste. Elle est l'ennemi le plus cruel et le plus redou-

* Dans le manuscrit, les mots « le grand but de la lutte libératrice du prolétariat ne peut être atteint que par les efforts réunis des prolétaires de tous les pays. C'est pourquoi » sont biffés. (N.R.)

** Cette dernière phrase est barrée dans le manuscrit. (N.R.)

délivrés les pays politiquement libres ; elle est l'ennemi le plus cruel et le plus redoutable du mouvement de libération du prolétariat.

table du mouvement de libération du prolétariat et du progrès culturel de l'ensemble du peuple.

Par suite, la social-démocratie russe se fixe pour tâche politique immédiate le renversement de l'autocratie tsariste et son remplacement par la *république*, sur la base d'une constitution démocratique garantissant :

1) la souveraineté du peuple, c.-à-d...

*Rédigé entre le 8 et le 26 janvier
(21 janvier et 7 février) 1902.
Publié pour la première fois en 1924
dans le Recueil Lénine II*

Conforme au manuscrit

5

ESQUISSES DE PLAN DU PROJET DE PROGRAMME

- I-VI. A) Développement économique de la Russie et particularités essentielles du capitalisme.
- VII-XII. B) Lutte de classe du prolétariat et tâches de la social-démocratie.
- C) Objectifs immédiats des social-démocrates russes et leurs revendications politiques.
- D) Réformes sociales (concernant les fabriques).
- E) Réforme financière et revendications tendant à la suppression des vestiges du régime féodal.
- F) Conclusion (« queue »).

-
- A) Développement économique de la Russie et tâches générales de la social-démocratie.
 - B) Tâches politiques particulières et revendications politiques de la social-démocratie.
 - C) Réformes sociales.
 - D) Transformations (réformes) financières et paysannes.

*Rédigé entre le 8 et le 26 janvier
(21 janvier et 7 février) 1902.
Publié pour la première fois
en 1924 dans le Recueil Lénine II*

Conforme au manuscrit

PREMIÈRE VARIANTE DE LA PARTIE AGRAIRE ET DE LA CONCLUSION DU PROJET DE PROGRAMME

En outre, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie exige :

a) dans l'intérêt d'une organisation démocratique de l'économie nationale, la suppression de tous les impôts indirects et la création d'un impôt progressif sur le revenu.

b) en vue d'éliminer tous les vestiges du vieux régime féodal

1) l'abolition des indemnités de rachat et des redevances, ainsi que de toutes les charges qui retombent actuellement sur la paysannerie en tant que caste taillable ;

2) la suppression de la caution solidaire et de toutes les lois qui empêchent le paysan de disposer pleinement de sa terre ;

3) la restitution au peuple de toutes les sommes d'argent qui lui ont été enlevées sous forme d'indemnités de rachat et de redevances ; la confiscation dans ce but des biens des monastères et des apanages ¹⁵ ainsi qu'une taxation spéciale des terres des seigneurs terriens ayant bénéficié des prêts de rachat ; le versement des sommes ainsi obtenues à un fonds populaire spécial pour les besoins culturels et de bienfaisance des communautés rurales ;

4) la création de comités paysans :

(a) pour la restitution aux communautés rurales (soit par expropriation, soit, si les terres ont changé de mains, par rachat, etc.) des terres enlevées aux paysans lors de l'abolition du servage (*otrezki*) et qui, entre les mains des propriétaires fonciers, servent d'instrument pour les asservir ;

(b) pour l'élimination des vestiges du servage qui subsistent dans l'Oural, dans l'Altaï, dans les régions occidentales et dans d'autres régions du territoire ;

5) l'octroi aux tribunaux du droit de réduire les

prix de fermage excessifs et d'annuler les contrats ayant un caractère asservissant.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie estime que l'exécution complète, méthodique et définitive de ces transformations politiques et sociales n'est possible que par le renversement de l'autocratie et la convocation d'une assemblée constituante librement élue par tout le peuple.

*Rédigé au plus tard le 26 janvier
(7 février) 1902.*

*Publié pour la première fois en 1969
dans la 5^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 6*

Conforme au manuscrit

7

ESQUISSES DE PROJET DE PROGRAMME

1^{re} VARIANTE

La production marchande se développe de plus en plus vite en Russie, sa participation aux échanges commerciaux internationaux s'accroît sans cesse*, et le mode de production capitaliste y reçoit une position de plus en plus dominante.

Une majorité toujours croissante de la population ne peut assurer sa subsistance qu'en vendant sa force de travail. De cette façon, elle est placée dans la situation dépendante d'ouvriers salariés (prolétaires) par rapport à une classe relativement peu nombreuse de capitalistes et de grands propriétaires fonciers, qui concentrent entre leurs mains la partie la plus importante des moyens de production et de circulation des marchandises**.

La partie la plus importante des moyens de production se concentre entre les mains d'un nombre infime de capitalistes et de grands propriétaires fonciers, dont elle constitue la propriété privée. Un nombre toujours plus grand de travailleurs, dépouillés des moyens de production, est con-

* Les mots « sa participation aux échanges commerciaux internationaux s'accroît sans cesse » sont barrés dans le manuscrit. (N.R.)

** Alinéa biffé dans le manuscrit. (N.R.)

traint de recourir à la vente de sa force de travail. De cette façon, il est placé dans la situation dépendante d'ouvriers salariés (prolétaires), qui créent par leur travail les revenus des propriétaires.

Le développement du capitalisme accroît sans cesse le nombre, les dimensions et l'importance économique des grosses entreprises, abaisse le niveau de vie des petits producteurs indépendants (paysans, artisans), transforme les uns en serviteurs et tributaires du capital, rejette les autres dans les rangs du prolétariat.

Plus le progrès technique avance, et plus les capitalistes ont de possibilités pour élever le degré d'exploitation des ouvriers, plus l'accroissement de la demande de force de travail retarde sur celui de l'offre.

Le renforcement de la misère, du chômage, de l'oppression et de la déchéance est le résultat des tendances fondamentales du capitalisme.

L'insécurité et le chômage, le joug de l'exploitation et toutes sortes d'humiliations deviennent le sort commun de couches de plus en plus larges de la population laborieuse.

Les crises industrielles, inévitablement provoquées par les contradictions mentionnées du capitalisme, accentuent encore ce processus. La pauvreté et la misère des masses côtoient des exemples de gaspillage de la richesse sociale, par suite de l'impossibilité de trouver des débouchés pour les marchandises produites.

Ainsi, le développement gigantesque des forces productives du travail social, travail qui se socialise de plus en plus, s'accompagne du fait qu'une infime minorité de la population monopolise les principaux avantages de ce développement. En même temps qu'augmente la richesse sociale, on voit croître l'inégalité sociale, s'approfondir et s'élargir l'abîme entre la classe des possédants (la bourgeoisie) et la classe des prolétaires.

(A) § III. La petite production est de plus en plus éliminée par la grande. Les petits producteurs indépendants (paysans, artisans) se transforment soit en prolétaires, soit en serviteurs et tributaires du capital.

Le perfectionnement continu de la technique conduit toujours plus à l'élimination de la petite production par la grande. La partie la plus importante des moyens de production (terre et fabriques, outils et machines, chemins de fer et autres moyens de communication) se concentre entre les mains d'un nombre relativement faible de capitalistes et de grands propriétaires fonciers dont elle constitue la propriété privée. Les petits producteurs indépendants (paysans, artisans) ne cessent de se ruiner, perdant leurs moyens de production et se transformant ainsi en prolétaires ou devenant des serviteurs et des tributaires du capital. En nombre toujours plus grand, les travailleurs sont contraints de vendre leur force de travail.

Ils deviennent ainsi des ouvriers salariés, qui se trouvent dans la dépendance des possédants, créant par leur travail la richesse de ceux-ci.

Ces ouvriers salariés (prolétaires) se trouvent ainsi placés sous la dépendance des possédants, créant par leur travail les revenus de ceux-ci.

2^e VARIANTE

La production marchande se développe de plus en plus vite en Russie, le mode de production capitaliste y acquiert une position de plus en plus dominante.

La partie la plus importante des moyens de production (terre et fabriques, outils et machines, chemins de fer et autres moyens de communication) se concentre entre les mains d'un nombre relativement faible de capitalistes et de grands propriétaires fonciers dont elle constitue la propriété privée

En nombre toujours plus grand, les travailleurs, perdant les moyens de production, sont contraints de vendre leur force de travail. Ces ouvriers salariés (prolétaires) sont placés ainsi sous la dé-

En nombre toujours plus grand, les travailleurs sont contraints de vendre leur force de travail, de devenir des ouvriers salariés, qui se trouvent placés sous la dépendance des possédants, créant

pendance des possédants,
créant par leur travail
les revenus de ceux-ci.

par leur travail la riches-
se de ceux-ci.

Le développement du capitalisme accroît sans cesse le nombre, les dimensions et l'importance économique des grosses entreprises, entraîne une détérioration de la situation des petits producteurs indépendants (paysans, artisans), transforme les uns en serviteurs et tributaires du capital, rejette les autres dans les rangs du prolétariat.

Plus le progrès technique avance, et plus les capitalistes ont de possibilités pour élever le degré d'exploitation des ouvriers, plus l'accroissement de la demande de force de travail retarde sur celui de l'offre. L'insécurité et le chômage, le joug de l'exploitation et toutes sortes d'humiliations deviennent le sort commun de couches de plus en plus larges de la population laborieuse.

Les crises industrielles, inévitablement provoquées par les contradictions fondamentales du capitalisme, accentuent encore ce processus. La pauvreté et la misère des masses côtoient des exemples de gaspillage de la richesse sociale, par suite de l'impossibilité de trouver des débouchés pour les marchandises produites.

Ainsi, le développement gigantesque des forces productives du travail social, travail qui se socialise de plus en plus, s'accompagne du fait qu'une infime minorité de la population monopolise les principaux avantages de ce développement. En même temps qu'augmente la richesse sociale, on voit croître l'inégalité sociale, s'approfondir et s'élargir l'abîme entre la classe des possédants (la bourgeoisie) et la classe du prolétariat*.

Rédigé entre le 25 janvier
et le 18 février

(7 février et 3 mars) 1902.

Publié pour la première fois
en 1924 dans le Recueil Lénine II

Conforme au manuscrit

* Au verso du manuscrit a été inscrit au crayon : « ... rejette résolument tous les projets réformistes dans lesquels chaque extension de la tutelle policière sur les masses travailleuses... ». Ce passage a été proposé par Lénine en qualité d'amendement à la conclusion du « Projet de programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 26-27. — N.R.)

8

ADDITIONS À LA PARTIE AGRAIRE ET À LA PARTIE SUR LES FABRIQUES DU PROJET DE PROGRAMME

« En vue d'éliminer les vestiges du vieux régime féodal, il cherchera à obtenir ».

Ne faut-il pas ajouter « et dans l'intérêt d'un libre développement de la lutte de classe à la campagne » ?

Argument *pour* : nous devons ici aussi nous démarquer résolument de la *démocratie bourgeoise* qui, dans ses diverses nuances, contresignera bien sûr volontiers la première motivation seulement.

* * *

N. B. : ajouter dans la partie concernant les *fabriques* :
La fixation par la loi du paiement hebdomadaire du salaire des ouvriers dans tous les contrats d'embauche.

Rédigé entre le 25 janvier et le 18 février (7 février et 3 mars) 1902.

Publié pour la première fois en 1969
dans la 5^e édition des Œuvres de Lénine,
tome 6

Conforme au manuscrit

RÉPONSES AUX REMARQUES DE PLEKHANOV ET D'AXELROD SUR L'ARTICLE « LE PROGRAMME AGRAIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE » ¹⁶

« 4. la création de comités paysans :

a) pour la restitution aux communautés rurales (soit par l'expropriation, soit, si les terres ont changé de mains, par rachat, etc.) des terres enlevées aux paysans lors de l'abolition du servage (*otrezki*) et qui, entre les mains des propriétaires fonciers, servent d'instrument pour les asservir... » *

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 110. (N.R.)

Plékhanov. N.B. Je voudrais faire remarquer que l'*expropriation* (N° 3) n'exclut pas le *rachat* ; que le *rachat* n'exclut pas l'*expropriation* (toute démonstration est superflue) ; le « *rachat, etc.* » (N° 2) est tout simplement le *rachat*, et « *etc.* » est à éliminer. Quant à la phrase entre parenthèses, elle peut être remplacée par quelque chose du genre : (par *rachat*, si après 1861 la terre [et non les terres] (N° 1) est passée par vente entre d'autres mains). Il est clair alors que dans les autres cas, la restitution se fait sans dédommagement des propriétaires actuels. Si la terre a changé de mains par héritage, ou *donation*, ou *échange*, il ne doit pas y avoir de *rachat*. Je pense que nous parviendrons à changer ceci.

Axelrod. *Accepté.* P.A.

« Nous sommes tenus de lutter contre tous les vestiges des rapports de servage, cela ne peut faire aucun doute pour un social-démocrate, et comme ces rapports s'enchevêtrent de la manière la plus complexe avec les rapports bourgeois, *force nous est d'aller*, pour ainsi dire, jusqu'au tréfonds de cet embrouillamini, sans reculer devant les difficultés du problème* ».

Plékhanov. Le mot « tréfonds » n'exige pas qu'on l'accompagne de « *pour ainsi dire* ».

??

« ... la partie ouvrière comporte des revendications dirigées contre la *bourgeoisie*, alors que la partie paysanne comporte des revendications dirigées contre les *seigneurs terriens* (contre les féodaux, aurais-je dit, si l'application de ce terme à notre noblesse foncière n'était pas une question aussi controversée) ¹. »

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 115. (N.R.)

1) Pour ma part, je serais enclin à résoudre cette question par l'affirmative, mais en l'occurrence ce n'est naturellement ni le lieu ni le moment de motiver et même d'avancer cette solution, car il s'agit maintenant de défendre le projet collectif du programme agraire, proposé par l'ensemble de la rédaction*.

Axelrod. N.B. Vraiment, dans une brochure de *programme*, il serait mieux d'éviter de telles allusions à des divergences.

« Tenter d'établir à l'avance, avant l'issue définitive de la lutte, au cours même de la lutte, que nous n'obtiendrons peut-être pas *tout* le maximum, c'est tomber dans le philistinisme le plus pur**.

Plékhanov. « Tenter d'établir... » que nous n'obtiendrons pas tout le maximum, etc., c'est bien gauche. Je propose de remplacer ce passage par la phrase que j'ai inscrite dans le texte***. Je demande qu'on mette aux voix cette proposition. *Motif* : crainte de s'attirer les railleries de nos adversaires politiques.

Je propose également de mettre aux voix ma proposition de *faire disparaître* les considérations de l'auteur sur le féodalisme russe. *Motif* : leur caractère déplacé dans un article écrit pour ainsi dire *au nom de la rédaction* en général. Les réserves faites par l'auteur ne peuvent manquer de laisser supposer des *divergences* au sein de la rédaction.

Axelrod. J'ai déjà fait la même remarque plus haut.

Un minimum de tact aurait suggéré à l'auteur des remarques qu'il est tout à fait déplacé d'insister pour que soient *mises aux voix* les corrections de *style* (sinon les incorrections) qu'il souhaite. Il est bien ridicule également de craindre qu'on se mette à crier à des « divergences » (qui « on » Martynov ?) à propos d'une question aussi mince que celle du « féodalisme ». Je me suis exprimé en termes très généraux.

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 116-117. (N.R.)

** *Ibid.*, p. 118. (N. R.)

*** Plékhanov avait proposé de remplacer cette phrase par la suivante : « Se laisser arrêter, avant l'issue définitive de la lutte, au cours même de la lutte, par l'idée que ... » (N.R.)

« Notre mouvement », c'est le mouvement social-démocrate. La *masse paysanne* ne peut vraiment pas « se joindre » à *lui* : une telle éventualité n'est pas problématique, mais *impossible*, et il n'en a jamais été question. Mais la *masse paysanne ne peut manquer de participer au « mouvement »* contre tous les vestiges du servage (y compris contre l'autocratie)*. »

Plékhanov. Je propose (dans la phrase sur la *jonction*), à la place des mots « la masse paysanne », de mettre : la *masse paysanne prise comme telle, c.-à-d. en tant que caste*, et, en outre, *considérée comme un tout unique*, etc.

Je demande qu'on mette aux voix.

Axelrod. Accepté. P.A.

Voir p. 28 au verso**.

« Il nous faut répandre plus largement l'idée que la bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie ne peut se livrer que sous la république ; il nous faut *créer* et renforcer la tradition républicaine parmi tous les révolutionnaires russes et parmi des masses aussi larges que possible d'ouvriers russes ; il nous faut par le mot d'ordre de « république » exprimer que dans la lutte pour la démocratisation du régime politique nous irons jusqu'au bout, sans regarder en arrière***... »

Plékhanov. Je conseille de biffer les mots : il nous faut répandre plus largement l'idée que la bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie ne peut se livrer que sous la république (*je demande un vote*). Je ne suis nullement convaincu qu'en Angleterre, par ex., le développement politique doive pas-

L'exemple de l'Angleterre est assez mal venu en raison précisément de son caractère exceptionnel. Mettre *actuellement* en parallèle la Russie et l'Angleterre revient à faire naître une foule de malentendus dans

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 119. (N.R.)

** Voir la réponse à la remarque précédente de Plékhanov. (N.R.)

*** Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 121. (N.R.)

ser par la république. On ne voit guère en quoi la monarchie pourrait gêner les ouvriers, et c'est pourquoi sa suppression peut être *non la condition préalable*, mais la *conséquence* du triomphe du socialisme.

Axelrod. Pour la proposition. P.A.

l'esprit du public. Les remarques de Marx (1875) et d'Engels (1891) sur la revendication de la république en Allemagne¹⁷ font précisément ressortir « la nécessité » de la république ; quant aux exceptions, il peut y en avoir partout.

« Ainsi, tout le contenu du point 4 peut être simplement exprimé en trois mots : « restituer les *otrezki* ». On peut se demander comment est née l'idée d'une telle revendication ? Elle découle directement de la thèse générale et fondamentale d'après laquelle nous devons aider les paysans et les pousser à supprimer aussi pleinement que possible tous les vestiges du servage. « Tout le monde est d'accord » là-dessus, n'est-il pas vrai ? Et du moment que vous voulez bien prendre ce chemin, donnez-vous la peine d'y avancer de vous-même, ne vous faites pas traîner, ne vous laissez pas décourager par l'aspect « étrange » de ce chemin, ne vous troublez pas si en maint endroit vous ne trouvez même aucun chemin frayé et si vous êtes obligé de ramper au bord du précipice, de vous écorcher les coudes aux taillis, de sauter des fondrières. Si vous déplorez ces insuffisances, vos lamentations ne vous seront d'aucun secours, car vous deviez savoir à l'avance que vous vous engagez non pas sur la grand-route que toutes les forces du progrès social ont tracée et aplanie, mais dans des sentiers tortueux et reculés d'où il est possible de sortir, mais où ni vous, ni nous, ni personne d'autre ne trouvera jamais d'issue directe, simple et facile, « jamais », c'est-à-dire tant qu'existeront ces lieux perdus et reculés, qui ne consentent à disparaître qu'avec une mortelle lenteur.

Mais si vous ne voulez pas vous aventurer dans ces recoins, dites-le franchement, et ne vous en tirez pas avec des phrases*.

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 127-128. (N.R.)

Plékhanov. Je mets aux voix la question de la suppression de cette page. Elle donne un caractère quelque peu déclamatoire à un raisonnement en lui-même clair et logique. Pour présenter la revendication de la restitution des *otrezki*, nul n'est besoin de « ramper » au bord du précipice, etc. Ce foisonnement d'images donne à penser que l'auteur n'a pas parfaitement intégré les « *otrezki* » à son système.

Axelrod. Je propose de laisser tomber cette page, à partir des mots : « Tout le monde », jusqu'à la fin de la page suivante (47). P.A.

Je mets aux voix la question de savoir si des remarques d'un ton aussi *cancanier* sont *admissibles* à l'égard d'un confrère de rédaction, et où aboutirons-nous si nous nous mettons *tous* à nous servir pareille pitance les uns aux autres ??

« Les survivances directes de l'économie de corvées, constatées en Russie un nombre infini de fois par toutes les recherches économiques, se maintiennent non pas grâce à la protection de quelque loi particulière, mais par la force des rapports agraires existant en fait. Cela est tellement vrai que les témoins, devant la fameuse commission Valouïev ¹⁸, pouvaient dire ouvertement : le servage réapparaîtrait certainement s'il n'était pas interdit par une loi expresse. Donc, de deux choses l'une : ou bien laisser complètement de côté les rapports agraires entre paysans et propriétaires fonciers, dans ce cas, tous les autres problèmes se règlent très « simplement » ; mais alors vous laisserez également de côté la source principale de toutes les survivances de l'économie féodale à la campagne; vous vous écarterez « simplement » d'une question des plus brûlantes touchant les intérêts les plus profonds des féodaux et de la paysannerie asservie, d'une question qui, demain ou après-demain, peut devenir aisément une des questions sociales et politiques les plus urgentes de la Russie. Ou bien vous toucherez à cette source de « formes arriérées de l'asservissement économique » que sont les rapports agraires, mais alors vous devrez tenir compte d'une complexité et d'un enchevêtrement de ces rapports tels qu'ils rendent absolument impossible une solution facile et simple. Et si vous êtes mécontents de la solution concrète que nous proposons de don-

ner à cette question embrouillée, *vous ne serez plus alors en droit* d'éluder la question en vous « plaignant » de sa complexité, mais vous *devez* essayer de l'analyser vous-mêmes, de proposer une autre solution concrète.

L'importance des *otrezki* dans l'économie paysanne d'aujourd'hui est attestée par les faits*.

P l é k h a n o v. Je conseillerais de laisser tomber toutes les considérations sur les « simplement » et les « pas simplement » et reprendre le cours de l'article aux mots « L'importance des *otrezki*, etc. ». L'article y gagnera, car tout le passage indiqué le gâte par son effrayante (??) prolixité. Je propose un vote.

Les considérations sur la simplicité, en tant que résumé de tout ce qui précède (et de réponse à la *masse* de remarques de gens même sympathisants) ne sont nullement superflues, et je conseille de ne pas y toucher.

« Les prestations entraînent la stagnation de la technique et de *tous* les rapports économiques et sociaux à la campagne, car elles entravent le développement de l'économie monétaire et la désagrégation de la paysannerie, évitent (relativement) au propriétaire foncier l'influence stimulante de la concurrence (au lieu d'améliorer la technique, il diminue la part du métayer ; d'ailleurs cette diminution a été constatée dans une série de régions durant de nombreuses années après la réforme), attachent le paysan à la terre, entravent par là le développement des migrations, des activités d'appoint, etc**. »

P l é k h a n o v. Je propose de barrer les mots « et la désagrégation de la paysannerie » ; ils peuvent prévenir le lecteur contre une mesure qui, en elle-même, ne mérite qu'approbation. Et si vous voulez laisser ces mots, complétez-les, expliquez (au moins dans une note) ce que vous entendez par là. Je demande un vote.

Comment ? Prévenir *qui* ? pourquoi ? — On n'y voit goutte.

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 129. (N.R.)
 ** *Ibid.*, p. 131. (N.R.)

Ensuite, que signifient « évitent relativement » ? Le mot « relativement » ne convient pas, ici.

C'est très simple. Cela signifie : évitent *relativement* à la situation actuelle en Russie (et non en comparaison, par ex., de l'Amérique).

« Et puis d'ailleurs : dès que l'on admet que les *otrezki* sont une des sources principales du système des prestations et que ce système constitue une survivance directe du servage qui entrave le développement du capitalisme, peut-on douter que la restitution des *otrezki* sapera les prestations de travail et hâtera le développement économique et social ? * »

Plékhanov. C'est bien pour ça que ce n'est pas la peine de passer tant de temps à le démontrer.

Conclusion hâtive.
Voir la fin de cette page (55) et le début de la suivante **.

« Pour autant que je puisse en juger, toutes les objections « contre les *otrezki* » se ramènent à l'un ou l'autre de ces quatre points ; en outre, la majorité des opposants (Martynov y compris) ont répondu aux quatre questions par la négative, en considérant la revendication de la restitution des *otrezki* comme foncièrement erronée, politiquement inadéquate, pratiquement irréalisable et logiquement inconséquente ***. »

Plékhanov. Je propose de sauter Martynov : tout l'article en est déjà assez truffé.

Axelrod. Oui, *des Guten*, c.-à-d. de Martynov, *mehr als zu viel* ****. P.A.

Voir p. 28 au verso *****.

Martynov a fourni des arguments que l'on retrouve chez beaucoup de nos amis. Ce serait faire preuve d'un grand manque de tact que de laisser ces arguments sans réponse et de ne pas mentionner Martynov quand il aborde le fond du problème.

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 131. (N.R.)

** Lénine veut parler du ch. VII de son article (*ibid.*, p. 132). (N.R.)

*** Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 132. (N.R.)

**** De ce bien, c.-à-d. de Martynov, il y a plus que trop. (N.R.)

***** Renvoi à la réponse de Lénine à la remarque de Plékhanov figurant p. 38 du présent tome. (N.R.)

« Et nous ne nous contredirons nullement si, dans la période historique qui suivra, lorsque les particularités de la « conjoncture » sociale et politique actuelle auront disparu, et que la paysannerie, disons, se satisfera des infimes aumônes accordées par une poignée de propriétaires et « montrera les dents » pour de bon au prolétariat, nous retirons de notre programme la lutte contre les vestiges du servage. Il nous faudra alors, sans doute, retirer aussi du programme la lutte contre l'autocratie car on ne saurait supposer que la paysannerie secoue le joug féodal le plus rebutant et le plus lourd *avant* d'avoir accédé à la liberté politique * . »

Plékhanov. Je propose de *ray*er le passage commençant par les mots « Et nous ne nous contredirons nullement » et allant jusqu'à « la liberté politique ». Il *affaiblit* l'effet de ce qui précède au lieu de le *renforcer*.

Axelrod. Pour. P.A.

Il ne convient pas de supprimer ces mots, dictés par une prudence *indispensable*. Sinon on peut nous accuser facilement d'être à courte vue.

« On nous objectera : « si forte que soit la résistance que l'économie des prestations de travail oppose à l'offensive du capitalisme, elle cède cependant ; bien plus : elle est condamnée à disparaître complètement ; la grande exploitation basée sur les prestations cède et cédera sa place directement à la grande exploitation capitaliste. Et vous voulez hâter le processus de la disparition du servage par une mesure qui tend au fond à morceler (fût-ce partiellement, mais à morceler quand même) la grande exploitation. Ne sacrifiez-vous pas ainsi les intérêts de l'avenir aux intérêts du présent ? Au nom de la possibilité problématique d'un soulèvement des paysans contre le servage dans un proche avenir, vous rendez plus difficile, dans un avenir plus ou moins éloigné, l'insurrection du prolétariat rural contre le capitalisme ! »

Un tel raisonnement, si convaincant qu'il apparaisse à première vue, pèche par son extrême étroitesse **... »

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 134. (N.R.)
 ** *Ibid.*, pp. 134-135. (N.R.)

Plékhanov. Même à première vue, il est fort peu convaincant. Il en émane un tel souci du littéral qu'il vaut mieux s'y arrêter le moins possible : c'est honteux pour les social-démocrates. C'est particulièrement honteux maintenant, à un moment où des milliers de paysans russes *s'insurgent* pour la liquidation de l'ancien régime. Je demande que soit mise aux voix la proposition tendant à déclarer cet argument non convaincant même à première vue.

Axelrod. A mon avis, il faut supprimer ce « coup de chapeau aux adversaires » à la Martynov. P.A.

A mon avis, il est bizarre qu'on voie ici un « coup de chapeau aux adversaires » (et c'est démenti par les faits, car cet argument est repris dans des lettres de très bons amis de l'*Iskra*), quand les torts de ceux-ci sont démontrés. Et les *invectives* de l'auteur des remarques à l'adresse des adversaires ne mènent rigoureusement à rien.

« ... cela ne pourrait manquer d'avoir une influence des plus profondes sur l'esprit de protestation et de lutte indépendante parmi toute la population laborieuse rurale * »

Plékhanov. Que signifie « lutte indépendante » ?

Voir la Belgique en avril 1902¹⁹. Elle fournit la réponse à cette question « ardue ».

« Pour faciliter plus tard à nos ouvriers et semi-ouvriers agricoles le passage au socialisme, il est extrêmement important que le parti socialiste « intervienne » *dès maintenant* en faveur de la petite paysannerie, en faisant pour elle « tout ce qui est possible », sans se refuser à participer à la solution des questions « étrangères » (non prolétariennes), pressantes et embrouillées, en apprenant à toute la masse laborieuse et exploitée à voir en lui son chef et son représentant ** »

Plékhanov. Pourquoi les mots « tout ce qui est possible » sont-ils mis en relief (« entre guillemets ») ? Je ne com-

Ce n'est pas très difficile de comprendre que chacun a sa manière d'employer

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 135. (N.R.)

** Ibid., pp. 135-136. (N.R.)

prends pas. D'autre part, la question de la situation des « semi-ouvriers agricoles » n'est nullement étrangère au prolétariat. Il est très peu politique de faire usage actuellement de ce mot, même entre guillemets.

les guillemets. Peut-être l'auteur veut-il *mettre* aussi « *aux voix* » les guillemets ? Cela lui ressemblerait assez !

« C'est la bourgeoisie russe qui « a pris du retard » sur sa tâche qui est de balayer tous les vestiges du vieux régime ; c'est nous qui devons combler cette lacune et nous nous y efforcerons jusqu'à ce que la chose soit faite, tant que nous n'aurons pas conquis la liberté politique, tant que la situation de la paysannerie alimentera le mécontentement de la grande masse de la société bourgeoise instruite (comme nous le voyons en Russie), au lieu d'alimenter dans cette masse un sentiment d'infatuation conservatrice à propos de l'« indestructibilité » du rempart soi-disant le plus puissant contre le socialisme (comme nous le voyons en Occident, où cette infatuation se retrouve dans tous les partis de l'ordre, depuis les agrariens et les conservateurs *pur sang* * en passant par les bourgeois libéraux et libres penseurs, et en finissant même ... que messieurs les Tchernov et le *Vestnik Rousskoï Révolioutsii* ²⁰ nous le pardonnent !... en finissant même par les « critiques du marxisme » à la mode dans la question agraire) ** . »

Plékhanov. Je conseille fortement de supprimer ici les mots : *Vestnik Rousskoï Révolioutsii*. Le nom de Tchernov figure à côté, et on peut nous accuser de rapprochements risqués, d'allusions, voire de divulgation de pseudonyme. Il faut l'éviter à tout prix.

D'accord, mais je préfère supprimer « Tchernov ».

« Autre chose est la nationalisation du sol. Cette revendication (s'il faut la comprendre dans le sens bourgeois et non socialiste) « va plus loin » en effet que la revendication de restituer les *otrezki*, et, en principe, nous la partageons entièrement. Bien entendu, à un moment révolutionnaire déterminé, nous ne refuserons pas de la formuler *** . »

* En français dans le texte. (N.R.)

** Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 137. (N.R.)

*** *Ibid.*, p. 139. (N.R.)

Plékhanov. Je m'associe entièrement à cette remarque²¹. Là est le « *nœud* » de la question.

Axelrod. Je ne comprends pas bien : plus haut, vous avez défini parfaitement le caractère social-révolutionnaire du programme agraire ; de plus, la nationalisation du sol, y compris comme mot d'ordre d'*insurrection*, est anti-révolutionnaire. Je m'associe à la proposition de Berg.

« Mais à l'heure actuelle, nous élaborons notre programme non seulement et même moins pour l'époque de l'insurrection révolutionnaire que pour celle de l'esclavage politique, pour l'époque antérieure à la liberté politique. Or, à pareille époque, la revendication de la nationalisation du sol exprime *bien plus faiblement* les tâches immédiates du mouvement démocratique du point de vue de la lutte contre le servage* ».

Plékhanov. Nous disions justement auparavant que notre programme agraire est un programme social-révolutionnaire.

La nationalisation du sol dans un Etat policier signifierait un nouvel et colossal renforcement de cet Etat. C'est pourquoi on ne peut pas objecter comme c'est le cas ici qu'elle « exprime bien plus faiblement », etc. L'une des mesures est *révolutionnaire* et l'autre, *réactionnaire*.

Axelrod. La proposition de Plékhanov est conforme au sens des remarques de Berg et de la mienne propre de la page précédente.

L'« associé » a seulement eu tort d'oublier que la remarque vise l'article *non corrigé*. Un peu d'attention lui aurait évité cette faute plaisante.

Faux. Ce n'est pas toujours et pas toute nationalisation qui est « réactionnaire ». C'est celle qui se fait « sous le licol ».

Si les auteurs des remarques ne veulent pas, même à la *deuxième* lecture de l'article, se donner la peine de formuler exactement leurs corrections (bien

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 139. (N.R.)

que cet impératif ait été expressément admis et communiqué à tous), les votes sur les « remaniements » en général (puis sur le texte des remaniements ??) donneront lieu à d'interminables pertes de temps. Ce ne serait pas un crime que de craindre un peu moins que l'auteur de l'article en question *s'exprime* à sa manière.

« Voilà pourquoi nous pensons que le maximum de notre programme agraire sur la base du régime social actuel ne doit pas aller au-delà de la révision démocratique de la réforme paysanne. La revendication de la nationalisation du sol, tout à fait juste au point de vue des principes et tout à fait applicable à certains moments, est pour l'instant politiquement inadaptée * . »

Plékhanov. *Je m'associe* à la remarque de Berg ²². Mais je propose la formulation suivante : dans un Etat policier, la *nationalisation* du sol est nuisible, et dans un Etat constitutionnel, elle *fera partie* de la revendication de la nationalisation de *tous les moyens* de production. *Je demande qu'on mette aux voix.*

Voir p. 75 au verso **

Axelrod. Accepté. P.A.

« Une telle composition du tribunal garantirait son caractère démocratique et la libre expression des divers intérêts de classe des diverses couches de la population rurale ***. »

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 140. (N.R.)

** Renvoi à la réponse faite par Lénine à la remarque de Plékhanov de la p. 47 du présent tome. (N.R.)

*** Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 142. (N.R.)

Plékhanov. Style impossible. Je demande qu'on mette aux voix la proposition de le corriger.

Axelrod. Dans quel sens ?

Conception « impossible » de la « mise aux voix » comme d'un jeu ! Nous n'avons rien à faire de mieux !

« ... on sait que dans nos campagnes, l'affermage porte un caractère plus souvent féodal que bourgeois, et le prix de fermage est bien plus une « rente-argent » (c'est-à-dire une rente féodale transformée) qu'une rente capitaliste (c'est-à-dire l'excédent du profit de l'entrepreneur). La diminution du prix du fermage contribuerait donc directement à substituer les formes capitalistes aux formes féodales de l'économie* ».

Plékhanov. L'auteur avait promis de ne pas parler du féodalisme russe (voir plus haut), mais n'a pas tenu parole. Dommage. Je demande de *mettre aux voix* la proposition de supprimer ici le terme de (rente) *féodale* **.

Faux. Il suffit justement de « se reporter plus haut » pour voir que l'auteur n'avait rien « promis » de semblable. Et puisque l'auteur a spécifié expressément que *ce n'est pas l'opinion générale*, c'est manquer de tact que de lui chercher noise.

« L'autocratie elle-même est, pour cette raison, contrainte de créer de plus en plus souvent un « fonds » spécial (tout à fait misérable, naturellement, bien plus pillé par les dilapidateurs des deniers publics et les bureaucrates qu'il ne sert aux affamés) « pour les besoins culturels et de bienfaisance des communautés rurales ». Nous nous devons bien, à notre tour, d'exiger, parmi d'autres réformes démocratiques

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6 p. 143. (N.R.)

** La querelle porte ici sur l'emploi de l'un ou de l'autre de deux mots : le premier, « féodalisme », incriminé ici par Plékhanov, d'importation étrangère et d'extension plus vaste, désigne la féodalité en général comme régime économique et social en place dans de nombreux pays à une période déterminée de leur histoire ; l'autre, « *krépostnitchestvo* », indique les rapports économiques et sociaux dans l'agriculture russe de l'époque du servage (c'est-à-dire jusqu'en 1861). Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, note de la page 39. (N.R.)

ques, la création d'un tel fonds. A cela, on ne saurait guère s'opposer*.)»

Plékhanov. Ce passage sur « l'autocratie » est *on ne peut plus mal venu*. En quoi peut-elle nous être un exemple ? Comme si nous ne pouvions rien proposer de nous-mêmes sans la consulter du regard ?

La restitution aux paysans doit être motivée par le fait qu'elle constituerait une mesure révolutionnaire qui réparerait une « injustice » que tous ont en mémoire et qui, surtout, a joué un rôle important dans la ruine de la paysannerie russe (voir Martynov).

P.-S. Quand les émigrés français réclamaient leur milliard (à l'époque de la Restauration), ils ne parlaient pas de bienfaisance. Ils comprenaient mieux ce que signifie la lutte de classes.

Je propose de mettre la re-fonte de ce passage aux voix.

Axelrod. Voir la remarque de Plékhanov à la p. 90²³. Relisez attentivement la présente remarque ainsi que cette autre, et vous-même vous reconnaîtrez d'accord avec elles. P.A.

« On ne peut cependant restituer entièrement ce tribut, nous objecte-t-on. C'est juste (*comme on ne peut restituer entièrement les otrezki*)** ».

Plékhanov. Pourquoi ne peut-on restituer entièrement les *otrezki* ? Rien de tel ne figure dans le programme.

J'attire l'attention de tous sur le fait que le sens d'un paragraphe adopté par nous est modifié ici.

Que *même* l'autocratie est contrainte de s'occuper (de façon lamentable) de bienfaisance, c'est un *fait*, et il est étrange d'avoir peur de s'y référer. Quant à présenter ceci comme un exemple, c'est là le « mauvais prétexte » de quelqu'un qui cherche la querelle.

Totalement faux. L'interpolation de Lénine dans son article ne change pas et *ne peut pas* changer le sens de ce qui figure dans le programme. L'auteur des

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 144. (N.R.)

** Ibid., p. 145. (N.R.)

A x e l r o d. Pourquoi affaiblissez-vous ainsi et limitez-vous une décision de principe?

remarques a oublié cette vérité élémentaire que « l'application concerne la loi, et non les motifs de la loi ».

« Il est clair que la suppression de la caution solidaire (cette réforme, M. Witte aura peut-être encore le temps de la réaliser avant la révolution), l'abolition des divisions en castes, la liberté de se déplacer et de disposer de la terre pour chaque paysan pris à part conduiront de fait à la suppression inéluctable et rapide de ce fardeau fiscal et féodal qu'est, pour les trois quarts, la communauté d'aujourd'hui. Mais ce résultat ne fera que montrer la justesse de nos vues sur la communauté, l'incompatibilité de cette dernière avec toute l'évolution économique et sociale du capitalisme* ».

P l é k h a n o v. Des rumeurs font actuellement prévoir sa suppression. Aussi, faut-il modifier le passage qui s'y rapporte.

Cet « aussi » n'a rien à faire ici. Les « rumeurs » circulent depuis longtemps et *si même elles aboutissent à quelque chose*, il n'y a de toute façon rien à modifier.

Je propose, à la place de « capitalisme », de mettre : avec toute l'évolution économique et sociale de notre époque. *Motif* : prévenir les « critiques démagogiques » des avocats de la communauté rurale.

Je trouve cette crainte de la démagogie parfaitement superflue, car ces Messieurs présenteront de toute façon une aussi « mauvaise critique ».

« A cela nous répondrons : notre formule n'implique pas pour chaque paysan le droit d'exiger que sa terre soit détachée en un lot obligatoirement distinct. Il en ressort seulement la liberté de vendre la terre, le droit de préemption accordé aux membres de la communauté rurale ne contredisant nullement cette liberté ** ».

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 146. (N. R.)

** Ibid., p. 147. (N. R.)

Plékhanov. Je m'associe entièrement à cette remarque ²⁴ et propose qu'elle soit mise aux voix.

Axelrod. D'accord.

« Je m'associe » à ce qui se rapporte à un passage retranché ???? Belle proposition de « mise aux voix ».

« Une telle objection serait dépourvue de fondement. Nos revendications ne détruisent pas un groupement d'intérêts, mais, bien au contraire, substituent au pouvoir archaïque (de facto semi-féodal) de la communauté rurale sur le moujik, le pouvoir d'une association *moderne* sur ses libres adhérents. En particulier, notre formule n'exclut pas que soit reconnu aux membres de la communauté, à des conditions précises, le droit de préemption sur la terre mise en vente par un de leurs associés. »

Plékhanov. Je ne suis pas d'accord. Ce droit ne ferait que rabaisser la valeur des terres paysannes.

Quant à la caution solidaire, elle est déjà partiellement supprimée, et le sera tout à fait un de ces jours par M. Witte.

Contradiction. Je ne comprends pas : d'un côté, j'adhère *librement* au groupement d'intérêts et je le quitte *librement*. Et de l'autre, la communauté a droit de préemption sur ma terre. *Il y a là contradiction.*

L'auteur des remarques se laisse emporter par sa haine pour la communauté. Il faut être ici extrêmement prudent, sous peine de se retrouver (comme c'est le cas de l'auteur des remarques) bras dessus bras dessous avec MM. Skvortsov et Cie. *A des conditions précises*, le droit de préemption peut ne pas abaisser, mais élever la valeur de la terre. Je fais exprès de m'exprimer en termes plus généraux et plus larges. L'auteur des remarques a tort de faire hâte pour trancher le nœud gordien. En « rejetant » imprudemment la communauté (*comme groupement d'intérêts*), nous pouvons facilement rendre vaine toute notre « bonté » pour les paysans. La communauté

est en effet liée également à un type d'*habitat*, etc., et il faut être un A. Skvortsov pour « refondre » tout cela dans ses projets d'un trait de plume.

« Pour frayer la voie au libre développement de la lutte de classe à la campagne, il est nécessaire de supprimer tous les vestiges du régime féodal qui *recouvrent* actuellement les germes des antagonismes capitalistes au sein de la population rurale et entravent leur développement* ». »

Plékhanov. C'est la première fois que je vois le mot *antagonisme* employé au pluriel.

L'auteur des remarques a tort de penser qu'il a passé l'âge d'apercevoir quelque chose pour la première fois.

* * *

Les remarques de l'« auteur des remarques » ne nous font apercevoir en toute clarté qu'une seule chose : c'est que, s'il s'est fixé pour but de rendre *impossible* toute collaboration avec lui, au sein de la rédaction, des camarades qui ne sont pas d'accord avec lui, fût-ce sur des points de détail, il est en très bonne voie pour parvenir rapidement à ce noble but. Mais qu'il en assume les conséquences, au cas où il y parviendrait.

(1) Les remarques ont été à ce point bâclées qu'on n'a pas comparé le texte avant corrections au texte corrigé.

(2) On a tout bonnement *envoyé promener* la liste des corrections ! « Qu'il en soit selon notre bon vouloir. »

(3) L'auteur des remarques n'a formulé personnellement presque *aucun des remaniements* qu'il propose, *en dépit de la condition expresse*, adoptée en vue d'éviter d'inraisemblables pertes de temps.

(4) Le ton des remarques est volontairement désobligeant. Si j'entreprenais d'« analyser » sur le même ton l'article de Plékhanov sur le programme (c.-à-d. précisément son « *article* » à lui *personnellement*, et non le projet

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 148-149. (N.R.)

de déclaration commune ou de programme commun, etc.), ce serait d'un coup le final de notre collaboration. Et je « mets aux voix » : faut-il permettre aux membres de la rédaction de mettre leurs collègues *au défi* d'agir ainsi ?

(5) Vouloir s'immiscer à *coup de votes* dans la manière de s'exprimer des membres de la rédaction est le comble du manque de tact.

L'auteur des remarques me rappelle le cocher qui pensait que pour bien conduire un équipage, il fallait fouetter ses chevaux le plus fort et le plus souvent possible. Je ne suis bien sûr qu'un cheval, l'un *des* chevaux du cocher Plékhanov, mais il arrive parfois que le cheval le plus fouetté désarçonne son cocher par trop fougueux.

Rédigé le 1^{er} (14) mai 1902.
Publié pour la première fois
en 1925 dans le Recueil Lénine III

Conforme au manuscrit

INTRODUCTION À LA PROCLAMATION DU COMITÉ DU DON DU P.O.S.D.R. « AUX CITOYENS DE RUSSIE »²⁵

Nous reproduisons ici intégralement la très belle proclamation du Comité du Don de notre parti. Cette proclamation nous montre comment les social-démocrates savent rendre hommage à l'héroïsme d'un Balmachev sans répéter pour autant l'erreur des socialistes-révolutionnaires²⁶. Les social-démocrates mettent au premier plan le mouvement ouvrier (et paysan). Ils exposent leurs revendications au gouvernement au nom de la classe ouvrière et de tout le peuple, sans brandir la menace de nouveaux attentats et meurtres. Ils envisagent le terrorisme comme l'un des moyens accessoires possibles, et non comme un procédé tactique *particulier*, justifiant une séparation d'avec la social-démocratie révolutionnaire.

Rédigé après le 9 (22) mai 1902.
Publié pour la première fois
en 1931 dans le livre de V. Pleskov :
« À l'époque de notre jeunesse militante.
Les jeunes à la veille
de la première révolution. »
Ed. de la Jeune Garde

Conforme au manuscrit

INTRODUCTION À LA PROCLAMATION « AUX CITOYENS DE TOUTE LA RUSSIE » ²⁷

La proclamation du Comité du Don reproduite ici fait le point d'événements marquants, en dégage le sens avec sûreté de jugement et une incontestable vigueur, en tire des conclusions pratiques que ne se lassera jamais de reprendre la social-démocratie. Cette proclamation a été tirée à 6 500 ex. et expédiée en décembre dans diverses villes de Russie.

Rédigé le 20 décembre 1902
(2 janvier 1903).

Conforme au manuscrit

Publié le 1^{er} janvier 1903
dans le n° 31 de l'*« Iskra »*

PLAN D'UNE BROCHURE CONTRE LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ²⁸

Le fait de la guerre. Vient juste de commencer. Polémique écrite.

Pourquoi ? Mise au jour des causes profondes qui rendent la guerre inévitable.

L'accent doit être mis principalement sur les divergences théoriques, de principe.

A) *Position hybride et sans principe à mi-chemin du marxisme révolutionnaire et de la critique opportuniste.*

1. Article du n° 2 du *Vestnik Rousskoï Révolioutsii* (éditorial). L'analyser.

2. *Théorie de la faillite. Citation* des pp. 55-56 = négation de la nécessité économique de l'avènement du socialisme. (Omission des trusts.)

3. Question agraire. Citation de la p. 57 (« même »).

4. *Théorie de la valeur. Citation* de la p. 64. « *E b r a n-
l é* » !

p. 66 (encore « même » !)

{pp. 67 et 48 = crise de *tout* le socialisme}

5. « *Le marxisme abrupt et exclusif devient du domaine de l'histoire* » (75) !! N.B.

6. *Jitlovski et les Sozialistische Monatshefte ...* ²⁹

7. « La question à l'ordre du jour. » Eloge de Hertz (p. 8, note).

« Nouveau point de vue » = par la coopération au socialisme.

ad B. 3. *

8. *Vestnik Rousskoï Révolioutsii*, n° 2, pp. 82 et 87. « Corrections », « reconsidération », etc. **
9. Σ = complète absence de principes. Est socialiste-révolutionnaire qui veut.
10. Complet isolement vis-à-vis du socialisme international : « personnalité distincte ».
- B) *Position hybride et sans principe à mi-chemin du marxisme russe et de la « Narodnaïa Volia », ou plus exactement de l'orientation populiste libérale.*
1. Le nouveau mouvement révolutionnaire s'accompagne d'une lutte de l'ancienne et de la nouvelle théorie. Vestiges du socialisme russe (orientation populiste libérale) et marxisme russe. Attitude des socialistes-révolutionnaires ? « La veille de la révolution » est typique. (Complète incompréhension de la signification des controverses théoriques.)
- Dégénérescence du vieux socialisme russe en orientation populiste libérale.
2. « Economie du travail » (théorie socialiste-révolutionnaire) (dans le n° 11 de la *Révolioutsionnaïa Rossia* ³⁰, p. 7). *Socialisme vulgaire + populisme.* [Cf. *Vestnik Rousskoï Révolioutsii*, n° 2, pp. 100-101 : *lutte des classes = lutte de tous les opprimés !!*]

* A rapporter au point B. 3. (N.R.)

** Dans le manuscrit, une flèche indique que le point 8 est placé avant le 6. (N.R.)

3. Aspects progressistes et négatifs du capitalisme. N° 9 de la *Révolioutsionnaïa Rossia*, p. 4.

Contra :
Signification progressiste de l'exode et du vagabondage: n° 8, p. 8, col. 2³¹

Feuille séparée, p. 2 fin

Cf. « La question à l'ordre du jour » (p. 8) : « Nouveau point de vue » : « Par la coopération au socialisme ». Cf. A 7.

D'après les statistiques allemandes : coopération = prédominance de la bourgeoisie.

4. Σ=conjonction purement éclectique de populisme et de marxisme à l'aide de la « critique ».

C) Attitude floue envers la lutte de classe et le mouvement ouvrier.

1. Des péchés théoriques ils glissent aux péchés pratiques. Leur attitude envers la lutte de classe et le mouvement ouvrier. Comment posent-ils la question ?
2. Citation du *Vestnik Rousskoï Révolioutsii* n° 2, p. 224. Parti et classe. Confusionnisme qui vise à s'écarter de la lutte de classe du prolétariat et à ouvrir la porte à des intellectuels instables et irrésolus.
3. *Intelligentsia*+*prolétariat*+*paysannerie* (n° 8, p. 6, col. 2) (contre les orthodoxes « étroits »). Donc=négation totale de la lutte de classe. Amalgame de catégories différentes. Mettre dans le même sac à la fois le réformisme social des intellectuels, le révolutionnarisme purement démocratique, le socialisme prolétarien et les revendications primitives de la paysannerie.
4. *Intelligentsia* et *prolétariat*. Et les *narodovoltsy* par-dessus le marché !!! n° 3 du *Vestnik Rousskoï Révolioutsii*, pp. 9-11. Feuille séparée.
5. Leur attitude en pratique ? Illustrée par l'« économisme »³². L'*Iskra* : un long travail patient d'explication, d'éducation. Abandon par l'*Iskra* des illusions sur l'unité.

Cf : Joie mauvaise

+jeter des bâtons dans les roues du marxisme révolutionnaire.

Σ = spectateurs dilettantes.

6. Comment expliquent-ils ce qui les sépare des social-démocrates ? N° 9, p. 4, col. 2.

{ L'important n'est pas qu'« ils veulent être », mais qu'il y a un *m o u v e m e n t o u v r i e r*.

{ D'une façon générale, le travail est une absurdité.

{ Peu importe qu'on ait affaire à des ouvriers salariés ou indépendants = contamination et avilissement du socialisme par des éléments petits-bourgeois et complet effacement de la frontière avec les populistes.

{ « Pure représentante idéologique » d'un seul principe.

{ *Aucun principe !*

- D) *Indépendamment de leur volonté, mènent à la subordination de la classe ouvrière à la démocratie bourgeoise.*

1. Nous avons examiné la position théorique des socialistes-révolutionnaires et leur attitude envers le mouvement ouvrier.

Σ = ambiguïté, éclectisme.

Leur attitude envers la démocratie bourgeoise russe:

2. Elle n'existe pas ! *Vestnik Rousskoï Révolioutsii*, n° 2, p. 132 !! Les socialistes-révolutionnaires l'ont constaté dès l'époque de la guerre contre l'« économisme ».

Cf. « La vestale contemporaine » ³³

3. Et M. Strouvé ? Et l'orientation populiste libérale ? C'est devant eux qu'ils baissent pavillon !!! Autrement dit, ils baissent pavillon devant la démocratie bourgeoise, ne font pas percevoir aux ouvriers les oppositions de classe, n'élaborent pas d'idéologie socialiste *i n d é p e n d a n t e*.

4. Et que signifie *intelligentsia* + *prolétariat* + *paysannerie* ? Pratiquement, l'*intelligentsia* et la *paysannerie* ne représentent rien d'autre que la démocratie *bourgeoise* !!

5. Et leur attitude envers les libéraux ? Revenez à la formule + et — du capitalisme (n° 9, p. 4).

{ *Il n'y a pas de classe derrière les libéraux* (n° 9, p. 4)

Bien plus que derrière vous !

Remarquable : ils ont cru les libéraux sur parole !! n° 9, pp. 3-4. (Variantes de V.V.)

Nous faisons la guerre aux libéraux bien plus énergiquement que vous.

Nous avons *la guerre* et non des considérations prolixes : d'une part, d'autre part.

Mais nous comprenons que les libéraux représentent une classe, qu'ils sont une force vivante, qu'ils s'appuient sur un mouvement *populaire, social*, ce que ne peuvent dire les socialistes-révolutionnaires !!

6. L.M., dans la *Zaria* (n° 2-3), a raison : la double appellation des socialistes-révolutionnaires vient de ce que leur socialisme n'est nullement révolutionnaire et de ce que leur orientation révolutionnaire n'a rien de commun avec le socialisme. *Ceci=mène à la défaite devant la démocratie bourgeoise.*

Ainsi s'achève la critique de principe de *toute la position* des socialistes-révolutionnaires. Il faut être bien attentif au fait que c'est justement toute leur position que nous rejetons, et *pas seulement* des erreurs dans leur programme (agraire), *pas seulement* des erreurs dans leur tactique (terrorisme).

Mise en garde contre le socialisme petit-bourgeois, le révolutionnarisme et les flottements.

E) *Question agraire.*

1. Socialisme vulgaire primitif. Croient aux déclarations. Pas d'analyse du mouvement. Ne comprennent pas la lutte contre les vestiges du servage (n° 8, p. 4 : les réformes de 1861 ont frayé la voie au capitalisme ! !).

N.B. Le *Vestnik Rouskoï Révolioutsii* mal préparé contre l'*Iskra*. « La question à l'ordre du jour » (Hertz). *Révolioutsionnaïa Rossia*, n° 4, février. p. 2 (*in fine*) :

2. Le « principe égalitaire » de la paysannerie, etc., voilà bien des revendications *démocratiques* illusoire. Il n'y a là rien de socialiste. Il faut dire la vérité, et non s'abandonner à la démagogie.
- polémique sur le moujik ¹⁾, et n° 8 (*j u i n*) : appel de l'« Union paysanne », etc. Mais vous êtes bien plus mal préparés que les social-démocrates !

¹⁾ Actuellement, la campagne peut maintenir et renforcer sa pression sur le gouvernement « et le peut sans doute beaucoup plus énergiquement que nous le pensons, coupés que nous sommes du moujik depuis tant d'années, dans la majorité des cas, grâce aux espions et au joug du gouvernement ». *Révolioutsionnaïa Rossia*, n° 4 (février 1902), p. 2.

3. « Socialisation de la terre ». Nationalisation bourgeoise ? (et sa signification dans un Etat de classe ?). La « socialisation de la terre » est une *promesse* (minimum !) creuse.

Cela revient en effet à l'affirmation des *narodovoltsy* « le peuple est prêt à la révolution » *de facto*.

4. La coopération (substituée à la lutte de classe !), revendication purement *petite-bourgeoise*.

5. Pour la communauté rurale. Contre la libre disposition.

6. *Narodnoïé Diélo* ³⁴, n° 2, pp. 18-19 : comment faire converger lutte paysanne et lutte ouvrière ?

Narodnoïé Diélo, n° 2, p. 51 : « du simple peuple ». Indécent.

Narodnoïé Diélo, n° 2, p. 63 : « Tout est bon pour bourrer le crâne » !!

Exemples de bourrage de crâne : *Révolioutsionnaïa Rossia*, n° 11, p. 6 : se repaître de sang en guise d'apéritif, graine d'orties, etc.

F) *Terrorisme*

1. Polémique à propos de Balmachev. Unique.

Et la critique des Allemands n'est-elle pas unique, elle aussi ?

(Vous provoquez le mécontentement, puis)
 (faites tout votre possible pour qu'on vous)
 le déclare !!

2. *Polémique au sujet de la proclamation du 3 avril. Citation (n° 11, p. 25 in fine) ³⁵ et déduction de la fiction.*
3. « *Vpériod* », n° 5. Citation, n° 5, pp. 7-8

en passant p. 9 ³⁶

4. Terrorisme. Citation du n° 7 (idem que dans la proclamation du 3 avril : ce ne sont pas les mots qui nous importent). n° 7, p. 4 : « Le terrorisme contraint les gens à *penser politiquement* ».

— « mieux que des mois de propagande »

— « insuffle de nouvelles forces à ceux qui sont découragés » ³⁷.

5. « Pas au lieu de, mais en plus de. » *Il n'y a pas* en réalité de liaison avec les masses.

Défiance, inconséquence.

4 années (1897 - 1901), pour le moment, la période démocratique ne fait que commencer.

Détournement des tâches immédiates, urgentes.

Les dirigeants retardent sur les masses.

Logique du terrorisme : lui au premier plan, ensuite tout le reste. Démonstration : *en février* 1902 encore, ce n'étaient pas les organisations de combat que la *Révolioutsionnaïa Rossia* (n° 4) mettait au premier plan. Voir au verso (α) *.

Le terrorisme est sans danger, car il est un mouvement de masse. « Etat d'esprit ambiant ».

Faut-il le suivre ?

Voir au verso (β) *.

n° 12, p. 3, col. 1
 (« théorie des stades »).

Ibid. : on ne peut forcer la porte des prisons ³⁸.

(α) « Toutes les questions de technique révolutionnaire, la conduite des batailles de rue

* Les textes désignés par des lettres grecques sont disposés dans le manuscrit au verso de la page. (N.R.)

contre les troupes, *l'exécution des serviteurs du tsar les plus haïs* (souligné par moi), etc., *se trouvent rejetées à l'arrière-plan* par la question la plus mûre, la plus actuelle, la plus urgente : celle de la création d'une organisation révolutionnaire centrale » (*Révolioutsionnaïa Rossia*, 1902, n° 4, février, p. 3) {et maintenant?

- (β) « ... A l'époque où les écrivassiers menaient le combat avec l'arme de l'encrier... » (peut-on reconnaître au terrorisme une valeur excitatrice, ou aussi une valeur intimidatrice) « ... la vie a imposé la nécessité de méthodes terroristes qui devait réduire au silence toutes les anciennes objections. Les actes terroristes ont acquis la nécessité de la légitime défense... » (*Révolioutsionnaïa Rossia*, n° 7, p. 2) (juin 1902).

(G) Conclusion

Tâches des révolutionnaires contemporains :

- a) Défense et développement théoriques du marxisme révolutionnaire.
- β) Participation la plus large à la lutte idéologique internationale.
- γ) Développement du marxisme russe, sa mise en œuvre, lutte contre l'orientation populiste libérale, dont le caractère bourgeois et petit-bourgeois sera dénoncé à la classe ouvrière.
- δ) Organisation du prolétariat. Lacunes en masse. Exigences prioritaires.
- ε) « Trop de gens et pas assez d'hommes. » Les dirigeants doivent préparer les masses au *soulèvement*.

Rédigé au printemps 1903.

Publié pour la première fois en 1939 dans la revue

« *Proletarskaïa Révolioutsia* », n° 1

Conforme au manuscrit

DEUXIÈME CONGRÈS DU P.O.S.D.R.³⁹

17 (30) JUILLET-10 (23) AOÛT 1903

1

**PROGRAMME DU II^e CONGRÈS ORDINAIRE
DU P.O.S.D.R. ⁴⁰**

A. Règlement du congrès et habilitation.

B. Liste et *ordre* des questions à discuter et à résoudre par le congrès.

A. Règlement du congrès.

1. Le camarade mandaté à cette fin par le Comité d'organisation ⁴¹ ouvre le congrès.

{ Entre parenthèses, additions, éclaircissements, conseils et autres remarques *souhaitables* de caractère *secondaire*.

2. Le congrès élit un président, deux assistants (ou adjoints) du président et neuf secrétaires. Ces neuf * personnes constituent le bureau et siègent à une même table.

Rapport du C.O.

3. Désignation d'une commission pour la vérification des mandats et l'examen de toutes plaintes et protestations ayant trait à la composition du congrès.

(Le C.O. fait savoir à cette commission qu'il a invité *telles* ou *telles* personnes au congrès avec voix consultative.) **

4. Adoption d'une décision sur l'admission des social-démocrates polonais ⁴².

* Erreur involontaire : le total de membres du bureau prévus par Lénine s'élève à douze. (N.R.)

** Le passage donné entre parenthèses a été biffé par Lénine. (N.R.)

ad 3 *

5. Horaire des séances : deux par jour de 9 h à 13 h et de 15 h à 19 h (approximativement).

6. Limitation du temps de parole des délégués : les rapporteurs pas plus d'1/2 h par discours, les autres pas plus de 10 minutes. Personne n'a le droit de parler plus de deux fois sur chaque question. Sur les questions se rapportant à l'ordre des séances peuvent intervenir au maximum deux orateurs pour et deux contre chaque proposition.

7. Les procès-verbaux du congrès sont tenus par les secrétaires avec le concours du président ou de l'un de ses adjoints. Chaque séance du congrès commence par l'approbation du procès-verbal de la séance précédente. *Chaque orateur est tenu de remettre au bureau du congrès, deux heures au plus tard après la fin de la réunion, un résumé de chacune de ses interventions.*

* Le point 4, comme le 11 dans la partie B, a été rajouté par Lénine postérieurement. Ces additions, de même que les modifications de l'ordre des points ont entraîné des changements dans la numérotation. Nous donnons celle-ci d'après la dernière variante.

Plus tard, Lénine biffa le point 4 et inscrivit : ad 3 (rattacher au point 3). (N.R.)

8. Tous les votes, sauf pour l'élection des responsables, sont publics. Si dix votants le demandent, le vote peut être nominal avec inscription au procès-verbal de tous les suffrages exprimés.

9. Nom de code de chaque participant au congrès (ou sans nom : délégué I et II de telle organisation du parti, etc.) **

10. Déclaration du président sur la constitution de l'assemblée en II^e Congrès ordinaire du Parti O.S.D. de Russie et sur le pouvoir des décisions de ce congrès, *par suite*, d'annuler toutes décisions contraires du I^{er} congrès ordinaire ⁴⁴ et des congrès particuliers, et sur le fait, *par*

(Pour accélérer les votes nominaux et éviter les erreurs, il est souhaitable que le bureau du congrès distribue à tous les membres du congrès ayant voix délibérative des petits papiers pour voter sur chaque question. Chaque délégué y inscrira son nom (voir § 8*) et son vote (oui, non, je m'abstiens), ainsi que la question à laquelle il se rapporte. Les questions peuvent être désignées de façon abrégée, ou même par un chiffre, ou une lettre, etc. Le bureau garde ces bulletins, classés par questions, jusqu'à la fin du congrès.) **

(Il n'est *pas souhaitable* de soulever la question du Bund ⁴³ à propos de ce point : mieux vaut la placer *carrément* à la première place dans la liste des questions du congrès.)

* Il s'agit du § 9 (dans la numérotation initiale, § 8). (N.R.)

** Les passages donnés entre parenthèses ont été biffés par Lénine. (N.R.)

suite, que ses décisions engagent *pleinement* l'ensemble du Parti O.S.D. de Russie.

11. Discussion de la liste et de l'ordre des questions.

B. Liste et ordre des questions.

1. *Place du Bund dans le Parti O.S.D. de Russie.* (Le P.O.S.D.R. adopte-t-il le principe fédéral d'organisation du parti proposé par le Bund ?) *

(Il est *indispensable* de rédiger à l'avance sur cette question un *projet de résolution* dont il sera bon d'assurer l'adoption.)

N.B.: Causes de la priorité donnée à cette question : formelles (déclarations du Bund, *composition* du congrès, règle de la majorité) et morales (liquidation totale de la division et du flottement sur une question fondamentale).

2. *Adoption du texte du programme* du Parti O.S.D. de Russie.

En *première lecture*, est pris pour base d'une analyse détaillée l'un des projets en présence dans son ensemble.

En *deuxième lecture*, adoption du programme point par point et paragraphe par paragraphe.

3. *Création ou confirmation d'un organe central (journal) du parti.*

(a. Combien de projets de programme doit-on considérer comme soumis au congrès ? (celui de l'*Iskra*, de la *Borba* ⁴⁵, de la *Jizn* ⁴⁶?)

β. Doit-on examiner tous les projets ou en prendre un pour base ? Ou autrement : adopter en *première lecture* l'un des projets présentés.)

(Autre formulation faisant ressortir la nécessité de cette question : *mettre fin à la lutte des tendances dans la social-démocratie.*) *

* Le passage donné entre parenthèses a été biffé par Lénine. (N.R.)

a) Le congrès désire-t-il créer un nouvel organe ?

β) Si non, duquel des organes existants le congrès veut-il *faire* l'organe central du parti ?

4. *Rapports des comités* (y compris celui du C.O. fait par un de ses membres), *des autres organisations et militants isolés du parti* *.

a) Combien de rapports ?

β) *Donner lecture de tous* ou renvoyer en commission ?

γ) Les discuter séparément ou ensemble ?

(mieux vaut séparément)

δ) Ordre de lecture des rapports.

5. *Organisation du parti.*

Adoption des statuts d'organisation généraux du Parti O.S.D. de Russie.

Première lecture : choix de l'un des projets en bloc.

Deuxième lecture : discussion de l'un des projets point par point **.

6. *Organisations régionales et nationales.*

(Reconnaître ou ne pas reconnaître chacune d'entre elles prise séparément, avec telle ou telle composition et (peut-être) telles ou telles exceptions à la règle commune du parti.) ***

* Le point 4 a été biffé. Une main inconnue a tracé par-dessus : « Rapports des délégués ». (N.R.)

** Le passage allant du mot « Adoption » aux mots « point par point » a été biffé par Lénine. (N.R.)

*** Le passage donné entre parenthèses a été biffé par Lénine. (N.R.)

7. Divers groupes du parti.

{ « Borba » Groupe
 { « Jizn » « Libération
 { « Volia »⁴⁷ du travail »⁴⁸
 { Organisation russe de
 { l'Iskra⁴⁹
 { « Youjny Rabotchi »⁵⁰,
 { etc. *

{ Des projets de résolutions
 { sur chaque groupe et chaque
 { organisation distincts sont
 { indispensables**.

Approbation définitive (ou provisoire, c.-à-d. en confiant au Comité central le soin de recueillir des éléments complémentaires et de prendre une décision définitive ***) de la liste de tous les comités, organisations, groupes et autres du parti.

8. Question nationale.

Il faut une résolution sur la question nationale en général (explication de la « libre disposition » et conclusions tactiques à tirer de notre explication).

(En outre, peut-être,)
 (une résolution distincte)
 (contre le P.P.S.⁵¹ ?)

9. Lutte économique et mouvement syndical.

(Est nécessaire une résolution à la fois de principe et portant sur les objectifs immédiats du parti.)

10. Célébration du 1^{er} mai.

I d e m

11. Congrès socialiste international d'Amsterdam de 1904⁵².

I d e m

* Le passage allant du mot « Borba » aux mots « etc. » a été biffé par Lénine. (N.R.)

** Alinéa biffé par Lénine. (N.R.)

*** Le passage allant des mots « c.-à-d. en confiant » jusqu'au mot « définitive » a été biffé par Lénine. (N.R.)

12. <i>Manifestations et insurrection.</i>	<i>I d e m</i>	
13. <i>Terrorisme.</i>	<i>I d e m</i>	
21. <i>Attitude du Parti O.S.D. de Russie envers les « socialistes-révolutionnaires ».</i>	<i>I d e m</i>	} reporter ces deux questions après le n° 7 **.
[et envers les révolutionnaires-socialistes ? etc. ?]		
22. <i>Attitude du Parti O.S.D. de Russie envers les courants libéraux russes *.</i>	<i>I d e m</i>	
14. <i>Questions intérieures du travail du parti :</i>		} <i>Résolutions souhaitables</i>
<i>organisation de la propagande.</i>		
15. » » <i>l'agitation.</i>		
16. » » <i>la littérature de parti.</i>		
17. » <i>du travail avec les paysans.</i>		
18. » » » <i>dans l'armée.</i>		
19. » » » <i>parmi les étudiants.</i>		
20. » » » <i>parmi les membres des sectes</i>		
24. <i>Elections du C.C. et de la rédaction de l'O.C. du parti.</i>	Le congrès élit 3 personnes à la rédaction de l'O.C. et 3 au C.C. Ces six <i>p r i s e n s e m b l e</i> , à la majorité des 2/3, complètent, si nécessaire, la rédaction de l'O.C. et le C.C. par coopération et en rendent compte au congrès. Leur rapport une fois entériné par le congrès,	

* Une main inconnue a ajouté à côté de ce point : « 23. Attitude du P.O.S.D.R. envers les autres partis et courants révolutionnaires et d'opposition existant en Russie ». Avant le numéro du point, est inscrit le chiffre « 23 » de la main de Lénine. (N.R.)

** Mots biffés par Lénine. (N.R.)

les cooptations ultérieures
sont faites par la rédaction
de l'O.C. et le C.C. séparé-
ment.

[24. Elections du Conseil du parti ⁵³.]

25. Mode de publication des décisions et des procès-verbaux du congrès, et également, modalités d'entrée en fonction des responsables et collègues élus.

Rédigé durant la deuxième quinzaine de juin et la première quinzaine de juillet 1903.

Publié pour la première fois en 1927 dans le Recueil Lénine VI

Conforme au manuscrit

2

INTERVENTIONS LORS DE L'EXAMEN DE LA LISTE DES QUESTIONS SOUMISES AU CONGRÈS ⁵⁴

17 (30) JUILLET

1

Dans le plan, la question du programme vient en second lieu. La question nationale fait partie du programme et est résolue lors de la discussion de celui-ci. La question des organisations régionales et nationales en général est une question d'organisation. Quant à la question de l'attitude envers les nationalités, en particulier, c'est une question tactique, qui relève de l'application de nos principes généraux dans notre activité pratique.

2

Le premier point de la liste vise spécialement l'organisation du Bund. Le sixième, lui, concerne l'organisation du parti. Après établissement d'une règle commune applicable aux organisations locales, régionales, nationales et autres,

on pose cette question spéciale : quelles organisations précisément, et à quelles conditions, sont admises dans le parti ?

*« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904*

*Conforme au texte
du volume*

3

INTERVENTION AU SUJET DES ACTIVITÉS DU COMITÉ D'ORGANISATION ⁵⁵

18 (31) JUILLET

Le Comité d'organisation peut se réunir, mais non à titre de collège exerçant une influence sur la marche du congrès. L'activité pratique du Comité d'organisation ne cesse pas ; ce qui cesse, c'est son influence sur le congrès, indépendamment de la commission.

** Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904*

*Conforme au texte
du volume*

4

INTERVENTION SUR LA PARTICIPATION DES SOCIAL-DÉMOCRATES POLONAIS⁵⁶ AU CONGRÈS

18 (31) JUILLET

Je ne trouve pas d'arguments de poids contre l'invitation. Le Comité d'organisation a fait le premier pas vers un rapprochement des camarades polonais avec les Russes. En les invitant au congrès, nous ferons un second pas dans la même voie. Je ne vois là matière à aucune complication.

** Deuxième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904*

*Conforme au texte
du volume*

5

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DE LA PARTIE GÉNÉRALE DU PROGRAMME DU PARTI

29 JUILLET (11 AOÛT)

Le texte perd à une telle addition ⁵⁷. Elle donne l'impression d'une croissance spontanée de la conscience. Or, dans la social-démocratie internationale, il n'y a pas d'activité consciente des ouvriers en dehors de l'influence de la social-démocratie.

« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904

Conforme au texte
du volume

6

INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DES REVENDICATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU PROGRAMME DU PARTI

30 JUILLET (12 AOÛT)

1

L é n i n e trouve l'amendement de Strakhov peu heureux, étant donné que la formulation de la commission souligne justement *la volonté du peuple* ⁵⁸.

2

L é n i n e est contre le mot « régional », car il n'est pas clair et peut prêter à conclure que la social-démocratie réclame le morcellement de l'Etat en petites régions ⁵⁹.

3

L é n i n e trouve l'addition de « étrangers y compris » superflue, car il va de soi que le parti social-démocrate prônera l'extension de ce paragraphe aux étrangers ⁶⁰.

« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904

Conforme au texte
du volume

7

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION
DES REVENDICATIONS DE POLITIQUE
GÉNÉRALE DU PROGRAMME DU PARTI

31 JUILLET (13 AOÛT)

Le mot de « milice » ne donne rien de plus et embrouille les choses. Les mots d'« armement général du peuple » sont clairs et parfaitement russes. Je considère l'amendement du camarade Liber inutile ⁶¹.

« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904

Conforme au texte
du volume

8

PROPOSITIONS CONCERNANT LES POINTS
DES REVENDICATIONS DE POLITIQUE
GÉNÉRALE DU PROGRAMME DU PARTI ⁶²

1) Laisser à la fin du point 6 « ou de langue ».

2) Introduire un nouveau point :

« Le droit de la population à recevoir l'instruction dans sa langue maternelle, le droit de chaque citoyen à faire usage de sa langue maternelle dans les réunions, les établissements publics et les administrations ».

3) Supprimer du point 11 la phrase concernant la langue.

Rédigé entre le 30 juillet et le 1^{er}
août (12 et 14 août) 1903.

Publié pour la première fois en 1969

Conforme au manuscrit

dans la 5^e édition des Œuvres, de Lénine, tome 7

9

INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION
DE LA PARTIE DU PROGRAMME DU PARTI
CONCERNANT LA PROTECTION DES OUVRIERS

31 JUILLET (13 AOÛT)

1

Lénine ne voit aucune objection aux 42 heures de repos et fait d'autre part remarquer à Liber que le program-

me parle d'un contrôle de tous les secteurs de la production. En préciser l'ampleur reviendrait à en limiter le sens. Quand notre programme sera un projet de loi, il sera temps d'en préciser les détails ⁶³.

2

Je me prononce contre l'amendement du camarade Liadov ⁶⁴. Ses deux premiers amendements sont inutiles, étant donné que nous exigeons dans notre programme la protection du travail pour *tous* les secteurs de l'économie, et donc pour l'agriculture aussi. En ce qui concerne le troisième, il se rapporte intégralement à la partie agraire, et nous y reviendrons lors de la discussion de notre projet de programme agraire.

« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904

Conforme au texte
du volume

10

INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DU PROGRAMME AGRAIRE

1^{er} (14) AOÛT

1

Lénine propose l'amendement : au lieu de « *cherchera à obtenir* », « *exige avant tout* » ⁶⁵. Des exposés faits au cours des débats ont fait ressortir que le projet porte volontairement : « *cherchera à obtenir* », pour souligner ainsi que nous avons l'intention de le faire non pas maintenant, mais dans l'avenir. Pour couper court à pareils malentendus, je propose cet amendement. Par les mots « *avant tout* », je veux dire qu'outre le programme agraire, nous avons *encore* des revendications.

2

Je suis contre la proposition du camarade Liadov ⁶⁶. Nous ne rédigeons pas un projet de loi, nous donnons juste des repères généraux. Parmi les citadins, il y a aussi des

gens appartenant aux catégories imposables ; il y a aussi la population des faubourgs, et autres, et pour faire tenir tout cela dans notre programme, il nous faudrait copier le langage du tome IX du Recueil des lois.

3

La question de Martynov me paraît superflue ⁶⁷. Au lieu de dégager des principes généraux, on nous oblige à nous perdre dans des détails. Si nous le faisons, nous ne terminerions jamais notre congrès. Le principe est bien défini : tout paysan a le droit de disposer de sa terre, peu importe que celle-ci appartienne à *la communauté* ou soit *sa propriété à lui*. Il y a là seulement la revendication du droit du paysan à disposer de sa terre. Nous insistons pour qu'il n'y ait pas de lois spéciales pour les paysans ; nous ne voulons pas seulement le droit de quitter la communauté. Nous ne pouvons résoudre dès maintenant tous les cas particuliers qui naîtront lors de la mise en pratique. Je suis contre l'addition du camarade Lange ; nous ne pouvons exiger l'abolition de toutes les lois sur la jouissance. C'est aller trop loin.

4

Martynov est de toute évidence victime d'un malentendu. Nous nous efforçons de faire appliquer uniformément la législation commune, celle qui est actuellement en vigueur dans tous les Etats bourgeois, et qui reconnaît, sur la base du droit romain, une propriété collective et une propriété personnelle. Nous voudrions considérer la possession communautaire du sol comme un cas de propriété collective.

5

Nous en sommes à la mise au point des additions au point 4 concernant le Caucase. Il est souhaitable que ces additions prennent place après le point a). Il y a deux projets de résolutions. Si nous adoptons l'amendement du

camarade Karski, le point perdra de son caractère concret. Dans l'Oural, par exemple, il y a une foule de vestiges ; c'est là un véritable repaire du servage. En ce qui concerne les Lettons, on peut dire qu'ils rentrent dans la formule « et dans d'autres régions du territoire ». Je soutiens la proposition du camarade Kostrov, à savoir qu'il est indispensable d'introduire la revendication de la remise de la terre en propriété aux *khizani*, aux paysans temporairement redevables, etc. ⁶⁸

6

Le paragraphe 5 est en corrélation avec le paragraphe 16 du programme ouvrier : il implique précisément des tribunaux composés pour moitié d'ouvriers et d'employeurs ; nous devons revendiquer une représentation distincte des ouvriers agricoles et des paysans les plus pauvres ⁶⁹.

7

Cela me paraît inutile, car la compétence des tribunaux s'en trouverait excessivement élargie ⁷⁰. Le but que nous poursuivons est la réduction du prix de fermage ; l'introduction de taxes donnerait aux propriétaires la possibilité de prouver leur bon droit en invoquant divers faits. L'abaissement des prix de fermage exclut toute idée d'augmentation de ces prix. Kautsky, parlant de l'Irlande, signale que la création de tribunaux d'arbitrage y a donné certains résultats.

« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904

Conforme au texte
du volume

11

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DES STATUTS DU PARTI

2 (15) AOÛT

L é n i n e insiste pour qu'on inclue les mots de soutien matériel, du moment que tous reconnaissent que le parti doit subsister grâce aux ressources fournies par ses

membres. Il ne peut être question, quand il s'agit de création d'un parti politique, de se référer à des considérations morales.

• Deuxième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. •
Genève, éd. du C.C., 1904

Conforme au texte
du volume

12

INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION
DES STATUTS DU PARTI

4 (17) AOÛT

1

L é n i n e trouve la première formulation peu opportune, car elle donne au Conseil un caractère arbitral ⁷¹. Le rôle du Conseil ne doit pas être que d'arbitrer, mais de coordonner l'activité du Comité central et de l'Organe central. Il se prononce en outre pour la nomination du cinquième membre par le congrès. Les quatre membres peuvent être en cas de ne pas pouvoir élire de cinquième, ce qui nous priverait alors d'un collège nécessaire.

2

L é n i n e trouve les arguments de la camarade Zassoulitch ⁷² peu convaincants. Le cas qu'elle a dépeint est déjà une lutte ; or, dans un cas pareil, tous les statuts du monde seront impuissants. En confiant l'élection du cinquième membre aux quatre membres du Conseil, nous introduisons la lutte dans les statuts. Il estime indispensable de noter que le Conseil n'a pas que le caractère d'un organisme de conciliation : ainsi, par exemple, deux de ses membres ont statutairement le droit de le convoquer.

3

L é n i n e est pour la conservation de ce passage ; on ne peut interdire à personne de s'adresser par écrit au centre. C'est une condition indispensable de la centralisation ⁷³.

474

Il y a ici deux questions. L'une sur la majorité qualifiée, et je suis contre la proposition de l'abaisser des 4/5 aux 2/3. Il n'est pas rationnel d'introduire la protestation motivée, et je suis contre ⁷⁵. La deuxième question est infiniment plus importante : sur le droit de contrôle mutuel du Comité central et de l'Organe central en matière de cooptation. L'accord mutuel des deux centres est une condition indispensable de l'harmonie. La question soulevée est celle d'une rupture entre les deux centres. Quiconque veut éviter la scission doit veiller à maintenir l'harmonie. L'histoire du parti nous apprend qu'il y a eu des gens facteurs de scissions. C'est là une question de principe, une question importante, qui peut engager tout l'avenir de notre parti.

5

Si les statuts boitaient d'un pied, avec le camarade Egorov ils boitent des deux ⁷⁶. Le Conseil ne coopte que dans des cas exceptionnels. Des deux parties, des deux centres est requise une entière confiance, car c'est un mécanisme complexe ; sans une pleine confiance mutuelle, impossible de collaborer avec succès. Et toute la question du bon fonctionnement commun est étroitement liée au droit de cooptation. Le camarade Deutsch a tort d'exagérer l'importance des difficultés techniques de la cooptation.

*« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904*

*Conforme au texte
du volume*

13

ADDITION AU § 12 DU PROJET DE STATUTS DU PARTI

La cooptation des membres du Comité central et de la rédaction de l'Organe central n'est possible qu'avec l'accord de tous les membres du Conseil du parti.

*Proposée le 5 (18) août.
« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904*

*Conforme au texte
du volume*

14

INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION
DES STATUTS DU PARTI

5 (18) AOÛT

1

Je vais répondre brièvement aux deux objections ⁷⁷. Le camarade Martov dit que je propose l'unanimité des deux collèges pour la cooptation des membres ; c'est faux. Le congrès a décidé de ne pas accorder le droit de veto à chacun des membres de deux collèges relativement nombreux peut-être, mais cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas accorder ce pouvoir à l'institution coordonnant toute l'activité commune des deux centres. Le travail en commun des deux centres requiert une complète solidarité, et même une union personnelle, or, c'est possible seulement si la cooptation est unanime. Si deux membres, de fait, considèrent la cooptation comme indispensable, ils peuvent toujours convoquer le Conseil.

2

L'amendement de Martov contredit le point déjà adopté sur la cooptation unanime au Comité central et à l'Organe central ⁷⁸.

3

L'interprétation du camarade Martov est inexacte, car l'exception contredit l'unanimité ⁷⁹. Je m'adresse au congrès et lui demande de décider s'il convient de mettre aux voix l'amendement du camarade Martov.

4

Sur le fond, je ne tiens pas à engager une discussion avec les camarades Glébov et Deutsch, mais j'estime indispensable de faire mention de la Ligue ⁸⁰ dans les statuts,

parce que, premièrement, son existence était connue de tous, secondement, pour constater la représentation de la Ligue dans le parti d'après les anciens statuts, troisièmement, parce que toutes les autres organisations ayant rang de comités, la Ligue est introduite pour faire ressortir sa position particulière ⁸¹.

*« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux »
Genève, éd. du C.C., 1904*

*Conforme au texte
du volume*

15

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA DÉCLARATION DE MARTYNOV ET D'AKIMOV ⁸²

Reconnaissant que la déclaration des camarades Martynov et Akimov est incompatible avec la qualité de membre du congrès et même de membre du parti telle que nous la comprenons, le congrès propose aux camarades Martynov et Akimov soit de retirer leur déclaration, soit de préciser franchement qu'ils quittent le parti. En ce qui concerne les procès-verbaux, le congrès leur accorde en tout cas le droit d'assister à la séance spéciale au cours de laquelle seront approuvés les procès-verbaux.

*Rédigé le 5 (18) août 1903.
Publié pour la première fois
en 1927 dans le Recueil Lénine VI*

Conforme au manuscrit

16

INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DE LA DÉCLARATION DE MARTYNOV ET D'AKIMOV

5 (18) AOÛT

1

Le Bureau a examiné la déclaration remise par les camarades Martynov et Akimov à la séance du matin. Je n'aborderai pas son argumentation, bien qu'elle soit er-

ronée et fort étrange. Personne n'a jamais proclamé nulle part la disparition de l'Union ⁸³, et les camarades Martynov et Akimov tirent bien à tort cette conclusion indirecte de la décision du congrès concernant la Ligue. Mais même la disparition de l'Union ne peut priver les délégués du droit de participer au congrès. De même que le congrès ne peut admettre le refus de participer au vote. Un membre du congrès ne peut se contenter d'approuver les procès-verbaux sans prendre part aux autres travaux. Le bureau ne propose pour le moment aucune résolution et fait le congrès juge. La déclaration de Martynov et d'Akimov est parfaitement anormale et incompatible avec le titre de membre du congrès.

2

Qu'est-ce donc que la situation absurde et anormale qui s'est créée ici ! D'un côté, on nous dit se soumettre aux décisions du congrès, et de l'autre, on prétend le quitter en raison d'une décision sur les statuts. Venu ici comme délégué d'une organisation reconnue par le Comité d'organisation, chacun d'entre nous est devenu membre du congrès. Aucune dissolution d'organisation ne peut abolir ce titre. Que devons-nous faire, nous, le bureau, lors des votes ? Impossible de ne tenir aucun compte de ceux qui sont partis, car le congrès a approuvé sa composition. Une conclusion logique s'impose : quitter définitivement le parti. Pour ce qui est d'approuver les procès-verbaux, on peut le faire en invitant spécialement les camarades de l'Union, bien que le congrès soit en droit d'approuver sans eux ses procès-verbaux.

*« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904*

*Conforme au texte
du volume*

17

ADDITION À LA RÉSOLUTION DE MARTOV SUR LA SÉCESSION DU BUND

Le congrès décide de prendre toutes les mesures capables de conduire au rétablissement de l'unité du mouvement

ouvrier juif et non juif et de faire connaître aux masses les plus larges possible d'ouvriers juifs la conception de la social-démocratie russe sur la question nationale.

*Rédigé le 5 (18) août 1903.
Publié pour la première fois en 1959
dans la 5^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 7*

Conforme au manuscrit

18

INTERVENTION LORS DES ÉLECTIONS DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI

7 (20) AOÛT

On nous a reproché l'existence d'une majorité compacte. Celle-ci n'a en soi rien de mauvais. Puisqu'il s'est formé une majorité compacte ⁸⁴, la question de la viabilité du Comité central à élire a déjà été pesée. Il est impossible de parler de hasard. La garantie est totale. Impossible de remettre les élections. Il reste maintenant trop peu de temps. La proposition du camarade Martov de retarder les élections est sans fondement. Je soutiens la proposition du camarade Roussov ⁸⁵.

*« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.G., 1904*

*Conforme au texte
du volume*

19

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION SUR LA RÉOLUTION DE POTRESSOV (STAROVER) AU SUJET DE L'ATTITUDE ENVERS LES LIBÉRAUX⁸⁶

10 (23) AOÛT

La résolution de Starover fournira matière à contresens : le mouvement étudiant et l'*Osvobojdénie* ⁸⁷ sont deux choses distinctes. Il serait nuisible d'adopter la même attitude envers les deux. Le nom de Strouvé est trop connu, les

ouvriers eux aussi en ont entendu parler. Le camarade Starover pense qu'il faut donner une directive précise ; d'après moi, il nous faut une attitude déterminée au plan des principes et de la tactique.

*« Deuxième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux. »
Genève, éd. du C.C., 1904*

Conforme au texte du volume

LA LOI PORTANT INDEMNISATION DES OUVRIERS VICTIMES D'ACCIDENTS

La loi parue récemment et dont la teneur est indiquée dans le titre, et la loi sur les mandataires d'usine, que nous avons examinée dans le précédent numéro *, constituent deux échantillons typiques des deux directions suivies par la législation ouvrière russe, elle-même expression de diverses concessions à l'esprit du temps. A l'exception des lois réactionnaires de choc, qui foisonnent dans notre pays et franchissent particulièrement vite toutes les chicanes bureaucratiques, et, de plus, sont rédigées de façon particulièrement circonstanciée et appliquées avec une énergie toute spéciale, toutes les autres lois de l'Empire concernant la classe ouvrière peuvent être divisées, selon leur caractère politique, en deux groupes. Ou bien ce sont des lois qui procèdent à un élargissement, fût-il infime, du champ d'activité, de l'initiative, des droits des ouvriers, auquel cas elles sont assorties de centaines et de milliers de dérogations, de restrictions, de circulaires les commentant et en atténuant la portée, et qui toutes visent — pour parler la langue de notre projet de programme — à l'« extension et au renforcement de la tutelle policière et administrative sur les classes travailleuses ». Telles sont les lois sur les mandataires d'usine, sur l'inspection des fabriques en général, etc. Ou bien les lois représentent une concession qui n'a rien de commun avec le champ d'activité et l'initiative des citoyens, et alors le gouvernement autocratique déploie une générosité incomparablement plus grande. Il ne saurait évidemment en être autrement du

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 534-541. (N.R.)

point de vue de la tactique générale de l'autocratie, du point de vue des intérêts « bien compris » de la police. Les démocrates ouest-européens, merveilleusement rompus à la lutte contre l'Etat policier, ont depuis longtemps baptisé cette politique du bâton et de la carotte. La carotte, ce sont les aumônes aux classes révolutionnaires, ce sont les concessions économiques qui ont pour but de semer la zizanie au sein de ces classes, d'en mettre une partie de son côté, de faire croire à la sincérité et aux bonnes dispositions du gouvernement bourgeois envers le prolétariat. Le bâton, c'est l'acharnement de la police contre ceux qui ne font pas confiance au gouvernement et qui sèment autour d'eux la défiance, c'est la mise au pas de tous ceux qui veulent la liberté et l'indépendance complètes de la classe ouvrière, de ses associations, de ses réunions, de ses journaux, de ses institutions et organismes politiques.

La loi sur les mandataires d'usine donne à la classe ouvrière un système de représentation qui *pourrait* lui servir contre la bourgeoisie et le gouvernement. C'est pourquoi cette représentation est à ce point défigurée et étriquée que seuls les mouchards, ou surtout les mouchards, peuvent en tirer profit. Aussi la représentation des ouvriers proclamée par la loi n'est-elle en fait, dans sa réalisation pratique, que la blouse de Triphon, dont il ne restait que le col. Le col est laissé, car c'est par là qu'on saisira l'infortuné « mandataire » pour le traîner au commissariat. La loi sur l'indemnisation des ouvriers, au contraire, n'a rien à voir avec leur action politique, et on peut donc y faire preuve de plus de générosité. Il y a moins de risque, en l'occurrence, à intervenir dans le rôle de « réformateur », la *nécessité* d'intervenir découlant de la menace toujours plus sérieuse que fait peser la montée du mouvement ouvrier. La machine bureaucratique a commencé à travailler il y a *vingt ans* à un projet de loi sur la responsabilité des employeurs. Ce projet a mis dix ans à s'élaborer ; enfin une commission spéciale l'a entériné et, en 1893, le projet a été rendu public et soumis au Conseil d'Etat⁸⁸ ... pour y être enterré pour une nouvelle dizaine d'années ! Il était impossible, semble-t-il, de « se hâter plus lentement », et le projet aurait encore connu dix ou vingt ans de pérégrinations dans les ministères et les bureaux si l'assaut déclenché

par la classe ouvrière n'avait ébranlé tout l'édifice de l'autocratie.

Et voici que le projet de loi, mutilé à d'innombrables reprises, est devenu enfin une loi. Pour porter une appréciation sur ce texte, comparons-le à ce qu'exige le projet de programme de notre parti : la « partie ouvrière » de ce programme doit en effet nous guider dans la conduite de notre propagande et de notre agitation. Et seule la confrontation des divers points et exigences de notre programme avec la réalité actuelle et avec les tentatives des classes dirigeantes de la réformer sans léser personne nous mettra en mesure, d'une part, de dégager nettement et complètement, pour nous-mêmes et pour les masses, la portée et le sens de notre programme ; d'autre part, de tirer au clair les lacunes des lois en vigueur ; en troisième lieu, de nous rendre un compte exact, sur la base des faits réels, des résultats dérisoires auxquels est condamnée toute réforme qui respecte les fondements du régime bourgeois.

Notre projet de programme exige (§ 7 de la « partie ouvrière ») l'instauration par la loi de la responsabilité civile des *employeurs* en général (pour les infirmités et les maladies), c'est-à-dire de quiconque emploie des ouvriers, de quiconque tire un profit du travail non rémunéré d'autrui, utilisant sa force de travail et ne répondant pas de la perte de cette *marchandise* (la force de travail) ou du dommage subi par elle au cours du travail. Or la nouvelle loi concerne exclusivement les ouvriers et les employés « des entreprises de fabrication, d'extraction ou de traitement des minerais ». Sont exclus par suite les ouvriers employés dans l'agriculture, l'artisanat, la construction, les personnes travaillant à domicile et bien d'autres. Est exclue la grande majorité des salariés, placés souvent dans les conditions les plus pénibles et les plus dangereuses ; par exemple, les ouvriers du bâtiment et les ouvriers agricoles travaillant auprès de machines n'ont pas moins d'accidents que les ouvriers d'usine, et peut-être même plus. Comment donc expliquer qu'ils soient exclus ? Parce que, hors des usines et des fabriques, il n'y a pas encore péril en la demeure : le mouvement ouvrier n'est devenu menaçant que parmi les couches avancées du prolétariat, et le gouvernement ne « se préoccupe » (non des ouvriers, bien sûr, mais de la

répression des ouvriers) que dans ce domaine. Mais le prolétariat qui participe au mouvement, c'est-à-dire le prolétariat conscient, ne lutte pas que pour les intérêts et les avantages d'une *catégorie* précise d'ouvriers, mais pour toute la classe, pour toutes les classes opprimées par le régime capitaliste. La différence entre les réformes revendiquées par le prolétariat et celles octroyées en guise d'aumône par le gouvernement, se manifeste ici de façon frappante.

D'autre part, la nouvelle loi n'oblige les patrons à indemniser leurs ouvriers qu'en cas d'incapacité de travail « due à un *dommage corporel* à eux causé par l'accomplissement des travaux de production de l'entreprise ou survenu à la suite de tels travaux ». Notre programme exige l'instauration de la responsabilité en cas de perte de la capacité de travail non seulement à la suite d'accidents, mais aussi en raison des *conditions insalubres de la production*. La nouvelle loi restreint donc ici aussi la responsabilité des employeurs. On connaît la masse d'ouvriers privés de leur capacité de travail non point seulement par accident ou dommage corporel, mais par les maladies contractées en raison des conditions insalubres de la production. Il ne servira à rien de lutter contre ces conditions insalubres avec toutes les réglementations et injonctions qu'on voudra si les patrons ne sont pas responsables en cas de perte de la capacité de travail par maladie. On se demande bien, d'ailleurs, quelle différence fondamentale il y a entre l'ouvrier auquel une machine a coupé la jambe et celui qu'empoisonnent des émanations de phosphore, de plomb, de teinture, etc. ? La science médicale n'a-t-elle pas distingué toute une catégorie de maladies professionnelles, dans lesquelles le rôle des conditions nocives de travail est prouvé comme deux fois deux font quatre ? Mais la bourgeoisie et le gouvernement bourgeois ne se guident pas sur la logique, sur le bon sens, mais sur leurs intérêts sordides : on aura moins à payer pour les accidents que pour les mutilations grossières des maladies dues à l'insalubrité ambiante. Tout le problème pour eux est justement de payer moins, et non de « garantir efficacement » les ouvriers.

La nouvelle loi dispense l'ouvrier de l'obligation de prouver que la perte de la capacité de travail s'est produite par la faute du capitaliste. C'est incontestablement

un pas en avant par comparaison avec la situation antérieure. Mais — le gouvernement russe ne peut faire en aucun domaine de pas en avant sans « mais » ! — il est permis aux employeurs d'apporter la preuve non seulement de la mauvaise foi de la victime, mais aussi qu'il y a eu « grave imprudence de sa part (de la victime) non justifiée par les conditions de l'exécution des travaux ». Cette clause paralyse dans une large mesure l'établissement de la responsabilité *réelle*, et risque même — avec nos tribunaux composés d'arrivistes, de bureaucrates et de pédants bourgeois — de paralyser complètement l'application de la loi. On ne précise pas et on est hors d'état de préciser ce qu'est une « imprudence grave ». Quelles conditions, et dans quelles limites, justifient l'imprudence grave, et lesquelles non, ce point est laissé entièrement à l'appréciation des fonctionnaires. Les capitalistes considèrent et considéreront toujours toute « imprudence » de l'ouvrier comme grave et injustifiable, et le capitaliste trouvera toujours pour le prouver dix fois plus de témoins et de défenseurs « patentés » (les jurisconsultes au service permanent des usines en reçoivent de toute façon leur traitement annuel) que les ouvriers. L'introduction dans la loi de la clause de l'imprudence grave est une concession grave aux intérêts des fabricants : les ouvriers ne se font jamais happer par une machine de leur bon gré, mais toujours par imprudence, or il est clair qu'*on ne saurait être prudent* quand on travaille des dix ou onze heures au milieu de machines dont on est mal protégé, dans un atelier mal éclairé, dans le bruit et le vacarme, avec une attention émoussée par le travail, les nerfs ébranlés par une tension extrême. Dans un tel contexte, priver d'indemnité l'ouvrier estropié en raison d'une grave imprudence, cela revient à lui infliger tout spécialement une punition supplémentaire pour s'être laissé exploiter de façon éhontée par le capitaliste.

Les points indiqués représentent les articulations fondamentales de la loi, celles qui lui confèrent sa vraie physiologie. Nous ne pouvons évidemment nous arrêter ici sur tous les détails, nous nous contenterons de mentionner les plus typiques. Le montant de l'indemnité est égal à un pourcentage déterminé du traitement annuel de la victime, la pension ne devant pas dépasser les 2/3 du traite-

ment annuel (en cas de mort ou d'incapacité totale). Le traitement annuel est obtenu en multipliant par 260 le salaire journalier moyen (ou rétribution journalière moyenne du *manœuvre*). Cette disposition comprend *trois* réserves permettant de rogner encore l'indemnité, *trois* concessions aux intérêts des employeurs. Primo, si l'ouvrier a travaillé 300 jours dans l'année, son traitement annuel est de toute façon ramené à 260 jours, sans aucune raison, simplement parce que la loi en dispose ainsi ! Secundo, même si l'ouvrier touchait un meilleur salaire qu'un manœuvre, on prend de toute façon pour base du calcul — dans les entreprises qui ne fonctionnent pas toute l'année, par exemple — le salaire du manœuvre. Le gouvernement voudrait bien réduire tous les ouvriers à la condition de manœuvres ; le prolétaire conscient doit en tirer la leçon que seule l'unité étroite de tous les ouvriers et de tous les manœuvres est en mesure de constituer une force susceptible de briser l'égoïsme du capital. Tertio, le montant de la rétribution journalière moyenne du manœuvre est fixé pour chaque période de trois ans (!) par les bureaux des affaires des fabriques et des mines, sans aucune participation des ouvriers, cela va sans dire. Les ouvriers n'ont rien à voir là-dedans, les services des gouverneurs et de la gendarmerie étant incontestablement mieux informés de la vie ouvrière et des rémunérations des ouvriers.

Il faut noter également que la loi n'astreint les propriétaires d'entreprises à informer rapidement la police que quand les accidents tombent sous le coup de la loi. Quels sont ces accidents ? Ceux qui privent de la capacité de travail pour plus de trois jours. Mais qui peut savoir *aussitôt après* l'accident pour combien de temps l'ouvrier perdra sa capacité de travail ? Cette règle est d'un ridicule qui frise l'absurde, elle est seulement une échappatoire pour les fabricants, qui, dans une foule de cas, se considéreront dispensés (et le seront par le tribunal) d'informer les pouvoirs de chaque accident survenu. Il est vrai que la loi porte que la victime peut exiger communication à la police de *tous* les cas *sans exception* de dommage corporel, *même ne tombant pas sous le coup de la loi* : c'est dit en toutes lettres dans le § 20 des « règles de l'indemnisation des ouvriers accidentés », et nous conseillons instamment à

tous les ouvriers de faire la propagande la plus énergique pour l'application régulière et impérative de ce paragraphe. Que les ouvriers insistent pour que tout accidenté réclame dans toutes les circonstances, sur la base du § 20, la communication à l'inspecteur du travail de *chaque* accident ; c'est alors seulement qu'on pourra déterminer avec un minimum d'exactitude le nombre des accidents et leurs causes. Nous sommes persuadés que les ouvriers conscients feront usage de ce droit, mais la multitude ne sera même pas au courant de son existence !

Pour non-communication à la police des accidents, et, en général, pour toute infraction aux dispositions de la nouvelle loi, les chefs d'entreprises n'encourent qu'une amende allant de 25 à 100 roubles. C'est évidemment une somme infime, qui ne peut effrayer les grosses usines (employant un grand nombre d'ouvriers). Cette circonstance fait ressortir de façon frappante la nécessité d'appliquer le § 14 de notre projet de programme qui requiert « la responsabilité pénale des employeurs pour les infractions aux lois sur la protection du travail ». Menacer les millionnaires de peines de cent roubles pour non-observation d'une loi dont dépend l'existence de l'ouvrier estropié pour la vie, c'est narguer les ouvriers.

L'une des clauses les plus pernicieuses et les plus jésuitiques de la loi est le point 31, qui offre aux ouvriers accidentés et aux membres de leurs familles de s'entendre avec les chefs d'entreprise sur la nature et le montant de l'indemnité à laquelle ils peuvent prétendre. Inutile de préciser que ces ententes serviront, dans l'écrasante majorité des cas, à mystifier et à intimider systématiquement les ouvriers les plus arriérés, qui n'ont la connaissance ferme que d'une chose : du coût, des lenteurs bureaucratiques et de la partialité des tribunaux russes. Les inspecteurs du travail, qui seront chargés de légaliser ces ententes (assimilées aux conciliations effectuées en présence du juge de paix), sauvegarderont tous les intérêts qu'on voudra sauf ceux des ouvriers.

Non contente d'attribuer aux inspecteurs du travail, de plus en plus réduits à de simples auxiliaires de la police, le rôle de « conciliateurs », la loi tend même à en faire des sortes de juges. La loi incite patrons et ouvriers à s'a-

dresser aux inspecteurs du travail pour se faire expliquer leurs droits et leurs devoirs, les inspecteurs ayant le droit et de réunir « tous les renseignements nécessaires », et d'exiger leur communication aux parties, et de faire appel à des médecins pour les expertises. Des pouvoirs proprement judiciaires sont ainsi attribués à des fonctionnaires dépendant du gouverneur ! Aucune procédure, aucune règle n'est fixée pour ce tribunal : à l'inspecteur lui-même de décider comment il réunira les renseignements, comment il les communiquera — et s'il les communiquera — aux parties, comment il procédera à l'examen de l'affaire. On est quasiment ramené aux tribunaux policiers d'avant la réforme. La loi pénalise même ceux qui ne se seront pas adressés à l'inspecteur du travail avant le procès, en les privant du droit de réclamer condamnation du défendeur aux dépens.

Il nous reste seulement, ici encore, à rappeler que ce ne sont pas de tels tribunaux, que ce n'est pas l'arbitrage de fonctionnaires que réclame le parti ouvrier social-démocrate, mais l'institution de tribunaux d'arbitrage social composés pour moitié de représentants des ouvriers et des patrons. Seuls de tels tribunaux, dans un Etat politiquement libre, peuvent garantir aux ouvriers une médiation relativement satisfaisante dans l'explication des droits et des devoirs des parties, dans l'examen préalable des plaintes et des réclamations ayant pour objet l'indemnisation d'accidentés. De tels tribunaux existent dans tous les Etats civilisés, et même les fonctionnaires russes proposaient *il y a déjà quarante ans* de les introduire en Russie. Il y a quarante ans, une commission a été nommée pour procéder à la révision des statuts des fabriques et des entreprises artisanales. La commission publia des « travaux », pas moins de cinq tomes, elle rédigea des projets de nouveaux statuts, se prononça pour la création de tribunaux d'arbitrage composés de représentants élus, et... et tout cela fut enseveli dans les dossiers ! Des monceaux de suggestions valables encombrèrent les archives des innombrables administrations de l'Empire et les encombreront tant que la classe ouvrière ne mettra pas de l'ordre dans tout ce fatras !

A LA COMMISSION DES PROCÈS-VERBAUX DU II^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R.

Camarades, en réponse à la question que vous nous aviez posée, à savoir si nous sommes d'accord pour publier nos noms dans les procès-verbaux du II^e Congrès, nous vous informons qu'en ce qui nous concerne, nous n'avons rien contre, mais que nous ne nous hasardons pas à trancher si c'est compatible avec les exigences du secret requis pour nos camarades de Russie. La décision à adopter en matière de sécurité appartient à l'instance du parti habilitée.

Genève, le 4 octobre 1903

*N. Lénine
G. Plékhanov*

*Publié pour la première fois
en 1927 dans le Recueil Lénine VI*

Conforme au manuscrit

A LA COMMISSION DES PROCÈS-VERBAUX DU II^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R.

Le Comité central prie la commission de publication des procès-verbaux du congrès de lui faire parvenir au plus tôt le texte complet 1) du programme du parti et 2) des statuts d'organisation du parti adoptés par le congrès, ainsi que 3) de *toutes* les résolutions et décisions du congrès.

*Rédigé le 23 septembre (6 octobre) 1903.
Publié pour la première fois en 1959
dans la 8^e édition des Œuvres
de Lénine, t. 8.*

Conforme au manuscrit

II^e CONGRÈS DE « LA LIGUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE À L'ÉTRANGER »⁸⁹

13-18(26-31) OCTOBRE 1903

1

REMARQUES SUR L'ORDRE DU JOUR

13 (26) OCTOBRE

1

A quoi bon fixer à l'avance des bornes aux travaux sur les statuts ? Comme il doit y avoir de nouveaux statuts, on peut bien laisser l'expression « élaboration des statuts »⁹⁰.

2

Je n'aurai pas assez d'une heure pour mon rapport. Bien sûr, je peux le comprimer, mais je ne crois pas que ce soit dans l'intérêt de nos assises. Je prie le président de consulter là-dessus le congrès. Celui-ci me rallongera-t-il le temps, ou bien dois-je raccourcir mon exposé ?

3

La Ligue avait élu deux délégués. Le camarade Martov ayant renoncé à son mandat, je suis le seul délégué légitime. Si aucun orateur ne se voit imposer de limitation de temps de parole, je ne comprends pas le sens de la proposition de Martov⁹¹. Beaucoup d'entre nous ont assisté au congrès, et je pense que ce n'est pas un corapporteur que j'aurai, mais toute une équipe.

« Procès-verbaux du Deuxième congrès
ordinaire de la Ligue
de la social-démocratie révolutionnaire
russe à l'étranger ». Genève, 1903

Conforme au texte
du livre

2

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE AU RAPPORT SUR
LE II^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R.

13 (26) OCTOBRE

J'ai déjà effectivement posé la question à l'assemblée, et personne ne m'a arrêté. Je considère que le mieux est de tout aborder librement. Il y a une différence gigantesque entre les conversations privées et les réunions de l'organisation de l'*Iskra*. De toute façon, que l'assemblée se prononce. Tant que la Ligue ne trouvera pas nécessaire que je parle des réunions privées de l'organisation de l'*Iskra*, je ne le ferai pas.

« Procès-verbaux du Deuxième congrès
ordinaire de la Ligue
de la social-démocratie révolutionnaire
russe à l'étranger ». Genève, 1903

Conforme au texte
du livre

3

DÉCLARATION À PROPOS DU RAPPORT DE MARTOV

16 (29) OCTOBRE

Je déclare que, depuis qu'hier le prétendu corapport de Martov a porté les débats sur un terrain indécent, je considère qu'il est superflu et impossible que j'assiste à quelques débats que ce soit sur ce point du *Tagesordnung*, et je renonce donc à mon temps de parole en conclusion des débats, d'autant plus que si Martov a le courage de lancer au grand jour des accusations précises, il a le devoir de le faire devant l'ensemble du parti dans la brochure que j'ai mis hier formellement Martov au défi de rédiger ⁹².

« Procès-verbaux du Deuxième congrès
ordinaire de la Ligue
de la social-démocratie révolutionnaire
russe à l'étranger ». Genève, 1903

Conforme au texte
du livre

4

DISCOURS PRONONCÉS LORS DE LA DISCUSSION
DES STATUTS DE LA LIGUE

17 (30) OCTOBRE

1

Point n'est besoin de combattre longuement de tels arguments ⁹³. Le paragraphe 6 donne le droit d'organiser et, par conséquent, de réorganiser ⁹⁴, mais la Ligue réorganisée n'en restera pas moins la Ligue, unique organisation du parti à l'étranger.

2

A la question posée par le camarade Martov, à savoir si les responsables doivent être confirmés par le Comité central, je réponds que je ne vois aucun inconvénient à ce que les personnes élues à un poste reçoivent l'agrément du Comité central.

*« Procès-verbaux du Deuxième congrès
ordinaire de la Ligue
de la social-démocratie révolutionnaire
russe à l'étranger ». Genève, 1903*

*Conforme au texte
du livre*

5

INTERVENTION À PROPOS DES RÉSULTATS
DU VOTE SUR LES RÉSOLUTIONS CONCERNANT
LES STATUTS DE LA LIGUE

17 (30) OCTOBRE

... Lénine déclare en son nom et en celui des camarades qui ont voté comme lui que le rejet de la résolution du cam. Koniaguine et l'adoption de celle du cam. Martov représentent à ses yeux une violation flagrante des statuts du parti ⁹⁵. (« Avec quel paragraphe précis des statuts ce vote est-il en contradiction ? ») Je refuse de répondre à semblables questions, les débats ont projeté assez de lumière là-dessus.

(« Indiquez-nous de façon précise le paragraphe des statuts qui s'oppose à la résolution que nous avons adoptée ? »)
L'interprétation des statuts est de la compétence des institutions centrales du parti ; elles s'en acquitteront.

« Procès-verbaux du Deuxième congrès
ordinaire de la Ligue de la social-démocratie
révolutionnaire russe à l'étranger »,
Genève, 1903

Conforme au texte
du livre

DÉCISION DU CONSEIL DU PARTI

GENÈVE, LE 1^{er} NOVEMBRE 1903

C o p i e

Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Le Conseil du Parti, composé de Valentinov, Iline, Rou, Vassiliev, mandaté à représenter la voix du cinquième membre du Conseil Efimov, s'est réuni le 1^{er} novembre 1903, à Genève, sur la demande de deux de ses membres, Iline et Vassiliev, et a décidé d'approuver la conduite du représentant du Comité central au congrès de la Ligue ⁹⁶ et de lui confier de réorganiser celle-ci au moyen de l'adjonction de nouveaux membres. Valentinov, Iline, Vassiliev, pour Efimov Vassiliev, Rou.

Publié en 1904 dans la brochure
« Commentaire des procès-verbaux
du Deuxième congrès de la Ligue
de la social-démocratie révolutionnaire
russe à l'étranger ». Genève

Conforme au manuscrit
collationné
sur la brochure

LE CONSEIL DU P.O.S.D.R.⁹⁷

15-17 (28-30) JANVIER 1904

1

OBSERVATION SUR L'ORDRE DU JOUR

15 (28) JANVIER

L é n i n e demande à parler sur l'ordre du jour et, sa demande ayant été satisfaite, propose de discuter la question des mesures susceptibles de favoriser le rétablissement

de la paix au sein du parti et de rapports normaux entre les membres du parti d'opinions divergentes.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1929 dans
le Recueil Lénine X*

*Conforme au texte
du procès-verbal
(corrigé par Lénine)*

2

OBSERVATIONS SUR L'ORDRE DU JOUR

16 (29) JANVIER

1

Lénine insiste pour que sa résolution soit mise aux voix la première ⁹⁸, en raison de la coutume qui veut qu'on vote d'abord sur la résolution qui a été déposée plus tôt.

2

Du point de vue de l'ordre de la séance, le droit de faire enregistrer une opinion particulière a toujours été reconnu. Le camarade Martov a tenté de séparer le général du particulier ⁹⁹. Je suis tout à fait d'accord avec lui là-dessus, mais je formule quelque peu différemment sa proposition.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1929 dans
le Recueil Lénine X*

*Conforme au texte
du procès-verbal
(corrigé par Lénine)*

3

DÉPOSITION D'UN PROJET DE RÉSOLUTION
SUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA PAIX AU
SEIN DU PARTI

16 (29) JANVIER

Lénine (donne lecture de sa résolution) : « Pour rétablir la paix au sein du parti et des rapports normaux entre les membres du parti d'opinions diver-

gentes, il est indispensable que le Conseil du parti précise quelles formes de la lutte à l'intérieur du parti sont correctes et admissibles, et lesquelles sont incorrectes et inadmissibles.»

*Publié en 1904 dans la brochure
de N. Chakhov
« La lutte pour le congrès », Genève*

*Conforme au texte
du procès-verbal collationné
sur le manuscrit*

4

INTERVENTION CONCERNANT LA DÉPOSITION D'UNE OPINION PARTICULIÈRE PAR LES REPRÉSENTANTS DU COMITÉ CENTRAL

17 (30) JANVIER

La pratique de tous les congrès reconnaît aux votants le droit de faire enregistrer leur opinion particulière. Toute opinion particulière est, bien sûr, de par sa nature, une critique. Mais cette circonstance n'a tout de même pas empêché, au II^e Congrès, d'accepter l'opinion particulière des représentants du Bund, qui constituait la critique la plus vive de la décision prise par le congrès. Notre opinion particulière comprend l'exposé des motifs pour lesquels nous nous sommes opposés à la proposition du camarade Plékhanov et, d'une façon générale, notre attitude envers cette proposition. Il est d'autant plus indispensable de donner lecture de cette opinion particulière qu'elle inclut une déclaration motivant le retrait de notre résolution.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1929 dans
le Recueil Lénine X*

*Conforme au texte
du procès-verbal
(corrigé par Lénine)*

5

INTERVENTION VISANT À JUSTIFIER L'OPINION PARTICULIÈRE DES REPRÉSENTANTS DU COMITÉ CENTRAL

17 (30) JANVIER

Je démens résolument qu'il y ait dans notre opinion particulière ne fût-ce qu'une seule accusation dirigée contre le Conseil. Pareille interprétation est absolument erronée,

et la tentative du camarade Martov est une atteinte à la liberté de notre opinion ; sa résolution est donc arbitraire ¹⁰⁰.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1929 dans
le Recueil Lénine X*

*Conforme au texte
du procès-verbal
(corrigé par Lénine)*

6

OBSERVATION SUR L'ORDRE DU JOUR

17 (30) JANVIER

Les représentants du Comité central désireraient faire encore examiner quelques questions secondaires, mais je demande que soit mise auparavant à l'ordre du jour la question de la convocation du congrès.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1929 dans
le Recueil Lénine X*

*Conforme au texte
du procès-verbal
(corrigé par Lénine)*

7

PROJET DE RÉOLUTION DÉPOSÉE LE 17 (30)
JANVIER

Le Conseil du parti désapprouve la communication qui a été faite par les représentants de la rédaction de l'O.C. au secrétaire de l'O.C. de l'opinion qu'avait exprimée sur lui le camarade Vassiliev, car cette opinion avait été exprimée devant les seuls membres du Conseil et faisait donc partie des délibérations intérieures d'une instance suprême du parti.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1929
dans le Recueil Lénine X*

*Conforme au texte
du procès-verbal
(corrigé par Lénine)*

AVIS DU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI OUVRIER
SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE ¹⁰¹

Nous saluons du fond du cœur la remarquable initiative du « Groupe de promoteurs » visant à créer « une Bibliothèque et des archives près le Comité central du Parti ou-

vrier social-démocrate de Russie », et nous prions instamment tous les camarades et personnes attachés à une œuvre qui s'imposait depuis si longtemps d'accorder toute l'aide en leur pouvoir aux camarades qui se sont chargés d'une mission aussi complexe et aussi importante.

Le Comité central du P.O.S.D.R.

Le 29 janvier 1904.

*Publié en janvier 1904
(en même temps que l'appel
du « Groupe de promoteurs »)
dans un tract intitulé « A tous »*

Conforme au texte du tract

AU PROLÉTARIAT RUSSE ¹⁰²

La guerre a éclaté. Les Japonais ont déjà infligé aux troupes russes une série de défaites, et le gouvernement tsariste rassemble ses forces pour la revanche. De nouvelles circonscriptions militaires sont mobilisées, des dizaines de milliers d'hommes envoyés d'urgence en Extrême-Orient, des efforts désespérés sont entrepris à l'étranger pour conclure un nouvel emprunt, des primes de plusieurs milliers de roubles par jour gagné promises aux entrepreneurs travaillant pour l'administration militaire. Toutes les forces du peuple sont tendues à se rompre, car la lutte engagée ne l'est pas pour la frime, elle nous oppose à un peuple de 50 millions d'hommes, remarquablement armé, remarquablement préparé à la guerre, en lutte pour des conditions qu'il considère comme essentielles à son libre développement national. Ce sera la lutte d'un gouvernement despotique et arriéré contre un peuple politiquement libre et en progrès rapide. La lutte contre une Turquie débile, en 1877-1878, qui a coûté si cher au peuple russe, n'était rien par rapport au conflit qui vient d'éclater.

Au nom de quoi l'ouvrier et le paysan russe sont-ils engagés dans une lutte à mort contre les Japonais ? A cause de la Mandchourie et de la Corée, à cause de ces terres nouvelles dont s'est emparé le gouvernement russe, à cause de la « Russie jaune ». Le gouvernement russe avait promis à toutes les autres puissances de maintenir l'intégrité de la Chine, il avait promis de lui restituer la Mandchourie le 8

octobre 1903 au plus tard, et il a manqué à sa parole. Le gouvernement tsariste est allé si loin dans sa politique d'aventures militaires et de spoliations qu'il n'est plus en mesure de reculer. Il a construit en « Russie jaune » des forteresses et des ports, une voie ferrée, concentré des dizaines de milliers de soldats.

Mais de quel profit peuvent bien être au peuple russe ces nouvelles terres dont l'acquisition a coûté tant de sang et de victimes, et en coûtera encore plus maintenant ? L'ouvrier et le paysan russes ne trouveront dans la guerre que de nouveaux malheurs, la perte d'innombrables vies humaines, la ruine de quantité de familles ; elle leur apportera de nouvelles rigueurs et de nouveaux impôts. Les chefs militaires russes et le gouvernement tsariste croient que la guerre leur apportera la gloire des armes. Les marchands et les fabricants millionnaires russes croient que la guerre, moyen de conserver de nouveaux débouchés, de nouveaux ports en eau libre, jamais prise par les glaces, est nécessaire à l'essor du commerce russe. Puisque ce ne sont pas les moujiks affamés ou les ouvriers réduits au chômage qui assureront de grands débouchés aux marchandises, il faut les chercher à l'étranger ! Les richesses de la bourgeoisie russe sont le fruit de la ruine et du dénuement des ouvriers russes, de ces mêmes ouvriers qui doivent maintenant, au nom de l'accroissement de ces richesses, verser leur sang pour que la bourgeoisie russe puisse soumettre et asservir impunément les travailleurs chinois et coréens.

Les responsables de cette guerre criminelle, source de souffrances innombrables pour le peuple travailleur, ce sont les intérêts de la bourgeoisie avide, les intérêts du capital, prêt, dans sa course aux profits, à vendre et à ruiner sa patrie. C'est la politique du gouvernement despotique, qui foule aux pieds les droits de l'homme et maintient son peuple dans l'esclavage, qui a engagé cette partie de dés dont le sang et les biens des citoyens russes sont l'enjeu. Quand se déchaînent les appels hystériques à la tuerie, quand les hommes lige du sac d'écus et les larbins de la trique policière multiplient les manifestations dites « patriotiques », le prolétariat social-démocrate conscient se doit de faire sonner dix fois plus fort le mot d'ordre : « A bas l'autocratie ! », « Convoquez une assemblée nationale constituante ! »

Le gouvernement tsariste a si bien pris goût au jeu de poker des aventures militaires qu'il a incroyablement forcé la mise. Même en cas de succès, la guerre avec le Japon menace de saigner à blanc le peuple pour des résultats parfaitement insignifiants, car les autres puissances ne permettraient pas plus à la Russie de goûter les fruits d'une victoire qu'elles ne l'ont permis au Japon en 1895 ¹⁰³. Et en cas de défaite, la guerre aura pour première conséquence la chute de tout le système gouvernemental, fondé sur l'ignorance d'un peuple privé de tous ses droits élémentaires, sur l'oppression et sur la violence.

Qui sème le vent récolte la tempête !

Vive l'union fraternelle des prolétaires de tous les pays en lutte pour la libération complète du joug du capital international ! Vive la social-démocratie japonaise, qui s'est élevée contre la guerre ! A bas l'autocratie tsariste, honteux régime de brigandage !

*Le Comité central du Parti ouvrier
social-démocrate de Russie*

Rédigé le 3 (16) février 1904.
Publié en tract en février 1904

Conforme au texte du tract

TROIS PLANS DE RAPPORT SUR LA COMMUNE DE PARIS ¹⁰⁴

1

A la mémoire de la Commune

Célébration du plus grand soulèvement ouvrier du 19^e siècle. Rappel historique.

1. *La France sous Napoléon III.*

L'impérialisme. (S. 45) — la rançon de VI.48. Napoléon III.

— la France pillée par une bande de brigands.

α. Le bonapartisme

{ les ouvriers ne peuvent pas
encore
la bourgeoisie ne peut
plus ¹⁰⁵ }

β. Rapide essor industriel. Orgies de la ploutocratie.
Les beaux jours de la spéculation. Vénalité.

γ. — *M o u v e m e n t o u v r i e r* —

I.A.A. ¹⁰⁶ 1862 exposition de Londres ¹⁰⁷

— 1864 fondation

{proudhonisme ¹⁰⁸ }
{blanquisme ¹⁰⁹ } S. 10

2. *Guerre dynastique*. Le *ch a u v i n i s m e*, salut d'une bande d'aventuriers.

La rive gauche du Rhin. A Berlin (surtout après 1866) ¹¹⁰

{ 19.VII.70 déclaration de guerre.

Déclarations allemandes (Guillaume I^{er}) : *Verteidigungskrieg**. (S. 20 dans le discours du trône : guerre à Napoléon III, *non* au peuple français ; même chose

{ 11.VIII.70 dans le manifeste aux Français lors du passage de la frontière.)

3. *Protestation des ouvriers*.

1 ^{re} adresse du Conseil Général de l'Internationale.	{	— Manifeste français du 12.VII.70 (S.16) (et résolutions en province du 22.VII.70) (S. 16-17) Manifeste des membres parisiens de l'Internationale du 12.VII. — protestation allemande (réunion à <i>Chemnitz</i>) (S. 18) réunion à Brunswick du 16.VII.70 (S. 18), section berlinoise de l'Internationale. — adresse du <i>Conseil Général</i> de l'Internationale 1) 23. VII. 70 contre la guerre.

4. *Issue de la guerre*.

Sedan le 2.IX.70. Napoléon III prisonnier. La débâcle** ¹¹¹.

Chute du régime vendu.

Proclamation de la République à Paris par les ouvriers le 4.IX.70.

Le pouvoir accaparé par des ambitieux sans scrupules : le ministre de la police de Louis-Philippe *T h i e r s*, le général (le pouvoir passe aux délégués de Paris au Corps législatif)

* Guerre défensive. (N.R.)

** En français dans le texte. (N.R.)

*Trochu, Jules Favre, Jules
Ferry, Ernest Picard.*

... « *Gouvernement de défense nationale* » ...

Défense nationale = armement des ouvriers = révolution. Gouvernement de défection nationale.

Se défend... contre les ouvriers parisiens.

5. *Les Conseils de l'Internationale.*

2^e adresse du Conseil Général Passage de la guerre défensive à la guerre offensive.

(9.IX.70) (S. 25) Le Comité central du parti ouvrier social-démocrate allemand a protesté contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine ¹¹³. (Arrestation de Bracke et autres.)

Ne pas se laisser entraîner à une « folie désespérée ».

Ne pas se laisser aveugler par les souvenirs nationaux de 1792.

« Procéder avec calme et méthode à l'organisation de sa classe », profiter de la liberté politique ¹¹³.

6. *Siège de Paris.* Comédie de Trochu (jamais !) et de Jules Favre (pas un pouce de notre territoire !) ¹¹⁴
Capitulation de Paris. Le 28.I.71.

Comédie de la défense : Guiod écrivait à Susane de l'un de ses protégés : qu'il aille au Mont Valérien, où l'on fait semblant de tirer le canon ¹¹⁵.

7. *Assemblée nationale de Bordeaux.*

— Chambre des ruraux.
Réactionnaires.

Selon les conditions de la capitulation (28.I.71) (S. 34), l'Assemblée nationale devait être convoquée dans les 8 jours (!)

— Comédie de la paix avec Paris. *Volonté de désarmer Paris* (« désarmement de la révolution » 4.IX.70) Alliance avec l'armée allemande contre Paris.

Campagne de Thiers pour une *assemblée réactionnaire*, les légitimistes, etc. (450 monarchistes sur 750 députés).

9. *L'action de la Commune.**Ses points faibles :*

- *manque de conscience politique* (proudhoniens, blanquistes)
- *manque d'organisation*
- *abus de phrases nationalistes et révolutionnaires.*

(n'ont pas pris la
banque, pas mar-
ché sur Versailles)

10. *Ses points forts :*A) *Réformes politiques*

- a. Séparation de l'Eglise et de l'Etat (2.IV.71).
Expropriation des biens d'Eglise. Suppression du budget des cultes.

Enseignement populaire gratuit (S. 46)

- β. Suppression de l'armée permanente
(30.III.71) (S. 46)

Gouvernement
de la
classe
ouvrière

- γ. Suppression du fonctionnarisme. *Gouvernement des ouvriers* (S. 49). *Regierungsfähig**.

(1) éligibilité et révocabilité de tous les
fonctionnaires (S. 46).
1.IV.71

(2) traitements peu élevés, 6 000 frs au
maximum (S. 46)

fonctionnaient avec 1/4 du nombre total des agents : Lissagaray S.

- δ. Egalité totale des étrangers (30. III. 71) un Allemand ministre de la Commune ¹¹⁶ (S. 53) *Participation polonaise* (Dombrowski, Wroblewski).

Le drapeau de la Commune est le drapeau de la révolution universelle

- ε. Autonomie administrative des communautés locales.

*Aptitude à gouverner. (N.R.)

11. B) *Réformes économiques.*

Transformation
du Paris des
oisifs et des vi-
veurs en un
Paris ouvrier
(S. 55-56).

- Interdiction du travail de nuit des boulangers (20. IV) (S. 53).
- Interdiction des amendes (S. 53).
- La Commune s'est assurée le soutien d'une foule de petits bourgeois parisiens *ruinés* (à développer) par Napoléon III (prorogation des échéances) (S. 51). *La Commune s'adresse aux paysans* (S. 51).
- Remise des fabriques abandonnées aux associations d'ouvriers le 16. IV. (S. 54) : *recensement* des fabriques.

12. *L'ultime combat.*

— Héroïsme des Fédérés (Elections municipales du 30. IV contre l'Assemblée nationale.

Thiers cède à Bismarck : le 10.V signature du traité de paix à Francfort. Ratifié le 21. V par l'Assemblée nationale.)

— La semaine sanglante du 21 au 28. V. 71. (S. 62).
Les fusils ne suffisent pas
les mitrailleuses.

Bilan : 35 000 — 20 000 tués

15 000 déportés, etc.

(Plusieurs années de travail
pour les *tribunaux*)

Concert de calomnies (S. 64-66).

13. *Enseignement. Vengeance de la bourgeoisie. La « guerre nationale » elle-même est devenue une escroquerie politique* (S. 67).

Ils ont trahi la patrie (alliance avec les Allemands : S. 66).

Irrésolution de la démocratie bourgeoise.

Dictature du prolétariat.

Bismarck 1871. Confer 1904.

2

1. La France sous Napoléon III.
 - Gouvernement des bonapartistes.
 - Essor industriel.
 - Mouvement ouvrier {proudhonisme
et blanquisme}
 - I.A.A.
 - Chauvinisme
 - A Berlin.
2. La guerre dynastique (19. VII. 70)
 - N. B. La rive gauche du Rhin. (Déclarations allemandes : *Verteidigungskrieg*)
3. Protestations des ouvriers (attitude de la classe ouvrière)
 - manifeste français. (Résolutions)
 - protestation allemande
 - *adresse* du Conseil Général de l'Internationale : *mise en garde des ouvriers* : organisez-vous, méfiez-vous des provocations.
 - N. B.
4. Déroulement et issue de la guerre
 - Chute du régime vénal.
 - Sièges de Paris.
 - *Proclamation de la République le 4. IX. 70.* Les ouvriers français, leur action, les bourgeois l'accaparent.
 - Gouvernement de « défense nationale »* (composé d'ambitieux sans scrupules.)
5. Défense de Paris. *Comédie* de Jules Favre (Trochu) — sa capitulation.
6. Tentative pour désarmer le prolétariat. Le 18. III. 71. *La Commune.*
7. *Le gouvernement de Versailles.* Chambre des ruraux, des propriétaires fonciers (Ruraux, Krautjunker).

- comédie de la « paix » avec Paris
- marchandages avec Bismarck
- alliance avec l'armée allemande contre le prolétariat.

8. *La Commune...*

Ses points faibles

- manque de conscience politique (proudhonisme et blanquisme)
- manque d'organisation

{	n'ont pas pris la Banque, n'ont pas marché sur Versailles

— interférence d'éléments nationalistes

9. +A) *Liberté politique*

— *séparation de l'Eglise et de l'Etat*

— suppression de l'armée permanente

— suppression du fonctionnarisme

— égalité totale des étrangers. Participation polonaise

— autonomie administrative des communautés locales (*Commune*)

10. B) *Réformes économiques*

— interdiction du travail de nuit des boulangers

— suppression des amendes

— prorogation des échéances

— remise des fabriques vidées aux ouvriers

— légitimation (pour l'entretien, etc.) de toutes les unions libres

— paiement d'une pension à toute veuve.

11. *L'ultime combat :*

Héroïsme des fédérés.

La semaine sanglante,

Bilan: 35 000

Terreur.

12. Enseignements.

Vengeance de la bourgeoisie.

Provocation en duel.

Le Bismarck de 1871 et 1904.

Rédigé avant le 9 (22) mars 1904.

Publié pour la première fois
en 1934 dans le Recueil Lénine XXVI

Conforme au manuscrit

3

- I. 1. Napoléon III et sa clique.
2. Honte de la France.
3. *La bourgeoisie* responsable de Napoléon III.
- II. 1. Guerre dynastique avec l'Allemagne.
2. Protestation des ouvriers français (parisiens le 12. VII et manifeste de l'Internationale le 23. VII).
3. Promesse solennelle de Guillaume I^{er} (11. VIII). Sa fourberie.
4. Protestation des ouvriers allemands (5.IX. 70) et leur mise en arrestation.
- III. 1. République du 4. IX. 70. Conquise par les ouvriers parisiens.
2. Prise du pouvoir par les *escrocs* (Favre, Trochu, Thiers, ticket of leave men ¹¹⁷).
3. « Gouvernement de la défense nationale » = gouvernement de la défection nationale. Lutte contre les *ouvriers* français.
- IV. Mise en garde de Marx (Manifeste de l'Internationale du 9. IX. 70).
Lettres de Dupont ¹¹⁸.
- V. 1. Complot des esclavagistes et des monarchistes pour désarmer Paris.
2. Bordeaux et le transfert de l'Assemblée nationale à *Versailles*.
3. Envoi de Vinoy, Valentin et d'Aurelle de Paladines à Paris.
4. Discours monarchistes à la chambre «des ruraux».
- VI. Déclenchement de la guerre civile par Thiers : re-

prise des canons le 18. III. 71 (assassinat de Lecomte et de Clément Thomas).

VII. Le 18. III. 71. *La Commune*.

1. République+autonomie administrative.

2. *Les mesures de la Commune*.

3. {{ Ses deux erreurs }} (N'a pas marché sur Versailles)
» » pris la Banque

VIII. Guerre avec la Commune : Bismarck supplié de fournir des soldats, paix honteuse. La semaine sanglante des 21-28. V. 71.

Tués : 35 000 20 000 selon les évaluations des
journaux bourgeois

Condamnés par des tribunaux : 13 450 (dont 157 femmes) ¹¹⁹
(15 1/2 années après le 18.III les tribunaux jugeaient encore !).

Rédigé avant le 9 (22) mars 1904.

Publié pour la première
fois le 18 mars 1926 dans
le n° 63 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

CONSEIL DU P.O.S.D.R.¹²⁰

31 MAI ET 5 JUIN (13 ET 18 JUIN) 1904

1

OBSERVATION SUR L'ORDRE DU JOUR

31 MAI (13 JUIN)

L é n i n e soumet la proposition d'inscrire à l'ordre du jour la question soulevée par le Parti socialiste de Pologne (P.S.P.) de l'opportunité de réunir une conférence de représentants du P.O.S.D.R. et du P.S.P. en vue d'examiner les bases et les conditions de la lutte commune des deux partis.

Publié pour la première fois
intégralement en 1930 dans le
Recueil Lénine XV

Conforme au texte
du procès-verbal

2

DISCOURS SUR LA CONFÉRENCE INTERPARTI ¹²¹
31 MAI (13 JUIN)

1

Je soutiens la proposition d'inviter les deux organisations lettonnes ¹²². En ce qui concerne l'organisation fédéraliste arménienne ¹²³, après les renseignements donnés par le camarade Martov sur sa parenté avec les socialistes-révolutionnaires, il ne saurait être question de l'inviter à la conférence. Ensuite, je ne vois pas bien à quoi tend la proposition du camarade Plékhanov, qui insiste sur la nécessité de répondre immédiatement aux Finlandais.

2

Il me semble qu'il est inutile de requérir l'unanimité lors de la solution des problèmes de principe ¹²⁴. Je ne m'imaginais pas que l'un des social-démocrates puisse ne pas partir au cas où la conférence adopterait une décision ahurissante.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1930
dans le Recueil Lénine XV*

*Conforme au texte
du procès-verbal*

3

DISCOURS SUR LA REPRÉSENTATION DU P.O.S.D.R.
AU CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL

31 MAI (13 JUIN)

1

Je demande qu'on m'explique s'il est admissible d'envoyer des délégations distinctes de la part du Conseil et de la part d'organisations isolées. Pareille pratique a-t-elle déjà été constatée dans d'autres pays lors de précédents congrès ? Il me paraît qu'un tel mode de représentation offre des inconvénients aussi bien pratiques (financiers, techniques, etc.) que de principe. Ne vaudrait-il pas mieux que

le Conseil soit délégué *in corpore* ? Je ne m'imagine pas qu'on puisse nous majoriser. On ne peut quand même pas confisquer les voix de notre parti !

2

Puisque le camarade Plékhanov dit que nous n'obtiendrons jamais de représentation distincte pour le parti et que l'envoi d'un grand nombre de délégués au congrès nous reviendra très cher, et que d'ailleurs les bundistes nous en remontreront toujours là-dessus, il sera plus éthique que le parti ne soit représenté au congrès que par le seul Conseil.

3

De plus, nous n'aurons sûrement pas le temps de nous mettre en rapport avec toutes les organisations pour en recevoir les mandats ¹²⁵. En raison de cette circonstance, je propose que le Conseil, sans chercher à joindre les diverses organisations, puisse, en cas de nécessité, représenter chacune d'entre elles prise en particulier...

*Publié pour la première fois
intégralement en 1930 dans
le Recueil Lénine XV*

*Conforme au texte
du procès-verbal*

4

REMARQUE SUR LA NÉCESSITÉ D'UN CONTRÔLE DU JOURNAL DES « GNTCHAKISTES » ¹²⁶

31 MAI (13 JUIN)

L é n i n e s'associe à la proposition du camarade Martov et note qu'il est nécessaire de contrôler la publication du journal des « Gntchakistes », qui n'a pas toujours été social-démocrate.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1930 dans
le Recueil Lénine XV*

*Conforme au texte
du procès-verbal*

5

PRÉSENTATION D'UN AMENDEMENT
À LA RÉOLUTION
DE MARTOV SUR LE DROIT DE L'O.C. ET DU C.C.
DE RAPPELER LEURS REPRÉSENTANTS
AU CONSEIL DU PARTI

5 (18) JUIN

Le camarade Martov a précisé qu'il présente sa proposition indépendamment de toute préoccupation concrète, et seulement pour éviter des conflits à l'avenir. C'est pourquoi je ne ferai état moi non plus d'aucune préoccupation concrète, et si cette résolution vise exclusivement à établir une règle pour l'avenir, je ne lui ferai aucune objection. Peut-être serait-il plus utile de la condenser et de la réduire au droit du collège de rappeler ses représentants, en biffant la phrase sur l'absence de responsabilité devant le congrès.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1930 dans
le Recueil Lénine XV*

*Conforme au texte
du procès-verbal*

6

DISCOURS SUR LA COOPTATION AUX COMITÉS
ET SUR LE DROIT, POUR LE C.C.,
D'Y INTRODUIRE DE NOUVEAUX MEMBRES

5 (18) JUIN

Le fait mentionné par Martov est pour moi tout à fait nouveau ¹²⁷. Les renseignements bien précis dont nous disposons nous indiquent que la minorité du comité de Moscou proposait la cooptation d'un seul candidat à lui, sans faire dépendre d'ailleurs cette question des divergences de fraction. Ensuite, pour parler franc, je serais enclin à considérer comme plus juste et comme plus fidèle à l'esprit des statuts d'arrondir les nombres fractionnaires à l'unité ; néanmoins, la question est de si peu d'importance que j'accepte de voter la résolution du camarade Martov.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1930 dans
le Recueil Lénine XV*

*Conforme au texte
du procès-verbal*

7

DISCOURS SUR LE MODE DE SCRUTIN À EMPLOYER
POUR DÉCIDER DE LA CONVOCATION DU III^e
CONGRÈS DU P.O.S.D.R.

5 (18) JUIN

1

L é n i n e fait sien l'avis de Glébov qui considère comme sans valeur les voix des comités de Tver et de Riga ¹²⁸, et propose de dater la naissance d'une organisation non point du moment de la publication par elle de proclamations, mais du moment où elle est validée par le Comité central. Ensuite, il indique qu'il faut supprimer de la résolution de Martov l'allusion au moment du congrès. Le nombre de voix dont disposeront les unions au congrès est fixé par leurs statuts. Tant que ceux-ci n'ont pas été approuvés, il faut s'en tenir à ce qui s'est fait lors du deuxième congrès. Par exemple, il faut accorder six voix à l'Union du Caucase ¹²⁹.

2

Au fond, nous nous rejoignons, Martov et moi, sur les droits de neuf comités lors du vote à propos du congrès. D'après moi, il ne convient pas d'accorder de voix distincte au comité de Bakou puisqu'il fait partie de l'Union du Caucase. Il faut que nous prenions nos renseignements sur les cinq unions et que nous adoptions alors une décision en conséquence.

3

Je n'aurais, à proprement parler, rien contre la proposition du camarade Martov, mais, formellement, elle n'est pas recevable ¹³⁰. Le congrès ne les ayant pas validés, il faut leur appliquer la règle qui veut qu'ils puissent se prononcer pour ou contre le congrès dans un an au plus tôt. Il est d'ailleurs à relever que cette année est presque écoulée. Quant à l'Union du Caucase, nous devons être très prudents : nous la vexerions mortellement si, au lieu de ses

six voix, nous ne lui en donnions que deux. De plus, il me semble qu'en proposant d'assimiler les unions aux comités, le camarade Martov a confondu deux points (c et d) du § 3 des statuts. C'est pourquoi je propose de remettre à plus tard la question de l'Union du Caucase et de nous renseigner sur elle par l'intermédiaire du Comité central.

4

Je m'associe à l'opinion du camarade Martov en ce qui concerne l'Union du Caucase ¹³¹. Ensuite, il y a encore une question juridique : comment compter les voix du Conseil dans le total des voix nécessaires à la convocation du congrès. Deux interprétations me paraissent possibles : ou bien, lors de la fixation du nombre indispensable d'organisations, exclure du nombre total des voix appartenant aux diverses organisations les cinq voix du Conseil et compter ensuite celles-ci chacune séparément, ou bien simplement prendre la moitié de toutes les organisations recensées, Conseil exclu, et considérer que cette moitié est la norme requise dans le cas précis. Je pense que le plus juste est de compter les voix du Conseil chacune séparément.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1930 dans
le Recueil Lénine XV*

*Conforme au texte
du procès-verbal*

8

INTERVENTIONS SUR LA PUBLICATION DES PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS DU CONSEIL DU PARTI

5 (18) JUIN

1

Je ne suis absolument pas d'accord avec le camarade Martov. Il serait souhaitable d'étendre à toutes les réunions du Conseil la règle adoptée pour les procès-verbaux de la réunion précédente ¹³². La nécessité du secret ne peut guère faire obstacle à semblable publication, et il serait

tout à fait important pour les membres du parti de savoir ce qui se passe au sein de l'organisme suprême du parti, quels y sont les avis en présence.

2

Je suis très étonné de voir le camarade Glébov remettre en question la décision adoptée à la dernière séance et proposer de réexaminer l'affaire. D'après moi, un tel réexamen est inadmissible aussi bien moralement que formellement.

3

Jusqu'à présent il n'y a pas eu de décision prise au Comité central sur leur publication, et je défends seulement le droit du Comité central à prendre semblable décision quand il le jugera nécessaire ¹³³.

*Publié pour la première fois
intégralement en 1930 dans
le Recueil Lénine XV*

*Conforme au texte
du procès-verbal*

DECLARATION SUR LA PASSATION DES POUVOIRS DES REPRESENTANTS DU C.C. DU P.O.S.D.R. A L'ETRANGER

Brunnen, den 28 Juli 1904

En raison de mon départ de Genève et du départ inopiné du camarade Glébov, je considère qu'il va de soi que toutes les affaires de la compétence des deux représentants du Comité central à l'étranger relèveront sans exception de la commission des agents du C.C., composée des camarades Oline, Bontch-Brouévitch et Liadov.

Le Représentant du C.C. à l'étranger *N. Lénine*

*Publié pour la première fois en 1959 dans
la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 3*

Conforme au manuscrit

PROJET DE RÉSOLUTION DU GROUPE MAJORITAIRE GENEVOIS

Exprimant son accord d'ensemble avec la déclaration de Riga ¹³⁴, expression de principe parfaitement adéquate des conceptions et de la politique de la majorité qui s'est dessinée au II^e Congrès du parti, la réunion juge indispensable de prendre position de façon précise sur la dernière démarche du C.C.

La réunion s'affirme profondément convaincue du fait que la déclaration du C.C. ¹³⁵ (voir le n° 72 de l'*Iskra* ¹³⁶) constitue une nouvelle victoire de l'esprit de cercle sur l'esprit de parti, une nouvelle trahison des intérêts de l'ensemble de notre organisation, une nouvelle atteinte à la moralité du parti qui place sous le signe de l'hypocrisie les relations à l'intérieur du P.O.S.D.R. La réunion dénonce comme inouïe et inconcevable dans tout parti ouvrier qui se respecte cette honteuse déclaration, cette prise de position d'un organisme non souverain du parti contre la convocation du congrès, et cette interdiction de toute propagande en faveur du congrès considérée comme nuisible. Quand le Comité central, qui a été investi par la majorité du Parti au II^e Congrès, qualifie la politique de cette majorité de politique de petit groupe, quand le Comité central, qui parle de paix entre les deux parties en litige, conclut en cachette un accord séparé avec les représentants non mandatés de l'une des parties à l'étranger, quand le Comité central fait l'éloge hypocrite de la « noblesse » de l'attitude de ses adversaires d'hier et en signe de réconciliation entreprend de casser les membres et agents du C.C. qui osent se permettre — ô crime — de faire de la propagande pour le congrès, ce nouveau Comité central, par sa nouvelle politique, apporte la preuve qu'il est résolu, conjointement avec l'O.C., à ne pas faire le moindre cas du parti. La réunion condamne énergiquement cette politique bonapartiste, appelle tous les membres du parti à engager une lutte résolue contre l'usurpation et l'hypocrisie, exige la publication intégrale des procès-verbaux du Conseil et de tous les renseignements non confidentiels sur l'activité des organismes centraux.

La réunion convie tous les membres du parti qui partagent les conceptions de principe de la majorité, à soutenir le travail d'édition entrepris par le camarade Bontch-Brouévitch ¹³⁷ et à faire une propagande vigoureuse pour la convocation du III^e Congrès.

*Rédigé après le 25 août
(7 septembre) 1904.
Publié pour la première fois
en 1960 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 9*

Conforme au manuscrit

PLANS D'UN ARTICLE SUR « LA PAYSANNERIE ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ¹³⁸ »

1

La paysannerie et la social-démocratie.

Théorie du marxisme et programme de la social-démocratie

1. La question agraire dans la social-démocratie d'Europe occidentale. David, etc.
2. » » » en Russie : et les vieux populistes et les libéraux et les socialistes-révolutionnaires. Signification pratique en cas de réformes.
3. *Grande et petite production.*
Auhagen
Klawki
etc. *Conclusions sur l'entretien du travailleur, du bétail, de la terre.*
D a n e m a r k (David).
4. La coopération. D a v i d etc. Les réactionnaires français :
Rocquigny
Goltz
Buchenberger.
5. Particularités de la Russie.
Avec la bourgeoisie paysanne contre les propriétaires fonciers.
» le prolétariat urbain contre la bourgeoisie paysanne.

6. Sens de la propagande social-démocrate parmi les paysans, en particulier en période d'effervescence politique. Progrès de la conscience des paysans, de la pensée démocratique et social-démocrate.

2

1. La théorie du marxisme appliquée (α) à la situation, à l'évolution et au rôle de la paysannerie et (β) le programme de la social-démocratie. Etroitement liés.
2. Actualité de la question paysanne. Programmes agraires des partis social-démocrates : français (caractère petit-bourgeois. Critique d'Engels ¹³⁹), allemand (1895, Breslau, ailes opportuniste et révolutionnaire), russe... (Les critiques. « David »). (Boulgakov)...
3. Le programme agraire des social-démocrates *russe* les distingue tout particulièrement des *populistes* et des *socialistes-révolutionnaires*.
4. Bases de la théorie du marxisme en ce qui concerne la paysannerie (voir *Développement du capitalisme**, citations de Marx). (1) rôle de la grande production ; (2) caractère petit-bourgeois du paysan ; (3) son passé (—) et son avenir (+). Ajouter K. Kautsky. *La révolution sociale*.
5. Grande et petite production dans l'agriculture...
Stumpfe. Souchon.
Dans le M.S. **: *Hecht*, Auhagen, Klawki, Baden, statistique allemande...
6. Conclusion : importance de l'entretien de l'ouvrier, du bétail, de la terre.
7. Ajouter : Huschke, Haggard, Baudrillart, Lecouteux, *l'Enquête de Prusse*, les enquêtes de Bavière et de Hesse, Hubach.
8. Endettement. *Statistique de Prusse*.
9. La coopération. Aspect général du problème.
Rocquigny, Goltz, Buchenberger, Haggard.

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 3. (N.R.)

** Manuscrit. (N.R.)

Données statistiques : *allemandes et russes* (location sociale). *D a n e m a r k*.

10. Conclusion concernant l'Occident.

11. Particularités de la Russie... Sur deux flancs.

Bourgeoisie paysanne et prolétariat rural.

Vestiges du *servage* et lutte contre la bourgeoisie.

12. Avec la bourgeoisie paysanne contre
les propriétaires fonciers, etc. } Faire le
» le prolétariat urbain contre la } lien avec
bourgeoisie. } les *otrezki*.

13. Signification pratique de la question agraire pour l'avenir immédiatement prévisible :

Mise en évidence des oppositions de classe à la campagne.

Agitation et propagande démocratiques et social-démocrates

Rédigé au plus tôt
en septembre 1904.
Publié pour la première fois
en 1938 dans le Recueil Lénine XXXII

Conforme au manuscrit

PLAN D'UN ENTRETIEN SUR LES CRISES ¹⁴⁰

- 1. Qu'est-ce qu'une crise ? Arrêt de l'industrie, chômage, engorgement de l'écoulement, surproduction.
- 1. α) Qu'est-ce qu'une crise industrielle ?
 - β) Arrêt des fabriques, engorgement de l'écoulement, banqueroutes, chômage.
 - γ) Surproduction...
- 2. *O v e r p r o d u k t i o n*, *u n d e r c o n s u m p t i o n**.
(développer la contradiction)
- 2. α) Overproduktion et underconsumption.
- 3. D'où cela provient-il ? (α) Division de la société contemporaine en deux classes, bourgeoisie et prolétariat.
- (β) Production orientée vers le marché.

* *S u r p r o d u c t i o n*, *s o u s - c o n s o m m a t i o n*. (N.R.)

4. La concurrence, son caractère international, la chasse aux débouchés, la croissance fantastique de la production.
5. Réduction des besoins en main-d'œuvre : *intensification, machines, femmes et enfants, ouvriers qualifiés et manœuvres.*
5. bis. Croissance de l'offre, débouchés réduits.
6. Crises périodiques, leur régularité, leur caractère fatal sous le capitalisme. (Illusions engendrées par l'abondance.)
8. 7. * *Armée de réserve.* Le fléau du chômage. *Esclavage : le droit à vivre conditionné par l'apport d'un bénéfice.* (% de vieillards indigents) : {1/3-1/2} ...
7. 8. Influence des crises sur les ouvriers et sur *les petits patrons.* Ruine, pauvreté : éveil d'une conscience socialiste...
Meeting de chômeurs en 1889, en Angleterre ¹⁴¹.
9. Crise et capitalisme. Crise et développement de la grande production — trusts, etc. Tâches du socialisme. Révolution socialiste : partis ouvriers social-démocrates.

Exemples de grosse production :

Morozov :

Minoteries à vapeur :

Fer et acier :

Rédigé en automne 1904.
Publié pour la première fois
en 1959 dans le n° 3 de la revue
« Voprossy Istorii K.P.S.S. »

Conforme au manuscrit

PLAN DE TROIS ENTRETIENS SUR LE PROGRAMME SOCIAL-DÉMOCRATE

- α) Régime actuel.
β) Objectifs socialistes et lutte de classe.
γ) Lutte contre l'autocratie.

[pour 2-3 h]

Répartir α — γ entre trois entretiens

* Les points 7 et 8 ont été par la suite intervertis. (N.R.)

Plan du 1^{er} entretien
sur le programme social-démocrate

- α { 1. Dans le monde entier, les ouvriers mènent la lutte contre leurs patrons pour l'amélioration de leur situation. Grèves — socialisme. Le sens de tout cela.
2. La société moderne est faite ainsi : division en travailleurs et en exploités. 2 classes. Propriétaires et prolétaires. Qui fait vivre l'autre ?
3. Malheurs des ouvriers : bas salaires. Sous-alimentation. Chômage. Travail des femmes. Travail des enfants. « Dégénérescence de la nation ». Prostitution. Oppression sociale et politique.
- β { 4. Union des ouvriers dans la grande production pour la lutte contre les patrons. Le capitalisme renforce la cohésion de la société et rend possible le passage à la production socialiste. Exemple de l'*inutilité* des patrons dans les grandes usines et les grands domaines.
5. Révolution socialiste = remise de la terre et des usines aux ouvriers. Production socialiste, réduction de la journée de travail, etc.
6. Les revendications présentées à la société moderne en vue de *faciliter* aux ouvriers la lutte, de les *préserver* de dégénérescence : réformes ouvrières, journée de 8 heures, paye hebdomadaire, logements, assistance médicale, école, etc.
- γ { 7. Revendications politiques. Qu'est-ce que l'autocratie ? La lutte pour la liberté politique. (Constitution — république, liberté de parole, de réunions, etc., etc.)
8. Les partis révolutionnaires et leur rôle dans la lutte de la classe ouvrière. La « Narodnaïa Volia » et la *s o c i a l - d é m o c r a t i e*.

Rédigé en automne 1904.
Publié pour la première fois
en 1930 dans le Recueil Lénine XV

Conforme au manuscrit

NOTE DE LA RÉDACTION DU *VPÉRIOD* ACCOMPAGNANT LA LETTRE D'UN CORRESPONDANT DE PÉTERSBOURG¹⁴²

Lettre de Pétersbourg (p p. 1 - 6 *)

Note de la rédaction. La conclusion à laquelle aboutit le camarade de Pétersbourg rejoint parfaitement celle que nous dégageons dans l'article « Il est temps d'en finir » (n° 1 du *Vpériod* **). Les mencheviks ont résolument prouvé qu'ils n'étaient pas disposés à collaborer avec nous en se soumettant à la majorité, et maintenant, quand, après la désorganisation des institutions créées par le deuxième congrès, ils ont fait échec au troisième, le parti n'a plus d'autres moyens de lutter que la rupture. Plus rapide et plus complète sera la rupture avec les désorganisateurs, et plus ***.

Note de la rédaction. Les conclusions du camarade de Pétersbourg confirment pleinement la justesse de la nôtre (*Vpériod*, n° 1, « Il est temps d'en finir »). Nous conseillons à tous les comités et organisations de la majorité de se séparer le plus rapidement et le plus résolument possible des désorganisateurs, afin qu'il soit possible de travailler au lieu de chicaner.

Rédigé après le 22 décembre

1904 (4 janvier 1906).

Publié pour la première fois
en 1934 dans le Recueil Lénine XXVI

Conforme au manuscrit

ESQUISSE DES THÈSES D'UN ARTICLE INTITULÉ « COMMENT ILS SE DÉFENDENT ? »¹⁴³

Comment ils se défendent ?

- 1) Deux réponses à la brochure de Lénine sur « La campagne des zemstvos et le plan de l'*Iskra* » **** émanant de la rédaction et de Plékhanov.

* Pages de la lettre. (N.R.)

** Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 28-32. (N.R.)

*** Le manuscrit s'interrompt ici. L'ensemble du texte a été biffé par Lénine. (N.R.)

**** Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 519-542. (N.R.)

4) Le « type nouveau ». La rédaction *schubach* *. Plékhanov : *n i l.* Sur la question de *l'insurrection*, voir le n° 62 de *l'Iskra. Leading* **.

« Les conceptions purement utopiques » de la préparation d'un soulèvement.

« Commencent à se manifester »...

Rédigé entre le 28 décembre 1904

et le 11 janvier (10 et 24

janvier) 1905.

Publié pour la première fois
en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

DECLARATION DU GROUPE DES PROMOTEURS QUI A FONDÉ LA BIBLIOTHÈQUE DU P.O.S.D.R. À GENÈVE

Le groupe des promoteurs qui a fondé la bibliothèque du P.O.S.D.R. à Genève a décidé à l'unanimité de remettre la bibliothèque au Bureau des Comités de la Majorité ¹⁴⁶ pour en assurer la gestion jusqu'à ce qu'une décision soit adoptée à son sujet par le III^e Congrès du parti.

Rédigé fin décembre 1904-début

janvier 1905.

Publié pour la première fois
en 1934 dans le Recueil Lénine XXVI

Conforme au manuscrit

* Mal. (N.R.)

** Editorial. (N.R.)

1905-1910

PLAN D'UN ARTICLE INTITULÉ « 1895 ET 1905 (BREF PARALLÈLE) » ¹⁴⁷

1895 et 1905

(Bref parallèle)

Il y a ici *eigentlich* * deux sujets :

- 1) mise en parallèle du progrès du travail ;
- 2) tâches actuelles d'organisation. Il faut en faire *deux* articles.

1. Mettre en regard l'ampleur, les dimensions et les formes du travail social-démocrate alors et aujourd'hui.
2. Ampleur : à l'époque, rien que des cercles. Tout *premiers* débuts de l'agitation de masse. Propagande pesante, didactique. Les social-démocrates se fraient leur chemin au milieu des *narodovoltsy*, des *narodopravtsy* ¹⁴⁸, etc.
3. Aujourd'hui. Le parti. Agitation de masse devenue habituelle. Interventions politiques au grand jour, en pleine rue. Epoque révolutionnaire.
4. Les formes. De 10 à 16 personnes (le comité). De 20 à 30 cercles ouvriers. De 100 à 150 relations maximum. « Lectures ». Tout centré sur *l'étude personnelle*.
5. Aujourd'hui. L'organisation a grandi et s'est stratifiée en plusieurs « niveaux ». St-Petersbourg et Odessa [comité — arrondissements — rencontres d'organisateurs (cercles centraux) — groupes, et pour finir, le « centre » et le bureau. Environ cinq nouveaux *niveaux*].
6. La « Lettre à un camarade » ** a été écrite au moment où prenaient forme ces nouveaux niveaux, et où les « éco-

** A proprement parler. (N.R.)

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 233-255. (N.R.)

nomistes » en freinaient le développement. En fait, les idées prônées dans la « Lettre à un camarade » sont devenues réalité.

7. Nouvelles tâches : γ) La multiplicité des niveaux a éduqué une nouvelle catégorie de responsables, de militants. Officialiser leurs fonctions. (1) Information — résolutions — enquêtes — liaison directe avec l'Organe central. (2) Principe électif ? (3) Désignation ou élection des candidats à la cooptation ?
8. Deuxième tâche, peut-être encore plus importante : compléter l'effort de mise sur pied de nouveaux niveaux horizontaux par l'élaboration de nouveaux moyens d'action, « verticaux » si l'on peut dire. Autrement dit : la croissance du mouvement rend possible et indispensable de compléter le travail courant des divers niveaux par des contacts des niveaux supérieurs avec la masse grâce à de nouvelles formes de réunions de masse. « Rassemblements volants » et « meetings », en tant que produit normal du travail effectué à divers « niveaux », aboutissent naturellement à la forme supérieure pratiquée à l'étranger et qui triomphera en Russie *le lendemain de la révolution* *, à savoir, aux « meetings » en tant que principal moyen de formation politique et d'éducation social-démocrate du prolétariat.
9. Les « niveaux » sont, évidemment, *tout aussi* indispensables pour cela. Ils seront (toujours ?) indispensables. « Compléter », et non pas « remplacer »...

Rédigé avant le 9 (22) janvier 1906.
 Publié pour la première fois
 en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

ACCORD DE COMBAT POUR L'INSURRECTION ET FORMATION D'UN COMITÉ DE COMBAT

PLAN: ¹⁴⁹

- 1) Motifs de l'accord
- 2) Son but

* En français dans le texte. (N.R.)

- 3) Programme
 - (1) renversement de l'autocratie
 - (2) gouvernement révolutionnaire provisoire
 - (3) armement du peuple
 - (4) Assemblée constituante
 - (5) comités paysans révolutionnaires.
- 4) Constitution d'un *comité de combat préparatoire* dans le but
 - (1) de rassembler de l'argent
 - (2) d'évaluer les ressources en hommes
 - (3) d'informer de l'accord les masses de militants en Russie et d'organiser une large discussion des moyens de l'appliquer
 - (4) de préparer une conférence *russe* pour la constitution d'un Comité de combat *russe*.
- 5) Objectif du Comité de combat : unifier les mesures de préparation de l'insurrection.
 2/3 en raison de l'importance de la parfaite solidarité et du maintien de l'autonomie de chaque parti.
- 6) Attitude du comité de combat envers le terrorisme.
- 7) Appel à tous les socialistes et à tous les démocrates révolutionnaires.
- 5 bis
 Le Comité de combat ne lance des appels *que* sur les questions figurant *intégralement* à son programme, et à condition de faire mention à chaque fois de l'autonomie du parti.

Rédigé en février-mars 1905.
 Publié pour la première fois
 en 1926 dans le *Recueil Lénine V*

Conforme au manuscrit

PROCÈS-VERBAUX DES DISCOURS PRONONCÉS AU CLUB DES BOLCHEVIKS ¹⁵⁰ DE GENÈVE

PROCÈS-VERBAL DU 5 MARS 1905

I

L é n i n e. Propose que tous les résultats des travaux de la section soient rendus publics, avant tout que Stépanov présente son rapport par écrit, ainsi que les procès-verbaux.

Transmettre au congrès l'ensemble de ces procès-verbaux : ils peuvent fournir beaucoup d'indications pratiques lors des travaux du congrès. Le rapport de Stépanov a malheureusement un caractère trop abstrait. Pour que les rapports fournissent matière à des conclusions précises sous forme de résolutions, ils doivent être plus concrets. Pour cela, je propose de procéder à une enquête parmi les camarades de l'étranger et de Russie, avec des réponses précises aux questions posées (oui, non, combien). Une photographie de leur travail, par ex. dans quelle ville a-t-il milité, quelles questions a-t-il résolues en réunion, etc. Les bilans généraux peuvent certes donner quelque chose, mais, je le répète, on ne peut en tirer des conclusions précises. C'est pourquoi je propose que le cercle s'occupe de mettre au point un questionnaire de ce genre et de le diffuser parmi les camarades de l'étranger et en Russie, pour qu'ils répondent de façon concise à toutes les questions. Si nous disposons de telles données brutes (si de 100 à 200 camarades répondent), le congrès pourra les utiliser pour des conclusions précises.

Je reprends mes propositions : premièrement, présenter un relevé de tous les procès-verbaux, ainsi que les procès-verbaux eux-mêmes au congrès, secondement, s'occuper de la confection d'un questionnaire. Et il est nécessaire de s'y mettre aussitôt, sans tarder, je propose même de laisser en suspens tous les travaux de la section et d'entreprendre la mise en ordre de tous les procès-verbaux et de rédiger sur leur base un rapport au congrès.

II

L é n i n e. Maintenant qu'est paru l'avis de convocation du III^e Congrès, le travail des sections a pris un autre caractère. Voilà déjà deux mois que travaillent les sections, et pour en arriver à si peu : les procès-verbaux ne sont pas au complet, les rapports manquent ; or il faut se hâter si l'on veut que tous ces travaux ne soient pas perdus et aient un effet pratique, autrement dit, il faut faire tenir tout ceci au congrès. Pour pouvoir présenter au plus tôt les procès-verbaux, je propose de mettre tout le cercle au service des secrétaires. Je le répète, si le cercle ne termine pas

ce travail, tous ses travaux risquent de moisir dans ce cercle, alors qu'ils peuvent être utiles pour la mise au point de plans d'organisation. Je propose aussi d'entreprendre immédiatement la confection du questionnaire ; il faut hâter la réalisation de tout cela, les événements n'attendent pas, le congrès peut avoir lieu très prochainement. Le mieux serait de charger une commission spéciale du questionnaire.

III

Lénine. Je n'ai rien contre la proposition de la camarade Olga. En ce qui concerne ma propre expérience, je peux dire, étant donné la rapidité avec laquelle évoluent actuellement les événements, les conditions de travail, que je n'en ai pas. J'avais composé un questionnaire, mais il est trop général. Je propose d'élire des camarades expérimentés à la commission de rédaction du questionnaire, et de faire progresser le plus vite possible cette entreprise.

*Publié pour la première fois
en 1934 dans le Recueil Lénine XXVI*

*Conforme au texte du procès-
verbal*

ANNOTATION DE LA RÉDACTION DU *VPÉRIOD* A LA RÉOLUTION DU GROUPE D'OUVRIERS DE L'USINE MÉTALLURGIQUE DE SAINT-PÉTERSBOURG ¹⁵¹

Note de la rédaction. Nous publions cette résolution de camarades ouvriers, car elle est caractéristique de l'état d'esprit qui, dans des circonstances données, est susceptible de gagner de vastes secteurs du prolétariat en lutte *. Il est indubitable que la scission du parti — en particulier la scission latente — cause un préjudice considérable au mouvement ouvrier. En Russie, comme le montre la résolution de Kharkov mentionnée plus haut ¹⁵², il existe des mencheviks qui ont une conscience beaucoup plus haute de leur devoir de parti que

* La première phrase est de M. Olinski. (N.R.)

leurs amis de l'étranger. C'est ce qui ressort aussi de la nouvelle déclaration adoptée par le C.C. conjointement avec le Bureau des Comités de la Majorité¹⁵³. Nous souhaitons encore une fois que cette dernière tentative de réunification soit couronnée de succès.

« *Vpériod* » n° 14 du 12
avril (30 mars) 1905

Conforme au texte
du journal collationné
sur le manuscrit

III^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R.¹⁵⁴

(12-27 AVRIL (25 AVRIL-10 MAI) 1905)

1

PROJET D'ARRÊTÉS DU COMITÉ D'ORGANISATION CHARGÉ DE LA CONVOCATION DU III^e CONGRÈS RELATIF À LA REPRÉSENTATION DE CERTAINES ORGANISATIONS¹⁵⁵

Caucase.

Le Comité d'organisation, après avoir examiné la question de la délégation caucasienne d'après les éléments fournis par les publications et les dépositions des camarades venus du Caucase, a adopté unanimement la décision suivante :

1. La solution indispensable et la seule juste est celle qui consiste à reconnaître 8 voix délibératives à la délégation caucasienne au congrès, étant donné que dès l'automne 1903, le C.C. a entériné les statuts du Comité de l'Union du Caucase et que, selon ces statuts, le Comité de l'Union du Caucase, en tant que tel, dispose de 8 voix délibératives au congrès.

2. En ce qui concerne les déclarations opposées du camarade Glébov au Conseil et la décision du Conseil en mai 1904 de considérer provisoirement, tant que la question n'aurait pas été éclaircie, comme voix délibératives les voix des quatre Comités distincts du Caucase (Bakou, Batoum, Tiflis, Imérétié-Mingrélie), le Comité d'organisation ne peut voir dans cette déclaration de Glébov et dans la décision du Conseil un obstacle à l'adoption de la conclusion énoncée dans le point 1, étant donné que le

camarade Glébov était manifestement mal informé et qu'il a involontairement induit le Conseil en erreur.

3. Considérant établi que sont actuellement présents trois délégués du Caucase avec six voix délibératives, le C.O. prend acte de la déclaration faite par le camarade Léonov, membre du Comité de l'Union du Caucase, au sujet du quatrième délégué avec deux voix délibératives et selon laquelle le Comité de l'Union du Caucase avait l'intention de s'en remettre au Comité de Batoum de l'investiture de ce quatrième délégué. Le Comité de Batoum ayant donné une réponse vague et évasive, le Comité de l'Union du Caucase, lors d'une réunion à laquelle assistait Léonov, exprima le vœu qu'en cas d'absence au congrès du délégué spécial de Batoum, les voix délibératives du quatrième délégué soient confiées au camarade Kaménev (Youri).

4. Ceci constaté, le C.O. laisse au congrès le soin de trancher la question du quatrième délégué du Comité de l'Union du Caucase.

Krémentchoug.

En ce qui concerne la capacité juridique du Comité de Krémentchoug, le Comité d'organisation constate :

1) Le Comité de Krémentchoug n'a été confirmé par le Comité central qu'en août 1904, d'après le témoignage du camarade Marc, membre du C.C., qui a participé à la réunion du C.C. au cours de laquelle a eu lieu cette confirmation.

2) Le Comité de Krémentchoug ne figure pas dans la liste du Conseil du parti, publiée dans le n° 89 de l'*Iskra*, au nombre des 33 organisations jouissant de pleins droits.

En vertu de ces considérations, le C.O. décide de ne pas considérer le Comité de Krémentchoug comme une organisation jouissant d'une pleine capacité juridique et apte à être représentée au présent congrès avec voix délibérative.

Iékatérinoslav.

Le Comité d'organisation, après audition du rapport du camarade Morozov, délégué du comité de la majorité d'Iékatérinoslav, et de la communication écrite du camarade Evguéni, membre du vieux comité d'Iékatérinoslav, a abouti unanimement à la décision suivante :

Le Comité d'organisation ne voit aucune raison de considérer l'actuel comité de la majorité d'Iékatérinoslav

moins légal que le comité de la minorité, autant d'un point de vue formel que de celui de la continuité de l'action et des relations avec les militants locaux.

Cependant, étant donné que le C.O. est privé de la possibilité d'entendre les explications de l'autre partie, il n'adopte aucun arrêté sur le droit de voix délibérative du délégué du comité de la majorité d'Iékatérinoslav, laissant au congrès le soin de se prononcer.

A propos de la capacité juridique des comités de Kazan et du Kouban, le Comité d'organisation n'est parvenu à aucune décision, les voix du Comité central et du Bureau des Comités de la majorité s'étant partagées.

Le Bureau des Comités de la majorité considère que la pleine capacité juridique ne peut être accordée à ces comités, étant donné qu'à la session de mai 1904 du Conseil (délégués du C.C. Lénine et Glébov), ces comités ne figuraient pas dans la liste des comités confirmés jusqu'au 1^{er} avril 1905. Si même les comités de Kazan et du Kouban ont été confirmés par le C.C. après mai 1904, ils ne recevront de toute façon le droit d'être représentés au congrès que dans un an. En outre, la confirmation de ces comités n'a pu avoir lieu à la réunion plénière de juillet 1904 du C.C., car les procès-verbaux de cette réunion ont été intégralement transmis par Glébov à Lénine à l'étranger et ces procès-verbaux ne comportent aucune mention de la confirmation des comités de Kazan et du Kouban. Enfin, à la session d'août ou de septembre du C.C., à laquelle assistait le camarade Marc, membre du C.C., pas un mot non plus n'a été dit de la confirmation des comités de Kazan et du Kouban.

Le C.C. considère que puisque, selon toute apparence, ces comités ont été inclus dans la liste de l'*Iskra* au nom du Conseil du parti, nous n'avons aucune raison de refuser à ces comités la capacité juridique.

Rédigé en avril, le 11 (24) au plus tard.

*Publié en 1906 dans le livre
« Le troisième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. »*

*Texte intégral des procès-verbaux.
Genève, éd. du C.C.*

Conforme au manuscrit

2

PROJET DE RÉSOLUTION DU C.O.
SUR L'HABILITATION
DU CONGRÈS ¹⁵⁶

A propos du point de l'accord passé entre le C.C. et le B.C.M., en vertu duquel le congrès est déclaré ouvert en présence des $3/4$ des délégués des comités de Russie, le C.O. décide :

Les deux parties constituant le C.O. considèrent que le sens de ce point est d'affirmer la nécessité pour le C.C. et le B.C.M. de prendre les mesures les plus énergiques pour assurer une représentativité parfaite au congrès, et également de garantir face au parti que le C.C. et le B.C.M. se sont fixés pour objectif la réunion d'un congrès général du parti, et non d'un congrès fractionnel. Ce point du traité n'avait nullement pour but de rendre caduc le paragraphe des statuts du parti, selon lequel le congrès est valable s'il réunit la moitié du nombre total des voix délibératives. En ce qui concerne la parfaite représentativité du congrès, toutes les mesures ont effectivement été prises. Il n'y a que des comités d'Astrakhan et de Crimée que n'a été reçue aucune nouvelle. Le choix de délégués et leur envoi à l'étranger (dans deux cas, les mandats ont été transmis à des camarades de l'étranger, Parvus et une personne désignée par la rédaction de l'*Iskra* pour représenter le comité du Kouban) ont été effectués par les comités du Don, de la région des Mines, de Kiev, du Kouban, de Tver, de Kharkov, de Smolensk, de Sibérie, d'Iékatérinoslav. En y joignant les délégués présents représentant 19 comités, nous aurions donc, avec les 9 comités susmentionnés, 28 comités, soit plus des $3/4$ de l'ensemble des 34 comités (le chiffre de 34 représente le maximum des organisations jouissant de la plénitude de leurs droits incluses initialement dans la liste du C.O.).

Si les neuf délégués des comités susmentionnés n'ont pas paru au congrès en dépit du fait qu'ils ont été mandatés pour cela par leurs comités et qu'ils se sont rendus à l'étranger, leur absence s'explique non par la faute du C.O., mais parce que tous les efforts du C.O. pour assurer

au congrès une pleine représentativité ont été mis en échec par les agissements déloyaux de trois des membres du Conseil du parti.

Rédigé le 11 (24) avril au plus tard.

*Publié en 1906 dans le livre
« Le troisième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.*

*Texte intégral des procès-verbaux ».
Genève, éd. du C.C.*

Conforme au manuscrit

3

INTERVENTION CONCERNANT LE RAPPORT DE LA COMMISSION DES MANDATS SUR LA REPRÉSENTATION AU CONGRÈS DU COMITÉ DE KAZAN ¹⁸⁷

13 (26) AVRIL

On s'est référé à ma communication *. Le militant de Kazan qui est arrivé a dit qu'il était fort possible qu'il eût été élu. Il serait souhaitable de l'inviter en tant que membre du comité. La fin de la résolution de la commission me paraît bizarre, et je proposerais de la corriger.

*Publié pour la première fois en 1937
dans le livre « Le troisième congrès
du P.O.S.D.R. Procès-verbaux »*

Conforme au texte du livre

4

AMENDEMENT À LA PROPOSITION DE LA COMMISSION DES MANDATS CONCERNANT LA REPRÉSENTATION AU CONGRÈS DU COMITÉ DE KAZAN

13 (26) AVRIL

L'amendement suivant est proposé : « Non comme délégué, mais comme membre d'un comité non représenté au congrès, qui s'est prononcé en faveur du congrès ».

*Publié pour la première fois
en 1931 dans le Recueil Lénine XVI*

Conforme au manuscrit

* Voir le présent tome, p. 139. (N.R.)

5

INTERVENTION SUR LA DISCUSSION
DU RAPPORT DU C.O.

13 (26) AVRIL

Je proposerais de prendre en considération la déclaration du camarade Sosnovski et d'autres camarades sur l'opportunité de limiter au seul aspect formel les débats sur le rapport du C.O. La résolution du camarade Andréiev passe à côté de son but ¹⁸⁸. Les camarades désiraient discuter du seul point de vue de la légitimité de la convocation du congrès, et non du point de vue des faits. Discuter le rapport à partir des faits revient à discuter de la crise au sein du parti. Le bureau veillera à ce que les orateurs ne sortent pas du cadre de la discussion de la légitimité de la convocation du congrès.

« Le troisième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux ».
Genève, éd. du C.C., 1905

Conforme au texte du livre

6

PROJET DE RÉSOLUTION
SUR LA DISCUSSION DU RAPPORT DU C.O.

Le congrès engage actuellement la discussion du rapport du C.O. du seul point de vue de la légitimité du congrès *.

Déposé le 13 (26) avril.
Publié en 1905 dans le livre
« Le troisième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux ».
Genève, éd. du C.C.

Conforme au texte du livre

* Le texte de la commission des procès-verbaux donne la version suivante de la fin du projet de résolution : « ... la légitimité du congrès et de son habilitation définitive, et non du point de vue de la crise du parti ». (N.R.)

7

PROJET D'ORDRE DU JOUR DU III^e
CONGRÈS DU PARTI ¹⁵⁹*A) Questions tactiques.*

1. Insurrection armée.

[2. Participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire.] *

2. Préparation de l'action politique déclarée de la social-démocratie.

3. Attitude de la social-démocratie envers la politique du gouvernement à la veille de la révolution, pendant et après celle-ci.

4. Attitude à l'égard du mouvement paysan.

B) Attitude envers les autres partis et tendances.

5. Attitude envers la fraction dissidente du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

6. Attitude envers les partis et organisations social-démocrates des minorités nationales de la Russie.

7. Attitude envers les libéraux.

8. Attitude envers les socialistes-révolutionnaires.

C) Organisation du parti.

9. Statuts du parti.

10. Relations des ouvriers et des intellectuels au sein des organisations du parti.

D) Travail à l'intérieur du parti.

11. Comptes rendus des délégués.

12. Amélioration de la propagande et de l'agitation.

[13. Le Premier mai.] *

14. Elections des responsables.

15. Mode de publication des procès-verbaux et entrée en vigueur des nouveaux colléges élus.

Déposé le 13 (26) avril.
Publié pour la première fois
en 1934 dans le Recueil Lénine XXVI

Conforme au manuscrit

* Le passage entre crochets a été biffé dans le manuscrit. (N.R.)

8

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION
SUR L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS

13 (26) AVRIL

Je n'aurais rien contre la proposition des camarades Mikhaïlov, Voïnov et Zimine ¹⁶⁰. Mais le congrès risque de se laisser trop distraire par la discussion de l'ordre du jour. Aux congrès des social-démocrates allemands, l'ordre du jour comprend 5 ou 6 points : à notre II^e Congrès, le nombre des points a atteint 25. Nos débats menacent déjà de prendre une ampleur démesurée. Je propose de prendre pour base l'ordre du jour le plus explicite.

«Le troisième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux ».
Genève, éd. du C.G., 1905

Conforme au texte
du livre

9

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DE L'ORDRE
DES TRAVAUX DU CONGRÈS

13 (26) AVRIL

Il est dangereux de remplacer les séances du congrès par des commissions. Les discussions des commissions soulèvent de nombreuses questions intéressantes qui se perdent ensuite faute de procès-verbaux. Les commissions ont trop peu de temps pour travailler sérieusement, il est peu souhaitable de leur en accorder davantage au détriment des travaux du congrès. Il serait utile d'élire aussitôt une commission des résolutions, pour donner des rails au travail. Il est encore indispensable d'avoir une commission pour l'examen des rapports. Quant à la nécessité de commissions pour l'organisation, la question agraire et l'insurrection armée, je suis plus sceptique. Nous avons les anciens statuts, le projet d'Ivanov, l'opinion du camarade N.F. ¹⁶¹, cela fait assez de matériaux.

«Le troisième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux ».
Genève, éd. du C.G., 1905

Conforme au texte
du livre

10

DÉPÔT D'UN PROJET DE RÉSOLUTION
SUR L'ÉLECTION
DE COMMISSIONS POUR L'EXAMEN DES RAPPORTS
DES DÉLÉGUÉS ET POUR LA PRÉPARATION
DE PROJETS DE RÉSOLUTIONS

13 (26) AVRIL

Je propose la résolution : « Le Congrès élit : 1) une commission chargée d'examiner les rapports des délégués et de les préparer à être présentés au congrès ; 2) une commission chargée de nommer des rapporteurs et de préparer des projets de résolutions sur les questions les plus importantes de l'ordre du jour. »

Les discours des délégués m'ont convaincu que c'était là la seule façon pour nous d'effectuer un travail utile. L'adoption du système de la discussion générale et du renvoi ultérieur en commission nous fera aboutir au même résultat qu'au II^e Congrès. Il est indispensable de veiller à la publication la plus complète possible des travaux du congrès, pour une meilleure information du parti. Etant donné l'atmosphère de suspicion qui entoure notre congrès, il est particulièrement indispensable de donner la plus grande publicité à nos débats et de les fixer dans des procès-verbaux.

«Le troisième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux ».
Genève, éd. du C.C., 1905

Conforme au texte du livre

11

COMMUNICATIONS À LA COMMISSION DES MANDATS
DU CONGRÈS

1

*A la commission chargée de vérifier
la composition du congrès*

A la séance du Comité d'organisation du 24 avril 1905,
j'ai oublié de déposer une proposition d'invitation au con-

grès avec voix consultative du camarade Arnatski ¹⁶³ (c'est son *vrai* (N.B.) nom), membre du comité de Kazan. Je demande à la commission d'examiner cette proposition.

Le camarade Arnatski se trouve à l'étranger, en France, et il m'a fait savoir qu'il était d'accord pour venir au congrès à ses frais. Il repart bientôt pour la Russie et pourrait mettre rapidement son comité au courant du congrès. Avec le comité de Kazan, le C.O., en dépit de tous ses efforts, n'a pu obtenir de réponse de Kazan. Pour cette raison, il n'y a presque plus d'espoir de voir le comité de Kazan participer au congrès. Les tentatives faites d'ici, de l'étranger, d'entrer en relation avec Kazan n'ont rien donné non plus, nos lettres sont restées sans réponse. Arnatski n'a pas réussi lui non plus à joindre Kazan d'ici. Ne conviendrait-il pas, étant donné l'impossibilité d'avoir au congrès un *délégué* du comité de Kazan, d'inviter le camarade Arnatski avec voix *consultative*, en tant que *membre* du comité ?

Lénine

Déposé le 13 (26) avril

2

A la commission des mandats

A la réunion du C.O., j'ai transmis la lettre du camarade Filatov (c'est son vrai nom) qui demande à être admis au congrès avec voix consultative. Le camarade Filatov est l'auteur d'articles sur l'insurrection, parus dans *Vpériod* sous la signature de V. S. Il a présenté au congrès une lettre et un rapport-brochure intitulé « Applications de la tactique et de l'art des fortifications aux soulèvements populaires » (dans la valise restée à Boulogne). Je demande de s'informer sur le camarade Filatov auprès des camarades Belski et Voïnov, qui ont travaillé avec lui à Paris ¹⁶³.

Lénine

*Déposé le 14 (27) avril.
Publié pour la première fois
en 1951 dans le Recueil Lénine XVI*

Conforme au manuscrit

12

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DU RAPPORT
DE LA COMMISSION DES MANDATS ¹⁶⁴

14(27) AVRIL

Je considère qu'il n'est pas rationnel de faire confirmer des organisations immédiatement par le congrès. Je suis opposé à ce qu'on leur accorde voix délibérative. Au sujet du *coup d'Etat* *, je ne suis pas d'accord avec le camarade Kamski.

* *Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux*.
Genève, éd. du C.C., 1905

Conforme au texte du livre

13

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA CONFIRMATION
DES COMITÉS DE KAZAN ET DU KOUBAN ¹⁶⁵

Le congrès décide de ne pas compter les comités de Kazan et du Kouban lors de l'habilitation du congrès, mais de les confirmer pour l'avenir en qualité de comités de plein droit.

Déposé le 14 (27) avril.
Publié en 1905 dans le livre
* *Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux*.
Genève, éd. du C.C.

Conforme au manuscrit

14

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE MODE DE SCRUTIN
EN VIGUEUR AU CONGRÈS ¹⁶⁶

Désormais, le congrès procédera à tous les votes en accord avec le § 7 du règlement, en comptant séparément voix délibératives et voix consultatives.

Déposé le 14 (27) avril.
Publié en 1905 dans le livre
* *Le troisième Congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux*.
Genève, éd. du C.C.

Conforme au texte du livre

* En français dans le texte. (N.R.)

15

REMARQUES CONCERNANT LE PROJET DE RÉSOLUTION DE ROUMIANTSEV SUR L'ACTION POLITIQUE DÉCLARÉE DU P.O.S.D.R.

D'après moi, la résolution doit être remaniée comme suit :

Motifs :

(1) constater que, sous la pression du mouvement révolutionnaire, on est pratiquement en présence d'un début d'action déclarée des partis politiques, etc.

(2) que les libéraux vont particulièrement loin en ce domaine, leur privilège *de fait* (point 1^{er} de Schmidt).

(3) qu'on observe chez les ouvriers une *aspiration colossale* à la même action (point 2 de Schmidt).

— c o n c l u s i o n s

(1) ne pas laisser échapper une occasion d'action déclarée, et organiser les ouvriers, *au cours même de ces actions*, en une force politique indépendante ;

(2) mettre à profit les moindres formes légales, en s'efforçant de faire prédominer l'influence des social-démocrates au sein des organisations ouvrières légales.

(3) prôner dans toutes les organisations ouvrières et au sein des masses les plus larges possible la nécessité de mesures pratiques visant à édifier, à côté de notre appareil clandestin, un appareil adapté à l'action politique déclarée.

[+ 0) *Début* de la conquête de la liberté d'action dans les faits.

Déférence 2)

1)

1) Les masses ouvrières aspirent à l'action déclarée.

2) Les libéraux en profitent *largement* et obtiennent la prépondérance.

3) Nécessité de se préparer à passer, dans un avenir éventuellement rapproché, des formes classiques purement clandestines aux formes déclarées d'activité.

Décide :

(1) ne pas laisser échapper une occasion... les actions déclarées mises au point sur place par les organisations intéressées

- (2) utilisation des formes *légal*es même partielles d'organisation, en s'efforçant d'y assurer l'influence prédominante de la social-démocratie] *

Rédigé entre le 16 et le 19 avril
(29 avril et 2 mai) 1906.
Publié pour la première fois en
1926 dans le *Recueil Lénine V*

Conforme au manuscrit

16

THÈSES POUR UNE RÉSOLUTION
SUR LA PARTICIPATION
DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU GOUVERNEMENT
RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE

P r é a m b l e d e l a r é s o l u t i o n

- 1) Nécessité de la liberté politique et d'une république démocratique.
- [2] Existence d'un mouvement démocratique révolutionnaire bourgeois et petit-bourgeois capable de lutter et commençant effectivement à lutter pour elle.
- 3) Nécessité d'un soutien de la démocratie révolutionnaire par le prolétariat...] *
- 4) Nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire pour renverser complètement l'autocratie et garantir *effectivement* la liberté de l'Assemblée constituante.
- [5] Reconnaissance par la social-démocratie révolutionnaire de l'action révolutionnaire venant non seulement d'en bas, mais aussi d'en haut.
- 6) Nécessité de la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire en cas de victoire complète de la révolution, au cas où elle prendrait la direction de l'insurrection.] *
- 7) Caractère démocratique bourgeois de la révolution et nécessité pour le prolétariat d'adopter une position indépendante, distincte de celle des démocrates bourgeois.
- [8] Existence d'un parti ouvrier social-démocrate organisé, apte à s'organiser au grand jour (avec une large participation des ouvriers), à contrôler ses mandataires] *

* Le passage imprimé en petits caractères entre crochets a été biffé dans le manuscrit. (N.R.)

Partie impérative de la résolution

sur la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire

- 1) La propagande et l'agitation en faveur de l'idée de gouvernement révolutionnaire provisoire, éléments indispensables d'une révolution victorieuse.
- 2) Discuter dans les réunions ouvrières notre programme-minimum non seulement d'un point de vue général, comme nous avons discuté et devons tous discuter notre programme-maximum, mais également du point de vue de la possibilité de leur réalisation intégrale et immédiate.
- 3) Admettre la possibilité, *pour le cas d'une insurrection populaire victorieuse*, d'une participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire aux côtés des démocrates révolutionnaires bourgeois et petits-bourgeois en vue de combattre impitoyablement toutes les tentatives contre-révolutionnaires, de déblayer pleinement le terrain à la démocratie en Russie, d'utiliser l'ensemble des moyens d'organisation la plus large de la classe ouvrière garantis par le gouvernement.

Ce sont les conditions subjectives. Et les objectives? en vue de combattre impitoyablement la contre-révolution. Point 3.

4) Condition indispensable de cette participation : le contrôle de ses représentants au gouvernement par le parti ouvrier social-démocrate et le maintien indéfectible du parti distinct de la classe ouvrière irrécconciliable, dans sa volonté d'effectuer une révolution socialiste complète, avec toute démocratie bourgeoise quelle qu'elle soit.

5) En toute éventualité, indépendamment de la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire, il faut faire comprendre à la classe ouvrière la nécessité d'organisations

{ N.B. Le prolétariat }
 a r m é }

ouvrières *révolutionnaires* et autonomes chargées de contrôler *tout* gouvernement révolutionnaire et d'exercer une pression sur lui.

Rédigé avant le 18 avril
(1^{er} mai) 1905.
Publié pour la première fois
en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

17

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DE LA RÉOLUTION SUR LA QUESTION DE L'ACTION POLITIQUE DÉCLARÉE DU P.O.S.D.R. ¹⁶⁷

19 AVRIL (2 MAI)

Le camarade Serguéiev a tort. Nous sommes en présence d'une question bien délimitée, celle de la modification du caractère de l'activité de la social-démocratie, dont prend acte la résolution.

* Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux.
Genève, éd. du C.C., 1905

Conforme au texte du livre

18

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DU PROJET DE RÉOLUTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LA TACTIQUE DU GOUVERNEMENT À LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

19 AVRIL (2 MAI)

1

Je m'associe à l'opinion du camarade Belski ¹⁶⁸. Nous rabaissons la notion de révolution quand nous employons ce mot à propos du simple exercice de droits peu importants.

2

Je suis bien d'accord que le mot de « moyens révolutionnaires » désigne une forme de lutte plus énergique, mais on rabaisse ainsi la notion de révolution. Je propose ou bien d'y substituer les mots « à l'encontre de la loi », ou bien, aussitôt après l'expression de « moyens révolutionnaires », de supprimer les mots de « programme-minimum », autrement nous donnons l'impression que nous voulons effectuer toute la révolution de cette manière.

*« Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux ».
Genève, éd. du C.C., 1906*

Conforme au texte du livre

19

RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LE MOUVEMENT PAYSAN

Considérant :

1) que le mouvement paysan qui grandit en ce moment, bien que spontané et politiquement inconscient, se retourne néanmoins infailliblement contre le régime politique existant et d'une façon générale contre tous les vestiges du servage ;

2) que le soutien de tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant fait partie des tâches de la social-démocratie ;

3) que, pour ces raisons, la social-démocratie doit s'appliquer à épurer le contenu révolutionnaire démocratique du mouvement paysan de toutes les infiltrations réactionnaires, de façon à développer la conscience révolutionnaire des paysans et à porter à leur terme leurs revendications démocratiques ;

4) que la social-démocratie, parti du prolétariat, doit dans tous les cas et dans toutes les circonstances tendre inflexiblement à l'organisation indépendante du prolétariat rural, et à éclairer ce dernier sur l'irréductible contradiction de ses intérêts et de ceux de la bourgeoisie paysanne ;

— le III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie charge toutes les organisations du parti :

a) de propager largement parmi le peuple l'idée que la social-démocratie se donne pour tâche de soutenir avec la plus grande énergie toutes les initiatives révolutionnaires de la paysannerie, susceptibles d'améliorer sa situation, jusques et y compris la confiscation des domaines des propriétaires fonciers, de l'Etat, de l'Eglise, des monastères et des apanages ;

b) de préconiser, en qualité de mot d'ordre pratique pour l'agitation parmi les paysans et afin d'élever le mouvement paysan à une plus haute conscience, la nécessité d'organiser immédiatement des comités révolutionnaires paysans afin d'effectuer toutes les transformations démocratiques révolutionnaires visant à libérer les paysans du joug des policiers, des fonctionnaires et des propriétaires fonciers ;

c) afin de désorganiser l'autocratie et de soutenir contre elle la poussée révolutionnaire, d'exhorter la paysannerie et le prolétariat rural, à tenir toute sorte de manifestations politiques, à refuser collectivement le paiement des tailles et impôts, l'accomplissement des obligations militaires et l'obéissance aux ordres et arrêtés du gouvernement et de ses agents ;

d) de s'efforcer de doter le prolétariat rural d'une organisation distincte, de le faire rejoindre le prolétariat urbain sous le drapeau du parti social-démocrate et de faire élire ses représentants aux comités paysans.

*Déposé le 20 avril (3 mai).
Publié en 1905 dans le livre
« Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux ».
Genève, éd. du C.C.*

Conforme au manuscrit

20

AU BUREAU DU CONGRÈS 169

Je considère le dépôt de la résolution (sur l'attitude des ouvriers envers les intellectuels) comme opportun.

Lénine

*Rédigé le 20 avril (3 mai) 1905.
Publié pour la première fois
en 1934 dans le Recueil Lénine XXVI*

Conforme au manuscrit

21

RÉSUMÉ DE L'INTERVENTION SUR LA QUESTION DES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES ¹⁷⁰

Résumé de mon intervention du 3/V (15^e séance)

- I. Il est faux que les propagateurs des idées social-démocrates révolutionnaires soient chez nous surtout des intellectuels (comme l'a affirmé Vlassov).
- II. Il est faux que le principe électif ne doive pas améliorer l'information des ramifications ultimes de nos organisations (comme l'a affirmé Vlassov).
- III. Vlassov a dit que ce sont des intellectuels qui sont à la tête (des scissions et de l'opposition). Confirmé par Latychev, Liadov, Kramolnikov, etc.
- IV. *Il faut introduire des ouvriers dans les comités.*

Rédigé le 20 avril (3 mai) 1905.

Publié pour la première fois
en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

22

INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DES STATUTS DU PARTI ¹⁷¹

21 AVRIL (4 MAI)

1

La proposition du camarade Kitaïev, selon laquelle la convocation d'urgence d'un congrès requiert un nombre de voix égal à la moitié de celui des voix du congrès précédent, est plus pratique.

2

Au contraire, la fixation d'un nombre précis pour la nécessité de la convocation d'un congrès rend la chose plus aisée. Après chaque congrès, on fixe le nombre requis de voix. Il faut seulement ajouter une note spécifiant que la liste des comités confirmés par le C.C. doit être publiée dans l'Organe central.

3

La liste des organisations nouvellement confirmées est publiée aussitôt dans l'O.C. du parti avec l'indication du moment de leur confirmation par le C.C.

4

Je préfère la formulation initiale du § 6 telle que l'a donnée *Vpériod* ¹⁷³, autrement ce sera faux.

5

Je me rallie à l'opinion du camarade Pétrov et des autres. La proposition du camarade Belski doit être placée en note ¹⁷³.

6

Dans l'intérêt de l'O.C., je dois soutenir l'amendement du camarade Kitaïev ¹⁷⁴. Le journal paraissant hebdomadairement, il est indispensable d'être au courant des événements et d'avoir suffisamment de matériaux.

7

Je suis pour la cooptation à l'unanimité ¹⁷⁵. Le C.C. est peu nombreux, et nous devons, si nous voulons en faire un instrument de travail constructif et de direction politique, assurer son unité.

8

D'accord avec le camarade Kouznetsov : le § 13 des statuts doit être supprimé et la résolution correspondante déposée par le camarade Belski doit être adoptée ¹⁷⁶.

*« Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux ».
Genève, éd. du C.C., 1905*

Conforme au texte du livre

23

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DU PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES RÉUNIONS GÉNÉRALES DU C.C. ¹⁷⁷

21 AVRIL (4 MAI)

Je suis pour la résolution de Maximov. S'il est malaisé de se réunir tous les trois mois, on peut porter ce délai à quatre mois. Le membre du C.C. résidant à l'étranger doit être tenu au courant de tout et participer aux décisions les plus importantes. Si certains ont des difficultés à venir, la réunion peut se tenir en leur absence.

*Publié pour la première fois en 1924
dans le livre « Le troisième congrès
ordinaire de 1905 du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux »*

Conforme au texte du livre

24

INTERVENTION SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION DES MANDATS CONCERNANT LA REPRÉSENTATION DU COMITÉ DE KAZAN ¹⁷⁸

22 AVRIL (5 MAI)

Lénine produit un extrait des procès-verbaux du II^e Congrès duquel il ressort que le comité de Kazan figurait parmi les organisations devant être confirmées formellement pour pouvoir jouir d'une pleine capacité juridique. Comme il n'y a toujours pas eu jusqu'à présent de confirmation en bonne et due forme, il n'y a pas de raison de

revenir sur la décision d'un congrès antérieur. Le représentant de Kazan doit demeurer au congrès simplement avec voix consultative, et le comité, comme le propose la commission, doit maintenant être confirmé formellement.

*Publié pour la première fois en 1937
dans le livre « Le troisième congrès
du P.O.S.D.R. Procès-verbaux »*

Conforme au texte du livre

25

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DES PROJETS DE RÉOLUTION SUR LES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES

22 AVRIL (5 MAI)

Je suis opposé à l'examen séparé des résolutions, qui peut aboutir au morcellement et je propose de les transmettre à la commission pour que celle-ci en opère une synthèse. Sur un point particulier, à savoir l'opinion du camarade Kitaïev de ne faire figurer que les organisateurs dans les comités, je veux dire qu'à eux seuls ils ne sauraient assurer le fonctionnement des comités.

*« Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.*

*Texte intégral des procès-verbaux ».
Genève, éd. du C.C., 1906*

Conforme au texte du livre

26

INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DE LA RÉOLUTION ADDITIONNELLE AUX STATUTS DU PARTI SUR LES CONFÉRENCES PÉRIODIQUES DE REPRÉSENTANTS DE DIVERSES ORGANISATIONS DU PARTI 179

22 AVRIL (5 MAI)

1

Ce n'est pas que j'y sois opposé, mais n'est-ce pas surcharger le C.C. de travail que de lui confier l'organisation de ces conférences ?

Je propose, au lieu de « le C.C. organise », de mettre : « aussi bien les comités locaux que le Comité central organisent », et au lieu de « des conférences de représentants de comités locaux », de mettre : « des conférences de représentants de diverses organisations de notre parti ».

2

Justa. Je suis contre les additions qui n'aboutissent qu'à encourager le formalisme et la bureaucratie.

*« Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux »,
Genève, éd. du C.C., 1906*

Conforme au texte du livre

27

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA FRACTION DISSIDENTE DU PARTI ¹⁸⁰

Le III^e Congrès du P.O.S.D.R. charge le Comité central de prendre toutes les mesures nécessaires pour préparer et préciser les conditions d'une réunion avec la fraction dissidente du P.O.S.D.R., l'approbation définitive de ces conditions devant être réservée à un nouveau congrès du parti.

N.B. : à ne pas publier

*Déposé le 23 avril (6 mai).
Publié pour la première fois
en 1924 dans le livre « Le troisième
Congrès ordinaire de 1906
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux ».*

Conforme au manuscrit

28

INTERVENTION SUR LA RÉOLUTION
DE ROUMIANTSEV
CONCERNANT LA FRACTION DISSIDENTE
DU PARTI ¹⁸¹

23 AVRIL (6 MAI)

La première partie me paraît inacceptable : comment ne pas faire de propagande sur le terrain de la scission ? En ce qui concerne la dissolution des comités mencheviques, il faut faire preuve de la plus grande prudence.

*Publié pour la première fois en 1924
dans le livre « Le troisième congrès
ordinaire de 1905 du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux »*

*Conforme au texte
du livre*

29

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION
DE LA RÉOLUTION SUR L'ATTITUDE
ENVERS LES ORGANISATIONS
SOCIAL-DÉMOCRATES DES MINORITÉS
NATIONALES ¹⁸²

23 AVRIL (6 MAI)

On nous propose quelque chose d'inacceptable. Que désire à proprement parler le camarade Mikhaïlov ? Que les accords ne puissent être conclus que par le C.C. et les comités locaux conjointement ? Mais les arrêtés généraux du C.C. sont obligatoires pour les comités locaux. Il n'est pas raisonnable de se baser sur le cas particulier où le C.C. menchevique a tout embrouillé. Il faut aussi donner l'initiative aux comités locaux. Nous devons charger les comités locaux eux aussi de coordonner leur activité avec les organisations social-démocrates. Si le C.C. n'est pas placé dans des conditions où il sera introuvable, il sera toujours consulté.

** Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux »
Genève, éd. du C.C., 1905*

*Conforme au texte
du livre*

30

INTERVENTION SUR LA QUESTION
DE L'ATTITUDE ENVERS LES LIBÉRAUX

23 AVRIL (6 MAI)

Ce n'est pas le moment de soulever la question des accords avec les libéraux. En Russie, l'insurrection couve, et dans de telles conditions, un accord est peu vraisemblable. Même s'il y a des groupes de l'« Osvobojdénié » ou des étudiants de tendance libérale pour accepter de prendre les armes, nous n'allons quand même pas conclure des accords avec Strouvé.

Complète les informations du camarade Voïnov sur le congrès des zemstvos à Moscou (cite le *Times*)¹⁸³.

« Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux »,
Genève, éd. du C.C., 1905

Conforme au texte
du livre

31

INTERVENTION SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ
DU C.C. ¹⁸⁴

25 AVRIL (8 MAI)

On m'accuse de me contredire à propos du procès. Si le congrès avait été général, la question du procès aurait été soulevée encore plus tôt, mais maintenant tout ce qui a précédé nous permet de voir clairement de quoi il s'agit. Le C.C. ne peut rendre de comptes pour la raison qu'il patauge. L'issue pour le C.C. a été celle qui s'offrait auparavant : le congrès, qui s'est réuni plus tard qu'il n'aurait dû. Si l'inculpé passe aux aveux, plus besoin d'enquête.

« Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux »,
Genève, éd. du C.C., 1905

Conforme au texte
du livre

32

PROPOSITION CONCERNANT LE DÉROULEMENT
DES ÉLECTIONS
DU COMITÉ CENTRAL

25 AVRIL (8 MAI)

Je propose de déterminer préalablement le nombre de personnes à élire, d'effectuer les élections au scrutin secret, puis de se mettre d'accord sur le pourcentage de résultats à rendre public.

« Le troisième congrès ordinaire du
P.O.S.D.R. Texte intégral des
procès-verbaux », Genève, éd.
du C.C., 1905

Conforme au texte
du livre

33

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE MOMENT
DE L'ENTRÉE EN FONCTIONS DU COMITÉ CENTRAL

Le congrès décide que le C.C. nouvellement élu entre immédiatement en fonctions ¹⁸⁶.

Déposé le 25 avril (8 mai).
Publié en 1905 dans le livre
« Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux »,
Genève, éd. du C.C.

Conforme au manuscrit

34

INTERVENTION SUR LA PUBLICATION
DES PROCÈS-VERBAUX DU III^e CONGRÈS
DU P.O.S.D.R.

25 AVRIL (8 MAI)

Le Président souligne qu'il est impossible de décider à l'avance de combien seront abrégés les procès-verbaux du congrès. Il est indispensable de laisser tomber tous les débats sur l'ordre du jour ; note ensuite qu'à l'é-

tranger, le côté technique est à remettre entièrement sur pied, ce qui peut retarder la sortie des procès-verbaux du congrès.

*« Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux »,
Genève, éd. du C.C., 1905*

*Conforme au texte
du livre*

35

AMENDEMENTS AU PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA PROPAGANDE ET L'AGITATION ¹⁸⁶

Ensemble de la résolution

a) Organiser un groupe d'édition et de propagande chargé de mettre au point un programme général de propagande et de rédiger, dans le cadre de ce programme, une série de brochures de vulgarisation sur les questions principales du programme, de la tactique et de l'organisation du parti *,

a) une attention particulière devant être prêtée à l'édition de brochures pour le travail parmi les paysans,

b) se préoccuper du lancement en Russie d'un organe à large diffusion.

point c) remplacer

adopté

c) prendre des mesures visant à l'organisation de groupes de propagandistes et d'agitateurs itinérants venant renforcer les centres locaux ¹⁸⁷.

Lénine

Rédigé le 25 avril (3 mai) 1905.

Publié en 1905 dans le livre

*« Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux »,
Genève, éd. du C.C.*

Conforme au manuscrit

* Le passage imprimé en petits caractères reproduit le texte de la résolution. (N. R.)

36

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION
DE LA RÉSOLUTION
SUR LES ÉVÉNEMENTS DU CAUCASE

26 AVRIL (9 MAI)

1

Il n'est pas vrai que le parti se mêle de fixer la date du soulèvement, de dire au Caucase quand il doit commencer la révolution. Nous chargeons seulement le Comité central de soutenir le mouvement *.

2

Dans l'ensemble, je soutiens l'amendement du camarade Pétrov¹⁸⁸ bien qu'il ne contienne pas d'appel révolutionnaire**.

** Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R. Texte intégral
des procès-verbaux »,
Genève, éd. du C.C., 1905*

*Conforme au texte
du livre*

PLAN D'UN EXPOSÉ SUR LE III^e CONGRÈS
DU P.O.S.D.R. ET SES DÉCISIONS ¹⁸⁹Le III^e Congrès et ses décisions

- A) Comment a-t-on abouti au congrès et à la conférence ?
B) La question d'organisation au congrès et à la conférence.
C) Les questions tactiques » ~ » ~ » ~ »

* Le texte de la commission des procès-verbaux présente ainsi la fin de l'intervention : « Nous chargeons seulement le Comité central de soutenir le mouvement, et il est insuffisant d'en conclure que, vu la situation au Caucase, il faut seulement faire de la propagande et de l'agitation. J'attire l'attention de tous sur cet alinéa.

Personne ne demande la parole. *Il est mis fin aux débats.* » (N.R.)

** Le texte de la commission des procès-verbaux reproduit ainsi cette intervention de Lénine : « Lénine. Ne convient-il pas d'ajouter « au prolétariat et à la paysannerie de Russie » ? Rybkine vient juste de dire qu'on pourrait, dans la résolution, recommander au Caucase de ne pas déclencher l'insurrection tant que la Russie ne sera pas en état de le soutenir. Mais alors il faut changer toute la résolution. Ce sont les témoignages des gens de l'endroit qui comptent; dans l'ensemble je soutiens l'amendement du camarade Pétrov bien qu'il soit privé d'appel révolutionnaire. » (N.R.)

- A) { 1. Légitimité de la *convocation* du congrès sans le Conseil.
2. Légitimité du congrès *lui-même*.
3. Pourquoi renoncer à tenir le congrès ? (Dédoublement du congrès.)
- B) Les trois points principaux du travail d'organisation du III^e Congrès.
- Bb) 1) § 1.
2) « Un centre unique ».
3) « Garantie des droits de la minorité ».
- Bc) Statuts d'organisation de la conférence.
(1) « équipes » dirigeantes (?).
(2) « organisation locale » (? et le § 1 ?).
- C) (3) C.C. et C.E., et l'O.C. ???
(4) Conditions d'un accord ? au congrès ?
- 4 1. Gouvernement révolutionnaire provisoire.
3 2. Insurrection armée.
2 3. Situation politique actuelle.
1 4. Attitude envers les autres partis révolutionnaires ou d'opposition.
5.5. Commission exécutive.
4.4. C.C.=C.E.+représentants des comités régionaux = conférence.
3.3. Comités régionaux=émanations des congrès régionaux.
2.2. Congrès régionaux=délégués des équipes dirigeantes.

1. Equipe dirigeante=comité+tous les comités d'arrondissement+groupe spécial.

Le comité rend des comptes aux comités d'arrondissement et leur fait tenir, leur présente une « enquête ».

Comité élu pratiquement par les membres
des comités d'arrondissement

groupes de l'organisation locale
Extraits des compliments des mencheviks :
« grossière violation de sa promesse »

« congrès imposé au parti »
 « incroyable forfait »
 « abus de la confiance du parti »
 « déformation cavalière des faits »
 « contrefaçon »

« violence faite à la volonté du prolétariat organisé » (p. 13)

Conditions des mencheviks

« la totalité du parti doit être représentée, c'est-à-dire la masse de ses membres effectifs » [P.8]

« peut-on imaginer résoudre des questions tactiques sans que l'ensemble du parti en ait préalablement discuté ? N'est-ce pas vraiment de la légèreté... l'insurrection armée... même dans la presse la discussion n'a fait que commencer » (p. 10)

« nous connaissons ça » (pp. 10-11).

Rédigé après le 15 (28) mai 1905.
 Publié pour la première fois
 en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

NOTES POUR L'ARTICLE « SUR LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE » ¹⁹⁰

1. Découle-t-il de son *Adresse* de mars 1850 aux communistes ¹⁹¹ que Marx *n'admettait pas l'idée* d'une participation des communistes aux côtés de la bourgeoisie au gouvernement révolutionnaire provisoire d'une époque de révolution démocratique ?

2. Est-il exact que Marx, dans cette *Adresse*, *ne soulève même pas du tout la question* de la participation des social-démocrates à un gouvernement révolutionnaire provisoire ?

3. Y a-t-il une différence entre « ne pas admettre l'idée de la participation » et « ne pas soulever la question de la participation » ?

4. Est-il exact que, dans cette *Adresse*, Marx a lui-même relevé le renforcement du parti démocratique petit-bour-

geois et l'affaiblissement du parti communiste ouvrier au cours de la dernière période ?

5. ... *

Rédigé avant le 21 mai (3 juin) 1905.

Publié pour la première fois
en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

ESSAI SUR LA SCISSION DU PARTI¹⁹²

L'« ékonomisme » et la
vieille *Iskra* 1900-1903

II^e Congrès du parti
VII. 1903

Lutte pour la cooptation ou
« état de siège »
VIII-XI. 1903

ad 5.

{ Esprit de cercle et parti !
Paix avec les « ékonomis-
tes » ! Les « hérésies » de
Lénine.
XI. 1903-I. 1904 }

Tentatives de conciliation
vieille et nouvelle « Iskra »
(« un gouffre »). I-VII. 1904

1) L'« ékonomisme » et la
vieille *Iskra* (résolutions
du congrès de 1901)¹⁹³.

2) II^e Congrès. 51=8+10+9
+24¹⁹⁴. (= « ékonomistes »
et la vieille *Iskra*).

3) 26. 8. 1903-26. 11. 1903¹⁹⁵.
(Jamais avec Martynov !¹⁹⁶
La « continuité ».
Lettre du 8. X. 1903¹⁹⁷.)

4. 26. 11. 1903-7. I. 1904.
[L'organisation secrète.]

5) 7. I. 1904- ? 9. VII. 1904

Les comités russes et la
rédaction de l'« *Iskra* ».
Les « 22 » et les « 19 »¹⁹⁸.
Lutte pour le congrès.
Un « document » accusa-
teur.

Lutte pour le congrès.

* Ici s'interrompt le manuscrit. (N.R.)

VII. 1904-V. 1905 6) VII. 1904-V. 1905 ¹⁹⁹

**Bureau des Comités de la
Majorité = 3 conférences.
Vpériod.**

Le « Plan de la campagne des zemstvos ».

III^e Congrès du parti.
V.1905

Après le III^e Congrès.
VI. 1905

7) V.1905. Congrès et conférence.

8) *Après le * III^e Congrès.*

Rédigé au plus tôt en mai 1905.

Publié pour la première fois
en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

DERNIÈRES NOUVELLES

Le « Potemkine » a fait son apparition à Féodosia ²⁰⁰. Il a refait provision de vivres et a repris la mer pour une destination inconnue, emmenant avec lui un bâtiment de commerce russe chargé de bétail. On communique qu'il a réussi à se faire ravitailler en charbon par un cargo anglais. Pas question de reddition : le « Potemkine » se fixe pour but d'allumer l'insurrection dans toutes les villes de la côte. Voici le texte du *manifeste* diffusé par le « Potemkine » (selon ce que communique de Bucarest un journal allemand).

« Aux citoyens civilisés et à la masse ouvrière ! Les crimes du gouvernement autocratique ont lassé toute patience. La Russie entière, soulevée par une vague de réprobation, s'écrie : à bas les chaînes de l'esclavage ! Le gouvernement veut plonger le pays dans un flot de sang, mais il oublie que l'armée se compose des fils du peuple opprimé. L'équipage du « Potemkine » a fait le premier pas décisif. Nous ne voulons plus continuer à être les bourreaux de notre peuple. Notre devise est : la liberté pour tout le peuple russe ou la mort ! Nous exigeons la cessation de la guerre et la convocation immédiate d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel. Pour ce but, nous combattons jusqu'au

* En français dans le texte. (N.R.)

bout : la victoire ou la mort ! Tous les hommes libres, tous les ouvriers seront à nos côtés dans la lutte pour la liberté et pour la paix. A bas l'autocratie ! Vive l'Assemblée constituante ! »

« *Proletari* » n° 7 du
10 juillet (27 juin) 1905

Conforme au texte du journal
collationné sur le manuscrit

NOTE ADJOINTE AU TEXTE DES PROCÈS-VERBAUX DU III^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R. PAR LA COMMISSION CHARGÉE DE LEUR PUBLICATION

En ce qui concerne le nombre des voix au congrès, la commission attire l'attention des lecteurs sur le fait suivant : il y avait au congrès 46 voix, représentées par 23 délégués, dont l'un avait une voix, un autre trois, et tous les autres deux. (Après l'arrivée du camarade Goloubine, c'est-à-dire à partir de la 18^e séance, il y eut 24 délégués.) Presque tous les votes du congrès ont été notés d'après le nombre de délégués, c'est-à-dire que, pour simplifier, on a fait comme si chaque délégué disposait d'une voix. Voici pourquoi la somme des votes pour et contre est égale à 23 et non à 46. Il va de soi que cette simplification du décompte ne pouvait influencer sur les résultats, vu que le nombre de voix pour et de voix contre était ainsi également divisé par deux. Il n'y a jamais eu de cas où les voix se partagent de telle sorte que la décision dépende du camarade disposant de trois voix.

Rédigé en juillet 1905 au plus tard.
Publié en 1905 dans le livre
« Le troisième congrès ordinaire
du P.O.S.D.R.
Texte intégral des procès-verbaux »,
Genève, éd. du C.C.

Conforme au manuscrit

PROJET DE TRACT ²⁰¹

Aux citoyens!

Au peuple russe
et à tous les peuples de Russie

1. Guerre générale — effusion de sang — boucherie du 9. I.
— barricades Riga — le Caucase, la Pologne — Odessa,
etc., etc. — Soulèvements paysans.

2. Au nom de quoi ?

L'Assemblée constituante. Les libertés pour le peuple.

Le commerce

3. Réponses du gouvernement. A dupé les personnalités des zemstvos. Le gouvernement provoque au combat. L'armée et la flotte hésitantes.

4. Que faire ? Armée révolutionnaire et gouvernement révolutionnaire.

5. Tous les ouvriers conscients, tous les démocrates honnêtes, tous les paysans disposés à lutter doivent se rassembler et s'organiser en groupes et en détachements de *l'armée révolutionnaire*, se procurant des armes, se choisissant des chefs, se tenant prêts à faire tout ce qui sera possible pour aider l'insurrection.

6. La constitution d'un gouvernement révolutionnaire doit être définie comme l'objectif. Unification de l'insurrection. Concentration des forces du peuple. *Organisation de la liberté et de la lutte pour la liberté.*

7. Mots d'ordre et objectifs du gouvernement révolutionnaire

Cinq principaux,
essentiels, base
de la forme populaire
de gouvernement

{	(1) Assemblée constituante [et élections partielles]
	(2) Armement du peuple.
	(3) Liberté.
	(4) Comités paysans.
	(5) Libération des nationalités opprimées.
	(6) Journée de travail de huit heures.

8. Armée révolutionnaire et gouvernement révolutionnaire.
Ouvriers, organisez-vous ! Efforcez-vous de guider la foule ! Ralliez les paysans !

Rédigé en juillet 1905.
Publié pour la première fois en
1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

ESQUISSE DES DIFFÉRENCES DE TACTIQUE DES BOLCHEVIKS ET DES MENCHEVIKS À L'ÉGARD DE LA DOUMA DE BOULYGUINE

{	1) Agitation accrue à propos de la loi sur la Douma. * 2) Soutien de l'aile gauche de la démocratie bourgeoise, qui propose de boycotter la Douma. 3) Agitation accrue contre la Douma à l'occasion des élections et durant leur déroulement. 4) Mot d'ordre central de l'agitation : insurrection armée armée révolutionnaire gouvernement révolutionnaire provisoire (6 points).

1) idem *

{	2) Non 3) Agitation accrue moins contre la Douma que pour l'élection des plus radicaux. 4) Mots d'ordre d'agitation : Assemblée constituante comités populaires d'agitation représentation illégale auto-administration révolutionnaire.

Rédigé entre le 11 et le 23 août
(24 août et 6 septembre) 1905.
Publié pour la première fois en
1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

* Les passages entre crochets ont été biffés dans le manuscrit.
(N.R.)

NOTES SUR LES ÉLECTIONS À LA DOUMA DE BOULYGUINE

- 1) Participer aux élections et ne faire élire que des partisans de l'autocratie (*Moskovskié Viédomosti* ²⁰³).
 - 2) Participer et faire élire seulement des libéraux (*Vestnik Evropy* ²⁰³, *Rouss* ²⁰⁴, *Osvoboždénie*, etc., etc.).
 - 3) Participer et faire élire seulement des partisans résolus d'une représentation libre et démocratique (*Iskra*).
 - 4) Participer et ne faire élire qu'avec des mandats impératifs (avocats de Kiev).
 - 5) Participer et ne faire élire qu'en imposant de souscrire des engagements révolutionnaires (Tchérevanine dans l'*Iskra*).
 - 6) Boycottage actif sous le mot d'ordre d'Assemblée nationale constituante (Bund).
 - 7) Boycottage actif sous le mot d'ordre d'insurrection armée, d'armée révolutionnaire, de gouvernement révolutionnaire (*Prolétari* ²⁰⁵).
- { *A p a r t* * : élire séparément une assemblée nationale constituante par la voie de la génération spontanée. }
- (*Iskra* et partiellement Bund) ²⁰⁶.

Rédigé après le 19 août
(1^{er} septembre) 1905.
Publié pour la première fois
en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

PLAN D'UN ARTICLE INTITULÉ « LA TÂCHE PRINCIPALE DE LA POLITIQUE SOCIALISTE » ²⁰⁷

La tâche principale de la politique socialiste

Un parti politique distinct du prolétariat avec un programme *socialiste* bien défini.

Première mise en œuvre concrète.

* En français dans le texte. (N.R.)

« Cadets » ²⁰⁸. Leurs tâches (objectives). Voir « *Nacha Jizn* » ²⁰⁹ du 18.IX : attirer le peuple, augmenter la confiance du peuple, etc., etc.

Cf. *ibid.* sur la constitution des cadets et démenti des *Birjévyé Viédomosti* ²¹⁰.

Ruiner cette confiance ou la soutenir à des « conditions » précises ?

Flottements des néo-iskristes (Parvus, Tchérévanine, Martov : « élection d'hommes résolus »).

Lutte indubitable contre les cadets. « Conciliateurs ». Début de trahison.

Objections : 1) « absentéisme ». Slander. On the contrary, the most active agitation *.

2) soutien de la bourgeoisie révolutionnaire». Ça dépend **. Au parlement ? Oui. Lorsqu'aux élections nous avons le choix entre un conservateur et un cadet ? Oui. Mais nous n'avons affaire ni à l'un ni à l'autre cas, car *il n'y a pas encore de parlementarisme*. Lutte pour son avènement. Défection au cours de cette lutte. La façon réelle *** de soutenir actuellement les cadets est *la lutte révolutionnaire*, l'insurrection. Dans la rue ou au parlement ? (Cf. Marx über Ledru-Rollin. 1849 ²¹¹.)

Utilisation des moyens légaux et semi-légaux ? Incontestablement oui. Congrès ouvrier ? Oui. Réunions ? Oui. Mais utiliser quelque chose d'analogue ne veut pas dire s'amalgamer, se dissoudre. Pour utiliser, il faut être indépendant, cohérent, soudé.

Absurdité de la tactique de la nouvelle *Iskra* : « accord et soutien » plus « comédie des élections comme un stimulant possible à l'insurrection ». Il peut y avoir mille et un prétextes.

Non. La tactique est maintenant autre : 1) Lutter impitoyablement contre les conciliateurs cadets. 2) Mener

* Calomnie. Au contraire, agitation la plus active. (N.R.)

** En français dans le texte. (N.R.)

*** Deux possibilités : (1) La Douma d'Etat se contente de bougonner. (2) La Douma d'Etat lutte pour un gouvernement de la bourgeoisie. (Tertium non datur (pas de milieu. — N.R.) la Douma ne peut lutter *de façon suivie* pour la révolution.) Dans 1 comme dans 2, c'est l'insurrection qui tranche. Ad (2) : un prétexte commode, sans plus. Danger de voir Pétroukévitch et Cie accéder au pouvoir.

la vie dure aux cadets qui ont accepté la Douma. 3) Développer un parti social-démocrate autonome sur la base de la lutte contre les cadets et de l'agitation à propos de la Douma d'Etat. 4) Préparer l'insurrection qui approche et qui seule, et non le « parlementarisme », fournit *actuellement* la clé de la situation. 5) Pour cette préparation, pour l'agitation, utiliser tous les moyens légaux et semi-légaux. 6) Se concentrer sur les mots d'ordre : insurrection armée, armée révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire provisoire.

Rédigé après le 18 septembre

(1^{er} octobre) 1905.

Publié pour la première fois
en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

NOTE ²¹²

Entretien d'un partisan de l'Osvobojdénié

avec un social-démocrate

Points :

1) impossibilité d'un soulèvement <i>after</i> Potemkine.	— L'impossible <i>devient</i> (werden) possible.
2) surestimation des forces.	— « Tu es indigente *, tu es débordante » ²¹³
3) opinion de K. Kautsky sur le gouvernement révolutionnaire provisoire.	— l'insurrection est en relation avec le gouvernement révolutionnaire provisoire. Reconnaissance de l'insurrection par le gouvernement=état de guerre.

* Parfaite « indigence » du point de vue de la technique militaire, etc. Mais considérez le mouvement et sa croissance spontanée : 9.I — Riga — Pologne — 1¹/₂ million de grévistes — Odessa — Caucas — Moscou en septembre 1905.

- 4) l'idée de boycottage peu rationnelle : revient à se priver d'un instrument. — Là aussi consulte tes ennemis, si tu n'as pas confiance en tes amis. Le gouvernement redoute le boycottage.
- 5) insurrection et ouvriers « âgés ». Le trade-unionisme. Le « parti de classe ». — « bons pour le service auxiliaire ». Oui, les utiliser pour le trade-unionisme, c'est juste, mais ils fourniront l'arrière-garde.
- 6) règle parlementaire : soutenir ses voisins, autrement on aide les *Moskovskié Viédomosti*. — oui, nous vous soutiendrons au parlement contre les *Moskovskié Viédomosti* quand telle sera l'alternative, mais aujourd'hui il s'agit d'autre chose. La lutte ne se déroule pas au parlement, mais pour le parlement. Vous n'êtes pas des combattants.

Rédigé fin septembre 1906.
Publié pour la première fois
en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

LES FINANCES DE LA RUSSIE

Nous avons déjà signalé à maintes reprises la difficulté toujours plus grande qu'avait le gouvernement autocratique à mettre de l'ordre dans ses affaires financières (il serait sans doute plus exact de dire : dans ses tripotages). La faillite apparaît toujours plus inexorable. Voici une confirmation significative de ce fait. Le correspondant berlinois de l'une des feuilles les plus influentes des magnats européens de la finance, *The Economist* ²¹⁴ de Londres, a communiqué en date du 11 octobre (nouveau calendrier) :

« Un représentant de la Banque Mendelssohn a séjourné cette semaine à Pétersbourg afin de prendre part à des pourparlers entre le gouvernement russe et des banquiers français portant sur la conclusion du nouvel emprunt russe, autour duquel on fait tant de bruit. D'après des sources apparemment dignes de foi, cet emprunt se monterait à 75 millions de livres sterling (environ 700 millions de roubles), la France

en prenant à peu près la moitié, le reste étant proposé en Allemagne, en Hollande, en Angleterre et aux Etats-Unis. On dit aussi qu'une grande partie de l'émission (of the issue) servirait à rembourser les Bons du Trésor (?? taking up the Treasury Notes ?) acquis en France et en Allemagne durant la guerre.

Le fait que la Russie doive solliciter les marchés financiers précisément à un moment (at just this juncture) où les grands centres sont particulièrement déprimés (are under unusual pressure) témoigne avec évidence de ses difficultés (straits) financières. Une des versions qui circulent suggère cependant que seule une petite partie de la somme susmentionnée serait mise immédiatement en souscription, le reste devant être réalisé (will be raised) plus tard, sans doute au début de l'année prochaine. Mais ceci ne fait que renforcer l'impression défavorable concernant l'urgence des besoins de la Russie. Il va sans dire que la perspective d'un emprunt russe, juste en ce moment, provoque peu d'enthousiasme en Allemagne. Outre les conditions du marché monétaire local, la continuation de l'effervescence (turmoil) politique en Russie et l'affaiblissement visible, pour ne pas dire l'effondrement (breakdown) de l'autorité du gouvernement, sont encore davantage appréciés en Allemagne (are being weighed in a manner) comme augurant mal de la future souscription. »

Rédigé après le 1^{er} (14) octobre 1906.
Publié pour la première fois
en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

ADDITIONS À L'ARTICLE DE V. KALININE « LE CONGRÈS PAYSAN » ²¹⁵

1

Nous voyons, par conséquent, que les socialistes conscients doivent absolument soutenir la lutte révolutionnaire de tous les paysans, même aisés, contre les fonctionnaires et les grands propriétaires fonciers, mais les socialistes conscients doivent déclarer sans détours et clairement que le « partage noir » ²¹⁶ demandé par les paysans est loin d'être le socialisme. Le socialisme exige la destruction du pouvoir de l'argent, du pouvoir du capital, la suppression de toute propriété privée des moyens de production, la destruction de l'économie marchande. Le socialisme exige que la terre comme les usines passent aux mains de tous les travailleurs, qui organiseront, d'après un plan commun, une production à grande échelle (au lieu de petites unités dispersées).

La lutte paysanne pour la terre et la liberté représente

un grand pas vers le socialisme, mais est encore loin, très loin d'être le socialisme lui-même.

2

...La résolution de tactique adoptée par le congrès frappe par son indigence. Nous inclinons à croire que l'un des bienfaiteurs (libéraux) des paysans s'est de nouveau livré à un « petit travail d'explication ».

Voici cette résolution :

« En fonction des conditions locales, l'activité de l'Union paysanne peut se dérouler au grand jour, ou secrètement (clandestinement). Tous les membres de l'Union doivent diffuser leurs idées et faire passer dans les faits leurs exigences par tous les moyens possibles, sans se laisser arrêter par l'opposition active des *zemskié natchalniki*, de la police et autres autorités. Il est recommandé entre autres d'user du droit de rédiger, lors des rassemblements de village ou de canton et des réunions privées, des doléances concernant l'amélioration du fonctionnement de l'Etat et l'élévation de la prospérité générale. »

Une telle résolution est très loin d'être satisfaisante. Au lieu d'un appel révolutionnaire au soulèvement, elle se borne à des conseils libéraux de caractère général. Au lieu d'organiser un parti révolutionnaire, la résolution accouche seulement d'un appendice au parti libéral. La marche des événements fera d'elle-même le clivage entre les grands propriétaires libéraux et les paysans révolutionnaires ; quant à nous, les social-démocrates, nous nous efforcerons d'accélérer le mouvement.

« *Proletari* » n° 25,
16 (3) novembre 1905

Conforme au texte du journal
collationné sur le manuscrit

INTERVENTIONS CONCERNANT LA VALIDATION DES MANDATS DES ORGANISATIONS DE LA BANLIEUE ET DE L'ARRONDISSEMENT VYBORGSKI À LA CONFÉRENCE DU P.O.S.D.R. DE PÉTERSBOURG-VILLE ²¹⁷

11 (24) FÉVRIER 1906

1

Le camarade Dan n'est pas au courant de la tactique parlementaire. Dans tous les pays d'Europe occidentale, les membres du bureau conservent le droit de déposer des propositions.

2

Deux propositions sont en présence : trancher la question des 56 voix et exclure de la conférence l'ensemble de l'organisation de la banlieue. Je demande un vote.

3

Je demande de mettre aux voix la question suivante : une partie de l'organisation de Pétersbourg peut-elle être privée ici de représentation ?

4

Je demande de mettre d'abord aux voix ma proposition : l'assemblée est-elle d'accord pour voter sur la proposition du camarade Martov ?

5

Le camarade Nikolaï a déposé une proposition qu'il a qualifiée fort justement de radicale ²¹⁸ ; en cas de dépôt d'une proposition qui implique le retrait de toutes les autres, c'est celle-là qui est mise aux voix la première.

*Publié pour la première fois
en 1930 dans la revue
«Prolétarskaja Révolioutsia », n° 12*

*Conforme aux notes prises
par les secrétaires
et conservées aux Archives
centrales du Parti de l'Institut
du marxisme-léninisme près
le C.C. du P.C.U.S.*

CONGRÈS D'UNIFICATION DU P.O.S.D.R. ²¹⁹

10-25 AVRIL (23 AVRIL-3 MAI) 1906

1

INTERVENTIONS À LA DEUXIÈME SÉANCE DU CONGRÈS SUR LE VOTE NOMINAL DES DÉCLARATIONS ÉCRITES ADRESSÉES AU BUREAU DU CONGRÈS ²²⁰

1

J'appuie la proposition du camarade Schmidt et propose à tous ceux qui soutiennent cette proposition d'y apposer leurs signatures.

2

La proposition du camarade Larine n'est rien d'autre qu'une grossière brimade infligée par la majorité du congrès à sa minorité...

Je le répète, cela revient à brimer grossièrement les droits de la minorité du congrès, c'est tenter d'anéantir les garanties des droits de la minorité prévues par le règlement.

*Publié pour la première fois
en 1907 dans le livre
« Procès-verbaux du Congrès d'unification
du P.O.S.D.R.
tenu à Stockholm en 1906 », Moscou*

*Conforme au texte
du livre*

2

INTERVENTION À LA TROISIÈME SÉANCE DU CONGRÈS

L é n i n e, répondant à Dan ²²¹, affirme la nécessité de discuter la question de l'appréciation du moment actuel et d'inscrire à l'ordre du jour la question des nationalités.

*Publié pour la première fois en 1907
dans le livre « Procès-verbaux
du Congrès d'unification du P.O.S.D.R.
tenu à Stockholm en 1906 », Moscou*

*Conforme au texte
du livre*

3

PROPOSITION DE FORMULATION DU POINT VIII DU PROJET D'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS

Au point VIII : « Attitude envers la revendication d'une assemblée constituante distincte pour la Pologne », ajouter les mots : « en relation avec la question nationale dans le programme du parti. »

*Publié pour la première fois en 1907
dans le livre « Procès-verbaux
du Congrès d'unification du P.O.S.D.R.
tenu à Stockholm en 1906 », Moscou*

*Conforme au texte
du livre*

4

DÉCLARATION ÉCRITE DÉPOSÉE À LA QUINZIÈME SÉANCE DU CONGRÈS

À la première page de nos résolutions, il est dit : « les intérêts de classe dans la *révolution bourgeoise* » ²²² ; ligne 27 à partir du haut.

Publié pour la première fois en 1907
dans le livre « Procès-verbaux du Congrès
d'unification du P.O.S.D.R.
tenu à Stockholm en 1906 », Moscou

Conforme au texte
du livre

5

INTERVENTION À LA VINGT-QUATRIÈME SÉANCE DU CONGRÈS ²²³

Je pense exprimer la volonté de tout le congrès en adressant au nom de la Social-démocratie de Russie nos salutations aux nouveaux membres et en souhaitant que cette unification soit le gage de nos succès futurs dans la lutte.

Publié pour la première fois
en 1907 dans le livre « Procès-verbaux
du Congrès d'unification du P.O.S.D.R.
tenu à Stockholm en 1906 », Moscou

Conforme au texte
du livre

LU DANS LA PRESSE

La *Retch* ²²⁴ est profondément indignée des termes de marchandage entre les cadets et la camarilla, et de trahison, inévitable dans un tel marchandage, que la presse de gauche a employée à propos des bruits qui courent d'un cabinet mi-cadet mi-bureaucratique.

« Est-il besoin de prouver la fausseté et l'absurdité de pareilles affirmations ? » fulmine la *Retch*.

Ce qui veut dire qu'il en est besoin, MM. les cadets, et même grand besoin, car nous lisons dans le même article (« Disette et politique ») :

« Cette lutte longue et laborieuse (de la Douma contre le ministère en place) a cependant abouti à faire descendre la question du cabinet responsable du domaine des considérations abstraites sur le terrain de la réalité concrète, à faire envisager cette question, au cours de la discussion, comme une possibilité réelle. »

Fort bien. Mais la question de la suppression du Conseil d'Etat, celle de l'amnistie, celle du suffrage universel, etc., toutes ces questions représentent donc aussi *déjà* des « possibilités réelles » ? Ce qui n'est nullement le cas, n'est-ce pas ? Car pour le moment, rien ne filtre là-dessus.

En attendant, puisqu'il en est ainsi, il est bien « besoin de prouver ».

Rédigé le 24 juin (7 juillet) 1906.
Publié le 26 juin 1906 dans
le n° 4 du journal « Ekho »

Conforme au texte
du journal

LU DANS LA PRESSE

D'ailleurs, la *Retch* trouve que le général fait payer trop cher son soutien à un ministère cadet et déclare qu'aucun maroquin ne fera renoncer les cadets au principe de l'aliénation forcée de la terre au bénéfice des paysans et à l'amnistie générale. Il nous semble à nous qu'il n'est pas raisonnable, pour le général, homme d'Etat qui a les pieds sur terre, de rompre un marché pour des principes. En effet, selon le plan des cadets, l'aliénation forcée concerne non point l'ensemble des terres, mais juste ce qu'il faut en distribuer aux paysans pour qu'ils puissent s'acquitter de la taille ; de plus, les propriétaires expropriés seront dédommagés en espèces « à un taux équitable », et on sait que par les temps qui courent, l'argent est bien plus facile à brasser que la terre, qui maintenant rapporte peu, depuis que les paysans s'obstinent à ne plus la travailler pour le compte d'autrui. Quant à l'amnistie, n'est-il pas évident que les cadets ont déjà tenu leurs engagements envers le pays, puisqu'ils ont informé l'autorité suprême du désir unanime du peuple de voir libérés les prisonniers et déportés, afin de ne pas porter atteinte à l'intangible prérogative de la Couronne en ce domaine, ils ont décidé de faire obstacle au projet de loi sur l'amnistie que le Groupe du Travail ²²⁵ s'ap-

prête à déposer à la Douma ? Mais que diable veut encore le général Trépov ? Cessez donc de marchander, général, et « repoussant les regrets, les noirs pressentiments, les vains tiraillements de doutes superflus », confiez les rênes au nouveau cocher : vous aurez toujours le recours des « moyens extrêmes » en cas d'échec...

Rédigé le 27 juin (10 juillet) 1906.
Publié le 28 juin 1906 dans
le n° 6 du journal « Ekho »

Conforme au texte
du journal

LU DANS LA PRESSE

Après l'échec de la combinaison prévoyant un ministère cadet-octobriste-bureaucratique, le gouvernement a tenté d'agiter devant les cadets l'épouvantail de la dictature. Au tour des cadets maintenant de brandir devant le gouvernement la menace de la révolution. La *Retch* écrit :

« L'impression qui se dégage des nouvelles apportées par le télégraphe des diverses régions de la Russie, c'est que l'incendie gagne en ampleur... Le feu n'est plus circonscrit aux intellectuels révolutionnaires, ni même à la classe ouvrière, la paysannerie s'enflamme, les troupes s'embrasent. Cela revient à dire, et ce sera plus exact, que toute la Russie brûle... Les paysans, au moindre prétexte, se rassemblent en foules de plusieurs milliers de personnes et font eux-mêmes justice, s'en prenant aux autorités, aux propriétaires, aux domaines et aux châteaux. »

Le professeur Grédescoul, à propos de cet « incendie », se hâte de dévoiler la profondeur de ses vues sur les événements historiques :

« Nous sommes sans aucun doute à la veille d'événements décisifs. Ou bien le gouvernement se raviserait dans les prochains jours et remettrait le pouvoir à un ministère émanant de la Douma, ou bien il nous conduira à la plus grande des catastrophes. »

Ainsi, le choix est entre la révolution et un ministère cadet. Rien d'étonnant qu'un cadet tire parti de tout, et en particulier de l'initiative révolutionnaire du peuple, pour prouver la nécessité d'un ministère cadet. Seulement il se fait des illusions : contre le poison de l'activité révolutionnaire, contre l'aspiration des masses, constatée par la *Retch* elle-même, à exercer leurs droits à la liberté de réunions (complète, et non celle qu'entendent les cadets) et sur l'ensemble de la terre, le contre-poison — le minis-

tère cadet — ordonné à la révolution par les rebouteux cadets, s'avérera impuissant.

Agissez toujours, Messieurs, la révolution est venue à bout du système Witte-Dournovo, elle viendra bien à bout des contre-poisons cadets.

* * *

Ou la révolution, ou un ministère cadet, dit la *Retch*, et elle ajoute : pour nous, si vous voulez le savoir, nous ne craignons pas la révolution, alors que vous, vous en pâtimez. Mais quiconque est capable, au moment du combat, de prendre une attitude de combattant, sait ce que valent de tels discours. Le *Novoïé Vrémia* ²²⁶, organe des faiseurs de pogromes et des maréchaux des logis, comprend lui aussi très bien que si les Grédescoul et consorts parlent de révolution, c'est qu'ils en ont une sainte frousse. Et c'est pourquoi il nous semble que le *Novoïé Vrémia* dévoile beaucoup mieux la psychologie et la nature politique de l'arrangement qui se prépare, quand il déclare : « Nous éprouvons, vous et nous, Messieurs les cadets, la même peur de la révolution, mais tandis que nous avons pratiquement épuisé tous les moyens de lutte qui étaient en notre pouvoir, vous en disposez encore de quelques-uns, aussi employez-les sans plus tergiverser. » Il en est bien ainsi. Les cadets disent : nous pouvons encore patienter un peu, tandis que les partisans du *Novoïé Vrémia* battent le rappel : rejoignez-nous vite, nous lâchons pied !

Dans son dernier numéro, le *Novoïé Vrémia* dit carrément :

« ... la responsabilité de l'explosion qui va se produire incombera non seulement au ministère actuel, mais aussi au parti cadet coupable, par incapacité à sacrifier une partie de sa popularité à l'extrême-gauche, d'avoir engagé la Douma d'Etat dans la voie désastreuse d'un affrontement chronique et d'avoir commis un crime contre la loi de l'évolution pacifique en insistant pour que soit réalisé sans délai et à la pointe de l'épée son programme politique, alors que cela requiert d'importants délais ».

Ainsi avance l'affaire, passant par des alternances de marchandages et de récriminations mutuelles avant d'aboutir à l'accord final : leur cause est commune, leur but aussi.

Rédigé le 28 juin (11 juillet) 1906.
Publié le 29 juin 1906 dans
le n° 7 du journal « Ekho »

Conforme au texte
du journal

LU DANS LA PRESSE

Le journal la *Mysl* ²²⁷ publie une intéressante « liste de proscription » dressée par les autorités de Yaroslavl. Plusieurs dizaines de personnes (56 à Yaroslavl et 17 à Rybinsk) y sont notées comme « suspectes » et un rapport secret demande au département de la police de prendre « les mesures adéquates ». La *Mysl* écrit à ce propos :

« Que tous jugent. Que ceux qui ont des oreilles pour entendre entendent. Que ceux qui ont une intelligence pour comprendre comprennent. Le département de la police envisage actuellement une grandiose opération de « suppression » instantanée, radicale et « définitive », sur toute la face de la terre russe, d'une série d'organisations, au moyen d'un « retrait » massif, d'une ampleur inouïe, de gens soupçonnés d'appartenir aux partis socialiste-révolutionnaire, social-démocrate, aux unions de paysans et de cheminots. Dans ce but, le département a demandé aux autorités locales de lui faire parvenir des listes complètes de suspects. Ces « listes de proscription », réunies en un seul lieu, fournissent dès à présent environ dix mille noms de gens sur la tête desquels est suspendue l'épée de Damoclès de l'arrestation. »

Ainsi, le gouvernement trame un nouveau complot. Préparatifs militaires contre le peuple, « mesures » préparant une dissolution de la Douma, listes de milliers de personnes à arrêter ! Comme en octobre-décembre, le gouvernement prend la révolution à son propre jeu, se servant de la relative liberté qui règne pour laisser se manifester et exterminer encore des milliers de combattants pour la liberté.

Que tous demeurent fermes à leur poste ! Le gouvernement est prêt ; le peuple révolutionnaire doit l'être lui aussi.

Rédigé le 29 juin (12 juillet) 1906.
Publié le 30 juin 1906 dans
le n°. 8 du journal «Ekho»

Conforme au texte
du journal

DEUXIÈME CONFÉRENCE DU P.O.S.D.R (PREMIÈRE CONFÉRENCE DE RUSSIE)²²⁸

3-7 (16-20) NOVEMBRE 1906

1

RAPPORT SUR LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS À LA II^e DOUMA D'ÉTAT

4 (17) NOVEMBRE

Résolution

des Comités de Pétersbourg et de Moscou,
de la Social-démocratie polonaise et des Lettons ²²⁹

1. C'est uniquement à cause de la trahison de la bourgeoisie que nous avons dû accepter le combat sur le terrain de la Douma.

2. Il faut placer à la base de la campagne électorale l'opposition de la lutte révolutionnaire et de la lutte « pacifique », montrer le danger de l'hégémonie des cadets dans le mouvement de libération. D'où la question : peut-on tolérer une alliance avec les cadets (accords au premier stade) ?

3. Au premier stade, la social-démocratie doit, en principe aller seule au combat ; on peut admettre à titre d'exceptions des accords avec les partis reconnaissant l'Assemblée constituante, l'insurrection armée, etc. ; au second stade, caractère technique, limité à la répartition proportionnelle des mandats. Il n'y a rien de plus dangereux que de dire aux masses : votez, en même temps que pour nous, pour les conciliateurs. Si Krouchévan est dangereux, ce n'est pas parce qu'il siège à la Douma, mais parce qu'il représente une parcelle de l'organisation Cent-Noirs qui soutient le gouvernement. Au nom de cas de détail isolés, vous soutenez l'hégémonie des cadets et battez ainsi en brèche toute notre position de principe (le Caucase, Moscou, Pétersbourg, la Pologne ne veulent pas d'accords). Si des Cent-Noirs passent, la Douma sera plus tranchée. Pourquoi pensez-vous qu'en cas d'élection des Cent-Noirs, ce sont les social-démocrates, et non les cadets, qui sont coupables d'avoir divisé les voix ?

*Publié pour la première fois en 1960
dans la 8^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 14*

*Conforme au texte
des procès-verbaux*

2

ALLOCUTION DE CLÔTURE DES DÉBATS
SUR LE RAPPORT
CONCERNANT LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS
À LA II^e DOUMA
4 (17) NOVEMBRE

Un accord aux élections est une alliance (*do ut des**, dites-vous aux masses). Nous disons, nous : nous marchons parfois aux côtés de la bourgeoisie révolutionnaire, jamais aux côtés de la bourgeoisie opportuniste et félonne. La campagne électorale se situera entre deux extrêmes : 400 cadets + 100 social-démocrates (en cas d'accord) et 200 Cent-Noirs + 250 cadets + 20 ou 50 social-démocrates (sans accords). Proposer à la fois un solliciteur et un militant revient à se mettre en position de faiblesse. En cas d'accord, les Cent-Noirs seront battus, mais les social-démocrates le seront aussi (moralement).

*Publié pour la première fois
en 1960 dans la 6^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 14*

*Conforme au texte
des procès-verbaux*

3

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION
DE LA PLATE-FORME ÉLECTORALE MENCHEVIQUE
6 (19) NOVEMBRE

J'ai seulement dit qu'il y a dans la plate-forme une opposition des méthodes révolutionnaires de lutte aux méthodes pacifiques, un point c'est tout, que le reste n'est pas satisfaisant. Il n'y est pas dit, à la différence de la déclaration de la fraction parlementaire social-démocrate ²³⁰, en quoi les social-démocrates se distinguent des autres groupes de « travailleurs » (socialistes-révolutionnaires). Le socialisme scientifique n'y est pas opposé au socialisme vulgaire.

* Donnant, donnant. (N.R.)

Il n'y est pas dit qu'il faut distinguer la position du prolétariat de celle du petit patron. La plate-forme ne prône pas l'alliance, mais elle est elle-même l'alliance, puisque les petits bourgeois pourraient la signer. Nous ne pouvons, dans une plate-forme, garder le silence sur les autres partis, or il n'en est ici nullement question, à part la mention vague de « plus résolus », etc.

*Publié pour la première fois
en 1960 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 14*

*Conforme au texte
des procès-verbaux*

4

INTERVENTIONS SUR LA CONVOCATION DU « CONGRÈS OUVRIER »

7 (20) NOVEMBRE

1

Lénine souligne que la question du « congrès ouvrier » est un abcès à vider et qu'il faut en discuter !

2

Lénine attire l'attention sur le fait que la presse bourgeoise a reproduit les lettres de Plékhanov, Martov et autres ; que, par exemple, Kostrov n'a pas déposé au groupe parlementaire la proposition (émanant du C.C.) sur la revendication d'un ministère cadet et a ainsi enfreint la discipline de parti, et qu'il a bien fait. L'agitation pour un « congrès ouvrier » met des bâtons dans les roues de l'activité du parti. Nous avons l'organe du C.C., mais nous n'avons pas d'O.C., pourquoi ? Il y a de l'argent, l'organe du C.C. paraît régulièrement, mais il n'y a pas d'organisation et par suite pas d'O.C.

*Publié pour la première fois
en 1960 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 14*

*Conforme au texte
des procès-verbaux*

5

OPINION PARTICULIÈRE DÉPOSÉE
À LA CONFÉRENCE
DE RUSSIE DU P.O.S.D.R. AU NOM DES DÉLÉGUÉS
SOCIAL-DÉMOCRATES DE POLOGNE, DE LETTONIE,
DE SAINT-PÉTERSBOURG, DE MOSCOU,
DE LA RÉGION INDUSTRIELLE
CENTRALE ET DES PROVINCES DE LA VOLGA

Les délégués du Bund ont proposé à la conférence une résolution qui répète presque intégralement la résolution du VII^e congrès du Bund et qui fournit une appréciation historique du boycottage de la Douma ²³¹. Les délégués soussignés à la conférence se sont abstenus lors du vote de cette résolution pour les raisons suivantes. Il est erroné et impossible de séparer la question du *pourquoi* de notre participation à la Douma ²³² de celle du *comment*. Reconnaître le bien-fondé du boycottage signifie que le caractère fondamental de toute notre tactique demeure, aujourd'hui que nous participons aux élections, exactement le même qu'à l'époque du boycottage de la première Douma. Reconnaître que la majorité cadette de la première Douma gênait l'activité des éléments révolutionnaires et en même temps approuver au premier stade des élections les accords entre cadets et social-démocrates, revient à tourner sa politique pratique contre ses propres bases de départ. Lors de la campagne au milieu des masses, admettre et soutenir l'hégémonie des cadets en constituant des listes communes, pour condamner ensuite cette hégémonie dans une résolution complémentaire, c'est compromettre de la façon la plus radicale toute la tactique et tous les principes de la social-démocratie révolutionnaire. C'est sur ces bases que nous portons à la connaissance de l'ensemble du P.O.S.D.R. l'opinion particulière suivante :

« La tactique de boycottage de la Douma d'Etat, qui a aidé les masses populaires à juger sainement du manque de pouvoir et d'indépendance de cette institution, s'est trouvée complètement justifiée par la comédie des débats législatifs de cette Douma, suivis de sa dissolution.

« Mais la conduite contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et la tactique de conciliation du libéralisme russe ont empêché la réussite immédiate du boycottage et ont forcé le prolétariat à accepter la lutte contre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie contre-révolutionnaire également sur le terrain de la campagne pour la Douma.

« Cette lutte en dehors de la Douma et dans la Douma même doit être menée par la social-démocratie dans l'intérêt du développement de la conscience de classe du prolétariat, pour continuer à dénoncer devant tout le peuple les illusions constitutionnelles et pour assurer les progrès de la révolution.

« Vu cette situation et dans le but ci-dessus indiqué, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie doit participer très énergiquement à la campagne électorale actuelle.

« Les tâches essentielles de la social-démocratie dans la campagne électorale et celle concernant la Douma sont : 1°, d'expliquer au peuple l'absolue incapacité de la Douma en tant que moyen de réaliser les revendications du prolétariat et de la petite bourgeoisie révolutionnaire, et particulièrement de la classe paysanne ; 2°, d'expliquer au peuple l'impossibilité d'obtenir la liberté politique par la voie parlementaire tant que le pouvoir réel restera entre les mains du gouvernement tsariste, en expliquant aussi la nécessité de l'insurrection armée, d'un gouvernement révolutionnaire provisoire et d'une Assemblée constituante, élue sur la base du suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret ; 3°, de critiquer la I^{re} Douma et d'expliquer la banqueroute du libéralisme russe, et surtout démontrer à quel point il serait périlleux et mortel pour la cause de la révolution que le parti libéralo-monarchiste cadet assume le rôle dominant et la direction du mouvement émancipateur.

« En tant que parti de classe du prolétariat, la social-démocratie doit, dans toute la campagne électorale et celle concernant la Douma, rester absolument indépendante, ne confondant sur ce terrain, en aucun cas ses mots d'ordre et sa tactique avec ceux d'aucun autre parti d'opposition ou révolutionnaire.

« C'est pourquoi, au premier degré de la campagne électorale, c'est-à-dire devant les masses, la social-démocratie

doit, d'après la règle générale, agir avec une indépendance absolue et ne présenter que des candidatures du parti.

« Exception ne sera faite à cette règle que dans les cas d'extrême nécessité, et seulement pour les partis qui admettent totalement les mots d'ordre essentiels de notre lutte politique immédiate, c'est-à-dire qui reconnaissent la nécessité de l'insurrection armée et qui combattent pour la République démocratique. En outre, de tels accords ne peuvent aller au-delà de la présentation d'une liste commune de candidats, et ils ne limiteront en rien l'indépendance de l'agitation politique de la social-démocratie.

« Dans la curie ouvrière, le Parti social-démocrate agira avec une indépendance absolue, et ne conclura d'accords avec aucun autre parti. »

« Aux degrés supérieurs, c'est-à-dire dans les collèges de grands-électeurs pour les villes, de délégués et de mandataires pour les villages, des accords particuliers seront tolérés, mais exclusivement pour obtenir une répartition proportionnelle des sièges d'après le chiffre des voix obtenues par les partis qui auront conclu ces accords. De plus, la social-démocratie discerne, du point de vue de la fermeté et de la résolution dans les tendances démocratiques, les principaux types suivants parmi les partis bourgeois : a) les socialistes-révolutionnaires, le Parti socialiste polonais et les partis républicains similaires * ; b) les socialistes-populistes ²³⁴ et les troudoviks d'un type semblable ** ; c) les cadets. »

*« Proletari » n° 8 du
23 novembre 1906*

*Conforme au texte
du journal*

* On pourrait peut-être leur rattacher les s.-s. (sionistes-socialistes ²³³).

** On pourrait peut-être leur rattacher certains démocrates juifs. Nous ne sommes pas compétents pour juger de ces questions sans l'assistance des social-démocrates juifs.

LE CONGRÈS OUVRIER ET LA FUSION AVEC LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES

NOTE

Comme nos lecteurs le savent déjà pour l'avoir lu dans le n° 9 du *Prolétari* ²³⁵, le menchevik I. Larine se prononce dans sa brochure pour un congrès ouvrier sans-parti et pour la fusion du parti social-démocrate avec les socialistes-révolutionnaires, le P.P.S. et d'une façon générale, tous les partis « socialistes ». I. Larine indique lui-même chemin faisant que le nombre des membres du parti socialiste-révolutionnaire est inconnu. Les socialistes-révolutionnaires, selon lui, comptent de 50 à 60 000 membres dans leur parti. Coupable sur ce point d'une exagération, I. Larine dit qu'il est impossible de descendre en-dessous de 30 000 membres du parti socialiste-révolutionnaire.

Nous ignorons où Larine a été prendre le chiffre de 50-60 000. Il n'indique pas ses sources. Nous n'avons jamais rencontré aucune « donnée » de ce genre dans les publications socialistes-révolutionnaires. Les procès-verbaux du premier congrès de ce parti, les seuls publiés intégralement (décembre 1905), *ne contiennent aucun* renseignement sur ses effectifs. Ils ne pouvaient d'ailleurs pas en contenir, car aucun parti, en Russie, à l'exception du parti social-démocrate, n'a jamais fait élire les délégués aux congrès par l'ensemble des militants et proportionnellement à un nombre déterminé de militants. Seul le parti social-démocrate a proclamé ce principe en novembre 1905, dans le journal *Novaïa Jizn*, au nom du Comité central des bolcheviks ²³⁶, et la Conférence des organisations bolcheviques de Russie de décembre 1905 ²³⁷ était déjà formée de représentants élus à raison d'un par 300 militants. C'est au Congrès d'unification (de Stockholm) du P.O.S.D.R. que fut pour la première fois appliqué à l'échelle de tout le parti le principe de représentation indiqué, l'organisme témoin étant (dans une certaine mesure) le Comité d'organisation pour la convocation du congrès où étaient représentées à égalité les deux fractions en lutte : bolchevique et menchevique.

Ainsi, on ne voit pas du tout où Larine a pris son chiffre maximum de 50-60 000. Or, au moyen de ce chiffre (le tiers environ des effectifs du P.O.S.D.R.), il veut persuader le lecteur qu'en cas de fusion des deux partis, la prédominance des social-démocrates sur les socialistes-révolutionnaires serait parfaitement assurée. Un article du n° 9 du *Prolétari* avait déjà noté l'erreur de Larine et indiqué qu'au lieu de la « paix et d'un travail positif », une telle fusion, indépendamment du fait qu'elle est inacceptable dans son principe, n'aboutirait qu'à attiser les discordes. Ce que nous avons dit alors a trouvé une confirmation significative dans l'article de Léon Rémy, dans le journal socialiste français *L'Humanité* du 17 décembre 1906 (nouveau calendrier). *D'après les paroles mêmes de l'organe officiel* à l'étranger du parti socialiste-révolutionnaire, *La Tribune Russe* ²³⁸, Léon Rémy écrit que le « Conseil » de ce parti « a constaté que le parti socialiste-révolutionnaire a environ 150 000 membres organisés, 200 000 si l'on s'en tient à l'interprétation un peu plus large que certains comités régionaux donnent des statuts ».

Pour que les lecteurs puissent juger de l'origine de ce chiffre cocasse, citons *toutes* les données par région contenues dans l'article de Rémy. Nord-ouest : 21 000 ; région de la Volga : 14 000 (« un nombre presque double si l'on compte tous ceux qui déclarent adhérer au programme du parti ») ; Nord du Caucase : 21 000 ; Transcaucasie : 17 900 ; Centre : 26 000 (dont 5 000 pour Moscou. Il est curieux que nos camarades de Moscou ne parviennent pas, même à la loupe, à apercevoir ces cinq mille-là) ; Nord : 20 000.

Nous proposons donc au lecteur de résoudre le problème suivant : qui a fait preuve de plus de légèreté : 1) les socialistes-révolutionnaires, 2) Larine ou 3) Plékhanov et Axelrod ?

Si les deux derniers, sur la question de la fusion avec les socialistes-révolutionnaires, abandonnent leur trop fougueux partisan Larine, il n'en résultera aucune amélioration. Il suffit de se rappeler la distinction entre les « représentants de toute la Russie » et les ouvriers industriels et ruraux, les valets de ferme, les journaliers et les paysans, les artisans et les ouvriers, etc.

RAPPORT PRÉSENTÉ À LA CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. SUR LA QUESTION DES ACCORDS ÉLECTORAUX LORS DES ÉLECTIONS À LA II^e DOUMA D'ÉTAT ²³⁹

6 (19) JANVIER 1907

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Le rapporteur note l'absence à Pétersbourg du péril Cent-Noirs, que les cadets grossissent à plaisir pour inciter les électeurs à voter pour eux. Le problème qui se pose à la social-démocratie locale est donc celui de soustraire les masses de la population de la capitale à l'emprise idéologique des cadets. Des couches importantes de citoyens pauvres, de caractère semi-prolétarien, hésitent encore entre les cadets et les social-démocrates. Les cadets, pour mieux les maintenir sous leur influence, leur font miroiter la perspective de quelques sièges à la Douma. Il est donc peut-être rationnel de conclure des accords avec les partis et groupes révolutionnaires démocratiques afin de saper de concert l'influence des cadets. De l'avis du rapporteur, il appartient aux responsables pratiques de l'organisation locale de juger dans chaque cas de la nécessité et de la possibilité de tels accords, ainsi que de leurs formes.

*« Prolétari », n° 12,
25 janvier 1907*

*Conforme au texte
du journal*

LES MENCHEVIKS ONT-ILS LE DROIT DE MENER UNE POLITIQUE DE SOUTIEN DES CADETS ?

Comment se définit la politique de la social-démocratie ?

Sur le fond, par les intérêts de classe du prolétariat. Formellement, par les décisions des congrès du parti.

Quelles sont pour nous ces décisions ? Premièrement celles du congrès d'unification (de Stockholm) du P.O.S.D.R. Secondement, celles prises en novembre par la Conférence de Russie du P.O.S.D.R. et approuvées par le C.C.

Que nous *enjoint* la résolution du congrès de Stockholm sur la Douma d'Etat ?

... (point 1, a) « s'efforcer d'*étendre et d'aggraver* ces conflits (conflits précisément aussi bien entre le gouvernement et la Douma *qu'au sein de la Douma elle-même*) de façon à avoir la possibilité d'en faire les points de départ de larges mouvements de masse dirigés vers... », etc.

Les mencheviks obéissent-ils à cette instruction du congrès ? utilisent-ils la question de la composition du bureau pour étendre et pour aggraver le conflit de l'aile gauche de la Douma avec les cadets ?

Non, les mencheviks enfreignent les prescriptions du congrès.

Ensuite, le congrès dans cette même résolution a enjoint de : « ... conduire son intervention de telle manière que l'aggravation de ces antagonismes (a) *dévoile aux masses* l'inconséquence de tous les partis bourgeois qui assumeront à la Douma la fonction de porte-parole de la volonté du peuple, et (b) fasse parvenir *la large masse (du prolétariat, de la paysannerie et de la petite bourgeoisie urbaine)* à la conscience de la parfaite inutilité de la Douma », etc.

Ainsi donc, les mencheviks pouvaient, sans prendre absolument aucun risque et sans quitter même le terrain de la légalité la plus pointilleuse, dévoiler devant *les masses*, autrement dit *ouvertement à la Douma*, que le bureau constitué par les *cadets* est le bureau d'un parti qui a tourné le dos à la révolution, et les mencheviks avaient le devoir de le faire.

Qu'enjoignait au parti la résolution prise en novembre par la Conférence générale du P.O.S.D.R., qui a été approuvée par le Comité central et votée par les 18 délégués mencheviques ?

« Le P.O.S.D.R. allant à la bataille électorale en tant que parti de classe indépendant du prolétariat, se fixe pour *but*... 2) d'expliquer aux masses le *caractère illusoire*

de tout espoir d'une issue pacifique de la lutte pour le pouvoir.

« ...4) élever l'*activité* politique des masses et, en organisant les forces de la révolution à la Douma et en dehors d'elle, créer les conditions d'une transformation de cette dernière en place-forte de la révolution... »

Les mencheviks ont tellement dévié vers la droite, depuis novembre 1906, qu'ils ont enfreint aussitôt leurs propres dispositions. Leur première démarche tend à *désorganiser* « les forces de la révolution » à l'intérieur de la Douma en renforçant parmi les masses l'espoir d'une issue pacifique, car un bureau cadet élu par toute la Douma sans protestation à gauche serait la *confirmation* officielle apportée par la social-démocratie devant tout le peuple des espoirs qu'elle reconnaît pour « *illusoirs* ».

Les cadets ont tourné le dos ouvertement et entièrement à la révolution. « Les forces de la révolution », c'est la gauche, troudoviks, socialistes-révolutionnaires (bourgeoisie révolutionnaire) et social-démocrates. Pour aider à organiser, et non à désorganiser, « les forces de la révolution », nous sommes tenus de dire aux masses : les social-démocrates soutiennent le bureau de gauche, troudovik, contre le bureau cadet. Si le bureau troudovik, une fois élu, ne justifiait pas les espoirs des démocrates, nous ferions alors devant les masses le procès de la petite bourgeoisie démocratique et renforcerions la conviction que la seule classe démocratique jusqu'au bout est le prolétariat.

Qu'a dit le C.C. à tout le parti et à tout le peuple en engageant la campagne électorale ? Dans la *plate-forme électorale* officielle du P.O.S.D.R., nous lisons :

« ... Citoyens, il faut envoyer à la Douma des gens qui non seulement souhaitent la liberté de la Russie, mais qui s'efforcent d'aider la révolution populaire à conquérir cette liberté... La première Douma ne l'a pas fait. Sa majorité, dirigée par le parti « de la liberté du peuple », espérait obtenir la liberté et la terre au moyen de pourparlers de paix avec le gouvernement... Et c'est pourquoi ce ne sont pas de paisibles solliciteurs qu'il faut élire à la Douma... Votez, citoyens, pour les combattants de la révolution, qui continueront à vos côtés le grand effort entrepris en janvier, octobre et décembre de l'année dernière. »

Que voilà de bonnes et belles paroles dignes du prolétariat ! Et qu'il est dommage que, pour les mencheviks, ce ne soient que des phrases *creuses*.

C'est *condamner* dans la plate-forme électorale du *parti* la majorité cadette de la première Douma et sa politique cadette, pour aider maintenant à la reconstitution *artificielle* de l'hégémonie cadette dans une Douma de gauche.

« *Novy Loutch* » n° 3,
22 février 1907

Conforme au texte
du journal

RÉPONSE À L. MARTOV ²⁴⁰

Le même numéro de *Rousskaïa Jizn*²⁴¹ contient un article du camarade L. Martov dans lequel il revient sur notre éditorial du n° 2 * et, sans tenir nul compte des explications données par le comité de la fraction à ce propos, fait lui-même justice.

Que pense donc obtenir le camarade Martov par une démarche aussi insolite ? S'il veut nous forcer à engager le combat sur ce terrain, celui des attaques et des insinuations personnelles, il se trompe lourdement. Nous ne l'y suivrons pas. Nous avons déjà assez de divergences *fondamentales* qui nous donneront l'occasion de mener une lutte *de principes* et au sein de la fraction, et dans la presse, et dans le parti, pour que nous nous laissions entraîner sur le sentier tortueux des zizanies et des règlements de comptes personnels. Bonne route, camarade, engagez-vous y seul, ne comptez pas sur notre compagnie. Nous vous laissons volontiers le dernier mot, qui sera véritablement plus « fort » que tout.

« *Novy Loutch* » n° 7,
27 février 1907

Conforme au texte
du journal

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 12, pp. 158-161. (N.R.)

V^e CONGRÈS DU P. O. S. D. R.²⁴³

30 AVRIL-19 MAI (13 MAI-1^{er} JUIN) 1907

1

INTERVENTION CONTRE LA PROPOSITION DE CLORE LES DÉBATS SUR L'ORDRE DU JOUR ²⁴³

1^{er} (14) MAI

Je m'oppose catégoriquement à la clôture des débats. Il est impossible de résoudre mécaniquement, par un simple vote, des questions d'une portée de principe.

*Publié pour la première fois
en 1909 dans le livre « Le congrès
de Londres du P.O.S.D.R. (1907).
Texte intégral des procès-verbaux ».
Paris, éd. du C.C.*

*Conforme au texte
du livre*

2

INTERVENTION EN FAVEUR DU VOTE NOMINAL PAR BULLETINS ²⁴⁴

2 (15) MAI

Nous défendons, avec le représentant de la délégation lettonne, le maintien du mode de scrutin par bulletins qui avait été en vigueur jusqu'ici. C'est le plus démocratique, celui qui économise le plus de temps, qui donne le plus de clarté. Il ne peut être question de faux. Ceux qui proposent de voter sur appel nominal veulent seulement ainsi faire traîner le vote nominal et le rendre impraticable.

*Publié pour la première fois en 1909
dans le livre « Le congrès de Londres
du P.O.S.D.R. (1907). Texte intégral
des procès-verbaux ».
Paris, éd. du C.C.*

*Conforme au texte
du livre*

3

INTERVENTIONS EN QUALITÉ DE PRÉSIDENT
DE LA SIXIÈME SÉANCE DU CONGRÈS

3 (16) MAI

1

Je propose d'exprimer notre gratitude aux représentants de la Fédération social-démocrate anglaise pour nous avoir aidé à organiser le congrès. (*Applaudissements.*)

2

Je propose de discuter de l'ordre respectif des points suivants : compte rendu du C.C., compte rendu du groupe parlementaire, attitude envers les partis bourgeois et la Douma d'Etat.

En ce qui concerne les autres questions, les représentants de toutes les fractions ont décidé à l'unanimité de les placer dans l'ordre suivant :

5) congrès ouvrier, 6) syndicats et parti, 7) actions partisans, 8) chômage, crise et lock-out, 9) questions d'organisation, 10) congrès de Stuttgart, 11) travail dans l'armée, 12) divers.

*Publié pour la première fois en 1909
dans le livre « Le congrès de Londres
du P.O.S.D.R. (1907).
Texte intégral des procès-verbaux ».
Paris, éd. du C.C.*

*Conforme au texte
du livre*

4

OBJECTION CONTRE L'AMENDEMENT PROPOSÉ
PAR LIBER À LA RÉOLUTION DES BOLCHEVIKS
ADOPTÉE PAR LE CONGRÈS SUR L'ATTITUDE
ENVERS LES PARTIS BOURGEOIS ²⁴⁵

15 (28) MAI

Liber a tort. Vous voyez déjà sur cet exemple le caractère des amendements de Liber. Sa déclaration est scolastique, ce qui caractérise bien son absence de principes.

*Publié pour la première fois en 1909
dans le livre « Le congrès de Londres
du P.O.S.D.R. (1907). Texte intégral
des procès-verbaux ».
Paris, éd. du C.C.*

*Conforme au texte
du livre*

5

INTERVENTION SUR LA DÉNOMINATION
DU CONGRÈS ²⁴⁶19 MAI (1^{er} JUIN)

Je m'étonne que les mencheviks redoutent de parler de V^e Congrès. Est-ce que l'histoire de notre parti aurait par hasard des secrets pour quelqu'un ?

*Publié pour la première fois en 1909
dans le livre « Le congrès de Londres
du P.O.S.D.R. (1907). Texte intégral
des procès-verbaux »,
Paris, éd. du C.C.*

*Conforme au texte
du livre*

SUR LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT
À L'ÉTAPE ACTUELLE DE LA RÉVOLUTION
DÉMOCRATIQUE BOURGEOISE ²⁴⁷

Considérant

1) que, vu la crise économique chronique qui affecte la Russie et l'extrême recrudescence de la réaction dans la politique du gouvernement, la lutte de classe qui oppose prolétariat et bourgeoisie s'aggrave considérablement et que la lutte des paysans contre le vieux régime s'étend et s'intensifie également ;

2) que l'année écoulée de la révolution a été marquée par une croissance rapide de la prise de conscience de toutes les classes, par le renforcement des partis situés aux extrêmes, par le recul des illusions constitutionnelles, par l'affaiblissement du « centre », c'est-à-dire des partis libéraux qui s'efforcent de stopper la révolution au moyen de concessions acceptables pour les propriétaires fonciers Cent-Noirs et pour l'autocratie ;

3) que les intérêts de classe du prolétariat dans la révolution bourgeoise exigent la création de conditions qui rendraient possible la lutte la plus large contre les classes possédantes, pour le socialisme ;

4) que le seul moyen d'obtenir ces conditions est la conquête de la république démocratique, de la souveraineté

du peuple et du minimum de revendications économiques et sociales indispensables au prolétariat (journée de huit heures et autres revendications du programme minimum social-démocrate) ;

5) que seul le prolétariat est en mesure de faire aboutir la révolution démocratique, à la condition que, seule classe jusqu'au bout révolutionnaire de la société actuelle, il entraînera à sa suite la masse de la paysannerie en vue d'une lutte sans merci contre la propriété terrienne et l'Etat féodal, le congrès pose :

a) que la tâche principale du prolétariat au moment historique donné est de mener à son terme la révolution démocratique en Russie ;

b) que toute minimisation de cette tâche aboutit infailliblement à transformer la classe ouvrière, de chef de la révolution populaire entraînant à sa suite la masse de la paysannerie démocratique, en participant passif à la révolution, marchant à la remorque de la bourgeoisie libérale ;

c) que, tout en soutenant de toutes ses forces la réalisation de cette tâche, le parti social-démocrate ne doit jamais perdre de vue un seul instant les buts distincts, socialistes, du prolétariat.

*Rédigé entre le 21 et le 26 mai
(3 et 7 juin) 1907.
Publié le 7 juillet 1907
dans le journal letton « Zihna », n° 78*

*Conforme au texte
du journal*

REMARQUES SUR LA RÉOLUTION DU CONGRÈS DE STUTTGART SUR « LE MILITARISME ET LES CONFLITS INTERNATIONAUX » 248

C'est pourquoi le Congrès considère qu'il est du devoir de tous les travailleurs et de leurs mandataires dans les parlements de combattre de toutes leurs forces les armements de terre et de mer, en signalant le caractère de classe de la société bourgeoise et les mobiles qui poussent au maintien des antagonistes nationaux, de refuser tout soutien pécuniaire à cette politique et, aussi, *de s'appliquer à ce que la jeunesse prolétarienne soit élevée dans les idées socialistes de la fraternité des peuples et éveillée systématiquement à la conscience de classe **.

* L'amendement russe comportait encore le membre de

phrase suivant : « de façon à ce que les classes au pouvoir ne se résolvent pas à l'utiliser (la jeunesse) comme un instrument de consolidation de leur domination de classe sur le prolétariat en lutte ». Si ces mots ont été supprimés de la résolution par la commission, ce n'est pas parce que quelqu'un était en désaccord avec eux sur le fond, mais parce que les Allemands les considérèrent comme illégaux, pouvant fournir un prétexte à la dissolution des organisations social-démocrates d'Allemagne. Cette suppression n'a pas affecté le sens général du passage.

Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements avec l'aide du Bureau International, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale *.

* L'amendement russe portait que ces moyens (pour empêcher la guerre) varient et *se renforcent* (sich ändern und steigern) selon l'acuité de la lutte des classes, etc. La commission a biffé : « se renforcent », laissant seulement : « varient ».

Rédigé dans la seconde quinzaine
d'août 1907.

Publié au début de septembre 1907
dans le premier recueil « Goloss Jizni »,
St-Petersbourg

Conforme au texte
du recueil

REMARQUES SUR L'ARTICLE DE CLARA ZETKIN « LE CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL DE STUTTGART » ²⁴⁹

LE CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL DE STUTTGART *

* Le présent article donne la traduction de l'éditorial du bimensuel social-démocrate allemand *Die Gleichheit* (Egalité) ²⁵⁰, que dirige Clara Zetkin et qui sert d'organe du mouvement ouvrier féminin d'Allemagne. On y trouve

un jugement sur le congrès de Stuttgart remarquablement exact et remarquablement bien formulé : la riche matière idéologique des débats et des résolutions de ces assises y est condensée en des phrases concises, nettes, frappantes. De notre côté, nous ajoutons à cet article plusieurs remarques attirant l'attention du lecteur russe sur certains faits produits par la presse socialiste d'Europe occidentale et pour la plupart déformés par les journaux russes cadets et semi-cadets (genre *Tovarichtch*²⁶¹), qui ont accumulé tant de mensonges sur le congrès de Stuttgart.

La question des rapports entre la social-démocratie et les syndicats a le mieux fait ressortir l'unanimité des prolétaires conscients de tous les pays. En principe, personne n'a plus contesté la tendance historique fondamentale de la lutte de classe prolétarienne à relier toujours plus étroitement lutte politique et lutte économique, et, par suite, les organisations de l'un et de l'autre type en une force unique à la disposition de la classe ouvrière socialiste. Seul un des représentants des social-démocrates russes, Plékhanov, et la majorité de la délégation française s'efforcèrent, à l'aide d'arguments assez peu convaincants *, de justifier une certaine limitation de ce principe en invoquant les conditions particulières de leurs pays.

* La délégation social-démocrate russe à Stuttgart avait discuté les questions sur le fond, avant de nommer ses représentants dans la commission. A la commission des rapports des syndicats avec les partis socialistes, Plékhanov ne représentait pas l'ensemble des social-démocrates russes, mais les mencheviks. Plékhanov est allé défendre en commission le principe de la « neutralité ». Les bolcheviks envoyèrent en commission Voïnov, pour y faire prévaloir le point de vue du parti, c'est-à-dire une décision conforme à l'esprit du congrès de Londres, contre la neutralité, pour le rapprochement le plus intime des syndicats et du parti. Par suite, les arguments que Clara Zetkin trouve « peu convaincants » étaient ceux *non* d'un représentant du P.O.S.D.R., mais d'un représentant de l'opposition menchevique au sein du P.O.S.D.R.

Ici aussi, l'énergie révolutionnaire et la foi inébranlable de la classe ouvrière dans sa propre capacité combative ont fini par triompher, d'un côté, de l'aveu désabusé de sa propre impuissance et de la recommandation routinière des vieilles méthodes, exclusivement parlementaires, de lutte, et de l'autre, du sport antimilitariste simpliste des semi-anarchistes français à la Hervé *.

* L'auteur de l'article, en opposant les deux déviations

par rapport au socialisme, rejetées par le congrès, que sont le semi-anarchisme d'Hervé et l'opportunisme prisonnier des formes « exclusivement parlementaires » de la lutte, ne cite pas un seul représentant de cet opportunisme. A la commission du congrès de Stuttgart sur la question du militarisme, Vandervelde a effectué le même parallèle en répondant au discours opportuniste de Volmar. Volmar suggère l'exclusion d'Hervé, dit Vandervelde, je proteste là contre et avertis Volmar que l'exclusion de l'extrême-gauche pourrait mener à envisager l'exclusion de l'extrême-droite (Volmar est l'un des opportunistes allemands qui se situent le plus « à droite »).

Enfin, en ce qui concerne le suffrage des femmes, le strict point de vue de classe, qui considère le suffrage des femmes uniquement comme une partie intégrante du droit de classe et de la cause de classe du prolétariat, a vaincu la conception bourgeoise opportuniste qui espère en marchandant obtenir des classes dominantes un droit de vote tronqué et mutilé pour les femmes *.

*) Au congrès de Stuttgart, ce point de vue bourgeois n'a été prôné que par une Anglaise de la Société fabienne (organisation parasocialiste anglaise d'intellectuels, d'un opportunisme avéré).

En même temps, le congrès, confirmant sous ce rapport la décision de la conférence internationale des femmes, a déclaré catégoriquement que les partis socialistes, dans leur lutte pour le droit de vote, doivent exposer et prôner la revendication de principe du suffrage des femmes, indépendamment de quelque « considération d'opportunité » que ce soit *.

*) Allusion aux social-démocrates autrichiens. Aussi bien à la conférence internationale socialiste des femmes qu'en commission du congrès, les social-démocrates allemands ont brisé des lances avec les Autrichiennes sur la question féminine. Clara Zetkin avait déjà reproché auparavant dans la presse aux social-démocrates autrichiens de repousser au second plan, dans leur campagne en faveur du droit de vote, la revendication du suffrage *des femmes*. Les Autrichiens se sont très mal défendu, et l'amendement de Victor Adler, qui tendait à introduire discrètement l'« opportunisme autrichien » sur cette question, a été repoussé en commission par 12 voix contre 9.

Rédigé en septembre-début octobre 1907
Publié en octobre 1907 dans le recueil
Zarnitsy, fascicule I, St-Petersbourg

Conforme au texte
du recueil

LA PROPAGANDE ANTIMILITARISTE ET LES UNIONS DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE SOCIALISTE

Au congrès socialiste international de Stuttgart a été débattue, comme on sait, la question du militarisme, et par suite, la question connexe, de la propagande antimilitariste. La résolution adoptée sur ce point porte entre autres que le congrès considère que le devoir des classes travailleuses est « de s'appliquer à ce que la jeunesse prolétarienne soit élevée dans les idées socialistes de la fraternité des peuples et éveillée systématiquement à la conscience de classe ». Le congrès voit là le gage de l'évolution future de l'armée, qui cessera d'être un instrument aveugle entre les mains des classes dirigeantes qui en usent à leur guise et qui peuvent à chaque instant le tourner contre le peuple.

Il est très difficile, parfois quasi impossible, de faire de la propagande parmi les soldats de l'active. La vie en caserne, la sévérité de la surveillance, la rareté des permissions font obstacle aux relations avec le monde extérieur ; la discipline militaire et un dressage imbécile terrorisent les hommes ; le commandement se met en quatre pour faire perdre aux « capotes grises » le goût de toute pensée vivante, de tout sentiment humain, pour leur inculquer le réflexe de l'obéissance aveugle, de la haine brutale et irréfléchie pour tout ennemi « extérieur » et « intérieur »... Il est infiniment plus difficile d'aborder un soldat arraché à son milieu familial, solitaire, inculte, terrorisé, dont on a bourré le crâne de conceptions ahurissantes, que les jeunes en âge d'être appelés, qui vivent au milieu de leurs parents et camarades, partagent avec eux les mêmes intérêts. La propagande antimilitariste parmi la jeunesse ouvrière donne partout d'excellents résultats. Et cela a une portée considérable. Un ouvrier qui part au régiment, social-démocrate conscient, est un mauvais appui pour les maîtres.

Il existe dans tous les pays d'Europe des unions de la jeunesse ouvrière socialiste. En certains endroits, en Belgique, en Autriche, en Suède, par exemple, ces unions sont

de puissantes organisations, qui s'acquittent de missions importantes pour le parti. Bien sûr, les unions de jeunesse ont principalement un but formateur, elles visent à donner une vision du monde socialiste cohérente. Mais elles mènent aussi parallèlement une activité pratique. Elles luttent pour l'amélioration de la situation des apprentis, s'efforcent de les soustraire à une exploitation discrétionnaire de la part de leurs patrons. Les unions de la jeunesse ouvrière socialiste consacrent encore davantage d'efforts et de temps à la propagande antimilitariste.

Elles s'ingénient, dans le même but, à établir des relations étroites avec le contingent. Elles procèdent de la façon suivante. Tant que le jeune ouvrier n'a pas fait son service, il est membre de l'union, lui paye ses cotisations. Une fois sous les drapeaux, l'union continue à maintenir avec lui un contact régulier, lui accorde une aide financière modique (le « sou du soldat », comme on l'appelle en France), qui, si limitée qu'elle soit, n'en a pas moins pour lui une importance indéniable. Quant à lui, il s'engage à tenir l'union régulièrement au courant de tout ce qui se passe à la caserne, à lui communiquer ses impressions. Ainsi, même au service, le soldat n'est pas coupé de l'organisation dont il était membre.

On s'efforce d'habitude de faire servir le soldat le plus loin possible de son lieu d'origine. Ce faisant, on escompte qu'il aura très peu d'intérêts communs le liant à la population locale, qu'il se sentira étranger à elle. Il sera alors plus facile de lui ordonner de tirer sur la foule. Les unions de la jeunesse ouvrière s'emploient à combler ce fossé entre elles. A son arrivée dans une nouvelle ville, le soldat précédemment membre d'une union, est accueilli à bras ouverts par l'union locale, on l'intéresse aussitôt à la vie locale, on l'aide autant qu'il est possible. Il cesse de se sentir un étranger dépaycé. Il sait aussi qu'en cas d'ennui, il pourra compter sur une aide, sur un appui. Cette conscience lui donne de la force, il manifeste à la caserne davantage d'assurance, défend avec plus de fermeté ses droits et sa dignité d'homme.

Leurs contacts suivis avec les jeunes appelés donnent aux unions de jeunesse la possibilité de mener parmi les

soldats une vaste propagande antimilitariste. En premier lieu, par le moyen de la littérature antimilitariste, que les unions éditent et diffusent en quantité prodigieuse, particulièrement en France et en Belgique, et également en Suisse, en Suède, etc. Le registre de ces publications est très varié : cartes postales à sujets antimilitaristes, chansons antimilitaristes pour soldats (beaucoup sont devenues très populaires parmi la troupe), le « catéchisme des soldats » (il a été diffusé en France à plus de 100 000 exemplaires), toutes sortes de brochures, d'appels, de tracts, des journaux et revues hebdomadaires, bimensuelles et mensuelles, parfois illustrés, pour les soldats. *La Caserne*, *La Recrue*, *Le jeune soldat*, *Le pioupiou* (terme affectueux pour désigner les jeunes appelés), *En avant* sont très largement diffusés. En Belgique, par exemple, sont placés 60 000 exemplaires de chaque numéro de *La Caserne* et de *La Recrue*. Un nombre particulièrement important de revues est publié à l'époque de l'incorporation. Des numéros spéciaux des journaux pour soldats sont déposés à l'adresse des appelés. Les publications antimilitaristes sont introduites dans les casernes, remises aux soldats dans les rues, les soldats les voient dans les cafés, les tavernes, partout où ils ont l'occasion de se trouver.

Les jeunes incorporés sont l'objet d'une sollicitude toute particulière. On fête solennellement leur départ. Des processions parcourent la ville durant la période d'appel sous les drapeaux. En Autriche, par exemple, les jeunes recrues, vêtues en deuil, traversent toute la ville au son d'une marche funèbre. Une charrette voilée de rouge les précède. On colle partout des affiches rouges portant en gros caractères : « Vous ne tirerez pas sur le peuple ! » On organise en l'honneur des appelés des soirées au cours desquelles sont prononcées de vigoureuses harangues antimilitaristes. En un mot, tout est fait pour éveiller la conscience des recrues, pour l'immuniser contre l'influence néfaste des idées et des sentiments qu'on lui inculquera à toute force à la caserne.

Et cette action de la jeunesse socialiste n'est pas vaine. Il existe déjà en Belgique une quinzaine d'unions de soldats dépendant en majorité du parti ouvrier social-démocrate et solidement articulées entre elles. Ces organisations

regroupent jusqu'aux deux tiers de l'effectif de certains régiments. En France, l'antimilitarisme est devenu un phénomène de masse. Lors des grèves de Dunkerque, du Creusot, de Longwy, de Montceau-les-Mines, les soldats envoyés contre les grévistes se sont proclamés solidaires de ces derniers...

Les social-démocrates deviennent chaque jour plus nombreux au sein de l'armée, la troupe devient de moins en moins sûre. Le jour où la bourgeoisie se trouvera face à la classe ouvrière organisée, de quel côté sera l'armée ? Avec toute l'ardeur et l'énergie propres à cet âge, la jeunesse ouvrière socialiste milite pour qu'elle soit du côté du peuple.

« *Vpérlod*, » n° 16, 8 octobre 1907

Conforme au texte
du journal

COMMENT LES « SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES » ÉCRIVENT L'HISTOIRE

Nous trouvons dans le numéro cinq de l'organe central des socialistes-révolutionnaires, le *Znamia Trouda* ²⁵³, un éditorial sur le congrès de Stuttgart rempli du verbiage et de la vantardise effrénée auxquels nous ont habitués les socialistes-révolutionnaires. Ce numéro reproduit un télégramme dans lequel le C.C. du parti socialiste-révolutionnaire fait savoir à l'Europe que « la lutte révolutionnaire lui commande de demeurer à son poste ». Le même C.C. exprime sa parfaite satisfaction de l'« énergie habituelle » du représentant des socialistes-révolutionnaires au Bureau ²⁵³. « L'internationale socialiste a entériné dans sa résolution la conception du mouvement syndical que nous avons toujours prônée », nous assure le *Znamia Trouda*. Dans la question de l'introduction du salaire minimum par voie législative, le congrès, en dépit du dogmatique Kautsky, « s'est trouvé à nos côtés ». En trois ans, « nous, socialistes russes », « sommes devenus un grand parti de masse. Et l'Internationale l'a reconnu ouvertement et avec respect (! ! !) ».

En un mot, l'Europe a dépêché trente mille estafettes

pour témoigner son respect aux socialistes-révolutionnaires.

Mais ces malfaisants social-démocrates ont fomenté au sein de la section russe leurs « petites intrigues », plus précisément ils ont combattu l'égalité des voix pour les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires, réclamée par ces derniers. Les social-démocrates revendiquaient 11 voix pour eux-mêmes, 6 pour les socialistes-révolutionnaires et 3 pour les syndicats. Le Bureau a décidé 10 pour les premiers, 7 pour les deuxièmes et 3 pour les syndicats. « Adler et Bebel, qui ont voté contre notre requête, ont déclaré qu'ils ne voulaient nullement, par là, minimiser le rôle du parti socialiste-révolutionnaire en qui ils reconnaissent un facteur important du socialisme russe et de la révolution. Mais ils veulent être justes et constater le rapport approximatif des forces » (*Znamia Trouda*).

Oh, vraiment, qu'ils sont imprudents, nos Khlestakov²⁵⁴. Il n'a pas été question et *il ne pouvait pas être question* au Bureau du rôle des socialistes-révolutionnaires ni du « facteur important ». Une fois un parti admis au congrès et au Bureau, ni le Bureau ni ses membres n'iront aborder la question de son rôle et de son importance. Le Bureau ne peut qu'évaluer *la force* des partis en vue de la répartition du total des voix. Bebel et Adler ont accepté les arguments fournis par notre représentant, à nous social-démocrates, au Bureau, à l'appui de la *non-équivalence* des forces des social-démocrates et des socialistes-révolutionnaires. Une fois admis ces arguments, ils ont bien évidemment précisé qu'ils ne jugeaient pas les principes, les orientations, qu'ils ne se prononçaient pas sur les divergences entre les programmes social-démocrate et socialiste-révolutionnaire, mais qu'ils appréciaient uniquement les forces respectives en vue de la répartition des voix. Seul un Khlestakov peut se permettre de transformer une restriction aussi naturelle en reconnaissance du « facteur important » représenté par les socialistes-révolutionnaires.

La démarche des socialistes-révolutionnaires est d'autant plus risquée qu'en citant de mémoire la restriction de Bebel et d'Adler et en en déformant le sens, ils passent sous silence *les arguments sur le fond*. Ils ont brodé sur restriction de Bebel, mais ils ont tu la façon dont a été menée

sur le fond la controverse. Comment cela pourrait-il s'expliquer ?

En fait, nos représentants ont argumenté au Bureau de la façon suivante. Le social-démocrate s'est référé au nombre de députés à la deuxième Douma comme au critère le plus précis de la force respective des partis, tout en faisant remarquer que la loi électorale avantageait les paysans par rapport aux ouvriers. Le socialiste-révolutionnaire a objecté qu'outre son groupe, il y avait à la Douma des quasi-socialistes-révolutionnaires : les troudoviks et les socialistes-populistes. Il prétendait qu'il fallait en compter une partie comme socialistes-révolutionnaires ! D'ailleurs, les socialistes-populistes ont — je cite textuellement Roubanovitch — *des « écrivains de premier ordre »* *.

Le représentant des social-démocrates a répliqué : oui, les socialistes-populistes ont des « écrivains de premier ordre », exactement comme en ont les radicaux-socialistes et les radicaux français, à commencer par Clemenceau (lui aussi « écrivain de premier ordre » !). Quel procédé est-ce là, pour un parti indépendant, de se référer à un *autre* parti pour arguer de sa force ? Quel procédé est-ce là, quand les « écrivains de premier ordre » des socialistes-populistes sont bien loin eux-mêmes de demander à être admis au congrès ?

Quel procédé est-ce là, ajouterons-nous personnellement, de jouer en Russie les ultra-révolutionnaires et, en Europe, de s'adjoindre en renfort les socialistes-populistes sans leur demander leur avis ?

« *Proletari* » n° 17, 20 octobre 1907

*Conforme au texte
du journal*

LA III^e DOUMA D'ETAT ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Le 1^{er} novembre 1907 s'est réunie la troisième Douma d'Etat ²⁵⁵, élue sur la base de la loi électorale édictée par le tsar après le démantèlement de la deuxième Douma, le 3 juin 1907. L'ancienne loi électorale, publiée le 11 décembre 1905 ²⁵⁶, était déjà loin du suffrage universel, égal, di-

* En français dans le texte. (N.R.)

rect et au scrutin secret, elle travestissait la volonté du peuple, faisait de la Douma une expression monstrueuse de cette volonté, en particulier après les « explications » données de cette loi devant la deuxième Douma par un Sénat docile à l'autocratie tsariste et formé d'anciens fonctionnaires et juges. Le 3 juin, le tsar a dépouillé les ouvriers, les paysans et les citadins pauvres des misérables droits électoraux dont ils jouissaient. En falsifiant la représentation populaire, en livrant la Douma à la merci des gros propriétaires terriens et des capitalistes, ces appuis de l'absolutisme tsariste et ces oppresseurs séculaires du peuple, l'autocratie a commis un crime odieux de plus contre le peuple. On pouvait prévoir d'avance que les oppresseurs domineraient la Douma. C'est ce qui s'est passé.

A l'heure actuelle, on connaît déjà 439 des membres de la Douma. Si on laisse de côté huit sans-parti, les 431 restants se divisent en quatre groupes principaux : 1) le plus important est la droite, les députés Cent-Noirs, qui sont 187 ; 2) ensuite, les *octobristes*²⁵⁷ et partis proches d'eux, soit 119 sièges ; 3) les cadets et apparentés, 93 députés, 4) la gauche : 32 (dont de 16 à 18 social-démocrates).

Tout le monde sait ce que représentent les Cent-Noirs. Ils rallient, il est vrai, certaines couches arriérées d'ouvriers, de paysans, de pauvres gens des villes, mais leur ossature, leur élément dirigeant, est formée par les propriétaires fonciers ultra-réactionnaires, qui voient dans le maintien de l'autocratie leur seule chance de salut, étant donné qu'elle seule leur permet de puiser à pleines mains dans les caisses de l'Etat, leur accorde subventions, prêts, traitements ronds, aumônes de toute sorte ; seule l'autocratie, avec sa police et son armée, leur donne la possibilité de maintenir en esclavage une paysannerie dépouillée de terres, accablée par les prestations de travail, des dettes et des arriérés de paiement dont elle est incapable de s'acquitter.

Les octobristes — eux aussi partiellement propriétaires terriens — sont surtout ceux qui vendent en grandes quantités le blé produit sur leurs terres et qui ont besoin de la protection de l'autocratie pour que leur blé ne soit pas frappé à l'étranger de trop lourdes taxes, pour que son transport en direction de l'étranger par les chemins de fer russes ne leur re-

vienne pas trop cher, pour que l'Etat leur achète à un meilleur prix pour la Régie des spiritueux l'alcool extrait des pommes de terre et du blé par de nombreux propriétaires dans leurs propres distilleries. Mais, à côté de ces propriétaires âpres et voraces, on ne compte pas moins, parmi les octobristes, de capitalistes, fabricants et banquiers tout aussi âpres et voraces. Eux aussi ont besoin de la protection du gouvernement, c'est-à-dire qu'il leur faut que celui-ci perçoive des droits élevés sur les marchandises étrangères, pour qu'il soit possible de vendre les marchandises russes à des prix exorbitants, que l'Etat fournisse les capitalistes en commandes avantageuses pour leurs usines, et ainsi de suite. Il leur est indispensable que l'armée et la police maintiennent vis-à-vis d'eux les ouvriers dans le même esclavage que les paysans vis-à-vis des propriétaires terriens.

Il est facile de voir que les octobristes sont proches des Cent-Noirs. Qu'il s'agisse à la Douma des recettes et des dépenses de l'Etat, et les uns comme les autres mettront tout leur soin à ce que le poids principal des impôts accable les paysans, les ouvriers, la plèbe urbaine, et que les revenus affluent entre les mains des capitalistes, des grands propriétaires fonciers et des hauts fonctionnaires. Soulèvera-t-on la question du lotissement des paysans en terre ou de l'amélioration de la condition ouvrière, et Cent-Noirs et octobristes s'emploieront de concert à faire acheter aux paysans à un prix fou les terres dont eux-mêmes n'ont pas besoin, et à pressurer jusqu'à la dernière goutte une paysannerie déjà misérable ; ils s'efforceront de lier pieds et poings aux ouvriers exténués sous le fardeau de l'exploitation capitaliste. Et, bien évidemment, Cent-Noirs et octobristes veilleront sans relâche à ce qu'il y ait le plus possible de soldats et de policiers pour protéger leur « précieuse » vie et leur « sacro-sainte » propriété : c'est qu'ils ont peur comme du feu de la révolution, de l'assaut puissant des ouvriers et des paysans en lutte pour la liberté et la terre. *Octobristes et Cent-Noirs réunis détiendront à la troisième Douma une écrasante majorité : 306 sièges sur 439.* Cette majorité fera tout ce qu'elle voudra. Elle est opposée à la révolution, ou, comme on dit couramment, elle est contre-révolutionnaire.

Mais il peut y avoir des questions sur lesquelles les

octobristes se sépareront de la majorité des Cent-Noirs. Ceux-ci, en effet, vont jusqu'aux dernières limites de l'impudence. Ils croient qu'il suffit de la poigne de la police, du fouet, de la mitrailleuse et de la baïonnette pour anéantir n'importe quelle révolution, n'importe quelle aspiration du peuple à plus de culture et à la liberté. Ils veulent, appuyés sur l'autocratie, disposer des fonds de l'Etat à leur gré et à leur bénéfice, accaparer toutes les bonnes places, faire la loi dans le pays comme ils la font sur leurs terres. Les octobristes se souviennent que, jusqu'ici, seigneurs et hauts fonctionnaires laissaient trop peu aux capitalistes, se réservaient tout pour eux-mêmes. Le Cent-Noirs et l'octobriste sont deux bêtes de proie qui se disputent un bon morceau, chacun voulant la plus grosse part. Les octobristes ne veulent pas l'abandonner totalement ni principalement aux Cent-Noirs : ils se souviennent encore de la leçon récente de la guerre russo-japonaise, qui leur a montré que les Cent-Noirs étaient si maladroits à gérer les affaires qu'ils se faisaient du tort à eux-mêmes, sans parler à plus forte raison des capitalistes et des marchands. Et c'est pourquoi les octobristes veulent assumer une partie du pouvoir et voir mise en œuvre une constitution qui avantage non le peuple, bien sûr, mais eux-mêmes. En même temps, les octobristes veulent tromper le peuple par diverses lois introduisant une apparence de réformes, un semblant d'amélioration dans la vie de l'Etat et de la population, mais servant en fait les intérêts des riches. Ils sont prêts, bien sûr, à l'instar des Cent-Noirs, à faire usage de la mitrailleuse, de la baïonnette et du knout contre la révolution, mais sans pour autant renoncer à illusionner les masses populaires par des caricatures de réformes.

Pour y parvenir, les octobristes ont besoin d'autres alliés que les Cent-Noirs. A vrai dire, ils espèrent, sur ces questions entre autres, détacher une partie de la droite des Cent-Noirs excessifs de l'« Union du peuple russe »²⁵⁸, mais c'est encore insuffisant. Il leur faut donc se mettre en quête de nouveaux alliés, ennemis eux aussi de la révolution, mais de plus ennemis des Cent-Noirs, partisans de réformes illusoire ou insignifiantes, partisans d'une constitution faisant le jeu de la grosse et, partiellement, de la moyenne bourgeoisie.

A la Douma, ces alliés des octobristes sont tout trouvés : ce sont les cadets, parti de ceux des propriétaires fonciers, des grands et moyens bourgeois qui savent gérer leur entreprise à la bonne vraie manière capitaliste en usage dans les pays d'Europe occidentale, manière fondée elle aussi sur l'exploitation et l'oppression des ouvriers, des paysans, de la plèbe urbaine, mais sur une exploitation intelligente, habile, raffinée, qui n'est pas à la portée du premier venu. On trouve dans le parti cadet beaucoup de grands propriétaires terriens qui savent gérer leur domaine en vrais capitalistes, on trouve aussi des fabricants et des banquiers, de nombreux avocats, professeurs et docteurs bien rémunérés par les riches qu'ils servent. C'est vrai que les cadets, dans leur programme, ne se sont pas montrés avares de promesses : suffrage universel, toutes les libertés, journée de travail de huit heures, la terre aux paysans. Mais tout cela n'a pour but que d'allécher les masses populaires, car en fait, en ce qui concerne le suffrage universel, ils ne l'ont pas proposé directement dans les deux premières Doumas ; les lois sur les libertés qu'ils avaient déposées visaient pratiquement à donner le moins possible de liberté au peuple ; au lieu de la journée de huit heures, ils avaient proposé à la deuxième Douma celle de dix heures, et ils n'étaient disposés à céder aux paysans que la terre qui ne se prêtait pas à une exploitation capitaliste, et à la céder, qui plus est, contre rachat et en telles quantités que les paysans auraient été de toute façon acculés à s'embaucher dans les latifundia voisins. Tout cela n'était qu'une habile tromperie qui n'a eu aucun effet sur les ouvriers et assez peu sur les paysans, une partie de la plèbe urbaine seulement faisant confiance aux cadets. A présent, après la dispersion des deux premières Doumas, les cadets se sont assagis et commencent à rechercher les bonnes grâces des octobristes : ils ont déclaré qu'ils considéraient les révolutionnaires, et surtout les social-démocrates, comme leurs ennemis, qu'ils croyaient les octobristes dévoués à la constitution, ils ont voté pour le candidat octobriste au poste de président de la Douma. La transaction est prête. Le ministre Stolypine, il est vrai, ne veut pas d'accord solide, semble-t-il, il entend mener la vie dure aux cadets et fait pression dans ce sens sur les octobristes, mais *de toute fa-*

Çon se constituera pratiquement à la Douma une majorité de rechange formée des octobristes et des cadets. Ils réunissent 212 mandats, soit un peu moins de la moitié, mais ils auront encore pour eux les sans-parti, au nombre de huit, ce qui fera la majorité ; et certains députés de la droite, d'ailleurs, voteront sans doute sur plusieurs questions avec les octobristes et les cadets. Il est clair que *cette deuxième majorité sera elle aussi contre-révolutionnaire*, qu'elle combattra la révolution ; elle se contentera de se parer de réformes misérables ou inutiles au peuple.

Ces deux majorités de la troisième Douma peuvent-elles vaincre la révolution ?

La grande révolution russe ne peut se terminer tant que les paysans n'auront pas reçu une quantité plus ou moins suffisante de terre et tant que les masses populaires ne pourront influencer de façon prépondérante sur les affaires de l'Etat. Les deux majorités de la Douma sont-elles en état de promouvoir ces deux objectifs ? La question ne se pose même pas : comment des propriétaires nostalgiques du servage et des rapaces capitalistes pourraient-ils donner la terre aux paysans et la réalité du pouvoir au peuple ? Non, ils jetteront un os au paysan affamé, le dépouillant de sa dernière chemise, ils mettront juste en selle les koulaks et les sangsues, et ils se réserveront tout le pouvoir sur un peuple opprimé et maintenu en tutelle.

On comprend que les social-démocrates doivent tout faire pour poursuivre la grande œuvre du peuple, la révolution, le combat pour la liberté et la terre.

A la Douma, le gouvernement, qui se tient derrière les octobristes, et les cadets veulent jouer sur deux tableaux. Tout en renforçant la répression, en faisant la reconquête de la Russie à la pointe des baïonnettes, à grand renfort de gibets, de prisons, de déportations, le gouvernement veut se poser en partisan des réformes. Les cadets, en réalité dans les meilleurs termes avec les octobristes, s'efforcent de montrer qu'ils sont d'authentiques défenseurs de la liberté. Les uns comme les autres veulent tromper le peuple et étrangler la révolution.

Cela ne sera pas ! Les social-démocrates, combattants résolus et loyaux de l'émancipation du peuple, arracheront le masque aux hypocrites et aux fourbes. A la Douma com-

me en dehors d'elle, ils stigmatiseront les violences des propriétaires fonciers Cent-Noirs et du gouvernement, et les escroqueries des cadets. Ils comprendront, ils doivent comprendre que non seulement il faut lutter sans merci contre le gouvernement, mais qu'il ne faut accorder aucun soutien, ni direct, ni indirect, aux cadets.

Et les social-démocrates doivent faire retentir avant tout et plus fort que tout leur voix accusatrice contre le crime odieux perpétré par le tsarisme le 3 juin 1907. Que les représentants du prolétariat à la Douma expliquent au peuple que la troisième Douma ne peut servir ses intérêts, satisfaire ses revendications, que seule peut le faire une Assemblée constituante véritablement souveraine, issue d'élections générales, directes, égales et au scrutin secret.

Le gouvernement proposera de nouvelles lois. Octobristes, cadets, Cent-Noirs feront de même. Toutes ces lois contiendront une impudente duperie du peuple, lésent ses droits et ses intérêts, défigureront ses revendications, seront une insulte au sang versé par le peuple dans son combat pour la liberté. Toutes ces lois tendront à sauvegarder les intérêts des gros propriétaires terriens et des capitalistes. Chacune de ces lois scellera un nouveau maillon dans la chaîne d'esclavage que les coupe-jarrets et les profiteurs préparent aux ouvriers, aux paysans et à la plèbe urbaine. Tous ne le comprendront pas de suite. Mais les social-démocrates le savent et le comprennent et c'est pourquoi ils dévoileront hardiment au peuple les tromperies dont il est victime. Ils doivent en particulier attirer l'attention sur les lois qui concernent les besoins les plus urgents du peuple : les lois sur la terre, les lois sur les ouvriers, sur les ressources et les dépenses de l'Etat. Quand ils dénoncent les violences et les duperies des agrariens ultra-réactionnaires et des capitalistes, les social-démocrates ont le devoir d'exposer devant le peuple leurs revendications : souveraineté populaire intégrale (république démocratique), liberté et égalité sans restrictions, journée de travail de huit heures et allègement des conditions de travail des ouvriers, confiscation des grands domaines et remise de la terre aux paysans. Ils doivent aussi rappeler le grand but que s'est fixé le prolétariat de tous les pays : le

socialisme, la suppression complète de l'esclavage salarial.

Aux côtés des social-démocrates figure à la Douma un petit groupe de gauches, des troudoviks pour la plupart. Les social-démocrates doivent les convier à les suivre. Il sera particulièrement indispensable de le faire pour déposer des demandes d'interpellation contre le gouvernement qui s'acharne sur la Russie avec la férocité d'une bête fauve. Les chiens couchants du tsarisme que sont les policiers et les gendarmes aussi bien que les autorités plus hautes : ministres et gouverneurs, se permettent chaque jour les violences et les excès les plus flagrants. Il est indispensable de les dénoncer et de les fustiger. Les social-démocrates doivent le faire. Mais une demande d'interpellation doit porter la signature de 30 membres de la Douma. Or les social-démocrates ne seront sûrement pas plus de dix-huit. Unis au reste de la gauche, ils seront 32. Les social-démocrates doivent rédiger la demande d'interpellation et appeler la gauche à la soutenir. Si la gauche a véritablement à cœur la grande cause de la liberté, elle doit accorder son soutien. Et alors un coup sensible sera porté au gouvernement, un coup semblable à ceux que lui ont portés par leurs interpellations les social-démocrates de la deuxième Douma.

Tels sont les objectifs principaux des social-démocrates à la troisième Douma d'Etat. La tâche sera rude pour nos camarades. Ils seront entourés d'ennemis farouches et irréconciliables. On leur fermera la bouche, on les couvrira d'injures, peut-être ira-t-on jusqu'à les exclure de la Douma, à les poursuivre en justice, à les jeter en prison, à les déporter. Ils doivent demeurer fermes en dépit de toutes les poursuites, ils doivent brandir bien haut le drapeau rouge du prolétariat, garder jusqu'au bout la fidélité à la noble lutte pour l'émancipation du peuple entier. Et nous tous également, camarades ouvriers, devons leur apporter notre soutien concerté, prêter attention à chacune de leurs paroles, y faire écho, discuter leurs actions au cours de meetings et de réunions, manifester notre sympathie et notre approbation à chacune de leurs initiatives justifiées, les aider de toutes nos forces et par tous les moyens dans la lutte pour la cause de la révolution. Que la classe ouvrière soit unanime à soutenir ses représentants et qu'elle ren-

force ainsi l'unité qui lui est indispensable pour son grand combat, pour l'époque où s'engagera « la lutte finale ».

« Vpériod », n° 13, novembre 1907

Conforme au texte
du journal

PLÉNUM DU C.C. DU P.O.S.D.R.²⁵⁹

11-13 (24-26) AOÛT 1908

1

DÉCLARATION CONCERNANT LA CONVOCATION DU PLÉNUM DU C.C.

Déclaration :

En raison des tentatives qui sont faites pour estomper le point de départ de l'incident en discussion, je déclare catégoriquement que j'avais dit dès le début et de la façon la plus nette :

Comme l'a fait savoir Grigori, Ezra lui a écrit que *le frère puîné dénie l'Existenzrecht* du plénum du C.C.* C'est précisément cette communication, entièrement confirmée par Grigori et non démentie par Ezra, qui constitue *l'illégalité* de la démarche des mencheviks et l'illégalité de la mise en discussion d'une *pareille* question par le comité central du Bund. C'est pourquoi j'insiste pour qu'on recherche le texte même de la lettre.

Lénine

Déposé le 12 (25) août 1908.
Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au manuscrit

2

PROJET DE DÉCISION SUR L'INCIDENT SURVENU À PROPOS DE LA CONVOCATION DU PLÉNUM DU C.C.

Le C.C. charge le Bureau du C.C. à l'étranger²⁶⁰ de rédiger un compte rendu particulièrement détaillé sur l'« in-

* Le droit à l'existence. (N.R.)

cident » à propos de la convocation du plénum, sur les lettres d'Ezra, les déclarations de Piotr et sur tous les débats, afin de conserver ce compte rendu aux archives du Comité central, et laisse le soin au C.C. restreint d'en assurer la publication quand ce sera nécessaire.

*Déposé le 13 (26) août 1908.
Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV*

Conforme au manuscrit

3

PROJET DE DÉCISION SUR L'ORGANISATION D'UN BUREAU CENTRAL À L'ÉTRANGER

1) Les groupes de social-démocrates à l'étranger sont reconnus groupes d'assistance au P.O.S.D.R.

2) Le C.C. nomme un nouveau B.C.E. (Bureau central à l'étranger) formé de dix membres. En l'absence de plénum du C.C., la cooptation ou le remplacement des membres du B.C.E. ne peut se faire qu'avec l'assentiment du Bureau du C.C. à l'étranger.

3) Le B.C.E. pourvoit aux besoins des groupes d'assistance de l'étranger et accomplit les missions générales du parti qui lui sont confiées par le Bureau du C.C. à l'étranger.

4) Un membre du C.C. (nommé par le plénum ou par le Bureau à l'étranger) entre au Bureau à l'étranger avec droit de veto.

5) Sera organisé aussi rapidement que possible, sous le contrôle du Bureau du C.C. à l'étranger, un congrès réunissant, dans la mesure du possible, tous les groupes d'assistance de l'étranger.

6) Les statuts du congrès sont approuvés par le Bureau du C.C. à l'étranger.

7) Le Bureau du C.C. à l'étranger est chargé de prendre toutes les mesures en vue d'aboutir lors de ce congrès à l'unification de tous les groupes nationaux social-démocrates à l'étranger en groupes locaux d'assistance au P.O.S.D.R. Le Bureau du C.C. à l'étranger doit entrer en contact sur cette question avec tous les C.C. des organisations social-démocrates nationales.

8) Les groupes versent 85-90 % de leurs recettes à la caisse du C.C. Il appartient au Bureau du C.C. à l'étranger d'autoriser des prélèvements en cas de nécessité grave (par exemple, dépenses pour des émigrés).

Déposé le 13 (26) août 1908.
Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au manuscrit

V^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DU P.O.S.D.R.²⁶¹

21-27 DÉCEMBRE 1908 (3-9 JANVIER 1909)

1

RÉSUMÉ DU DISCOURS SUR LA QUESTION D'ORGANISATION²⁶²

- I. Composition (12 apôtres
5 [in] touchables
(au rang des anges)²⁶³)
- II. (A)
 1. mouvement de grèves et pression révolutionnaire ;
 2. réformisme et révolution ;
 3. objectifs de la lutte contre le nationalisme ;
— à poser au congrès ;
 4. comment militer dans les associations légales.
- III. (B)
 - (1) Le groupe à la Douma.
 - (2) Les journaux légaux.
 - (3) Les associations légales.
 - (4) Les agitateurs illégaux et leurs mots d'ordre
clandestins.
- IV. (C)
Les résolutions et leur vulgarisation...
- V. (D)
Les fondés de pouvoir et leur promotion.

Rédigé le 24 décembre 1908
(6 janvier 1909).
Publié pour la première fois en
1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au manuscrit

2

PRÉCISION CONCERNANT LE DISCOURS
SUR LA QUESTION D'ORGANISATION ²⁶⁴*Mise au point*

Je constate que dans mon discours sur la question d'organisation, dont on a débattu toute la journée, je *n'ai pas* dit et n'avais pas l'intention de dire *un seul mot* sur l'attitude des Caucasiens envers le *Goloss Sotsial-Démokrata* ²⁶⁵ ni sur le *Goloss Sotsial-Démokrata en général*. C'est pourquoi, quand il a commencé son intervention en déclarant qu'il n'y avait actuellement sur *cette* question aucune divergence entre les Caucasiens et le *Goloss Sotsial-Démocrata*, le camarade Piotr, de Tiflis, n'était absolument pas fondé à se référer à moi. En ce qui concerne les débats précédents, j'ai évoqué seulement les désaccords entre *certains* membres de la rédaction du *Goloss Sotsial-Démocrata* et les caucasiens qui se sont fait jour à la réunion plénière du C.C. d'août 1908.

*N. Lénine**Déposé le 24 décembre 1908**(6 janvier 1909).**Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV**Conforme au manuscrit*

3

PROPOSITION CONCERNANT
LA MISE AUX VOIX DES RÉSOLUTIONS

Si on ne demande pas la mise aux voix de l'une quelconque des résolutions déposées durant la conférence, la conférence met aux voix une résolution orientant le travail de la commission.

Si, par contre, est demandée préalablement la mise aux voix d'une des résolutions déposées en vue de la mettre à la base du texte définitif, cette requête est satisfaite immédiatement.

*Lénine**Déposé le 24 décembre 1908**(6 janvier 1909).**Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV**Conforme au manuscrit*

4

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA PUBLICATION DES DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE

La Conférence demande au C.C. de prendre les dispositions nécessaires en vue de l'édition des résolutions de la conférence et des projets déposés et, dans la mesure du possible, des procès-verbaux ou d'un bref compte rendu.

Déposé le 26 décembre 1908

(8 janvier 1909).

Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au manuscrit

5

MISE AU POINT 266

Je constate que mon objection au camarade Liadov portait du point de vue, souligné à plusieurs reprises dans mon discours, selon lequel le droit de veto du C.C. est *indiscutable*.

Déposé le 26 décembre 1908

(8 janvier 1909).

Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

N. Lénine

Conforme au manuscrit

6

DÉCLARATION CONCERNANT LE PROJET MENCHEVIQUE DE LIQUIDATION DU C.C. 267

Mise au point

La lettre des camarades Martynov et Igorev, qu'ils ont promis de remettre au C.C. sans l'avoir encore fait depuis quatre mois, concernait non point l'organisation du travail du C.C., mais son « droit à l'existence » (Existenzrecht), c'est-à-dire qu'elle concernait précisément les plans de liquidation.

Déposé le 26 décembre 1908

(8 janvier 1909).

Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

N. Lénine

Conforme au manuscrit

PLAN DE CONFÉRENCES SUR LE MARXISME²⁶⁸

<i>M a r x i s m e</i>	<i>Q u e s t i o n a g r a i r e</i>
(α) Théorie de la plus-value (Mehrwert).	(α) Production marchande dans l'agriculture.
(β) Développement économique.	(β) Petite production vs* la grande.
(γ) Lutte des classes.	(γ) Travail salarié.
(δ) Matérialisme philosophique.	(δ) Rente.

-
- (α) 1. Socialistes précédents : « injuste », etc. Symptôme de sentiment, et non-saisie intellectuelle.
 2. « Principe de travail » (en Russie).
 3. Production marchande.
 4. Capitalisme. Théorie de la *Mehrwert*.
-

- (β) 1. Développement économique. L'industrie (1907).
 2. Les artisans russes.
 3. L'agriculture.
 4. Chemins de fer et trusts.
 5. Capital financier.
 6. Socialisation de la production. *T r a v a i l* socialisé et *a p p r o p r i a t i o n* individuelle.
-

- (γ) 1. Le prolétariat et son regroupement (paysan serf — pauvre — prolétaire).
 2. Grèves isolées. « Bris » des machines.
 3. Syndicats et mouvement syndical.
 4. Lutte politique :
 Angleterre : libéraux
 France : radicaux (républicains)
 Allemagne : libéraux (années 1860) et opportunistes.
 5. Les objectifs révolutionnaires de la classe ouvrière : l'expropriation des capitalistes.
 6. Lutte révolutionnaire et lutte pour des réformes.
-

- (δ) Matérialisme philosophique.
 1. La théorie de Marx = conception cohérente du monde.
-

* Versus = en face de. (N.R.)

2. Deux grandes conceptions du monde et points de départ philosophiques : l'obscurantisme clérical et le matérialisme.
3. Engels (Ludwig Feuerbach).
4. 1789 France — Hegel et Feuerbach Allemagne (avant 1848).
5. Matérialisme dialectique.
6. Russie : Tchernychevski
populistes
opportunistes actuels (Bogdanov).

*Rédigé en 1908 ou 1909.
Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV*

Conforme au manuscrit

CONFÉRENCE DE LA RÉDACTION ÉLARGIE DU «PROLÉTARI»²⁶⁹

8-17 (21-30) JUIN 1909

1

DISCOURS PRONONCÉS LORS DE LA DISCUSSION
DE LA RÉOLUTION SUR L'AGITATION EN FAVEUR
D'UN CONGRÈS OU D'UNE CONFÉRENCE
BOLCHEVIQUES DISTINCTS DU PARTI

8 (21) JUIN

1

D'une part, on déclare qu'il n'y a pas de divergences de principe, on refuse de s'exprimer ouvertement, et de l'autre, on évoque les divergences de principe au sein de la fraction bolchevique. N'est-ce pas là de la duplicité ? Dan a dit à la conférence générale du parti : qui ignore encore que Lénine est accusé de menchevisme ? Je lui ai répondu : lisez le *Prolétari* et basez sur lui votre jugement, au lieu de récolter des ragots. Maximov avait alors gardé le silence. Rien n'est pire que l'absence de lutte ouverte. Je dis : l'unité de principe est brisée, vous affirmez le contraire, et traitez en même temps Lénine de Martov... Pourquoi la présente réunion est-elle illégale du point de vue du parti ?

Les membres du Centre bolchevique ont été élus lors du congrès, ils s'entretiennent de la meilleure manière de faire triompher les vues bolcheviques. Qu'y a-t-il d'inadmissible là-dedans ? En faisant campagne pour un congrès bolchevique distinct, vous montrez que vous avez totalement perdu la foi dans l'unité du parti. Pour nous, dès le II^e Congrès, nous avons toujours été pour l'unité et nous demeurons à présent fidèles à la même ligne de conduite, tandis que vous préconisez la scission à la base. Il existe aussi un courant proparti chez les mencheviks. Nous croyons à l'esprit de parti et le défendons.

*Publié pour la première fois
en 1934 dans le livre
« Procès-verbaux de la conférence
de la rédaction élargie du « Prolétari » »*

*Conforme au texte
du livre collationné
sur l'original
des procès-verbaux*

2

Maximov prétend qu'il n'a pas été fait campagne pour le congrès. Liadov, Stanislav et Vsévolod se sont exprimés assez clairement. Liadov et Stanislav ont commencé à faire campagne en Russie en mai 1908. Nous disposons de la résolution de Stanislav, qui dit assez nettement ce qu'il veut ²⁷⁰. C'est se moquer de la fraction. Les mencheviks ont un courant marxiste orthodoxe, celui de Plékhanov, les bolcheviks en ont un aussi. Les mencheviks ont un courant liquidateur, et nous aussi, celui de Valentinov-Maximov, etc. À propos de la déclaration du camarade Maximov, je précise que mes paroles étaient une *réponse* aux paroles de Maximov : « on voit s'esquisser une fraction carrément lénino-plékhanovienne ».

*Publié pour la première fois en 1934
dans le livre « Procès-verbaux
de la conférence de la rédaction élargie
du « Prolétari » »*

Conforme au manuscrit

2

DISCOURS PRONONCÉ LORS DE LA DISCUSSION
SUR L'OTZOVISME ET L'ULTIMATISME ²⁷¹

9 (22) JUIN

Je veux m'arrêter sur l'« idée du centre ». En ce qui concerne la conférence de Kotka ²⁷², Maximov a tout embrouillé ; en fait les choses se sont passées comme suit : pour

le cas où les Polonais seraient pour le boycottage et où c'est ma voix qui déciderait, je déclarai que je voterais dans ce cas avec les bolcheviks. J'avais posé cette condition par rapport aux Polonais. A ce moment-là, l'ensemble du Centre bolchevique était contre le boycottage. La fraction, elle était pour, mais il n'y a pas eu de scission parce qu'il n'y avait pas de groupe pour la vouloir. Un an plus tard, la fraction s'est retrouvée à nos côtés. Il y a des « bolcheviks » qui ont peur de combattre les otzovistes et de se retrouver aux côtés des mencheviks. A la conférence, j'ai pris position avec les « mencheviks » contre les otzovistes. Voilà ce que vous pensez du centre.

L'histoire de la scission, telle que la relate Maximov, est bien étrange. Les papiers de Maximov ne disent rien du centre, mais la lettre de Mikha est maintenant un fait prouvé. Il y était dit que Lénine mène une politique bundiste de droite. Les documents sont là. Mikha a écrit ce que dit maintenant Maximov. La voilà, l'idée du centre. Et cette lettre nous a été envoyée par nos amis du Caucase, qui ont confié leur mandat à ce droitier d'Ilitch. Mikha a mené cette politique en juillet 1908 avec le concours du groupe. Maximov dit que nous finirons par siéger aux côtés de Plékhanov. Bien sûr, de la même façon que nous siégeons avec Dan et Martov à l'O.C.²⁷³. A la conférence, la loyauté des otzovistes a été gagnée au prix d'une lutte acharnée. Nous leur avons posé un ultimatum. Quand Axelrod a donné lecture du point concernant les tâches de combat, il a dit : « Il n'est pas difficile de travailler avec semblables « bolcheviks ». Nous n'admettons pas la présence d'otzovistes aux commissions de la Douma où nous avons figuré avec Dan. Oui ! Nous siégerons avec Plékhanov, comme nous avons fait avec Dan et Martov. Faites-le savoir par voie de presse.

Je sié debate au C.C. avec Marat. Vous, Marat, appartenez à la fraction des otzovistes de Dieu. Je ne parle pas de bonnes intentions, mais d'une ligne politique. Je vous demande, camarades, de réfléchir à ce qui est dit ici de Plékhanov. Quand Plékhanov dit avoir commis une erreur à propos de l'attitude envers les syndicats, on nous reproche de ne pas l'envoyer promener. Quand il se dit prêt à renoncer à son erreur, on peut se demander si c'est nous qui lui

faisons des avances en écrivant un article contre Lounatcharski, ou si c'est vous qui repoussez une minorité de mencheviks proparti ²⁷⁴ et marxistes orthodoxes au nom de la propagande antimarxiste de Bogdanov-Lounatcharski. Nous n'avons pas conclu de marché avec Plékhanov contre Lounatcharski, mais nous dirons qui flirte avec qui. Quand Plékhanov blackboule Potressov, je suis prêt à lui tendre la main. S'il y a ici quelque chose de nouveau, ce n'est pas un nouveau centre, mais une nouvelle caricature du bolchevisme. On nous ressort les vieilleries sur Rosa Luxembourgeois ²⁷⁵. Mais ce sont ces rabâchages qui sont caricaturaux et dont il faut sauver le « bolchevisme ».

Le « bolchevisme » doit devenir désormais rigoureusement marxiste.

*Publié pour la première fois
en 1934 dans le livre « Procès-verbaux
de la conférence de la rédaction
élargie du « Prolétari » »*

*Conforme au texte
du livre collationné
sur l'original
des procès-verbaux*

3

DISCOURS PRONONCÉ LORS DE LA DISCUSSION
SUR L'ÉCOLE DU PARTI DE CAPRI ²⁷⁶

10 (23) JUIN

Je me demande comment se fait-il que tout ceci ne nous a pas encore lassés. Le camarade Maximov a tort de s'échauffer, car il n'y a encore jamais eu de scission sans accusations outrancières et les incidents auxquels donne lieu la scission sont toujours confondus avec des questions d'honneur personnel. Je me rappelle les scènes avec Kritchovski en 1901, avec Martov en 1905, avec Plékhanov en 1907, tous me tombaient dessus pour défendre leur honorabilité. Ce dont il est question présentement, ce n'est pas d'honorabilité, mais de ce que des gens désorganisent leur fraction pour en organiser une nouvelle. Par exemple Liadov. Il n'est pas devenu un mauvais camarade, mais il désorganise notre fraction et crée la sienne propre. Je pense que Maximov désorganise ceux qu'il considère comme des mencheviks. C'est son droit le plus strict, et lui nous parle d'inviter Lénine à son école. Il est également ridicule d'évo-

quer la question du contrôle. Ce ne sont pas des procédés. Il est clair que l'école est un nouveau centre, un nouveau courant. Marat dit qu'il ne renoncera pas à ses responsabilités. Camarade Marat, vous vous laissez entraîner par la passion fractionnelle découlant de la lutte politique des otzovistes « de Dieu ».

Qu'est-ce qu'une fraction ? Une fraction est, à l'intérieur d'un parti, une alliance fondée sur l'unité de pensée. A la Douma, ce sont les partis qui sont des groupes fondés sur l'unité de pensée. Car si un membre de la Douma, Khomiakov, par exemple, change de parti, il n'en cesse pas pour autant d'être président de la Douma. Même chose pour ce qui est de la fraction par rapport au parti. Les responsabilités que le parti vous a confiées lui seul peut vous les retirer. Si nous sommes là à nous disputer, c'est justement parce que nous n'avons pas d'unité de pensée. Personne ne prétend attenter à vos responsabilités de parti, et celles-ci n'ont pas à être évoquées ici. Nous avons affaire à une scission de la fraction, non à une scission du parti. Notre assemblée n'est pas compétente pour décider des responsabilités de parti. L'honorabilité n'a rien à voir ici. Je commence à en avoir l'habitude : cela fait la quatrième fois qu'on me prend à partie. Il faut reconnaître ce qui est : deux centres, deux courants et l'école comme un fait. Et tout sera plus clair quand nous nous serons démarqués.

*Publié pour la première fois
en 1934 dans le livre
« Procès-verbaux de la conférence
de la rédaction élargie du
« Proletari »*

*Conforme au texte
du livre collationné
sur l'original
des procès-verbaux*

4

DISCOURS PRONONCÉ LORS DE LA DISCUSSION SUR L'UNITÉ DE LA FRACTION

12 (25) JUIN

Je ne tenterai pas de répondre à Maximov, tous en viennent à la conviction que c'est la dernière fois que nous sommes réunis ensemble. Il faut seulement éviter de terminer sur des invectives. C'est laid. Marat dit qu'on lui

propose de se blackbouler lui-même. Quand Marat a déclaré qu'il préférerait travailler avec les antiotzovistes qu'avec les otzovistes, sa déclaration a été saluée par des bravos. Personne ne l'a accusé d'organiser un centre dissident à Capri, quant à la construction de Dieu, il s'est exprimé là-dessus de façon parfaitement claire. Formellement, il est dans son tort. Pour ce qui est de nous, nous n'avons procédé à des distinctions que là où des centres distincts à l'orientation distincte sont déjà constitués.

*Publié pour la première fois
en 1934 dans le livre « Procès-verbaux
de la conférence de la rédaction
élargie du « Prolétari » »*

*Conforme au texte
du livre collationné
sur l'original
des procès-verbaux*

5

PREMIER DISCOURS LORS DE LA DISCUSSION DES TÂCHES DES BOLCHEVIKS DANS LE DOMAINE DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

12 (25) JUIN

Le rapport de Vichnevski est le premier rapport positif que nous ayons entendu ici.

Pour ce qui est du non-envoi d'un délégué à la conférence générale du parti, il me semble que Vichnevski fait erreur. Polétaïev avait dit que les députés viendraient si Dan envoyait un télégramme. Dan a refusé. La conférence a beaucoup souffert de l'absence de ce délégué ²⁷⁷.

Vous dites des gens informés ²⁷⁸ qu'il est impossible de les déloger. Il y a un moyen c'est celui de la publicité. Il faut donner le plus de renseignements possible sur elles. Les classer par tendances et définir leurs caractères.

Sur la question du secrétaire de la rédaction du *Pro-létari* près la fraction. Le secrétaire n'a pas été à la hauteur de sa tâche, il écrit d'une façon trop formaliste : Steklov n'est pas le genre d'homme qu'il faut, il nous faut un gros travailleur qui puisse fournir les informations les plus circonstanciées, sans quoi tous les groupes d'assistance ne seront d'aucune utilité.

Pour le groupe d'assistance de Paris ²⁷⁰, c'est une affaire délicate. Nous soutiendrons la ligne de Plékhanov, les autres mencheviks font preuve d'ardeur excessive. Il est difficile de se rapprocher des mencheviks du type Dan. Comment composer le groupe ? Les mencheviks rameuteront une foule de gens. Il n'en sortira que des bagarres. Ne serait-il pas préférable, pour éviter les chamailleries, de constituer un groupe approprié adjoint à l'O.C. ?

Sans personnes compétentes mandatées par les bolcheviks on n'aboutira à rien, au groupe à la Douma. Nous devons obtenir l'investiture de deux ou trois personnes. On envisage Vadim, peut-être Kaménev.

Sur la participation des organisations locales à l'activité du groupe à la Douma. Il est indispensable de développer une large propagande par tracts. Il faut fournir un échantillon précis de tracts sur l'activité de la Douma. L'utilisation social-démocrate révolutionnaire de la Douma ne sera ni révolutionnaire ni social-démocrate sans une participation des organisations. Il faut *des tracts reprenant les sujets des discours à la Douma*. Cela permettra d'associer les organisations au travail et l'impulsera. Les réunions de députés essentiellement consacrées à des discussions sans fin avec les otzovistes n'ont pas été utilisées jusqu'ici comme il le fallait. Il faut aussi *des tracts sur le groupement politique à la Douma* et enfin *des tracts sur les activités de la Douma en général*. La fraction parlementaire doit recevoir son orientation non seulement des représentants du C.C., mais aussi des organisations. Il faut *des tracts sur la signification de telle ou telle intervention à la Douma*. Par exemple, sur la question de la politique étrangère. Nos députés ont été les seuls à intervenir. Ce fait n'a pas été mis en valeur comme il le méritait. Il faut *des tracts donnant des extraits des discours*. Je ne conçois pas la participation des organisations autrement que par voie de tracts. La débâcle est invraisemblable, il faut pousser tant qu'on peut la diffusion des tracts. La critique des journaux étrangers a du retard. Elle ne dégagera jamais toute la portée des discours parlementaires. Les tracts mettront les points sur les i.

L'envoi de représentants par les organisations est parfois difficilement réalisable.

En ce qui concerne le journal, la condition unique est que nous y soyons en majorité, mais je ne crois pas à la possibilité de mettre pareil journal sur pied ²⁸⁰.

*Publié pour la première fois
en 1934 dans le livre « Procès-verbaux
de la conférence de la rédaction
élargie du « Prolétari »*

*Conforme au texte
du livre collationné
sur l'original
des procès-verbaux*

6

ADDITIF À LA RÉOLUTION « SUR LA PLACE À RÉSERVER À L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE AU SEIN DE L'ACTIVITÉ D'ENSEMBLE DU PARTI » ²⁸¹

Il faut faire porter davantage d'attention, d'initiative et d'efforts que précédemment sur l'utilisation des possibilités légales (domaine où certains succès ont déjà été obtenus).

*Rédigé entre le 13 et le 16
(26 et 28) juin 1909.
Publié pour la première fois en 1934
dans le livre « Procès-verbaux
de la conférence de la rédaction
élargie du « Prolétari »*

Conforme au manuscrit

7

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION SUR LA PRESSE DU PARTI

15 (28) JUIN

Il n'est évidemment pas question de liquider le *Prolétari*. Il faut un organe populaire, mais cela dépend de diverses autres combinaisons, des finances en particulier. Comment Vlassov peut-il réclamer avec tant d'énergie l'interdiction de l'aide à la presse légale ? Je pense qu'il serait utile d'éditer une petite revue, d'un volume comparable au moins à ce que publient les mencheviks liquidateurs avec *Dal* ²⁸².

*Publié pour la première fois
en 1934 dans le livre
« Procès-verbaux
de la conférence de la rédaction
élargie du « Prolétari »*

*Conforme au texte
du livre collationné
sur l'original
des procès-verbaux*

8

INTERVENTION DANS LA DISCUSSION
SUR LA PUBLICATION D'ARTICLES
PHILOSOPHIQUES
DANS L'ORGANE CENTRAL
15 (28) JUIN

On ne peut prévoir la tournure que prendront les débats sur la philosophie, aussi est-il impossible de poser la question comme le fait le camarade Marat. C'est pourquoi il faut libérer l'O.C. de tout interdit en ce domaine. J'approuve la déclaration du camarade Marat sur la nécessité d'articles philosophiques dans les recueils légaux.

*Publié pour la première fois
en 1934 dans le livre
« Procès-verbaux
de la conférence de la rédaction
élargie du « Prolétari » »*

*Conforme au texte
du livre collationné
sur l'original
des procès-verbaux*

9

PROPOSITION D'OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE
AU JOURNAL DU GROUPE À LA DOUMA 283
16 (29) JUIN

En raison de l'importance de la déclaration du camarade Mechkovski, je propose d'allouer au journal de la Douma 1 000 des 1 500 roubles réservés aux publications légales.

*Publié pour la première fois
en 1934 dans le livre « Procès-verbaux
de la conférence
de la rédaction élargie du « Prolétari » »*

*Conforme au texte
du livre collationné
sur l'original
des procès-verbaux*

10

INTERVENTIONS ET PROPOSITIONS
LORS DE LA DISCUSSION SUR LA RÉORGANISATION
DU CENTRE BOLCHEVIQUE

17 (30) JUIN

1

Je m'associe à Mechkovski. Un référendum concerne tous les membres du parti, c'est donc irréalisable. Les conférences sont souhaitables, mais elles ne doivent pas être imposées par voie statutaire. Je pense qu'il faut seulement adopter l'idée de conférences périodiques.

2

Il faut inscrire que les membres russes du Centre bolchevique, d'une façon générale, forment un collège, sans limiter leur nombre à trois.

*Publié pour la première fois en 1934
dans le livre « Procès-verbaux de la conférence
de la rédaction élargie du « Prolétari » »*

*Conforme au texte du livre
collationné sur l'original des
procès-verbaux*

3

Le remplacement des rédacteurs du *Prolétari* et des membres de la Commission du matériel peut être effectué, en l'absence de plénum, par la Commission exécutive.

4

Le plénum nomme le secrétariat à l'étranger du Centre bolchevique, composé de deux personnes.

*Publié pour la première fois
en 1934 dans le livre « Procès-verbaux
de la conférence de la rédaction
élargie du « Prolétari » »*

Conforme au manuscrit

PLAN D'UN EXPOSÉ SUR « LE CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL DE COPENHAGUE ET SA SIGNIFICATION »

1. Le capital international, son organisation internationale, le caractère international du mouvement ouvrier.
[« Prolétaires de *tous* les pays, unissez-vous »]
2. La Première Internationale
1864-1872
3. La Deuxième Internationale
1889 : 1^{er} congrès à Paris ²⁸⁴
1910 : 8^e congrès à Copenhague ²⁸⁵
[33 nations ; près de 1 000 délégués].
4. Signification des congrès internationaux pour l'unité de la classe ouvrière et la détermination de sa ligne : Amsterdam.
5. Le congrès de Copenhague : Tchèques et Autrichiens [nationalisme et internationalisme, politique prolétarienne et bourgeoise].
6. *Les coopératives*
(Arme dans la lutte prolétarienne : point de vue
(A) prolétarien et bourgeois
(B) rôle des coopératives dans la promotion du socialisme : *expropriation*
(C) ligne de conduite des socialistes dans les coopératives).
7. *Soutien* du mouvement *révolutionnaire* en *Perse*, protestation contre la campagne de *Finlande*.

Rédigé avant le 13 (26) septembre 1910
Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil
Lénine XXV

Conforme au manuscrit

1911 - 1914

PLAN D'UN COURS SUR « LES FONDEMENTS DE L'ECONOMIE POLITIQUE »

LEÇON IV

1) Nature du mode de production capitaliste comparé aux modes de production qui l'ont précédé historiquement.

2) Convergence de tous ces régimes dans l'oppression de classe et divergences dans les formes et les conditions de la lutte de classe.

3) Lutte menée par les ouvriers contre les capitalistes pour la réduction de la journée de travail. Conditions de la vente de la « force de travail » considérée comme marchandise. Production de la plus-value absolue et relative.

4) C'est par la lutte des ouvriers contre les capitalistes que sont déterminées les conditions « normales » de la consommation de la marchandise « force de travail ».

5) Les grèves, les syndicats et la législation ouvrière dans l'histoire de la lutte pour la réduction de la journée de travail.

6) Rapide bilan des résultats obtenus au cours des 50 dernières années (XIX^e et XX^e siècles) pour ce qui concerne la réduction de la journée de travail. Le « Relevé » de Kautsky ²⁸⁶. « Progrès social » insignifiant.

Rédigé avant le 27 janvier

(9 février) 1911.

Polycopié en 1911 à Paris, sous forme de tract ronéotypé par les soins de la Commission d'organisation des Cours de science sociale

Conforme au texte du tract

CONFÉRENCE DES MEMBRES DUC.C. DU P.O.S.D.R.²⁸⁷

28 MAI-4 JUIN (10-17 JUIN) 1911

1

RAPPORT SUR LA SITUATION À L'INTÉRIEUR DU PARTI²⁸⁸

Après la session du C.C. qui s'est tenue en janvier 1910²⁸⁹, tous les efforts des bolcheviks ont visé à compléter le C.C. et à lui faire reprendre son activité. Les membres du C.C., Makar et Innokenti, ont contacté les organisations locales du parti et les militants qui travaillent dans le mouvement ouvrier légal et, avec eux, ils ont établi une liste de candidats susceptibles d'être cooptés au C.C., etc. Mais leur tentative a abouti à leur arrestation. Dans leur travail en Russie, ils n'ont bénéficié d'aucune aide de la part des partisans du *Goloss*. Les représentants mencheviques, élus au congrès de Londres (Mikhaïl, Youri, Roman) et qui ont désormais rejoint les rangs des légalistes indépendants, avaient non seulement refusé de travailler au C.C., mais avaient également déclaré qu'à leur sens, l'existence même d'un C.C. était nuisible au mouvement ouvrier.

En 1910, après une interruption de quelques mois, le camarade Makar qui avait réussi à s'évader de déportation et le camarade Viazemski ont à nouveau formé un bureau chargé de convoquer le C.C. * Un bundiste, Ioudine, faisait partie de ce bureau. Pendant six mois, ils ont repris contact avec les organisations locales, refait des listes de candidats, envoyé des camarades en mission, participé avec notre groupe parlementaire à l'organisation à Moscou de la campagne électorale pour les élections partielles.

Le seul représentant menchevique qu'ils aient réussi à contacter est le camarade Kostrov qui n'a assisté qu'une ou deux fois à leurs travaux, et ce, uniquement afin de pouvoir profiter de son droit de vote au cas où l'entreprise réussirait et aboutirait à la convocation du C.C.

* Ce bureau provisoire avait été reconnu aussi bien par les organisations nationales que par le B.C.C.E. et l'O.C. de notre parti.

Après ces six mois d'activité, les bolcheviks du C.C. ont été arrêtés ainsi qu'un certain nombre de candidats à la cooptation, ainsi que le camarade secrétaire et plusieurs personnes ayant été plus ou moins en rapport avec le bureau. Dans une lettre qu'ils nous ont envoyée de prison, nos camarades du Comité central constatent que pendant plusieurs mois, ils ont été systématiquement suivis par les gendarmes qui étaient au courant de chacune de leurs démarches, et qu'une provocation avait été sans nul doute mijotée vu la préparation de la réunion du Comité central en Russie. Après l'arrestation de deux membres du bureau (Makar et Viazemski), les membres du C.C. restés en liberté (Ioudine et Kostrov) n'ont donné *aucun signe d'activité* pendant deux mois et demi, ils n'ont même pas envoyé une seule lettre au B.C.C.E. ou à notre O.C.

Il y a donc maintenant quatre membres bolcheviques du C.C. (Mechkovski, Innokenti, Makar, Viazemski) qui se trouvent en prison ou en déportation : tel est le résultat d'une année et demie de travail visant à reconstituer le Comité central en Russie. Les enquêtes de la gendarmerie ainsi que toute une série d'arrestations ont montré de la façon la plus évidente que la police connaissait en détail *tous* les candidats élus à Londres ²⁹⁰ et les membres du C.C. et qu'elle les soumettait à la surveillance la plus minutieuse. Dans ces conditions, toute nouvelle tentative pour convoquer le C.C. en Russie serait inévitablement vouée à l'échec et n'aurait aucun espoir de réussir.

Pour sortir de la situation ainsi créée, il n'existe donc qu'un seul moyen : c'est de convoquer un plénum du C.C. à l'étranger ²⁹¹. Sur les quinze camarades qui ont le droit de participer aux travaux, il y en a neuf, soit plus de la moitié, qui résident à l'étranger. Au point de vue juridique, ces neuf camarades ont le droit de tenir une session plénière. Et sur le plan des principes, ils en ont le devoir.

Repousser la réunion du Comité central jusqu'à ce que les autres membres puissent être convoqués provoquerait un nouveau retard de plusieurs mois.

Sans parler de Mikhaïl, de Youri et de Roman, qui ont proclamé ouvertement leur rupture avec le C.C. et leur sympathie avec ceux qui veulent liquider le parti, les mencheviks peuvent en effet demander la venue de Kostrov

et de Piotr. Quant aux bolcheviks, ils peuvent demander celle de Mechkovski, d'Innokenti, de Rojkov et de Sammer. Combien de temps faudrait-il pour réunir tous ces camarades ? Personne ne peut le dire.

L'expérience que nous venons de vivre nous a montré que le travail d'une durée indéterminée que requiert le rassemblement des candidats formels avait une valeur nulle. Il a même une valeur négative, car il détourne nos groupes et nos organisations locales des initiatives énergiques que demande la triste réalité actuelle au profit du jeu qui consiste à répartir les places au sommet. Proposer au parti de nouveaux attermoissements après une année et demie d'expériences infructueuses pour rétablir le C.C., c'est se moquer du parti. Nous n'avons pas l'intention de prêter la main à cette farce.

A l'heure actuelle, la situation *réelle* du parti est la suivante : dans presque toutes les localités, il existe des cellules et des groupes ouvriers propriéti qui se réunissent irrégulièrement. Ces cellules et ces groupes jouissent partout d'un grand prestige parmi les ouvriers. Partout, ils font la guerre aux liquidateurs légalistes dans les associations, les clubs, etc. Pour l'instant, il n'y a pas de contacts entre eux et ce n'est que très rarement qu'ils prennent connaissance de nos publications. Ces groupes rassemblent des bolcheviks et des mencheviks propriéti ainsi que des partisans du groupe « Vpériod » qui n'ont pas rejoint la fraction isolée du même nom ²⁹² qui a été formée à l'étranger.

Pendant tout le temps qui s'est écoulé depuis le dernier plénum, le groupe « Vpériod » a consacré tous ses efforts à renforcer de l'étranger sa fraction et à la consolider sur le plan de l'organisation. Ses représentants ont quitté la rédaction du *Feuille de Discussion* ²⁹³ ainsi que la commission des écoles du C.C. ²⁹⁴. Bien loin d'appliquer les décisions de la dernière session, il a entravé autant qu'il l'a pu le travail d'ensemble du parti social-démocrate. On sait que dans notre presse, illégale et légale, la préparation des prochaines élections est depuis longtemps commencée. Or non seulement le groupe « Vpériod » n'aide d'aucune façon à mener cette campagne politique si importante pour le parti, mais il n'a même pas pris ouvertement position sur

la question de savoir s'il fallait ou non participer aux élections à la IV^e Douma ²⁹⁵ ou bien il se prononce contre une telle participation. Quant à ses dirigeants qui se trouvent à l'étranger, ils continuent dans leurs plus récentes publications à faire des avances aux otzovistes.

La fraction des *légalistes indépendants* (*Nacha Zaria* ²⁹⁶, *Diélo Jizni* ²⁹⁷ ainsi que les collaborateurs du *Goloss*, comme Dan, Martov et C^{ie}, qui la protègent) constitue une force antiparti et antisocial-démocrate infiniment plus sérieuse. Il est maintenant absolument prouvé que ces gens ne reconnaissent pas l'autorité du C.C., et qu'ils se moquent publiquement de ses décisions. *Ils sont incapables* et ils refusent d'appliquer les résolutions de la dernière session (« ne pas déprécier l'importance du parti clandestin », etc...). Ils ne peuvent que suivre une ligne *opposée* à celle de ces résolutions.

Pour les élections à la IV^e Douma, les « légalistes indépendants » mèneront une campagne indépendante, à l'*extérieur* du parti et *contre* lui : aucun social-démocrate ne doit avoir le moindre doute à ce sujet.

La tâche des militants social-démocrates est claire : il faut appeler directement et résolument les cercles ouvriers du Parti fonctionnant en Russie à commencer sans retard la préparation des élections. Il ne faut donner l'investiture du parti *qu'*à des militants dévoués et qui ont pleinement conscience du danger que représente le courant liquidateur. Sans perdre un jour de plus, il faut prendre *publiquement* position contre les légalistes indépendants et mettre les ouvriers en garde contre la menace qu'ils constituent pour le parti social-démocrate dans la campagne électorale.

Telle est la tâche de notre parti. Telle est la façon dont la question est posée par la vie réelle (et les légalistes indépendants), et toutes les tentatives visant à présenter les choses d'une autre manière et à faire prendre en considération une nouvelle fois les « promesses » et les « assurances » des légalistes, tous les atermoiements sont extrêmement dangereux pour le parti.

Notre conclusion pratique est donc la suivante : la réunion des neuf doit absolument et d'urgence adopter un texte expliquant en détail au parti pourquoi il n'a pas été possible de réunir le C.C. en Russie et invitant les cer-

cles locaux à faire preuve d'initiative, à créer des comités locaux et régionaux, à créer une commission centrale d'organisation et à lui apporter leur appui, à créer des organes de presse social-démocrates et à les soutenir (au sein de ces organes comme au sein de la *Zvezda* ²⁹⁸ qui est éditée avec la participation et le soutien du groupe parlementaire social-démocrate, il ne doit pas y avoir place pour les liquidateurs), à mener une lutte résolue et impitoyable contre les « légalistes indépendants » et à rapprocher dans le travail, sans distinction de tendance, tous les éléments qui sont véritablement attachés au parti. Si une large majorité des neuf membres du Comité central (et pas seulement cinq d'entre eux) est d'accord pour s'ériger en session du C.C., cette session doit immédiatement procéder à la cooptation de nouveaux membres, créer une commission d'organisation chargée de convoquer une conférence et s'occuper de la préparation pratique des élections à la IV^e Douma. Elle doit faire entrer sans retard à la commission d'organisation et au C.C. des représentants des mencheviks proparti. Elle doit engager une lutte implacable contre les légalistes indépendants. Et il va de soi qu'une telle lutte exclut la participation aux organismes centraux du parti des légalistes indépendants qui, depuis un an et demi, n'ont cessé de mettre ces organismes en échec, de freiner leur action, de les affaiblir et de les « maintenir dans un état morbide ».

*Rédigé entre le 19 et le 23 mai
(1^{er} et 8 juin) 1911.
Publié pour la première fois
en 1961 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 20*

*Conforme au texte
d'une copie manuscrite
de F. Dzerjinski*

2

INTERVENTIONS PRONONCÉES LORS
DE LA DISCUSSION
SUR L'HABILITATION DE LA CONFÉRENCE
28 MAI (10 JUIN)

1 299

Etant donné qu'il y a un an et demi que le parti souffre de l'ajournement du plénum, les organisations nationales

devraient avoir élu leurs représentants depuis longtemps. Le camarade letton a posé le problème tout autrement que le délégué du Bund. Il a déclaré qu'étant donné les conditions dans lesquelles la session était convoquée, il considérerait de son devoir d'y participer, bien que n'étant pas mandaté. Mais à l'issue de cette session, a-t-il ajouté, il présenterait un rapport au C.C. du Territoire letton pour lequel les décisions de la session ne seront valables que si elles sont ratifiées par le C.C. du Territoire letton.

2

On prétend vraiment ici mystifier les camarades ³⁰⁰. Nous savons effectivement que Makar et Lindov ont fait quelque chose, qu'ils ont pris contact avec des organisations, qu'ils ont désigné des agents de liaison, qu'ils se sont mis en rapport avec un candidat. Mais ils ont été arrêtés. Depuis, nous n'avons reçu aucune nouvelle de ceux qui ont échappé à la police. Aucun d'entre eux n'a envoyé la moindre information à l'O.C. ou au B.C.C.E. Aucun travail n'a été réalisé. Il n'est plus possible de continuer à tromper le parti en invoquant le Bureau russe ³⁰¹ et le C.C. russe. La convocation du C.C. en Russie n'est qu'une phrase qui profite à Stolypine.

Dans son intervention, Ionov a déclaré qu'il transmettrait au C.C. du Bund l'invitation qui lui a été adressée ³⁰². Mais quand l'enverra-t-il ? Combien de temps s'est-il écoulé depuis ? Pourquoi n'a-t-il pas de réponse ? Il écrit qu'étant donné qu'il n'est pas mandaté, il ne peut pas assister à l'assemblée des membres du C.C. Mais alors, pourquoi Liber y assiste-t-il ? Je propose d'adopter une résolution à propos de la réponse de Ionov, car il est clair qu'il y a une intrigue qui est en train de se nouer.

3

Faisons le bilan de ce qui a été dit à propos du bureau. Il apparaît que la question qui se pose est celle des membres du bureau qui restent en activité. Pour ce qui est de leur travail, il a été dit qu'il était inexistant. Le camarade

Adrianov est un menchevik influent, et il est évident que s'il avait fait quelque chose, ses camarades l'auraient inévitablement appris. Or, même ses amis les plus intimes ne savent rien de son activité. Continuer à jouer sur ce bureau qui existerait quelque part en Russie, c'est tromper le parti. Par suite d'arrestations, Ber n'a pas pu entrer en contact avec le C.C. du Bund. Que doit faire le parti ? Il ne peut plus attendre. Il doit absolument prendre une initiative.

4

Au moment même où il invoque à grands cris la loi, Ber mène au sein du B.C.C.E. une lutte résolue contre cette loi et en faveur des liquidateurs ³⁰³. Cette attitude m'oblige à mettre en doute la sincérité de ses déclarations et à m'attendre à ce qu'il fasse de nouvelles tentatives pour saboter les organismes centraux du parti.

*Publié pour la première fois
en 1961 dans la 6^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 20*

*Conforme au texte
du procès-verbal*

3

INTERVENTIONS PRONONCÉES LORS DE LA DISCUSSION SUR LA CONVOCATION DU PLÉNUM DU C.C. 30 MAI (12 JUIN)

1 304

Je constate que pendant six mois, un organisme inférieur (le B.C.C.E.) a désobéi aux décisions et a refusé de convoquer l'instance suprême du parti. Je suis obligé de faire cette constatation afin de mettre en garde contre toute manifestation de confiance envers un organisme qui s'efforce depuis déjà six mois d'empêcher le parti de prendre la voie qui mène à la reprise de l'activité de son organisme central.

2

J'attire l'attention sur le fait que, dès le printemps 1910, Inok nous a fait parvenir une lettre indiquant que les membres du C.C. étaient suivis par la police. Nous avons lutté par tous les moyens contre l'aventure russe ³⁰⁵. Makar a fait une nouvelle tentative en 1910 et dès qu'il a fallu lui faire parvenir de l'argent, il est apparu avec évidence que l'entreprise était désespérée, et que convoquer le C.C. en Russie, c'était l'envoyer en prison. Pendant toute la période qui va du printemps 1908 à la session de 1910, le C.C. ne s'est pas réuni une seule fois en Russie. L'histoire des tentatives qui ont été faites pour convoquer le C.C. en Russie montre que c'est un objectif impossible à réaliser. Envoyer le C.C. en Russie, c'était l'envoyer en prison.

3 306

Depuis un an et demi, nous avons perdu quatre bolcheviks chargés de hautes responsabilités. Par contre, pas un des mencheviks n'a été arrêté car ils travaillaient à la création d'un parti stolypinien. Ils ne nous ont pas fait parvenir une seule lettre et ils ont interrompu la correspondance pour des raisons de sécurité. Non seulement ils ne se sont pas occupés de la mise sur pied du C.C., mais ils sont allés jusqu'à refuser de se présenter pour être cooptés (Mikhaïl, Roman et Youri). Piotr n'a jamais mis les pieds au bureau, et Kostrov vivait en marge du bureau. Les seuls qui aient effectué un travail, ce sont les bolcheviks : c'est là un fait irréfutable.

4

Pour ce qui concerne Lubitch, nous avons une lettre d'Inok qui nous indique qu'il était prêt à travailler. Pour ce qui est de Piotr, la seule chose que nous en savons, c'est qu'il n'a même pas mis les pieds au bureau. Il est pourtant clair que lorsqu'on est membre du C.C., on doit s'y rendre pour y travailler. Martynov — émigré=Bogdanov et Nikita.

Si on l'invite, il faut donc les inviter également ainsi que Victor. Mikhaïl, Youri et Roman n'ont rien à voir avec le Comité central. Ils travaillent à fonder un parti ouvrier stolypinien et leur activité tombe sous le coup des condamnations du plénum de janvier. Nous n'avons rien de commun ni avec les artisans d'un parti ouvrier stolypinien, ni avec leurs comparses.

*Publié pour la première fois
en 1961 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 20*

*Conforme au texte
du procès-verbal*

4

PROPOSITION CONCERNANT LA RÉSOLUTION SUR LA CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE DU PARTI

La Commission d'organisation ³⁰⁷ fait participer au travail de préparation de la Conférence des représentants de nos organisations locales de Russie ainsi que des camarades influents, militant au sein des masses. Elle les amène, immédiatement si possible, à se constituer en un collège russe qui sera chargé de tout le travail pratique nécessité par la convocation de la conférence. Ce collège russe sera placé sous le contrôle de la Commission d'organisation qui devra veiller à ce qu'il respecte les directives contenues dans les résolutions et dans la lettre du plénum du C.C.

*Rédigé le 1^{er} (14) juin 1911.
Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV*

*Conforme au
manuscrit*

5

DÉCLARATION ³⁰⁸

Tout en votant pour l'ensemble de la résolution ³⁰⁹ afin de rapprocher le plus possible tous les éléments du parti, sans exception, nous protestons énergiquement contre le fait que cette résolution admette que l'on puisse inviter à la Commission d'organisation les partisans du *Goloss* et de

« Vpériod » résidant à l'étranger, c'est-à-dire des représentants de groupes antiparti qui se sont constitués à l'étranger en fractions autonomes et qui, pendant toute la période d'un an et demi qui s'est écoulée depuis le plénum du C.C., ont apporté la preuve qu'ils ne pouvaient agir que *contre* le parti, que *freiner* son action et qu'aider le parti ouvrier légaliste indépendant ou les otzovistes.

N. Lénine

*Rédigé le 1^{er} (14) juin 1911.
Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV*

*Conforme au
manuscrit*

DECLARATION ³¹⁰

Les membres soussignés de la conférence estiment que la Commission technique ³¹¹, refusant de subventionner l'école ³¹², a pris une décision parfaitement illégale. En conséquence, ils demandent à la conférence de voter la proposition suivante : *Conformément à la décision de la commission des écoles du parti, les membres de la conférence décident d'accorder à l'école, sur les fonds en caisse (ou entre les mains des dépositaires), la somme nécessaire aux voyages et à l'entretien des élèves, et ce, avant le 1^{er}. IX. 1911.*

30.VII.11

N. Lénine

*Publié pour la première fois
en 1961 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 20*

*Conforme au texte
du manuscrit*

AJOUT A LA BROCHURE DE L. B. KAMÉNEV *DEUX PARTIS* *

Entre le parti du prolétariat révolutionnaire et le parti des légalistes indépendants, *il faut choisir*. Telle est l'alternative que tous les cercles et tous les groupes du

* Pour la préface de Lénine à la brochure de Kaménev *Deux partis* voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, pp. 228-230. (N.R.)

P.O.S.D.R. doivent faire connaître aux ouvriers et dont ils doivent s'inspirer.

Nous savons qu'il y a des gens qui, tout en admettant qu'il est indispensable de lutter contre le courant liquidateur, s'opposent à une séparation complète et continuent à parler (même maintenant !) de « conciliation » ou d'« accord ». Et parmi ces gens on ne trouve pas seulement les « fidèles serviteurs » de Trotski qui, à l'heure actuelle, n'est plus guère pris au sérieux ! Les partisans de la conciliation et de l'accord commettent une grave erreur : la période d'un an et demi que nous venons de traverser a en effet prouvé de *façon pratique* que les *légalistes ne remplissent aucune* de leurs obligations. Dans ces conditions, comment peut-on parler d'accord ? N'est-il pas ridicule de prôner un accord quand on est incapable d'indiquer *quelles* sont les conditions de cet accord et *quels* sont les moyens qui permettraient que certaines conditions, *quelles* qu'elles soient, puissent être respectées ?

Rédigé après le 20 juillet

(2 août) 1911.

Publié en août 1911 dans une
brochure éditée à Paris par
la rédaction de la « Raboitchaïa Gazéta »

Conforme au
manuscrit

PLAN D'UN EXPOSÉ SUR LE « MANIFESTE DU PARTI OUVRIER LIBÉRAL » ³¹³

1) Pourquoi l'article de N. Rojkov paru dans le numéro 9-10 de *Nacha Zaria* peut-il être ainsi dénommé et pourquoi mérite-t-il d'être analysé avec la plus grande attention ? Parce qu'il nous donne la possibilité d'examiner le problème des deux lignes du mouvement ouvrier, des « deux partis », hors de tout sujet « explosif », hors de toute intrigue.

2) Le type du « social-démocrate des jours de liberté ». Les démocrates bourgeois déguisés en marxistes. Rojkov en tant que modèle ; substitution *totale* du libéralisme au marxisme dans son article.

3) Le point de vue des libéraux (Rojkov) et celui des marxistes sur le rôle des gros propriétaires fonciers ultra-

réactionnaires dans la Russie actuelle. « Les résolutions de décembre » (1908) du P.O.S.D.R.

4) L'attitude de la démocratie à l'égard de ceux (Stolypine) qui veulent résoudre le problème agraire « par un compromis entre les différents groupes de la bourgeoisie ».

5) Doit-on s'attendre « à voir triompher » en Russie « le progressisme bourgeois le plus modéré » ?

6) Comparer la Russie actuelle avec sa troisième Douma à la France des années 60 du XIX^e siècle avec son corps législatif et à la Prusse des années 80.

7) Les « anciens mots d'ordre » sont-ils devenus des « phrases mortes » ?

8) Pour quelle raison la « Société de défense des intérêts de la classe ouvrière » que veut créer Rojkov est-elle une société de défense *libérale* des intérêts de la classe ouvrière tels que se les représentent *les libéraux* ?

9) Rapport de similitude : Larine est au problème du congrès ouvrier ce que Rojkov est à celui du parti liquidateur légal.

Rédigé avant le 14 (27) novembre 1911.

Conforme au texte
de l'annonce

Publié en novembre 1911 dans une
annonce d'exposé publiée par
le cercle de la « Rabotchaïa Gazéta »

PROPOSITION SUR LES STATUTS DE L'ORGANISATION À L'ÉTRANGER FAITE À LA CONFÉRENCE DES GROUPES BOLCHEVIQUES DE L'ÉTRANGER ²¹⁴

La conférence confie le projet de statuts et tous les amendements au Comité de l'organisation à l'étranger ²¹⁵ qu'elle a élu pour gérer les affaires de ladite organisation. Elle charge ce Comité de prendre contact avec les différents groupes et d'adopter définitivement les statuts à l'issue de ces sondages.

Lénine

Rédigé le 18 (29) décembre 1911.
Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au
manuscrit

PLAN DE RAPPORT SUR LA SITUATION POLITIQUE ³¹⁶

La situation politique

1) La mauvaise récolte et la famine. La campagne de « ravitaillement » de Lidval ³¹⁷.

2) La « réforme agraire » de Stolypine : du vin bourgeois dans des outres féodales. Celles-ci craquent.

3) La résolution de décembre 1908 sur la réforme de Stolypine ³¹⁸. Le fait que ni les liquidateurs ni les partisans de « Vpériod » ne l'ont comprise.

4) Les vols commis dans les intendances. Les procès intentés aux voleurs.

5) Incurie et désordre.

— La presse des cadets et des octobristes. Le vol Saint-Pétersbourg-Moscou, les transports routiers, la construction des chemins de fer, l'industrie russe sur le marché étranger, l'éducation nationale et le « coup de balai » de Kasso ³¹⁹
— — — quel que soit le domaine envisagé, ce ne sont que plaintes, soupirs, récriminations.

6) La bourgeoisie pleure après un régime bourgeois mais « voudrait pouvoir faire l'omelette sans avoir à casser d'œuf ».

7) La révolution est la seule issue. La peur, la haine, la méfiance à son égard vont contre-courant.

8) « A contre-courant ». Pour la révolution. La classe ouvrière et la révolution. Le mot d'ordre qui résume toute la situation politique et qui *détermine* tout le contenu de l'agitation et de la propagande du parti (en particulier à la veille de la IV^e Douma), est celui de « pour la révolution » (et *non* celui de « suffrage universel »).

etc.

La mauvaise récolte

Le procès à propos des affaires d'intendance

La Perse

Kasso et la répression

Les Juifs et la « nationalisation du commerce »

La classe ouvrière et la révolution

1) La « reprise » dont tout le monde parle est l'indice d'un nouvel essor de la révolution.

2) Les deux attitudes à l'égard de la dernière révolution : l'animosité, la peur, la haine, le scepticisme, la lâcheté ; de l'autre, l'attitude de la classe ouvrière (« vous aurez un autre 1905 »).

3) Les tâches de la classe ouvrière dans les conditions nouvelles.

(α) > le niveau de conscience des masses (δ)

(β) > le développement du capitalisme (α)

(γ) > l'hostilité de la bourgeoisie (β)

(δ) > l'unification des ennemis (γ)

4) Le caractère de l'agitation et de la propagande.

Il ne faut pas de parti illégal.

» » » » de propagande en faveur de la révolution (pas d'hégémonie) etc. etc. liquidation.

Une manifestation de l'esprit contre-révolutionnaire de la bourgeoisie au sein de la social-démocratie

5) Pleins feux sur la troisième Douma. Le rôle des cadets

Rédigé à la fin de 1911.
Publié pour la première fois en 1961
dans la 5^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 21

Conforme au manuscrit

**LA VI^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE
DU P.O.S.D.R.
(CONFÉRENCE DE PRAGUE)³²⁰**

5-17(18-30) JANVIER 1912

1

A PROPOS DU PROJET DE RÉSOLUTION SUR
« LA COMMISSION D'ORGANISATION RUSSE
CHARGÉE DE LA CONVOCATION DE LA
CONFÉRENCE » ³²¹

Ce n'est pas une question de gratitude.

Ce problème concerne la commission des mandats.

Je propose de supprimer le mot gratitude et de dire à la place que la conférence *reconnait* (solennellement) l'importance du travail accompli par la commission, en *insistant* sur la difficulté des conditions de ce travail.

Rédigé avant le 6 (18) janvier 1912.
Publié pour la première fois en 1941
dans le n° 1 de la revue
« Proletarskaïa Révoloutsiia »

Conforme au
manuscrit

2

PLAN DE DISCOURS SUR L'HABILITATION DE LA CONFÉRENCE

- 1) La désorganisation du Comité central. Son absence.)
- 2) L'initiative des organisations locales pour la reconstitution du parti.
3. Les tâches pressantes qui se posent dans le domaine pratique rendent plus impérieuse la nécessité de la reconstitution du parti.
- 4) *Tout le monde* a été invité ; sont absents ceux qui ont refusé d'aider le parti.
- 5) Toutes les organisations travaillant en Russie sont représentées.

Les élections
à la IV^e
Douma.

— — Habilitation de la Conférence en tant qu'organe suprême du parti, tenu d'investir des organismes centraux compétents et d'aider à ce que partout les organisations du parti soient reconstituées et le travail du parti relancé.

- 1) Les organisations nationales ont été invitées 3 ou 4 fois
— — (1) il est constaté que les organisations nationales portent toute la responsabilité de leur séparation d'avec les organisations russes ;
- 2) le soutien partiel apporté aux idées ouvertement liquidatrices (bundistes) ;
flottements sur la question de savoir s'il doit y avoir ou non un parti ?

- 3) qu'il aurait été hautement anormal que les organisations russes, qui assument la totalité du travail dans les principaux centres du mouvement, renoncent à ce travail et à la reconstitution du parti.

-
- 4 (1) trois années sans ;
(2) deux ans et demi passés à admettre la nécessité et à se préparer ;
(3) tous, sans exception, ont été avertis et invités et ont eu la possibilité d'assister à notre conférence ;
(4) la Commission d'organisation pour la Russie ³²³ a rassemblé autour d'elle 20 organisations russes.

*Rédigé le 5 (18) janvier 1913
au plus tard.
Publié pour la première fois
le 18 janvier 1937, dans le n° 18
de la « Pravda »*

*Conforme au
manuscrit*

3

RAPPORT SUR LE TRAVAIL DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

7 (20) JANVIER 1912

Le travail du B.S.I. se divise en deux parties : il y a d'une part les affaires courantes (correspondance, répartition des membres, etc...) et d'autre part les congrès : ceux de Copenhague et de Zurich ³²³. Depuis le congrès de Londres, le Bureau comptait un représentant supplémentaire de la social-démocratie russe. La session du C.C. avait également élu Plékhanov, mais celui-ci avait refusé en disant qu'un seul représentant suffisait. Lors du congrès de Copenhague, un rapprochement a eu lieu entre Plékhanov et moi, nous sommes en termes amicaux, par contre, il n'y avait plus de conversation possible avec les partisans du *Goloss* ; vis-à-vis de Trotski, j'avais une attitude réservée, en particulier à cause de l'affaire de la lettre ³²⁴. Au terme de la séance, Plékhanov a fini par accepter la proposition du plénum. Lui et moi nous disposons d'une voix. Jusqu'à ces derniers temps, aucun conflit ne s'est élevé entre nous. A Copenhague, je participai aux travaux de la commission

coopérative. Le phénomène le plus intéressant à noter est la détérioration des rapports entre social-démocrates allemands. Extérieurement, ils paraissent unis, à l'intérieur il y a deux courants. La délégation allemande est composée pour moitié de représentants du parti et pour l'autre moitié de représentants des syndicats. On peut remarquer que l'hégémonie de la social-démocratie allemande est de moins en moins assurée au fur et à mesure que sa délégation s'accroît numériquement. A Stuttgart, les Allemands se sont couverts de honte en votant pour la résolution coloniale... On a pu entendre un de leurs représentants déclarer que l'expropriation des capitalistes était impossible. On s'est alors aperçu que le mot expropriation ne figurait pas dans leur programme. En fait, ils suivent une ligne qui n'a rien de social-démocrate. Il ne faut pas se faire d'illusion à ce sujet, avec le temps la lutte n'en sera que plus forte et plus âpre ; il va sans dire que dans cette lutte, la masse du prolétariat n'hésitera pas. A Magdebourg, des députés ont quitté le congrès, mais cela ne peut effrayer aucun social-démocrate ³²⁵.

Une scission a éclaté parmi les Tchèques ³²⁶. Nous sommes opposés à cette scission, car nous pensons que la social-démocratie ne doit succomber à aucune propagande chauvine et nationaliste. En Autriche, la question de savoir en quelle langue doivent être rédigés les documents, la presse, etc., a provoqué toute une série de scandales. C'est Plékhanov qui a présenté le rapport sur cette scission, et sa résolution a été adoptée à une énorme majorité. Une fois de plus, Trotski a tenté de jouer les conciliateurs en déclarant que c'était Adler, le plus « pacifique » et le plus opportuniste des social-démocrates, qui portait la responsabilité de la scission.

Il est indubitable que la social-démocratie allemande est en train d'aborder une nouvelle époque : celle de la révolution socialiste ; ainsi que nous l'indiquent la crise économique, la crise militaire, les complications internationales, etc., cette époque ne cesse de se rapprocher. Jusqu'ici, nous n'avons effectué qu'un travail préparatoire. A présent l'ère des batailles contre la bourgeoisie a commencé. De ce fait, on voit apparaître au grand jour la différence entre les réformistes et les social-démocrates révolutionnaires. Le

B.S.I. s'est réuni à Zurich à propos des événements du Maroc et cela a provoqué un nouvel incident. Molkenbuhr avait rédigé une lettre dans laquelle il s'opposait à cette réunion. Rosa Luxembourg a mis le feu aux poudres en publiant cette lettre ³²⁷. Lors du dernier congrès, les social-démocrates révolutionnaires ont remporté la victoire. Bebel avait déclaré qu'il exigerait que Rosa Luxembourg vienne s'expliquer. Les Français voulaient que la résolution proclame explicitement que la grève était l'arme de la lutte contre la guerre. Tous les social-démocrates révolutionnaires se sont opposés à cette tentative en indiquant qu'il n'était pas utile de faire savoir au gouvernement quelle arme nous choisirions en temps et lieu. La proposition des Français a été repoussée. Bebel a soulevé le problème de la non-publication des documents et il a exigé qu'une résolution soit adoptée à ce sujet. Cette proposition visait Rosa Luxembourg dont j'ai pris la défense en citant le cas Quelch, à la grande indignation de Bebel. Dans cette affaire, Bebel s'est conduit comme un conciliateur. La lettre publiée par Rosa Luxembourg n'a rien de commun avec les [autres] documents. Rosa Luxembourg devait tout au plus être jugée à l'intérieur du parti, et elle l'a été ; mais il n'était pas juste de poser le problème au B.S.I...

Les différentes tendances qui se sont développées au sein de la social-démocratie allemande apparaissent maintenant au grand jour, le parti est en ébullition. Nous allons bientôt assister à des interventions décisives. Entre les réformistes et les social-démocrates révolutionnaires, le conflit est inévitable.

*Publié pour la première fois
en 1968 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 54*

*Conforme au texte du
procès-verbal manuscrit*

4

INTERVENTION À PROPOS DE LA RÉOLUTION SUR LA LUTTE CONTRE LA FAMINE

8 (21) JANVIER 1912

Le parti doit intervenir activement et il faut adopter une résolution à ce sujet. Au terme de l'échange d'opinions, en effet, nous avons la conviction que les ouvriers prennent

ce problème à cœur et qu'ils apportent une aide active aux victimes de la famine. Cette aide n'est pas de la philanthropie. Elle ne prend un caractère philanthropique que dans la façon bourgeoise de considérer le problème. Il y a autre chose. Les cadets ont adopté le point de vue des fonctionnaires du ministère. Il faut entrer dans les comités qui sont créés pour lutter contre la famine. Je veux parler des comités ouvriers non affiliés au parti. Il n'est pas nécessaire d'exiger la création de ces comités mais une fois qu'ils ont été mis sur pied, il faut y participer. Le mieux est de faire parvenir l'argent collecté au groupe parlementaire social-démocrate, aux associations ouvrières, aux clubs et autres sociétés du même type. Il faut également éditer un tract qui sera adressé de préférence aux ouvriers et aux paysans. Il faut enfin que nous fassions connaître le discours de Markov II qui traite les paysans affamés de faïnénants. C'est un superbe discours que tout le monde devrait lire.

*Publié pour la première fois
en 1965 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 54*

*Conforme au texte
du procès-verbal manuscrit*

5

PROJET DE MODIFICATION DES STATUTS D'ORGANISATION DU PARTI *

Statuts d'organisation

Paragraphe 1. Pas de changement

Parag. 2. Ajouter que la cooptation peut être admise comme mesure provisoire (conformément à la résolution de décembre 1908).

Parag. 3. Pas de changement

Parag. 4. » » »

Parag. 5. » » »

Parag. 6. » » »

Parag. 7. » » »

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, pp. 488-489. (N.R.)

Parag. 8. *Supprimer tout à fait.* En laisser le soin au Comité central et aux organisations locales.

Parag. 9. Prévoir 30 ou 50 électeurs au lieu de 1 000 et supprimer (provisoirement) la représentation proportionnelle.

Remarque. Etant donné les circonstances exceptionnelles, la conférence de 1912 a joué le rôle d'*organe suprême du parti* (voir la résolution) *.

Rédigé le 11 (24) janvier 1912

au plus tard.

Publié pour la première fois en 1941

dans le n° 1 de la revue

« *Proletarskaïa Révolioutsia* »

Conforme au texte
du manuscrit

6

DISCOURS SUR LE PROBLÈME DE L'ORGANISATION

11 (24) JANVIER 1912

Je voudrais m'arrêter sur un autre aspect du problème, celui de la souplesse de notre organisation... La résolution était juste ³²⁸. Mais quel est le point important ? C'est sur cette question que je voudrais attirer l'attention des camarades. A titre d'exemple, prenons une société légale. Je ne sais pas ce qu'il en est pour l'ensemble de la Russie, mais je peux dire que dans 5 villes... cela est possible. Quelle est la première activité d'une société légale ? C'est de donner des cours de caractère marxiste ; il semblerait qu'ils soient autorisés. J'ai vu dans les journaux qu'ils le sont dans les grandes villes. On me dit qu'il est difficile de trouver des professeurs... Mais c'est aux ouvriers à en proposer et à les payer. Et puis il y a les bibliothèques et les salles de lecture. Je ne sais pas si on leur permet d'avoir la *Zvezda*. Il y a enfin l'organisation de séances récréatives. Ces séances sont importantes au point de vue financier et d'autre part, elles permettent à la société d'avoir l'aspect d'un club. Si les sociétés de ce type sont une réalité (et il est certain qu'il en est ainsi) et non une fiction, nous devons nous demander ce que nous avons fait pour les répandre. En avons-nous parlé dans les entreprises industrielles ? Nous sommes-nous efforcés d'en organiser ? Nous devons

* Ce paragraphe a été biffé dans le manuscrit. (N.R.)

également nous demander de quelle façon il faut les utiliser. A l'heure actuelle, nous nous rapprochons du type d'organisation qu'a connu la social-démocratie allemande au moment des lois d'exception. Mais notre travail à nous est à la fois plus facile et plus difficile que celui des Allemands. Plus difficile, parce qu'eux, ils avaient des possibilités légales que nous n'avons pas. Leur C.C. était composé de membres du groupe parlementaire et, de ce fait, il pouvait se réunir légalement et inviter des camarades qui se trouvaient dans la clandestinité. Chez nous, par contre, la social-démocratie jouit d'un vaste soutien et d'une grande sympathie des masses. Il faut donc que dans chaque société nous ayons des petites cellules social-démocrates étroitement liées au parti, plus souples que les rayons, et que tous les problèmes soient résolus dans l'esprit de ses résolutions... Ce type d'organisation [légale] est en voie d'adoption à Pétersbourg et à Riga. A Moscou, par contre, il est assez négligé. Grâce à ces cellules, il nous est possible de modifier l'organisation du parti. Alors qu'autrefois, de mon temps, nous devions tout faire nous-mêmes, aujourd'hui les organisations syndicales se sont chargées d'une partie du travail. Nous avons également notre groupe parlementaire qui est légal et qui, dans la mesure du possible, mène la lutte politique. On peut donc dire que si les sociétés légales organisées comme je l'ai indiqué étaient plus nombreuses, la révolution serait invincible. Telle est la façon dont se pose le problème de la souplesse de nos organisations. Pour la transformation de notre organisation cette souplesse est l'idéal. Ces cellules illégales entourées d'un réseau de cellules légales nous fourniront une base nouvelle. Les rapports entre les différentes cellules seront réduits au minimum, comme s'il y avait une organisation sans y en avoir. Il n'y aura pas de réunions, car le travail du parti a changé de forme. Cette nouvelle forme s'est déjà imbriquée dans l'ancienne. Elle est moins régulière, soit, mais ce qui importe, c'est qu'elle se développe grâce au travail dans les sociétés légales. A chaque pas que nous faisons dans le domaine culturel, il faut que nous soyons pénétrés d'esprit social-démocrate, de culture social-démocrate. Cela sera une lutte décisive contre les liquidateurs... Ils ont une cellule, ils sont liés à l'O.C., ils entrent en contact les uns avec

les autres une fois par an et accomplissent cent fois plus de travail qu'autrefois. Ce que nous avons fait dans les sociétés légales est insuffisant. Il faut y supplanter les libéraux, et il faut leur [arracher] tout le mouvement légal. Nous devons développer et élargir les sociétés légales et examiner concrètement comment nous devons y travailler. Il faut que partout nos cellules illégales soient entourées d'un réseau de cellules légales.

Publié pour la première fois
en 1965 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 54

Conforme au texte
du procès-verbal manuscrit

7

POUR LE PROJET DE RÉSOLUTION SUR
« LE CARACTÈRE
ET LES FORMES D'ORGANISATION DU
TRAVAIL DU PARTI » *

Ajouter au début (a) que la résolution de décembre 1908 se confirme ou que sa justesse a été vérifiée par une *expérience* de 3 années ; (B) que le travail effectué par les forces locales de la social-démocratie est en train de créer chez nous un type de parti qui se *rapproche* de celui qu'ont connu les Allemands entre 1878 et 1890 ³²⁹. Il faut poursuivre dans cette voie [tout cela à la place du paragraphe 1].

Au 5^e point, enlever l'expression *mise en forme* et remplacer « élargissement » par *renforcement*.

Paragraphe 7. Nuancer l'expression, à la façon de décembre 1908.

Paragraphe 9. Proclamer que pour notre propagande politique, pour la direction de la lutte révolutionnaire pour l' *établissement d'une liaison entre toutes les organisations et les cellules illégales* fonctionnant au sein des diverses sociétés, la diffusion régulière d'un journal social-démocrate illégal, paraissant fréquemment et régulièrement, est particulièrement importante.

Rédigé le 11 (24) janvier 1912.
Publié pour la première fois
en 1941 dans le numéro 1 de la revue
« Пролетарская Революция »

Conforme au manuscrit

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, pp. 478-479. (N.R.)

8

MATÉRIAUX POUR LA RÉOLUTION SUR
LA « CAMPAGNE DE PÉTITION » *

Résolution sur la campagne de pétition

Thèmes :

1) Cette campagne a été imaginée par des littérateurs sans lien avec les masses ; elle n'éma [ne pas] des masses ;

2) C'est une campagne sans vie, sans [mots d'ordre] clairs. Aucune propagande n'a été faite parmi [les masses]. Cela n'intéresse pas [les masses] ;

3) Ni le texte ni le caractère de la pétition ne sont satisfaisants ;

4) On prend des revendications partielles alors que ce qui est à l'ordre du jour, c'est la réalisation des conditions fondamentales de la liberté [pour] l'ensemble du peuple ;

5) Echec de la campagne = 1 300 signatures récoltées. Ni Kiev, ni Ekaterinoslav, ni le Caucase, etc... ne l'ont soutenue ;

6) L'intérêt suscité par les meetings prolétariens a montré que *ce n'est pas dans la direction* prônée par les liquidateurs qu'il faut chercher le [« chemin »] qui mène aux masses.

Conclusion :

Reconnaître que l'échec est définitif.

Etant donné les conditions concrètes de [notre époque], les pétitions sont l'un des moyens de propagande les moins [valables].

Appeler à une propagande pour la liberté [de coalition] *en liaison* avec les revendications [politiques] générales et l'agitation révolutionnaire que nous effectuons dans les masses.

Projet de résolution.

Constater :

1) que la [soi]-disant « campagne de pétition »... a été engagée par [un groupe de littérateurs de Pétersbourg],

* Le manuscrit est partiellement abîmé. Les mots entre crochets ont été rétablis d'après le sens. (N.R.)

d'option liquidatrice, qu'elle n'est nullement un produit [de la lutte des masses] et qu'elle n'a aucune liaison avec l'initiative... des organisations ouvrières ou des ouvriers d'avant-garde ;

2) [Qu'étant donné le caractère] de la pétition et les conditions politiques générales, ladite [campagne] devait [inévitavelmente se transformer en une opération purement formelle] de collecte de signatures au bas d'un [papier] n'intéressant pas les masses, que la pétition [n'a pas été] largement discutée par les ouvriers, ni dans la presse, ni dans les assemblées ;

3) Que dans la pétition qui a été mise en circulation et dans les commentaires dont les liquidateurs l'ont accompagnée, on a isolé la revendication de liberté politique pour la classe [la plus] révolutionnaire, la plus avancée, et on l'a détachée des conditions fondamentales de l'établissement de la liberté pour [l'ensemble du peuple], que de la sorte, on a déformé les objectifs de la lutte du prolétariat, qui est le c [hef] ... de l'ensemble du peuple, contre le tsarisme, et qu'on a condamné la « campagne » [à l'échec] ;

4) Que la façon dont [campagne] s'est déroulée a prouvé sans aucune équivoque qu'il s'agissait d'une entreprise erronée et sans liens avec la m [asse des ouvriers] : la pétition n'a recueilli que 1 300 signatures, elle n'a été soutenue par aucune organisation du parti, ni par celle [du Caucase], ni par celle d'Ekatérinoslav, ni par celle de Kiev, ni même par celle qui sympathise avec les liquidateurs... Cette campagne de pétitions, nullement soutenue par les m [asses], [n'a rencontré absolument] aucun appui [de la part de notre groupe parlementaire non plus].

Rédigé le 17 (30) janvier 1912 au plus tard.

Publié pour la première fois
en 1941 dans le numéro 1 de la revue
« Proletarskaja Révoloutsiia »

Conforme au
manuscrit

PLAN D'UN EXPOSÉ SUR L'«ESSOR RÉVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT RUSSE » ³³⁰

- 1) Les événements de la Léna ³³¹ et le 1^{er} mai en Russie.
Les grèves de masses et leur rôle.

- 2) La logique de l'essor révolutionnaire, ses signes précurseurs et ses perspectives.
- 3) L'importance de la grève de masse dans les révolutions actuelles. L'expérience de 1905.
- 4) Le libéralisme et la démocratie devant la nouvelle révolution.
- 5) Pourquoi les cadets ont-ils déclaré la guerre « aux tendances révolutionnaires » et ont-ils condamné l'idée de la « nécessité d'une nouvelle révolution en Russie » ?
- 6) C'est dans une situation nouvelle qu'a lieu l'essor révolutionnaire que nous pouvons observer aujourd'hui. Les partis politiques, la III^e Douma, les élections. Les paysans et la nouvelle intelligentsia démocrate.
- 7) La « liberté de coalition » et les mots d'ordre de la révolution populaire : lutte pour la république, la journée de 8 heures et pour la confiscation de toutes les terres des gros propriétaires fonciers.

*Publié avant le 13 juin 1912
(nouveau calendrier) dans un texte
annonçant l'exposé, édité
par la section parisienne
de l'Organisation du P.O.S.D.R. à
l'étranger*

*Conforme au texte
de l'annonce*

ROSA LUXEMBOURG ET LE « PARTEI »- VORSTAND POLONAIS SUR LES TRACES DE MARTOV³³²

La défense du Vorstand polonais et les accusations contre le camarade Radek que l'on trouve dans l'article de Rosa Luxemburg publié par le *Vorwärts* (du 14 septembre) m'obligent à prendre la plume en dépit de toute ma répugnance à me mêler de cette affaire. Quand la lutte contre les liquidateurs du parti russe est utilisée pour justifier les pires méthodes de ces liquidateurs, il est en effet impossible de continuer à garder le silence.

J'ai pu observer personnellement les fluctuations du camarade Radek passant de la défense de l'extrême-gauche à celle des liquidateurs russes. J'ai toujours lutté et je continuerai à lutter sur le plan politique contre tous les défenseurs du courant liquidateur, quels qu'ils puissent

être : mais c'est *précisément pour cela* que je m'insurge contre les méthodes ignobles utilisées par le soi-disant Vorstand polonais dans l'« affaire » Radek ³³³.

En quoi consiste l'originalité de la « célèbre » (bekannt) brochure de Martov que Rosa Luxembourg ³³⁴ cite avec tant d'à-propos ?

Un an *après* la condamnation solennelle et unanime prononcée en janvier 1910 par tous les social-démocrates de Russie contre les liquidateurs, un an après la proclamation de la *paix* dans le parti sur la base de cette condamnation ³³⁵, quand les liquidateurs eurent brisé le Comité central et quitté le parti, Martov, qui était leur chef, publia une brochure dans laquelle il accusait ses adversaires d'avoir commis une multitude d'actions malhonnêtes et criminelles. Quand cette brochure parut, les Polonais la qualifièrent de « Stinkbombe » * et Kautsky *même* (« sogar » et non « selbst ») alla jusqu'à employer à son sujet le qualificatif « abscheulich » **.

Or, c'est une démarche absolument analogue à celle de Martov que vient d'effectuer le soi-disant Vorstand polonais sous la direction de Rosa Luxembourg.

Il se trouve en effet que ce sont les membres du Vorstand, et personne d'autre, qui, en 1909-1910, *m'ont personnellement recommandé* d'inclure le camarade Radek *parmi les collaborateurs de l'O.C.* du parti et qui, lors du congrès international de Copenhague, nous ont présentés l'un à l'autre et m'ont donné à son sujet les *meilleures attestations*.

Mais en 1911, le camarade Radek a adopté une position politique opposée à celle du Vorstand, a soutenu le comité du parti de Varsovie qui, avec toute une série de militants et deux dirigeants éminents (Malecki et Hanecki), accusait le Vorstand d'avoir une activité désorganisatrice. Il a aidé à établir la vérité, à montrer que le *Parteivorstand* polonais était certes bien un Vorstand, mais *sans parti*. A Varsovie, capitale de la Pologne, ce Vorstand *ne représente plus* le comité de ville du parti mais un groupuscule fictif. Les camarades allemands auront bientôt des infor-

* Une bombe puante. (N.R.)

** Ignoble. (N.R.)

mations plus détaillées sur ce problème. Les membres du parti social-démocrate de Russie savent qu'il a déjà suscité *toute une littérature*, et c'est en vain que Rosa Luxembourg tente de la dissimuler (totzuschweigen) à l'Internationale !

Or voici qu'*après* la prise de position politique de Radek contre le Parteivorstand (*sans* parti), celui-ci décide de *faire passer* Radek devant un « tribunal » pour une affaire remontant — tenez-vous bien — à 1906 !

Voilà le fond de l'affaire, voilà à propos de quoi notre *illustre* * Rosa s'efforce de wegzuschwatzen **.

A l'heure actuelle, Rosa Luxembourg et son « Partei »-vorstand font une guerre incroyablement acharnée contre les meilleurs militants de leur propre parti. Ils sont tombés si bas qu'ils en arrivent à les soupçonner d'être en liaison avec l'Okhrana. Le fait qu'ils emploient de *telles* méthodes pour combattre leurs adversaires politiques montre qu'ils ont perdu la tête.

Ne voit-on pas clairement maintenant pourquoi j'estime, sans être *partie prenante* dans cette affaire, que mon devoir est de dire que le *fond* de l'« affaire Radek » est une vengeance politique de Rosa Luxembourg et de son « Partei »-vorstand.

Ces méthodes ont été décrites par Tourguéniev depuis longtemps. Un vieux filou, écrit Tourguéniev, donnait un jour de sages conseils : quand on commet une action infâme, disait-il, il faut manifester la plus extrême indignation contre la bassesse de ce genre d'action justement. Si tu voles l'Etat, répands-toi en clameurs sur l'ignominie des prévaricateurs...

Au moment même où le « Partei »-vorstand polonais s'abaissait à reprendre les procédés de Martov contre le camarade Radek, il envoyait Rosa Luxembourg au *Vorwärts* pour qu'elle se répande en clameurs sur la bassesse de Martov ! ...Es ist eine alte Geschichte, mais pour nous autres émigrés russes, ist sie leider gar nicht « neu » ***.

* En français dans le texte. (N.R.)

** Soulever tant de bruit. (N.R.)

*** C'est une vieille histoire, mais pour nous autres émigrés russes, il n'y a rien là de bien « nouveau ». (N.R.)

Rosa Luxembourg tente de faire croire à ses lecteurs allemands que le camarade Radek « nie die geringste Rolle gespielt hat » *, etc., etc... Il s'agit là d'un elenden Altweiberklatsch ** auquel je me vois dans l'obligation de répondre par un *fait précis* : en 1909-1910, le camarade Radek a accompli en tant que collaborateur de l'Organe central du parti social-démocrate de Russie un travail considérable et efficace. J'étais alors un des rédacteurs du journal et je me dois de relever les allégations mensongères de Rosa Luxembourg.

Pour noircir le camarade Radek, Rosa Luxembourg se targue d'être un des « polnische Wortführer » *** et fait allusion à la versatilité des « taktischen » Ideen **** de son adversaire.

Je dirai franchement que je considère cette versatilité du camarade Radek et sa tendance à vouloir faire la « paix » avec les liquidateurs russes comme sa plus grande faute. Mais je pense qu'il est plus facile de pardonner une telle faute à un collaborateur qui n'est pas responsable de la politique du C.C. et de l'O.C. qu'à des *membres* de ce C.C. ou de cet O.C. Or, il se trouve que parmi les fameux « Wortführern polonais » un rôle déterminant est toujours revenu à des « Intrigenführer » ***** notoires comme Tyszka dont la *versatilité* a causé un énorme préjudice à l'ensemble du parti.

Pour ne pas rester dans le vague, je citerai deux exemples. En janvier 1910, le Comité central du P.O.S.D.R. a condamné à l'unanimité le courant liquidateur. Dans la résolution, il n'y avait qu'un seul passage (le paragraphe 1) qui laissait Tür und Thor ***** ouverts à l'opportunisme, et ce passage avait été adopté sur l'initiative de Tyszka. Nous aimerions savoir ce que Rosa Luxembourg pense de cela. Va-t-elle se mettre à défendre le paragraphe 1 du point de vue du « radikale Richtung » ? *****

* N'a jamais joué le moindre rôle. (N.R.)

** Racontars de bonne femme. (N.R.)

*** Représentants polonais. (N.R.)

**** Des idées tactiques. (N.R.)

***** Intrigant. (N.R.)

***** La porte et le portail. (N.R.)

***** Courant radical. (N.R.)

On sait également qu'au printemps 1911, les bolcheviks ont quitté ce qu'on appelait le Bureau du Comité central à l'étranger par suite de la destruction du C.C. par les liquidateurs, mais que les Polonais ont continué *pendant plusieurs mois* à siéger avec les bundistes et les Lettons³³⁶ à cet organisme, à propos duquel, Plékhanov *même* (sogar) écrivit alors : « Diese Parteiinstitution, die zum Werkzeug in den Händen einer Gruppe von Leuten geworden war, die die Partei liquidieren wollten und die daher der Sache des russischen Proletariats grossen Schaden zuzufügen drohte, konnte diesem nur einen Gefallen erweisen : nämlich das Zeitliche segnen » (Remarque : « Tagebuch eines S.D. » 2 Beilage zu N 15, S. 1, zitiert in der Schrift : « Der Anonymus aus dem « Vorwärts » und die Sachlage in der Soz. Dem. Arb. P. Russlands » ; diese Schrift wurde in die Redaktionen aller s.d. Blätter in Deutschland gesandt) *.

Tous ces faits permettent aux lecteurs de juger s'il y a beaucoup de vrai dans les vantardises de Rosa Luxembourg selon laquelle les Polonais « mit starker Faust die liquidatorische Richtung in Russland niederzuhalten geholfen haben » **.

La vérité, c'est que par leurs intrigues, les Polonais ont beaucoup plus *géné* la lutte contre ce « Richtung » *** qu'ils ne l'ont facilitée. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, huit mois après l'exclusion *formelle* du parti d'un groupe *bien déterminé* de liquidateurs (celui de la revue *Nacha Zaria*)³³⁷, les fameux « polnische Wortführer » ne sont toujours pas en mesure de répondre *clairement* s'ils veulent ou non la « paix » avec ce groupe. Mais il est vrai qu'il est plus difficile de donner une réponse claire que de plagier

* « Cet organisme du parti est devenu un instrument entre les mains d'un groupe de gens qui s'efforçaient de liquider le parti. De ce fait, il représentait un grave danger pour la social-démocratie russe. Et le seul service qu'il pouvait rendre au prolétariat révolutionnaire, c'était de mourir au bon moment » (Remarque : les *Cahiers du Social-Démocrate*, 2^e supplément au numéro 15, page I. Ce texte est cité dans l'article « L'anonyme du *Vorwärts* et la situation dans le P.O.S.D.R. », lequel article fut distribué aux rédactions de tous les journaux social-démocrates d'Allemagne). (N.R.)

** Ont aidé d'une main ferme à écraser le courant liquidateur en Russie. (N.R.)

*** Courant. (N.R.)

les antiliquidateurs un jour, puis les liquidateurs le lendemain pour déclarer ensuite qu'on est « *au-dessus* » de ces deux « fractions » !

Rosa Luxembourg se sert du « cas Radek » pour tenter de faire croire à ses lecteurs allemands qu'il ne reste plus rien du « russische Partei ausser Trümmern » *.

En réponse à cette affirmation, je me dois de constater des faits précis. Le « Trümmer », c'est le « Partei » vorstand polonais car depuis une année entière il *n'appartient plus* au parti. Depuis une année, il *n'est plus lié* sur le plan de l'organisation ni avec le C.C. du parti qui a été élu par la conférence de janvier 1912 ³³⁸, ni avec la soi-disant « Commission d'organisation » des liquidateurs.

Quant au parti du prolétariat social-démocrate de Russie, il s'est libéré des liquidateurs et des intrigants du « Partei » vorstand polonais et il ressemble si peu à un « Trümmer » que depuis janvier 1912 précisément son développement connaît un succès tout particulier. Mais puisqu'il y a certains camarades du parti allemand — et parfois malheureusement des camarades influents — qui prêtent une oreille complaisante aux histoires mensongères et aux Klatsch ** des Wortführer des polnischen « Partei » vorstandes *** qui se trouvent à l'extérieur du parti, je me bornerai à me référer aux faits.

Le seul critère (Masstab) sûr qui nous permette de mesurer quelle est l'influence de la social-démocratie en Russie et quels sont ses liens avec les masses ouvrières, ce sont les journaux marxistes légaux. En Russie, il n'y a *que* deux « courants » de représentés : le parti et les liquidateurs. Tout le reste est Schwindel ****.

Or, il se trouve que pendant les six premiers mois de l'année 1912, les liquidateurs ont sorti 21 numéros de leur journal, et les antiliquidateurs 100. Pour les deux premiers mois du deuxième semestre (juillet et août), les chiffres sont les suivants : 4 numéros pour les liquidateurs, 60 pour leurs adversaires. Ajoutons que de janvier à août 1912 les

* Du parti russe que des débris. (N.R.)

** Racontars. (N.R.)

*** Des représentants de la Direction « centrale » polonaise. (N.R.)

**** Bluff. (N.R.)

premiers ont pu mentionner dans leurs colonnes l'aide directe de 16 groupes ouvriers, et les seconds de 551 groupes *.

Nous attendons que Rosa Luxembourg vienne réfuter ces faits avec ses histoires de « Trümmer » !

Comme on le voit, les racontars des polnischen « Partei » vorstands sur le parti russe sont encore moins dignes de confiance que leurs racontars sur Radek.

N. Lénine

Rédigé avant le 4 (17) septembre 1912.
Publié pour la première fois
en allemand en 1964 dans l'« International
Review of Social History ».
Volume IX. Part 3

Conforme au manuscrit

RÉPONSE À L'ARTICLE DES LIQUIDATEURS PARU DANS LA LEIPZIGER VOLKSZEITUNG³⁴⁹

La *Volkszeitung* ** a publié dans son numéro 226 daté du 28 septembre dernier une note sur « la conférence des organisations du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». A notre grand regret nous devons dire que cette note repose sur des faits tendancieux et qui n'ont pas été vérifiés.

Nous pensons qu'il est indispensable de signaler que la conférence dont parle la note ne peut en aucun cas être considérée comme une conférence des organisations du parti russes. Aucun des centres ouvriers de Russie n'y avait la moindre représentation. L'organisation de Pétersbourg était représentée par des liquidateurs du groupe dit d'initiative ³⁴⁹ qui n'appartiennent pas au parti social-démocrate et qui mènent contre lui une lutte acharnée dans les colonnes de

* Vgl. die Schrift « Zur gegenwärtigen Sachlage in der Soz. Dem. A.P. Russlands ». Leipzig, 1912. Diese Schrift gelangt jetzt in Chemnitz zur Verteilung an die Delegierte der Partei (cf. l'article : « Sur la situation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. » Leipzig 1912. Cet article se trouve actuellement à Chemnitz où il doit être distribué aux délégués du parti. (N.R.)

** Il s agit de la *Leipziger Volkszeitung*. (N.R.)

leur journal et de leur revue ³⁴¹. Moscou n'avait qu'un seul délégué qui avait été envoyé par une fraction insignifiante de l'organisation du parti et qui, de plus, avait reçu pour mandat impératif de se conformer à la ligne politique de la conférence du parti de janvier 1912. Le reste de la Russie (Kiev, Iékatérinoslav, Kharkov, les régions de la Volga et de l'Oural, le Centre industriel, la région du Don et d'autres encore) n'était pas représenté, à l'exception des villes de Krasnoïarsk et de Sébastopol. Mais il faut noter que les seules sources qui aient appris au parti qu'il existait des organisations dans ces deux villes sont les revues liquidatrices et le compte rendu de la « conférence ».

Il va sans dire que le parti savait depuis longtemps qu'un groupe de liquidateurs avait l'intention de convoquer une conférence et avec l'appui du Bund, qui en fait n'a absolument aucun rapport avec le travail de la vraie social-démocratie russe. (Pour les camarades allemands rappelons que lorsqu'il est question du travail du parti russe, le Bund, dont la sphère d'activité est strictement limitée au prolétariat juif, n'y est plus inclu.) Mais le caractère de cette tentative était si évident qu'à la proposition qui lui avait été faite de participer à la « conférence », le camarade Plékhanov répondit par un refus, non seulement parce qu'il estimait que cette « conférence » manquait d'ampleur, mais aussi parce qu'on n'y trouvait ni « les éléments antiparti » ni « les éléments proparti ». Ces mots figurent en toutes lettres dans le rapport publié en septembre 1912 par le comité d'organisation de la conférence liquidatrice. Mais ils ne figurent pas dans le compte rendu allemand publié dans le n° 226 de la *Volkszeitung* du 28 septembre, alors que pourtant le camarade Plékhanov est un neutre. Dans ces conditions nous nous permettons de demander à tous les camarades allemands si l'on peut considérer qu'un tel compte rendu est honnête ? Notons d'autre part que même Alexinski, l'ancien député à la II^e Douma, qui représentait le groupe « Vpériod » (c'est l'un de ces groupes organisés à l'étranger qui avaient donné leur accord formel pour la convocation d'une conférence comprenant les liquidateurs), que même Alexinski donc a quitté la conférence pour exprimer ouvertement son opposition à une conférence qu'il ne reconnaissait pas habilitée à parler au nom du parti.

Ne serait-ce qu'en deux mots, il nous faut encore signaler les faits suivants. Du 1^{er} janvier au 30 juin 1912, les journaux antiliquidateurs de Pétersbourg (la *Zvezda* et la *Pravda*) ont réuni autour d'eux 550 groupes ouvriers alors que les liquidateurs n'en ont rassemblé que 16. Dès qu'il a été annoncé, leur nouveau journal (le *Loutch* ³⁴²) a été accueilli avec hostilité par les ouvriers de Pétersbourg comme une tentative visant à provoquer une scission dans le parti. Aux élections des délégués ouvriers (pour la curie ouvrière de la Douma) qui ont eu lieu le 16 (29) septembre dernier, les liquidateurs ont essuyé une défaite complète. Malgré tous les moyens dont il dispose pour sa publicité, le groupe qui a convoqué en privé cette conférence de liquidateurs en lutte contre le parti n'a pas réussi à abuser les organisations russes. A l'heure actuelle, il tente désespérément d'utiliser ses moyens de publicité pour induire au moins en erreur les camarades allemands.

Nous protestons de la façon la plus résolue contre de tels procédés et nous maintenons que tant qu'ils n'exigeront pas que les « informateurs » liquidateurs anonymes interviennent publiquement, sous leur propre nom et avec preuve à l'appui, les camarades allemands continueront à être induits en erreur.

*Le Comité central du Parti ouvrier
social-démocrate de Russie*

Rédigé après le 16 (29) septembre 1912.

Publié le 9 octobre 1912 dans la
« *Leipziger Volkszeitung* » n° 236.

Publié pour la première fois
en russe le 21 avril 1963
dans le numéro 111 de la « *Pravda* »

Conforme au texte
de la « *Leipziger
Volkszeitung* »

PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

A TOUS LES CITOYENS DE RUSSIE ³⁴³

Camarades ouvriers, citoyens de Russie !

Dans les Balkans, quatre Etats sont entrés en guerre contre la Turquie ³⁴⁴. La guerre menace d'embraser l'ensemble de l'Europe. En dépit des affirmations mensongères de leur gouvernement, la Russie et l'Autriche s'y préparent.

La politique de pillage des terres turques pratiquée par l'Italie devient de plus en plus impudente. Et la panique boursière que l'on peut observer à Vienne comme à Berlin, à Paris comme à Londres, montre que les capitalistes européens ne voient pas de possibilité de sauvegarder la paix en Europe.

Toute l'Europe veut participer aux événements des Balkans ! Tous les pays proclament qu'ils sont pour des « réformes » et même pour la « liberté des Slaves ». Mais la vérité est tout autre : la Russie veut s'approprier une partie de la Turquie d'Asie et s'emparer du Bosphore, l'Autriche a des vues sur Salonique, l'Italie sur l'Albanie, l'Angleterre sur l'Arabie, l'Allemagne sur l'Anatolie.

La crise s'étend. Des centaines de milliers, des millions d'esclaves salariés du capital et de paysans écrasés par les grands propriétaires fonciers féodaux sont envoyés à la boucherie pour défendre les intérêts dynastiques d'une poignée de brigands couronnés et les bénéfices d'une bourgeoisie avide de piller les terres étrangères.

La crise des Balkans est l'un des maillons de cette chaîne d'événements qui, depuis le début du XX^e siècle, mènent à l'aggravation des contradictions entre classes et Etats, aux guerres et aux révolutions. Elle a été préparée par la guerre russo-japonaise, par la révolution russe, par toute une série de révolutions asiatiques, par l'aggravation des rivalités et des haines entre Etats européens, par la menace que les événements du Maroc ont fait peser sur la paix, par la campagne de pillage que l'Italie a effectuée en Tripolitaine, etc.

Les guerres et leurs cortèges de malheurs sont engendrés par le capitalisme qui opprime des millions de travailleurs, aggrave la lutte entre les nations et transforme les esclaves du capital en chair à canon. Seule l'armée socialiste mondiale du prolétariat révolutionnaire est en mesure de mettre fin à cet asservissement des masses, à ces massacres d'esclaves dans l'intérêt des maîtres.

En Europe occidentale et en Amérique, le prolétariat socialiste accentue sa lutte contre les gouvernements bourgeois impérialistes qui, voyant ces masses imposantes d'ouvriers en marche vers la victoire, sont de plus en plus tentés de s'engager dans des aventures désespérées. Ces gouvernements préparent la guerre, mais en même temps, ils la

craignent car ils savent que la guerre mondiale signifie la révolution mondiale.

En Europe orientale (dans les Balkans, en Autriche et en Russie), à côté de régions où le capitalisme est hautement développé, nous en trouvons d'autres où les masses plient sous le joug du féodalisme, de l'absolutisme, d'innombrables vestiges du Moyen Age. Les paysans de Bosnie-Herzégovine sur les rives de l'Adriatique, tout comme les millions de paysans de la Russie centrale, continuent à être écrasés par les gros propriétaires fonciers féodaux. Cette oppression est protégée par les brigands de la dynastie des Habsbourg et de la dynastie des Romanov qui s'efforcent d'attiser la haine entre les peuples afin de renforcer le pouvoir de leurs monarchies et de perpétuer l'asservissement de toute une série de nationalités. De même qu'au temps du servage les gros propriétaires fonciers partageaient et composaient comme ils l'entendaient les familles de leurs sujets paysans, les monarchies continuent, comme autrefois, en Europe orientale, à se partager les peuples, à les vendre, à les troquer et à fabriquer de toutes pièces, dans l'intérêt de leur dynastie, des Etats qui sont de véritables mosaïques de peuples.

Une république balkanique fédérative, cet appel a été lancé dans les masses par nos frères socialistes des pays balkaniques, qui s'affirment en faveur de la libre disposition et de la liberté complète des peuples, de façon à ouvrir la voie à une large lutte de classe en faveur du socialisme.

C'est cet appel des véritables démocrates, des véritables amis de la classe ouvrière que nous devons reprendre et opposer à la monarchie tsariste de Russie qui constitue l'un des soutiens les plus acharnés de la réaction du monde entier.

La politique internationale du tsarisme russe est une chaîne ininterrompue de crimes sans précédents, d'intrigues répugnantes et infâmes contre la liberté des peuples, la démocratie et la classe ouvrière. Le tsarisme est en train d'écraser et d'étouffer la Perse avec l'aide des dirigeants « libéraux » d'Angleterre, conspire contre la république de Chine, il se prépare à conquérir le Bosphore et à agrandir « son » domaine aux dépens de la Turquie d'Asie. Au XIX^e siècle, au moment où avec une armée composée de serfs, elle écrasait l'insurrection en Hongrie, la monarchie tsariste était le gendarme de l'Europe. Ce rôle de gendarme, elle

continue à le jouer au vingtième siècle, en Europe comme en Asie.

Le tsar Nicolas le Sanglant, qui a chassé les deux premières Doumas, qui a noyé la Russie dans le sang, qui opprime la Pologne et la Finlande, qui mène avec les Cent-Noirs les plus réactionnaires une politique visant à étouffer les Juifs et tous « les allogènes », ce tsar dont les amis fidèles ont tiré sur les ouvriers de la Lénâ et ruiné les paysans qu'ils ont réduits à la famine dans l'ensemble de la Russie, ce tsar veut maintenant se faire passer pour un défenseur de la liberté et de l'indépendance des Slaves !

Mais depuis 1877, le peuple russe a appris un certain nombre de choses et il sait maintenant que « *nos Turcs de l'intérieur* », à savoir le tsar et ses valets, sont pires que tous les Turcs de Turquie !

Les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie, les nationalistes et les octobristes soutiennent de toutes leurs forces cet ignoble mensonge provocateur selon lequel le tsarisme serait un ami de la liberté. C'est ainsi que l'on peut voir des journaux comme le *Goloss Moskovy* ³⁴⁵ ou le *Novoïe Vremia* mener, à la tête de toute une armée de journaux gouvernementaux, une campagne d'excitation éhontée contre l'Autriche. Comme si le tsarisme russe n'était pas cent fois plus sanglant et plus fétide que la monarchie des Habsbourg !

Cette propagande chauvine et impérialiste n'est d'ailleurs pas l'apanage des partis de droite. Elle est intégralement reprise par la bourgeoisie libérale de l'opposition qui se soucie à peine de la dissimuler derrière des phrases diplomatiquement évasives et hypocrites. C'est ainsi que l'on peut voir, non seulement le *Rousskoïe Slovo* ³⁴⁶, journal libéral sans-parti, mais même la *Retch*, organe officiel du parti des « constitutionnels-démocrates » (traduisez libéraux contre-révolutionnaires), se répandre en attaques contre le ministre tsariste Sazonov à qui ils reprochent son « esprit de conciliation », ses « concessions » à l'Autriche et le soin insuffisant qu'il prend des intérêts de « grande puissance » de la Russie ! Le reproche que les cadets adressent aux plus fiefés réactionnaires nationalistes, ce n'est pas de mener une politique impérialiste, mais au contraire d'édulcorer la « grande » idée de la conquête de Constantinople par le tsarisme ! !

Au nom des intérêts vitaux de toutes les masses travailleuses, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie élève la protestation la plus énergique contre cet infâme chauvinisme qu'il taxe de trahison éhontée de la cause de la liberté. Un pays, où 30 millions de paysans sont victimes de la famine, où règne l'arbitraire le plus effréné, où on fusille les ouvriers par centaines ; un pays où, dans les bagnes, on torture et on martyrise des dizaines de milliers de combattants de la liberté, un tel pays a besoin avant tout de se libérer du tsarisme. Ce à quoi le paysan russe doit songer, c'est à se libérer des gros propriétaires fonciers et de la monarchie tsariste, et il ne doit pas se laisser détourner de cette tâche fondamentale par les discours mensongers des propriétaires fonciers et des marchands sur les « objectifs slaves » de la Russie.

Le libéralisme impérialiste, désireux de se réconcilier avec le tsarisme, prône l'« action constitutionnelle pacifique », il promet au peuple d'obtenir des victoires à l'extérieur et des réformes constitutionnelles à l'intérieur tout en conservant la monarchie. Le prolétariat social-démocrate s'élève avec indignation contre cette duperie. La Russie et l'ensemble de l'Europe orientale ne pourront se développer librement que si le tsarisme est renversé par une révolution. Et le seul moyen de délivrer des millions de gens des horreurs de la guerre, de l'asservissement et de l'exploitation dont ils sont victimes pendant les soi-disant « périodes de paix », c'est de faire triompher la république fédérative dans les Balkans et la république en Russie.

Au cours des cinq premiers mois de l'année 1912, plus de 500 000 ouvriers de Russie ont participé à des grèves politiques. Ils sont en train de reconstituer leurs forces après les plus dures années de la contre-révolution. En divers endroits des marins et des soldats se sont soulevés contre le tsarisme. Nous lançons un appel à l'action révolutionnaire des masses ! Nous appelons les ouvriers, les paysans et les meilleurs éléments de l'armée à préparer en commun et avec encore plus de fermeté et d'ampleur une action décisive. C'est là le seul moyen de sauver la Russie ruinée et asservie par le tsarisme.

Les socialistes des pays balkaniques ont vigoureusement condamné la guerre. Et les socialistes d'Italie, d'Au-

triche et de toute l'Europe occidentale leur ont apporté leur soutien unanime. Nous devons nous joindre à eux et développer encore plus largement notre propagande contre la monarchie tsariste.

A bas la monarchie tsariste ! Vive la république démocratique de Russie !

Vive la république fédérative des Balkans !

A bas la guerre ! A bas le capitalisme !

Vive le socialisme ! Vive la social-démocratie révolutionnaire internationale !

Le Comité central du P.O.S.D.R.

Rédigé avant le 10 (23) octobre 1912.
Publié en tract en octobre 1912

Conforme au texte
du tract

UN INVERTEBRE POLITIQUE

(LETTRE A LA RÉDACTION)

En ma qualité de lecteur fidèle de la *Pravda*³⁴⁷, je ne peux me retenir d'exprimer la profonde indignation que provoque en moi la conduite du délégué P. Soudakov.

Le 5 octobre ont lieu les élections. Soudakov, qui ne figure pas sur la liste de la *Pravda*, est néanmoins élu grâce aux voix des partisans du journal, comme le montre un examen des résultats. Ces résultats nous montrent également que les partisans de la *Pravda* n'ont pas été les seuls à apporter leur voix (27-31 voix sur 50) à Soudakov et que celui-ci a bénéficié d'une dizaine de suffrages supplémentaires provenant vraisemblablement d'indécis.

Et voilà que maintenant Soudakov commence ses pirouettes. Le 6 octobre, au lendemain même des élections, il publiait dans les colonnes de notre journal un communiqué dans lequel il proclamait noir sur blanc que « tous les élus, à l'exception du camarade Pétrov, étaient des partisans de la *Pravda* et de la *Zvezda* ».

On ne pouvait être plus clair, semble-t-il.

Or, le surlendemain, Soudakov est déjà au *Loutch* ! Il précise que s'il est venu à la rédaction de la *Pravda*, c'est uniquement parce que « la *Pravda* est un journal social-démocrate » !! Soudakov est-il né d'hier ? Veut-il

nous faire croire qu'il ne sait pas qu'il y a deux espèces de journal social-démocrate? Qu'il n'a jamais entendu parler des liquidateurs, alors qu'il s'entend bien avec eux?

«Quand j'ai dit, écrit-il dans le *Loutch* liquidateur, que je lisais la *Pravda* et que je m'associais à elle (notez bien que Soudakov a déclaré qu'il s'associait à la *Pravda* !), cela signifiait uniquement (!!) que, d'une façon générale (!!), je m'associe (rien de plus?) à la social-démocratie.»

Allez-vous y retrouver ! Voilà un homme qui sait qu'il existe deux journaux, il reconnaît qu'il a déclaré qu'il « s'associait à la *Pravda* » et le lendemain il va publier dans le journal liquidateur une « mise au point sénatoriale » où il proclame que cela « signifie uniquement que d'une façon générale, il s'associe à la social-démocratie » !!

Nous n'avions jamais vu pareille veulerie, semblables volte-faces.

Les girouettes ont toujours existé, elles sont toujours passées d'une direction à l'autre. Mais les ouvriers ne les ont jamais respectées...

Publié le 17 octobre 1912 dans
le numéro 148 de la « *Pravda* ».
Signé : Un fidèle lecteur
de la « *Pravda* »

Conforme au texte
du journal

RAPPORT AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL « SUR LES ÉLECTIONS À LA IV^e DOUMA » 348

En Russie, le coup d'Etat du 3 (16) juin 1907 a ouvert une période de contre-révolution. On sait par quel arbitraire administratif et judiciaire, par quelles persécutions et par quel traitement cruel des condamnés-au bagne le tsarisme a marqué son triomphe.

Les couches supérieures de la bourgeoisie, effrayées par la révolution, ont apporté leur soutien aux nobles contre-révolutionnaires. Le tsarisme était persuadé pouvoir compter sur le concours des éléments contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers.

La loi électorale promulguée le 3 (16) juin 1907 permet un truquage éhonté des scrutins. Pour s'en rendre compte, il suffit d'ailleurs de donner quelques précisions :

La population est divisée en curies : il y a une curie pour les gros propriétaires fonciers, une pour les citadins de première catégorie, une autre pour ceux de deuxième catégorie, une pour les paysans, une pour les Cosaques et une pour les ouvriers. Chacune de ces curies élit (pas toujours au suffrage direct, parfois par des délégués) des grands-électeurs qui sont regroupés par le gouvernement en assemblées électorales provinciales. Et ce sont ces assemblées qui élisent les députés à la Douma !

La loi prévoit une répartition des grands-électeurs qui permet aux gros propriétaires fonciers d'être assurés à l'avance de détenir la majorité dans 28 assemblées (sur 50), dans les autres ce sont les délégués de la première curie urbaine (c'est-à-dire les gros capitalistes) qui sont majoritaires.

Le tableau général est le suivant : sur les grands-électeurs de 53 assemblées provinciales, 2 594, soit 49,4 %, représentent 200 000 nobles, 788, soit 15 %, sont élus par un demi-million ou à peu près de capitalistes de la première curie urbaine, 590 (11,2 %) sont délégués par 8 millions de citadins de la seconde curie urbaine, 1 168 (22,2 %) représentent 70 millions environ de paysans et de cosaques et 112 (2,1 %) représentent environ 12 millions d'ouvriers.

Avec une telle loi électorale, il n'est pas étonnant qu'on obtienne une Douma « noire » contre-révolutionnaire, une véritable « Chambre Introuvable » ! ³⁴⁹ Ce qui est étonnant par contre, c'est que non seulement les libéraux, mais même les social-démocrates aient réussi à être représentés à cette Douma.

Tous les grands-électeurs de la curie ouvrière sont des social-démocrates. De ce fait, les nobles ultra-réactionnaires qui dominent les assemblées provinciales sont contraints de laisser passer un certain nombre de social-démocrates (dans 6 provinces, la loi stipule en effet qu'il doit obligatoirement y avoir un député ouvrier ; dans d'autres provinces, les social-démocrates obtiennent des sièges en passant des accords avec les libéraux).

Comme on le sait, la III^e Douma était dominée par le parti octobriste qui groupe les nobles réactionnaires et les gros capitalistes fidèles au tsarisme. Mais même ces « esclaves » n'ont pas été en mesure de satisfaire la camarilla

de Nicolas II, la bande noire qui organise les pogroms et les attentats contre les députés de l'opposition.

Le gouvernement qui avait truqué les élections à la III^e Douma afin de faire élire les octobristes, a donc recommencé la même opération pour les élections à la IV^e Douma, cette fois-ci pour assurer le triomphe de partis « plus loyaux » : les « nationalistes » et l'« extrême-droite ».

Les pressions gouvernementales ont dépassé tout ce qu'on pouvait imaginer. Les popes ont reçu l'ordre de participer massivement aux élections et de voter pour la droite ; les candidats de l'opposition ont été arrêtés, la presse a été frappée d'amendes, certains journaux ont été interdits, les suspects rayés des listes électorales, etc... Tout cela s'est fait avec un tel cynisme que même la droite et les nobles ont protesté.

Il en est résulté une Douma encore plus « noire » et plus réactionnaire que la précédente. Mais les grands vaincus de l'opération sont les octobristes. Pour ce qui est de l'opposition libérale et de la démocratie révolutionnaire (ouvriers social-démocrates et paysans démocrates bourgeois), leurs positions n'ont presque pas été entamées.

Les derniers renseignements parvenus et concernant 438 sièges (sur les 442 qui sont à pouvoir) nous permettent de dresser le tableau comparatif suivant :

	III ^e Douma	IV ^e Douma	
<i>Démocratie:</i>			
Social-démocrates	13	14	
Troudoviks	14	11	25
<i>Libéraux:</i>			
Cadets	52	61	
Progressistes	36	33	
Polonais	18	14	
Musulmans	9	5	113
<i>Droite:</i>			
Octobristes	131	79	
Nationalistes	91	74	
Extrême-droite	46	140	293
Sans étiquette	27	7	
Total	437	438	

Voyons maintenant en quelques mots ce que l'on trouve derrière les dénominations de ces différents partis.

Social-démocrates: Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Troudoviks: démocratie paysanne, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise révolutionnaire, qui a l'expropriation des nobles à son programme. Cadets: parti constitutionnel-démocrate qui, en fait, est un parti bourgeois libéral contre-révolutionnaire. Même chose pour les progressistes ³⁵⁰ qui sont des libéraux un peu plus modérés que les cadets. Même chose encore pour les Polonais et musulmans, qui forment des groupes nationaux. On voit donc que l'opposition compte 25 démocrates et 113 libéraux, soit au total 138 députés (à la III^e Douma elle en avait 142).

Partis gouvernementaux: les octobristes qui parlent rarement et timidement de constitution; les nationalistes qui n'en parlent jamais. La droite se prononce ouvertement contre la constitution et pour le retour à l'autocratie. Les truquages électoraux ont tendance à repousser dans l'opposition non seulement les octobristes, mais même une partie des nationalistes.

Pour ce qui est des résultats obtenus par les social-démocrates, à l'heure actuelle ont été élus:

Les six députés émanant de la curie ouvrière qui sont tous des social-démocrates: ce sont Badaïev de Saint-Pétersbourg, Malinovski de Moscou, Samoïlov de Vladimir, Chagov de Kostroma, Mouranov de Kharkov, Pétrovski d'Iékaterinoslav. Tous les six camarades sont des ouvriers. Des social-démocrates ont pu être élus dans trois provinces grâce à un accord entre les démocrates (socialistes et trou-doviks) et les libéraux contre la droite: il s'agit de Khoustov d'Oufa, de Bourianov de la province de Tauride et de Touliakov de la province du Don. Trois autres social-démocrates ont été élus au Caucase: ce sont Tchheïdzé, Tchkhénkéli et Skobélev (ce dernier représentant les habitants d'origine russe).

Deux social-démocrates ont été élus en Sibérie: Roussanov et Ryslev, ce dernier dans la région de l'Amour.

Ajoutons à cela que dans la province d'Irkoutsk (Sibérie), le social-démocrate était presque assuré d'être élu (sur 20 grands-électeurs, 11 étaient des social-démocrates)

mais que le gouverneur a contesté la validité du mandat de six grands-électeurs social-démocrates de la ville d'Irkoutsk. De ce fait, les élections n'ont pas pu encore avoir lieu.

Notons enfin, pour terminer, qu'à Varsovie, l'alliance du Bund et du Parti socialiste polonais a permis l'élection de Jagiello qui est membre du parti socialiste polonais ³⁵¹.

Il va sans dire qu'il s'agit là de données provisoires. Ce n'est que le jour de l'ouverture de la IV^e Douma, le 15 (28) novembre que nous pourrons être définitivement fixés sur la composition des différents groupes, et en particulier du groupe social-démocrate.

Cracovie, le 11 novembre 1912.

*Journal « Le Peuple » n° 326
du 20 novembre 1912.
Signé: N. Lénine*

*Conforme au texte
du recueil « Correspondance
entre Lénine et Camille
Huysmans.
1905-1914 », Paris*

ENCORE UNE FOIS À PROPOS DES DÉPUTÉS PAYSANS À LA IV^e DOUMA

Si l'on en croit un numéro récent du *Novoïé Vrémia*, la mise sur pied du groupe paysan à la IV^e Douma est maintenant terminée. Ce groupe rassemble 40 députés et son bureau est formé de Evséev, Karaoulov, Itchas, Firsov et Merchitchi.

« Le Cosaque Karaoulov, écrit le *Novoïé Vrémia*, est considéré comme l'un des hommes les plus énergiques du nouveau groupe. On sait que tous les membres de la Douma sont tenus de remplir un formulaire dans lequel il leur est demandé, entre autres choses, à quel parti ils appartiennent. Karaoulov a apporté à cette question une réponse originale qui a immédiatement attiré l'attention sur lui. « Je n'appartiens à aucun parti ni à aucune fraction », a-t-il déclaré. « Je suis un monarchiste démocrate, ce que doit être tout homme qui aime réellement sa patrie. »

Peut-on être d'accord avec le *Novoïe Vrémia* quand il dit que cette réponse est « originale » ? Oui et non. Oui, dans la mesure où Karaoulov dit franchement ce que beaucoup pensent en secret. Non, parce qu'en fait l'opinion du député Karaoulov est encore partagée par un grand nombre de paysans et de Cosaques.

Le député Karaoulov pose en principe que « tout homme qui aime réellement sa patrie » doit être un démocrate. C'est là une grossière erreur, et pour s'en convaincre, Karaoulov n'a qu'à regarder la moitié (et même les deux tiers) de la droite de la Douma : peut-on sérieusement penser que parmi tous les députés de la « droite » — « nationalistes » et « octobristes » — il n'y en a *aucun* qui n'aime réellement sa patrie ? Il est évident que non, et Karaoulov doit bien l'admettre.

Il est pourtant de *notoriété publique* que ni les députés de droite, ni les nationalistes, ni les octobristes (et à parler franchement, ni les cadets) *ne sont* des « démocrates ». Ils sont bien monarchistes, personne n'en doute, mais ils *ne sont pas* démocrates. Les uns s'opposent ouvertement à l'établissement d'une loi électorale démocratique, à la liberté de la presse, de réunion et d'association, à la répartition démocratique de la propriété foncière. Les autres se contentent de prononcer des phrases creuses au lieu d'aborder de front les problèmes fondamentaux de la démocratie.

Où en sommes-nous ? Encore que tous soient également « monarchistes », n'est-il pas clair que les gros propriétaires fonciers, par exemple, conçoivent le « véritable amour de la patrie » *autrement* que les paysans.

Et il y a gros à parier que le déroulement des travaux de la IV^e Douma obligera Karaoulov et ses semblables à se poser bien des questions sur cet état de fait.

Rédigé les 27-28 novembre
(10-11 décembre) 1912.
Publié pour la première fois en 1961
dans la 5^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 22

Conforme au
manuscrit

**RÉSOLUTION DE LA CONFÉRENCE
DES MEMBRES DU COMITÉ
CENTRAL DU P.O.S.D.R.
ÉLARGIE AUX RESPONSABLES
DU PARTI RÉUNIE À CRACOVIE ³⁵²**

**SUR LA RÉORGANISATION ET LE TRAVAIL
DE LA RÉDACTION
DE LA *PRAVDA***

1. La rédaction de la *Pravda* ne fait pas suffisamment preuve d'esprit de parti. La Conférence lui recommande instamment d'observer et d'appliquer de façon plus stricte toutes les décisions du parti. Le journal doit obligatoirement être légal.

Le C.C. est en train de prendre des mesures afin de réorganiser le comité de rédaction.

2. La rédaction ne parle pas suffisamment de l'activité militante des ouvriers social-démocrates de Pétersbourg. Elle doit absolument résumer les résolutions du parti, ou les citer sous une forme légale.

3. La rédaction doit consacrer davantage de place au courant liquidateur. Elle doit montrer que les idées défendues par les liquidateurs en général, et par le *Loutch* en particulier, sont erronées et nocives.

4. La rédaction doit faire davantage de propagande parmi les ouvriers en faveur de la souscription et des abonnements.

5. Les députés bolcheviques doivent entrer au comité de rédaction élargi et ils doivent participer de façon systématique et suivie au travail de gestion et au travail littéraire de ce comité.

6. La rédaction doit veiller à ses rapports avec les partisans de *Vpériod* qui collaborent avec elle. Elle ne doit rien faire qui soit susceptible d'entraver le rapprochement qui s'est amorcé et elle ne doit pas admettre que l'on suive une ligne de principe erronée.

7. Il faut s'efforcer par tous les moyens de réduire les dépenses et de créer un comité directeur restreint (char-

gé de toute la gestion). Ce comité doit obligatoirement comprendre au moins un des six députés ³⁵³.

Un comité analogue (commission administrative), comprenant lui aussi un des six députés, doit également être créé pour tout ce qui concerne l'aspect administratif.

8. Les articles dont le C.C. juge la publication indispensable doivent être édités sans retard (sous une signature conventionnelle) ³⁵⁴.

9. Tout en veillant scrupuleusement à ce que le journal garde son caractère légal, il faut faire en sorte que les sociétés, les associations, les commissions, les groupes ouvriers, ainsi d'ailleurs que les personnes isolées de Pétersbourg et de province, prennent une part active à son élaboration et à sa diffusion.

10. Après avoir enquêté avec soin sur la façon dont les choses se présentent sur place, il faut soutenir les groupes social-démocrates de Pétersbourg qui ont pris l'initiative d'éditer un organe interprofessionnel antiliquidateur.

11. Il faut prendre des mesures afin de rapprocher le journal de la revue ³⁵⁵, et ce, tant sur le plan de la rédaction que sur le plan administratif.

12. Il faut entreprendre énergiquement de faire paraître une édition moscovite du quotidien ouvrier, paraissant à Pétersbourg. Dans ce but, il est indispensable de lier sur le plan de l'organisation le groupe de Moscou et les trois députés de la région de Moscou.

*Publié pour la première fois en 1956
dans le n° 11 de la revue
« Voprossy Istorii »*

*Conforme au texte
d'une copie manuscrite
de N. K. Kroupakina*

LETTRE À LA DIRECTION DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ALLEMAND ³⁵⁶

Chers camarades,

Sur proposition du Comité central, la Conférence des membres du C.C. et des militants de notre parti qui travaillent en Russie dans les différentes branches de l'activité soc.-démocrate a examiné votre lettre du 28 décembre 1912 dans laquelle vous exprimez le désir de « convoquer une conférence dont vous dirigeriez les débats ».

Tout en vous exprimant sa reconnaissance pour l'attention avec laquelle vous suivez les activités de notre parti, notre conférence a décidé à l'unanimité de *rejeter* votre proposition.

Nous, les social-démocrates révolutionnaires de Russie, avons le plus grand respect pour le parti du prolétariat révolutionnaire d'Allemagne, et nous nous efforçons d'établir les relations les plus fraternelles entre les partis social-démocrates d'Allemagne et de Russie. Pour éviter tous les malentendus, nous allons donc vous exposer, chers camarades, les raisons pour lesquelles nous avons choisi de ne pas donner suite à votre proposition.

Prenons, par exemple, le *but* de la conférence envisagée par vous !

Dans votre esprit, celle-ci devrait avoir pour but « d'élaborer un programme du parti et des statuts d'organisation uniques » et vous nous proposiez de fournir un projet pour l'un et pour l'autre.

Mais nous devons vous dire qu'il y a déjà longtemps que notre parti est pourvu d'un programme. Celui-ci, en effet, a été ratifié en 1903, il y a exactement dix ans, par notre deuxième congrès. Et depuis, des centaines de milliers, et durant la révolution des millions, de prolétaires ont prouvé leur fidélité à ce programme en luttant sous le drapeau de notre parti. Nous demeurons jusqu'à présent fidèles à ce programme. Nous pensons qu'il est *absolument* inutile de le réviser.

Nous tenons d'ailleurs à ce que vous sachiez que jusqu'à présent, les liquidateurs *eux-mêmes* n'ont jamais demandé semblable révision, ouvertement du moins.

Si un certain nombre de groupes et de groupuscules se réunissent pour établir un nouveau programme, cela signifie qu'il *n'y a pas de parti*. Or, le P.O.S.D.R. *existe*, et c'est sous son drapeau que, comme par le passé, la classe ouvrière de Russie mène la lutte. Notre parti a connu de durs moments et il lui arrive d'en connaître encore aujourd'hui. Mais, en dépit de ce qu'affirment les liquidateurs, il n'a jamais cessé d'exister. Et seuls les liquidateurs (qui sont des gens situés à l'extérieur du parti) peuvent trouver admissible de se réunir pour discuter d'un nouveau programme qui ne pourrait servir que pour un nouveau parti (à quelques

modifications près, ce que nous disons s'applique à l'élaboration de nouveaux statuts).

Poursuivons. Entre les liquidateurs et nous il existe de profondes divergences de principe qui portent avant tout sur la question de savoir s'il doit ou non y avoir une nouvelle révolution en Russie. Notre parti (et ceci est valable pour les mencheviks *proparti* groupés autour du camarade Plékhanov) estime que la classe ouvrière de Russie et son parti doivent lutter pour une nouvelle révolution, et que seule cette révolution est en mesure d'apporter à notre pays une véritable liberté politique. C'est précisément cela que nient les liquidateurs. La prémisse sur laquelle repose toute leur tactique, en effet, c'est que le développement de la Russie doit passer par une voie constitutionnelle plus ou moins pacifique.

Vous comprendrez aisément, chers camarades, que ces graves divergences de principe engendrent inévitablement toute une série de désaccords dans toutes les questions concernant l'activité du parti. A l'heure actuelle, le P.O.S.D.R. ne peut être qu'illégal (encore que dans de nombreux domaines il ait la possibilité de mener et il *mène* effectivement une activité légale) et les liquidateurs nient qu'un tel parti soit nécessaire. Ils tentent de détruire notre organisation dans l'espoir de pouvoir créer dans la Russie d'aujourd'hui un parti ouvrier légal. (A ce sujet il faut noter que même les cadets libéraux ne réussissent pas à obtenir la légalisation de leur parti.) C'est de là que provient la scission dont la responsabilité incombe entièrement et exclusivement aux liquidateurs.

Vous comprendrez également que ces querelles, que ces divergences de principes *ne* peuvent être tranchées *que* par les ouvriers conscients de Russie, par nos organisations social-démocrates russes, *et par personne d'autre*.

D'ailleurs, nous devons dire que dans ce domaine, les ouvriers russes ont déjà accompli un travail considérable.

Les élections à la IV^e Douma qui ont eu lieu dernièrement ont montré que la majorité écrasante du prolétariat russe se prononçait en faveur du point de vue défendu par notre vieux parti, en faveur de son programme et de sa tactique révolutionnaires.

Les six députés que la loi accorde à la curie ouvrière sont tous bolcheviques.

Six députés qui représentent les neuf dixièmes de la Russie ouvrière ont tous pris ouvertement position contre les liquidateurs.

Ce sont les ouvriers, et plus précisément les ouvriers de la même tendance (bolchevique), qui ont créé le *premier* quotidien ouvrier social-démocrate de Russie (la *Pravda* de St-Petersbourg) et qui lui donnent les moyens de continuer sa parution. Vous pouvez donc voir que l'unité de l'écrasante *majorité* des ouvriers est en train de se réaliser, en pratique, à partir de la base, à partir des profondeurs de la classe ouvrière. Et *cette* unité est la seule qui soit viable, elle est la seule qui permette d'aboutir au rassemblement de toutes les forces ouvrières.

D'ailleurs, nous ne vous cacherons pas, camarades, que dans les conditions actuelles le Parteivorstand * allemand est mal placé pour servir de médiateur. Il apparaît en effet que dans le conflit qui nous oppose aux liquidateurs, le Parteivorstand a adopté, parce qu'il n'a pas été au courant de la situation ou pour toute autre raison, une attitude qui est loin d'être impartiale. Et à ce sujet, nous nous bornerons à rappeler deux faits.

1) Alors qu'il ouvre tout grand ses colonnes aux attaques les plus grossières des liquidateurs contre la conférence de notre parti qui s'est tenue en janvier 1912, l'Organe central de notre parti frère d'Allemagne (le *Vorwärts* ³⁵⁷) n'hésite pas à violer ses devoirs les plus élémentaires en refusant de publier jusqu'aux mises au point que nous lui faisons parvenir.

2) Au moment de la campagne électorale, le Vorstand, malgré nos protestations, a accordé aux liquidateurs l'aide financière qu'il avait refusée à notre Comité central. Il a réservé ses subventions au Bund, au Comité régional du Caucase ³⁵⁸ et aux Lettons, *c'est-à-dire* au Comité d'organisation liquidateur. Chacun sait en effet que ce sont justement ces trois organisations qui forment le noyau du Comité d'organisation liquidateur ³⁵⁹. Et c'est avec l'argent des ouvriers allemands que les liquidateurs de Pétersbourg ont pu com-

* Direction du parti. (N.R.)

mencer à éditer leur Konkurrenzorgan (le *Loutch*) dont le premier numéro est paru *le jour même des élections* et qui a encore aggravé la scission.

Accorder au moment d'une scission des subventions à l'une des parties en présence contre l'autre, c'est là un fait sans précédent dans les annales de l'Internationale. En agissant ainsi, le Vorstand a jeté un véritable défi aux partisans de la conférence de janvier, et il a prouvé qu'il n'était pas capable d'impartialité.

A notre grand regret, nous nous trouvons dans l'obligation de vous déclarer que l'information dont les camarades allemands peuvent disposer concernant les affaires russes cloche *sur toute la ligne*. C'est ce qui vous amène à nous proposer tantôt de réunir une conférence de douze « tendances » (de douze groupuscules semi-estudiantins fonctionnant à l'étranger) sans prévoir la participation des organisations fonctionnant en Russie, tantôt à nous soumettre un plan qui prévoit la convocation de cinq organisations, etc. C'est ce qui donne aux liquidateurs la possibilité de vous duper de façon éhontée, comme ils ont tenté de le faire pendant l'été 1912 en essayant de vous faire croire, afin que vous leur accordiez une subvention, qu'à Moscou et à Kharkov les bolcheviks s'étaient unis à eux. En réalité, c'est justement dans ces deux villes qu'avaient été élus des députés bolcheviques (Mouranov et Malinovski), qui sont des ennemis intransigeants du courant liquidateur, et qu'ils ont été élus *en luttant* contre ce courant. C'est ce qui vous a amené à accorder au moment des élections une subvention au Bund, au P.P.S. et au P.S.D.³⁶⁰, c'est-à-dire précisément aux groupes qui se sont le plus violemment affrontés aux élections et d'où provient Jagiello, qui est le *seul* député à avoir été admis au sein du groupe social-démocrate avec voix consultative seulement (et cette admission n'a été acquise qu'à une majorité de sept voix contre six).

Cette situation, camarades, n'a que trop duré et il est grand temps d'y mettre fin. Au lieu d'écouter des informateurs incompetents, vous devez publier dans vos journaux des informations objectives sur la situation interne du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et des explications de principe de cette situation, plus précisément, vous devez

ouvrir vos colonnes aux articles qui portent la signature des représentants responsables des divers groupes de notre parti.

Si vous voulez connaître nos affaires, vous devez puiser vos renseignements dans les publications et documents que nous éditons, comme vous le faites quand vous suivez la lutte des tendances en Italie, en Angleterre, etc. Autrement vous êtes amenés, à votre corps défendant, à entreprendre des démarches qui pourront paraître aux ouvriers russes une offense absolument imméritée.

Rédigé le 2 (15) mars 1913.
Publié pour la première fois en 1960
dans la revue « *Kommunist* », n° 6

Conforme au texte
d'une copie dactylographiée

L'ANNIVERSAIRE DE LA *PRAVDA*

(LE SOUTIEN QUE LES OUVRIERS APPORTENT À LEUR JOURNAL)

Une année s'est écoulée depuis la parution du premier numéro de la *Pravda*. Dès sa création, notre journal est apparu comme un journal *ouvrier* dont la publication avait été rendue possible par le grand essor que le mouvement ouvrier de Russie a connu en avril-mai 1912.

Grâce au soutien de la classe ouvrière, la *Pravda* aux prises avec des difficultés et des persécutions incroyables a pu tenir et se consolider (dans la mesure où, dans la Russie actuelle, un journal ouvrier peut être « solide »). N'importe quel journal peut proclamer qu'il est un journal ouvrier. La *Pravda* ne s'est pas contentée de *s'intituler* ouvrier : elle est un journal ouvrier non seulement en parole mais *en fait*, et ce, par son orientation, par ses lecteurs qui se recrutent dans la masse ouvrière, par tout son contenu, par la masse de correspondants ouvriers dont elle dispose (dans ses 99 premiers numéros, elle a publié 1 783 textes émanant de ses correspondants : au total *environ 5 000*), et enfin *par le soutien* que lui apportent les ouvriers en général et les groupes ouvriers en particulier.

Nous avons déjà insisté (voir les nos 80 et 103 de la *Pravda*, 1912) * sur l'extrême importance des versements

* Voir V. Lénine, (Œuvres, Paris-Moscou, t. 18, pp. 187-202, 303-305. (N.R.)

effectués par les groupes ouvriers pour soutenir notre journal. L'importance de ces versements déborde le plan strictement financier, bien que, naturellement, l'aide financière des ouvriers soit capitale et indispensable pour améliorer le journal.

Mais ces versements sont peut-être encore plus importants d'un point de vue moral, éducatif, pour la formation de l'organisation de tous les ouvriers conscients, de toute la classe ouvrière de Russie.

Du fait même qu'ils prennent l'habitude de soutenir *régulièrement* leur journal, non seulement en prenant des abonnements et en s'occupant de la diffusion, mais aussi en effectuant des versements réguliers, les ouvriers s'unissent encore plus étroitement autour de ce journal qui défend *leurs* idées, ils créent une sorte d'*organisation* unie sur le plan idéologique, et, en trouvant mentionnées dans les listes de souscription telle usine voisine de la leur ou telle entreprise qu'ils connaissent, ils peuvent se rendre compte des étapes de leur réveil. On voit donc qu'on ne saurait trop insister sur la nécessité d'élargir et de développer de toutes nos forces l'usage des collectes et versements *réguliers* (leur montant a moins d'importance que leur *régularité*) des groupes d'ouvriers.

Les listes de souscription qui ont été publiées nous apprennent qu'avant même que la *Pravda* ait commencé à paraître, 500 groupes ouvriers nous avaient déjà fait parvenir plus de 4 000 roubles par l'intermédiaire de la *Zvezda*. Et si l'on fait le total des listes de souscription publiées, on obtient pour la période qui va du premier numéro de notre journal au 10 avril dernier la somme de 3 932 roubles 42 kopecks. Les prolétaires des différentes catégories ont fourni 79,9% de cette somme, les divers groupes d'intellectuels en ont fourni 20% et les paysans 0,1%. Géographiquement, la répartition est la suivante : 66,3% (soit 2 605 roubles 81 kopecks) proviennent de la région de Pétersbourg (sur ces 2 605 roubles, 10% seulement ont été collectés parmi les intellectuels), 4,6% proviennent des régions de Moscou, (la seule où l'on relève des versements effectués par des intellectuels), Vladimir et Kostroma. (La faible participation de ces trois régions s'explique en partie par la souscription pour le journal de Moscou ³⁶¹. A elle seule, la

Pravda a reçu plus de 2 000 roubles destinés à ce dernier journal, dont 70% ont été envoyés par ces trois régions et 25% par celle de Pétersbourg. En prenant une part active à la création du journal de Moscou, les ouvriers de Pétersbourg ont, une fois de plus, apporté la preuve de leur maturité politique); 10,3% proviennent de l'Oural, de la Sibérie, des pays Baltes et de la Pologne; 4,4% des régions de Kharkov et d'Iékatérinoslav; 14,5% de Finlande, d'Europe occidentale et du reste du monde.

Ces chiffres montrent clairement qui patronne la *Pravda*, qui fournit à notre journal ses moyens d'existence et à quel point il est lié aux masses ouvrières.

Dans ce domaine, la *Pravda* a remporté des succès considérables au cours de sa première année d'existence. Pour ne pas lasser le lecteur, nous donnerons les chiffres des envois à la *Pravda*, effectués par les groupes ouvriers par trimestre et non par mois.

				Nombre d'envois effectués par les groupes ouvriers	
Années				Pour la <i>Pravda</i>	Pour le journal ouvrier de Moscou
1912	1 ^{er}	trimestre		108	—
	2 ^e	»		396	—
	3 ^e	»		81	—
	4 ^e	»		35	5
1913	1 ^{er}	»		309	129
1913	10 premiers jours	d'avril		93	3
Total:				1 022	177

On voit donc qu'au cours de sa première année d'existence la *Pravda* a bénéficié du soutien de plus de 1 000 groupes ouvriers et qu'elle a posé les fondements d'un journal ouvrier dans la région centrale de Moscou, la principale région industrielle de Russie.

Il va de soi que s'il y a un millier de groupes ouvriers qui apportent une aide financière à la *Pravda*, cela signifie qu'il y en a bien davantage qui lui apportent toutes sortes d'autres appuis, et que plusieurs dizaines de milliers

d'ouvriers sont unis autour d'elle. Il est indubitable, en effet, que le nombre des groupes qui effectuent des versements est beaucoup moins élevé que celui des groupes de lecteurs et d'amis qui aident notre journal en lui envoyant des lettres et des correspondances, en contribuant à sa diffusion, en le faisant connaître à de nouveaux cercles d'ouvriers, à de nouvelles couches de travailleurs, etc., etc.

La classe ouvrière a donné naissance à toute une « avant-garde » qui a mis sur pied dans la capitale son journal ouvrier marxiste, opposé aux flottements des libéraux, et qui a posé les bases d'un *second* journal ouvrier pour le centre industriel de la Russie. Le travail que les ouvriers conscients d'avant-garde ont effectué pour la *Pravda* et pour le journal de Moscou nous donne une idée de tout ce qui a été réalisé par les ouvriers pour l'éducation et l'organisation de leur classe. Malgré leur importance, la *Pravda* et le journal de Moscou ne représentent en effet qu'une partie de ce grand travail d'ensemble.

Encouragés par le succès que leur journal a remporté au cours de sa première année d'existence, les ouvriers d'avant-garde vont redoubler d'efforts. Ils vont continuer à œuvrer sans relâche pour aider à éclairer des masses de plus en plus larges de prolétaires et pour les gagner aux idées du marxisme.

« *Pravda* » n° 92, 23 avril 1913

Conforme au texte
du journal

LA LUTTE DES PARTIS EN CHINE

Le peuple chinois a renversé le vieux régime moyenâgeux et le gouvernement qui le soutenait. Il a institué une république et, à l'heure actuelle, ce grand pays asiatique, dont l'immobilisme et la stagnation ont si longtemps réjoui le cœur des Cent-Noirs de toute nationalité, est pour la première fois de son histoire doté d'un parlement élu qui a déjà commencé à fonctionner depuis plusieurs semaines.

Le parti « nationaliste » (le Kuomintang) des partisans de Sun Yat-sen dispose d'une faible majorité à la chambre basse du parlement chinois et d'une majorité plus confor-

table à la chambre haute. Pour donner une idée de ce parti, disons que, dans les conditions russes, il correspondrait à un parti radical-populiste-républicain, que c'est le parti de la démocratie.

Au Kuomintang s'oppose toute une série de partis moins importants, modérés ou conservateurs, aux dénominations « radicales », etc. En fait, ce sont *tous* des partis *réactionnaires*, représentant la bureaucratie, les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie réactionnaire. Tous gravitent autour du « cadet » chinois Yuan Ché-kaï, qui occupe provisoirement le poste de président de la république et qui tend de plus en plus à prendre des allures de dictateur. Comme il convient à un cadet, Yuan Ché-kaï a d'abord été monarchiste. Aujourd'hui, alors que la démocratie révolutionnaire a triomphé, il fait profession de républicanisme. Il s'apprête à prendre demain la tête d'un Etat à nouveau monarchiste, c'est-à-dire à trahir la république.

Le Parti de Sun Yat-sen s'appuie sur le *sud* de la Chine, c'est-à-dire sur la région la plus évoluée où l'industrie et le commerce sont le plus développés, où l'influence de l'Europe est la plus sensible.

Les partis qui soutiennent Yuan Ché-kaï s'appuient sur le *nord* arriéré du pays.

Pour l'instant, Yuan Ché-kaï est sorti vainqueur des premières escarmouches : il a réussi à unir tous les partis « modérés » (c'est-à-dire réactionnaires), à provoquer une scission chez une partie des nationalistes, à faire élire *son* candidat au poste de président de la chambre basse et à contracter *contre* la volonté du parlement un *emprunt* en „Europe“, c'est-à-dire auprès des escrocs milliardaires de notre continent. Cet emprunt qui est assorti de conditions draconiennes, absolument usuraires, est cautionné par les revenus du monopole du sel. Il asservit la Chine à la bourgeoisie la plus réactionnaire et la plus rapace d'Europe, dont on sait bien qu'elle est prête à étouffer la liberté de n'importe quel peuple dès qu'il s'agit d'obtenir des bénéfices. Et cet emprunt d'environ 250 millions de roubles assure des profits colossaux aux capitalistes européens.

Une alliance a donc été conclue entre la bourgeoisie réactionnaire d'Europe effrayée par le prolétariat et les classes et les couches réactionnaires de Chine.

Pour le parti de Sun Yat-sen, il est extrêmement difficile de lutter contre cette alliance.

A quoi est due la faiblesse de ce parti ? Au fait qu'il *n'est pas parvenu suffisamment* jusqu'à présent à faire participer les *larges masses* du peuple à la révolution. Le prolétariat chinois est encore extrêmement faible et, de ce fait, il n'existe pas de classe d'avant-garde capable de lutter lucidement et résolument pour que la révolution démocratique soit menée jusqu'à son terme. La paysannerie, privée de la direction du prolétariat, est affreusement opprimée, passive, ignorante et non politisée. Bien que l'ancienne monarchie complètement décomposée ait été renversée par une révolution et que la république ait triomphé, le suffrage universel *n'a pas été* promulgué ! Les élections au Parlement se sont faites au suffrage censitaire : pour avoir le droit de voter, il fallait posséder un patrimoine d'au moins 500 roubles. Cela suffit à montrer à quel point est encore *faible* le soutien actif que les larges masses populaires apportent à la république de Chine. Or sans le soutien des *masses*, sans une classe d'avant-garde solidement organisée, aucune république *ne peut être* solide.

Il faut dire néanmoins qu'en dépit de l'irrésolution et du manque d'esprit de décision de son chef Sun Yat-sen (ces graves défauts viennent de ce que Sun Yat-sen n'a pas de base prolétarienne), la démocratie révolutionnaire de Chine a réalisé un travail considérable pour éveiller le peuple, conquérir la liberté et mettre en place des institutions réellement démocratiques. Dans la mesure où il met en mouvement et où il fait participer à la politique des masses de plus en plus larges de la paysannerie chinoise, le parti de Sun Yat-sen devient un grand facteur de progrès pour l'Asie et pour toute l'humanité. Et, même si les aventuriers politiques, les chevaliers d'industrie et les dictateurs qui s'appuient sur les forces réactionnaires du pays lui infligent des défaites, l'œuvre réalisée par ce parti ne périra jamais.

Rédigé le 28 avril (11 mai) 1913.
Publié le 3 mai 1913 dans
le n° 100 de la « Pravda »

Conforme au texte
du journal

A PROPOS DE L'EDITORIAL DU N° 189 DU *LOUTCH*

...* Il est clair que la phrase sur la lutte « par tous les moyens utilisables » n'engage absolument personne. On dirait au contraire qu'elle a été spécialement choisie pour servir de justification aux libéraux. Car enfin, qu'est-ce que ces moyens « utilisables » ? L'éditorialiste du *Loutch* est-il candide et naïf au point d'ignorer que le libéralisme russe ne craint pas d'« utiliser » des « moyens » bons pour des *canailles* ? Il le sait, mais il n'en dit rien pour que les libéraux aient meilleure figure.

Le millionnaire libéral le fabricant Konovalov, qui n'a pu se faire élire à la Douma qu'en trompant grossièrement la démocratie (un bon exemple des méthodes infâmes !), a reçu l'autorisation de créer une société, la « Rousskaïa Molva », au capital d'un demi-million de roubles dont le but est d'unir les cadets et les octobristes au sein d'un journal « progressiste » : la *Rousskaïa Molva* ³⁶².

C'est là un fait que le *Loutch* connaît très bien. Et pourtant, il fait chorus avec les Konovalov et les écrivains qui le servent et il concocte une résolution à propos de « la lutte par tous les moyens utilisables ». Je prends à témoin tous les ouvriers et tous les paysans tant soit peu au fait : n'est-il pas évident que cette résolution vise à *tromper le peuple* en choisissant à dessein des termes aussi imprécis qu'« utilisables », car *chacun sait* que pour les Konovalov les moyens « utilisables » sont ceux qui ne peuvent causer aucune inquiétude sérieuse à M.M. Pourichkévitich et C^o ?

Il n'y a rien de plus évident. Toute l'activité des Konovalov (et non seulement des Konovalov mais de tous les libéraux) a entièrement prouvé que pour ces messieurs, les seuls moyens « utilisables » sont ceux *qui ne menacent pas* les fondements de la prospérité et des privilèges des Pourichkévitich et consorts.

Nous aurions dû aller à la conférence pour dénoncer cette supercherie pour la millième fois (nous ne nous en lassons jamais) et pour faire apprécier aux démocrates naïfs,

* Le début de l'article n'a pas été retrouvé. (N.R.)

ou ignorants, le « piquant » (ou, si vous voulez la vérité crue, l'*abjection* et la *fausseté*) du qualificatif d'« utilisable ».

Ce terme d'« utilisable » est le plus ignoble, le plus répugnant, le plus vil de tout le vocabulaire politique russe. Il faut d'ailleurs noter que du point de vue de la grammaire, il est tout simplement ridicule de proclamer : « Je n'admets que les moyens utilisables » car on ne voit guère quel usage on pourrait faire de l'« *inutilisable* ». Mais comme on s'en doute, le problème n'est pas de grammaire, mais de politique. Les ouvriers ont de l'« utilisable » une conception *différente* de celle des Konovalov, des Milioukov et C^{ie}.

Je prends un exemple négatif. Les ouvriers considèrent comme *inutilisable* la « méthode » en vertu de laquelle on déclare un jour que tel discours de Rodzianko est « constitutionnel » pour aller le lendemain traiter d'odieux les octobristes (qui, depuis le 17 octobre et peut-être plus longtemps encore, sont demeurés inébranlablement fidèles à eux-mêmes et à Pourichkévitch).

Pour les ouvriers, un tel procédé est une ignominie « *inutilisable* ». Pour les Konovalov et les Milioukov, c'est une « tactique constitutionnelle » « utilisable ».

Prenons maintenant un exemple positif. Mais... avec l'article 129... Vraiment, Messieurs, si vous le permettez, je ne citerai, dans cet article, ce journal, cette revue, *aucun* exemple positif. Par contre, si j'avais assisté à la conférence et si à cette conférence les Konovalov et les Milioukov avaient pris l'engagement de ne pas se conduire en délateurs, je pourrais en citer un qui est concret, magnifique, hautement éclairant, historique, statistique et positif tout à la fois ! Et vraiment la plume me démange, car avec cet exemple, on verrait clairement ce qui est « utilisable » par les ouvriers et ce qui l'est par les Konovalov et les Milioukov, dans le domaine de l'action en général et dans celui du *porte-monnaie* en particulier... Mais retenons-nous.

Décidément nous aurions dû aller à la conférence. Peut-être *y aurions-nous* eu une plus grande liberté de parole qu'ailleurs. Il aurait fallu proposer aux démocrates de donner leur opinion sur la nocivité du réformisme. Etant donné le problème débattu, une telle proposition serait venue tout à fait à propos. Elle aurait permis d'obtenir *deux* résolutions : une résolution démocratique « *inutilisable* » pour les

libéraux (mais « utilisable » pour les ouvriers et pour une partie au moins des petits bourgeois conscients) et une résolution libérale « utilisable » pour les Konovalov. Le public aurait eu la possibilité de lire ces deux textes ou d'en entendre parler, et d'y réfléchir. Il serait allé au fond des choses. Il aurait fait un peu travailler ses méninges. Les gens auraient fait certains rapprochements.

Et il y a fort à parier qu'au bout d'un certain temps, des milieux démocrates encore subjugués par les phrases ronflantes des libéraux, auraient fini par se détacher des démocrates qui estiment « inutilisable » la bassesse libérale et jugent plutôt « utilisable » quelque chose d'autre. Ce serait là aussi une « action commune ». Mais naturellement, elle n'aurait pas grand-chose à voir avec les conversations menées en commun avec les libéraux sur les limites de ce qui est « utilisable » par le libéralisme.

Il est évident que les gens qui dirigent le *Loutch* sont des libéraux de la pire espèce. Encore quelques éditoriaux comme celui du n° 189 et les ouvriers sauront définitivement qui sont ces « mauvais bergers ». Continuez, messieurs du *Loutch* ! Ne vous arrêtez pas en si bon chemin !

Rédigé le 10 (23) mai 1913 au plus tôt.

Signé : « Un étranger ».

Publié pour la première fois en 1961

dans la 5^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 23

Conforme au manuscrit

CE QUE DISENT LES GROS PROPRIÉTAIRES FONCIERS DE L'EXODE DES OUVRIERS AGRICOLES

Le journal Cent-Noirs *Novoïé Vrémia* publie actuellement une intéressante discussion des gros propriétaires fonciers de Pologne et des autres régions limitrophes de la Russie sur l'exode des ouvriers agricoles qui partent travailler en Allemagne et dans les autres pays d'Europe.

Cet exode se développe à un rythme rapide. Le nombre des ouvriers agricoles qui ont émigré est passé de 218 000 en 1901 à 740 000 en 1911 (soit 3 fois plus) et il y a tout lieu de penser qu'il a atteint 800 000 en 1912.

Il faut noter d'autre part que ce mouvement est en train de sortir des limites de la Pologne et qu'il commence à gagner le centre de la Russie. « A l'heure actuelle, il n'est pas rare de rencontrer aux frontières de notre pays, et même au-delà de ces frontières, des gens de Toula, d'Orel et de Riazan. » L'émigration est d'ailleurs favorisée par le fait que lorsqu'ils partent travailler dans l'agriculture à l'étranger, les ouvriers se voient délivrer un passeport *gratuit* valable 10 mois.

A quoi cette émigration est-elle due ? Au fait que la ruine des paysans russes ne cesse de s'accroître, que l'arbitraire et le joug des gros propriétaires fonciers provoquent une stagnation générale de la vie économique, qui réduit les possibilités de trouver un métier d'appoint. Au fait enfin que dans notre pays, les salaires sont maintenus à un niveau extrêmement bas, digne du temps du servage.

En Russie, en effet, le salaire annuel moyen d'un ouvrier agricole est de 62 roubles ; en ajoutant 46 roubles par an comme valeur de la nourriture, nous arrivons à 108 roubles. Or en Allemagne ce même salaire est de 180 roubles soit près de *deux fois plus* (notons entre parenthèses qu'il atteint 300 roubles en Angleterre et 500 roubles en Amérique).

Dans ces conditions, le fait que *des centaines de milliers* d'ouvriers quittent la Russie où règnent l'arbitraire, la famine et la misère pour aller chercher du travail en Allemagne et même au Danemark, en Suisse ou en France, ce fait donc n'a rien que de normal. Les ouvriers trouvent dans les pays où ils émigrent un niveau culturel plus élevé, des modes d'exploitation de la terre infiniment plus modernes, des récoltes incomparablement plus abondantes, et surtout la liberté politique, la liberté pour la presse et les organisations ouvrières.

Et c'est précisément là le sujet de la controverse entre messieurs les gros propriétaires fonciers : les uns pensent que les patrons ont intérêt à ce que nos ouvriers prennent massivement connaissance des meilleurs procédés agricoles. Les autres au contraire s'indignent de cette émigration qui provoque des hausses de salaires dans les régions d'où partent les ouvriers.

On sait que l'opinion qui prédomine en Russie (et dans

la législation russe en particulier) est celle de cette *seconde* catégorie de propriétaires fonciers qui voudraient que les paysans soient « sédentaires » (c'est-à-dire attachés à la terre), dociles (qu'ils n'aient pas où aller) et plongés dans l'ignorance et la sauvagerie (afin qu'ils n'aient pas la possibilité de voir comment la vie pourrait être meilleure ni comment vivent les ouvriers des autres pays).

Et, malgré tout le mal qu'ils font à la Russie, ces gros propriétaires fonciers esclavagistes ne sont heureusement plus en mesure d'arrêter la marche du capitalisme mondial qui vient chercher le moujik russe jusque dans sa tanière.

Rédigé le 10 (21) mai 1913.
Publié le 18 mai 1913
dans le n° 113 de la « Pravda ».
Signé : D

Conforme au texte
du journal

LE PARTI OUVRIER ET LES JONGLEURS LIBÉRAUX

(A PROPOS DE POTRESSOV)

... * Monsieur Potressov cite (ou plus exactement falsifie) l'article que Georges Plékhanov a fait paraître en août 1905. On sait qu'à cette époque, la scission était complète et officielle entre les bolcheviks qui avaient fait bloc autour du III^e Congrès du parti social-démocrate (tenu à Londres en mai 1905) et les mencheviks (rassemblés à la même date à la « conférence » de Genève)³⁶³. Au printemps de 1906 comme en 1905, les uns et les autres avaient leurs organes de presse distincts.

Ce sont là des faits historiques que tout le monde connaît mais que notre jongleur M. Potressov voudrait bien faire oublier.

Il est contraint de les *passer sous silence*, car ils mettent en évidence toute l'impudence de ses procédés !

Au moment où l'article de Plékhanov est paru, en effet, *aucun des deux* partis social-démocrates (et Plékhanov se tenait en marge des deux partis) *n'a* adopté la *moindre* résolution pour signaler que cet article avait un caractère anti-parti, liquidateur, qu'il tendait à détruire, à nier le parti !

* Le début de l'article n'a pas été retrouvé. (N.R.)

Voilà qui est net, monsieur le libéral, spécialiste en subterfuges et camouflage !

Le liquidationnisme est un *courant* qui a été condamné de façon formelle en décembre 1908 et janvier 1910 par les résolutions du *parti* (adoptées à l'unanimité par toutes les tendances).

Or, *aucune* conférence du parti (ni aucun autre organisme) n'a *jamais* considéré que l'article de Plékhanov contenait des idées liquidatrices. *Voilà qui est net* ! M. A. Potressov s'accroche à un vieux article de Plékhanov, accumule les citations pour *dissimuler* le fait que lui, Potressov, a été condamné avec son *courant* liquidateur par la *totalité* du *parti*.

Mais les jongleurs de l'intelligentsia libérale, comme Monsieur Potressov, ont un mépris de grand seigneur pour les décisions du *parti ouvrier*. Ces résolutions du *parti*, n'est-ce pas, elles ne les concernent pas !

Le parti ouvrier, en revanche, n'a rien à faire avec le *Loutch* libéral et le libéral M. Potressov qui « trouvent » des idées liquidatrices dans de vieux articles de Plékhanov, tout comme V. Tchernov « trouvait » des idées populistes chez Liebknecht !

Les bavardages par lesquels M. Potressov tente de détourner l'attention de la condamnation que le parti a prononcée contre le courant liquidateur, sont lamentables et ridicules !

Quand ils parlent de faire un *procès* à Plékhanov, Potressov et le *Loutch* se moquent du monde. Ils savent bien en effet que tous les *accuseraient* et riraient des griefs qu'ils font à Plékhanov.

Rédigé le 27 mai (9 juin) 1913.

Publié intégralement pour
la première fois en 1961

Conforme au manuscrit

dans la 5^e édition des Œuvres de Lénine,
tome 23

LES CAPITALISTES ET L'ARMEMENT

Depuis un certain temps, la presse ouvrière anglaise mène une campagne pleine d'intérêt et d'enseignements pour dénoncer l'action des cartels capitalistes internationaux qui poussent les peuples à la guerre.

Prenons par exemple le *trust* (ou cartel) Nobel qui est spécialisé dans la fabrication de la *dynamite*. Avec un capital de 30 millions de roubles, ce trust a réalisé au cours de l'année dernière un bénéfice net de 3 300 000 roubles. 11 % de bénéfice, qui dit mieux ?

Dans leur bilan annuel, ces nobles trafiquants de machines à assassiner expliquent modestement leur succès par la courte phrase suivante : « Au cours de cette année, écrivent-ils, il y a eu un accroissement de la demande en munitions ».

Comment donc ! La presse capitaliste et les hommes politiques qui servent les capitalistes poussent à la guerre et réclament de nouvelles armes : n'est-ce pas avantageux pour les industriels qui fabriquent du matériel de guerre !

Mais, qui sont-ils, ces industriels ?

Ils regroupent les capitalistes de *toutes* nationalités, des frères de ministres, des parlementaires, etc...

C'est ainsi par exemple que parmi les actionnaires du trust de la « dynamite » (ce trust est actionnaire, sinon propriétaire de *quatre* fabriques de dynamite en Allemagne), on trouve les noms suivants :

Armée allemande : Général Von Mulburg, commandant baron Von Fritch, etc...

Armée anglaise : Général John Donald, colonel Neil Findley, etc..., etc...

Armée française : colonel François Laffargue.

Lord Glenconner, frère de madame Asquith, épouse du *Premier ministre anglais*, le ministre Sir Norse, Harold Tennant, membre de la chambre des Communes, la « Banque allemande », la « Banque de Hanovre » et *ainsi de suite*.

Pour les chefs des partis *nationaux* qui, dans les divers parlements, proclament leur « patriotisme » avec tant d'ardeur et ont un tel souci de la « puissance de l'Etat » (voyez les discours des cadets, des progressistes, des octobristes à la quatrième Douma)³⁶⁴, le patriotisme consiste à armer la France contre l'Allemagne, l'Allemagne contre l'Angleterre, etc. Ils sont tous d'aussi ardents patriotes, aussi soucieux de la « puissance de l'Etat », le leur bien sûr, face à l'ennemi.

Puis, ils vont siéger avec l'« ennemi » au conseil d'administration ou dans les assemblées d'actionnaires du trust

de la dynamite et des autres cartels, où ils ramassent des millions de bénéfices, tout en poussant chacun « son propre » peuple à la guerre avec les autres peuples.

La « Pravda » n° 133,
12 juin 1913

Conforme au texte
du journal

DE LA VIANDE BON MARCHÉ POUR LE « PEUPLE »

Voici une nouvelle sensationnelle ! Un des besoins les plus essentiels des ouvriers va enfin être satisfait ! Le peuple va pouvoir se procurer de la viande bon marché. Où, quand, comment ?

Le *Rousskoïé Slovo* annonce qu'une « Freibank », c'est-à-dire un magasin où l'on vendra de la viande bon marché, inoffensive et éventuellement comestible, vient de s'ouvrir aux abattoirs de Moscou.

De la viande bon marché, voilà qui est bien. Mais que signifie « inoffensive », « éventuellement comestible » (ou *éventuellement non comestible*, cela revient au même !) ? Voici ce qu'il en est.

Quand le bétail arrive aux abattoirs, il est examiné par un vétérinaire et les bêtes malades sont mises au rebut. Il n'est pas permis de les tuer, car leur consommation risque de contaminer les gens. Cette mesure touche tout particulièrement les bêtes atteintes de tuberculose ou porteuses de vers intestinaux.

Sur 450 000 têtes de bétail qui arrivent aux abattoirs de Moscou, il y en a environ 30 000 qui sont mises au rebut comme *suspectes*.

Eh bien, ce sont ces bêtes suspectes qui sont rendues inoffensives par maintien pendant trois heures à la température de l'ébullition de l'eau sous la surveillance d'un vétérinaire. Cette stérilisation est censée tuer les bacilles de Koch et les parasites.

Peut-être effectivement sont-ils tous ou presque tous supprimés. On obtient ainsi une viande inoffensive, insipide et bon marché.

« Evidemment on n'en mourra pas, disent les gens dont le *Rousskoïé Slovo* rapporte les conversations. On risquera

tout simplement une bonne tuberculose ou des coliques à se rouler par terre. »

Les acheteurs sont foule. Les ouvriers y viennent même de quartiers éloignés. Les files d'attente avancent lentement. Le matin, elles sont surtout composées de femmes et pendant la journée, on y trouve principalement des ouvriers du bâtiment.

Comme on peut s'en douter, en effet, cette viande inoffensive, insipide, qui ne vous fait pas mourir mais vous donne des coliques est réservée au peuple qui n'a pas les moyens de se payer de la véritable viande.

Plus le contrôle vétérinaire est sévère, plus il y a de bêtes qui sont mises au rebut. « De la sorte, conclut le *Rousskoïé Slovo*, toutes les catégories de la population ont intérêt à ce que le contrôle soit strict. En effet, les classes moyennes sont assurées ainsi de la qualité de la marchandise livrée par les abattoirs et les classes pauvres sont assurées que la « Freibank » sera toujours approvisionnée. »

Quelle époque civilisée et humaniste que la nôtre : on a trouvé le moyen d'intéresser à une même affaire « toutes les catégories » de la population. Quelle époque de liberté pour la viande à bon marché. Car n'est-ce pas, personne n'ignore qu'en allemand, « Freibank » signifie « magasin libre ».

Que ne fait-on pas pour le peuple ? On lui donne la culture, la liberté, des produits bon marché, on prend des mesures pour ranimer le commerce. Si vous voyez l'annonce « société de logements populaires », vous pouvez y aller sans crainte : on vous donnera un grenier ou une cave, mais ils seront bon marché et placés sous surveillance médicale. Vous risquerez bien d'y attraper la tuberculose mais avec de la chance, vous n'en mourrez pas.

Même chose si vous voyez un « restaurant populaire ». N'ayez pas peur d'y entrer. On vous y servira de la bonne viande inoffensive, bon marché, acceptée par les abattoirs avec contrôle médical ou refusée par eux sans contrôle.

Même chose encore si vous tombez sur une « bibliothèque populaire ». N'hésitez pas à vous réjouir. Vous y trouverez des brochures bon marché et peut-être gratuites, éditées par l'Union du peuple russe ou le club nationaliste de Russie sous le contrôle moral de la censure ecclésiastique.

On parle d'ouvrir des « Freibank » où l'on fabriquera sous contrôle vétérinaire (pardon, je voulais dire médical) du pain « populaire »... avec de l'herbe désinfectée et bouillie.

Culture, liberté, produits bon marché, commerce florissant, rien n'est refusé au peuple ! D'ailleurs, l'ensemble de la population ne va pas manquer d'être de plus en plus intéressée à toutes ces merveilles : les riches veilleront à ce que leur viande soit de bonne qualité et les pauvres à ce que leurs « Freibank » soient toujours approvisionnées en viande éventuellement comestible.

Rédigé le 8 (21) juin 1913.
Publié le 16 juin 1913
dans le n° 137 de la « Pravda ».
Signé : V

Conforme au texte
du journal

**PROJET D'ACCORD
ENTRE LE C.C. DU P.O.S.D.R.
ET LE GROUPE « PRIBOÏ »,
POUR LA TRANSFORMATION
DE CE DERNIER EN MAISON
D'ÉDITION DU C.C. DU P.O.S.D.R. ³⁶⁵**

Introduction X)) Mérites et rôle de premier plan joué par le groupe

I Etant donné la façon dont les choses se développent et la nécessité d'une investiture officielle, il convient de transformer le groupe *en maison d'édition du C. C.* sur les bases suivantes :

a) le groupe gère de façon autonome tout ce qui a trait à l'administration et à l'organisation ;

b) tous les livres et les documents dont l'édition n'est pas urgente doivent être soumis à un examen préalable du C.C. ; en cas d'urgence, on procédera à l'édition sans que cet examen ait eu lieu, mais le représentant du C.C. pourra y opposer son veto.

S'il y a désaccord, et que la conciliation se révèle impossible, le problème sera transmis au C.C. réuni en corps qui tranchera définitivement.

C'est également le C.C. réuni en corps qui devra trancher au cas où des divergences éclateraient entre son représentant et le groupe « Priboï » à propos de l'édition de brochures proposées par le représentant du C.C.

c) Le C.C. nomme le camarade X responsable des finances de sa maison d'édition.

7 août 1913

Publié pour la première fois
en 1962 dans la revue
« *Istoricheski Arkhiv* », n° 1

Conforme au manuscrit

LES OCTOBRISTES ET LE MOUVEMENT OUVRIER

La situation politique actuelle en Russie est particulièrement intéressante. Nous avons d'une part les cadets, les progressistes et les octobristes qui sont en train de mener des pourparlers afin de mettre sur pied une tactique d'« opposition » commune au sein de la Douma, et d'autre part, nous avons le mouvement ouvrier. Tout cela montre bien que ce n'est pas à une simple « reprise d'activité » que nous avons affaire, mais à quelque chose de plus profond.

L'un des documents les plus instructifs de notre intéressante époque est l'appel que le comité central de l'« Union du 17 octobre » vient de lancer aux membres de son parti pour les inviter (d'après la *Retch*) « à secouer leur apathie et à se mettre énergiquement au travail ».

« Au moment où, comme le prouvent par exemple les récentes grèves, les forces révolutionnaires se remettent en mouvement, écrit le C.C. octobriste, tous les citoyens de bon sens, tous ceux qui souhaitent sincèrement que l'Etat connaisse un développement progressiste, doivent rejoindre l'« Union du 17 octobre » et par là même renforcer ses rangs et son autorité. »

Leur travail, ajoute le C.C. octobriste, « doit paralyser l'influence des éléments destructeurs qui font à nouveau entendre leurs clameurs insolentes et qui renouvellent leur appel à un bouleversement du régime politique et social de la Russie. Le comité central rappelle aux personnes de bon sens que si elles laissent faire, si elles se détournent de

la vie publique, l'Etat et la société seront exposés à des dommages incalculables. Il est persuadé que les millions de citoyens russes bien intentionnés ne permettront pas qu'une petite poignée de révolutionnaires fasse périr la Russie ».

C'est ainsi que la « Retch » (n° 275) expose le contenu de cet intéressant appel du C.C. octobriste, sans paraître y voir quoi que ce soit qui s'écarte de la politique habituelle des octobristes.

Examinons donc ce document caractéristique de l'histoire de notre temps. Si les octobristes sont invités « à secouer leur apathie », cela veut dire que, jusqu'à présent, ils étaient apathiques ? Quand les forces de la réaction triomphaient, les octobristes étaient « plongés dans l'apathie ». Quand il *semblait* qu'elles suffisaient... à maintenir l'« ordre », les octobristes étaient contents et ne voyaient aucune nécessité de « se mettre au travail ». Par contre, dès qu'il est apparu que les forces de la réaction ne suffisaient plus (dès que les forces hostiles à la réaction « se sont remises en mouvement »), les octobristes se sont mis énergiquement à l'œuvre *pour aider la réaction*.

Car enfin, n'est-ce pas aider la réaction que de tonner, comme le fait cet influent groupe parlementaire, contre les « clameurs insolentes » de la gauche, contre son désir de « faire périr la Russie » ? Qu'on y réfléchisse un instant : « une petite poignée de gens » menace soudain de « faire périr la Russie » ! La gauche dont les journaux (elle en a au moins une dizaine dans l'ensemble de la Russie) sont saisis quasiment tous les jours se fait remarquer par « clameurs insolentes » ! Ces phrases ne reprennent-elles pas mot pour mot les authentiques clameurs insolentes répétées quotidiennement dans la presse gouvernementale Cent-Noirs.

Nous voyons clairement à quoi aboutit, dans la pratique, la propagande en faveur des idées « progressistes » quand elle est menée dans l'esprit du « manifeste du 17 octobre ». A peine le renforcement du mouvement ouvrier a-t-il imprimé une nouvelle impulsion à la vie sociale que nos « progressistes » bourgeois ont commencé à montrer les dents, *non pas* à la réaction, mais précisément au mouvement ouvrier.

A l'heure actuelle, on peut observer en Russie le même rapport de forces que celui que nous avons connu il y a

huit ou neuf ans. La seule différence, c'est qu'aujourd'hui les forces en présence ont un plus vaste champ d'action. Les octobristes, les progressistes et les cadets formaient alors un bloc non différencié (cohérent, c'était ce qu'on appelait la « société d'avant-garde »). Ils constituent aujourd'hui *trois* partis de la bourgeoisie (octobristes, progressistes et cadets), éprouvés et aguerris par l'expérience de trois Doumas et par les événements si importants des années 1906-1912. Entre ces trois partis, la division du travail est *parfaitement mise au point* : les octobristes déclarent ouvertement la guerre à la gauche sous une forme tout à fait digne des Cent-Noirs. Les progressistes leur *emboîtent* le pas hier, continuent à le faire aujourd'hui et promettent de consacrer à cette honorable occupation tout le temps qu'elle requiert. Quant aux cadets, ils « approuvent » les progressistes, amis des octobristes, tout en assurant le peuple de leur, hé oui, démocratisme.

Il y a huit ans, le mouvement ouvrier a déjà su éviter les flottements et les trahisons ouvertes ou masquées des cadets et des octobristes, on ne voit vraiment pas pourquoi les ouvriers seraient devenus *plus* bêtes depuis.

« Za Pravdou » n° 10,
16 octobre 1913. Signé : K - p o v

Conforme au texte
du journal

A PROPOS DE « L'ANNIVERSAIRE DE L'INTELLIGENTSIA RUSSE »

A l'occasion de son cinquantième anniversaire, le journal libéral de Moscou a été l'objet d'un flot de louanges de la part de tous les libéraux de Russie. Cela est normal, légitime, conséquent. Quand on est libéral, en effet, il est naturel qu'on fête l'anniversaire d'un journal de son parti. Les *Rousskié Viédomosti*³⁶⁸ ne sont ni meilleurs ni pires que les autres journaux libéraux et, à certains égards (par l'abondance des textes *scientifiques* qu'ils publient, par exemple), leur niveau est incontestablement supérieur au niveau moyen de ce genre de publication.

Mais, quand les ténors du libéralisme, quand messieurs Kovalevski, Milioukov, Manouïlov, Bounine, etc., viennent

le féliciter *au nom* et du point de vue *de la démocratie*, il s'agit d'un mensonge flagrant qu'on ne peut laisser passer sans réplique.

Vous nous jurez que vous êtes pour la liberté politique, messieurs les notables du libéralisme ! Mais vous oubliez une chose pourtant simple : c'est qu'un mouvement comme le libéralisme russe qui ne met aucun frein à l'activité contre-révolutionnaire de ses membres ne mérite pas la liberté politique et est d'ailleurs incapable de l'obtenir.

Vous fêtez le 50^e anniversaire des *Rousskié Viédomosti* ? Fort bien. Mais s'il vous plaît, ne cachez pas la *vérité*. N'oubliez pas que lorsque pour la première fois de son histoire, la Russie a été le théâtre d'un profond mouvement de masse visant de façon sérieuse à l'obtention de la liberté politique, les *Rousskié Viédomosti* ont été un des premiers journaux libéraux à faire obstacle à ce mouvement.

Reportons-nous à l'été de 1905. Le professeur Vinogradov, historien, cette étoile de la science libérale et du journalisme libéral, publia alors dans les *Rousskié Viédomosti* un article célèbre, un article « historique » inoubliable et « inoublié ». L'idée maîtresse en était : il serait souhaitable que le mouvement n'aille pas plus loin que celui qui a eu lieu en Allemagne en 1848-1849, faute de quoi il faudrait que le gendarme prussien vienne rétablir l'ordre dans notre pays.

Telles étaient les thèses que l'on trouvait dans les *Rousskié Viédomosti*, journal des libéraux, pendant l'été 1905 ! !

Tous les Russes qui tiennent à leur réputation de démocrates doivent réfléchir à ce fait historique. L'histoire a prouvé de façon irrévocable que le mouvement de l'automne 1905 n'avait pas été assez puissant, mais le célèbre libéral a commencé à le trouver trop fort et à lui mettre des bâtons dans les roues dès l'été 1905.

C'est là un fait évident. Ce libéral, tous ces — passez-moi l'expression — politiciens libéraux, sont moralement et politiquement *responsables* des pogroms de l'automne 1905. Car la ligne « vinogradovienne » suivie par le mouvement libéral constitue un des facteurs qui ont permis aux organisateurs de ces pogroms de faire preuve de tant d'arrogance et de force.

Les libéraux « vinogradoviens » ont le gouvernement qu'ils ont *bien* mérité. Le libéral « vinogradovien » qui écrit dans les *Rousskié Viédomosti* et les Pourichkévitch, constituent en effet les deux faces d'une même médaille, ils sont deux phénomènes liés l'un à l'autre et dépendant l'un de l'autre.

Tant que (ou dans la mesure où) il n'y aura pas en Russie de mouvement démocratique de masse comprenant clairement toute la stupidité, l'imprévoyance et l'ignominie du libéralisme « vinogradovien » des *Rousskié Viédomosti*, il ne pourra pas y avoir non plus de liberté politique.

« *Za Pravdou* » n° 10, 16 octobre 1913

Conforme au texte
du journal

PROJET DE RÉSOLUTION DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES À PROPOS DES ACCUSATIONS CALOMNIEUSES LANCÉES PAR LES LIQUIDATEURS CONTRE LE MILITANT DES ASSURANCES X ³⁶⁷

Après avoir examiné les accusations lancées par les liquidateurs dans les colonnes de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* contre le militant des assurances X, après avoir pris tous les renseignements nécessaires auprès de la rédaction du journal liquidateur et de la rédaction de *Za Pravdou*, qui a publié dans son numéro du 17 octobre la résolution de cinq organisations marxistes, la direction de telle union ou de telle société estime que cette résolution est juste et que la campagne liquidatrice a un caractère calomnieux.

Notre société appelle les ouvriers à protéger leur organisation en boycottant les calomniateurs au cas où ces derniers ne reviendraient pas publiquement et sans équivoque sur leurs calomnies.

Rédigé le 19 octobre (1^{er} novembre)
1913 au plus tôt.
Publié pour la première fois en 1965
dans la 5^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 54

Conforme au manuscrit

COMMENT LES OUVRIERS RUSSES JUGENT LA SCISSION DU GROUPE PARLEMENTAIRE SOCIAL-DÉMOCRATE

On peut lire actuellement dans les deux journaux social-démocrates de Pétersbourg (celui qui défend les thèses liquidatrices et celui qui défend les thèses du parti) les motions qui ont été adoptées par les groupes ouvriers de toutes les régions de la Russie. Les ouvriers y définissent leur attitude à l'égard des deux groupes social-démocrates qui se sont formés à la Douma : 1) le groupe social-démocrate (7 députés+Jagiello) et 2) le groupe ouvrier social-démocrate de Russie, qui comprend 6 députés ouvriers social-démocrates.

Grâce aux données qui nous sont fournies par les deux journaux, nous avons d'ores et déjà la possibilité de dresser un bilan exact des résolutions ouvrières parvenues en un mois (20 octobre-20 novembre, ancien calendrier).

Les résolutions qui portent un nombre déterminé de *signatures* sont les plus précises, et elles n'ont d'ailleurs jamais été contestées par aucune des deux parties en présence. Or, si on fait le total des signatures rassemblées pour l'ensemble de la Russie (le Caucase tout comme le Bund et les Lettons a une représentation particulière au Bureau Socialiste International), on obtient le résultat suivant : 4 850 pour le groupe ouvrier social-démocrate de Russie (celui des 6) et 2 539 pour le groupe social-démocrate (7 députés+Jagiello).

Dans les syndicats représentés par leurs directions (leurs dénominations ne sont pas révélées pour des raisons de sécurité), la situation est la suivante : neuf unions groupant 13 500 membres ont apporté leur soutien aux six et une seulement, dont on ne connaît pas les effectifs, s'est prononcée en faveur des sept.

Rédigé entre le 20 novembre
et le 1^{er} décembre (3 et 14 décembre) 1913.
Publié pour la première fois en 1961
dans la 5^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 24

Conforme au manuscrit

PLAN DE RAPPORT AUX ORGANISATIONS LOCALES SUR LA CONFÉRENCE ÉLARGIE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R., TENUE À PORONIN EN 1913 ³⁶⁸

Plan de rapport aux militants de base

12/XII.

Thème général : le mouvement de grève et les événements qui se sont produits dans la vie du parti depuis l'été 1913. Résolutions de la conférence. Il faudra insister tout particulièrement sur les points suivants :

1) Grève générale du 9 janvier 1914. Résolution de la conférence. Nécessité de la grève. Ses mots d'ordre (république démocratique, journée de huit heures, confiscation des terres appartenant aux gros propriétaires fonciers). Renforcer la préparation de la grève.

2) *La campagne des assurances*. Le développement de la diffusion de la revue *Voprossy Strakhovania* ³⁶⁹. Création de cellules du parti à l'intérieur de toutes les caisses d'assurances et de tous les organismes de direction. La nécessité pour le parti de détenir la majorité dans ces organismes (même chose pour les syndicats, les clubs, etc., etc.).

3) *Le groupe des 6 et le groupe des 7*. Les principales causes de la scission : (a) le courant liquidateur = la destruction du parti. *Telle est la raison pour laquelle* la lutte s'est engagée. Le groupe des sept *penche* du côté des liquidateurs. (b) Il *n'accepte pas* les décisions du parti. (c) Prouvé que *la majorité du parti* s'est prononcée en faveur des six. Se reporter à ce sujet aux chiffres de base publiés par la *Pravda*. Avoir sur soi les numéros du journal avec les matériaux consacrés à la scission. (Les envois de résolutions en faveur des six doivent continuer et *s'accroître*.)

4) Le Congrès du parti. Sa nécessité. *Toutes* les cellules clandestines doivent y participer. Sa préparation : l'essentiel, c'est *l'argent*. La collecte d'un *fonds* destiné au congrès (cette collecte devra se faire essentiellement par l'intermédiaire des députés). Poser comme objectif qu'au

printemps, chaque groupe ou union de groupes devra avoir collecté une somme équivalent au *double* de ce qu'il devra dépenser (la dépense pour un délégué est de 150 roubles. Chaque groupe ou union devra donc ramasser 300 roubles).

5) Nécessité du développement et du renforcement des liaisons (apprendre à entretenir une correspondance avec le Bureau de Pétersbourg et le Bureau à l'étranger). La correspondance est mal organisée et, *de ce fait*, l'*acheminement* cloche. Il faut que nous ayons des hommes de confiance dans toutes les organisations.

6) Dégager les points essentiels des résolutions de la conférence. Pour le problème national par exemple : (a) la lutte contre toute espèce de nationalisme quel qu'il soit, même si ce nationalisme prend une forme subtile (autonomie nationale culturelle) ; (b) l'unité des ouvriers de toute nationalité ; (c) la lutte contre le nationalisme *grand-russe* Cent-Noirs (faire un résumé analogue pour les autres résolutions).

7) La presse légale et la presse illégale. Développer la souscription. La presse légale est inévitablement appelée à *périr* : il faut donc consacrer toutes nos forces à la création d'une presse illégale. (Voir l'« Annonce », pp. 9-10 essentiellement.)

Rédigé le 29 novembre (12 décembre) 1913.
Publié pour la première fois en 1923
dans le livre « A l'époque
de la « Zvezda » et de la « Pravda »
(1911-1914). » 3^e fascicule

Conforme au texte
d'une copie écrite
de la main de
N. K. Kroupskaya

A PROPOS DES PROCHAINES DÉCISIONS DU BUREAU

Toute une série de groupes et groupuscules se trouvant à l'étranger mène actuellement grand bruit à propos de la session du Bureau Socialiste International qui doit avoir lieu le 1^{er} (14) décembre prochain³⁷⁰. Il est possible que pour le second numéro du journal, des dépêches télégraphiques donnant des informations sur la décision qui aura été prise par le Bureau soient déjà parvenues à la rédaction. C'est pourquoi j'estime nécessaire de lui donner certains renseignements sur la façon dont les choses se présentent

afin qu'elle ne commette pas d'impairs et qu'elle sache immédiatement adopter le ton juste.

Tous ces groupes et groupuscules qui fonctionnent à l'étranger et qui n'ont pas la moindre base en Russie (comme celui de Rosa Luxembourg et des « tyszkistes », ou celui de Charles Rappoport qui vient de développer dans un journal français des idées voisines de celles de Rosa Luxembourg et de ses amis, celui d'Alexinski et des partisans parisiens de « Vpériod », etc...), tous ces groupuscules donc, multiplient les démarches pour que le Bureau vote une motion en faveur de l'« unité ».

Il va sans dire que nous aussi nous sommes pour l'unité !! Mais la campagne de ces groupuscules n'est qu'une lamentable manœuvre destinée à défendre les liquidateurs. Elle sera sans effet : on va en parler quelques temps et ça n'ira pas plus loin !

Quelle sera la décision du Bureau ? Il va de soi que nous ne pouvons pas le savoir. Un membre *très influent* (et même un groupe de membres) nous a cependant révélé qu'il avait été proposé de *remplacer* Plékhanov par le C.O. liquidateur et de n'accepter *que* les sept ou plutôt les huit pour représenter notre groupe parlementaire, *ceci pour des raisons formelles* : les groupes parlementaires de chaque pays représentent *non pas* leur parti mais eux-mêmes *et rien qu'eux-mêmes*. De la sorte, un groupe composé de huit socialistes révolutionnaires et de sept social-démocrates *ne* serait représenté *que* par les huit socialistes-révolutionnaires. Si ces renseignements sont exacts (il faudra les vérifier), il est évident que *pour l'instant* nous ne pouvons rien faire. Quant à Plékhanov, que les liquidateurs l'expulsent, *si seulement ils y gagnent* !!! Pour ma part, je suis persuadé du contraire.

C'est pourquoi je vous conseille instamment de ne pas vous énerver et de ne vous inquiéter ni des bruits répandus par les liquidateurs, ni des décisions que pourra prendre le Bureau. Nous avons pris des mesures pour que toutes les correspondances de Londres qui concernent les affaires *russe*s passent *par notre intermédiaire* (celles qui concernent les autres affaires vous seront adressées directement). Attendez-les *calmement* et vous verrez que vous avez eu raison de ne pas faire le voyage et que les liquidateurs

« en perdition » ne seront sauvés ni par leurs clameurs ni par le « bureau ».

Selon des nouvelles de *source privée*, Plékhanov ne viendra pas.

Pour l'instant, ne faites pas état de ces nouvelles. Je le répète : attendez calmement les articles de *votre* correspondant.

Rédigé le 1^{er} (14) décembre 1913
au plus tard.

Publié pour la première fois en 1961
dans la 5^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 24

Conforme au manuscrit

LA MISERE DES INSTITUTEURS PRIMAIRES ³⁷¹

En prévision du prochain congrès pan-russe de l'instruction publique qui doit se tenir au mois de décembre, nous voulons attirer l'attention sur un problème qui ne date pas d'hier mais qui est toujours d'actualité : la misère des instituteurs.

Nous avons devant les yeux le premier tome du *Recensement des écoles primaires de l'Empire* établi par le célèbre statisticien V.I. Pokrovski pour le Ministère de (passez-moi l'expression) l'instruction publique.

C'est là un ouvrage dont le caractère bureaucratique et officiel (au pire sens du terme) saute immédiatement aux yeux. Le recensement porte sur une seule journée, il a été effectué le 18 janvier 1911. Deux années plus tard, nous n'en avons toujours que le premier tome qui ne concerne que les provinces comprises dans la circonscription scolaire de Pétersbourg ! En Russie, il n'y a décidément que les lois comme celle qui attente à la liberté de la presse qui ne souffrent pas des lenteurs et des attermolements bureaucratiques.

Comme il se doit, le programme du recensement a été longuement discuté pendant toute l'année 1910 par toute une série de cabinets et de conférences bureaucratiques qui en ont systématiquement réduit la portée. C'est ainsi par exemple que dans le chapitre consacré à la langue maternelle des élèves, nous ne trouvons qu'une rubrique générale : langue « russe ». Sans subdivisions en biélorusse, ukrai-

nien (petit-russien) et grand-russe. De même, le recensement a ignoré toute une série d'établissements scolaires, comme par exemple les écoles communales fondées en vertu de la loi de 1872 ou les écoles privées de 1^{re} et 2^e catégorie, etc.

Il a été interdit de rassembler des données complètes, interdit de dire la vérité sur la langue parlée par les élèves dans leur famille, interdit enfin d'établir des comparaisons entre les écoles publiques et les écoles privées.

De son côté, l'auteur du recueil, ce M. Pokrovski pour lequel les libéraux sont si prodigues de louanges, a encore contribué à *déformer* les données qui avaient été recueillies. C'est ainsi par exemple que des données concernant le traitement de chaque enseignant avaient été rassemblées dans une rubrique à part. Sur un problème aussi pressant que celui de la misère des instituteurs primaires, il était en effet extrêmement important de connaître la vérité, de savoir quel était le *nombre précis* des maîtres et des maîtresses qui recevaient un salaire scandaleusement bas, extrêmement bas, très bas, etc.

Les renseignements nécessaires ont été rassemblés. Les données *existent*. Mais M. le statisticien libéral les a « élaborés » de façon à *dissimuler la vérité désagréable* qu'ils révélaient.

La seule chose que monsieur le statisticien daigne nous faire connaître, c'est le montant du salaire *moyen* des instituteurs et des institutrices des différentes provinces et catégories d'écoles. Comme on le voit, il respecte pieusement les divisions administratives. Oui, mais lorsqu'on veut connaître la vérité, ce qui est intéressant, c'est de savoir *combien* il y a d'instituteurs et d'institutrices affamés et misérables et non de savoir dans quelles provinces ou dans quelles catégories d'écoles ils se trouvent. D'après les matériaux qui avaient été collectés pour le recensement il était non seulement possible mais indispensable de déterminer quel était le *nombre* des enseignants recevant un salaire de famine (disons un salaire inférieur à 360 roubles ou oscillant entre 360 et 400 roubles, etc.). Mais cela n'a pas été fait. Ces données sont restées dispersées entre les centaines de milliers de fiches des archives.

Les moyennes officielles qui déforment et dissimulent la réalité sont les seuls chiffres auxquels le public aura

droit... Inutile d'ajouter que les statisticiens libéraux ne nous diront pas non plus quel est le pourcentage des chargés de famille parmi les enseignants qui reçoivent un salaire de famine.

Pour la circonscription de Saint-Petersbourg, les « moyennes » sont les suivantes : 433 roubles par an pour une institutrice et 376 pour un instituteur. Mais la majorité des enseignants est employée à la campagne et là, le traitement « moyen » ne dépasse pas 347 roubles pour les femmes et 367 pour les hommes (notons que les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes).

Il faut noter d'autre part que la *majorité* des enseignants qui dépendent de la circonscription de Pétersbourg travaillent dans d'autres provinces. Dans ces provinces, le salaire moyen des institutrices est le suivant : Olonetz, 375 roubles, Novgorod, 358 roubles, Vologda, 320 roubles, Arkhangelsk, 319 roubles, Pskov, 312 roubles.

Même avec ces chiffres qui embellissent la réalité, il est donc évident que la *majorité* des institutrices, parmi lesquelles on compte (toujours en moyenne) 11,5% de femmes mariées et 4,4% de veuves, a un salaire de famine : *de 26 à 30 roubles par mois*. Etant donné le coût de la vie, il est absolument évident que lorsqu'on touche un traitement analogue, on en est réduit à la faim et à la misère.

Passons maintenant aux données par « catégories ». Sur les 7 693 institutrices de la circonscription de Saint-Petersbourg, il y en a 2 180 qui sont employées dans les écoles paroissiales à classe unique. Comme on le voit il s'agit là d'une catégorie extrêmement importante. Quel est donc le salaire des institutrices de cette catégorie ?

En moyenne 302 roubles dans les villes et 301 roubles à la campagne.

L'Etat russe dépense des centaines de millions pour sa bureaucratie, sa police et son armée, mais il réduit les maîtres des écoles primaires à la famine. Quant à la bourgeoisie, elle veut bien considérer l'instruction publique avec « sympathie », mais à condition que les enseignants vivent plus mal que les valets des maisons nobles ou riches...

LES OUVRIERS RUSSES ET L'INTERNATIONALE

Dans ce numéro de notre journal, les camarades ouvriers trouveront un compte rendu détaillé de la session du Bureau Socialiste International qui vient de se tenir à Londres, ainsi que le texte de la résolution sur l'union des forces social-démocrates de Russie, qui a été adoptée au terme de cette session.

Tous les ouvriers conscients de Russie doivent étudier cette résolution avec la plus extrême attention.

Un ouvrier conscient ne se considère pas seulement comme un membre de la famille marxiste de *Russie*. Il sait qu'il fait également partie de la famille *internationale* des marxistes, qu'il a des devoirs envers l'Internationale ouvrière, qu'il doit tenir compte de son opinion et de ses vœux et qu'il ne doit jamais se couper de l'armée internationale des ouvriers.

Les ouvriers marxistes de Russie ne peuvent que se féliciter du fait que l'Internationale ouvrière exprime le désir de se mettre sérieusement au courant des discussions de principe qui jouent un rôle si important dans notre mouvement ouvrier russe. Par suite des conditions épouvantables de la vie politique et sociale de Russie, nos camarades étrangers sont en effet beaucoup plus ignorants de la situation réelle de notre mouvement ouvrier que de celle du mouvement dans n'importe quel autre pays. Cette ignorance est telle que récemment encore, les représentants de la social-démocratie allemande ont proposé de convoquer tous les cercles social-démocrates russes travaillant à l'étranger (les 12 « tendances ») pour élaborer un nouveau programme du parti *. Or il est de notoriété publique qu'un tel programme a été mis au point par le prolétariat russe dès 1903...

Par bonheur, cette situation est en train de prendre fin. Grâce à sa grande lutte héroïque, en effet, le prolétariat russe a fait parler de lui dans tout le monde civilisé. La classe ouvrière de Russie occupe de plein droit sa place au sein de l'Internationale ouvrière et l'on peut dire avec

* Voir le présent tome, pp. 273-278. (N.R.)

certitude que son rôle dans l'arène internationale va devenir de plus en plus important d'année en année.

Pour la première fois, la décision du Bureau Socialiste International offre aux ouvriers russes la possibilité de mettre nos camarades d'Europe occidentale parfaitement au courant de la nature de nos discussions. Le Bureau, en effet, pose le problème de la façon suivante : 1) Il propose de nous aider fraternellement à réaliser l'unité. 2) Il estime nécessaire de tirer au clair les véritables divergences. 3) Dans ce but, il charge son Comité exécutif d'entrer en contact et d'organiser des échanges d'opinion avec tous les social-démocrates qui acceptent le programme de la social-démocratie et avec ceux dont le programme s'en rapproche.

Tout cela est parfaitement acceptable pour les marxistes russes.

Il est effectivement extrêmement souhaitable de *tirer au clair* les divergences. Et non seulement celles qui opposent les marxistes aux liquidateurs, mais même celles qui opposent les marxistes aux populistes et aux sionistes-socialistes (qui, à notre point de vue, ne sont guère pires que le Bund ou le P.S.P., etc.). Si le Bureau International réussit à obtenir des formules claires et précises, s'il réussit à établir quelles sont les bases réelles des divergences politiques, un succès important aura été remporté.

Mais il va sans dire que le fait de préciser les divergences ne les fait pas disparaître. Elles proviennent d'appréciations totalement différentes sur l'époque que traverse actuellement la Russie. Nous sommes en présence de *deux* tactiques, de *deux* systèmes politiques : le système prolétarien et le système libéral. Telle est la source des divergences que rien ne peut éliminer.

Ceci étant dit, il serait néanmoins extrêmement souhaitable de déterminer clairement et précisément à *quelles conditions* chacune des deux parties en présence accepterait la réunification.

Les ouvriers marxistes ont une tâche très importante à accomplir : ils doivent étudier avec le plus grand soin et la plus grande attention la proposition du Bureau Socialiste International et indiquer quelles conditions ils mettent à la réalisation de l'unité.

Ces conditions sont claires et découlent de toute la

pratique du mouvement ouvrier. Les liquidateurs doivent reconnaître *réellement* l'organisation marxiste d'ensemble et admettre que les trois anciennes revendications fondamentales constituent les principaux mots d'ordre de notre propagande parmi les masses ; ils doivent renoncer aux modifications qu'ils ont apportées à notre programme (l'autonomie culturelle nationale) ; cesser leurs clameurs sur la « frénésie des grèves » ; condamner les aspirations séparatistes du Bund et exiger la fusion à la base ; condamner les attaques personnelles qui empoisonnent la lutte idéologique, etc. Dans le domaine du travail parlementaire, les sept doivent obligatoirement se soumettre à l'organisation marxiste d'ensemble et renoncer à leurs décisions antiparti (Jagiello, abrogation du programme, etc.). Rappelons à ce sujet que même le camarade Plékhanov, qui pourtant a de nombreux désaccords avec nous, écrit dans sa lettre au Bureau International que « la scission de notre groupe parlementaire a été causée par les décisions regrettables prises par nos camarades liquidateurs à une majorité de sept contre six ».

Quant à savoir avec qui exactement il est utile que le Bureau International entre en contact pour organiser un échange d'opinion général, cette question n'a pas encore été élucidée. Il est clair qu'ici deux voies sont possibles : ou bien on estime qu'il faut inviter les représentants des deux principaux courants : marxistes et liquidateurs, ou bien on estime que cette invitation doit s'étendre à « tous les social-démocrates » et à tous ceux qui se considèrent comme proches de la social-démocratie, ce qui implique le parti du député Jagiello (P.S.P.), les divers groupes socialistes juifs, les populistes qui pensent que leurs positions se rapprochent de celles du programme social-démocrate.

Aucun ouvrier conscient ne peut rester indifférent à la question posée par le Bureau Socialiste International. C'est pourquoi nous appelons tous les ouvriers à mettre cette question à l'ordre du jour de leurs assemblées, de leurs cercles, de leurs causeries, de leurs meetings, etc., à la discuter, à adopter des résolutions, et à exprimer à son sujet leur opinion dans notre journal.

Il serait erroné de penser qu'il s'agit là d'un problème éloigné qui ne nous touche pas. Si ce problème est posé

au Congrès international de Vienne ³⁷² (ce dont les marxistes seraient heureux), il faut que l'Internationale entende un autre son de cloche que celui de cercles d'émigrés coupés de la vie, il faut qu'elle connaisse l'opinion des ouvriers russes, des organisations prolétariennes qui travaillent en Russie.

Camarades, il faut que vous discutiez cette importante question, que vous adoptiez vos résolutions, que vous les fassiez parvenir à notre journal, à la « Prolétarskaïa Pravda ». Votre voix sera entendue par les ouvriers conscients de tous les pays.

« Prolétarskaïa Pravda » n° 2,
8 décembre 1913

Conforme au texte
du journal

COMMENT LES LIQUIDATEURS TROMPENT LES OUVRIERS

Le Bureau Socialiste International vient de prendre un certain nombre de décisions visant à tirer au clair les divergences existant entre les socialistes russes et de proposer ses bons offices pour aider à la réunification des forces de la social-démocratie de notre pays.

Quel usage les liquidateurs ont-ils fait de ces décisions ?

Ils s'en sont immédiatement servis pour *tromper* les ouvriers russes.

Dans le numéro 97 de la *Novaïa Rabotchaïa Gazéta* ³⁷³, l'éditorial annonce d'un ton triomphant :

« Les « six » avaient demandé à bénéficier d'une représentation particulière à la section interparlementaire. En repoussant cette exigence des six, le Bureau International a non seulement condamné leur départ du groupe social-démocrate, il a également apprécié comme il convenait l'une des principales revendications dont le rejet avait servi aux six députés à tenter d'expliquer et de justifier leur départ. »

Tout cela est *faux* du début à la fin ³⁷⁴.

Nous l'avions déjà indiqué dans le numéro 1 de notre journal.

Bien qu'ils aient été pris la main dans le sac, les liquidateurs s'accrochent à leurs mensonges et essaient toujours d'induire les ouvriers en erreur.

Le Bureau International, nous le répétons, n'a pas repoussé la revendication des six. Il n'a pas condamné leur « départ ». Il n'a même pas abordé l'examen des divergences qui opposent les six députés aux sept.

C'est là une manœuvre de la part des liquidateurs.

Messieurs les liquidateurs n'en sont pas à leur première tentative de filouterie. Rappelons que l'année dernière, après la session du Bureau International, Martov avait attribué au social-démocrate allemand Haase des propos antibolcheviques que ce dernier n'avait jamais tenus et qui furent publiquement démentis par lui dans une déclaration remise à la presse.

La question de la représentation des députés a été posée au Bureau de la façon suivante : le représentant des marxistes s'est contenté de déclarer que le délégué des sept ne représentait que les sept et qu'il n'était pas reconnu par le groupe ouvrier social-démocrate de Russie. Cette déclaration a été suivie d'une mise au point du secrétaire du Bureau International, le camarade Huysmans. La section interparlementaire, a expliqué Huysmans, a un règlement particulier qui stipule que si dans un parlement il existe plusieurs groupes socialistes distincts, un seul de ces groupes — celui qui a la majorité des députés — est représenté, sans tenir compte du parti auquel il appartient ni du nombre d'ouvriers qui le soutiennent, car les partis ont déjà leur représentation particulière.

De la sorte, s'il y avait à la Douma, disons, un groupe de six social-démocrates et un autre de sept populistes, *seuls* les populistes auraient droit à un siège à la section internationale.

Prenons un autre exemple : celui de la Bulgarie. Il y a au parlement bulgare 19 députés socialistes « larges » (opportunistes) et 18 députés marxistes. Ces divers députés appartiennent à deux partis différents et forment deux groupes distincts. Au Bureau, chacun de ces deux partis est représenté. Mais à la section parlementaire selon le règlement, seul le groupe des 19 peut avoir un délégué. Cela ne signifie nullement, il est à peine besoin d'ajouter, que le Bureau ait « condamné » les 18 marxistes.

Telle est la façon dont les choses se sont présentées au point de vue formel. On peut penser ce que l'on veut de ce règlement, mais pour l'instant il existe. Dans ces conditions, le groupe O.S.D.R. ne pouvait même pas présenter ses revendications.

Qu'auraient dû faire les sept s'ils avaient voulu agir honnêtement ? Ils auraient dû renoncer d'eux-mêmes à suivre ce règlement. A l'heure actuelle, en effet, il est prouvé et unanimement reconnu que le nombre des ouvriers social-démocrates organisés qui soutiennent le groupe O.S.D.R. est incomparablement plus élevé que le nombre de ceux qui soutiennent le groupe des sept. La conclusion à en tirer est claire : quand on veut tenir compte de la voix des ouvriers, quand on parle tant de l'unité, on ne peut s'en tenir au point de vue formel.

Les sept ont néanmoins saisi la « chance » que leur offrait le règlement, et ce faisant ils ont lancé un nouveau défi aux ouvriers russes. Et, comme si cela ne suffisait pas, Messieurs les liquidateurs ont encore confirmé mensongèrement que l'Internationale avait « condamné » le groupe des six, etc.

Telle a été la première réponse de MM. les liquidateurs à la résolution du Bureau Socialiste International.

Les ouvriers marxistes ne manqueront pas de dénoncer ces tours de passe-passe et de réprouver ceux qui s'y adonnent.

Il faut, camarades, que vous continuiez à étudier avec sérieux et attention la résolution du Bureau, que vous continuiez à dire ce que vous en pensez ; et que vous apportiez aux tentatives que font les liquidateurs pour tromper les ouvriers russes, la réponse qu'elles méritent.

« *Proletarskaïa Pravda* » n° 3,
10 décembre 1913

Conforme au texte du
journal

RÉSOLUTION SUR LA DÉCISION DU BUREAU SOCIALISTE

Nous saluons chaleureusement la résolution de l'Internationale ouvrière sur la nécessité de tirer entièrement et définitivement au clair les divergences essentielles qui existent en Russie entre les différents courants politiques participant au mouvement ouvrier.

Conformément à la décision de l'Internationale ouvrière, nous pensons quant à nous qu'il est indispensable d'indiquer clairement quelles sont les divergences fondamentales

qui, selon nous, divisent les marxistes et les liquidateurs en deux camps irréconciliables.

Avant toutes choses, nous tenons à déclarer que le problème qui se pose aux ouvriers conscients n'est nullement celui de la création d'un nouvel organisme, mais celui du renforcement et de la complète remise sur pied de notre ancienne organisation telle qu'elle a été créée il y a maintenant plus de quinze ans, avec son ancien programme et la tactique qu'elle a mise au point dans ses principales résolutions. Or, les liquidateurs se sont détachés de cette organisation marxiste. Pour rétablir l'unité entre eux et nous dans le travail *non parlementaire* il faut donc qu'ils satisfassent aux conditions suivantes :

1) Ils doivent accepter sans restriction (et en pratique) le caractère « clandestin » de l'organisation, se soumettre de façon absolue aux décisions de ses cellules et s'engager à ne jamais l'attaquer dans la presse, sous quelque forme et quelque prétexte que ce soit.

2) Ils doivent reconnaître sans aucune restriction que la réalisation des trois revendications fondamentales de la classe ouvrière russe constitue l'objectif essentiel de notre époque, travailler dans l'esprit de ces revendications et renoncer à la propagande libérale réformiste qui prône l'abandon de nos anciens objectifs.

3) Ils doivent renoncer à toutes leurs tentatives pour modifier le programme des marxistes (autonomie culturelle nationale) et accepter intégralement le programme de 1903.

4) En ce qui concerne les mouvements de grève, ils doivent se soumettre entièrement aux décisions des ouvriers groupés en organisations marxistes et cesser de lutter contre ce qu'ils appellent la « frénésie gréviste ».

5) Ils doivent accepter dans la pratique *l'indépendance* de la tactique du prolétariat et cesser de rabaisser les objectifs de la classe ouvrière dans l'intérêt de l'alliance avec les libéraux.

6) Ils doivent reconnaître que, pour notre travail dans les syndicats, nous devons nous guider sur les résolutions du congrès socialiste international de Stuttgart et sur celles du congrès des marxistes russes qui s'est tenu à Londres.

7) Ils doivent renoncer à prendre le principe national comme base de l'édification des organisations ouvrières et

créer des organisations *uniques* en Pologne et dans les pays Baltes. Pour ce qui est du Bund, il doit se plier à la fusion à la base qui a été décidée à plusieurs reprises par les marxistes russes.

Dans le domaine du travail *parlementaire*, les conditions de l'unité sont les suivantes :

I. Les liquidateurs doivent reconnaître que le groupe parlementaire est un organisme entièrement soumis aux décisions de l'organisation marxiste d'ensemble.

II. Ils doivent abroger toutes les modifications apportées au programme (autonomie culturelle nationale, admission de Jagiello, etc.).

III. Ils doivent condamner l'activité scissionniste du groupe des sept, qui a déjà été condamnée par Georges Pléchanov dans sa lettre au Bureau Socialiste International.

Sur la question de savoir avec quelles fractions il serait utile que le Bureau entre en contact pour organiser un échange d'opinion général, nous exigeons avant toute chose, que *seules* et *exclusivement* les organisations travaillant en Russie soient représentées à cet échange et que les cercles qui se sont formés à l'étranger et qui n'ont pas de liaison avec le travail effectué en Russie ne puissent en aucun cas y participer.

Ceci étant posé, nous pensons que : 1) ou bien il *ne* faut inviter *que* les représentants des *deux* principaux courants militant en Russie (à savoir les marxistes et les liquidateurs), 2) ou bien si l'on veut tirer au clair toutes les divergences existant entre les social-démocrates russes et ceux qui se disent être des social-démocrates, il est nécessaire d'inviter toutes les organisations ouvrières qui travaillent en Russie et qui se considèrent comme proches de la social-démocratie, sans exception. Dans ce cas, il n'y a aucune raison d'exclure un certain nombre de populistes de gauche ou les groupes juifs qui entrent en concurrence avec le Bund et qui se proclament socialistes, etc.

Pour terminer, nous voulons dire que nous sommes convaincus que pour permettre d'élucider correctement les divergences existant entre les social-démocrates russes, la presse socialiste étrangère ouvrira ses colonnes aux représentants responsables des organisations travaillant en Russie qui, contrairement aux cercles d'émigrés et aux personnes

irresponsables, sont en mesure de donner à nos camarades étrangers une idée juste des bases politiques et idéologiques des divergences existant dans le mouvement ouvrier russe.

Un groupe de marxistes organisés

« *Proletarskaïa Pravda* » n° 9,
17 décembre 1913

Conforme au texte
du journal

A PROPOS DE NOS ÉCOLES

En dépit de la façon déplorable dont il présente les données qui ont été rassemblées, le recensement scolaire national du 18 janvier 1911 nous permet de faire un peu la lumière sur ce que nos officiels cachent avec tant de soin.

Pour l'instant, seuls les renseignements concernant la circonscription scolaire de Pétersbourg ont été publiés (villes et villages à part). Voyons donc, sur la base de ces renseignements, quelle est la situation de nos écoles *paroissiales*.

Dans les villes, le recensement dénombre 329 écoles municipales à classe unique, 139 écoles privées de 3^e catégorie et 177 écoles paroissiales à classe unique. Si l'on compare les salaires moyens des institutrices (les instituteurs sont très peu nombreux), on obtient les chiffres suivants : 924 roubles par an pour celles des écoles municipales, 609 roubles pour celles des écoles privées et 302 roubles pour celles des écoles paroissiales.

Misère et faim, tel est donc le sort réservé aux institutrices des écoles paroissiales.

Voyons maintenant quel est le pourcentage des enseignants qui ont effectué des études supérieures ou secondaires. On en trouve 76% dans les écoles municipales, 67% dans les écoles privées et 18% dans les écoles paroissiales !

L'ignorance, tel est donc le lot des institutrices qui travaillent dans ces écoles (pour l'instant, nous laissons de côté ceux qui enseignent le catéchisme).

A la campagne, nous trouvons 3 545 écoles de zemstvo à classe unique et 2 506 écoles paroissiales à classe unique. Dans les écoles de zemstvo le salaire moyen des institutrices est de 374 roubles par an, dans les écoles *paroissiales*, le salaire moyen ne dépasse pas 301 roubles par an.

Dans les premières 20% des enseignants ont fait des études, dans les *secondes* on ne trouve que 2,5% des maîtres qui ont fait des études (toujours sans tenir compte des maîtres de catéchisme !).

On voit dans quelle situation lamentable se trouvent les écoles paroissiales !

Le recensement nous fournit également des renseignements sur l'exiguïté des classes. Selon ces renseignements, chaque élève d'une école de zemstvo dispose en moyenne d'une superficie de 2,6 archines carrées de plancher et d'un cubage d'air de 10,1 archines cubes. Pour les écoles paroissiales, les chiffres sont les suivants : 2,4 archines carrées et 9,6 archines cubes.

De plus, les classes ne sont pas seulement exiguës, elles sont également *obscures* : alors que les fenêtres doivent avoir une superficie au moins égale à un sixième de la superficie des classes, elles ne dépassent pas un neuvième de cette superficie.

Comme on s'en doute, ces données sont très insuffisantes. Le ministère s'est efforcé par tous les moyens *d'empêcher* que soient rassemblés des renseignements détaillés, précis et exhaustifs sur la situation misérable de nos écoles.

Pourtant, même avec ces données officielles incomplètes, tronquées, mal présentées, la misère des écoles paroissiales saute aux yeux.

Au prochain congrès national de l'instruction publique, l'une des principales tâches des représentants des organisations ouvrières syndicales, éducatives et culturelles sera de poser clairement le problème et d'expliquer à fond quelle est la situation de nos écoles et de nos enseignants.

« *Proletarskaïa Pravda* » n° 10,
18 décembre 1913

Conforme au texte
du journal

LE GROUPE À LA DOUMA ET LA MAJORITÉ À L'EXTÉRIEUR DE LA DOUMA

Dans le numéro 75 (page 2) du journal liquidateur, une lettre de Lomtadidzé à propos de la lutte opposant le groupe des six au groupe des sept se trouve placée par un hasard

étrange juste à côté d'une information mentionnant que 3 701 militants se sont prononcés en faveur des liquidateurs. Nous vérifierons ce chiffre dans un prochain article. Pour l'instant nous nous bornerons à rappeler que *trois jours auparavant Za Pravdou* (n° 26) avait recensé 5 000 signatures et que ce chiffre n'a pas été contesté par la partie adverse.

Une fois de plus, il apparaît donc avec évidence que les sept ne représentent qu'une minorité d'ouvriers.

Dans ces conditions, les « paroles bien senties » de Lomtatidzé donnent l'impression d'être singulièrement maladroites. Les injures, les rappels de divers épisodes d'une bataille ancienne, particulièrement acharnée, que contient cette lettre, les qualificatifs dont elle gratifie ses adversaires (cynique, stupide, insolent, etc.), tout cela apparaît comme des symptômes d'extrême faiblesse et de rage impuissante.

Le véritable problème, en effet, c'est qu'il est incontestable et incontesté 1) que la majorité des ouvriers conscients soutient le groupe des six et 2) que les sept *refusent* de se plier à la volonté et aux décisions de cette majorité, qu'ils refusent de se soumettre à l'organisme dirigeant reconnu par elle.

On a tout simplement honte pour Lomtatidzé de lire ce qu'il écrit dans son courroux : « Sont-ils (les six) en mesure de citer au moins un seul cas où les interventions politiques de nos députés sont allées à l'encontre de notre cause, de nos mots d'ordre, de nos traditions ? »

La rhétorique de Lomtatidzé sonne faux, car nous savons que non seulement les six mais aussi l'organisme dirigeant qu'ils reconnaissent ont depuis longtemps *signalé* que le groupe des sept *violait le programme* !

Par sa colère maladroite et ses défis lancés hors de propos, Lomtatidzé ne réussit qu'à mettre davantage en évidence la *nature* de tout le conflit, qu'à montrer que fondamentalement, il s'agit d'une bataille *entre des éléments sans-parti et l'esprit de parti*. Là est le clou de l'affaire. Ce n'est pas une plaisanterie ni une bagatelle, mais un problème extrêmement grave qui requiert le sérieux.

Il ne suffit pas de répéter « Seigneur, Seigneur » pour entrer dans le royaume des cieux. Il ne suffit pas de se

frapper la poitrine et de se répandre en discours sur l'unité pour travailler réellement en faveur de cette unité.

Qu'est-ce que l'unité de la classe ouvrière ?

C'est avant toute chose et essentiellement l'unité de son organisation politique considérée comme un tout. Cette unité est *la seule* qui permette à la classe ouvrière d'avoir un groupe parlementaire uni et qui, d'une façon générale, lui donne la possibilité de mener ses actions et sa lutte dans la cohésion.

Or, ainsi que l'ont indiqué à plusieurs reprises les résolutions officielles du parti depuis 1908, c'est précisément cette unité qui a été rompue par le courant liquidateur. C'est là qu'est le nœud du problème. Et en le passant sous silence, Lomtatidzé ne fait que démontrer qu'il défend une mauvaise cause.

Le groupe des sept porte l'entière responsabilité de la scission. C'est *lui*, en effet, qui a violé notre programme, *lui* qui est intervenu pour défendre les liquidateurs qui veulent détruire le parti, *lui* qui n'a tenu aucun compte des résolutions officielles de la majorité, *lui* enfin qui va à l'encontre de la volonté des ouvriers organisés. Ce groupe n'a donc pas d'autre issue que de reconnaître ses torts, d'admettre que les six représentent la majorité et de commencer à s'en rapprocher de façon systématique en s'accordant avec eux.

« *Proletarskaïa Pravda* » n° 17,
29 décembre 1913.
Signé : I.

Conforme au texte
du journal

PLAN D'UN EXPOSÉ SUR LA QUESTION NATIONALE ³⁷⁵

La question nationale
(de mémoire)

- (A) Importance de la question nationale au moment présent.
- (B) Place historique des mouvements nationaux (resp. le problème national posé sur le plan historique).
- (C) Deux théories de la question nationale.
- (D) Droit des nations à disposer d'elles-mêmes.
- (E) Égalité des droits et garanties pour les minorités.
Autonomie.

- {F) Autonomie nationale culturelle.
 {G) Principe national dans l'organisation du parti.

A. Introduction.

L'importance de la question nationale dans le moment historique présent

1. Le nationalisme du gouvernement. Le nationalisme est un des attributs de toute la contre-révolution.
2. Même chose pour le libéralisme bourgeois (Strouvé et C^o).
3. L'oppression sans précédent dont certaines nations (57% de la population de la Russie) sont victimes. Le nationalisme dans les nations opprimées (l'empeignade à l'échelle de l'Europe).
4. Les atteintes au programme du P.O.S.D.R. (l'interprétation erronée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes+l'autonomie nationale culturelle).
5. La scission du séparatisme juif. L'isolement national.
- B. 6. La question nationale doit être posée sur le plan historique et sur le plan économique. La question nationale est un phénomène *mondial*.
7. L'époque des mouvements nationaux (fin du Moyen Age-début des temps modernes), c'est l'époque des révolutions *démocratiques bourgeoises*. On voit toujours et *partout* apparaître les mouvements nationaux à ce moment-là.
8. Quels en sont les fondements économiques ? Le capitalisme a besoin d'un marché intérieur monolithique. Le marché est le centre des rapports commerciaux. Le principal instrument des rapports commerciaux entre les hommes est la *langue*.
9. L'unification des régions nationales (résurrection de la langue, éveil national, etc.) et la création de l'*Etat national*, nécessité économique.
10. La superstructure politique qui correspond à l'économie. Démocratie, souveraineté de la nation. *Inde * l'«Etat national»...*

* De là. (N.R.)

11. L'Etat national est la *règle mondiale* (K. Kautsky dans I, 18*, pages 23 et 23-25 « Internationalität ») et l'« *Etat de nationalités est l'exception* »³⁷⁶

K. Kautsky à propos de O. Bauer : Bauer *sous-estime* l'aspiration à l'Etat national. (« la force du *Drang* ») [Cela N.B.]

Entre parenthèses : certains pensent qu'avec l'Etat national on a *d'avantage* de nationalisme qu'avec l'autonomie nationale culturelle. Erreur naïve et ridicule ! Dans l'expérience de l'histoire mondiale, l'Etat national est la règle. L'autonomie nationale culturelle n'est qu'une invention d'intellectuels de pacotille qui n'est nulle part réalisée.

12. L'époque des révolutions nationales (démocratiques bourgeoises) du XIX^e siècle (Italie, Allemagne). En Europe occidentale, cette époque est maintenant terminée. *En Europe orientale, elle vient de commencer et en Asie aussi...*

C. Deux théories du marxisme sur la question nationale.

13. L'apparition des partis prolétariens dans les Etats nationaux. Le retard de l'Orient. Les « *théories* » du problème national (on a accordé peu d'attention à la base *théorique*. K. Kautsky+O. Bauer).
14. O. Bauer. La nation=Kulturgemeinschaft**. Le mot d'ordre de « culture nationale » ((en filigrane)). Le caractère national considéré comme l'essentiel (avec une foule de réserves mais qui n'ont pas d'importance).

(L'appréciation de Kautsky : La Kulturgemeinschaft constitue la principale erreur de O. Bauer.)

* Renvoi à la page 18 du premier cahier sur la question nationale. (N.R.)

** Communauté culturelle. (N.R.)

15. « Le socialisme renforcera le principe de nationalité » (O. Bauer 1,5* — page 532 de son livre).
16. Un nationalisme subtil, bien propre, sans exploitation. ni empoignades, voilà ce que propose O. Bauer. Point de vue fondamentalement erroné.
- NB ||| Bauer fait avec le nationalisme ce que Proudhon a fait avec le capitalisme : il le présente sous des couleurs séduisantes, il l'idéalise.
17. La politique des classes dominantes est « nationale et conservatrice ». La nôtre est « nationale et évolutionniste » (O. Bauer).
18. « Le vieil internationalisme ne nous satisfait pas (O. Bauer)
(O. Bauer I,6)
19. $\Sigma\Sigma^{**}$ chez O. Bauer
 (α) une théorie idéaliste de la nation
 (β) le mot d'ordre de culture nationale (mot d'ordre bourgeois)
 (γ) un nationalisme subtil, idéalisé, sublimé qui se prolonge jusqu'au socialisme
 (δ) il oublie complètement l'internationalisme.
- $\Sigma=oppo\text{r}tuni\text{s}me\text{ }nati\text{o}n\text{a}l$ (Panneckoek).
20. Le méli-mélo de Bauer dénoncé par K. Kautsky
 (α) Eigentümlich und hinfällig*** d'O. Bauer : c'est qu'il parle constamment de culture nationale (I,17) (page 15 de l'« Internationalität »).
- (β) « Nie ist eine rein nationale Kultur weniger möglich gewesen »**** (ibidem, 15 « Internationalität ») —
 Le processus d'évincement
- | | Anglais | Français | Allemand |
|------------------|---------|----------|----------------------|
| Exemple : 1800 : | 20 | —30 | —30 ($\Sigma=80$) |
| 1900 : | 125 | —40 | —70 ($\Sigma=235$) |

* Cette référence et celles données par la suite renvoient aux pages 5, 6 et 17 du premier cahier sur la question nationale. (N.R.)

** Summa summarum. (N.R.)

*** La particularité et le point faible. (N.R.)

**** « La possibilité d'une culture purement nationale n'a encore jamais été aussi réduite qu'aujourd'hui (ibid., page 15 de l'« Internationalität »). (N.R.)

((la langue mondiale sera peut-être l'anglais, peut-être+le russe)).

N.B. || (γ) « Notre internationalisme n'est pas une forme particulière du nationalisme qui se distinguerait du nationalisme bourgeois par son caractère non agressif et par l'égalité des droits qu'il garantirait à chacun, mais un organisme social unique, tant sur le plan économique que sur le plan culturel » (*ibid.*, page 17).

N.B. || Chez Otto Bauer, cette idée a disparu pour « Betonung der nationalen Kultur »*

(δ) La nation n'est ni une Kultur — ni une Schicksal — mais une Sprachgemeinschaft**.

(ε) O. Bauer accorde « une place démesurée à l'élément national »...

N.B. ||| (ζ) ΣΣ (voir K. Kautsky) — gewaltige Ueberschätzung des nationalen... Momentes (page 35 de l'« Internationalität »). Völlige Vernachlässigung internationalen***.

21. Pour Kautsky : Sprache und Territorium****
Théorie historique et économique

hier l'Etat national dans le mouve-
et ment démocratique bourgeois N.B.
aujourd'hui l'internationalisme aujourd'hui. /

D. Le paragraphe 9 du programme=le droit des nations à disposer politiquement d'elles-mêmes.

22. L'importance de ce paragraphe et l'emploi de cette terminologie par l'ensemble de la démocratie internationale à partir de 1848 : sécession politique et création d'Etats nationaux.

* Qu'une place privilégiée puisse être faite à la culture nationale. (N.R.)

** Ni une communauté de culture, ni une communauté de destinée, mais une communauté de langue. (N.R.)

*** Bauer accorde une importance exagérée... à l'élément national (page 35 de l'« Internationalität ») et oublie complètement l'élément international. (N.R.)

**** La langue et le territoire. (N.R.)

23. Son importance du point de vue de *l'histoire* des mouvements nationaux dans le monde entier = création d'Etats nationaux.
24. Les tentatives pour le moins étranges (risibles !) qui ont été faites pour donner de ce paragraphe une autre interprétation !!
- (α) (α) Dans la question nationale, le *principe démocratique* est *indissolublement* lié aux *conditions historiques et économiques* des mouvements nationaux.
25. S'écarter du principe démocratique, c'est trahir et oublier *toute* l'histoire.
Caractère inachevé de la révolution bourgeoise.
- (β) (β) La Russie = Etat national en son fondement, base, centre
- | |
|------------------------------|
| Pskov —
Rostov-sur-le-Don |
|------------------------------|

Périphérie — minorités nationales.

Epouvantable oppression.

Le caractère inachevé de la révolution démocratique bourgeoise qui est *impossible* s'il n'y a pas de mouvement national aspirant à la création d'Etats *nationaux*.

26. La place de la Russie dans l'arène internationale :
(γ) (γ) à côté de l'Autriche (où la révolution bourgeoise n'est pas terminée pour ce qui concerne la question nationale) et de l'Asie qui s'éveille (la Chine républicaine).

Le tsarisme est le régime d'Etat le plus réactionnaire. De ce fait, il y aura inévitablement un mouvement national qui exigera que les Grands-Russes reconnaissent aux autres peuples le droit à disposer d'eux-mêmes.

27. Un exemple concret, celui de la Norvège. (C'est un pays qui est resté pendant 600 ans sous la domination du Danemark.) Au début du 19^e siècle [à l'époque des guerres napoléoniennes], elle a été *cédée à la Suède* (en vertu d'un traité signé par la Suède, l'Angleterre et la Russie). Une *guerre* a éclaté entre les Suédois et les Norvégiens et la Norvège a été conquise.

Annexée par la Suède. A gardé une *c o m p l è t e* autonomie (diète, armée, impôts, taxes, etc.). Conflits incessants pendant des décennies.

1905. Début de la grande révolution à l'Est de l'Europe, à côté d'un Etat occidental voisin jouissant d'une grande liberté et où *la révolution démocratique bourgeoise n'est pas terminée*. Résultat ? La révolution norvégienne de 1905.

La révolution norvégienne du mois d'août. La résolution de la Diète (17 août 1905). La propagande du clergé et des gros propriétaires fonciers en Suède.

Le referendum

5 millions de Suédois et 2 millions de Norvégiens

Le traité avec l'Etat voisin. Paix et règlement définitif.

Le devoir des ouvriers suédois ? Lutter non seulement pour la liberté en général, non seulement pour l'autonomie, mais aussi et obligatoirement pour le droit à la séparation.

28. 1905 — La Finlande et la Pologne.

Les transactions de la bourgeoisie nationale avec la bourgeoisie russe. Les tâches des partis de classe : la lutte contre les transactions nationalistes, pour *l'union avec le prolétariat révolutionnaire de Russie*.

29. Bilan : (a) L'importance du paragraphe 9 ressort de toute l'histoire du mouvement national.

(β) L'oppression nationale en Russie, où il existe un Etat national au centre et l'oppression nationale à la périphérie.

(γ) Le caractère inachevé de la révolution démocratique bourgeoise en Russie.

(δ) La place de la Russie dans l'arène internationale.

(e) Résoudre le problème de la séparation de façon indépendante mais faire obligatoirement de la propagande.

30. La position particulière du P.S.D.

Le développement du capitalisme a noué des liens étroits entre la Pologne et la Russie. Les fabriques de Lodz pour le marché russe. Ce n'est pas à nous à créer un nouvel Etat de classe. Mais !!

(α) Il n'est pas précisé : en Russie et en *Orient*, la révolution démocratique bourgeoise est-elle achevée ? *Non*.

(β) Ce n'est pas la Pologne et sa séparation qui constituent le fond du problème mais le *moujik russe*.

1863

Novembre 1905

Pour combattre le nationalisme du moujik russe, il ne suffit pas d'exiger que soit mise fin à l'oppression des nations, de revendiquer l'autonomie, il faut absolument exiger que soit reconnu le droit à la séparation.

Il est stupide et réactionnaire de nier ou d'affaiblir cette thèse

Nier le *droit* à la séparation, c'est aider le tsarisme et *favoriser* le nationalisme du moujik russe

N.B.

(γ) Exemple : l'attitude de Marx à l'égard de la Pologne (Lopatine) et de l'Irlande... ³⁷⁷

Marx à propos de l'Irlande : *Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre.*

N.B.

D'où vient la position du P.S.D. ?

Nationalisme à rebours.

Ils sont terrorisés par les « papous ».

Exemple de Cracovie.

Cette ligne n'est pas la bonne

Historique de l'intervention du P.S.D. avec son idée stupide et réactionnaire.

1895 : K. Kautsky.

(α) Matérialisme *einseitig**

* Le matérialisme est unilatéral. (N.R.)

(β) Vous craignez de favoriser le nationalisme de la petite bourgeoisie ? *Vous aidez la réaction russe !*

1903. La commission du II^e Congrès vs Warski ³⁷⁸
E. *L'égalité en droit des nations et les droits de la minorité...*

31. Aucune nation, aucune langue ne doit bénéficier du moindre privilège.

C'est l'ABC de la démocratie et de la solidarité ouvrière.

32. La langue d'Etat. Elle n'est pas nécessaire.

43 % de Grands-Russes

17 % de Petits-Russiens

6 % de Biélorusses

66 %

6 % de Polonais

72 % de Slaves

33. L'exemple de la Suisse. Lui consacrer un article particulier

(α) Trois langues (70-22-7 %)

(β) Les Grisons et leurs 100 000 habitants

<30 000 romanches [1 %] *.

ad (γ) Les droits de la minorité et la *loi fondamentale*.

(δ) Un modèle de solution de la question nationale en société *bourgeoise*.

(la Belgique, la *F i n l a n d e*, etc.)

Ce ne sont pas des fictions

34. L'autonomie des régions et l'autonomie administrative locale = principe général d'un régime démocratique. Les frontières ? Nationales + économiques + coutumières, etc.

35. Cela est-il réalisable ? *F o r t o u n a t o v* versus *Medem*.

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, pp. 12-13. (N.R.)

L'importance des centres nationaux doit être appréciée à leur territoire minimum et non maximum.

Le point de vue des « oubliés » de Medem : nationalisme absolu des petits flots nationaux !!!

36. « Si on en finissait avec l'économie » (Medem).
37. Les droits de la minorité doivent être garantis. Loi fondamentale de l'Etat (cf. le paragraphe 4 de la résolution de Brünn).
38. Les objections de Medem, 1,2* N.B.))
39. Cette loi doit être générale, centrale (cf. la Suisse).
40. Seul un régime démocratique *centralisé* constitue une garantie.

F. *L'autonomie nationale culturelle*

La terminologie employée

	{ territorial personnel national }

41. Quel est le plan proposé ? (1) Cadastre
(2) Diète
(3) Impôts forcés.

42. L'expérience de l'Autriche (Brünn).

Le programme d'autonomie nationale culturelle
Son échec. Cléricalisme. Irréalisable.

Le programme adopté a un caractère hybride. *Son absurdité saute aux yeux.*

43. Les principes de base du plan.

(0) Un nationalisme absolu, épuré. Mené jusqu'à son terme.

(a) Le mot d'ordre de *culture nationale*. Mot d'ordre bourgeois, réactionnaire versus le mouvement ouvrier et l'internationalisme.

La culture nationale et la culture internationale :

{ isolement	— cohésion
{ union avec la bourgeoisie,	— union avec les

* Référence à la 2^e page du premier cahier sur la question nationale. (N.R.)

les cléricaux, etc...

démocrates et
les socialistes
des autres na-
tions.

N.B. :

Le musée national de Lvov = « culture nationale » !!

- (β) « Eliminer du ressort de l'Etat ». Utopie ! Son caractère petit-bourgeois. Invention d'intellectuels de pacotille.

« Pas de mainmise, pas de tyrannie de la ma-
jorité, pas de lutte » (Medem) cf. K. Kautsky.

- (γ) Les curies nationales dans le domaine scolaire. Leur nocivité. Les Noirs d'Amérique.

- (δ) La logique objective : non pas « à la place » de la démocratie centralisée mais « avec elle ». L'Autriche versus la Suisse.

- (ε) Les diverses nations n'ont pas toutes la mê-
me composition de classe.
Non pas diviser mais séparer.

{ les nations de moujik }
{ et les villes }

- (ζ) Les Juifs sont essentiellement des commerçants.

Le sophisme des gens du Bund : si nous voulons
qu'ils soient mis à part, c'est pour épurer la
lutte de classes.

44. L'autonomie nationale pour les Juifs ?

O. Bauer et K. Kautsky. « Une caste ».

L'apport des Juifs à la culture mondiale et les deux courants existant à l'intérieur du judaïsme.

45. L'isolement de caste des Juifs en Russie.

L'issue ? (1) Le renforcement de cet isolement d'une manière ou d'une autre.

(2) Le rapprochement avec le mouvement
démocratique et socialiste des pays
de la diaspora ²⁷⁹.

« Exclure les Juifs du nombre des nations »...

46. 10 millions et demi de Juifs dans le monde. Deux parties égales. [Ascher à propos de Vienne — 150 000]

47. En Russie, *tous* les partis juifs bourgeois ont adopté le programme d'autonomie nationale culturelle.

{ + la démocratie petite-bourgeoise en 1907 }
 { + le Bund ? (*une partie*) }

[Pour quel escamotage utilise-t-on l'invention (opportuniste petite-bourgeoise) d'Otto Bauer ?]

G. Le principe national dans l'organisation des partis socialistes.

L'Autriche. Seulement depuis Wimberg (1907) (Otto Bauer 1,7. 1907).

1,7 ce que dit Otto Bauer de ses adversaires.

Idem 1,8*

Scission et *faillite*. Les séparatistes tchèques (Congrès de Copenhague 1910). Leur sympathie pour le Bund

La Russie

La fédération du pire type ³⁸⁰

1898-1903 Le Bund a quitté le parti
 1903-1906
 1907-1911. Medem [un chapitre spécial]

La fusion (Caucase, Riga, Vilna)

L'unité à la base

La langue**:

1) *Comparer la diffusion des différentes langues.*

Liège : 2.II.1914

Rabinovitch : La question nationale = « fiction »

Rédigé entre le 10 et le 20
 janvier (23 janvier-2 février) 1914.
 Publié pour la première fois
 en 1937 dans le Recueil Lénine XXX

Conforme au manuscrit

* Référence aux pages 7 et 8 du premier cahier sur la question nationale. (N.R.)

** A partir de cet endroit jusqu'à la fin, notes au crayon sur la deuxième couverture du cahier. Lénine a également noté l'adresse suivante : « Paris St-Grilles. Maison du Peuple. [N° 15] [10 h] ». (N.R.)

ADDITIF A L'ARTICLE DE N. K. KROUPSKAÏA « SUR LA POLITIQUE DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE »

Dans les pays civilisés, il n'y a presque pas d'illettrés. On s'efforce d'attirer le peuple à l'école et on fait tout ce qui est possible pour organiser des bibliothèques. Chez nous au contraire, le ministère de l'instruction (passez-moi l'expression) populaire fait les efforts les plus acharnés, a recours aux pires mesures policières pour rendre l'accès à la culture plus *difficile*, pour *empêcher* le peuple d'étudier. Ce ministère *a saccagé* les bibliothèques scolaires !!! Tous les pays civilisés ont aboli les règlements *visant* les bibliothèques, tous ils ont aboli cette institution infâme qu'est la *censure*. Chez nous, en revanche on ne se contente pas d'attenter à la liberté de la presse, de prendre des mesures barbares *contre* les bibliothèques en général, mais en plus, on adopte des règlements encore plus *contraignants* qui s'en prennent tout spécialement aux bibliothèques populaires ! C'est là une politique scandaleuse dont le but est l'*abrutissement* du peuple, une politique inspirée par les gros propriétaires fonciers qui veulent que la Russie retourne à la *sauvagerie*. Certaines personnes riches, comme Pavlenkov, avaient financé des bibliothèques populaires. Aujourd'hui, le gouvernement des propriétaires fonciers barbares a détruit ces bibliothèques. Ces personnes doivent donc comprendre que si elles veulent *contribuer* à l'éducation du peuple, elles doivent consacrer leur argent non pas à des bibliothèques soumises au ministère et menacées de destruction mais à la lutte pour la liberté politique sans laquelle la Russie continuera à croupir dans la sauvagerie.

Rédigé en janvier 1914.
Publié pour la première fois en 1961
dans la 5^e édition des Œuvres
de Lénine, tome 24

Conforme au manuscrit

LE IV^e CONGRÈS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DU TERRITOIRE LETTON ³⁸¹

12-26 JANVIER (26 JANVIER-3 FÉVRIER) 1914

1

RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. AU IV^e CONGRÈS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DU TERRITOIRE LETTON

Lénine (représentant du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie). Le camarade Braun a dit qu'il ne fallait pas passer son temps à fouiller dans les écrits de rebut, dans les vieux papiers. Il a raison. Ceci dit, il n'en reste pas moins que l'on est bien obligé de prendre appui sur des documents et autres témoignages. Si l'on étudie avec attention l'activité du P.O.S.D.R. au cours des deux dernières années, il apparaît clairement que le courant liquidateur existe et qu'il a entravé la remise sur pied du parti. Pour s'y retrouver dans l'imbroglio actuel, il est donc absolument indispensable de savoir quelles sont les causes politiques de la scission au sein du parti. La conférence du parti de 1908 et la session du Comité central de 1910, avaient déjà attiré l'attention sur l'existence de courants erronés. D'un côté l'otzovisme, qui ne comprend pas les conditions nouvelles de la Russie, et de l'autre le courant liquidateur, qui nie que le parti soit nécessaire ou qui rabaisse l'importance du parti illégal. Ces deux courants sont apparus sous l'influence de la bourgeoisie. Pour ce qui est du courant liquidateur, il constitue un phénomène de grande envergure. Chez les socialistes-révolutionnaires (populistes) en effet, il y a eu des gens qui dès 1906 tentèrent d'obtenir la légalisation de leur parti. C'est la politique d'accommodation, que nous observons chez les cadets. Le même esprit règne chez les liquidateurs de la social-démocratie. Ce n'est qu'en combattant les liquidateurs qu'il sera possible de créer un parti fort. C'est ce qui a été proclamé de façon explicite par la conférence de 1908. Après la session du Comité central, une scission s'est produite dans le parti. Le Bureau du C.C. à l'étranger sans

convoquer de session plénière, s'est sabordé. Il fallait donc reconstruire le parti dans la lutte contre les liquidateurs, et c'est cette tâche qui a été menée à bien par la conférence de janvier au cours de laquelle la décision fut prise de combattre le courant liquidateur à l'intérieur de la curie ouvrière. Le camarade Braun a qualifié cette décision d'« asiatique ». Elle n'est pourtant que la conséquence la plus logique de la résolution adoptée par la session du Comité central. La conférence de janvier a été condamnée de toutes parts.

Or que s'est-il passé à cette conférence de janvier ? Si réellement elle n'avait été qu'une conférence de scissionnistes, l'ensemble du parti aurait dû s'unir et prouver qu'elle ne le représentait pas. Or, rien de tel ne s'est produit. Le camarade Braun dit : Lénine n'est pas suivi par les larges masses. Mais pour un militant sérieux, ce genre d'affirmation ne résout rien, et on ne peut trancher le problème qu'après avoir procédé à un examen complet des faits. Ces faits, que disent-ils ? Pour ce qui est des votes à la curie ouvrière, les chiffres sont les suivants : alors qu'aux élections à la II^e Douma, les bolcheviks avaient obtenu 47 % des voix, ils en ont obtenu 50 % aux élections à la II^e Douma et 67 % aux élections à la IV^e Douma. Ce sont là des faits que personne ne peut contester et qui montrent clairement que les décisions de la conférence de janvier étaient justes. Ce qui avait été décidé par la conférence a été réalisé aux élections. Le fait qu'aujourd'hui la majorité des ouvriers conscients de Russie soutient les bolcheviks nous apporte la preuve qu'il était nécessaire de mener la lutte contre les liquidateurs. A l'heure actuelle, d'ailleurs, la presse légale elle-même reconnaît que les bolcheviks sont suivis par la majorité des ouvriers conscients.

Le camarade Braun nous déclare que la conférence d'août ³⁸² a accepté les revendications qu'il avait proposées, à savoir le mot d'ordre de république démocratique et la nécessité d'un parti illégal. Mais s'il en est ainsi, pourquoi ce même camarade Braun veut-il quitter le Comité d'organisation qui a été créé par ladite conférence ? Cette attitude ne témoigne pas en faveur de sa sagesse et de sa fermeté politique. Il nous dit également qu'à l'heure actuelle, le courant liquidateur n'existe plus et qu'il ne reste plus en fait de liquidateurs que des journalistes isolés. S'il en est

ainsi, comment expliquer les attaques du *Loutch* contre le parti illégal et la lutte qu'il mène contre ses militants ? Les liquidateurs n'ont pas tenu les promesses qu'ils avaient faites au camarade Braun : ils n'ont pas soutenu le mot d'ordre de république démocratique, ils n'ont pas reconnu la nécessité du parti illégal. Les Lettons veulent quitter le Comité d'organisation et cela nous apporte une preuve supplémentaire du caractère fictif du Bloc d'août. Il est ridicule et même démagogique de parler d'unité avec les liquidateurs tant que ces derniers n'auront pas renoncé aux thèses qu'ils défendent actuellement et n'auront pas adopté des thèses radicalement opposées. Tant que le courant liquidateur restera tel qu'il a été jusqu'à présent, l'unité sera impossible. Ceux qui veulent un parti légal ne peuvent pas s'unir avec ceux qui veulent un parti illégal. A l'heure actuelle, il existe deux partis : un parti réel et un autre qui n'est qu'une fiction sans consistance. Ce parti fictif est constitué par un groupe d'intellectuels qui n'a d'autre activité que de désorganiser les ouvriers par ses attaques contre le parti illégal. Le *Loutch* ne rassemble même pas tous les journalistes du Bloc d'août. Seuls les liquidateurs se sont réunis autour de lui. Et avec eux, seule la lutte est possible.

On nous parle à qui mieux mieux d'« unité », de « démagogie », de « scissionnistes » ; ce sont là des mots à effet, mais qu'un perroquet est capable de répéter. Ce qu'il faut regarder, ce sont les faits. En une année, la *Pravda* a réuni autour d'elle près de 2 000 groupes ouvriers, le *Loutch*, lui, 550. Le journal qui se prononce en faveur du parti illégal a donc quatre fois plus de partisans que le journal de « toutes les tendances ». Les faits montrent que ce sont les bolcheviks qui ont rallié la majorité des ouvriers russes. La conférence de cet été l'avait déjà prouvé.

On accuse Lénine d'avoir provoqué la scission de notre groupe parlementaire. Mais la lutte des six députés contre le courant liquidateur au sein du groupe a duré pendant toute une année. La majorité des militants, le parti en tant que tel se sont prononcés en faveur des bolcheviks. Le groupe parlementaire est tenu de se soumettre à cette majorité, d'agir dans le même sens qu'elle. S'il ne le fait pas, cela veut dire qu'il se place à l'extérieur du parti, hors du parti, il est partout de règle que le groupe parlementaire

se plie aux décisions du parti et cette règle doit s'appliquer à la Russie. Les députés à la Douma d'Etat ne sont pas de quelconques bavards social-démocrates, ce sont des militants du parti qui doivent se soumettre à lui.

Tout ce qui s'affirme en faveur des liquidateurs n'est que fiction, phraséologie ou injure. Que s'est-il passé après la scission du groupe ? Les six députés ont récolté 6 000 signatures en leur faveur, les sept n'en ont récolté que 2 000. C'est là un fait que chacun peut vérifier dans la presse. Martov a dit que plusieurs organisations marxistes responsables avaient apporté leur soutien aux sept. Mais ces organisations ne sont pas suivies par la masse des militants, et elles ont un caractère entièrement fictif.

Les bolcheviks sont favorables à l'unité. Mais qui sont-ils, ceux qui ne peuvent entrer dans le parti illégal ? L'unité du parti illégal, l'unité à la base est indispensable. Mais quand on a affaire à des gens qui attaquent ce Parti, qui rabaissent son importance, seule la lutte reste possible. La seule façon de rendre l'unité possible, non seulement à la base mais aussi au sommet, c'est que ces gens nous donnent la garantie que le parti illégal restera intangible, que le mot d'ordre de république démocratique ne sera pas profané. Je ne sais pas ce qu'il en est en Asie, mais en Europe, on réserve le qualificatif de scissionnistes à ceux qui refusent de se plier aux décisions de la majorité lorsqu'ils se trouvent minoritaires.

*Publié pour la première fois le 14 mai 1918
en letton dans le n° 37
du « Strādnieks » (Boston)*

Conforme au texte du journal

2

DISCOURS DE CLÔTURE AU IV^e CONGRÈS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DU TERRITOIRE LETTON

L é n i n e. On m'accuse d'employer des « procédés démagogiques », d'avoir provoqué la scission, etc. Mais que font nos adversaires ? Ils passent leur temps à couvrir de boue les bolcheviks. La lamentable brochure de Martov en est un bon exemple. Quand j'ai dit que les bolcheviks participeraient à la conférence du Bureau International, je

n'ai fait qu'exprimer une opinion personnelle. La décision sera prise par le Comité central, où siègent les ouvriers. C'est à eux et non à Lénine de trancher le problème. Ceux qui disent que le courant liquidateur n'existe pas, ne tiennent pas compte du congrès. Dans les décisions du parti, en effet, il est dit clairement, ce qu'est le courant liquidateur et ce depuis 1908. Or, ces décisions n'ont pas été rapportées et, de ce fait, on est obligé d'en tenir compte. A l'heure actuelle, les idées liquidatrices sont défendues par les journaux du « Bloc d'août ». Les partisans du Comité d'organisation nous disent qu'ils ne mènent aucune action contre le parti, mais que dit leur journal ? De tels exemples sont légion. Le conciliateur An, lui aussi, a voulu protester contre la propagande contraire à l'esprit de parti, mais cela n'a pas empêché la rédaction de rester sur ses positions. Avec ceux qui défendent les thèses du *Loutch*, il est impossible de s'unir, car la lutte pour « un parti ouvrier légal », c'est la définition même du courant liquidateur. Il faut aller à la conférence, non pas pour s'unir avec les liquidateurs mais pour les dénoncer et prouver que le Bloc d'août n'est qu'une fiction. La presse liquidatrice restreint la portée de nos mots d'ordre et de notre tactique révolutionnaire. Seuls les bolcheviks éditent des publications illégales ; les liquidateurs, point. Prenez seulement le dernier numéro (le 31), et vous verrez qu'il existe des organisations bolcheviques qui travaillent en Russie. D'autre part, les élections à la IV^e Douma ont prouvé que les bolcheviks étaient soutenus par l'écrasante majorité des ouvriers. Ce sont là des faits que chacun a la possibilité de vérifier. Le soutien matériel dont bénéficient les journaux en témoigne de même. Pour l'instant, les proclamations sur l'unité n'ont aucune signification, car cette unité, il faut pouvoir la réaliser. En Russie, les bolcheviks ont regroupé la majorité. La conférence d'août, au contraire, n'a rien regroupé du tout. Actuellement, Braun s'en sépare, Trotski est en train de s'en séparer, le « Bloc d'août » se disloque. Bourianov a également quitté le groupe des sept. Pour que l'unification devienne possible, il faut condamner les liquidateurs.

Publié pour la première
fois le 24 juillet 1916
en letton dans le n° 63
du « Strādnieks » (Riga)

Conforme au texte
du journal

3

PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE
DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DU TERRITOIRE
LETTON À L'ÉGARD DU P.O.S.D.R.

Resolution de Ziemelis

1) L'unification de toutes les forces réellement social-démocrates et une stricte unité du parti sont absolument nécessaires en Russie, surtout en ce moment où la lutte de la classe ouvrière prend de plus en plus d'ampleur. Cette unité ne peut se faire qu'entre les social-démocrates qui reconnaissent dans leur activité :

a) qu'actuellement le P.O.S.D.R. ne peut avoir qu'une existence illégale et que tous les social-démocrates doivent entrer dans l'organisation illégale du parti ;

b) que la propagande de la social-démocratie russe parmi les masses doit être menée dans l'esprit des revendications de 1905 et appeler les ouvriers à marcher à l'avant-garde de tout le mouvement de libération et à lutter pour une nouvelle révolution.

Le congrès proclame que dans chaque ville il ne doit y avoir qu'une *seule organisation social-démocrate unifiée*, qui doit rassembler les ouvriers de toutes les nationalités et effectuer son travail dans toutes les langues parlées par le prolétariat local. Il invite les social-démocrates de toutes nationalités à lutter avec énergie pour une véritable et solide unité prolétarienne réalisée à la base par les ouvriers eux-mêmes.

2) Au centre des luttes intestines dont le parti est le théâtre depuis maintenant cinq ans, il y a le problème du *courant liquidateur*. Dès la conférence générale de 1908, c'est-à-dire avant qu'aucune scission n'ait éclaté, le parti a défini ce courant comme une tentative de certains intellectuels membres du parti de liquider l'organisation du P.O.S.D.R. et de la remplacer par une association informelle qui ne devrait jamais sortir du cadre de la légalité, fût-ce au prix d'un renoncement public au programme, à la tactique et aux traditions du parti.

Lors de la session plénière du C.C. du P.O.S.D.R. qui s'est tenue en janvier 1910 et où tous les courants et tendan-

ces du parti étaient représentés, le courant liquidateur a de nouveau été condamné par l'ensemble du parti *unanime* comme « une manifestation de l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat », qui se traduit par la négation de la nécessité du parti s.-d. illégal, le rabaissement de son rôle et de son importance, par des tentatives de minimiser la portée des objectifs du programme, de la tactique et des mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire, etc.

La tentative qui avait été faite par les conciliateurs pour parvenir coûte que coûte à l'unité avec les liquidateurs (conférence d'août 1912) n'a été d'aucune utilité et ses auteurs sont tombés dans la dépendance du courant liquidateur tant sur le plan idéologique que sur le plan politique.

Le IV^e congrès de la social-démocratie du territoire letton condamne résolument le courant liquidateur et décide de retirer son représentant du Comité d'organisation, qui a refusé de se désolidariser des liquidateurs.

3) Afin d'organiser de vastes campagnes politiques, le congrès charge le Comité central d'entrer en contact avec les organisations dont la ligne correspond aux résolutions qu'il a adoptées.

4) Le congrès se félicite de l'initiative prise par le Bureau Socialiste International de mettre à son ordre du jour le problème de l'unité au sein de la social-démocratie de Russie. Il charge son Comité central d'effectuer, à ce sujet, toutes les démarches nécessaires sur la base des idées exprimées dans cette résolution.

*Publié pour la première
fois en 1967 (en partie)
dans le numéro 3 de la revue
« Voprosy Istorii K.P.S.S. »*

Conforme au manuscrit

RÉSOLUTION DU C.C. DU P.O.S.D.R. SUR LA CRÉATION D'UNE SECTION D'ORGANISATION DU C.C. POUR LA DIRECTION DU TRAVAIL CLANDESTIN ³⁸³

Pour des raisons de sécurité, il a été créé une section spéciale du C.C. qui sera chargée de diriger directement le travail d'organisation illégale.

Les réunions générales de toutes les sections du C.C. n'auront lieu que dans les cas extrêmes avec l'accord préalable des représentants des deux sections ; les règles de sécurité devront être rigoureusement respectées. En temps normal, les liaisons se feront par l'intermédiaire de mandataires de chacune des sections.

Par mesure de précaution, on a donné à la nouvelle section d'organisation du C.C. le nom de Commission du travail coopératif.

Cette section sera chargée 1) de diriger l'activité du Comité de Pétersbourg, de lui apporter une aide systématique et de le reconstituer en cas d'arrestations ; 2) de veiller à coordonner le travail qui est effectué dans toutes les organisations légales et de faire en sorte que ce travail reste toujours conforme à l'esprit du parti ; 3) de trouver des formes particulières derrière lesquelles il sera possible de dissimuler les liaisons et les activités clandestines ; 4) d'unifier le travail sur toute l'étendue de la Russie en établissant des liaisons correctes et en procédant à des tournées d'inspection ; 5) de diriger avec un soin tout particulier la préparation du Congrès du parti qui doit se tenir au mois d'août 1914³⁸⁴.

C'est le collège russe du C.C. qui fixe la composition de la section d'organisation. Elle devra comprendre de trois à cinq titulaires plus un nombre identique ou double de suppléants.

Rédigé entre le 2 et le 4 (15-17) avril 1914.

*Publié pour la première
fois en 1957 dans le n° 3 de la revue
« Voprossy Istorii K.P.S.S. »*

Conforme au manuscrit

À PROPOS D'UN LIVRE³⁸⁵

I. M. Kozmínkh-Lanine. « Les heures supplémentaires dans les fabriques et les usines de province de Moscou. »
Moscou 1914, prix 1 rouble

M. Kozmínkh-Lanine vient de faire paraître une nouvelle brochure de statistique dans laquelle il traite d'un problème particulièrement douloureux pour les ouvriers russes : celui des heures supplémentaires.

Les chiffres de Kozminykh-Lanine portent uniquement sur la province de Moscou et sur l'année 1908. De ce fait, ils ont beaucoup vieilli. Il se trouve en effet que l'année 1908 a été une année de stagnation et que l'année suivante, au contraire, a été marquée par un essor de l'industrie russe, essor qui a entraîné un accroissement de la demande en main-d'œuvre et, par voie de conséquence, une généralisation des heures supplémentaires dans toute une série de branches industrielles.

Il est certain que les données de Kozminykh-Lanine (qui est inspecteur du travail dans la province de Moscou) ont un caractère semi-officiel (elles ont été fournies par les patrons) et qu'elles doivent être maniées avec précaution. Ceci étant dit, elles n'en méritent pas moins qu'on leur accorde une extrême attention. D'une part, en effet, les ouvrages concernant cette question sont si rares en Russie qu'à chaque fois qu'il en paraît un, on est bien obligé de l'utiliser. Et d'autre part, il se trouve qu'en dépit de leur caractère semi-officiel, ces statistiques nous fournissent toute une série d'éléments extrêmement intéressants.

L'enquête de M. Kozminykh-Lanine porte sur 112 380 ouvriers employés dans 152 entreprises de la province de Moscou (la plupart d'entre elles sont des grosses entreprises) et s'occupe principalement de l'industrie textile.

Des chiffres qu'elle fournit il ressort que dans l'industrie textile de la province de Moscou, les heures supplémentaires ne sont pas très répandues. C'est ainsi, par exemple, que sur les 59 000 ouvriers des filatures de coton qui ont été recensés, on n'en trouve que 767 qui vont travailler les jours fériés. Pour ce qui est des ouvriers qui effectuent des heures supplémentaires les jours ouvrables, leur nombre est certes beaucoup plus élevé (1 717), mais en tout état de cause, ils ne représentent pas plus de 1-2 % du total. Cela n'a rien que de normal. D'une part, en effet, la quantité de main-d'œuvre dont l'industrie textile a besoin est plus ou moins déterminée à l'avance et d'autre part (et c'est là le facteur essentiel), l'année 1908 est loin d'avoir été favorable à cette industrie. L'intérêt des patrons était souvent de réduire la production plutôt que d'augmenter la

productivité de leurs entreprises en ayant recours aux heures supplémentaires.

Par contre, si l'on considère l'industrie métallurgique, (et on sait qu'il s'agit là d'une branche non moins importante que la précédente), on obtient un tout autre tableau. Dans cette branche les heures supplémentaires sont largement répandues et touchent parfois jusqu'à 20 % du total des ouvriers.

D'après les statistiques de Kozminykh-Lanine, les ouvriers qui sont touchés par les heures supplémentaires en font entre 25 et 35 chacun (en comptant les jours ouvrables et les jours fériés) et ce, aussi bien dans la métallurgie que dans l'industrie textile. C'est un chiffre tout à fait considérable. Inutile de dire que ces 30 heures sont entièrement prises sur le temps que les ouvriers pourraient consacrer à leur développement intellectuel et culturel.

Voyons maintenant combien ils touchent pour cette dilapidation épuisante de leur labeur, de leurs muscles et de leurs nerfs... M. Kozminykh-Lanine nous indique de façon très détaillée quels sont les tarifs des heures supplémentaires dans les différentes industries. Dans le textile, ces heures sont payées entre 15 et 16 kopecks, rarement plus. Les prix augmentent quelque peu vers le mois d'avril et le mois de septembre, mais de décembre à février, ils redescendent à 13 kopecks. Ils sont particulièrement scandaleux dans l'industrie de la laine où le tarif moyen pour le mois de mars est de 6,75 kopecks pour les heures effectuées les dimanches et les jours de fête. Cela nous donne une idée de ce que doivent être payées les heures normales !

Chez les ouvriers métallurgistes, les tableaux l'indiquent, les heures supplémentaires ne sont guère mieux payées que chez les ouvriers du textile, entre 13 et 20 kopecks en moyenne. D'une façon générale, tous les renseignements qui nous sont fournis sur les tarifs des heures supplémentaires en vigueur dans les entreprises métallurgiques de la province de Moscou, montrent que les conditions de travail y sont extrêmement mauvaises, bien plus mauvaises qu'à Pétersbourg par exemple.

Ce qui ressort de tout cela, c'est que les heures supplémentaires n'apportent aux ouvriers de Moscou que des gains dérisoires.

Voici quel est le chiffre moyen de ces gains pour un mois :

Ouvriers du textile		(en kopecks)
Heures supplémentaires effectuées le dimanche et les jours fériés . .	{ obligatoires facultatives	408 221
Heures supplémentaires effectuées les jours ouvrables	{ obligatoires facultatives	353 235
Métallurgistes		
Heures supplémentaires effectuées le dimanche et les jours fériés . .	{ obligatoires facultatives	337 184
Heures supplémentaires effectuées les jours ouvrables	{ obligatoires facultatives	325 231

Avant de conclure, il faut souligner que l'enquête de M. Kozminykh-Lanine ne s'occupe presque pas des petites industries (1,45 % seulement des ouvriers sur lesquels elle nous fournit des renseignements travaillent dans des entreprises employant moins de cent personnes), alors que c'est dans ces industries que les heures supplémentaires sont les plus répandues. Nul ne doute pourtant que si l'on étudiait les conditions de travail qui règnent dans les petites entreprises, on obtiendrait des résultats assez stupéfiants.

« Prosvechtchénié » n° 5,
mai 1914. Signé : I. V.

Conforme au texte
de la revue

DÉCISION DU C.C. DU P.O.S.D.R.

Le C.C. félicite sa délégation à la conférence de Bruxelles³⁸⁶ pour la façon intelligente et énergique dont elle a défendu la ligne du parti. Il lui demande de charger un de ses membres de présenter un rapport au congrès ou à la conférence du P.O.S.D.R. qui aura lieu au mois d'août 1914.

Rédigé le 5 ou le 6 (18 ou 19) juillet 1914.

Publié pour la première fois
en 1988 dans le n° 6 de la revue
« Istoritcheskii Arkhiv »

Conforme au manuscrit

L'OPPOSITION POLONAISE À LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES 337

À la conférence de Bruxelles, la délégation polonaise dirigée par Malecki s'est rangée du côté des liquidateurs. Les paroles de ces gens sont en contradiction avec leurs actes. Attendons les résultats de l'alliance qu'ils ont conclue le 3 juillet avec Alexinski, Plékhanov et les liquidateurs. La meilleure des vérifications est celle qui est donnée par l'expérience.

Rédigé après le 5 (18) juillet 1914.
Publié pour la première fois en 1961 dans
la 5^e édition des Œuvres de Lénine,
tome 26

Conforme au manuscrit

PLAN D'UN ARTICLE SUR LA « RÉVOLUTION ET LA GUERRE » 338

La révolution et la guerre

1

- I. (α) Les journées de juillet 1914 vs les journées de janvier 1905
 - 1) les bannières — les barricades
 - 2) Gapone — l'organisation social-démocrate illégale
 - 3) les mots d'ordre de commande — les trois impératifs
 - 4) l'attitude naïve — la lutte opiniâtre
 - 5) un aboutissement organisé
avec un mot d'ordre précis { la *Kievskaja Mysl* 339
le *Rousskoïé Slovo* }
- II. Le mot d'ordre de grève et d'insurrection armée (cet imbécile de L.V. dans le journal de Plékhanov).
- III. La guerre entre l'Autriche et la Serbie vs la guerre européenne.
- IV. Le militarisme, l'impérialisme.
Les fusils partent tout seuls.
La lutte contre la guerre

la résolution de Jaurès vs Guesde
l'expérience des ouvriers de Russie.
La révolution : meilleure façon de faire la
guerre à la guerre.

2

- 1) Les journées de juillet vs le 9.I
- 2) La crise politique { oct.
 le 22.IV
 Raspoutine
 la famine.
- 3) L'essor du mouvement et le développement des mots
d'ordre.
- 4) Le courant liquidateur balayé et les groupuscules de l'é-
tranger.
- 5) La guerre entre l'Autriche et la Serbie.
- 6) L'impérialisme et le militarisme.
- 7) La guerre à la guerre.
- 8) La situation mondiale et les tâches du prolétariat russe.

Rédigé entre le 15 et le 18

(28 et 31) juillet 1914.

Publié pour la première

fois en 1961 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 26

Conforme au manuscrit

1914-1917

À PROPOS DU MOT D'ORDRE DE TRANSFORMATION DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE EN GUERRE CIVILE ³⁹⁰

✱ Le seul mot d'ordre prolétarien juste est celui qui appelle à la transformation de la guerre impérialiste en cours en guerre civile. Cette transformation est commandée par toutes les conditions objectives de la catastrophe guerrière que nous connaissons actuellement. Et le seul moyen qu'ont les partis ouvriers de remplir les engagements qu'ils ont pris à Bâle ³⁹¹, c'est de faire une propagande et une agitation systématique dans *c e t t e* direction.

Pour la classe ouvrière, cette tactique est la seule qui soit réellement révolutionnaire et qui corresponde aux conditions de la nouvelle époque historique. ✱

*Rédigé au plus tôt en septembre 1914.
Publié pour la première fois en 1961 dans
la 5^e édition des Œuvres de Lénine,
tome 26*

Conforme au manuscrit

PLAN D'UNE BROCHURE SUR « LA GUERRE EUROPÉENNE ET LE SOCIALISME EUROPÉEN » ³⁹²

*La guerre européenne et
le socialisme européen*

1. Le caractère de la guerre : l'impérialisme (comme cause essentielle).
L'impérialisme en tant que *dernier* stade du développement du capitalisme.

2. Les guerres nationales du début de l'époque bourgeoise vers —————→ les guerres impérialistes de la fin de cette époque
- Guerre *nationale* : rassembler le territoire national comme base du développement du capitalisme et balayer les vestiges précapitalistes.
- Guerre *impérialiste* : chacun se trouve à l'étroit dans le vaisseau capitaliste faisant naufrage, repousser les autres et retarder la fin du capitalisme.
3. La guerre est préparée depuis longtemps (30-40 ans) par la diplomatie : elle était « naturelle » et « attendue » (et le « on a perdu l'habitude » de Adler à la dernière session du Bureau International ³⁹³).
4. Le caractère accessoire de la guerre nationale (la Serbie) dans la guerre actuelle.
5. Comment la bourgeoisie se sert des traditions de la guerre nationale : « *La Patrie* », *Luzzati*.
6. « La patrie ». La citation du *Manifeste communiste*. Analyser cette citation.
7. (α) Les ouvriers n'ont pas de patrie.
- (β) *D'abord* dans les limites de la nation

cf. les guerres de 1709-1814, 1859, 1866, 1870.

La guerre actuelle de l'Inde ou de la Chine contre le Japon ((*éventuelle*))

- (γ) et ce, *pas* au sens bourgeois.
- (δ) S'ils ne mettent pas leurs efforts en commun, les prolétaires ne pourront se libérer.
- (ε) La chute des cloisonnements nationaux.
8. Comment cette vérité a été accueillie : la défense du nationalisme par les opportunistes (Jaurès dans *L'Armée nouvelle*)... ³⁹⁴
- (H. Wendel dans la « *Neue Zeit* », 1914, N° 19, S. 843, pour Jaurès ³⁹⁵).
9. Les hésitations au sein de l'Internationale : guerre défensive et offensive ou « point de vue de l'intérêt prolétarien » ?

10. Des citations de vieilles déclarations de Bebel et autres et silence sur la résolution de 1912.
 11. Le Manifeste de Bâle (α) Citation du manifeste de Stuttgart
 (β) La menace de guerre civile (1871 et 1905)
 (γ) « Le crime »
 12. « Les malheurs de l'invasion » = sophisme (Kautsky)...
 « Tolstoïsme » = id.
 « La question pratique : victoire ou défaite de *son propre pays* » = sophisme ³⁹⁶.
 Tout cela se ramène au problème des deux camps.
 Oui, mais quels sont ces deux camps ? Les nations ou les classes ?
 Que perdent les ouvriers avec la patrie ? L'« éternel » dans la patrie.
 La patrie en tant qu'Etat bourgeois avec ses frontières.
 La patrie en tant que langue, que territoire, etc.
 13. La conduite pratique des socialistes à l'égard de cette guerre.
 Avant la guerre : H. Wendel dans la *Neue Zeit*, 1914 N° 18 ³⁹⁷
 id. « *Vorwärts* »
 La *Leipziger Volkszeitung* à propos de la guerre contre « le tsarisme ».
 id. « *Vorwärts* » ³⁹⁸
 14. Depuis le début de la guerre : les socialistes [invasion ?] page 10
 serbes [conquête ?] des notes
 15. Les social-démocrates russes (ce n'est pas en quittant la
 (salle qu'on peut avoir une
 influence. cf. Fischer ³⁹⁹)
- Ad 15.
 Des « engagés volontaires » russes à Paris ? ?
 (1) La déclaration des socialistes russes.
 (2) La déclaration de Leder et C° ⁴⁰⁰.
 Le numéro 9 du *Goloss* ⁴⁰¹.
 La position de Plékhanov
 ||| Les *extraits* du *Sovremennoïé Slovo* ⁴⁰²
 ||| Le numéro 3 du « *Goloss* » (15.IX) ⁴⁰³
 Smirnov (E) et P. Maslov ⁴⁰⁴

16. Les socialistes français et belges

Ils sont étranglés ? C'est pour ça... ministre bourgeois ? ?

Vandervelde. Guesde. (Des autorités ?)

Voter en faveur des crédits ?

Que faire ? Prôner et préparer la guerre civile. Devenir non pas ministres mais propagandistes illégaux !!

Le chauvinisme de Vaillant et C^o dans l'*Humanité* ⁴⁰⁵
Compère-Morel et ses déclarations sur 1792 ⁴⁰⁶ et...
les Russes en Pologne.

Ce méprisable Gustave Hervé et les anarcho-syndicalistes ⁴⁰⁷.

La « démocratie » — mais l'alliance avec le tsar ? ?

17. Les socialistes anglais

Hyndman et ce qu'en disait la presse social-démocrate allemande avant la guerre ⁴⁰⁸.

Keir-Hardie et MacDonald.

La lutte contre le chauvinisme de *son propre* pays.

Le militarisme prussien, mais l'Egypte ? Et l'esclavage des femmes ?

La participation au recrutement.

18. Les social-démocrates allemands. Essentiel. Leur hégémonie dans l'Internationale. « Ils auront des comptes à rendre »...

Le discours de Haase... Justification de la guerre ⁴⁰⁹.

Le vote en faveur des crédits = trahison !

« Le tsarisme ». Sophisme et mensonge !!

Mensonge bourgeois !!

L'article de Bernstein dans le *Vorwärts* à propos d'Engels (1859) ⁴¹⁰

Engels en 1890 ⁴¹¹ (contra *M e h r i n g*) ⁴¹²

Hamburger Echo versus Vorwärts ⁴¹³

19. Un chauvinisme déchaîné versus un chauvinisme ennuyeux et hypocrite.

20. R. Fischer et la réponse qui lui a été faite ⁴¹⁴.

(Une justification de la violation de la neutralité de la Belgique.)

Sozialistische Monatshefte : une justification morale de la violation de la neutralité de la Belgique ⁴¹⁵.

21. Deux courants dans le socialisme allemand

K. Liebknecht (*Goloss* n° 12 ⁴¹⁶ et les journaux anglais).

La *Bremer Bürger Zeitung* ⁴¹⁷ — Mehring — Halle ⁴¹⁸ (protestations timides)...

22. La faillite de l'Internationale	<table border="0"> <tr> <td> la <i>Bremer Bürger Zeitung</i> ⁴¹⁹ Mehring Les journaux suisses. Le <i>Volksrecht</i> ⁴²⁰ </td> <td> } <i>A propos de la faillite de l'Internationale</i> </td> </tr> </table>	la <i>Bremer Bürger Zeitung</i> ⁴¹⁹ Mehring Les journaux suisses. Le <i>Volksrecht</i> ⁴²⁰	} <i>A propos de la faillite de l'Internationale</i>
la <i>Bremer Bürger Zeitung</i> ⁴¹⁹ Mehring Les journaux suisses. Le <i>Volksrecht</i> ⁴²⁰	} <i>A propos de la faillite de l'Internationale</i>		

La polémique entre les Français et les Allemands « Une Internationale renouvée et li-

Le manifeste des Français et des Belges bérée des déserteurs »

(Bureau International ?) ⁴²¹

« Les Français défendent le point de vue de leur gouvernement »
(et les Allemands ? ?)

« Une Internationale libérée des déserteurs »
(*Goloss*, n° 12) ⁴²².

23. *Le voile pudique*

jeté sur la faillite de l'Internationale.

Vandervelde et Kautsky

« Le coucou et le coq »

« Les deux ont raison »

« Kleinmütige Freunde » ? ? *

N.B.

Le voyage de Suedekum ⁴²³

Les intérêts de la bourgeoisie française et de la bourgeoisie allemande.

24. Les causes de la faillite de l'Internationale : l'opportunisme

Stuttgart 1907.

La conférence de la gauche en 1910 à Copenhague ⁴²⁴.

* Des amis pusillanimes... (N.R.)

25. Les idées des opportunistes et leur conduite actuelle
 { extrait de la résolution danoise sur l'opportunisme ⁴²⁵. }
26. Est-ce toute l'Internationale ?
 Non !!! les Serbes
 Keir-Hardie
 la réponse à Fischer.
 Des éléments pour une troisième Internationale.
 Les chefs de file : Kautsky, *G u e s d e*, Vandervelde ? ?
 (l'attitude à adopter à l'égard des chefs de file)
27. L'opportunisme versus le « centre » dans l'Internationale.
 { le *Sozialistische Monatshefte*. { hypocrisie ou voile }
 { La majorité des journaux { pudique }
 { social-
 { démocrates
 { Les méthodes du *Vorwärts*
 { Kautsky
28. La paix opposée à la guerre ou la guerre civile opposée à la guerre nationale ? (La paix des opportunistes qui se sont alliés à la bourgeoisie.)
 « Une bonne petite paix », mot d'ordre des radicaux petits-bourgeois, de la petite bourgeoisie (cf. Trevelyan et C^o en Angleterre ⁴²⁶).
 cf. *Frankfurter Zeitung*, citations ⁴²⁷
29. La transformation de la guerre nationale en guerre civile
 1871
 1905
 La rapidité avec laquelle cette transformation se fera est une chose.
 Le fait qu'il est nécessaire de s'orienter vers elle en est une autre
- { Le caractère historique de cette transformation. }
 « *Weg zur Macht* » et l'« aspiration au renversement »

30. La légalité et l'illégalité de l'organisation Riga et le Comité de Pétersbourg en Russie (compte rendu du *Rousskoïé Znamia*)⁴²⁸ || Contra ce que disent Kautsky et C^o du « patriotisme » des ouvriers de Russie.

Comparaison avec l'armée

30 bis. Le Vorwärts et la lutte des classes

Le *Goloss*, n° 18, colonne 1 et n° 18, colonne 4⁴²⁹ (« W.C. Modell 70 »)⁴³⁰

ne pas renoncer à l'organisation légale mais ne pas s'y borner

31. « *Volkskrieg* »* Oui !
Mais alors les conclusions qui en découlent sont autres.

→ La milice est loin d'être uniquement destinée à la défense.

→ Gloire à la guerre et au 42 cm⁴³¹ !!

32. Frank et l'« Opfertod »**

...« du point de vue social-démocrate »...

- 32 bis. La guerre a mis à nu toutes les faiblesses des gouvernements et toutes celles des partis socialistes.

33. Les malheurs de la guerre et ses conséquences. Le mouvement révolutionnaire et la faillite de la diplomatie lamentable du « centre ».

- 33 bis. Les buts réactionnaires de la guerre
Le *Kreuz Zeitung*⁴³²
et le *Novoïé Vrémia*.
Le « pessimisme » de
MacDonald ?⁴³³

E. Smirnov dans le numéro 202 des *Rousskié Viédomosti*.

Le nationalisme en Russie. Le P.S.D. et les s.-r.
Les « volontaires » : voir paragraphe 15.

* Guerre populaire. (N.R.)

** Sacrifice de sa vie. (N.R.)

Le *renforce-
ment* du nationa-
lisme.

La dernière guerre?

34. L'orientation du travail: (1) Il ne faut pas voter les crédits. Le faire c'est trahir. voter les crédits, c'est (2) Il faut lutter contre les chauvins de *son propre* pays. agir en va-t-en guerre. (3) Ne pas se limiter à l'organisation légale. (4) Ne pas oublier le manifeste de Bâle sur la menace de guerre civile.
35. Il se peut qu'il y ait encore un demi-siècle d'esclavage avant la révolution socialiste. Mais quel sera notre apport, que restera-t-il de *notre* époque? Du mépris pour les opportunistes et les traîtres ou la *préparation* à la guerre civile??

Martov dans le numéro 21 du *Goloss* :

il ne faut pas encore lancer le mot d'ordre de Commune, ce serait s'isoler des larges masses populaires
! ! ? 434

Rédigé en septembre-octobre 1914.
Publié pour la première fois en 1930 dans
le Recueil Lénine XIV

Conforme au manuscrit

À L'AUTEUR DU « CHANT DU FAUCON »

C'est avec douleur que tous les ouvriers conscients verront la signature de Gorki figurer à côté de celle de P. Strouvé au bas d'une protestation cléricale et chauvine contre la barbarie allemande ⁴³⁵.

Un jour que la conversation avait roulé sur Chaliapine et sa vénération de l'empereur, Gorki avait pu dire : « Il ne faut pas le juger trop sévèrement ; nous autres artistes, nous avons une psychologie à part. » En d'autres termes, cela signifie qu'un artiste agit souvent sous le coup de ses émotions et que celles-ci ont une telle force qu'elles l'empêchent de tenir compte de tout autre facteur.

Admettons qu'il en soit ainsi. Admettons qu'il ne faille pas juger Chaliapine avec sévérité. C'est un artiste et rien de plus. Il est étranger à la cause du prolétariat : selon son humeur, il agira un jour en ami des ouvriers et le lendemain en ami des Cent-Noirs.

Mais Gorki, c'est autre chose. Les ouvriers ont pris l'habitude de le considérer comme un des leurs. Ils ont toujours pensé que la cause du prolétariat lui était aussi chère qu'à eux et qu'il avait mis son talent au service de cette cause.

C'est pourquoi ils lui ont toujours témoigné leur sympathie et leur respect, c'est pourquoi son nom leur est cher. Mais cette confiance des ouvriers donne à Gorki un certain nombre de *responsabilités* : elle l'oblige à faire cas de son nom et à ne pas le laisser figurer au bas de n'importe quelle protestation chauvine susceptible d'égarer les ouvriers peu conscients qui ont encore du mal à s'y retrouver dans de nombreux domaines et que le nom de Gorki risque de désorienter. Le nom de Strouvé ne peut prêter à confusion ; celui de Gorki, si.

Les ouvriers conscients qui comprennent ce qu'a de plat et d'hypocrite cette protestation contre la « barbarie allemande » ne manqueront pas de blâmer l'auteur du « Chant du Faucon ». « En ce moment difficile où le prolétariat russe assume une lourde responsabilité, lui diront-ils, c'est aux côtés de ses combattants d'avant-garde que nous pensions vous trouver, et non aux côtés de Messieurs Strouvé et compagnie. »

« Social-Démocrate »,
n° 34, 5 décembre 1914

Conforme au texte
du journal

NOTE « DE LA RÉDACTION » À PROPOS DE L'ARTICLE « L'UKRAINE ET LA GUERRE »

Note de la rédaction

L'auteur de l'article ci-dessus est un militant influent de la tendance du *Dzvin* ⁴³⁶. On sait que tout récemment encore nous avons mené une violente polémique contre cet-

te tendance. Les divergences qui sont à l'origine de cette polémique n'ont pas disparu. Nous continuons à trouver erronées les concessions qu'ils ont faites au nationalisme, nous estimons toujours que l'« autonomie nationale culturelle » est une idée nationaliste bourgeoise, nous continuons à être en désaccord avec la thèse selon laquelle la meilleure façon d'organiser le prolétariat est de le fractionner en curies nationales, nous sommes toujours opposés à leur point de vue sur la différence entre ce qui est « anational », national et international. Et, comme nous sommes partisans d'un *i n t e r n a t i o n a l i s m e* conséquent, nous espérons que l'auteur de l'article ci-dessus et ses amis sauront tirer des événements de la guerre européenne les leçons qui s'imposent.

Ceci étant dit, nous nous réjouissons du fait que dans la période si difficile que nous traversons actuellement, ce soit avec le *Social-Démocrate* que le groupe des militants ukrainiens dont nous venons de parler se sente le plus d'affinités. Ces militants ont su se détacher de la fameuse « Union pour la libération de l'Ukraine »⁴³⁷ qui n'a rien de commun avec la social-démocratie. C'est là une démarche qui leur fait honneur.

« *Social-Démocrate* »,
n° 38, 12 février 1916

Conforme au texte
du journal

**PROJET DE TROISIEME POINT
DE LA RÉSOLUTION DE LA CONFÉRENCE
DES SECTIONS DU P.O.S.D.R.
À L'ÉTRANGER SUR
« L'ORGANE CENTRAL ET LE NOUVEAU
JOURNAL »⁴³⁸**

3) Tout en considérant avec la plus grande sympathie l'idée des camarades qui souhaitent que notre Organe central paraisse plus fréquemment et que soit créé un quotidien populaire dirigé par son comité de rédaction, la con-

férence estime que nous ne pourrions nous occuper de cette nouvelle publication que lorsque notre objectif essentiel, à savoir la bonne organisation de notre O.C., aura été réalisé.

La conférence appelle tous les camarades travaillant à l'étranger à entreprendre sans tarder un travail énergique dans cette direction et en particulier à soutenir l'O.C. de façon plus systématique en faisant parvenir des textes, dans le cadre de la préparation de conférences de collaborateurs, etc.

*Rédigé entre le 14 et le 19 février
(27 février-4 mars) 1915.
Publié en 1915 dans un tract ronéotypé
« La Conférence des organisations
du P.O.S.D.R. à l'étranger »*

Conforme au manuscrit

PROJET DE RÉSOLUTION POUR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES FEMMES SOCIALISTES ⁴³⁹

Résolution proposée par la délégation du C.C.

La guerre mondiale que nous subissons actuellement et qui a causé tant de malheurs dans tous les pays où elle se déchaîne, dévasté et ruiné la Belgique et la Galicie, brisé l'existence de centaines de milliers d'ouvriers, cette guerre donc est une guerre impérialiste. Elle résulte de la rivalité des classes dirigeantes des différents pays qui se disputent les colonies et la domination du marché mondial, ainsi que de l'affrontement d'intérêts dynastiques. Elle est la suite naturelle de la politique de classe des capitalistes et des gouvernements de tous les pays. Pour les socialistes, la question de savoir qui a tiré le premier n'a donc aucune espèce d'intérêt.

Non seulement cette guerre ne sert pas les intérêts des ouvriers, mais elle est une arme dont usent les classes dirigeantes pour briser la solidarité prolétarienne internatio-

nale, et pour affaiblir le mouvement ouvrier et la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays. De même, le mot d'ordre de « défense de la patrie », avancé par la bourgeoisie et soutenu par les opportunistes, n'est qu'un leurre à l'aide duquel la bourgeoisie s'efforce de convaincre les prolétaires de donner leur vie et leur sang pour la défense de ses intérêts.

Considérant tous ces faits, considérant également la résolution de Stuttgart qui recommande de profiter de la crise politique et économique ouverte par la guerre pour soulever le peuple en vue d'accélérer la chute du capitalisme, la résolution de Copenhague qui proclame que les députés ont le devoir de voter contre les crédits militaires, et la résolution de Bâle où il est dit que les ouvriers considèrent comme un crime de prendre les armes les uns contre les autres, la Conférence internationale extraordinaire des femmes socialistes déclare que l'action des représentants de la majorité des partis socialistes des pays belligérants est absolument contraire à l'esprit de ces résolutions et constitue une véritable trahison du socialisme que ces partis, sous la pression des événements, ont abandonné pour le nationalisme. La conférence proclame que les prolétaires de tous les pays n'ont pas d'autre ennemi que leur ennemi de classe : la classe des capitalistes.

Les souffrances atroces engendrées par cette guerre éveillent chez toutes les femmes, et particulièrement chez les femmes-prolétaires, un désir de paix toujours grandissant. La conférence déclare *la guerre à toutes les guerres impérialistes quelles qu'elles soient*. Mais elle estime que pour que ce désir de paix puisse se transformer en *une force politique consciente, les ouvrières doivent comprendre clairement que les classes possédantes ne rêvent que d'annexions, de conquêtes et de domination, qu'à l'époque de l'impérialisme, les guerres sont inévitables, et que si le prolétariat ne trouve pas en lui la force suffisante pour mettre fin au régime capitaliste en renversant définitivement le capitalisme, l'impérialisme continuera à faire peser sur le monde la menace de toute une série de guerres*. Si les ouvrières veulent abrégé les souffrances que leur apporte l'époque des guerres impérialistes, il faut que leur désir de paix débouche *sur la révolte et sur la lutte pour le socialisme. Pour atteindre*

leur but, en effet, elles n'ont qu'un seul moyen : le mouvement révolutionnaire des masses et le renforcement de la lutte socialiste. Leur premier devoir est donc de soutenir les organisations professionnelles et socialistes et de rompre la paix civile en luttant contre les crédits militaires et la participation aux ministères bourgeois, en soutenant les soldats qui fraternisent dans les tranchées sur les champs de bataille, en faisant de la propagande en faveur de la fraternisation, en mettant sur pied des organisations illégales partout où le gouvernement a supprimé les libertés constitutionnelles, et enfin, en entraînant les masses à participer aux manifestations et aux mouvements révolutionnaires.

La Conférence internationale des femmes socialistes appelle les ouvrières de tous les pays à mener ce combat sans tarder, à l'organiser sur le plan international et à lier étroitement leur travail à celui des socialistes de tous les pays qui, comme Liebknecht, se battent contre le nationalisme et mènent la lutte socialiste révolutionnaire.

La conférence rappelle également aux ouvrières que, dans les pays les plus avancés d'Europe, les conditions objectives de la production socialiste sont d'ores et déjà à maturité, que l'ensemble du mouvement entre dans une phase nouvelle, que la guerre mondiale actuelle leur donne de nouvelles et lourdes responsabilités, que leur mouvement peut être le précurseur d'une action générale des masses, susceptible de donner à tout le mouvement socialiste une nouvelle ampleur et de rapprocher l'heure de la libération définitive. En prenant l'initiative d'organiser des manifestations révolutionnaires, en marchant la main dans la main avec le prolétariat, les ouvrières ont la possibilité d'ouvrir une nouvelle ère dans la lutte prolétarienne, au cours de laquelle le prolétariat des pays avancés parviendra à la conquête du socialisme, et celui des pays arriérés à la conquête de la république démocratique.

LA PREMIÈRE CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE DE ZIMMERWALD⁴⁴⁰

23-26 AOÛT (5-8 SEPTEMBRE) 1915

1

VARIANTE DE PROJET DE RÉOLUTION DES SOCIAL-DÉMOCRATES DE GAUCHE POUR LA PREMIÈRE CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE

Projet

La guerre actuelle a été engendrée par l'impérialisme qui est le stade suprême du capitalisme. A ce stade, les forces productives et le capital connaissent un tel développement que les limites des différents Etats nationaux ne leur offrent plus un champ d'action suffisant et que les « grandes » puissances cherchent à asservir les autres nations et à conquérir des colonies où elles pourront trouver des matières premières et exporter leurs capitaux.

De nos jours, les conditions objectives du socialisme sont pleinement mûres et, par la guerre actuelle, les grandes puissances cherchent à retarder artificiellement la chute du capitalisme en maintenant et en accentuant la dépendance des colonies, en conquérant des positions dominantes sur le marché mondial, en divisant et en étouffant la lutte révolutionnaire internationale des ouvriers.

Les social-démocrates reconnaissent pleinement la nécessité de la liberté pour toutes les nations. A l'époque de la lutte contre le féodalisme, l'absolutisme et l'oppression étrangère, ils s'étaient prononcés en faveur de la défense de la patrie. Et aujourd'hui, ils reconnaissent que les guerres menées par les nations opprimées (surtout les colonies) contre leurs oppresseurs, les « grandes » puissances, sont absolument justifiées.

Mais la guerre qui oppose actuellement les grandes puissances les unes aux autres est une guerre de marchands d'esclaves qui veulent renforcer leur pouvoir esclavagiste,

procéder à un nouveau partage des colonies, avoir le « droit » d'opprimer les nations étrangères, donner une situation privilégiée au capital des grandes puissances et permettre à la réaction d'étouffer le mouvement ouvrier. Dans ces conditions, les belles paroles sur la « défense de la patrie » lancées par les deux groupes de puissances belligérantes ne sont rien d'autre qu'une duperie du peuple par la bourgeoisie. La victoire d'un des gouvernements belligérants quel qu'il soit, pas plus que le retour au *statu quo ante bellum* n'est en mesure ni de garantir la liberté des nations contre les puissances impérialistes, ni de donner des conditions de vie supportables à la classe ouvrière de plus en plus écrasée par la vie chère, les trusts, le militarisme et la politique de réaction qu'il entraîne même dans les pays les plus libres.

Défense des privilèges et des prérogatives des grandes puissances, défense du « droit » de telle bourgeoisie à opprimer d'autres nations, politique ouvrière nationale libérale, alliance d'une petite partie des ouvriers avec « leur » bourgeoisie nationale contre la masse des prolétaires et des opprimés, telle est dans cette guerre la signification réelle du mot d'ordre de « défense de la patrie ». Les socialistes qui suivent cette politique sont en fait des chauvins, des social-chauvins. Voter pour les crédits militaires, participer aux ministères bourgeois, prôner la *Burgfrieden*, etc., c'est faire la politique de l'opportunisme, c'est trahir le socialisme. Et la classe ouvrière ne pourra réaliser ses grands objectifs, elle ne pourra parvenir à l'émancipation du travail, que si elle mène une lutte résolue contre l'opportunisme et le social-chauvinisme.

Le manifeste de Bâle, adopté à l'unanimité en 1912 en prévision d'une guerre analogue à celle qui opposa actuellement les grandes puissances, a défini de façon précise le caractère réactionnaire, impérialiste de cette guerre, et a déclaré clairement qu'elle rapprochait le moment de la *révolution prolétarienne*. Les faits sont là : la guerre a bel et bien créé une situation révolutionnaire, un état d'esprit et une effervescence révolutionnaires. La tâche de la social-démocratie est de les appuyer, de les favoriser, de contribuer à l'éveil de la conscience révolutionnaire des masses, de la libérer des mensonges du chauvinisme bourgeois et

socialiste, de soutenir toutes les tentatives de la lutte révolutionnaire des masses dirigées contre l'impérialisme et vers le socialisme, d'œuvrer à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour le socialisme.

Pour renforcer leur agitation révolutionnaire, les social-démocrates doivent utiliser le désir de paix grandissant des masses, qui traduit leur désillusion et qui marque le début de l'éveil de leur conscience révolutionnaire. Mais ce faisant, ils ne doivent pas tromper le peuple en lui donnant l'espoir qu'il est possible de parvenir rapidement à une paix tant soit peu durable, tant soit peu démocratique et parvenant, sans un renversement révolutionnaire des gouvernements actuels, à faire disparaître l'oppression nationale.

*Rédigé avant le 13 (26) juillet 1918.
Publié pour la première fois en 1937
dans le Recueil Lénine XXX*

Conforme au manuscrit

2

THÈSES D'UN RAPPORT À LA CONFÉRENCE DES SOCIAL-DÉMOCRATES DE GAUCHE ⁴⁴¹

Thèses:

1. Le fait de la guerre et ses conséquences. Tableau d'ensemble.
2. Caractère impérialiste
 - 1) brigandage colonial
 - 2) oppression des nations
 - 3) partage du monde.
3. Définition des objectifs.
4. Falsification du caractère de ces objectifs

a) libération des peuples	— oppression
b) démocratie	— despotisme (réaction ?)
c) culture	— barbarie de la guerre
d) bien-être	— réformes sociales
e) revenu des capitalistes	— vie chère !
5. Le capitalisme (Trotsky).
(Faillite du monde bourgeois)...

6. C'est au moment où le capitalisme connaît sa crise la plus grave, *qui* (la crise) condamne le prolétariat aux plus grands sacrifices, que l'on appelle ce dernier à le soutenir et que l'on réclame la paix civile.
7. Lutte contre la guerre...
8. Décisions des congrès...
9. Les partis officiels — contre ces décisions
 { vote des crédits
 { participation au ministère
 { prise de position en faveur *La défense*
 { du bloc *de la patrie*
10. La lutte des minorités (et des partis) contre la guerre.
11. Le retour de la classe ouvrière à ses tâches.
12. Le B.S.I.
13. L'assemblée de Berne ⁴⁴². (Etablissement des liaisons.)
14. Le drapeau de la lutte de classes.
15. a) l'action des pays belligérants...
 b) l'action des pays neutres...
16. Le fait que tous les pays sont concernés.
17. Les conditions de la paix.
18. Appel.

Rédigé entre le 19 et le 23 août
(1^{er} et 5 septembre) 1916.
Publié pour la première
fois en 1962 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 27

Conforme au manuscrit

3

PLAN D'UN DISCOURS À LA CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD

- 1) *L'impérialisme* et le pillage
- 2) comment on détourne l'attention du prolétariat révolutionnaire et on affaiblit son mouvement...
- 3) dénoncer les sophismes de la bourgeoisie, — un groupe
— l'autre
- 4) *devoir socialiste*... *

* En français dans le texte. (N.R.)

5) Citation	P. 5, 5 ^e lig. en partant du haut— P. 7, 5 ^e lig. en partant du haut [1]
6) les social-démocrates allemands ne peuvent pas invoquer la lutte contre le tsarisme 7) la presse russe utilise l'attitude des dirigeants allemands contre nous	
8) citation, fin de la p. 8, à partir du mot « <i>même</i> » *.	[1/2 page]
9) par son vote et sa <i>proclamation illégale</i> , la social-démocratie russe <i>remplit son devoir</i> * 10) il est nuisible de masquer la faillite de la II ^e Internationale, nocivité toute particulière du « centre » 11) cette faillite est celle de l'opportunisme 12) le chauvinisme en Russie mord sur une partie de la social-démocratie 13) le moindre mal c'est la défaite du tsarisme 14) l'organisation illégale et l'agitation	page 11 [1]
citation (fin de la p. 15 et p. 16)	[1]

Rédigé entre le 23 et le 26 août
(5 et 8 septembre) 1918.

Publié pour la première fois en 1962
dans la 5^e édition des Œuvres de Lénine,
tome 27

Conforme au manuscrit

* En français dans le texte. (N.R.)

4

INTERVENTION PRONONCÉE LORS
DE LA DISCUSSION
DU MANIFESTE ET DU PROJET DE RÉOLUTION
SUR LA GUERRE ET LES TÂCHES
DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

25 AOÛT (7 SEPTEMBRE)

1

Il était inévitable qu'on en arrive à un affrontement entre les thèses de Ledebour et les nôtres ⁴⁴³. Ceci étant, je dois cependant protester contre la façon dont Ledebour a attaqué Radek. Il est en effet inadmissible de déclarer que tous les signataires de notre manifeste sont en sécurité alors que parmi ces signataires on trouve les Lettons et Borchardt. De même, c'est un argument usé et sans valeur que de prétendre qu'on ne peut pas appeler les masses à l'action révolutionnaire quand on n'est pas soi-même en mesure de participer directement à cette action. D'autre part, je nie qu'il soit impossible de parler des moyens à employer pour la lutte. Dans toutes les périodes révolutionnaires, en effet, on a toujours fait mention de ces moyens, car il est indispensable que les masses en prennent connaissance pour pouvoir les discuter et les étudier. En Russie, c'est toujours de cette façon que nous avons agi ; comme on le sait, c'est autour des moyens à employer pour la lutte qu'ont tourné les discussions entre Plékhanov et moi-même, pendant les années qui ont précédé la révolution. En 1847, au moment où la situation historique objective plaçait l'Allemagne devant la révolution, Marx et Engels ont lancé de Londres un appel à l'action violente ⁴⁴⁴. A l'heure actuelle, le mouvement allemand doit prendre une décision. Si nous sommes effectivement à la veille d'une époque de révolution au cours de laquelle les masses passeront à l'action révolutionnaire, nous devons indiquer quels sont les moyens requis par cette lutte. Il va sans dire que selon les conceptions révisionnistes de David et autres, il est absolument inutile de le faire : ils ne croient

absolument pas que nous soyons à la veille d'une époque révolutionnaire. Mais nous, qui avons une toute autre opinion, nous devons agir autrement. On ne peut pas faire la révolution si on n'explicite pas la tactique révolutionnaire. Le grand tort de la II^e Internationale avait été justement d'éviter les mises au point précises ; il avait fait preuve de cet « esprit révolutionnaire passif » qui, ainsi que l'ont fort justement noté les marxistes tribunistes ⁴⁴⁵, caractérise les centristes allemands.

Passons maintenant au problème de la répression. Vous autres en Allemagne, vous ne devez pas vous contenter de l'activité légale si vous voulez agir réellement. Vous devez combiner le travail légal et le travail illégal. Dans la situation nouvelle que nous connaissons actuellement, les anciennes méthodes ne sont plus satisfaisantes. D'ailleurs, vous reconnaissez vous-mêmes que nous abordons une époque où de grandes batailles de classes vont se dérouler. Il faut donc que vous trouviez les moyens de mener ces batailles. Pour ce faire, il n'est absolument pas obligatoire que vous éditiez un manifeste revêtu de vos signatures. Un tel manifeste peut très bien n'être pas signé. En tout état de cause vous devez renoncer à agir de façon semi-légale comme le fait par exemple Clara Zetkin. Cela exige beaucoup trop de sacrifices.

L'alternative qui se présente à nous est la suivante : ou bien un combat réellement révolutionnaire ou bien nous nous contenterons de creux verbiage qui ne peut qu'aider les déserteurs et contre lequel Liebknecht s'est élevé avec tant de force dans sa lettre ⁴⁴⁶. Se prononcer en faveur de la paix ne veut encore rien dire. David lui aussi écrit : nous ne sommes pas pour la guerre, mais seulement contre la défaite. Tout le monde veut la paix. Il faut que nous tenions compte de la situation nouvelle qui s'est créée et que nous adoptions des méthodes de lutte nouvelles et originales. Et ces méthodes ne doivent avoir aucun trait de ressemblance avec celles qui étaient employées autrefois en Allemagne ou en Russie.

2

Je ne suis pas d'accord avec Serrati lorsqu'il déclare que la résolution vient ou trop tôt ou trop tard ⁴⁴⁷. Après

cette guerre, en effet, il y en aura encore d'autres, principalement des guerres coloniales. Si le prolétariat n'abandonne pas la voie du social-impérialisme, la solidarité prolétarienne sera complètement détruite, nous devons donc mettre au point une tactique unique. Si nous nous contentons d'adopter le manifeste, Vandervelde, l'*Humanité* et les autres continueront à tromper les masses et à déclarer que, eux aussi, ils sont pour la paix et contre la guerre. De la sorte, rien n'aura été fait pour dissiper la confusion qui règne actuellement.

*Publié pour la première fois en 1965 dans
la 5^e édition des Œuvres de Lénine,
tome 54*

*Conforme au texte
des procès-verbaux
de la conférence*

5

ADDITIFS À LA DÉCLARATION DE LA GAUCHE
DE ZIMMERWALD ⁴⁴⁸

- N° 1 noch die wichtigste Frage des Opportunismus berührt, noch die besonders schädliche Rolle des s-d. Zentrums aufdeckt *.
- N° 2 Si nous votons pour, c'est tout particulièrement à cause du problème important soulevé par deux camarades français qui ont attiré notre attention sur le grave désarroi qui frappe les ouvriers français, sur l'influence démoralisante que la phraséologie révolutionnaire exerce sur eux et sur la nécessité de passer peu à peu, avec prudence, à une tactique de fermeté. Ceci dit, il n'en reste pas moins que pour l'ensemble du mouvement ouvrier européen, c'est bien l'opportunisme qui représente l'ennemi principal.

*Rédigé le 26 août (8 septembre) 1916.
Publié pour la première fois en 1930 dans
le Recueil Lénine XIV*

Conforme au manuscrit

* Le problème si important de l'opportunisme est passé sous silence et le rôle particulièrement nuisible du centre social-démocrate n'est pas mis en lumière. (N.R.)

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE ET LE DROIT DES NATIONS À DISPOSER D'ELLES-MÊMES⁴⁴⁹

La social-démocratie allemande était le parti le plus puissant et le plus influent de la II^e Internationale. D'une part, elle a donc une responsabilité toute particulière dans la faillite de cette Internationale et d'autre part, son exemple et son expérience sont ceux qu'il faut étudier *en premier lieu* si on veut tirer au clair les causes de cette faillite et déterminer quelles sont les méthodes et les voies à utiliser pour lutter contre l'opportunisme qui a étouffé ce parti.

Pendant la guerre de 1914-1915, l'opportunisme qui a étouffé le parti social-démocrate allemand et l'a transformé en un parti ouvrier libéral national a pris la forme du social-chauvinisme.

*Rédigé en 1915.
Publié pour la première fois
en 1987 dans le Recueil
Lénine XXX*

Conforme au manuscrit

AMENDEMENTS ET ADDITIFS À L'APPEL « À TOUS LES PARTIS ET GROUPES ADHÉRENTS » ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE DE LA COMMISSION SOCIALISTE INTERNATIONALE ÉLARGIE

Änderungsvorschläge:*

1. Montrer de façon plus précise quelle est la *signification politique de classe* et en quoi consiste le caractère *fondamentalement* erroné de la tactique des « partis officiels » et de la « II^e Internationale »

* Amendements proposés. (N.R.)

- (a) défense de la patrie = défense de la bourgeoisie impérialiste, de sa politique de pillage et d'oppression des nations
 (b) la liaison avec l'opportunisme
 (c) l'alliance avec la bourgeoisie de son propre pays contre le prolétariat international.

2. Définir ce qu'est la « Bruch des Burgfriedens » *. Refus de participer à toutes les institutions qui soutiennent directement ou indirectement la guerre.

αβ + Unterjochung der Nationen **
 Omettre la fin sur « In der Aera »...***

+ salut à
 Liebknecht
 et à Rühle

3. Nicht nur « geeignete », sondern illegale Literatur, das heisst freie, nicht der Zensur unterordnete ****.

||γ| — ohne zu sagen, dass die Niederwerfung dieser Regierung dazu nötig *****

4. Les grèves (économiques et politiques) et les manifestations.

5. +bis zur Revolution *****.

6. +Citer non seulement la résolution de Stuttgart, mais celle de Bâle : c'est un crime de tirer, la Commune, l'année 1905.

Rédigé entre le 23 et le 27 janvier

(5 et 9 février) 1916.

Publié pour la première fois en 1962 dans
 la 5^e édition des Œuvres de Lénine, tome 27

Conforme au manuscrit

* « La rupture de la paix civile. » (N.R.)

** L'asservissement des nations. (N.R.)

*** Pendant l'ère... (N.R.)

**** Une littérature non seulement « adaptée » mais illégale, c'est-à-dire libre, non soumise à la censure. (N.R.)

***** Sans parler du fait que pour cela, il faut renverser ce gouvernement. (N.R.)

***** Jusqu'à la révolution. (N.R.)

PLAN D'UN EXPOSÉ SUR

Les deux Internationales

1. Thème : il ne s'agit pas de porter une appréciation sur la guerre (>d'un an que cela a été fait et c'est périmé), mais sur les (deux) *lignes fondamentales* suivies par le développement du mouvement ouvrier et du socialisme.

Alias * : une appréciation non pas sur la guerre et les principes de la tactique, mais sur le développement du mouvement ouvrier.

L'essentiel sera donc de citer les faits (un grand nombre) illustrant le mouvement ouvrier et socialiste et de dresser une *comparaison* entre les différents pays.

2. *Introduction* : Huysmans à Arnhem et à Rotterdam versus Wijnkoop et *Henriette Roland-Holst* dans le *Berner Tagwacht* ⁴⁵¹.

? + cf. « *Avanti!* » (12.II.1916) ? ⁴⁵²

«*Vorwärts*» **

2a *E t w a* ***

1. La Russie : les patriotes (Plékhanov et C ^o)	Le C.O. — et Trotski — (<i>Naché Slovo</i>)
2. L'Allemagne : la majorité	— K. Kautsky et C ^o —
3. La France : la majorité	— Longuet et C ^o —
4. L'Angleterre : la majorité	Fabian Society, Labour Party ⁴⁵⁴ ,

* Autrement dit. (N.R.)

** Le mot *Vorwärts* a été ajouté au crayon probablement plus tard par Lénine. (N.R.)

*** Précisément. (N.R.)

« LES DEUX INTERNATIONALES » ⁴⁵⁰

Thème :

Vérification, pour ainsi dire, de la théorie par l'expérience du mouvement ouvrier et socialiste mondial.

N.B.

Le C.O. : (1) rend les ouvriers fautifs ; (2) oublie les liens avec les liquidateurs.

— Le C.C.

— La minorité. Les « I S D »* — (*R ü h l e*) — *Winnig*

— Bourderon et C ^o		La résolution de Bourderon		<i>Les articles envoyés au Labour Leader</i> ⁴⁵³

Hyndman) — Askew (?) — *Forward* ⁴⁵⁵

Le Glasgow Socialist ⁴⁵⁷

N.B. :
« *Merthyr* » ⁴⁵⁶ N.B.

{ Ornatski dans <i>N a c h é</i> <i>S l o v o</i> ⁴⁵⁸ }	(La rupture avec le La- bour Party)	{ <i>Les Lettres</i> au <i>Labour</i> <i>Leader</i> }

* « Internationale Sozialisten Deutschlands — « Les socialistes Internationaux d'Allemagne. » (*N.R.*)

5. L'Italie : la minorité (Bissolati) —
6. L'Autriche : la majorité (Pernerstorfer)
7. L'Amérique : Russel — (Hillquit)
8. L'Australie : la majorité (parti gouvernemental)
3. La Russie. Les élections aux comités des *industries de guerre*. Les *premières* élections. Le Comité central
 (+les hésitants) + *le bloc de la défense* (Larine). L'indignation de la bourgeoisie et du gouvernement. La dénonciation de Gvozdev. Les *secondes* élections. La victoire des chauvins.

[*Naché Diélo*⁴⁶¹ + *Nach Goloss*⁴⁶² + *le Rabotchéïé Oustrô*⁴⁶³. Le C.O.]

Trotsky et *Naché Slovo* (La fraction Tchkhéidzé) ? Le C.C.

[L'évolution de Martov : depuis l'époque où il proclamait : « Le *Vorwärts* est mort » et « nous n'iront pas à l'Internationale » *ju s- qu' à sa défense de l'alliance avec Na- ché Diélo* (Boretski).]

C'est peut-être de la haute « diplomatie » mais dans tout cela, il n'y a pas le moindre soupçon de *socialisme*

Conclusion : Deux lignes dans le mouvement ouvrier de Russie.

Seulement deux (tout le reste a disparu).

Leur *base de classe* :

α) dans l'unité avec la bourgeoisie nationale =

β) dans l'unité avec le prolétariat international =

Leurs *idées* : pour la « défense » (« défense de la patrie ») ;

(les « jusqu'aboutistes ») ;

contre la « défense de la patrie »...

(Cf. le manifeste de Zimmerwald) *

* Les points 2 et 3 ont été biffés au crayon. (N.R.)

Le parti italien officiel (*Avanti!* 12.II. 1916)

— Adler — la minorité — (l'article envoyé au *Berner Tagwacht* ⁴⁵⁹)

—— Debs — (les articles de *Debs* ⁴⁶⁰) (« Les bombes et les dollars »)

—— ? — — Les socialistes.

« ... Non pas pour la défense, mais pour l'organisation... »

Comment les *social-chauvins* se moquent de Martov (Boretski dans *Naché Slovo*).

N.B. | Parti stolypinien
| *Le parti ouvrier de Khvostov* ⁴⁶¹

= pour le renforcement de la bourgeoisie « nationale »
(= *pour* la guerre)

= pour la révolution prolétarienne internationale.

|| + ici, il faudra peut-être parler de l'article
« Europa und die Revolution » ⁴⁶²

4. *L'Allemagne*

La lutte à l'intérieur du groupe parlementaire :

Liebknicht et *Rühle*

Les 2 et les 20 (leur inconséquence) ⁴⁶⁶

Borchardt et le *Lichtstrahlen* ⁴⁶⁷ *Win-nig*

Rühle et la réponse du *Vorwärts*
(analyse) ⁴⁶⁸.

{	(α) Diffusion des publications illégales et l'organisation clandestine.	}
{	(β) Soutien au gouvernement.	}

5. *La France*

(1) Vaillant dans *L'Humanité* (les lettres?) ⁴⁷⁰

(« Ils se mettent, disait-il, du coton rouge dans les oreilles » « les doctrinaires », etc., etc.)

{ (2) La déclaration de Merrheim à Zimmerwald : « Le parti, le gouvernement et les Jouhaux ne sont que trois têtes sous un bonnet » * }

(3) La résolution de Bourderon ((analyser cette résolution)).

(4) L'article sur la scission envoyé au *Labour Leader*.

6. *L'Angleterre*

La majorité (participation au ministère)

La défense

The New Statesman ⁴⁷² (et son attitude)

(Labour Party + Fabian Society).

[contra le *B. S. P.* dont les 3/7 des membres
sont des internationalistes.]

Le *Glasgow Socialist* ((la déclaration de Zimmerwald ⁴⁷³))

Les lettres au « Labour Leader »

L'article sur la *trahison*.

Mertbyr

7. *L'Italie*

Bissolati — le parti (Treves et son discours ⁴⁷⁵)

* En français dans le texte. (N.R.)

{ La Brochure « Fall Liebknecht » * }
 { « La régénération » }
 « Le parti national libéral »

— La manifestation de Brunswick ⁴⁶⁹.
 (La grève de Hanovre.)

Le tract de *Saumoneau* ⁴⁷¹

(Brizon et C^o à Kienthal) **.

Lloyd George à Glasgow et la réponse des ouvriers.

Le Parti socialiste britannique (le départ de Hyndman ⁴⁷⁴) ***.

* L'affaire Liebknecht. (N.R.)

** Lénine a rajouté au crayon postérieurement, semble-t-il, le texte compris entre le mot « régénération » et « Kienthal ». (N.R.)

*** Lénine a sans doute rajouté ce texte au crayon postérieurement. (N.R.)

{	<i>Italie</i> : Bissolati et le parti ouvrier <i>Bulgarie</i> : Le parti « étroit » ⁴⁷⁶ et le parti « large » <i>Suède</i> : Branting et Höglund <i>Hollande</i> : Troelstra et <i>De Tribune</i> ⁴⁷⁷	}	*

8. L'Autriche

Pernerstorfer dans la *Neue Zeit* ⁴⁷⁸

—V. Adler— les *Internationalistes*...

{ *idem*: la résolution de
 V. Adler et des « 15 » **.

9. Les Etats-Unis de l'Amérique du Nord (« Ecartons-nous et observons »...)

Russel (V. Berger et C^o) pour le « preparedness ».

« Jingo » Hillquit = diplomate ***

Debs et ses articles.

10. L'Australie

Correspondance envoyée au *Berner Tagwacht* ⁴⁷⁹

L'article du *New Statesman*

(I.K. ⁴⁸⁰) ****

11. Conclusions

{ { Kautsky dans sa lettre à Boukvoed... { « Il est faux
 { Même chose à plusieurs reprises dans { qu'il y ait deux
 { la *Neue Zeit* { tendances } }

Mensonge et hypocrisie

K. Kautsky dans l'article de Bratch (« soit
 l'ancienne Internationale soit une demi-douzaine »).

Deux, pas une de plus.

Et ce, dans le monde entier.

* Le point 7 a été biffé au crayon dans le manuscrit. (N.R.)

** Le texte a été rajouté par Lénine au crayon postérieurement, semble-t-il. (N.R.)

*** Le texte a été biffé au crayon de « Jingo » à « diplomate » (N.R.)

**** Lénine a rajouté au crayon postérieurement, semble-t-il, le texte compris entre « L'article » et « I.K. ». (N.R.)

Diplomatie — hypocrisie — hésitations — illusion?

$\left(\left(\begin{array}{l} \text{Qu'importent les mots.} \\ \text{Axelrod et Martov en Russie} \\ \text{K. Kautsky et Haase en Allemagne} \\ \text{Longuet et Pressemane} \\ \text{en France.} \\ \text{Hillquit en Amérique} \\ \text{Askew et autres en Angleterre} \end{array} \right) \right)$	$\left. \begin{array}{l} \text{Tout cela cons-} \\ \text{titue un seul} \\ \text{et même type} \end{array} \right\}$
$\Sigma\Sigma = H u y s m a n s^*$	

* Depuis le mot « Diplomatie » et jusqu'à la fin le texte a été biffé au crayon par Lénine. (N.R.)

- (« La Montagne » et la Gironde (Plékhanov dans le numéro 2 de l'*Iskra*, 1901. « Au seuil du XX^e siècle).
 (« Les types qui ont 2 dollars et un « brain » * capitaliste dans *Appeal to Reason* ⁴⁸¹.

Il ne faut pas jeter un voile diplomatique sur la vérité, mais l'expliquer aux masses (« la boue de Saint-Petersbourg », *Vaut mieux dire* ** de Kautsky).

Le caractère inévitable de la scission.

La Révolution (cf. *L'information*) ***
 (+ *Europe und die Revolution*)

L'*Iskra*, n° 2 (1901) : La Montagne et la Gironde.
 La lutte contre l'opportunisme (Bernstein.

Le millerandisme et le
 jaoussisme.
 La politique ouvrière
 libérale des Anglais.
 La scission dans toute
 une série de pays.

La guerre a accéléré le processus de — —
 décomposition des deux côtés.

Quid est Kienthal ? ****

Rédigé entre le 30 janvier et le 4 février
 (12 et 17 février) 1916.
 Publié pour la première fois en 1962 dans
 la 5^e édition des Œuvres de Lénine,
 tome 27

Conforme au manuscrit

* Cerveau. (N.R.)

** En français dans le texte. (N.R.)

*** Depuis le mot « les types » jusqu'au mot « Révolution », le texte a été biffé au crayon par Lénine. (N.R.)

**** Qu'est-ce que Kienthal ? Depuis les mots « L'*Iskra*, n° 2 » jusqu'à la fin, le texte a été écrit par Lénine au crayon postérieurement, semble-t-il. (N.R.)

REMARQUE A PROPOS DES THÈSES SUR « LA RÉVOLUTION SOCIALISTE ET LE DROIT DES NATIONS À DISPOSER D'ELLES-MÊMES »

Il existe une certaine ressemblance entre la façon dont l'humanité doit accéder à la suppression des classes et la façon dont elle doit accéder à la fusion ultérieure des nations. A savoir : la voie qui mène à la suppression des classes passe inévitablement par le stade intermédiaire de la dictature de la classe opprimée. La seule voie qui mène à la fusion des nations est la libération de celles qui sont asservies et une véritable abolition de l'oppression nationale, laquelle ne peut être considérée comme réelle au point de vue politique que si elle comporte le droit à la séparation. Ce droit est le meilleur et le seul moyen *politique* permettant de s'opposer au système imbécile des petits États et de l'isolement national qui, pour le bonheur de l'humanité, est en train d'être irrésistiblement détruit par tout le développement du capitalisme.

*Rédigé en janvier-février 1916.
Publié pour la première fois en 1937 dans
le Recueil Lénine XXX*

Conforme au manuscrit

PROJET DE DÉCISION DU C.C. DU P.O.S.D.R. SUR LA CESSATION DE LA PARUTION DE LA REVUE *LE COMMUNISTE* ⁴⁸³

Ce texte n'est pas destiné à être publié :

Considérant,

(1) que la revue *Le Communiste* a été fondée, à titre provisoire et expérimental, par un comité de rédaction organisé sur le mode fédératif, à un moment où il n'existait aucune divergence sur aucun problème important entre la rédaction de l'O.C. et le reste du comité de rédaction,

(2) qu'après la parution du n° 1-2 du *Communiste*, trois des membres de son comité de rédaction ont exprimé de telles divergences dans les thèses sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes qu'ils ont signées,

(3) que l'échange d'opinion qui s'est déroulé autour de ce problème a fait apparaître toute la profondeur de ces désaccords et a montré qu'ils étaient liés à l'appréciation du rôle des revendications démocratiques et d'une façon générale, du programme minimum,

— Le C.C. pose qu'il est impossible de continuer à faire paraître la revue *Le Communiste* et déclare que *cette revue arrête sa publication*.

Poursuivons. Afin d'*élargir* la discussion des problèmes litigieux et de les tirer au clair devant un plus large cercle de camarades dirigeants, le C.C. décide :

de demander aux trois camarades qui ont signé les thèses

de rédiger un *exposé motivé* des divergences qui les opposent à la rédaction de l'O.C.

De communiquer cet exposé, ainsi que la réponse de l'O.C., à un large cercle de militants occupant des postes de direction afin que soit *définitivement* tranchée la question de savoir s'il est souhaitable et nécessaire d'ouvrir la discussion dans la presse ⁴⁸³.

Je regrette beaucoup que *vous* fassiez traîner cette affaire « assomante ». Je *répète* (et je trouve assomant à avoir à me répéter) que *je suis contraint de renoncer à collaborer au Communiste*.

Votre plan est sans principe et ne fait qu'*aggraver* la confusion. *S'il n'existe pas* de profondes divergences de principe, le fait d'en parler au C.C. a un caractère d'intrigue et tous les « Russes » vous dénonceront.

Si ces divergences existent, il faut *le* dire : après la parution du n° 1-2, certains ont commencé à embrouiller terriblement les choses, nous *déclinons toute responsabilité à ce sujet* ; et nous pensons que notre devoir est de dénoncer *et non* d'encourager cette confusion. Nous sommes prêts à leur faire une *concession* : nous leur proposons (voir la feuille) une discussion devant un « cercle élargi » (afin de leur éviter d'être dis-
crédités publiquement dans la presse et d'avoir à soutenir
immédiatement une polémique meurtrière).

{Et seulement pour cela.}

Pour le *Recueil du « Social-Démocrate »*⁴⁸⁴, nous avons, en plus de notre série d'articles *, Varine+Alexandre+des correspondances+un acte d'accusation (que je n'ai pas encore reçu)+Safarov+un Letton+Kollontai (probablement).

On ne doit inviter les Japonais⁴⁸⁵ que pour les discréditer. Pour ce qui est de Boukharine, on ne doit lui *confier* que les problèmes économiques.

Il *ne faut pas* inviter Radek (son article est *légal* et sous cette forme, il n'a, à l'heure actuelle, *aucune importance*). Il faudra *lutter* contre les thèses qu'il *défend*.

Telle est mon opinion : *Le Communiste est mort* et je n'ai pas l'intention de contribuer à ce qu'il ressuscite.

Devant Alexandre (et les ouvriers russes du bureau), nous devons poser la question sur le *plan des principes* : nous *n'acceptons* pas au comité de rédaction des gens qui embrouillent terriblement les choses, ne veulent pas prendre la peine d'étudier ni faire un effort pour mieux exposer leur opinion. Le but de ces gens est clair : ils cherchent à nous *exciter* contre le P.S.D. tout en restant sur la touche.

Le Communiste répondait à l'objectif du moment où il fallait rassembler tout le monde *contre* le social-chauvinisme et le kautskisme.

Mais aujourd'hui, notre objectif n'est plus le même : ce qui est à l'ordre du jour, c'est *la lutte* contre l'*« économie impérialiste »*.

Salut *Lenin*

P.-S. Avez-vous *envoyé Soukhonov à Genève*? Pourquoi ne m'avez-vous pas *répondu* à ce sujet? J'envoie des textes pour Grimm.

La traduction des thèses n'a pas été *menée à bien*.

Rédigé après le 28 mars (10 avril) 1916.

Publié pour la première fois

en 1962 dans la 5^e édition
des Œuvres de Lénine, tome 27

Conforme au manuscrit

* Il y a suffisamment d'« écrivains » pour *deux* recueils.

LA DEUXIÈME CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE DE KIENTHAL ⁴⁸⁶

11-17 (24-30) AVRIL 1916

1

PREMIÈRE VARIANTE DE LA PROPOSITION DU C.C. DU P.O.S.D.R.

Proposition du C.C. du P.O.S.D.R. à la deuxième conférence socialiste convoquée par la Commission Socialiste Internationale (commission de Berne) * ⁴⁸⁷

(Thèses pour les points 5, 6, 7a, 7b et 8
de l'ordre du jour)

En même temps qu'elle annonçait la convocation d'une seconde conférence socialiste internationale, la I.S.K. faisait connaître les points essentiels suivants de son ordre du jour :

{ 5. « la lutte pour la cessation de la guerre » 6. « les problèmes de la paix » 7a. l'action parlementaire 7b. l'action de masse 8. le Bureau Socialiste International	} « l'agitation et } } la propagande » }

La I.S.K. a invité les organisations à discuter ces problèmes et à envoyer leurs propositions. Voici donc quelle est la réponse du C.C. de notre parti :

1. De même que toute guerre n'est que la continuation par les moyens de la violence, de la politique poursuivie de longues années, parfois des dizaines d'années durant, avant la guerre, par les Etats belligérants et les classes qui y dominant, de même la paix qui termine toute guerre ne peut être qu'un bilan enregistrant les changements de force réels intervenus du fait de la guerre.

2. Aussi toutes les tentatives qui sont faites pour apprécier la guerre actuelle à partir des concepts « simples » de

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 22, pp. 185-194. (N.R.)

défense et d'attaque, et la paix à venir à partir des vœux pieux et « simples » en faveur d'une paix durable, démocratique, honorable, etc., toutes ces tentatives sont-elles donc au point de vue de la théorie et du socialisme, parfaitement absurdes, et en pratique, elles aboutissent à tromper complètement la classe ouvrière.

3. La guerre actuelle est une guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre qui a été engendrée par les contradictions d'un capitalisme hautement évolué, monopoliste et mûr pour le passage au socialisme. Le but poursuivi par les belligérants est l'hégémonie mondiale, c'est-à-dire un nouvel asservissement des nations faibles, un nouveau partage du monde, des colonies, des sphères d'influence, etc., un partage au cours duquel les vieilles puissances pillardes (Angleterre, France, Russie) devraient céder une part de leur butin à une puissance tout aussi pillarde mais plus jeune et plus forte qu'elles, l'Allemagne.

4. De ce fait, si le prolétariat ne renverse pas par la révolution les gouvernements actuels et les classes qui dominent actuellement les « grandes » puissances belligérantes, *il sera absolument impossible* de parvenir à une paix qui *soit autre chose* qu'un bref armistice entre puissances impérialistes, lequel, armistice, s'accompagnera nécessairement d'un *renforcement* de la réaction à l'intérieur des Etats, d'un *renforcement* de l'oppression nationale et de l'asservissement des nations faibles, d'une *accumulation* de matériaux inflammables destinés à la préparation de nouvelles guerres, etc., etc. De par son contenu objectif, en effet, la politique qui est engendrée par toute l'époque impérialiste et qui a été pratiquée par la bourgeoisie de *toutes* les « grandes » puissances *avant* et *pendant* la guerre, cette politique donc conduit inévitablement à une paix fondée sur un nouveau renforcement de l'oppression des nations.

5. Donner aux masses populaires, comme le fait la majorité des partis socialistes officiels, l'idée ou l'espoir qu'une paix durable ou démocratique, etc., est possible entre les gouvernements et les classes dominantes (à savoir la bourgeoisie alliée aux gros propriétaires fonciers) actuels, c'est non seulement tromper le peuple de façon éhontée, c'est aussi l'aveugler et le détourner de la lutte révolution-

naire qui, en fait, est déjà en train de commencer avec les grèves et les manifestations.

6. Tromper le peuple et détourner le prolétariat de la lutte révolutionnaire, c'est précisément à quoi tend le « programme de paix » proposé « à l'unanimité » par Huysmans qui représente officiellement la II^e Internationale au congrès d'Arnhem du Sozialdemokratische Arbeiter Partei de Hollande et par ce très influent théoricien de la II^e Internationale et très influent défenseur des social-patriotes et des social-chauvins de tous les pays qu'est Kautsky. Tout ce qu'on trouve dans ce programme, c'est une reconnaissance verbale et hypocrite d'un certain nombre de vœux pieux démocratiques : refus des annexions et des contributions imposées, autodétermination des nations, démocratisation de la politique extérieure, création de tribunaux d'arbitrage pour les conflits internationaux entre Etats, désarmement, Etats-Unis d'Europe, etc., etc.

7. Rien ne prouve mieux la totale hypocrisie du « programme de paix » que le fait que d'une part, il a été accepté verbalement par toute une série de pacifistes bourgeois et de ministres démagogues des pays belligérants et que, d'autre part, il a été repris par des chauvins notoires (notorisch) lors des deux conférences des « socialistes » des puissances belligérantes, dont l'une s'est tenue à Londres en février 1915⁴⁸⁸ et l'autre à Vienne en avril de la même année⁴⁸⁹. Ces « socialistes » qui brandissent à la face du monde leur « programme de paix » dont le point central est le « refus des annexions », ce sont ceux-là mêmes qui participent aux ministères bourgeois menant une guerre de pillage, qui ont voté les crédits militaires, qui contribuent à la guerre en participant à diverses institutions et organisations, etc., ce sont ceux-là mêmes qui *en pratique* mènent une politique de défense des annexions anciennes et nouvelles, de défense du joug colonial, etc.

8. Le 21 mai 1915, Kautsky, l'homme le plus écouté de la II^e Internationale, a déclaré au monde entier (dans la *Neue Zeit*) que l'accord et l'« unanimité » réalisés par les « socialistes » à Londres * et à Vienne autour du principe

* Le manuscrit comporte un lapsus : « à Copenhague ». (N.R.)

de l'indépendance ou du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, prouvaient l'« unanimité » et la « vitalité » de la II^e Internationale autour du « programme de paix ». La caution apportée par Kautsky à cette ignoble hypocrisie, sa défense du mensonge éhonté dont les ouvriers sont victimes ne sont pas l'effet du hasard, mais font partie d'une politique systématique menée dans toute une série de pays par des gens qui, en paroles, veulent se faire passer pour des « internationalistes » et qui, en fait, masquent le caractère impérialiste de la guerre en lui appliquant le terme de « défense de la patrie » et qui, en prônant l'« unité » avec les social-chauvins traîtres au socialisme, consolident la domination que ces derniers exercent sur le mouvement ouvrier. Cette politique, la plus dangereuse et la plus nocive pour le mouvement ouvrier, est menée par Kautsky, Haase, etc., en Allemagne, par Longuet, Pressemanne, etc., en France, par la majorité des dirigeants anglais, par Axelrod, Martov, Tchkhéidzé et compagnie, en Russie, par Treves et autres, en Italie (cf. la déclaration publiée dans l'*Avanti* ! du 5 mars 1916, dans laquelle l'organe central du parti italien menace de révéler comment Treves et les autres « réformistes possibilistes »⁴⁹⁰ « n'ont reculé devant aucun moyen pour gêner l'action de la direction du parti et d'Od-dino Morgary en faveur de l'union de Zimmerwald et d'une nouvelle Internationale »). Cette politique mondiale, extrêmement dangereuse pour la classe ouvrière, peut être appelée du nom de son représentant le plus prestigieux, politique *kautskienne*.

9. Les socialistes ne peuvent pas renoncer à la lutte en faveur des réformes. Ils doivent maintenant aussi voter, par exemple, dans les parlements pour toute amélioration, si minime soit-elle, de la situation des masses, par exemple, pour l'augmentation des secours aux habitants des régions dévastées, pour l'atténuation de l'oppression nationale, etc. Mais il est bien évident que dans la guerre *actuelle*, ainsi que dans la paix qui *en* découle, une telle activité réformiste en faveur de l'amélioration de la situation des masses ne peut être menée que sur une échelle miniature. Ce serait tromper honteusement les masses que de leur donner, directement ou indirectement, l'idée qu'il est possible de résoudre par des réformes les problèmes posés par

la guerre *actuelle*. Cette guerre, en effet, a créé en Europe une situation révolutionnaire, en plaçant à l'ordre du jour les questions les plus *fondamentales* de l'impérialisme. Et ces questions seront sans conteste résolues dans l'intérêt des impérialistes à moins qu'une révolution ne vienne renverser les gouvernements et les classes dominant actuellement en Europe. C'est pourquoi la tâche essentielle des socialistes qui combattent pour une paix durable et démocratique doit être : 1) d'expliquer aux masses la nécessité de la *lutte révolutionnaire de masse*, de faire une propagande systématique en faveur de cette lutte et de créer des organisations qui lui correspondent ; 2) de dénoncer l'*hypocrisie* des phrases pacifistes bourgeoises et socialistes, particulièrement des phrases kautskiennes sur la paix et l'« *unanimité* » de la II^e Internationale autour du « programme de paix ». De telles phrases sont doublement hypocrites quand elles sont prononcées par des « socialistes » qui, à la suite de la bourgeoisie, nient qu'il soit possible de transformer la guerre impérialiste en guerre civile en faveur du socialisme, et s'opposent à toute espèce de travail révolutionnaire dans cette direction.

10. Dans l'hypocrisie qui règne actuellement à propos du « programme de paix », le point central est la reconnaissance soi-disant unanime de la nécessité de lutter contre les *annexions anciennes et nouvelles*. La plupart du temps, ceux qui parlent des annexions et de la lutte à mener contre elles n'ont pas réfléchi ou n'ont pas voulu réfléchir à *ce qu'est une annexion*. Il est clair qu'on ne peut qualifier d'annexion tout rattachement d'un territoire « étranger » à un autre car, d'une façon générale, les socialistes sont favorables à la disparition des frontières, au rapprochement et à la fusion des nations, à la création d'États plus importants. Il est clair également qu'on ne peut considérer comme annexion toute rupture du statu quo : raisonner ainsi, ce serait se conduire comme le pire des réactionnaires et se moquer des concepts fondamentaux de la science historique. Il est clair qu'on ne peut pas parler d'annexion à chaque fois qu'un territoire est rattaché militairement, par la violence, à un autre, car les socialistes ne peuvent pas s'opposer à la violence si elle est utilisée dans l'intérêt de la masse de la population, dans l'intérêt

du progrès de l'humanité. La conclusion à tirer de tout ceci est évidente : le qualificatif d'annexion doit être réservé exclusivement aux rattachements de territoires qui se font *contre la volonté* de sa population. En d'autres termes, le concept d'annexion est étroitement lié au concept *de droit des nations à disposer d'elles-mêmes*.

11. Etant donné le caractère de la guerre *actuelle*, où deux groupes de « grandes » puissances belligérantes défendent des intérêts impérialistes, il était inévitable que la bourgeoisie et les social-chauvins « *mènent une lutte* » sans merci contre les « annexions » *du moment* qu'elles ont été ou qu'elles sont réalisées par l'Etat *contre lequel ils sont en guerre*. Südekum et ses amis et défenseurs d'Autriche et d'Allemagne, Haase et Kautsky compris, ne disent rien des annexions réalisées par l'Allemagne en Alsace-Lorraine, au Danemark, en Pologne, etc., mais en revanche, ils ne manquent pas une occasion de s'élever contre l'annexion de la Finlande, de la Pologne, de l'Ukraine, du Caucase, etc., par la Russie, de l'Inde par l'Angleterre, etc. D'un autre côté, les Südekum anglais, français, italiens et russes, c'est-à-dire Hyndman, Guesde, Vandervelde, Renaudel, Treves, Plékhanov, Axelrod, Tchkhéidzé et C^o gardent le silence sur l'annexion de l'Inde par l'Angleterre, de Nice ou du Maroc par la France, de Tripoli ou de l'Albanie par l'Italie, de la Pologne, de l'Ukraine, etc., par la Russie, mais ils passent *la plupart de leur temps* à « combattre les annexions » réalisées par l'Allemagne.

Il est clair que cette « lutte contre les annexions », menée par les social-chauvins et les amis de Kautsky, a un caractère parfaitement hypocrite et qu'elle reçoit l'aide de la bourgeoisie directement sous forme de millions octroyés pour la propagande chauvine, et indirectement grâce au monopole de la légalité accordé aux seuls social-chauvins et amis de Kautsky.

Il est clair également que les « socialistes » français, qui justifient la guerre pour l'Alsace-Lorraine, sont, quoiqu'ils en disent, des annexionnistes au même titre que les Allemands, qui refusent d'exiger que soit accordé à cette même Alsace-Lorraine le droit à se séparer de l'Allemagne. Il est clair enfin que les « socialistes » russes qui mènent une campagne écrite ou orale contre le « démembrement de

la Russie », ou qui aujourd'hui justifient, directement ou indirectement, au nom du mot d'ordre de « paix sans annexion » une guerre dont l'enjeu est de savoir qui va asservir la Pologne, sont tout aussi annexionnistes que leurs homologues des autres pays, etc., etc.

12. S'ils veulent que la « lutte contre les annexions » cesse d'être une phrase creuse ou une ignoble hypocrisie, les socialistes doivent : *p r i m o*, expliquer aux masses la nécessité de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et la réalisation de la révolution socialiste. Cette révolution qui est amenée par les conditions de l'époque impérialiste et de la guerre impérialiste actuelle est le seul moyen de garantir durablement à toutes les nations le droit à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire de libérer les nations opprimées et d'opérer le rapprochement et la fusion des différentes nations non pas sur la base de la violence mais sur celle de l'égalité en droits et de l'accord du prolétariat et des masses travailleuses de toutes les nations ; *s e c u n d o*, mener sans retard la propagande et l'agitation la plus large contre le chauvinisme et l'annexionnisme masqués des partis socialistes officiels, particulièrement dans les puissances dites « grandes ». Les socialistes doivent expliquer aux masses que les socialistes anglais qui se refusent à mener immédiatement la lutte pour le droit de l'Irlande, de l'Inde, etc., à la séparation, les socialistes français qui ne combattent pas en faveur de la liberté des colonies françaises, contre la guerre pour l'Alsace-Lorraine, etc., les socialistes allemands qui ne veulent pas lutter pour que l'Alsace-Lorraine, les Danois, les Polonais, les Belges, les Serbes, etc., aient la liberté de se séparer de l'Allemagne, les socialistes russes qui ne font rien pour que le droit à la séparation soit reconnu à l'Ukraine, à la Finlande, etc., qui ne font rien contre une guerre dont l'enjeu est la Pologne, les socialistes italiens qui n'interviennent pas en faveur de la liberté de séparation de Tripoli, de l'Albanie, etc., les socialistes hollandais qui ne mènent aucune action en faveur du droit à la séparation et à l'indépendance des Indes hollandaises, les socialistes polonais qui ne luttent pas pour la liberté complète et l'égalité en droits des Juifs et des Ukrainiens opprimés par les Polonais, etc., ne sont des socialistes et des interna-

tionalistes qu'en paroles, et qu'en fait, ce sont des chauvins et des annexionnistes.

13. La conclusion qui découle inévitablement du manifeste de Zimmerwald et de la circulaire de la I.S.K. en date du 10 février 1916 (Bulletin n° 3) ⁴⁹¹ est que la « guerre à la guerre » et « la lutte pour la paix » ont un caractère parfaitement *hypocrite* si elles ne sont pas indissolublement liées à la *lutte révolutionnaire* immédiate des masses, à la propagande et à la préparation de cette lutte. Mais cette conclusion doit être exposée de façon explicite et précise. Il faut, premièrement, expliquer aux masses à quoi le développement de leur lutte révolutionnaire peut et *doit* (muss) conduire dans les conditions de la guerre européenne actuelle. Ce développement mène inévitablement à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile en faveur du socialisme. C'est d'ailleurs ce à quoi *font allusion* tous les discours des militants qui veulent montrer aux ouvriers qu'il vaut mieux périr pour sa propre cause que pour celle des autres. Mais on ne peut se contenter d'allusions. Il faut exposer clairement ce grand objectif aux masses, même si sa réalisation peut être assez lointaine. Il faut savoir où l'on va, et pourquoi on y va. Deuxièmement, si nous appelons les masses à lutter contre leurs propres gouvernements « indépendamment de la situation militaire de leur pays », cela signifie non seulement que, dans la guerre *actuelle*, nous considérons la « défense de la patrie » comme un principe inacceptable, mais aussi que nous *souhaitons* la défaite de chaque gouvernement *bourgeois* afin de transformer cette défaite en révolution. Et nous devons dire clairement que la lutte révolutionnaire de masse ne pourra pas devenir internationale si ses représentants conscients ne s'unissent pas ouvertement au nom de la défaite et du renversement de *tous* les gouvernements bourgeois. Troisièmement, et c'est là le point essentiel, on *ne pourra* mener la lutte révolutionnaire de masse si on ne crée pas partout, non seulement au sommet mais aussi dans les masses elles-mêmes, une organisation illégale chargée de faire de la propagande en faveur de cette lutte, de la préparer, d'examiner comment et dans quelles conditions elle se déroule. Après les manifestations de rue en Allemagne, après les lettres envoyées du front en France pour de-

mander *de ne pas* souscrire à l'emprunt de guerre, après les grèves massives d'Angleterre, sans parler de celles de Russie, il est indispensable, pour appuyer cette lutte, la renforcer sur le plan international, que *chaque* pas en avant soit éclairé par une presse *libre, c'est-à-dire illégale*, que les succès soient contrôlés, que les conditions qui ont présidé à leur réalisation soient expliquées, que le combat soit consolidé et développé. Tant qu'il n'y aura ni organisation ni presse illégales, la reconnaissance de la nécessité de l'« action de masse » restera une phrase vide (comme elle l'est en Suisse) *.

14. Pour ce qui est du problème de la lutte (Aktion) parlementaire des socialistes, il faut se rappeler que la résolution de Zimmerwald ne se contente pas d'exprimer sa sympathie envers les cinq députés social-démocrates à la Douma d'Etat, appartenant à notre parti et qui ont été déportés en Sibérie, mais qu'elle *se solidarise* avec leur tactique. Il est impossible de se prononcer en faveur de la lutte révolutionnaire des masses et de s'accommoder d'une activité socialiste *exclusivement* réformiste, *exclusivement* légale au sein des parlements. Une telle position ne peut aboutir qu'au mécontentement légitime des ouvriers, qu'à leur abandon de la social-démocratie pour l'anarchisme antiparlementaire ou le syndicalisme pur. Il faut déclarer clairement et publiquement que les députés social-démocrates doivent profiter de leur situation *non seulement* pour intervenir au sein des parlements mais aussi pour aider sur tous les plans, à *l'extérieur du parlement*, l'organisation illégale et la lutte révolutionnaire des ouvriers, que les masses doivent *contrôler* elles-mêmes l'activité de leurs dirigeants par l'intermédiaire de leur organisation illégale.

15. La question de la réunion du Bureau Socialiste International que l'on trouve à l'ordre du jour de la deuxième conférence socialiste internationale se ramène inévitablement à une question de principe fondamentale : l'unité des vieux partis et de la II^e Internationale est-elle possible ? Au fur et à mesure que la sympathie des masses pour l'union de Zimmerwald s'accroît, l'inconséquence et la pusillanimité de ceux qui d'une part assimilent pratique-

* Dans le manuscrit les points 12 et 13 sont biffés. (N.R.)

ment les vieux partis et la II^e Internationale à la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier (voir le manifeste de Zimmerwald et la circulaire de la I.S.K. datée du 10 février 1916) et qui, d'autre part, craignent la scission et promettent de dissoudre la I.S.K. dès que le vieux Bureau Socialiste International se sera réuni, deviennent de plus en plus incompréhensibles aux masses et de plus en plus nuisibles au développement de leur lutte.

Cette promesse *n'a fait l'objet* à Zimmerwald ni d'un vote ni même d'une discussion.

Les six mois écoulés depuis Zimmerwald ont rendu chaque jour de plus en plus évident que la scission est inévitable, qu'il est impossible de réaliser dans le cadre des vieux partis le travail recommandé par le manifeste de Zimmerwald, et que la peur de la scission constitue un frein à chaque pas en avant dans cette direction. En Allemagne, non seulement le groupe de la I.S.D. a condamné la peur de la scission et a pris une position sans équivoque contre l'hypocrisie de ceux qui prônent l'unité : même le plus proche camarade de Liebknecht, *le membre de la Reichstagsfraction* * Otto Rühle, s'est prononcé ouvertement en faveur de la scission. Et le *Vorwärts* n'a pu lui opposer aucun argument sérieux et honnête. En France, Bourderon, qui, en paroles est opposé à la scission, a proposé au congrès du parti socialiste dont il est membre, une résolution qui, en fait, « *désapprouve* ** entièrement le C.A.P. (le *Comité Administratif Permanent* ** = le Comité central du parti) et le G.P. » (le Groupe Parlementaire **). Il est clair que si cette résolution avait été adoptée, cela aurait immédiatement provoqué une scission du parti. En Angleterre, T. Russell Williams a ouvertement déclaré à maintes reprises dans les colonnes du *Labour Leader* qui, pourtant, est un journal modéré, qu'à son avis la scission était inévitable, et cette prise de position a été soutenue par toute une série de membres du parti. En Amérique, en dépit de l'unité formelle du parti socialiste, certains membres de ce parti prônent le militarisme et la guerre (ce qu'ils appellent la *preparedness*) *** tandis que d'autres, comme l'ancien candidat so-

* La fraction du Reichstag. (N.R.)

** En français dans le texte. (N.R.)

*** Etat de préparation. (N.R.)

cialiste à la présidence E. Debs, préconisent sans équivoque la guerre civile pour le socialisme *en liaison* avec la menace de guerre.

On voit donc qu'en fait la scission *a déjà éclaté* dans le monde entier et les tentatives qui sont faites pour fermer les yeux sur ce phénomène ne font que nuire aux partisans de Zimmerwald et les rendre ridicules aux yeux des masses, qui savent très bien que le moindre progrès du *travail qu'ils accomplissent* dans l'esprit de Zimmerwald provoque une aggravation et un approfondissement de cette scission.

Il faut avoir le courage de reconnaître ouvertement ce qui est inévitable et accompli, de renoncer aux illusions nuisibles sur la possibilité de réaliser l'unité avec ceux qui, dans la guerre actuelle, agissent en « défenseurs de la patrie », d'aider les masses à se dégager de l'influence des dirigeants qui les « induisent en erreur » (voir la circulaire de la I.S.K. en date du 10 février 1916) ou qui, par le moyen de l'« amnistie », sont en train de préparer un « complot » (Pakt) contre le socialisme.

Telle est notre proposition sur le point de l'ordre du jour qui concerne la convocation du Bureau Socialiste International à La Haye.

* *

*

La phraséologie réformiste est le principal moyen de duper les masses à l'heure où la situation objective a déclenché une crise mondiale extrêmement grave, crise qui, quelle que soit la position des partis à cet égard, ne peut qu'être laissée en suspens et repoussée jusqu'à la prochaine guerre impérialiste ou bien, au contraire, est susceptible d'être résolue par une révolution socialiste. Ce n'est pas le hasard ni la mauvaise volonté de tel gouvernement ou de tels capitalistes de tel pays déterminé, mais l'ensemble du développement des rapports bourgeois qui a amené l'apparition de l'impérialisme et le déclenchement de la guerre impérialiste actuelle. De même, ce n'est pas par le hasard ou par une quelconque propagande démagogique, mais par les conditions objectives de la crise créée par la guerre et de l'aggravation des contradictions de classe que

sont engendrés actuellement les grèves, les manifestations, etc., et autres symptômes d'une lutte révolutionnaire de masse que l'on peut observer dans plusieurs pays belligérants.

Objectivement, il n'y a qu'une façon de poser la question : il s'agit de savoir si on doit aider ce mouvement, cette fermentation des masses qui pour l'instant est encore faible mais qui recèle de vastes possibilités et peut fournir l'étoffe d'une révolution socialiste. Ou si au contraire on doit mener une politique d'aide aux gouvernements bourgeois (*Durchhaltspolitik, politique jusqu'au boutiste* *). Pour ce qui est des discours doucereux sur la paix démocratique, leur signification réelle est qu'ils endorment et abrutissent les masses à force d'hypocrisie et *aident* de la sorte les gouvernements.

* * *

Cette guerre a mis à l'ordre du jour les problèmes fondamentaux de l'impérialisme, elle a posé la question de l'existence même de la société capitaliste, et ce serait pur charlatanisme que de donner au peuple, directement ou indirectement, l'idée qu'il est possible de résoudre ces problèmes par des réformes. Il s'agit d'un nouveau partage du monde correspondant au nouveau rapport de force existant entre les Etats capitalistes qui, au cours des dernières décennies se sont développés non seulement de façon très rapide mais encore (et c'est là un point extrêmement important) de façon très inégale. Avec les rapports sociaux capitalistes, ce nouveau partage du monde ne peut se faire que par la guerre et la violence. La situation objective est telle qu'elle exclut une solution réformiste des contradictions et ne laisse que deux issues : ou bien une série de guerres impérialistes, ou bien la révolution socialiste du prolétariat dont le succès est précisément rendu possible par les conditions qui ont été créées par l'époque impérialiste. Si on veut mener une activité politique réelle dans les conditions actuelles, on ne peut le faire que de deux façons :

* En français et en allemand dans le texte. (N.R.)

ou bien en aidant « sa propre » bourgeoisie nationale à piller les autres pays ou bien en aidant à ses débuts le... *

*Rédigé fin février-mars 1916.
Publié pour la première fois les 6-7
novembre 1927 dans le numéro 255
de la « Pravda »*

Conforme au manuscrit

2

INTERVENTIONS PRONONCÉES LORS DE LA DISCUSSION DE LA RÉOLUTION SUR LA CONVOCATION DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL ⁴⁹²

15 (28) AVRIL

1

La Conférence de Lugano s'est réunie en septembre 1914 ⁴⁹³. Si Messieurs Huysmans et C^o avaient voulu convoquer le Bureau ils auraient donc pu le faire depuis longtemps. Mais ils ne l'ont pas fait. Vous niez la scission des sections de la vieille Internationale, mais cette scission est un fait. Nous avons en fait aujourd'hui une crise des partis socialistes du monde entier. D'une part vous proclamez que Thomas et consorts sont des moins que rien, que ce sont des traîtres, et d'autre part vous dites que vous voulez les rencontrer pour discuter et reconstruire l'Internationale ! Tous ces discours ne sont que de la phraséologie vide de sens car ils sont prononcés 16 mois après Lugano. Les gens avec qui vous voulez reconstruire l'Internationale n'existent plus, non pas certes au sens strict du terme, mais au sens politique, ils sont morts.

2

Si Grimm pense que le vote ne doit pas être individuel, nous sommes absolument d'accord pour voter par groupe. Nous n'avons nullement l'intention d'imposer notre volon-

* Le manuscrit s'interrompt ici. (N.R.)

té mais nous voulons que le vote ait lieu. Quand il aura eu lieu, nous participerons très volontiers au travail des commissions.

3

Le problème serait résolu depuis longtemps si on avait procédé au vote. Il est parfaitement anormal qu'après plusieurs jours de travail en commun on ne veuille pas procéder à un scrutin qui pourrait être terminé en cinq minutes ! La proposition de Martov est acceptable et ne soulève aucune objection ⁴⁹⁴.

*Publié pour la première fois en 1966 dans
la 5^e édition des Œuvres de Lénine,
tome 54*

*Conforme au texte
des procès-verbaux
de la conférence*

À PROPOS DE LA DÉCLARATION DES SOCIAL-DÉMOCRATES POLONAIS À LA CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD ⁴⁹⁵

Il suffit de lire la déclaration du P.S.D. à Zimmerwald pour s'apercevoir que lorsqu'ils s'élèvent contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, les social-démocrates polonais expriment mal leur pensée. Ce qu'ils veulent dire, en effet, c'est que tous les mouvements en faveur de l'indépendance nationale ne méritent pas d'être soutenus par la social-démocratie. Il s'agit là d'une thèse indiscutable, d'une part parce qu'aucune revendication démocratique ne constitue un absolu et que toutes doivent être soumises aux intérêts généraux de la lutte de classe du prolétariat, et d'autre part parce qu'à l'époque des rivalités impérialistes pour la domination des nations, des alliances publiques ou secrètes peuvent être conclues entre la bourgeoisie d'un pays opprimé et celle d'un pays oppresseur.

*Rédigé en juillet 1916.
Publié pour la première fois en 1962 dans
la 5^e édition des Œuvres de Lénine,
tome 30*

Conforme au manuscrit

PLAN D'UN ARTICLE SUR « LA QUESTION DU RÔLE DE L'ÉTAT »⁴⁹⁶

Sur la question du rôle de l'Etat

Communiste ou social-démocrate ?

Socialisme et communisme. (Communauté complète des objets de consommation ou seulement de ceux qui sont *indispensables*.)

La démocratie est aussi un Etat. Absterben... Le « dé-
périssement » de l'Etat.

Pourquoi pas Abschaffung * ni Sprengung ** ?

« Allmähliches Einschlafen » *** de chacune des fonc-
tions l'une après l'autre.

Sans démocratie=sans direction par les hommes.

« Les racines de la structure étatique se trouvent dans
l'âme des ouvriers » ?

L'opportunisme et la social-démocratie révolutionnaire.
La dictature du prolétariat.

{ Utilisation de l'Etat contre la bourgeoisie.
 { Riposte à ses tentatives de restauration.
 { Guerres révolutionnaires.
 { Introduction et défense de la démocratie.

Le rôle de la démocratie :

Eduquer les masses

Les faire passer au nouveau régime

La forme de la révolution sociale :

Les unions de l'année 1905

L'impérialisme : Etat et organisations économiques des ca-
pitalistes. Les « trusts capitalistes d'Etat »...

Les réformes démocratiques des impérialistes et la révo-
lution socialiste.

Marx en 1844 (« Nachlass », II Band, S. 50 ****, fin de
l'avant dernier paragraphe)⁴⁹⁷.

* Suppression. (N.R.)

** Eclatement. (N.R.)

*** Mise en sommeil progressive. (N.R.)

**** Héritage, page 50, tome II (N.R.)

Il ne s'agissait que de marquer une opposition entre le socialisme et la politique. Contre le radicalisme purement politique de Ruge. Et ce, avant 1847 !

Engels (« Dell'Autorità » *) sur la révolution... +
sur l'organisation... 498 +

Marx (ebenda **) ((*Neue Zeit*, 32, I, 1913-1914)) sur l'action politique et la lutte pour les concessions, — sur l'utilisation révolutionnaire du pouvoir d'Etat... 499

Le courant opportuniste et le courant révolutionnaire : deux tendances en *politique* (la politique est la participation aux affaires de l'Etat, l'orientation de l'Etat, la mise au point des formes, des buts, du contenu de son activité) ou deux tendances à l'égard du « régime étatique » ?

La démocratie des réformistes et celle de la révolution.

Deux contenus différents : une minorité et les masses.

Mettre les masses en sommeil ? Contribuer à leur lutte ?

La soumission des masses à l'autorité des chefs ? La ré-

volte contre les chefs ? La « masse inférieure » dont parle

Engels *versus* la « masse » derrière les chefs opportunistes. Cela se ramène à la révolution versus l'opportunisme. ||

Rédigé le 18 novembre

(1^{er} décembre) 1916 au plus tôt.

Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXI

Conforme au manuscrit

THÈSES SUR L'ATTITUDE DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE SUISSE À L'ÉGARD DE LA GUERRE 500 ***

Partie pratique

(1) Rejet absolu du mot d'ordre de défense du pays, tant au point de vue militaire qu'au point de vue politique, et dénonciation impitoyable du mensonge bourgeois qui se dissimule derrière ce mot d'ordre.

* « De l'autorité. » (N.R.)

** *Idem.* (N.R.)

*** Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, pp. 163-165. (N.R.)

(2) Rejet absolu de tous les crédits militaires et de toutes les revendications, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, et exposé motivé expliquant ce refus sur le plan des principes. Obligation faite à tous ceux qui représentent le parti au parlement et dans les autres organismes de l'Etat de suivre cette ligne.

(3) Dans toute la propagande et l'agitation du parti et au premier plan de son activité pratique, lutte contre toutes les institutions militaires, rejet de toutes les obligations militaires de l'Etat bourgeois de classe.

(4) Passage systématique du parti à la lutte et à la tactique révolutionnaires sur toute la ligne et refus de se limiter au réformisme dans le travail pratique.

(5) Considérer le travail effectué en Allemagne par Karl Liebknecht et l'ensemble du groupe « Spartacus »⁵⁰¹ comme un modèle d'activité purement internationaliste menant réellement la lutte contre la guerre actuelle et, d'une façon générale, contre toutes les guerres. Suivre cet exemple.

(6) Au moyen de l'organisation, de la propagande et de l'agitation, combattre les social-patriotes (c'est-à-dire les « défenseurs de la patrie ») et les réformistes (c'est-à-dire ceux qui se refusent à appliquer sans retard les méthodes de la lutte révolutionnaire) du parti socialiste suisse.

(7) Expliquer aux masses que si la structure et l'activité du parti ne sont pas entièrement modifiées, que si les ennemis résolus du social-patriotisme et du réformisme ne s'emparent pas de tous les postes dans les organisations politiques socialistes ainsi que dans les organisations syndicales, coopératives et autres organisations ouvrières, toutes les déclarations solennelles contre le militarisme et les guerres sont immanquablement vouées à n'être que des phrases vides.

(8) Propagande en faveur d'une lutte révolutionnaire de masse extrêmement énergique (manifestations, grèves, etc., en liaison avec le développement du combat révolutionnaire général). Préparation de cette lutte dont l'objectif est la révolution prolétarienne qui constitue le seul moyen de se débarrasser des guerres.

(9) Expliquer aux masses que pour cette lutte, elles doivent en cas de nécessité créer elles-mêmes, à la base, des

organisations spéciales adaptées aux conditions difficiles du temps de guerre.

(10) Faire en sorte que les objectifs révolutionnaires poursuivis par le parti dans sa lutte contre la vie chère, les guerres, etc., soient connus et compris par toutes les couches exploitées qui se trouvent à l'extérieur du parti.

(11) Faire une propagande systématique dans le sens indiqué parmi les jeunes en âge de partir au service militaire, et au sein de l'armée.

Rédigé en allemand entre la fin
du mois de novembre et le début
du mois de décembre 1916.

Conforme au manuscrit

Publié pour la première fois en 1931 dans
le Recueil Lénine XVII

REMARQUES À PROPOS D'UN ARTICLE SUR LE MAXIMALISME ⁵⁰³

Page 6 (2^e paragraphe). Ici il faut indiquer qu'en *pratique* Potressov a maintenant abandonné ces thèses (celles de Kautsky, Hilferding, etc.) qui impliquaient une condamnation de principe du réformisme, et qu'il est devenu réformiste.

(Il ne suffit pas de déclarer « nous n'avions pas l'intention d'en apporter la preuve », mais il faut poser ce que vous avancez comme ayant été *prouvé* et lancer à Potressov le défi suivant : en fait, vous, surtout Maslov et les gens du *Diélo* ⁵⁰³, avez lâchement et silencieusement abandonné *cette position* au profit du réformisme.)

Page 7 (fin du paragraphe 1) « des actions de masse » ? ? Il faudrait dire cela autrement et ne pas employer ce terme qui a le défaut d'avoir été utilisé *en grande partie à cause* de la censure *allemande* (pour ne pas avoir à écrire le mot *révolution*) et d'obscurcir le concept de *révolution* (à ce sujet, il faudra encore en disputer avec Panneckoek + Radek et compagnie ! ! Prenez l'exemple de la Suisse où il n'y a pas de censure allemande et où le terme d'« action de masse » a *déjà* provoqué des malentendus profitables au réformisme).

Mais ce n'est pas là le plus important. Le plus important, c'est votre idée, *profondément erronée*, selon laquelle « si on fait la somme totale des revendications (du pro-

gramme minimum)..., on passe à un régime social fondamentalement différent » (page 7, paragraphe II *et autres*) (*id.* page 9).

C'est absolument faux !! *Aucune* des revendications du programme minimum, *pas plus que la somme totale* de ces revendications, n'aboutit « au passage à un régime social fondamentalement différent ». Prétendre le contraire, cela revient en fait à adopter la position du réformisme, à abandonner le point de vue de la révolution socialiste.

Le programme minimum est parfaitement compatible avec le capitalisme, *il ne sort pas* du cadre capitaliste.

Vous voulez peut-être dire que si, objectivement, la société était mûre pour le socialisme, la mise en pratique de *toutes* les revendications du programme minimum *donnerait* le socialisme. Mais ce n'est pas exact. La seule chose que l'on peut affirmer, c'est qu'il *est tout à fait probable* qu'à chaque fois qu'il y aura une lutte sérieuse en faveur des *grandes* revendications du programme minimum, cela provoquera *un essor* de la lutte pour le socialisme et qu'en tout état de cause, c'est à cela que *nous* tendons.

Il y a encore autre chose que Pannekoek + Radek oublient et que vous, vous ne devez pas oublier : c'est que l'impérialisme n'est rien d'autre que l'exploitation des millions d'hommes des nations dépendantes par un petit nombre de nations riches et que, de ce fait, il est *possible* de trouver la plus grande démocratie à l'intérieur d'une nation riche alors même que cette dernière *continue* à exercer sa domination sur les nations dépendantes. C'est là un phénomène que l'on a déjà observé dans la Grèce antique sur le terrain de l'esclavage et que l'on retrouve aujourd'hui en Angleterre et en Nouvelle-Zélande.

(Notez en particulier que la page 8 est mauvaise. *Ce n'est pas* ainsi qu'il faut exprimer ces idées. Prenez le « pain » par exemple : à l'époque de l'impérialisme et de la vie chère, il ne suffira pas de procéder à *des* réformes pour l'obtenir.

Toujours page 8, vous adoptez à l'égard de Potressov une attitude défensive alors qu'il faut l'attaquer, l'accuser de se *contenter* de réformes comme le faisaient les libéraux russes en 1904.)

Page 10 : en 1905, alors que les libéraux *ne demandaient que* des réformes, nous avons exigé, prôné, préparé, etc., la révolution. Ce dont il s'agit ici, ce n'est pas d'un problème « concret » mais du principe fondamental (de l'essence), de toute révolution, à savoir du renversement de l'ancienne classe et de la conquête de « *tout le pouvoir* » (*d e r Macht*) par une classe *nouvelle*.

(A la fin de la page 10, bien que vous vouliez parler de « révolution », votre développement sur la « réforme » prolétarienne est affreusement maladroit et confus. Il faudrait dire par exemple: « De même qu'en Russie en 1904, il s'agissait de procéder non pas à des réformes mais à *la réforme*. »)

La page 11 tout entière est complètement erronée. La vérité, en effet, c'est que *l'impérialisme* accordera la journée de huit heures et l'« armement du peuple » *contre* la révolution socialiste. Et ce ne sera *ni* pour ces revendications *ni*, d'une façon générale, pour le programme minimum que la lutte prendra toute son ampleur.

L'impérialisme accordera des « Doumas de Boulyguine » et des réformes *contre* la révolution. Nous, nous combattons pour la révolution.

« Les questions les plus importantes de l'époque contemporaine » sont et seront *non pas* celles que vous indiquez mais (1) la vie chère + (2) les guerres de caractère impérialiste.

De même qu'en Russie en 1904-1905, les réformes étaient impuissantes contre l'autocratie, de même à l'époque des trusts, elles sont impuissantes contre la vie chère.

Vous avez mal posé le problème des réformes, du programme minimum, de la démocratie.

Je vous conseille instamment de réécrire tout votre texte (de façon à obtenir un court article pour la revue *Voprossy Strakhovania*) et, *pour l'instant*, de vous en tenir à une comparaison : vous, M. Potressov, êtes complètement réformiste, vous vous contentez de réformes, *vous avez oublié* ce que signifient la « formule » « non pas des réformes mais la réforme » ainsi que les déclarations de Kautsky + Hilferding + Bauer, etc., qui ont été citées. Le *Diélo* est sans aucune équivoque l'organe idéologique du *réformisme*, du parti ouvrier bourgeois.

Développer *jusqu'à* la révolution la lutte en faveur des réformes, tel était l'esprit des « trois piliers ⁵⁰⁴ » et du manifeste de la gauche de Zimmerwald qui recommande de transformer *en lutte* pour la révolution toutes les luttes en faveur des réformes.

A mon avis, il est erroné de présenter le droit des nations à disposer d'elles-mêmes comme un problème « absolument essentiel » sur le plan général : vous allez en dix fois plus loin que ce que nous avons dit jusqu'ici. Avec cette façon de procéder, vous finirez par m'obliger à m'allier (O horreur !) à Boukharine contre vous !!!

Ne vaudrait-il pas mieux laisser, pour l'instant, ce problème de côté et refaire votre article à la # ? Quant à votre façon de considérer le programme minimum, je vous suggère de l'exposer dans des thèses que vous enverriez au Bureau, etc.

Les phrases sur le « maximalisme » ne sont rien d'autre qu'une attaque *réformiste* contre les *révolutionnaires* (contre les « ennemis de principe du réformisme » pour la censure). D'une façon générale il est clair qu'avec la censure, un *tel* problème est particulièrement difficile à traiter, que c'est une *heikle sehr heikle Sache* !! *

Rédigé après le 7 (20) décembre 1916.
Publié pour la première fois en 1962 dans
la 5^e édition des Œuvres de Lénine, tome 30

Conforme au manuscrit

PLAN DE LA BROCHURE « STATISTIQUE ET SOCIOLOGIE » **

S t a t i s t i q u e et sociologie

1

- A) Les conditions historiques des mouvements nationaux.
- B) Quelques problèmes théoriques relatifs aux mouvements nationaux.
- C) Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et Rosa Luxembourg.

* Une chose délicate, très délicate. (N.R.)

** Voir Lénine. Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, pp. 298-305. (N.R.)

D) L'autonomie nationale culturelle...

A) Les conditions historiques des mouvements nationaux...

Le changement d'époque ; les types de pays en tant qu'étapes historiques de ce changement...

B) Quelques problèmes théoriques

[Some unsettled questions ? ***] touchant les mouvements nationaux.

(1)

B. [La notion de possibilité de réaliser.]

1. La « possibilité de réaliser » le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

(2) 2 bis :
Le « dualisme » et le monisme...

2. Les guerres nationales à l'« époque » de l'impérialisme.
Hilferding⁵⁰⁵: le concept d'« époque »
Patouillet⁵⁰⁶
Junius.

ad A>6.****

A Le cadre historique des mouvements nationaux (page 2) *

Chap. I un peu de statistique....

Page 4 I et II page 8 **

2) Trois « types » de pays... (types=étapes historiques)

Un « Etat des nationalités ? » [au stade où les mouvements nationaux sont terminés...]

3) L'impérialisme et le partage du monde... (un diagramme ?)

4) La règle : des nations qui oppriment et des nations opprimées...

5) Le « système des Etats »... »

{ système d'Etats nationaux, système d'Etats impérialistes. }

* Il s'agit de la page 2 du manuscrit (voir *ibid.*, pp. 298-300). (N.R.)

** Voir *ibid.*, pp. 300-303 et 304-305. (N.R.)

*** Quelques problèmes non résolus. (N.R.)

**** Pour le point A. (N.R.)

3

Les annexions et les colonies

- (3) Les annexions et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes
- (4) Les colonies et ce droit
- 7) La réunion des guerres impérialistes et des guerres nationales... L'Amérique en 1783, «le possible» et le réel

(4)

Les arguments de Lensch

- (5) { 5) Lensch versus Strouvé. Les « arguments » de Lensch... ⁵⁰⁷
- (6) { 6) Engels et le traité de 1866 (une feuille spéciale)...
- (5) { 7) L'économisme impérialiste et l'« ultra-impérialisme »...
- (6) { 8) L'Etat et la construction de l'Etat.
- { 9) La démocratie et le socialisme.
- 10) Minimum et maximum.

(7)

11) Le social-chauvinisme versus le kautskisme dans le problème du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'impérialisme

(8) Les Etats-Unis d'Europe...

Patouillet (Guillaume II)...

Les colonies...

(9) Le social-pacifisme : un voile pudique jeté sur l'impérialisme (Kautsky, décembre 1916) ⁵⁰⁸

2

La différence entre les nations qui oppriment et des nations opprimées

+Marx et l'Irlande en 1869

Les Etats européens et les colonies en 1876 et en 1916

(un extrait des Beiträge zur Biographie ⁵⁰⁹)

« Ce n'était pas la peine de libérer les nègres » (Wirth).

+Engels à propos du traité de 1866 et de son annulation (une feuille spéciale).	Marx et l'Etat : « <i>der heutige Staat</i> » ? ? (N.B.) * La « loi » de la concentration étatique ???? Les particularités nationales des nations opprimées (Wirth et l'Irlande)
+Les « arguments » de Lensch (ses deux articles)...	Engels à propos de l'Irlande en cas de guerre entre l'Amérique et l'Angleterre La <i>Neue Zeit</i> 1915-1916 ? ...L'« économisme impérialiste » L'« ultra-impérialisme »... } deux idioties }
L'« ère des guerres nationales » (Patouillet et Junius)	« Il ne peut y avoir de guerres nationales » à l'« époque » de l'impérialisme ». (Allez-y plus fort !) Le concept d'« époque ».

3

Anciennes et nouvelles études sur la question nationale :

Ad. A :

- 1) Trois « types » de pays.
- 2) « Types » = étapes historiques.
- 3) L'inégalité de développement.

{ « L'Etat des nationalités ».
L'insuffisance de ce concept. }

- Ad B { La progression des réformes : Bismarck versus 1848
La guerre impérialiste de 1914-1917 versus 1848 (III)
L'impérialisme et le partage du monde
Les guerres impérialistes basées sur l'esclavage, etc.
La réunion des guerres impérialistes et des guerres nationales

Les conditions historiques des mouvements nationaux

* L'Etat contemporain. (N.R.)

- Etwa** : {
- A. Un peu de statistique. (Les faits are stubborn things *.)
 - B. Les erreurs théoriques que l'on rencontre dans les raisonnements de certains marxistes touchant la question nationale.
 - C. Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et Rosa Luxembourg } anciennes études...
 - D. L'autonomie nationale culturelle

Ad B :

L'impérialisme et la question nationale.

La « *possibilité de réaliser* » le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Les annexions et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Les colonies et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

L'Etat et la construction de l'Etat.

Le « dualisme » et le « monisme » dans la question nationale.

Le caractère hétérogène des mouvements qui ont un seul et même but.

« Quittez les colonies » ??

Le socialisme et les colonies (Engels 1882).

Les Juifs : une nation ?

La fusion des nations ?

Rédigé en janvier 1917.

Publié pour la première fois en 1937 dans
le Recueil Lénine XXX

Conforme au manuscrit

LES CARACTÉRISTIQUES DU « CENTRE » EN TANT QUE COURANT DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE INTERNATIONALE ⁵¹⁰

Chez Grimm :

Les caractéristiques du « centre »
en tant que courant de la social-démocratie internationale :

* Les faits sont têtus. (N.R.)

** En gros. (N.R.)

- + 1. Ne pas rompre avec les social-patriotes *de son propre pays*, ni sur le plan des principes fondamentaux, ni sur le plan de l'organisation. De là le point 2.
- + 2. Contre la scission.
- (+—) 3. Attitude évasive dans le problème de la défense de la patrie.
- + 4. Admettre Zimmerwald et Kienthal sans rompre avec l'I.S.B. * et le social-patriotisme international.
- + 5. Ne pas rompre avec le réformisme : se contenter de le critiquer en paroles (« *passiver Radikalis-mus* » **).
- + 6. A l'égard de la révolution qui approche (*en liaison avec la guerre actuelle*), adopter une attitude *temporisa-trice* (à la différence de la gauche, *ne mener* aucune action, *ne pas* prendre d'initiative).
- + (ΣΣ) 7) ΣΣ = d'une façon ou d'une autre, par tel ou tel
- (? = p. 1) 1) moyen, présenter sous des couleurs séduisantes le social-patriotisme (et le défendre) : telle est la *raison d'être* (wesen) du « centre »...
- + 8) Aucune réorganisation des partis social-démocrates et des syndicats actuels. Rien de semblable à la « *Regeneration* *** de la base au sommet » prônée par Liebknecht. Ecarter ce problème.
- 9) Le social-pacifisme en tant que programme et tactique.
- + 10) Aucune propagande systématique en faveur de la révolution en liaison avec la guerre actuelle.
- + 11) Aucune préparation des organisations, etc., à une telle révolution
 - α) *Avanti* ! 6 mars 1916
 - β) Morgary dans le journal suisse
 - γ) Le social-pacifisme
 - + αα) Les social-patriotes exclusivement
 - ββ) Les jeunes.

* Bureau Socialiste International. (N.R.)

** Radicalisme passif. (N.R.)

*** En allemand dans le texte. (N.R.)

En mettant sur le même plan Liebknecht et le Parti socialiste italien, Grimm confond le centre et la gauche.

Il veut réaliser une tâche révolutionnaire (la lutte contre la guerre) par des moyens réformistes.

(« schwächen », erschweren, etc.) *.

L'impôt indirect du 4/5-XI. 1916.

La lutte réformiste contre la vie chère (6. VIII. 1916).

La polémique contre ** (« Sozialismus tut not ») ***

Idem pour le réfor- misme		On passe le social-patriotisme sous silence dans le parti socialiste suisse. On ne le combat pas. Idem dans le mouvement syndical. (Schneeberger et Dürr).

N.B. On m é l a n g e deux problèmes : celui d u m o m e n t où auront lieu les actions révolutionnaires et le problème de la possibilité de ces actions, en général, de la nécessité de mener une propagande systématique en leur faveur, de les préparer tant sur le plan de l'agitation que sur celui de l'organisation.

Ses faux-fuyants malhonnêtes et mensongers à propos de l'Entwaffnung **** (cf. ses « thèses »). Idem pour le Dienstverweigerung *****.

Refus de répondre à la question de savoir was heisst « verweigern » die Leipziger Volkszeitung ?

Verzerrung des Frage s e i t e n s Grütli-Verein*****

N.B. Admettre « verbalement » Zimmerwald et

Kienthal mais, en fait, continuer
absolument comme par le passé ! !

* Affaiblir, différer. (N.R.)

** Un mot n'a pu être déchiffré. (N.R.)

*** Le socialisme est une nécessité. (N.R.)

**** Désarmement. (N.R.)

***** Refus du service militaire. (N.R.)

***** Ce que la Leipziger Volkszeitung appelle refus. L'Alliance de Grütli déforme ce problème. (N.R.)

P. 13: En Suisse, au point de vue du « centre », il aurait été *logique* d'être pour la « défense de la patrie » !!! *

Rédigé en janvier 1917.
Publié pour la première fois en 1962 dans
la 5^e édition des Œuvres de Lénine
tome 30

Conforme au manuscrit

PLAN D'UN ARTICLE SUR « LES ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE » ⁵¹¹

Les enseignements de la guerre
Etwa ** :

1. Définition de l'impérialisme.
2. Le caractère impérialiste de la guerre est maintenant évident.
3. La progression du capitalisme monopoliste en direction du capitalisme d'Etat.
4. Les leçons de la « misère ». La famine, etc.
5. Le travail des femmes. « Arbeitszwang », etc. « Kriegssozialismus » ? ***
6. Social-patriotisme ou social-chauvinisme. Importance internationale.
7. Kautskisme ou centrisme ou social-pacifisme.
8. La gauche.
- 8 *bis*. Basler Manifest. *Renversé* ?
9. La démarche socio-économique. « Not kennt kein Gebot ». Ou bien le socialisme ou bien la famine (Idem neutrale) ****
10. Wie's gemacht wird ? « Wumba » *****
11. Les tâches politiques : la révolution.
12. La guerre civile. Waffen umkehren. (« Entwaffnung der Arbeiter » ?) *****

* Le manuscrit s'interrompt ici. (N.R.)

** En gros. (N.R.)

*** Travail forcé, etc. Socialisme de guerre. (N.R.)

**** La misère ne connaît pas de loi... Idem pour les neutres. (N.R.)

***** Comment cela se passe-t-il ? « Wumba » (Le service de l'approvisionnement en armes et en fournitures militaires.) (N.R.)

***** Retourner les armes. (« Désarmement des ouvriers » ?) (N.R.)

13. « Briser la vieille machine d'Etat » (Kautsky gegen Pannekoek)
14. « La dictature du prolétariat ». 1871 et 1905.
15. L'ancien pouvoir d'Etat « tel quel » ou un *nouveau* pouvoir d'Etat ?
16. Les « Soviets de députés ouvriers ». Parlementarisme ?
17. Le rôle de la *nouvelle* démocratie et son dépérissement.
- 17 *b i s*. La « nouvelle » démocratie (« neue Schöpfung ») * = démocratie travailleuse, socialiste, prolétarienne, *c o m m u n i s t e*
18. Les moments, les éléments, les indices du tournant en direction de la révolution.

M. Capy, urb. Gohier R. Rolland

<i>The North American Review</i> <i>The Atlantic Monthly</i> ?

- Thèmes : A. L'impérialisme et la guerre impérialiste (1-2).
 B. Les trois courants du socialisme international (6-8).
 C. La marche en avant de l'économie (3-5).
 D. La « possibilité de réaliser » le socialisme. Son urgence.
 E. La Révolution politique (11-17).
 F. « Der Sturm naht » ** (18).

Rédigé en février 1917.
 Publié pour la première fois en 1939 dans
 la revue « *Proletarskaja Révolioutsia* »,
 n° 1

Conforme au manuscrit

* Une création nouvelle. (N.R.)
 ** L'assaut approche. (N.R.)

ÉBAUCHE POUR LA 5^e « LETTRE DE LOIN » ⁵¹²

Nous ne pouvons pas nous présenter aux élections à l'Assemblée constituante avec notre ancien programme. Ce programme, il faut le modifier dans le sens suivant :

1) ajouter un paragraphe sur l'impérialisme en tant que stade suprême du capitalisme

2) sur la guerre impérialiste, les guerres impérialistes en général et la « défense de la patrie »

+ 2 bis) sur la lutte et la scission avec les social-chauvins

|| N.B. ||

3) ajouter également un paragraphe sur l'*Etat* dont nous avons besoin et sur son *d é p é r i s s e m e n t*.

4) Modifier

Les deux derniers paragraphes *avant* le programme politique (contre la monarchie en général et les mesures visant à sa restauration)

5) ajouter au paragraphe 3 de la partie politique : aucun fonctionnaire ne doit être nommé *d'en haut* (cf. *Engels* et sa critique de 1891 ⁵¹³)

+ aucun fonctionnaire ne doit avoir un salaire supérieur à celui des ouvriers

+ droit de révoquer à tout moment *tous* les députés et fonctionnaires

+ 5 bis) corriger le paragraphe 9 sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes

+ le caractère international de la révolution socialiste, *en détail*

6) faire de multiples corrections dans le programme minimum et *é l e v e r* son niveau.

7) Dans le programme agraire :

(α) remplacer la municipalisation par la nationalisation (je vais envoyer à Petrograd le manuscrit de l'ouvrage que j'ai écrit à ce sujet et qui a été brûlé en 1909 ⁵¹⁴)

(β) transformation des domaines des gros propriétaires fonciers en exploitations modèles.

- 8) « Service de travail obligatoire pour tous » (Zivildienstpflicht)
- 9) supprimer le passage sur le soutien « à tous » les mouvements « *d'opposition* » (le mouvement révolutionnaire, c'est autre chose).
- 10) Changer le nom de notre parti car :
 - (α) il est inexact
 - (β) il a été défiguré par les social-chauvins
 - (γ) il risque de désorienter le peuple lors des élections : la social-démocratie, en effet, c'est Tchkhéïdzé, *Potressov* et compagnie.

Ceci est une ébauche pour ma « 5^e lettre ». Retournez-la-moi **immédiatement**.

Avez-vous des projets ou des remarques sur les modifications à apporter à la partie pratique du programme minimum ? ((Rappelez-vous que nous en avons parlé à *plusieurs reprises*.)

Il faut entreprendre ce travail **immédiatement**.

Rédigé entre le 7 et le 12
(20 et 25) mars 1917.
Publié pour la première fois en 1959
dans le Recueil Lénine XXXVI

Conforme au manuscrit

RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE CORRESPONDANT DU JOURNAL *POLITIKEN* ⁵¹⁵ LE 31 MARS (13 AVRIL) 1917

Nos amis n'ont voulu accorder aucune interview, mais au moment de leur arrivée, ils ont remis au *Politiken* un communiqué relatif à leur voyage et destiné à la presse et à l'opinion publique.

L'essentiel est que nous atteignons la Russie *le plus rapidement possible*, a déclaré Lénine avec chaleur. Chaque journée est précieuse. Les gouvernements n'ont reculé devant aucun moyen pour faire obstacle à notre voyage.

Avez-vous rencontré des camarades du parti allemand ?

Non. Wilhelm Jansson de Berlin a bien essayé de nous joindre à Lingen, près de la frontière suisse, mais Platten

a refusé de lui donner satisfaction en lui faisant amicalement remarquer qu'il voulait lui éviter les désagréments d'une telle rencontre.

« *Politiken* », n° 85,
14 avril 1917

Conforme au texte
du journal

RÉPONSE À F. STRÖM, REPRÉSENTANT DES SOCIAL-DÉMOCRATES SUÉDOIS DE GAUCHE, LE 31 MARS (13 AVRIL) 1917

La rumeur selon laquelle F. Ström aurait empêché le représentant du *Socialdemokraten* ⁵¹⁶ d'assister à la conférence, et ce, contre la volonté des Russes, est dénuée de tout fondement. A la question de Ström, en effet, Lénine a répondu de la façon suivante :

Pour ce qui nous concerne, nous ne faisons absolument pas confiance à Monsieur Branting. Mais si vous, vous lui faites confiance, vous pouvez inviter son représentant.

« *Politiken* », n° 86,
15 avril 1917

Conforme au texte
du journal

LE PASSAGE DES RÉVOLUTIONNAIRES RUSSES PAR L'ALLEMAGNE

COMMUNIQUÉ DU GROUPE "1"

Les révolutionnaires russes qui sont arrivés vendredi matin à Stockholm ont demandé au *Politiken* de publier un communiqué officiel à propos de leur voyage. Le texte de ce communiqué est le suivant :

L'Angleterre qui, officiellement, a accueilli avec « joie » la révolution russe, a fait tout ce qu'elle a pu pour que l'un des résultats de cette révolution, à savoir *l'annistie politique*, soit réduit à néant. Il est en effet apparu que le gouvernement anglais ne permettait pas aux révolutionnaires russes émigrés de regagner leur pays s'ils étaient opposés à la guerre. Dès qu'il fut prouvé que telle était bien la position du gouvernement anglais (ce fait a été confirmé par toute une série de documents qui seront publiés

sous peu, et il a été constaté par les socialistes russes de toutes tendances dans une résolution adoptée à l'unanimité), une partie des camarades du parti russe a donc décidé de tenter de revenir de Suisse en Russie via l'Allemagne et la Suède. Les pourparlers avec le gouvernement allemand ont été menés par *Fritz Platten*, secrétaire du Parti social-démocrate suisse, leader de l'aile gauche de ce parti, internationaliste et antimilitariste bien connu. Les camarades du parti russe demandaient à bénéficier du *droit d'exterritorialité* (ce droit impliquant qu'il n'y ait aucun contrôle de leurs passeports et de leurs bagages et qu'aucun fonctionnaire ne puisse pénétrer dans leur wagon). Ils demandaient également que toutes les personnes dont ils avaient accepté la candidature puissent faire partie du voyage, indépendamment de leurs opinions politiques. En contre-partie, ils s'engageaient à réclamer la libération de ressortissants allemands et autrichiens internés en Russie.

Le gouvernement allemand a accepté ces conditions et le 9 avril, 30 camarades du parti russe, hommes et femmes, sont partis de Gottmadingen. Parmi ces camarades se trouvaient les rédacteurs du *Social-Démocrate*, Organe central de la social-démocratie russe, *Lénine* et *Zinoviev*, le rédacteur du journal *Natchalo*⁵¹⁸ paraissant à Paris, *Mikha Tskhakaïa*, qui est l'un des fondateurs de la social-démocratie caucasienne et qui, autrefois, a introduit Tchkhéidzé dans le parti, ainsi que plusieurs membres de l'Union ouvrière juive. Le voyage était dirigé par *Fritz Platten* qui s'est chargé de tous les pourparlers nécessaires avec les représentants du gouvernement allemand accompagnant le convoi.

Tout au long des trois jours qu'a duré leur voyage à travers l'Allemagne, les camarades du parti russe n'ont jamais quitté leur wagon. Les autorités allemandes ont respecté loyalement l'accord qui avait été conclu. Les Russes sont arrivés en Suède le 12 de ce mois.

Avant leur départ de Suisse, ils avaient dressé un procès-verbal de tous les préparatifs de leur voyage. Ce procès-verbal a été soumis à *Henri Guilbeaux*, représentant du groupe social-démocrate français « Vie Ouvrière » et rédacteur de la revue *Demain*⁵¹⁹, à l'un des dirigeants de l'opposition radicale de Paris dont, pour l'instant, nous ne

pouvons pas révéler le nom ⁵²⁰, à *Paul Hartstein*, membre de l'opposition radicale allemande, à *M. Bronski* qui représentait la social-démocratie de Russie et de Pologne et à *Fritz Platten*. Après lecture du procès-verbal, ces camarades ont signé une déclaration indiquant qu'ils approuvaient entièrement la façon d'agir des camarades du parti russe.

Rédigé le 31 mars (13 avril) 1917.

Publié le 14 avril 1917 dans le numéro 85 du journal « *Politiken* ».

Publié pour la première fois en russe, non intégralement,

Conforme au texte du « *Politiken* »

le 5 (18) avril 1917 dans le numéro 25 du « *Dien* » et dans le numéro 78 de la « *Retich* »

DISCOURS PRONONCÉ LORS DE LA RENCONTRE AVEC LES SOCIAL-DÉMOCRATES SUÉDOIS DE GAUCHE LE 31 MARS (13 AVRIL) 1917 ⁵²¹

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Au nom des camarades russes, *Lénine* a remercié les camarades suédois pour leur accueil et a déclaré que le congrès du parti socialiste russe qui doit se tenir prochainement déposerait une proposition de caractère internationaliste. Des liaisons étroites seront instituées avec les camarades suédois et tout particulièrement avec le *Politiken*.

« *Politiken* » n° 86, 15 avril 1917

Conforme au texte du journal

DISCOURS AUX OUVRIERS, AUX SOLDATS ET AUX MARINS PRONONCÉ DEVANT LA GARE DE FINLANDE LE 3 (16) AVRIL 1917

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade *Lénine*, debout sur une auto blindée, a salué le prolétariat révolutionnaire de Russie et l'armée révolutionnaire russe qui ont non seulement libéré la Rus-

sie du despotisme tsariste, mais qui ont également posé la première pierre de la révolution sociale à l'échelle internationale. Il a indiqué que le prolétariat du monde entier suivait avec espoir l'action courageuse du prolétariat russe.

La foule a accompagné la voiture de Lénine jusqu'au palais de la Kchessinskaïa où le meeting s'est poursuivi.

« Pravda » n° 24, 5 avril 1917

Conforme au texte
du journal

« L'EMPRUNT DE LA LIBERTÉ » ⁵²²

(PROJET DE RÉSOLUTION ÉLABORÉ PAR LE GROUPE
BOLCHEVIQUE DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS)

Résolution du Soviet des députés ouvriers et soldats
à propos du 4^e « emprunt de la liberté »

Etant donné que la guerre actuelle est une guerre de pillage impérialiste dont le caractère n'a nullement changé du fait qu'en Russie le pouvoir est passé entre les mains du Gouvernement provisoire capitaliste, étant donné également que les accords secrets entre les puissances alliées qui déterminent les véritables objectifs de cette guerre n'ont pas été dénoncés, le Soviet des députés ouvriers et soldats élève la protestation la plus énergique contre le soi-disant « emprunt de la liberté » et refuse de soutenir le Gouvernement provisoire qui veut continuer une guerre dont seule la bourgeoisie impérialiste tire profit.

Si les ouvriers du monde entier votent en faveur des emprunts conclus par les gouvernements bourgeois de leur pays afin de pouvoir continuer la guerre impérialiste, il sera impossible de trouver une issue aux horreurs de cette guerre, et toutes les phrases sur la solidarité fraternelle du prolétariat mondial, sur l'internationalisme ne seront qu'une vulgaire hypocrisie.

Ceux qui votent pour l'emprunt tout en publiant des déclarations, des proclamations, etc., en faveur de la paix

sans annexions, ne font que prouver le danger mortel que représente la contradiction entre les actes et les paroles qui a déjà perdu la II^e Internationale.

Tant que le pouvoir économique et politique ne sera pas passé entre les mains du prolétariat et de la couche la plus pauvre de la paysannerie, tant que les objectifs de la guerre seront déterminés par les intérêts du capital, les ouvriers refuseront d'approuver de nouveaux emprunts qui seront non pas favorables, mais contraires à la liberté révolutionnaire de la Russie.

Tout en reconnaissant que pour fournir à l'armée tout ce dont elle a besoin, il faut de l'argent, tout en se refusant à laisser un seul instant ses frères sans pain, le Soviet des députés ouvriers et soldats estime que les dépenses nécessitées par la guerre capitaliste doivent être supportées par les capitalistes à qui cette guerre a rapporté et continue de rapporter des milliards de roubles, il estime que l'argent indispensable doit être pris uniquement dans les poches de la bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers.

Rédigé le 11 (24) avril 1917.
Publié le 13 avril 1917 dans
le numéro 31 de la « Pravda »

Conforme au texte
du journal

LA CONFÉRENCE DE PETROGRAD-VILLE DU P.O.S.D.(b)R. ⁵²³

14-22 AVRIL (27 AVRIL-5 MAI) 1917

1

RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE ET SUR L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE 14 (27) AVRIL

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Les conditions ont changé et les vieilles formules traditionnelles (dictature du prolétariat et de la paysannerie) ne sont plus satisfaisantes. La dictature démocratique

révolutionnaire a été réalisée, mais pas sous la forme que nous avons indiquée : elle coexiste avec la dictature de la bourgeoisie impérialiste. La guerre impérialiste a brouillé toutes les cartes : les ennemis mortels de la révolution que sont les capitalistes anglais et français sont devenus des partisans de la révolution afin de s'assurer la victoire (il en va de même pour le haut commandement militaire et pour les dirigeants de la bourgeoisie contre-révolutionnaire).

Ce concours de circonstances sans précédent dans l'histoire a donné naissance à une double dictature : d'une part, on a la dictature de la bourgeoisie et d'autre part, celle de la démocratie révolutionnaire. Pour ce qui concerne l'organisation, le peuple a toujours eu du mal à rivaliser avec la bourgeoisie. En Russie, il a créé son propre pouvoir organisé, mais il n'a pas réussi à conquérir son autonomie sur le plan politique. De là la dualité du pouvoir, la confiance aveugle que la majorité petite-bourgeoise des soldats et une partie des ouvriers témoignent au Gouvernement provisoire, la soumission volontaire de la démocratie révolutionnaire à la dictature bourgeoise. La particularité du moment présent, c'est que le faible niveau de la conscience des masses fait obstacle à la création d'une majorité solide et conséquente en faveur de la politique prolétarienne (tous les autres courants politiques ont entièrement fait leurs les positions de la petite bourgeoisie). La démocratie révolutionnaire rassemble des éléments extrêmement divers (par leur *situation* de classe et par leurs *intérêts*, ce qui n'est pas du tout la même chose !). Ces éléments sont les suivants : à la campagne, il y a les paysans aisés qui ont été renforcés par la loi du 9 novembre, et les paysans pauvres qui n'ont qu'un cheval ou pas de cheval du tout. A la ville, nous trouvons les couches qui ont rejoint la classe ouvrière et les petits propriétaires. Il est inévitable que les éléments prolétariens et *semi*-prolétariens se séparent de la petite bourgeoisie, mais il se peut également que l'union des éléments propriétaires du bloc révolutionnaire réussisse à l'emporter sur le ralliement des masses aux mots d'ordre prolétariens. C'est pourquoi il n'est pas exclu que le pouvoir reste aux mains de la bourgeoisie, qu'il ne passe pas aux mains des Soviets des dé-

putés ouvriers et soldats. Conclusion : nous avons pour tâche non pas de renverser le Gouvernement provisoire qui tient grâce à la *confiance* que lui accordent les masses petites-bourgeoises et, pour une partie, les masses ouvrières, mais d'expliquer soigneusement quels sont les objectifs de classe et la portée de l'organisation.

« *Pravda* » n° 40,
8 mai (25 avril) 1917

Conforme au texte
du journal

2

INTERVENTION CONCERNANT LE DÉPÔT DE LA RÉOLUTION SUR LA GUERRE 22 AVRIL (5 MAI)

La résolution sur la guerre a été discutée en commission, mais sa mise au point définitive n'est pas encore terminée. Je pense qu'elle sera entièrement élaborée pour la conférence générale du parti et qu'elle lui sera proposée sous cette forme. Pour l'instant, je propose de lire le texte provisoire auquel on a abouti.

La résolution comprend trois parties : 1) Les causes objectives de la guerre, 2) le « jusqu'aboutisme » révolutionnaire, 3) comment en finir avec la guerre.

Publié pour la première
fois en 1925 dans le livre
* La conférence de Petrograd-ville
et la conférence générale du P.O.S.D.(b)R.
d'avril 1917 »

Conforme au texte
d'un exemplaire dactylogra-
phié
du procès-verbal

DISCOURS PRONONCÉ AU MANÈGE MIKHAÏLOVSKI LORS D'UN MEETING DES SOLDATS D'UN GROUPE D'AUTOMITRAILLEUSES 15 (28) AVRIL 1917

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Nous autres, social-démocrates, qui défendons le point de vue du socialisme international, on nous reproche d'avoir traversé l'Allemagne pour revenir en Russie, on nous

accuse d'avoir trahi la liberté, la cause du peuple et de nous être vendus aux Allemands.

Qui dit cela ? Qui répand ce mensonge, cette calomnie ?

Les camarades ouvriers et soldats qui lisent les journaux ouvriers savent que dans le n° 32 des *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats* ⁵²⁴, daté du 5 avril 1917, a paru un arrêté que le Soviet a adopté après avoir entendu un rapport dans lequel les camarades Zinoviev et Zourabov indiquaient comment nous avons réussi à passer par l'Allemagne.

Que disait cet arrêté du Soviet ? Blâmait-il notre procédé ? Absolument pas. Il exigeait que le Gouvernement provisoire prenne des mesures extraordinaires pour que tous les réfugiés politiques vivant à l'étranger puissent rentrer en Russie sans obstacle.

Le camarade Lénine a ensuite indiqué que jusqu'à présent, le Gouvernement provisoire n'avait absolument rien fait en ce sens et que nos camarades socialistes qui vivent à l'étranger ne peuvent toujours pas rentrer. Pourquoi en est-il ainsi ? Tout simplement parce que la guerre fratricide actuelle sert les intérêts de l'Angleterre et que par conséquent celle-ci ne veut pas laisser passer les socialistes qui ont déclaré la guerre à la guerre et qui réclament la paix. Les Anglais, après avoir jeté en prison un des socialistes de leur pays ⁵²⁵, ont fait de même avec l'ancien président du Soviet des députés ouvriers de 1905, notre camarade Trotski.

Mais cette attitude est celle de tous les gouvernements des capitalistes et des gros propriétaires fonciers qui veulent que cette guerre continue. Que ce soit en France, en Allemagne ou en Italie, partout les gouvernements arrêtent et emprisonnent les socialistes qui s'opposent à la guerre.

Dans ces conditions, pouvions-nous passer par l'Angleterre ? Il est évident que non ! C'est pourquoi nous avons dû nous adresser au camarade Platten qui est un socialiste suisse, partisan de la paix.

Quel a été le résultat de cette démarche ?

On a bien laissé passer Lénine et ceux qui l'accompagnaient, mais on a refusé le passage au camarade Platten qui était notre témoin et qui pouvait attester que nous n'avions eu aucun contact avec les Allemands.

Dans tout cela, quel est le fond de l'affaire ?

Le fond de l'affaire, c'est que la guerre actuelle qui provoque des centaines de milliers de morts par mois est dirigée par les capitalistes à qui elle permet de réaliser d'énormes bénéfices. Et c'est pour préserver ces bénéfices que les capitalistes du monde entier au nombre desquels se trouve ce bandit, ce pillard de Guillaume, jettent en prison tous ceux qui agissent en faveur de la paix et calomnient les socialistes.

Le camarade Lénine a ensuite expliqué en détail quels étaient les causes et les objectifs de la guerre. Il a montré que la classe ouvrière et les paysans pauvres ont toujours été hostiles à toutes les guerres, et à celle-ci en particulier. Il a également exposé de façon détaillée en quoi consistait le Soviet des députés ouvriers et soldats et en quoi il s'opposait au Gouvernement provisoire où siègent le capitaliste Goutchkov et les gros propriétaires fonciers.

Le seul gouvernement légal, c'est le Soviet des députés ouvriers et soldats. Lui seul exprime les intérêts du peuple. C'est donc lui et non le Gouvernement provisoire qu'il faut aider et soutenir.

« Soldatshaïa Pravda » n° 2,
18 avril (1^{er} mai) 1917

Conforme au texte
du journal

LA RÉUNION DE LA SECTION DES SOLDATS DU SOVIET DE PETROGRAD DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS

17 (30) AVRIL 1917 ***

1

DISCOURS À PROPOS DE LA RÉOLUTION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DU SOVIET DES DÉPUTÉS SOLDATS

Lénine indique qu'il a lu la résolution relative à l'activité de la Commission et du Comité exécutifs et qu'il a l'intention de publier dans la *Pravda* un article à ce su-

jet. Pour l'instant il veut répondre en bref aux accusations qui sont lancées contre lui, et son intervention portera sur quatre questions : 1) la question de forme, 2) la question de la terre, 3) celle du gouvernement et 4) celle de la guerre.

Pour ce qui est de la première question, Lénine se félicite du fait que la résolution ne dise rien de son voyage à travers l'Allemagne, car cela signifie que la Commission a adopté le point de vue des deux parties du Comité. Il donne ensuite lecture du passage de la résolution : « ...Considère que la propagande de ceux qu'on appelle les léninistes, etc. ». Il déclare qu'il assume toute la responsabilité de la propagande des léninistes et que pour répondre aux accusations contenues dans ce passage, il doit tirer au clair les trois problèmes mentionnés ci-dessus. En conséquence, il passe à l'examen de ces problèmes. Pour ce qui est de la terre, la position de Lénine est que la totalité des terres doit être mise à la disposition des masses travailleuses sans rachat. A ce sujet, Lénine cite les décisions des comités paysans allant dans ce sens et il fait allusion au télégramme de Chingarev qui proclame que les expropriations sont arbitraires. Selon Lénine, ce point de vue est dénué de fondement, car si les expropriations ont été décidées par les comités ruraux, elles sont légales. C'est une naïveté de penser que l'on pourra influencer les paysans avec des sermons publiés à Petrograd. Le problème de la terre sera résolu sur place. La famine menace et il faut prendre la terre immédiatement. L'idée d'accords librement consentis avec les gros propriétaires fonciers, est une absurdité : on ne peut exiger qu'il y ait un accord entre 300 familles paysannes et un seul propriétaire. Or, ce rapport est celui que l'on trouve dans toute la Russie d'Europe.

(Un délégué propose que le temps de parole de l'orateur soit limité. Après avoir été discutée et mise aux voix, cette proposition est adoptée et le temps de parole est limité à 30 minutes.)

Lénine déclare que si l'assemblée le désire, il peut repousser son intervention à plus tard, mais que 20

minutes lui suffiront pour venir à bout de ses explications.

Pour ce qui est de l'organisation et de la direction de l'Etat, il déclare que nous avons besoin d'une république populaire et non d'une république avec des fonctionnaires, des capitalistes et une armée. Des Soviets de députés ouvriers, paysans et ouvriers agricoles, de la base au sommet, tel est l'idéal. Le pouvoir doit appartenir au peuple. A propos du problème de la guerre, Lénine déclare qu'il n'a jamais parlé des compagnies de marche⁵²⁷ et qu'il ne connaît absolument pas ce problème. C'est pourquoi son intervention portera uniquement sur la guerre. Notre gouvernement est entièrement composé de capitalistes. Or, cette guerre ne profite qu'aux capitalistes. Il est donc clair que seule une révolution des masses ouvrières pourra y mettre fin. Les conditions posées par nos alliés sont des conditions de pillards où il n'est question que de partage ; les annexions sont liées au capital et tant que le capital n'aura pas été vaincu, elles seront inévitables. Lénine estime que les capitalistes allemands sont les mêmes que ceux de Russie et il considère Guillaume comme un criminel avec qui il est impensable d'engager des conversations en vue d'une paix séparée. Ce sont les capitalistes qui ont commencé la guerre et ils ne peuvent y mettre fin. Pour la terminer, il faut une révolution ouvrière. Les léninistes sont opposés à la paix séparée. Ils l'ont déclaré dès 1915, en indiquant que le prolétariat, après s'être emparé du pouvoir et avoir dénoncé tous les traités existants, devait proposer la paix au monde entier *. S'il y en a qui refusent cette paix, le prolétariat commencera une guerre révolutionnaire. Seule la révolution des ouvriers de plusieurs pays peut mettre fin à la guerre, seule elle peut assurer la paix générale. Sur le plan pratique, les moyens permettant d'en finir avec la guerre sont la fraternisation sur le front et le renforcement du pouvoir du Soviet des députés ouvriers, paysans et ouvriers agricoles. Ce n'est que par ces moyens que l'on peut parvenir à la révolution ouvrière et à la paix générale.

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, pp. 418-419. (N.R.)

2

RÉPONSES AUX QUESTIONS

1) La reconquête de la Courlande constitue une annexion. Si on l'accepte, cela signifie que l'on reconnaît à l'Allemagne le droit de reconquérir ses colonies. Ce qu'il faut, c'est que chaque peuple ait la possibilité de décider par lui-même de la façon dont il veut vivre. Dans le monde capitaliste, le partage se fait par la force : celui qui est le plus fort reçoit le plus gros morceau. Il faut se battre non pas pour la reconquête de la Courlande mais pour que la Courlande ait la possibilité de décider librement à quel pays elle veut se rattacher.

2) A propos de la prise des banques et de l'argent. Lénine appelle à s'en emparer non pas de façon anarchique mais sur une décision de la majorité. (*E x c l a m a t i o n d a n s l a s a l l e* : « Votre doctrine nous ramène à la société primitive ».) — Lénine répond que non. (*Q u e l q u ' u n p o s e l a q u e s t i o n s u i v a n t e* : « Que faire si les autres pays veulent la paix » ?) — Développer la révolution ouvrière et la fraternisation sur le front.

Il faut élaborer notre tactique en fonction de la vie. La meilleure expérience est celle de la vie. Il faut développer la révolution russe de telle façon que le pouvoir se trouve entre les mains des députés ouvriers, paysans et ouvriers agricoles. (*U n e n o u v e l l e q u e s t i o n e s t p o s é e d a n s l a s a l l e* : « Est-ce que vous avez prôné cela en Allemagne ? ») — Réponse de Lénine : Zinoviev et moi, nous avons édité à l'étranger une brochure ⁵²⁸ dans laquelle nous défendons une position absolument identique à celle que je défends aujourd'hui. Cette brochure a été éditée en allemand et les socialistes allemands l'ont diffusée dans leur pays.

*Publié pour la première
fois in extenso en 1962 dans
la 5^e édition des Œuvres de Lénine,
tome 31*

*Conforme au texte
d'un exemplaire
dactylographié
du procès-verbal*

À L'ATTENTION DES CAMARADES !

Les camarades Lachévitch, Krymov et Mavrine, qui sont les fondés de pouvoir du groupe bolchevique au Soviet des députés ouvriers et soldats, nous prient de déclarer

que l'écrasante majorité des ouvriers qui ont participé aux manifestations du 20 et du 21 avril en portant des pancartes où on pouvait lire le mot d'ordre « A bas le gouvernement provisoire ! », voulait uniquement signifier par là que tout le pouvoir doit passer aux Soviets et que les ouvriers ne veulent pas s'en emparer qu'après avoir conquis la majorité au sein des Soviets de députés ouvriers et soldats. Il se trouve en effet que la composition actuelle du Soviet ne reflète pas de façon tout à fait exacte la volonté de la majorité des masses d'ouvriers et de soldats. C'est pourquoi le groupe bolchevique estime que la résolution adoptée le 22 avril par le Comité central ne donne pas une définition juste de la situation actuelle.

Note de la rédaction. Il va de soi que ce n'est absolument pas contre les organisateurs des manifestations de masse que la résolution du C.C. est dirigée. Il va de soi également que la façon dont nos camarades comprennent le mot d'ordre en question exclut toute idée de légèreté et d'aventurisme. En tout état de cause d'ailleurs le grand mérite de ces camarades, en tant qu'ils représentent les organisateurs des manifestations, c'est d'avoir réussi à donner à ces manifestations un caractère imposant, massif, pacifique. Ce faisant, ils ont su opposer à la bourgeoisie qui manifestait en faveur de son Gouvernement provisoire la seule riposte qui s'imposait.

Rédigé le 22 avril (5 mai) 1917.
Publié le 6 mai (23 avril) 1917 dans
la « Pravda » n° 39

Conforme au texte
du journal

L'AGITATION POGROMISTE DU JOURNAL MINISTÉRIEL

Forts de la confiance que vient de leur renouveler la majorité des dirigeants du Soviet, Messieurs les ministres sont en train d'engager une nouvelle offensive contre la *Pravda* et notre parti.

La *Retch*, qui est leur organe, a maintenant adopté les pires méthodes de la *Rousskaïa Volia* ⁵²⁹ dont elle reprend

aujourd'hui même dans ses deux éditoriaux les refrains les plus usés et les plus mensongers.

« Tout (II) Petrograd, écrit le journal ministériel, s'est réveillé, tout Petrograd est sorti dans la rue pour proclamer solennellement sa confiance envers le Gouvernement provisoire. »

Sachez que la *Retch* n'aime pas les demi-mesures : c'est bien de « tout » Petrograd qu'elle veut parler... Et effectivement, si on retire de « tout » Petrograd tous les *ouvriers* qui ont manifesté *contre* le Gouvernement provisoire, si on retire l'immense majorité des soldats descendus dans la rue pour manifester *contre* le Gouvernement provisoire, et les centaines de milliers de personnes qui sont tout simplement restées chez elles, si on considère qu'une infime minorité de la bourgeoisie, quelques étudiants et une partie des officiers supérieurs constituent la « totalité » de Petrograd, la *Retch* a raison : « tout » Petrograd s'est prononcé en faveur des Goutchkov et des Milioukov.

Après s'être assuré qu'il bénéficie d'un soutien « unanime » (rappelez-vous les villages de Potemkine), le journal ministériel en vient à lancer ouvertement un appel au pogrome contre notre parti.

« ... L'impudence des léninistes ne connaît plus de borne, écrit-il. Ils ont tiré sur nos soldats, ils sont allés placarder des drapeaux défaitistes sur l'ambassade d'Allemagne... Depuis hier, la coupe est pleine, notre patience est à bout : par leurs sanglantes exactions, les léninistes ont porté à leur propagande de trahison, antinationale un coup dont elle ne se relèvera pas. Espérons que cette propagande n'aura plus jamais l'audace de relever la tête. »

Nous laissons nos lecteurs juger de quel côté se trouve l'« impudence ». Il n'y a pas un mot de cet article qui ne soit un mensonge, une calomnie. Nos camarades n'ont suspendu aucun drapeau sur l'ambassade d'Allemagne. Ils ne sont absolument pas coupables du meurtre des soldats. Toute la responsabilité des actes de violence qui ont eu lieu hier incombe au Gouvernement provisoire et à lui seul.

Que nos lecteurs jugent par eux-mêmes de quel côté se trouve la véritable propagande de trahison.

Rédigé le 22 avril (5 mai) 1917.
Publié pour la première
fois le 6 mai (23 avril) 1917 dans
le n° 39 de la « Pravda »

Conforme au texte
du journal

LA SEPTIÈME CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.(b)R. ⁵³⁰ (CONFÉRENCE D'AVRIL)

24-29 AVRIL (7-12 MAI) 1917

1

DISCOURS SUR LE PROJET DE CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE ⁵³¹ 25 AVRIL (8 MAI)

1

VARIANTE DU PROCÈS-VERBAL

Je ne suis pas d'accord avec l'orateur précédent.

La proposition de Borgbjerg constitue un fait politique d'une exceptionnelle importance qui nous oblige à dénoncer les social-chauvins et à entamer une vaste campagne politique. Les « socialistes » anglais et français ont rejeté la proposition de Borgbjerg. Les Plékhanov anglais et français ont refusé de participer à cette conférence. Les propositions de Borgbjerg sont une comédie et lui, le socialiste Borgbjerg, est l'intermédiaire dont se servent les social-chauvins d'Allemagne pour faire connaître leurs conditions de paix et pour dissimuler le caractère social-chavin de leurs intrigues. Ces intrigues, nous devons les dénoncer afin que ces messieurs perdent toute envie de s'adresser aux partis socialistes.

Il est indubitable qu'il s'agit là d'une proposition du gouvernement allemand agissant par l'intermédiaire de ses social-chauvins. Ce congrès, c'est le gouvernement allemand qui l'organise... Comme il ne peut pas le faire au grand jour, il demande à ses Plékhanov de lui servir d'intermédiaire. Grâce à cette démarche diplomatique, il a la possibilité de se décharger de toute responsabilité tout en faisant savoir quels sont ses désirs secrets. Voici d'ailleurs ce qu'un journal étranger écrit à propos de Borgbjerg : « Par l'intermédiaire d'un social-chavin danois, le Kaiser veut convoquer une conférence de la paix favorable à

ses intérêts ». Il est clair que la proposition de Borgbjerg n'est qu'une fumisterie de charlatan. Voici également un article de la *Rabotchaïa Gazéta* ⁵³². (L'orateur donne lecture d'un article paru dans la *Rabotchaïa Gazéta* du 25 avril 1917.) Comme on le voit, personne ne peut douter qu'il s'agisse d'une proposition du gouvernement allemand. Voilà comment les choses se passent. Nous devons donc révéler au monde entier les dessous de cette affaire en adoptant une résolution détaillée que nous traduirons en plusieurs langues et que nous publierons dans tous les journaux. Je propose un projet de résolution.

Il est curieux de constater que les journaux capitalistes gardent un silence diplomatique sur cette affaire. C'est qu'ils connaissent le proverbe : la parole est d'argent mais le silence est d'or. Ils savent où le bât blesse. Des journaux comme la *Rabotchaïa Gazéta* ne savent pas sur quel pied danser. Seul l'*Edinstvo* ⁵³³ déclare que Borgbjerg est un agent du gouvernement allemand. Mais en ajoutant que ni les social-chauvins d'Angleterre, ni ceux de France, ni les Plékhanov de Russie n'accepteront de participer à la conférence, il démasque du même coup les gouvernements de ces pays qui savent très bien que l'Allemagne se trouve dans une situation difficile et qui veulent en profiter pour satisfaire leurs appétits. Nous devons dénoncer cette mascarade. Nous devons montrer comment les choses se sont passées : Bethmann-Hollweg est allé voir Guillaume, Guillaume a fait appel à Scheidemann, Scheidemann s'est rendu au Danemark et au terme de toutes ces démarches, Borgbjerg est arrivé en Russie avec des conditions de paix (l'orateur donne lecture de la résolution).

Trier est un marxiste danois. Le Danemark est un pays petit-bourgeois dont la bourgeoisie, qui s'est considérablement enrichie grâce à la guerre, déteste les ouvriers. Les dirigeants de la majorité de la social-démocratie danoise sont parmi les plus opportunistes d'Europe. Ils ont clairement prouvé qu'ils étaient de véritables social-chauvins. Nous devons donc être justes et avoir envers Borgbjerg une attitude analogue à celle que nous avons envers Plékhanov. Quand on nous lance des belles phrases sur

l'Alsace-Lorraine, nous devons nous rappeler que tout cela est avant tout une histoire de gros sous, car cette région renferme d'énormes richesses minières ; qu'il s'agit d'une histoire de profit, du partage pacifique du butin entre les capitalistes allemands et français. Les internationalistes danois ont opposé un « non » à tout cela. Les kautskistes par contre ont donné leur accord pour la conférence (j'avais oublié de le signaler) et nous devons les dénoncer. La proposition qui est faite par l'intermédiaire de Borghjerg montre que les capitalistes allemands sont en train de marchander, car ils ne sont pas en mesure de garder tout ce qu'ils ont conquis. Cependant, ils espèrent encore qu'en dépit de la situation désespérée de l'Allemagne, qui se trouve au bord de l'abîme, ils pourront conserver une petite partie de leur butin. Pour les diplomates qui sont dans les relations les plus étroites, tout cela est parfaitement clair et ne fait aucun doute. Mais naturellement, on ne parle pas de ces choses au peuple. Si les chauvins anglo-français ont refusé de participer à la conférence, c'est parce qu'ils savent bien quelle est la situation réelle : ce n'est pas pour rien qu'ils ont accepté des portefeuilles de ministres. Ce qu'ils veulent à l'heure actuelle, c'est écraser et piller l'Allemagne, qui n'est plus en mesure de mener une politique de conquête. Borghjerg est un agent de l'impérialisme allemand. Si les soldats reçoivent cette résolution, ils comprendront que c'est bien d'étrangler l'Allemagne qu'il s'agit. Ces congrès sont une comédie montée par les diplomates social-chauvins. Pendant qu'ils siègent, on procède au partage de l'Alsace-Lorraine dans la pièce à côté. C'est pourquoi nous devons détromper le peuple en disant une fois pour toutes la vérité sur ce genre de congrès. Si nous adoptons le manifeste, si nous l'éditions, si nous le traduisons en plusieurs langues et si nous le diffusons parmi les ouvriers et les soldats, ces derniers comprendront quelle est la véritable situation. Il faut absolument que nous menions cette campagne qui permettra d'éclairer notre ligne prolétarienne.

*Publié pour la première fois en 1958 dans
l'ouvrage : « La Septième Conférence de Russie
du P.O.S.D.(b)R. (Conférence d'avril)
et la Conférence de Petrograd-ville
du P.O.S.D.(b)R. Avril 1917. Procès-verbaux »*

*Conforme au texte
du volume*

2

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

L'invitation à participer à la conférence a été adressée à tous les partis socialistes de Russie, donc au nôtre également. Il s'agit là d'un fait d'importance internationale que nous ne pouvons passer sous silence. Les social-chauvins de tous les pays belligérants s'affirment comme les représentants officiels de leurs gouvernements et de leurs classes dirigeantes, a déclaré le camarade Lénine.

Le gouvernement allemand qui subit la pression du mécontentement qui règne dans son pays est prêt à renoncer à une *partie* de ses annexions et il a demandé à Borgbjerg d'être son représentant diplomatique. Ce dernier n'a rien de commun avec les ouvriers allemands ni avec les ouvriers scandinaves (il appartient au parti de Stauning qu'un groupe de marxistes dirigés par le camarade Trier a quitté quand Stauning est entré au ministère bourgeois). Les cercles dirigeants d'Allemagne voudraient profiter de cette conférence organisée par les majorités social-patriotes pour essayer de parvenir à un accord avec les rapaces de la partie adverse.

Comme l'a dit le camarade Noguine, les social-patriotes qui ont pris part à cette guerre honteuse veulent également participer à sa conclusion honteuse. D'un autre côté, la réponse négative que les impérialistes de la Triple Entente ont apportée à cette proposition ne laisse planer aucune équivoque sur les objectifs de conquête qu'ils poursuivent. La social-démocratie révolutionnaire doit dénoncer les mensonges des deux parties et exploiter la situation ainsi créée dans son intérêt. Notre parti, qui rassemble plus de 70 000 ouvriers, doit lancer un appel aux ouvriers internationalistes de tous les pays pour les mettre en garde contre la supercherie.

2

**PROPOSITION RELATIVE À L'ORIENTATION
DE LA DISCUSSION DU RAPPORT
DE V. NOGUINE SUR L'« ATTITUDE À L'ÉGARD
DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS
ET SOLDATS »
25 AVRIL (8 MAI)**

Il est proposé aux orateurs de concentrer leurs interventions sur un certain nombre de problèmes précis qui concernent directement la mise au point de la plate-forme générale du parti. Ces problèmes sont les suivants : 1) la milice ; 2) la journée de travail ; 3) les salaires ; 4) l'augmentation et la diminution de la production ; 5) y a-t-il eu des destitutions dans l'administration, quel en est l'agencement et qui recrute-t-on ? 6) l'unité ou la dualité du pouvoir ; 7) les éléments qui affaiblissent l'état d'esprit révolutionnaire ; 8) le désarmement de la bourgeoisie ; 9) l'approvisionnement ; 10) ... *

A cela, s'ajoutent les questions suivantes : 1) les Soviets sont-ils en train de se transformer en Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans ? 2) leur rôle en rapport avec le Soviet de Russie.

*Publié pour la première
fois en 1934 dans l'ouvrage :
« La Septième Conférence de Russie
du P.O.S.D.(b)R.
(Conférence d'avril) et la Conférence
de Petrograd-ville du P.O.S.D.(b)R.
Avril 1917 »*

*Conforme au texte
d'un exemplaire
dactylographié
du procès-verbal*

3

**DISCOURS À PROPOS DE L'ATTITUDE ENVERS LES
SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS
25 AVRIL (8 MAI)**

1

PROCÈS-VERBAL

Encore qu'ils soient incomplets, les renseignements sur l'activité des Soviets que nous ont fournis les camarades présentent un intérêt exceptionnel. De tous les renseigne-

* Lacune dans le texte. (N.R.)

ments apportés par la conférence, ce sont peut-être les plus importants, car ils nous donnent la possibilité de confronter nos mots d'ordre avec la marche réelle de la vie et d'en vérifier ainsi la justesse. Du tableau qui a été dressé par les camarades nous sommes en droit de tirer des conclusions optimistes. Le mouvement a commencé dans les centres. Pendant la première période, le prolétariat des centres a employé toute son énergie pour la lutte. Une immense énergie a été dépensée pour combattre le tsarisme. A Petrograd, cette lutte a permis l'élimination du pouvoir central et une grande tâche a été accomplie. Il est vrai que cela a abouti à la prise du pouvoir par la bourgeoisie, mais nous ne devons pas en tirer de conclusions pessimistes, ni considérer que les ouvriers ont commis une erreur en ne s'emparant pas du pouvoir. Il serait utopique de penser qu'avec une bourgeoisie aussi bien préparée à prendre le pouvoir, il suffisait de quelques journées de lutte pour que le pouvoir passe entre les mains des masses.

Du centre, la révolution est en train de passer dans les provinces. La révolution devient municipale. C'est là un phénomène analogue à celui qui a eu lieu en France. Si on observe le mouvement actuel, on peut voir qu'en province, la majorité se prononce en faveur des paysans, des ouvriers, qu'il est très rare que la direction soit assurée par la bourgeoisie, que les masses ne se sont pas laissées déconcerter. Au fur et à mesure que les renseignements nous parviennent, il devient de plus en plus évident qu'en province, la marche en avant de la révolution se fait d'autant mieux qu'il y a davantage d'éléments prolétariens et moins d'éléments intermédiaires. Les camarades de Kazan sont en train de passer directement aux tâches de la révolution socialiste. Nous pouvons voir également que dans les localités où les organisations prolétariennes sont faibles, les ouvriers ont su, du fait même de leurs revendications pratiques, définir leurs objectifs de façon entièrement juste. Sans un certain nombre d'éléments comme par exemple les statistiques, etc., la révolution prolétarienne ne pourra pas être réalisée. Pour qu'elle puisse l'être, il faut que les ingénieurs, les techniciens, etc., soient placés sous le contrôle pratique du prolétariat révolutionnaire. En province, la révolution s'est développée facilement. Toute révolution est

toujours menacée par l'anarchie. Chez nous, l'anarchie n'a... *

Alors que la révolution bourgeoise ne se préoccupe pas de la production, les ouvriers, eux, s'en préoccupent, car ils ont intérêt à ce qu'elle ne diminue pas. Dans les provinces, la révolution a fait des pas de géant. Les rapports des militants nous ont montré que dans les localités, la marche en avant de la révolution et la réalisation de la dictature du prolétariat étaient d'autant plus correctes que les contradictions de classes étaient plus accusées. Alors que dans les petites localités, la dictature du prolétariat est en train de se réaliser, les centres se prêtent moins à la progression de la révolution.

Il serait absolument injustifié d'être pessimiste. Il est certes vrai que dans les centres il y a un début de collaboration avec la bourgeoisie, qui est très bien organisée et qui voudrait que les ouvriers se mettent à son service, qu'ils participent pour un temps à ce qu'elle est en train d'édifier. Il est ridicule de penser que le peuple russe puisse trouver la voie à suivre dans des brochures. C'est directement dans la pratique que les masses font leur expérience vivante... * Et c'est dans le mouvement des masses que le peuple peut élaborer cette expérience de façon pratique. Le peuple est en train d'acquérir une expérience de masse... * Dans la province de Penza, le pouvoir s'est organisé sous un régime de dictature de la paysannerie. Le représentant de cette province nous a montré les résolutions adoptées par les paysans qui se sont emparés des moyens de production, de la terre. Les paroles de Marx sont en train d'être vérifiées... * Le programme de la révolution est réalisé sur place, et ce afin que le pain ne manque pas... *, afin que les liaisons soient établies. Dans cette révolution, les gens font leur expérience pratique. Et la marche en avant ne pourra se poursuivre que si elle est contrôlée par la pratique de la base. Le cours suivi par la révolution dans l'ensemble de la Russie où les paysans constituent l'écrasante majorité de la population nous donne les plus grands espoirs.

* Lacune dans le texte. (N.R.)

Alors que dans les centres, les masses n'ont pas été assez fortes pour s'emparer de la direction de la production, en province, elles sont en train de le faire quand cela apparaît faisable. En province, nous avons une révolution municipale qui pousse les centres en avant et qui les fait profiter de l'expérience ainsi accumulée.

Un camarade mineur nous a déclaré que la première tâche qu'ils avaient eu à réaliser quand... * avait été d'organiser un convoi pour assurer l'approvisionnement en blé... Il serait erroné de penser que cette expérience peut être perdue. Si elle n'existait pas, les centres ne recevraient aucune impulsion leur permettant de passer à une nouvelle révolution. Cette nouvelle révolution, elle est en train de se développer. Elle est amenée par toute la marche des événements, par la désorganisation de la vie, par la famine. De là la lutte contre les éléments qui soutiennent la bourgeoisie. Le cours des événements va déboucher sur une banqueroute contre laquelle la bourgeoisie sera impuissante. Ce que nous sommes en train de préparer, c'est une armée de plusieurs millions d'hommes qui peut se manifester dans les Soviets, à l'Assemblée constituante, mais nous ne savons pas encore sous quelle forme. Dans les centres, nos forces sont insuffisantes, mais en province nous jouissons d'une formidable supériorité. Nous avons pour nous le développement de la révolution qui ne cesse d'aller de l'avant.

Les gens ne se fixent aucun objectif communiste. Dans toute la Russie, la classe révolutionnaire rassemble ses forces. Notre tâche est de recueillir cette expérience, et dans la mesure où les forces se seront accumulées, d'avancer. Le fait que les populistes et les mencheviks soient tellement majoritaires ne doit pas nous effrayer.

Sur la base de l'expérience, nous pouvons dès maintenant indiquer dans la résolution... * Dans les localités, il faut s'emparer de la production, sinon la faillite est inévitable. Les paysans ne donneront pas leur blé. Pour obtenir ce blé, il faut des mesures révolutionnaires et ces mesures, c'est la classe révolutionnaire qui peut les prendre. Mais pour cela, elle doit s'appuyer sur les masses, sur des millions d'hommes.

* Lacune dans le texte. (N.R.)

J'ai demandé aux camarades de province où ils en sont avec la production dans leurs localités.

Dans la province de Nijni-Novgorod, on a institué la journée de huit heures et la production a augmenté. C'est là un gage de succès et le seul moyen d'en finir avec la désorganisation actuelle. Mais pour cela, nous devons fournir un énorme travail. Nous nous séparons de la ligne petite-bourgeoise. La vie travaille pour nous. Il est impossible de résoudre la crise actuelle en employant les méthodes de la démocratie petite-bourgeoise car ils sont incapables de prendre des mesures révolutionnaires (Chingarev, Milioukov). Le cours général de la révolution nous montre que les choses vont de l'avant.

Nous ne sommes pas partisans d'une « action rapide » qui s'opposerait à la « prudence » prônée par la petite bourgeoisie. Ce que nous disons, c'est qu'il faut être « encore plus prudents ». Il faut mener une lutte sans pitié contre ceux qui jouent aux hommes d'Etat... * Mieux vaut agir un peu plus tard, et le centre vaincra. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Publié pour la première fois en 1934 dans l'ouvrage :

« La Septième Conférence de Russie du P.O.S.D.(b) R. (Conférence d'avril) et la Conférence de Petrograd-ville du P.O.S.D.(b) R. Avril 1917 »

Conforme au texte d'un exemplaire dactylographié du procès-verbal

2

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine a montré que la révolution française était passée par une phase de révolution municipale et qu'elle s'était renforcée dans les organes d'administration locale devenus ses appuis. On observe dans la révolution russe une certaine bureaucratisation des centres, tandis que, dans les provinces, le pouvoir détenu par les Soviets est utilisé plus complètement. Les Soviets des capitales sont dans une plus grande dépendance politique à l'égard du

* Lacune dans le texte. (N.R.)

pouvoir central bourgeois que ceux de province. Il n'est pas si facile, dans les centres, d'assumer la direction de la production, alors que c'est déjà fait en partie dans les provinces. D'où la nécessité de renforcer les Soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans. La progression à cet égard est possible, avant tout, en partant des provinces.

« *Pravda* » n° 42, 10 mai
(27 avril) 1917

Conforme au texte
du journal

4

DISCOURS EN FAVEUR DE LA RÉOLUTION
SUR LA GUERRE
27 AVRIL (10 MAI)

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Le rapport en faveur de la première résolution a été présenté par *le camarade Lénine* qui a indiqué que cette résolution devait être divisée en trois parties. La première de ces parties donne une analyse de classe de la guerre actuelle. La seconde est consacrée au « jusqu'aboutisme révolutionnaire » et la troisième répond à la question de savoir comment terminer la guerre. La première partie révèle quelles sont les forces motrices de la guerre impérialiste ; elle montre que ces forces sont liées à une phase déterminée du développement du capitalisme et dénonce les aspirations annexionnistes des classes dirigeantes de tous les pays. La seconde définit un courant politique fort particulier. La troisième enfin réduit à néant les calomnies stupides de ceux qui nous accusent de prôner la « paix séparée », elle montre que la seule voie qui permette d'en finir avec la guerre est celle de la lutte de classes révolutionnaire pour la conquête du pouvoir.

« *Pravda* » n° 44,
12 mai (29 avril) 1917

Conforme au texte
du journal

5

RÉPLIQUES ÉCHANGÉES LORS DE LA DISCUSSION DE LA RÉSOLUTION SUR LA GUERRE 27 AVRIL (10 MAI)

1

Guelman propose de remplacer « parti opportuniste des social-démocrates mencheviques » par « aile opportuniste du parti ». Sa proposition est motivée par le fait que tous les mencheviks n'adhèrent pas au courant jusqu'auboutiste et que ceux de l'aile gauche ne partagent pas le point de vue de ce courant.

Lénine s'oppose à cet amendement. Il dit que nous parlons de la majorité, de l'ensemble du parti menchevique et que, de ce fait, il n'est pas nécessaire de modifier le texte proposé.

2

Védernikov propose de supprimer les noms de « Tchkhéidzé, Tsérétéli et autres »... La résolution ne perdra rien à cette suppression.

Ovsianikov, quant à lui... propose de ne mentionner ni Tchkhéidzé, ni Tsérétéli, ni le Comité d'organisation.

Lénine s'oppose à ces deux amendements. De toute façon, dit-il, la résolution doit parler soit de Tsérétéli et de Tchkhéidzé, soit du C.O. Si l'on ne veut parler et des uns et de l'autre. Le premier camarade propose de ne pas citer de noms propres et de ne faire mention que du Comité. Mais Lénine demande si le C.O. est suffisamment connu des masses et s'il n'est pas nécessaire de citer nommément Tchkhéidzé et Tsérétéli, que personne n'ignore, si on veut expliquer clairement la situation.

3

Dans la phrase : « des mesures les mettant complètement hors d'état de nuire sur le plan politique », Sokolnikov propose de supprimer le mot « complètement » car on ne peut mettre les capitalistes complètement hors d'état de nuire sur le plan politique que si on ruine leur domination économique.

Lénine s'oppose à la suppression du mot « complètement ». Il propose la rédaction suivante : « des mesures

tendant à ruiner la domination économique des capitalistes et les mettant complètement... ».

*Publié pour la première
fois en 1925 dans l'ouvrage :
« La Conférence de Petrograd-ville
et la Conférence de Russie du P.O.S.D.(b) R.
(Conférence d'avril) 1917 »*

*Conforme au texte
d'un exemplaire
dactylographié
du procès-verbal*

6

PROJET PROVISOIRE DE MODIFICATION DU PROGRAMME DU P.O.S.D.R. 534

A la fin de la partie générale du programme (après les mots : « du point de vue du prolétariat »), il faut ajouter un paragraphe indiquant que :

A l'époque actuelle (en gros cela s'est produit au début du XX^e siècle), le capitalisme est parvenu au stade de l'impérialisme. Les caractéristiques de l'impérialisme (ou époque du capital financier) sont les suivantes : il s'agit d'une économie capitaliste ayant atteint un niveau de développement extrêmement élevé, où les associations monopolistes de capitalistes (syndicats, cartels et trusts) ont acquis une importance décisive, où le capital bancaire, très fortement concentré, a fusionné avec le capital industriel, où les exportations de capitaux en direction des pays étrangers ont pris des proportions gigantesques, où les pays les plus riches se sont déjà partagé territorialement le monde entier et où le partage économique du monde entre les trusts internationaux a d'ores et déjà commencé.

Dans une telle situation, les guerres impérialistes qui ont pour enjeu la domination mondiale, les débouchés pour le capital financier et l'asphyxie des nationalités petites ou faibles, deviennent inévitables. Tels sont bien les caractères de la première grande guerre impérialiste de 1914-1917.

Etant donné le développement extrêmement élevé atteint par le capitalisme mondial, le remplacement de la libre concurrence par le capitalisme monopoliste, la mise au point par les banques et les associations de capitalistes d'un appareil de régulation sociale du processus de pro-

duction et de distribution, étant donné également les horreurs, les ruines, les calamités et la barbarie provoquées par la guerre impérialiste, nous sommes, au stade actuel du développement du capitalisme, dans l'ère de la révolution prolétarienne socialiste.

Cette ère a déjà commencé.

Seule la révolution prolétarienne socialiste est en mesure de sortir l'humanité de l'impasse où l'ont conduite l'impérialisme et les guerres impérialistes. Quels que puissent être les difficultés et les échecs provisoires de la révolution, quels que puissent être les triomphes passagers de la contre-révolution, la victoire finale du prolétariat est inéluctable.

Les conditions objectives étant ce qu'elles sont, ce qui est à l'ordre du jour de l'époque actuelle, c'est donc la préparation directe du prolétariat à la révolution sur tous les plans et sa rupture complète avec toutes les perversions bourgeoises du socialisme qui se sont imposées à la direction des partis social-démocrates officiels sous la forme du social-chauvinisme (socialisme en paroles, chauvinisme en fait : on se sert du mot d'ordre de « défense de la patrie » pour dissimuler le fait que, dans les guerres impérialistes, c'est de la défense des intérêts des capitalistes qu'il s'agit), et sous celle du « centrisme » (courant sans principe et sans force, hésitant perpétuellement entre le social-chauvinisme et la lutte révolutionnaire internationaliste du prolétariat *), à la conquête du pouvoir politique pour mettre en place les mesures politiques et économiques qui réalisent la révolution socialiste.

* *

*

La réalisation de cet objectif, qui exige de la part de la classe ouvrière de tous les pays avancés une confiance sans réserve, la cohésion fraternelle la plus étroite et l'unité immédiate des actions révolutionnaires, n'est pas possible sans une rupture rapide, de principe, avec les perversions

* Le passage allant de « la révolution sur tous les plans et sa rupture... » jusqu'à « ... la lutte révolutionnaire internationaliste du prolétariat » a été biffé dans le manuscrit. (N.R.)

bourgeoises du socialisme, qui l'ont emporté dans les milieux dirigeants de l'écrasante majorité des partis social-démocrates officiels. Cette perversion est représentée, d'une part, par le courant du social-chauvinisme, socialiste en paroles et chauvin dans les faits, qui, sous couleur de la « défense de la patrie », défend les rapines de « sa propre » bourgeoisie nationale, d'autre part, par la tendance non moins large et internationale, dite du « centre », qui préconise l'unité avec les social-chauvins et le maintien, sous une forme identique ou remaniée de la II^e Internationale en pleine faillite, qui hésite entre le social-chauvinisme et la lutte internationaliste révolutionnaire du prolétariat pour l'établissement du régime socialiste.

* *

*

L'expérience des révolutions russes de 1905 et de 1917, qui ont donné naissance aux Soviets des députés ouvriers et à toute une série d'organisations analogues, vient confirmer celle de la Commune de Paris au terme de laquelle il était déjà apparu avec évidence que pour la période de passage au socialisme, le prolétariat a besoin d'un Etat. Mais cet Etat * doit être non pas un Etat de type habituel, mais une organisation de masse directe rassemblant la totalité des ouvriers armés et remplaçant les anciens moyens de gouvernement que sont l'armée permanente, la police et la bureaucratie. L'une des tâches essentielles du parti prolétarien est d'expliquer au prolétariat les objectifs d'un tel Etat qui permet, d'une part, de consolider les conquêtes de la révolution et, d'autre part, de passer au socialisme de la façon la plus pacifique et la plus méthodique possible. Cette tâche doit être menée de pair avec la lutte contre

* Dans le manuscrit, le texte est biffé depuis « l'expérience des révolutions russes », jusqu'à « Mais cet Etat ». La fin du paragraphe qui se trouvait sur une autre page n'a pas été biffée. A la suite, on trouve la note suivante, écrite par un inconnu : « Ajouter la formation d'un appareil de réglementation de la production par les trusts et la concentration des banques » (voir l'ajout de Lénine au « Projet de modification des parties théorique, politique et de quelques autres parties du programme », Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 471-472. — N.R.)

les représentants de la II^e Internationale en faillite (1889-1914) qui, dans le problème de la dictature du prolétariat, ont perverti le marxisme et trahi le socialisme.

Le capitalisme monopoliste qui, depuis le début de la guerre, se transforme dans toute une série de pays avancés en capitalisme monopoliste d'Etat, et ce à une cadence extraordinairement rapide, entraîne une gigantesque socialisation de la production et crée, de ce fait, toutes les conditions objectives nécessaires à l'installation d'une société socialiste *.

* *

*

Supprimer tout le début du programme minimum (à partir des mots : « Marchant vers », jusqu'au paragraphe 1^{er} et y substituer le texte suivant :

Au cours des événements que traverse la Russie, alors que le Gouvernement provisoire, qui appartient à la classe terrienne et bourgeoise et jouit de la confiance, forcément instable, des larges masses de la population petite-bourgeoise, s'est engagé à convoquer l'Assemblée constituante, le parti du prolétariat a pour devoir immédiat de lutter pour une organisation de l'Etat susceptible d'assurer au mieux aussi bien le développement économique et la sauvegarde des droits du peuple en général que, plus particulièrement, la possibilité d'une transition aussi indolore que possible au socialisme.

La lutte que le parti livre et qu'il aide les masses populaires à engager sans retard pour une république démocratique, implique tout d'abord l'exercice spontané des libertés à la base par les masses. Le but poursuivi ne doit en aucun cas être la création d'une république parlementaire bourgeoise. Une telle république, en effet, donne aux capitalistes tous les moyens d'exercer leur domination et, du fait même qu'elle conserve les vieux organismes d'oppression des masses, à savoir la police, l'armée permanente et la bureaucratie, elle n'exclut nullement, bien au contraire, l'emploi de la violence contre le peuple. Ce qu'il faut, par conséquent, c'est une république prolétarienne

* Dans le manuscrit, tout ce paragraphe est biffé. (N.R.)

paysanne plus démocratique, où le maintien de ces organes d'oppression soit impossible, inadmissible et où le pouvoir d'Etat appartienne directement aux ouvriers et aux paysans tous armés.

§ 1 — La totalité du pouvoir suprême dans l'Etat doit appartenir aux représentants du peuple, élus par le peuple, révocables par lui à tout moment et formant une seule assemblée nationale, une chambre unique.

§ 2 — ajouter :

représentation proportionnelle dans toutes les élections, révocabilité, à tout moment, de tous les délégués et de tous les élus sans exception, sur décision de la majorité de leurs électeurs.

§ 3 — ajouter :

suppression de toute surveillance et de tout contrôle des décisions et des actions des organes de gestion autonome, régionaux ou locaux, par le pouvoir central.

§ 9 — à modifier comme suit :

le droit de se séparer librement et de se constituer en Etats indépendants est reconnu à toutes les nations faisant partie de l'Etat. La république du peuple russe doit attirer à elle les autres peuples ou nationalités non par la violence, mais exclusivement par le libre consentement à la création d'un Etat commun. L'unité et l'alliance fraternelle des ouvriers de tous les pays ne s'accommodent pas d'une contrainte directe ou indirecte exercée sur d'autres nationalités.

§ 11 — à modifier comme suit :

élection par le peuple des juges, des fonctionnaires civils et des chefs militaires. Leur révocabilité à tout moment sur décision de la majorité de leurs électeurs. Aucun fonctionnaire ne doit avoir un traitement supérieur à celui d'un bon ouvrier (de 300 à 500 roubles selon l'importance et les ressources de la famille). Interdiction absolue pour un fonctionnaire d'avoir d'autres sources de revenu que son traitement.

§ 12 — à modifier comme suit :

substitution de l'armement général du peuple à la police et à l'armée permanente ; les ouvriers et les employés recevant des capitalistes leur salaire habituel pour le temps consacré au service civique dans la milice populaire.

* * *

Le § 14 de la partie politique, le § 5 et autres de la partie économique ainsi que *l'ensemble de la partie économique* doivent être revus séparément par des commissions composées de syndicalistes et de pédagogues.

Après l'article du programme traitant des finances (à la suite des mots : « sur les revenus et les héritages »), intercaler :

Le degré élevé de développement déjà atteint par le capitalisme dans la banque et les branches cartellisées de l'industrie d'une part, et, d'autre part, le chaos économique résultant de la guerre impérialiste et qui suscite partout la revendication du contrôle par l'Etat et par la société de la production et de la répartition des produits les plus importants, déterminent le parti à exiger la nationalisation des banques, des syndicats de production (trusts), etc.

* * *

Le programme agraire doit être remplacé par la résolution sur la question agraire (voir le texte) * ou remanié conformément à cette résolution *.

* * *

Supprimer entièrement toute la fin du programme, c'est-à-dire les deux derniers alinéas, depuis les mots : « dans la poursuite » jusqu'à la fin.

POUR LE PROGRAMME VARIANTE AMÉLIORÉE **

Le parti du prolétariat ne saurait se contenter d'une de ces républiques parlementaires démocratiques bourgeoises qui maintiennent partout dans le monde, en s'efforçant

* Voir la « Résolution sur la question agraire » (Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 292-295) et « Texte pour la révision du programme du parti » (*idem*, p. 466). (N.R.)

** Cette variante a été incluse dans le « Projet de modification des parties théorique, politique et de quelques autres parties du programme » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 475-476). (N.R.)

de les perpétuer, les instruments monarchiques d'oppression des masses que sont la police, l'armée permanente, un corps privilégié de fonctionnaires.

Le parti lutte pour une république plus démocratique, prolétarienne et paysanne, où la police et l'armée permanente, complètement bannies, seront remplacées par l'armement général du peuple, par une milice à laquelle appartiendront tous les citoyens, où tous les fonctionnaires sans exception seront non seulement élus, mais aussi révocables à tout moment sur la demande de la majorité des électeurs, où le traitement de tous les fonctionnaires sans exception ne dépassera pas le salaire moyen d'un bon ouvrier, où les institutions parlementaires représentatives seront peu à peu remplacées par des Soviets de représentants du peuple (élus par les différentes classes et professions, ou encore par localités) qui feront les lois et en assureront eux-mêmes l'exécution.

Rédigé le 28 avril (11 mai) 1917

au plus tard.

Publié pour la première fois en 1933 dans
le Recueil Lénine XXI

Conforme au manuscrit

7

RAPPORT SUR LA QUESTION DE RÉVISION DU PROGRAMME DU PARTI 28 AVRIL (11 MAI)

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

La commission a proposé une résolution indiquant que le programme du Parti devait être modifié *dans le sens suivant* : 1) Appréciation de l'impérialisme, du point de vue de l'approche de la révolution sociale ; 2) rectification des paragraphes concernant l'Etat : un Etat sans armée permanente, police, corps privilégié de fonctionnaires ; 3) élimination des parties vieilles du programme politique (sur le tsarisme, etc.) ; 4) remaniement du programme minimum ; 5) remaniement de la partie économique vieillie du programme minimum ; ainsi que des points se rapportant à l'instruction publique ; 6-7) inscription au programme

des revendications qui découlent des modifications de la structure de la société capitaliste (nationalisation des branches d'industrie cartellisées, etc.) ; 8) adjonction d'une définition des courants du socialisme contemporain.

« Pravda » n° 46,
13 mai (30 avril) 1917

Conforme au texte
du journal

8

RAPPORT SUR LA QUESTION AGRAIRE 28 AVRIL (11 MAI)

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine a indiqué que la principale cause du maintien des rapports d'asservissement féodaux dans les campagnes était la grosse propriété foncière et l'in vraisemblable système des enclaves résultant des interventions désordonnées que la propriété paysanne a toujours dû subir, d'abord de la part des intendants, puis, à partir de 1861, de la part des arbitres de paix, puis enfin de la part des fonctionnaires stolypiniens ⁵³⁵.

De ce fait, rien de plus normal que l'aspiration des paysans (aspiration qu'ils expriment en disant que « toute la terre est à Dieu ») à un « décroïsonnement », à une nouvelle répartition *de la totalité* des terres. Le paysan propriétaire ne peut s'accommoder d'entraves que les nouvelles conditions capitalistes d'échange ont rendues insupportables. On en voit la preuve dans le projet des 104 députés paysans à la I^{re} et II^e Douma ⁵³⁶.

De l'aveu des socialistes-révolutionnaires eux-mêmes, c'est l'« idéologie du petit exploitant » qui, dans ce projet, prime sur le « principe égalitaire ». Le paysan a besoin d'être propriétaire, mais il veut que la terre soit répartie conformément aux exigences nouvelles de l'économie marchande. Quand certains paysans ont l'air de prôner le principe de la jouissance égalitaire du sol, ils conçoivent ce principe de toute autre façon que les intellectuels socialistes-révolutionnaires. Si on examine le bilan statistique de la répartition de la grosse propriété foncière et de la propriété paysanne, on s'aperçoit, en effet, qu'en Russie,

un gros propriétaire dispose, à lui seul, d'autant de terre que 300 familles paysannes, soit 2 000 déciatines. Il est donc clair que lorsque les paysans réclament le « nivellement », cela veut dire qu'ils veulent qu'on accorde aux 300 familles des droits égaux à ceux du gros propriétaire.

La nécessité de la nationalisation de la terre, en tant que mesure entièrement bourgeoise et hautement progressiste, est préparée par tout le développement antérieur de l'agriculture russe et du marché mondial. La guerre a aggravé toutes les contradictions, et le passage rapide de la terre aux mains des paysans est une nécessité impérieuse dictée par les difficultés résultant de la guerre. En proposant aux paysans d'attendre l'Assemblée constituante (alors que c'est maintenant qu'il faut procéder aux semailles), les Chingarev et C^o aggravent la crise et risquent de transformer la disette actuelle en véritable famine. Alors que la crise avance à pas de géant et que, de ce fait, il est impossible d'attendre qu'on ait sanctionné le transfert de propriété du sol, ils veulent imposer par la force une solution bureaucratique bourgeoise aux paysans. Ces derniers ont déjà pris d'eux-mêmes des initiatives révolutionnaires. Dans la province de Penza, par exemple, ils s'emparent du cheptel mort et vif des gros propriétaires fonciers et ils en font un bien collectif. *Pour augmenter la production*, les paysans doivent s'emparer de la terre et du matériel de façon organisée, et il va de soi que cette façon est la seule qui soit prônée par notre parti. Tout dégât causé au matériel nuit avant tout aux paysans eux-mêmes et aux ouvriers.

D'autre part, nous sommes pour qu'il y ait une organisation spéciale des ouvriers agricoles.

« Pravda » n° 46
13 mai (30 avril) 1917

Conforme au texte
du journal

9

RÉPLIQUE LORS DE LA DISCUSSION DE LA RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE 28 AVRIL (11 MAI)

Soloviev estime que l'essentiel, à savoir le fait que notre parti exige la nationalisation de la terre, doit être placé en tête de la résolution.

Cet amendement n'a pas une importance capitale. Si j'ai placé la nationalisation au point 3, c'est parce que la première place revient à l'initiative et à l'action révolutionnaire, alors que la nationalisation est une loi exprimant la volonté du peuple. En conséquence, je m'oppose à cet amendement.

*Publié pour la première fois
en 1925 dans l'ouvrage : « La Conférence de
Petrograd-ville et la Septième Conférence
de Russie du P.O.S.D.(b) R.
(Conférence d'avril) 1917 »*

*Conforme au texte
d'un exemplaire
dactylographié
du procès-verbal*

10

DISCOURS SUR LA QUESTION NATIONALE 29 AVRIL (12 MAI)

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine rappelle qu'en 1903, c'est-à-dire à un moment où le problème du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ne se posait pas dans une perspective de révolution socialiste, les social-démocrates polonais se sont opposés à ce droit. Cette position particulière est due au fait, qu'en Pologne, les social-démocrates se trouvent dans une situation spéciale ; le joug tsariste alimentait les passions nationalistes de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie polonaise, et les social-démocrates ont dû mener une lutte acharnée contre les « socialistes » (du P.S.P.) qui étaient prêts à participer à une guerre européenne pour la libération de la Pologne. A ce moment-là, les social-démocrates polonais ont donc été les seuls à prôner la solidarité prolétarienne et l'idée d'un rapprochement des ouvriers polonais et des ouvriers russes. Ceci étant, la tentative qu'ils ont faite pour imposer aux socialistes des pays oppresseurs l'idée qu'il fallait nier le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, était et reste absolument erronée. En cas de succès, en effet, elle ne pouvait aboutir qu'au ralliement des social-démocrates russes au chauvinisme. S'ils nient le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, les socialistes des pays oppres-

seurs deviennent des chauvins et soutiennent leur propre bourgeoisie. Les socialistes russes doivent lutter pour que *le droit de séparation* soit reconnu aux nations opprimées, les socialistes de ces nations doivent combattre en faveur de la liberté d'association et par des voies qui, au point de vue formel, peuvent paraître différentes (mais qui en fait sont identiques), les uns comme les autres doivent viser un seul et même but, à savoir : l'organisation internationale du prolétariat. Ceux qui disent que dans le cadre de l'ordre bourgeois, le problème national est résolu, oublient que cela n'est vrai qu'en Europe occidentale (et encore pas partout) où, du point de vue ethnique, les pays sont « purs » à 90 %, mais que cela ne l'est nullement en Europe orientale où le taux de « pureté » de la population ne dépasse pas 43 %. L'exemple de la Finlande nous apporte la preuve que la question est posée à l'ordre du jour de façon pratique et qu'il faut choisir entre le soutien à la bourgeoisie impérialiste et le devoir de solidarité internationale qui ne tolère pas que la moindre violence soit faite à la volonté des nations opprimées. En proposant aux social-démocrates finlandais d'« attendre » l'Assemblée constituante et de résoudre le problème de l'autonomie *en collaborant* avec elle, les mencheviks agissent en fait dans l'esprit des impérialistes russes.

« Pravda » n° 46, 15 (2) mai 1917

Conforme au texte
du journal

11

DISCOURS SUR LA SITUATION DANS L'INTERNATIONALE ET LES TÂCHES DU P.O.S.D.(b)R. 29 AVRIL (12 MAI)

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine a proposé d'adopter une déclaration indiquant que le P.O.S.D.R. ne continue à adhérer au bloc de Zimmerwald qu'à des fins informatives et qu'en fait, il est *d'ores et déjà* en train de quitter ce bloc. L'expérience a en effet prouvé qu'il était inutile de continuer

à en faire partie plus longtemps. Dans de nombreux pays, Zimmerwald sert de paravent aux social-chauvins et est devenu un frein qui entrave la marche en avant.

« Pravda » n° 46, 15 (2) mai 1917

*Conforme au texte
du journal*

12

RÉPLIQUES ÉCHANGÉES LORS DE LA DISCUSSION DE LA RÉOLUTION SUR LA SITUATION ACTUELLE 29 AVRIL (12 MAI)

1

Question posée de la salle par un délégué : A propos du contrôle des cartels et des banques : s'agit-il de mesures recommandées uniquement à l'échelle de l'Etat tout entier ou cela englobe-t-il également des mesures comme le contrôle des entreprises privées, etc. ?

En effet, il n'en est pas question ici car cette pratique vivante est traitée dans une autre résolution, dans une perspective plus adéquate *. La résolution que nous sommes en train de discuter porte sur un autre thème : la réalisation de mesures nous rapprochant du socialisme.

2

Soloviev propose d'indiquer en quelques mots quelles sont les caractéristiques de l'Etat de cette période transitoire : un tel préambule est essentiel car il permet de définir le sens général des travaux des Soviets des députés ouvriers et soldats...

Lénine s'oppose à l'amendement du camarade Soloviev.

Toutes les résolutions particulières contiennent des définitions concrètes. Les Soviets des députés ouvriers et soldats peuvent agir sans police puisqu'ils englobent les soldats en armes. Les Soviets des députés ouvriers et soldats sont des institutions qui peuvent remplacer l'ancienne bureaucratie.

L'ancien programme agraire, quant à lui, s'il n'a pas réussi à ... ** dit néanmoins que « le parti exige une répu-

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 297-298. (N.R.)

** Un mot illisible. (N.R.)

blique prolétarienne paysanne sans police, ni armée permanente, ni bureaucratie ». On voit donc que la conférence a virtuellement résolu ce problème * et que maintenant, tout n'est plus qu'une question de formulation.

*Publié pour la première fois en 1925
dans l'ouvrage « La Conférence
de Petrograd-ville et la Septième
Conférence de Russie du P.O.S.D.(b) R.
(Conférence d'avril) 1917 »*

*Conforme au texte
d'un exemplaire
manuscrit
du procès-verbal*

PLAN D'UNE INTERVENTION PRONONCÉE LORS D'UN MEETING (LE LIEU DE CE MEETING EST INCONNU)

La révolution engagée par les ouvriers de Petrograd. Bien loin de s'être arrêtée, elle ne fait que commencer. Petrograd a réveillé la Russie. Il l'a libérée. Telle est la grande œuvre de ses ouvriers.

Le Soviet des députés ouvriers et soldats ne va pas tarder à s'emparer du pouvoir et à nous délivrer de la guerre et de la domination du capital !

L'œuvre commencée par les ouvriers de Petrograd sera continuée par les fraternisations de soldats sur le front. Union fraternelle des ouvriers de tous les pays.

Union révolutionnaire.

Vive la révolution russe !

Vive la révolution socialiste mondiale !

25 avril 1917 **

N. Lénine

*Publié pour la première fois
en 1933 dans le Recueil
Lénine XXI*

*Conforme à un texte
écrit par un inconnu,
puis revu et complété
par Lénine*

UN MENSONGE TROP GROSSIER

La très sage *Rabotchaïa Gazéta* n'hésite pas à affirmer à ses lecteurs que Lénine et Plékhanov sont alliés puisqu'ils sont l'un comme l'autre opposés à la conférence des social-

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, p. 282. (N.R.)

** Les deux dernières phrases, la date et la signature sont de la main de Lénine. (N.R.)

chauvins à Stockholm. Comme on pouvait s'y attendre, ce journal ne mentionne aucun de nos arguments de fond et se garde bien de dire que cette conférence n'est qu'un *paravent* utilisé par les diplomates capitalistes. Il préfère s'en tenir à des vociférations.

Lamentable procédé !

Un marxiste est tenu de dire la vérité au peuple. Il est tenu de dénoncer les manœuvres des diplomates qui agissent *par l'entremise* des social-chauvins.

Jamais un marxiste ne se permettrait de garder le silence, comme le fait la *Rabotchaïa Gazéta*, sur les motifs du refus des social-chauvins de France. Ce refus, en effet, *signifie* tout simplement que la bourgeoisie anglo-française, ainsi que la bourgeoisie russe, veulent continuer la guerre jusqu'à l'écrasement complet de l'Allemagne.

« Pravda » n° 43,
11 mai (28 avril) 1917

Conforme au texte
du journal

AUTOBIOGRAPHIE INACHEVÉE 537

Camarades ! Le Soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats m'a transmis votre lettre du 24 avril 1917. Dans cette lettre, vous me demandez « quelle est mon origine, quels ont été mes lieux de résidence, si j'ai été déporté et pourquoi, comment je suis rentré en Russie, quelle est actuellement mon activité et enfin, si cette activité vous est utile ou nuisible ».

Je répondrai à toutes vos questions sauf à la dernière car vous seuls êtes en mesure de décider si mon activité actuelle est utile ou non.

Je m'appelle Vladimir Ilitch Oulianov.

Je suis né à Simbirsk, le 10 avril 1870. Au printemps 1887, mon frère aîné Alexandre a été condamné à mort et exécuté pour avoir participé à un attentat contre le tsar Alexandre III (1^{er} mars 1887). En décembre 1887, j'ai été arrêté pour la première fois et exclu de l'Université de Kazan à l'occasion de troubles parmi les étudiants. Par la suite, j'ai été expulsé de Kazan.

En décembre 1895, j'ai été arrêté une seconde fois pour avoir fait de la propagande sociale-démocrate parmi les ouvriers de Pétersbourg... *

Rédigé le 4 (17) mai 1917 au plus tôt.

*Publié pour la première
fois le 16 avril 1917 dans le n° 86
de la « Pravda »*

Conforme au manuscrit

RAPPORT SUR LE BILAN DE LA VII^e CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.(b)R. (CONFÉRENCE D'AVRIL) À UNE RÉUNION DE L'ORGANISATION DE PETROGRAD 8 (21) MAI 1917 ⁵³⁸

Le camarade Lénine a commencé par attirer l'attention sur le caractère particulier, extraordinaire de l'époque où s'est tenue notre conférence. A l'heure actuelle, en effet, la Russie est en révolution et une guerre sans précédent fait rage dans le monde entier.

De ce fait, il est impossible de comprendre les décisions de la conférence si on n'a pas compris au préalable ce qu'est la guerre dans laquelle nous sommes engagés et qui nous y a engagés, ce qu'est la révolution que nous avons faite et ce qu'est celle qui nous attend.

Ce ne sont ni les ouvriers ni les paysans qui ont commencé la guerre. Elle n'a été provoquée ni par les ouvriers et les paysans de Russie ni par ceux d'Allemagne, ni par ceux de France, ni par ceux d'Italie, ni par ceux de Belgique, ni par ceux d'Angleterre. Ceux qui ont déclenché la guerre et qui la continuent, ce sont les capitalistes du monde entier : les capitalistes anglais et leurs amis les capitalistes français, russes et italiens d'une part, les capitalistes allemands et leurs amis autrichiens d'autre part.

Pourquoi font-ils cette guerre ?

Est-ce pour la libération des ouvriers et des paysans, pour la défense de leurs intérêts ? En aucune façon.

* Le manuscrit s'interrompt ici. (N.R.)

L'objectif de cette guerre que les capitalistes nous disent vouloir continuer « jusqu'à la victoire » est le pillage, le dépeçage des territoires étrangers.

Des traités secrets de brigandages ont été conclus entre le tsar Nicolas, qui est un bandit absolument analogue à Guillaume, et les capitalistes anglais et français. Ces traités, on se garde bien de les publier car si le peuple en prenait connaissance, il comprendrait la supercherie dont il est victime et la guerre serait bientôt terminée. Cela explique que, dans notre résolution, nous disions de façon aussi explicite que cette guerre est une guerre de pillage, une guerre *impérialiste*.

Comment en finir avec cette boucherie dont le monde entier est victime ? Peut-on en finir en se retirant unilatéralement du conflit ?

Non, cela est impossible. Cela est impossible parce que le conflit met aux prises non pas deux mais plusieurs Etats, et parce que les capitalistes ne peuvent faire qu'une paix provisoire qu'ils emploieraient à préparer une nouvelle guerre. Ni les ouvriers, ni les paysans, qu'ils soient russes, allemands ou français ne veulent d'une telle paix.

Qui donc est capable de mettre fin à la guerre ?

Seuls les ouvriers et les paysans, et pas seulement ceux de Russie, mais ceux du monde entier, en sont capables. Dans le monde entier, en effet, les ouvriers et les paysans ont des intérêts identiques, à savoir la lutte contre les capitalistes et les gros propriétaires fonciers. Ils sont donc les seuls à pouvoir terminer la guerre. Mais pour cela, il faut qu'ils soient unis. C'est pourquoi les bolcheviks sont opposés à la paix séparée, c'est-à-dire à une paix qui ne concernerait que l'Allemagne et la Russie. La paix séparée est une stupidité, car elle ne résoudrait pas la question fondamentale, qui est celle de la lutte contre les capitalistes et les gros propriétaires fonciers.

Comment les ouvriers et les paysans du monde entier peuvent-ils s'unir ? Il est clair que la guerre gêne la réalisation de cette union.

La révolution russe a renversé l'autocratie et donné au peuple russe une liberté extraordinaire : actuellement, aucun peuple du monde ne jouit d'une telle liberté. Mais cette révolution a-t-elle résolu le problème fondamental de

la vie russe, à savoir la question agraire ? Non ; jusqu'à présent, en effet, la terre est toujours entre les mains des gros propriétaires fonciers. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce qu'après avoir renversé le tsar, le peuple a donné le pouvoir non seulement à ses élus ouvriers et paysans, à savoir aux Soviets de députés ouvriers et soldats, mais aussi au Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire est composé de capitalistes, de gros propriétaires fonciers et de gens qui, sincèrement ou hypocritement, proclament qu'on ne peut sauver la Russie qu'en s'unissant aux gros propriétaires fonciers.

Ces gros propriétaires, il va de soi qu'ils ne veulent pas donner la terre aux paysans, pas plus que les capitalistes ne veulent renoncer aux profits que leur rapportent la guerre et le pillage des territoires étrangers.

C'est pourquoi les bolcheviks ne soutiennent pas le Gouvernement provisoire et conseillent aux socialistes de ne pas entrer au ministère.

Les socialistes qui sont ministres ne pourront que couvrir de leur nom les pillages et les conquêtes. D'ailleurs, c'est déjà ce qui se passe. Ils sont entrés au gouvernement et ils ont dit avec les capitalistes que la guerre n'était pas seulement défensive mais aussi offensive et que la terre serait remise aux paysans non pas maintenant mais seulement après la convocation de l'Assemblée constituante.

C'est la raison pour laquelle nous sommes opposés au Gouvernement provisoire. *Notre* gouvernement, le seul que nous reconnaissons, c'est le Soviet des députés ouvriers et soldats. Il n'y a pas de meilleur gouvernement, le peuple n'en a pas constitué et il n'est pas question d'en imaginer un meilleur.

Pourquoi notre gouvernement a-t-il décidé d'apporter son soutien au Gouvernement provisoire et ce, en dépit du fait que ce dernier est composé de capitalistes, de gros propriétaires fonciers et de socialistes qui refusent de donner la terre au peuple et qui prônent l'offensive ? Parce qu'à l'heure actuelle, il y a au Soviet des députés ouvriers et soldats une majorité de soldats paysans qui ne comprennent pas quels sont les objectifs *réels* des partis.

De ce fait, notre tâche est d'expliquer patiemment aux ouvriers et aux paysans qu'on ne pourra mettre fin à la

guerre, que la terre ne pourra être remise aux paysans et que les capitalistes ne pourront être réellement combattus, non pas en paroles mais en pratique, que lorsque l'ensemble du peuple aura compris, non pas de façon livresque, mais à partir de sa propre expérience, que seul un pouvoir appartenant entièrement aux ouvriers et aux paysans, seul le pouvoir des Soviets des députés ouvriers, paysans et soldats peut engager une lutte résolue en faveur de la paix, de la terre et du socialisme.

On ne passe pas par-dessus la tête du peuple. Seuls des rêveurs et des conspirateurs ont pu penser qu'une minorité pouvait imposer sa volonté au peuple. Cette idée qui est celle du révolutionnaire français Blanqui est erronée. Quand la majorité du peuple ne veut pas s'emparer du pouvoir parce qu'elle n'en comprend pas encore la nécessité, la minorité, si intelligente et si révolutionnaire soit-elle, est incapable de la forcer à le faire.

Tel est le principe qui guide notre action.

Nous autres, bolcheviks, nous devons expliquer patiemment mais fermement nos positions aux ouvriers et aux paysans. Chacun d'entre nous doit oublier notre ancienne façon de concevoir notre travail. Tous nos camarades doivent se transformer en agitateurs, en propagandistes, en organisateurs du parti, sans attendre que des propagandistes plus savants viennent tout leur expliquer.

C'est là la seule façon d'amener le peuple à comprendre nos idées, à tirer la leçon de son expérience et à s'emparer réellement du pouvoir.

*Publié pour la première fois
en 1927 dans le tome I des
« Cahiers de l'Institut Lénine »*

*Conforme au texte
des « Cahiers »*

PLAN D'UNE RÉOLUTION SUR LES MESURES À PRENDRE POUR LUTTER CONTRE LA RUINE DE L'ÉCONOMIE

1. La faillite est imminente.
2. *La solution* bourgeoise et *la solution* bureaucratique sont impossibles.
3. Le contrôle ouvrier doit être, en premier lieu, vraiment

ouvrier (les ouvriers doivent disposer des $\frac{3}{4}$ des voix *délibératives*)

4. Le contrôle ouvrier doit tendre à la *régulation*.
5. Le contrôle ouvrier doit être étendu à toutes les opérations financières, à tout ce qui touche les finances.
6. Si on veut éviter la faillite, il faut *commencer* par exproprier le grand et le très grand capital. L'expropriation doit être la *première* des mesures révolutionnaires.
7. Après avoir pris cette première mesure révolutionnaire, il faut organiser le service du travail obligatoire pour tous *par l'intermédiaire de la milice ouvrière*... (service gratuit des ouvriers dans la milice en sus des 8 heures de travail).
8. Renforcer en main-d'œuvre la production du charbon, des matières premières et les transports...

+ 6 *bis*. Organiser l'échange du blé contre des outils, des chaussures, des vêtements...

+ 9. Transférer la main-d'œuvre de la production des bombes à celle des denrées utiles.

+ Economiser les forces...

+ Le service du travail obligatoire pour tous doit faire en sorte que les forces et le travail soient économisés au maximum et de la façon la plus stricte possible.

Rédigé avant le 25 mai (7 juin) 1917.

Publié pour la première fois
en 1926 dans le Recueil Lénine IV

Conforme au manuscrit

ADDITIF À L'ARTICLE DE N. KROUPSKAÏA « UNE PAGE DE L'HISTOIRE DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE » ⁵³⁹

Mardi 9 mai, plus de 200 émigrés sont arrivés de Suisse après avoir traversé l'Allemagne. Parmi ces émigrés

se trouvaient le dirigeant menchevique Martov, le dirigeant socialiste-révolutionnaire Natanson et plusieurs autres personnalités. Ce voyage prouve une fois de plus que lorsqu'on veut rentrer de Suisse en Russie, il n'y a pas d'autre moyen sûr que de passer par l'Allemagne. A ce sujet, rappelons que dans le numéro 32 des *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd* daté du 5 avril, Lénine et Zinoviev ont publié un rapport sur leur voyage à travers l'Allemagne et donné les noms des socialistes de deux pays neutres (la Suisse et la Suède) qui ont attesté que ce voyage était la seule solution possible et qu'il n'y avait pas eu le moindre contact répréhensible entre ceux qui y ont participé et le gouvernement allemand.

« *Soldatskaïa Pravda* » n° 21,
26 (13) mai 1917

Conforme au manuscrit

**MISE AU POINT EFFECTUÉE
LORS D'UNE REUNION DU COMITÉ
DE PETERSBOURG DU P.O.S.D.(b)R.
À PROPOS DE LA COMMISSION
QUI ÉTAIT ATTACHÉE AU JOURNAL
VPÉRIOD
30 MAI (12 JUIN) 1917**

Le camarade Tomski a affirmé à plusieurs reprises que la commission de la presse composée d'ouvriers, que nous avons constituée en 1906, avait complètement échoué. Je déclare que cette affirmation est contraire aux faits et que la commission en question, qui était attachée au journal *Vpériod*⁵⁴⁰ (et dirigée par A. A. Bogdanov et d'autres personnalités), a effectué un travail dont personne ne peut contester l'utilité.

Publié pour la première fois
en 1927 dans l'ouvrage « Le premier
comité légal des bolcheviks
de Pétersbourg en 1917 »

Conforme au texte
d'un exemplaire
dactylographié
du procès-verbal

**DISCOURS A LA RÉUNION
DU GROUPE BOLCHEVIQUE
AU I^{er} CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS
OUVRIERS ET SOLDATS DE RUSSIE
31 MAI (13 JUIN) 1917**

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Au nom du Comité central, Lénine salue tous les social-démocrates internationalistes, sans distinction de fraction.

Il passe ensuite à la question de savoir comment on peut en finir avec la guerre européenne. Il s'avère qu'il n'envisage pas la solution de la crise européenne avec le même optimisme que A. Lounatcharski ⁵⁴¹. La formule « sans annexions », dit-il, ne signifie nullement que nous soyons favorables à un retour de l'Europe au *statu quo ante* *. Dans les annexions en effet, nous incluons les conquêtes qui datent d'avant-guerre. Pour nous, cette formule implique donc que l'on donne aux peuples toute liberté de se séparer de certains Etats et de s'associer à d'autres. Mais il est clair que sans la révolution socialiste, cela est irréalisable. De ce fait, il n'y a pas d'autre issue à la guerre que la révolution mondiale.

Lénine passe ensuite à la question de la fraternisation. La fraternisation spontanée ne résoudra pas le problème de la paix mais nous la plaçons au premier plan du travail révolutionnaire. Il est certes vrai que les fraternisations à elles seules ne suffiront pas à amener la paix, mais on peut en dire autant de toute démarche : tant qu'elle n'aura pas abouti à la révolution, les problèmes ne seront pas résolus. Qu'est-ce qu'une grève, une manifestation ? Ce n'est qu'un maillon de la chaîne du combat révolutionnaire. On nous dit que la fraternisation a provoqué une aggravation de la situation sur les autres fronts. Cela est faux. Elle a créé un armistice de fait sur notre front et entraîné quelques petits changements sur le front occidental. Mais au profit de qui ? De l'Angleterre et de la France. En Asie par con-

* Ici un retour à la situation d'avant la guerre. (N.R.)

tre, l'Angleterre a remporté un grand succès puisqu'elle a croqué Bagdad. Si sur notre front les hostilités ont cessé, c'est grâce à la fraternisation révolutionnaire à laquelle Kérenski est en train de faire la guerre et contre laquelle une offensive a été lancée avec l'accord des mencheviks.

Nous devons faire en sorte que la fraternisation devienne consciente, qu'elle se transforme en échange d'idées, qu'elle gagne les autres fronts et qu'elle porte la révolution de l'autre côté des tranchées.

A propos des problèmes de la réglementation de l'industrie, l'orateur déclare que depuis le 28 février, le gouvernement n'a absolument rien fait pour réduire les profits des capitalistes. Certes, nous avons pu lire il y a quelques jours qu'on était en train de créer, sous la direction de Skobélev, une commission comprenant plusieurs ministres pour la mise au point des mesures de contrôle. Mais de telles commissions existaient déjà du temps du tsar et tout cela n'est qu'une supercherie. Lénine déclare ensuite qu'il faut s'emparer sans tarder des terres des gros propriétaires fonciers et il termine son discours en indiquant que les Soviets des députés ouvriers et soldats doivent recevoir tout le pouvoir ou périr d'une mort sans gloire.

De tous les coins de la salle, des questions sont posées par écrit à l'orateur. Les billets contenant ces questions sont bientôt au nombre de vingt. Le premier d'entre eux pose la question de savoir si les compagnies de renfort doivent monter au front. En réponse à cette question, Lénine déclare que tant qu'il y avait le pouvoir tsariste, notre devoir était d'aller à l'armée et d'y effectuer notre travail. Liebknecht a porté l'uniforme pour faire de l'agitation contre la guerre. Il serait naïf de penser qu'on pourra mettre fin à la guerre par des actes anarchiques individuels.

**PROJET DE RÉSOLUTION
POUR LA RÉUNION TENUE EN COMMUN
PAR LES REPRÉSENTANTS DES COMITÉS
D'ARRONDISSEMENTS ET DES UNITÉS
DE PETROGRAD ET LES REPRÉSENTANTS
DU COMITÉ CENTRAL ET DU COMITÉ
DE PÉTERSBOURG
10 (23) JUIN 1917**

Le congrès des Soviets, d'autres organisations, ainsi que le Comité central, ont pris la décision de respecter l'interdiction d'organiser des manifestations pendant trois jours. Après avoir pris connaissance de ces décisions qui ont été publiées aujourd'hui dans les *Izvestia du Soviet de Petrograd*, pour celle du congrès, et dans la *Pravda* pour celle du Comité central et examiné la situation,

la réunion décide :

Etant donné que dans leur appel le Congrès des Soviets et le Comité exécutif du Soviet des députés paysans de Russie nous déclarent avec franchise :

« Nous savons que des contre-révolutionnaires camouflés ont l'intention d'exploiter votre manifestation »,

— nous devons reconnaître que nous avons sous-estimé la contre-révolution car nous n'étions pas encore au courant du danger que signale le Congrès ;

— que, de ce fait, le problème de la lutte contre la contre-révolution se pose avec encore plus d'acuité que nous le pensions ;

— que la décision du Comité central de respecter l'interdiction formelle des manifestations pendant trois jours est juste ;

— qu'il faut... *

*Rédigé le 10 (23) juin 1917.
Publié pour la première fois en 1969
dans le Recueil Lénine XXXVI*

Conforme au manuscrit

* Le manuscrit s'interrompt ici. (N.R.)

À PROPOS DE L'AFFAIRE GRIMM

On nous demande ce que nous voulons dire exactement quand nous proclamons que la conduite de Grimm est « équivoque ». Pour les lecteurs qui n'ont pas pu se procurer le numéro de la *Volia Naroda*⁵⁴² que nous citons, indiquons que dans le procès-verbal que nous avons signé (et que nous publierions volontiers dans la *Pravda* si nous disposions de suffisamment de place), il n'est question que de l'attitude de Grimm à l'égard d'*Hoffmann* qui est un ministre bourgeois d'un même pays (à savoir la Suisse) qui, comme on le sait, est un pays neutre.

« *Pravda* » n° 75, 20 (7) juin 1917

Conforme au texte
du journal

INFAMIE !

Voici une perle tirée de l'éditorial d'aujourd'hui de Monsieur Stan. Volski, de la *Novaïa Jizn*⁵⁴³ :

« ... Si le socialisme dénie aux grands pays le droit d'opprimer les petites nationalités, il n'a jamais prôné l'oppression des grandes nations par les petites. Or, c'est précisément à une telle violation de la volonté de la démocratie russe, à la négation du travail démocratique révolutionnaire commun, au remplacement de la lutte de classes par la haine nationale que conduit sinon le programme, du moins la tactique de la Rada ukrainienne... »

D'hésitations en hésitations, les petits bourgeois bavards de ce journal en sont donc arrivés à une position purement Cent-Noirs ! En effet, seuls les Menchikov hier et les Katkov avant-hier avaient pu dire qu'en voulant posséder leur propre diète, leurs propres ministres, leur propre armée, leurs propres finances, etc., les Ukrainiens « opprimaient » le peuple russe !

L'ignoble chauvinisme grand-russe dissimulé sous des phrases doucereuses, aux prétentions marxistes, voilà ce que prônent le ministre Tchernov, Monsieur Volski et la *Rabotchaïa Gazéta*.

« *Pravda* » n° 83, 29 (16) juin 1917

Conforme au texte
du journal

**RAPPORT SUR LA SITUATION PRÉSENTE
À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE
DES ORGANISATIONS MILITAIRES
DU FRONT ET DE L'ARRIÈRE
DU P.O.S.D.(b)R.
20 JUIN (3 JUILLET) 1917 ⁵⁴⁴**

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Au cours de la séance du matin, Lénine a présenté un rapport sur la situation présente. Dans ce rapport, il a insisté sur les changements qui se sont produits depuis la conférence d'Avril du parti. Alors qu'en avril la position des divers partis socialistes était encore mal définie, aujourd'hui, nous pouvons voir, à la lumière des récents événements, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires manifester leur véritable visage politique. Mais, sans être socialiste, la petite bourgeoisie peut néanmoins faire preuve d'un état d'esprit réellement démocratique. Et si on considère les masses socialistes-révolutionnaires et mencheviques de ce point de vue, on ne peut nier qu'elles aient été animées d'un esprit démocratique conséquent. Pour ce qui est de leurs chefs, en revanche, il en va tout autrement et il est clair qu'entre les masses et les dirigeants socialistes-révolutionnaires et mencheviques, un profond fossé est en train de se creuser. Ces dirigeants, en effet, sont en train d'abandonner peu à peu non seulement le socialisme mais même la démocratie. Pour en avoir la preuve, il suffit d'examiner les positions que les ministres socialistes ont adoptées à l'égard des trois questions fondamentales du moment.

Il y a tout d'abord le problème de la terre : il est évident qu'en aidant les gros propriétaires fonciers à conserver leurs terres les socialistes du gouvernement se sont complètement séparés des aspirations de la paysannerie. Le deuxième point fondamental permettant de juger de l'esprit démocratique des ministres socialistes est leur attitude envers les organes d'auto-administration locale. A la base de toute politique véritablement démocratique, il y a la revendication de l'élection par le peuple lui-même des orga-

nes locaux du pouvoir. Or, on sait qu'à ce propos de multiples conflits ont éclaté entre le gouvernement provisoire et les organes locaux. Quelle a été l'attitude des ministres socialistes dans ces conflits ? Ils ont lutté activement contre les principes véritablement démocratiques. Le troisième problème, enfin, est celui de l'offensive. Sur ce point, le socialiste Kérenski a réussi à obtenir ce qu'un impérialiste non déguisé comme Goutchkov n'avait pas réussi à obtenir.

Notre mission à nous, social-démocrates révolutionnaires, est d'éveiller la conscience de classe des masses démocratiques. De ce fait, nous devons dénoncer sans pitié les anciens dirigeants de la démocratie petite-bourgeoise et montrer aux démocrates que la seule voie qui s'offre à eux est celle où ils seront guidés par le prolétariat révolutionnaire.

« Novaja Jizn » n° 54,
21 juin (4 juillet) 1917

Conforme au texte
du journal

LA SITUATION POLITIQUE ⁵⁴⁵

(EN QUATRE POINTS)

1) La contre-révolution s'est organisée, elle s'est renforcée et en fait, elle s'est emparée du pouvoir d'Etat ⁵⁴⁶.

Cette organisation impeccable et ce renforcement sont dus à la conjonction remarquablement préparée et déjà réalisée de ses trois principales forces : 1) En quittant le gouvernement, le parti cadet, c'est-à-dire le parti qui dirige la bourgeoisie organisée, lui a lancé un ultimatum et a préparé le terrain pour son renversement par la contre-révolution ; 2) avec l'aide consciente ou semi-consciente de Kérenski qu'à l'heure actuelle, les militants les plus influents du parti socialiste-révolutionnaire eux-mêmes n'hésitent pas à comparer à Cavaignac, l'Etat-major général et les chefs militaires se sont pratiquement emparés du pouvoir d'Etat et ils ont commencé à ouvrir le feu sur les unités révolutionnaires du front, à désarmer les troupes révolutionnaires et les ouvriers de Petrograd et de Moscou, à réprimer et à écraser ceux de Nijni, à arrêter les bolcheviks et à interdire leurs journaux, bien que ni les tribunaux ni le gouvernement n'aient pris aucune décision en ce sens.

En Russie à l'heure actuelle, l'essentiel du pouvoir est en fait exercé par une dictature militaire. Cette réalité est encore masquée par l'existence de toute une série d'institutions, révolutionnaires en paroles, mais incapables d'agir. Mais elle est si indubitable, si essentielle que, faute de s'en rendre compte, on ne peut rien comprendre à la situation politique ; 3) en étendant aux Soviets, à l'« incendiaire » Tchernov, etc., la campagne d'excitation à la haine que primitivement elle réservait aux bolcheviks, la presse Cent-Noirs-monarchiste et bourgeoise a montré de la façon la plus évidente que l'objectif de la dictature militaire qui règne actuellement avec l'appui des cadets et des monarchistes est de préparer la dissolution des Soviets. Ces jours derniers, plusieurs dirigeants des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, c'est-à-dire de la majorité actuelle des Soviets, ont d'ailleurs signalé ce danger, mais en véritables petits bourgeois qu'ils sont, ils croient faire face à ce danger par un déploiement de belles phrases vides.

2) Les dirigeants des Soviets et des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, à la suite de Tsérétéli et de Tchernov, ont définitivement trahi la cause de la révolution la livrant aux contre-révolutionnaires et ont transformé les Soviets et leurs partis en paravents de la contre-révolution.

Cette trahison est prouvée par le fait que les s.-r. et les mencheviks ont livré les bolcheviks et approuvé sans rien dire l'interdiction de leurs journaux sans même oser en informer le peuple ni lui exposer franchement les raisons de leur attitude. En donnant force de loi au désarmement des ouvriers et des régiments révolutionnaires, ils se sont privés de tout pouvoir réel et à l'heure actuelle, ils ne sont plus que de vulgaires bavards dont la réaction se sert pour « détourner » l'attention du peuple de la mise en point des derniers préparatifs de dissolution des Soviets. Si on ne prend pas conscience de cette faillite complète et définitive des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique et de l'actuelle majorité des Soviets, si on ne comprend pas que leur « directoire » et autre mascarade ne sont que pure fiction, il est impossible de rien comprendre à l'ensemble de la situation actuelle.

3) Tous les espoirs en un développement pacifique de

la révolution russe ont définitivement disparu. Objectivement la situation est la suivante : ou bien la dictature militaire triomphera sur toute la ligne ou bien la victoire reviendra à l'insurrection armée des ouvriers, laquelle ne sera possible que si elle coïncide avec un profond mouvement de masse dirigé contre le gouvernement et la bourgeoisie, et provoqué par la ruine de l'économie et la continuation de la guerre.

En avril, en mai, en juin, et jusqu'aux journées des 5-9 juillet, c'est-à-dire jusqu'à ce que la dictature militaire se soit pratiquement emparée du pouvoir, le développement pacifique de la révolution russe était possible et le mot d'ordre qui correspondait à cette possibilité était le passage de tout le pouvoir aux Soviets. A l'heure actuelle, ce mot d'ordre a cessé d'être juste car il ne tient pas compte de la dictature militaire et du fait qu'en pratique, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont complètement trahi la cause de la révolution. Ni les aventures, ni les émeutes, ni les résistances isolées, ni les tentatives désespérées ici et là pour s'opposer à la réaction ne peuvent faire avancer notre cause, qui ne pourra progresser que si l'avant-garde ouvrière a une claire conscience de la situation, que si elle fait preuve de fermeté, que si elle prépare les forces en vue de l'insurrection armée dont la victoire dans les conditions actuelles est extrêmement difficile mais est néanmoins possible si on réussit à faire converger les courants dont nous parlons dans ces thèses. Il faut se débarrasser de toutes les illusions constitutionnelles et républicaines, de toutes les illusions sur la voie pacifique. Aucune action isolée ne doit être engagée et il faut absolument éviter *aujourd'hui* de tomber dans la provocation des Cent-Noirs et des Cosaques. Rassembler les forces, les réorganiser et les préparer fermement à l'insurrection armée, au cas où le déroulement de la crise permettrait à celle-ci d'avoir réellement un caractère de masse englobant l'ensemble du peuple, telle est notre tâche. Dans l'état actuel des choses, il est impossible que la terre soit remise aux paysans sans une insurrection armée, car, en prenant le pouvoir, la contre-révolution s'est unie complètement avec les gros propriétaires fonciers en tant que classe.

L'insurrection armée ne peut avoir qu'un seul et unique objectif, à savoir : la prise du pouvoir par le prolétariat soutenu par la paysannerie pauvre pour la réalisation du programme de notre parti.

4) Sans abandonner la légalité ni la surestimer un seul instant, le parti de la classe ouvrière doit *combiner* le travail légal au travail illégal ainsi qu'il l'a fait entre 1912 et 1914.

Ne pas abandonner un seul instant le travail légal, mais ne pas ajouter le moindre crédit aux illusions constitutionnelles et « pacifiques », mettre immédiatement sur pied, et dans tous les domaines, des organisations ou des cellules illégales chargées de la publication de nos tracts, etc. Procéder sur-le-champ à une réorganisation complète sur toute la ligne, avec fermeté.

Agir de la même façon que nous avons agi entre 1912 et 1914, quand nous avons réussi à parler du renversement du tsarisme par la révolution et l'insurrection armée, sans perdre les bases légales dont nous disposons à la Douma d'Etat, dans les caisses d'assurances, dans les syndicats, etc., telle est actuellement notre tâche.

Rédigé le 10 (23) juillet 1917.
Publié le 2 août (20 juillet) 1917 dans
le « Prolétarskoïe Diélo », n° 6.
Signé: W

Conforme au manuscrit

LETTRE CONCERNANT L'ÉDITION DU « TRACT SUR LA PRISE DE RIGA ⁵⁴⁷ »

Comme il est évident que ce texte ne peut pas être publié légalement, nous devons faire en sorte qu'il le soit illégalement. Il serait en effet archistupide de risquer l'interdiction de nos journaux légaux (que nous avons déjà bien du mal à conserver et qui ont pour nous une importance primordiale) et de ne pas tirer profit des possibilités légales, ainsi que nous avons réussi à le faire entre 1912 et 1914. Nous ne devons pas imprimer ce texte légalement

et nous ne devons pas non plus l'édulcorer pour le rendre compatible avec la légalité.

À un moment où il est évident que le gouvernement réduit chaque jour davantage la liberté de parole, il serait en effet non seulement stupide mais encore lâche de *s'en tenir* à la propagande légale.

Je sais bien que nos bolcheviks sont très routiniers et que, pour obtenir que des tracts soient imprimés clandestinement, un grand travail sera nécessaire. Mais c'est là une exigence de la vie, de tout le mouvement, et je ne cesserai d'y insister.

Pour pouvoir dire tout ce que nous avons à dire, il faut que nous publiions clandestinement des feuilles et tracts sur lesquels nous n'aurons pas eu à exercer une autocensure préalable. Ces textes devront être signés par « un groupe de bolcheviks pourchassés ». On pourra soit s'en tenir à cette signature, soit la faire suivre, en petits caractères de la mention suivante : « Ce groupe est constitué par des bolcheviks que les persécutions gouvernementales ont contraints à travailler dans l'illégalité ». Ou bien encore : « Ce groupe est composé de bolcheviks contraints par les persécutions gouvernementales et la suppression de la liberté de la presse à éditer clandestinement des feuilles libres, et à sortir du cadre du parti bolchevique légal ».

TRACT SUR LA PRISE DE RIGA

Aux ouvriers, aux soldats, à tous les travailleurs !

Les troupes ennemies se sont emparées de Riga et nous avons encore subi une lourde défaite. La guerre fait subir au peuple une détresse sans précédent, qui ne cesse de s'accroître et dont on ne voit pas la fin.

Pourquoi la guerre continue-t-elle ? Pour la même raison que par le passé : parce que les brigands capitalistes n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le partage du butin, parce qu'on n'a toujours pas résolu la question de savoir si les pillards capitalistes d'Allemagne conserveront la Belgique, la Serbie, la Pologne, Riga, etc., si ceux d'Angleterre conserveront Bagdad et les colonies allemandes dont ils se sont emparés, si ceux de Russie conserveront l'Arménie, etc. Avec le soutien et la participation des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, le gouvernement de Kérenski trompe le peuple de façon éhontée. Tout en essayant de l'endormir en multipliant les phrases vides

de sens et qui n'engagent à rien sur son désir de paix, il continue la guerre de pillage et il refuse de publier les traités secrets que le tsar a conclus avec les capitalistes anglais et français pour enrichir les capitalistes russes qui se sont vu promettre Constantinople, la Galicie et l'Arménie.

Sous la république comme auparavant, le peuple russe continue à verser son sang pour que soient respectés les traités secrets, les traités de pillage signés entre capitalistes.

Voilà des mois que les « républicains » Kérénski, Skobélev, Tchernov et compagnie dupent les ouvriers et les paysans russes, au lieu de dénoncer les traités secrets et de proposer à tous les peuples belligérants des conditions de paix précises, claires et justes.

Kérénski, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ont trompé le peuple. Seul un gouvernement ouvrier peut sauver notre pays en le délivrant de la guerre et du brigandage capitaliste.

La défaite de Riga permet à la bourgeoisie de savourer à l'avance l'adoption de nouvelles lois et de nouvelles mesures draconiennes contre les ouvriers, les paysans et les soldats. Alors qu'on a déjà commencé à s'emparer du blé des paysans, on se garde bien de toucher aux profits indécents des capitalistes, on protège leur sacro-saint « secret commercial », et on interdit le contrôle ouvrier qui permettrait de démasquer les millionnaires et les banquiers.

Quant aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, ils continuent à soutenir la bourgeoisie avec une honteuse servilité et ils ne cessent de proclamer qu'il faut « abandonner toutes les querelles intestines », ce qui revient à dire qu'il faut laisser les capitalistes dominer et piller notre pays, qu'il faut leur laisser la « liberté » de poursuivre la guerre...

L'offensive que le gouvernement de Kérénski, des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires a déclenchée au mois de juin a coûté la vie à des dizaines et à des centaines de milliers d'hommes. Et tant que le peuple continuera à supporter ce gouvernement, le carnage continuera.

Il n'y a qu'un gouvernement ouvrier pour sauver notre pays, pour éviter de berner le peuple et pour proposer sans retard à tous les pays des conditions de paix précises, claires et justes.

La bourgeoisie tente d'effrayer le peuple, de semer la panique et de faire croire aux ignorants qu'il est impossible de proposer immédiatement la paix sans « perdre Riga », etc. C'est là un mensonge.

Même si des pourparlers de paix étaient engagés par les gouvernements qui protègent les droits « sacrés » des capitalistes à conserver les richesses qu'ils ont pillées et les territoires étrangers qu'ils ont conquis (les annexions), cela ne signifierait nullement que l'on renonce à Riga. Il se trouve en effet que si Riga fait partie du butin des pillards d'Allemagne, l'Arménie fait partie de celui des pillards de Russie. Or, quand des brigands signent un traité de paix, deux solutions sont possibles ; ou bien chacun d'entre eux conserve tout ce qu'il a conquis, ou bien ils procèdent à un échange respectif de telle partie de leur butin contre telle autre. C'est de cette façon que les guerres se sont toujours terminées, et c'est ainsi qu'elles continueront à se terminer tant que le pouvoir restera entre les mains des capitalistes.

Mais le gouvernement que nous préconisons est un gouvernement ouvrier, c'est-à-dire le seul gouvernement qui soit en mesure de proposer immédiatement les justes conditions de paix que les ouvriers et les paysans de l'ensemble de la Russie ont réclamées des centaines de fois dans les innombrables résolutions et décisions qu'ils ont adoptées. Une paix sans annexions, c'est-à-dire sans conquête de territoires étrangers, telles sont ces conditions. Cela signifie que ni les Allemands, ni les Russes ne pourront, sans l'accord des Polonais, annexer la Pologne, ou bien la Lettonie, par la force, que ni les Turcs ni les Russes ne pourront dépecer l'Arménie, etc.

Telles sont les conditions de paix qu'un gouvernement ouvrier proposera immédiatement à tous les pays belligérants sans exception. Tant que ces justes propositions n'auront pas été faites de façon claire, précise et formelle, tant que les traités secrets de pillage resteront en vigueur, tant que n'auront pas été brisées la toute-puissance et l'avidité des capitalistes à qui les fournitures militaires permettent de réaliser des millions de bénéfices, toutes les phrases sur la paix ne seront qu'une vulgaire supercherie destinée à tromper le peuple de façon éhontée.

Tromper le peuple, c'est à quoi s'emploient tous les gouvernements capitalistes, y compris celui de Kérenski, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Tous ils font assaut de phrases vides et qui n'engagent à rien sur la paix, mais aucun d'eux ne propose des conditions de paix précises, aucun ne dénonce les traités secrets, et tous continuent en fait cette guerre de pillage criminel qui est mortelle pour le peuple mais qui profite aux capitalistes.

À bas la guerre ! À bas le gouvernement de Kérenski, des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qui trompe le peuple, poursuit la guerre, défend les intérêts et la rapacité des capitalistes, et repousse les élections à l'Assemblée constituante !

Seul un gouvernement ouvrier soutenu par les paysans pauvres est en mesure de proposer la paix et de donner le pain et la liberté aux travailleurs en mettant fin au pillage des capitalistes. Tous les ouvriers et tous les soldats doivent donc expliquer au peuple la nécessité de renverser le gouvernement de Kérenski et de le remplacer par un gouvernement ouvrier.

Rédigé après le 22 août (4 septembre) 1917.

Publié pour la première fois en 1962
dans la 5e édition des Œuvres
de Lénine, tome 34

Conforme à une copie
dactylographiée

**EXTRAIT DES THÈSES
POUR LE RAPPORT PRÉSENTÉ
LE 8 OCTOBRE À LA CONFÉRENCE
DE L'ORGANISATION DE PÉTERSBOURG
AINSI QUE POUR LA RÉSOLUTION
ET LE MANDAT DES DÉLÉGUÉS
AU CONGRÈS DU PARTI ⁵⁴⁸
SUR LA LISTE DES CANDIDATS
À L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ⁵⁴⁹**

La liste des candidats publiée par le Comité central est inacceptable et doit susciter la plus vive protestation. Il faut en effet qu'à une Assemblée constituante paysanne, il y ait 4 ou 5 fois plus d'ouvriers, car seuls les ouvriers sont en mesure d'établir une liaison étroite avec les députés paysans. Il est également inadmissible que dans cette liste, il y ait un tel nombre de personnes qui n'ont guère encore fait leurs preuves, qui n'ont rejoint notre parti que tout récemment (comme Larine). En encombrant la liste de ces gens qui auraient dû commencer par travailler pendant des mois à l'intérieur du parti, le Comité central ouvre tout grand les portes à l'arrivisme et à la chasse aux mandats. Il faut donc revoir et corriger cette liste sans retard.

**REMARQUE À PROPOS DE LA THÈSE « SUR LA LISTE
DES CANDIDATS À L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE »**

Il est facile de comprendre qu'il y a très peu de mejraïontsy ⁵⁵⁰ à avoir une expérience du travail prolétarien tel que *le conçoit* notre parti. Certes, il va de soi que personne ne contestera une candidature comme celle de Trotski. Dès son retour en Russie, Trotski a en effet immédiatement adopté une position internationaliste ; il a mené parmi les mejraïontsy la lutte en faveur de la fusion ; enfin, lors des difficiles journées de juillet, il s'est montré à la hauteur de sa tâche et il a agi en partisan dévoué du parti du prolétariat révolutionnaire. Mais il est clair que dans la liste,

on trouve une masse de gens qui n'ont rejoint le parti que tout récemment et pour lesquels il en va tout autrement.

Particulièrement scandaleux est le fait que la candidature de Larine ait été retenue (et que de plus il ait été placé avant Pétrovski, Krylenko et d'autres...). Pendant la guerre déjà, Larine *a aidé les chauvins*, il est intervenu *en leur nom* au congrès suédois, il a aidé à imprimer des mensonges sur les ouvriers de Pétersbourg et sur leur boycottage des comités des industries de guerre. Pendant toute la période de la guerre (avant la révolution), il n'a pas une seule fois déclaré qu'il *luttait* pour l'internationalisme. Une fois rentré en Russie, il a continué à aider les mencheviks pendant un long moment et il est allé jusqu'à publier dans la presse des textes où il attaquait notre parti de façon indécente, à la Alexinski. D'autre part, il est bien connu pour ses « sautes d'humeur » : il suffit de rappeler à ce sujet sa brochure sur le congrès ouvrier et la fusion avec les socialistes-révolutionnaires.

Il va de soi que si Larine avait rejoint notre parti avec le désir de se corriger, il n'aurait pas fallu rappeler tout cela. Si nous le faisons, c'est parce que nous pensons qu'envoyer un tel individu à l'Assemblée constituante, quelques semaines à peine après son adhésion au parti, revient *en fait* à transformer notre parti en un infect ramassis d'arrivistes, à l'image de la majorité des partis européens*.

Travailler sérieusement au sein de l'Assemblée constituante cela consistera à *se rapprocher* des paysans de façon étroite et intime. Ce rapprochement, seuls les ouvriers qui connaissent la vie des paysans sont en mesure de le réaliser. Envoyer à l'Assemblée constituante toute une masse d'orateurs et de gens de plume, c'est revenir aux vieilles ornières de l'opportunisme et du chauvinisme. C'est indigne de la « III^e Internationale ».

Rédigé entre le 29 septembre
et le 4 octobre (12 et 17 octobre) 1917.

Publié intégralement pour
la première fois en 1962 dans
la 5^e édition des Œuvres de Lénine,
tome 34

Conforme à une copie
dactylographiée

* Et la candidature de M. Pokrovski ? En 1907, il s'est séparé des bolcheviks et cette séparation a duré des années. S'il revenait à nous définitivement, cela serait une bonne chose. Mais il faut tout d'abord qu'il nous en apporte la preuve par un long travail.

« LES GROS PROPRIÉTAIRES FONCIERS SONT DE MÈCHE AVEC LES CADETS »

Cette expression n'est pas de nous. On la trouve dans un article paru dans le n° 170 du *Diélo Naroda* ⁵⁵¹ daté du 3 octobre, et qui reprend les termes employés par « un militant de province » pour décrire les événements qui se sont produits en Russie pendant l'été et l'automne 1917. Comme on le sait, le *Diélo Naroda* est l'organe officiel du parti « socialiste-révolutionnaire » et il compte parmi ses rédacteurs l'ancien ministre Tchernov.

Il est donc facile de comprendre tout le prix d'un tel aveu, venant d'un tel journal. Voici d'ailleurs le texte en question.

« Selon l'expression d'un militant de province, les gros propriétaires fonciers sont de mèche avec les cadets. En un langage plus précis, cela signifie qu'au centre comme dans les provinces, certains éléments du gouvernement ont apporté leur sympathie et leur soutien aux gros propriétaires fonciers qui se sont remis de leur première frayeur et qui ont commencé à s'organiser... Ils se sont mis à attaquer les comités agraires, et ces attaques n'ont cessé de s'intensifier. Tout d'abord, il ne s'agissait que de plaintes contre les « pillages », les « illégalités », les « pogroms ». Et puis après les plaintes dont il y a eu pléthore, sont venues des circulaires limitatives émanant du pouvoir central et des poursuites judiciaires ont été engagées contre les comités agraires. Dans les régions proches du front, les autorités militaires (ordres émanant du général Kornilov) s'en sont mêlées. Et cela s'est étendu jusqu'à Petrograd où le ministère de la Justice vient de menacer du tribunal le comité agraire central.

Le prétexte le plus fréquemment invoqué pour engager ces poursuites judiciaires est le refus d'honorer les contrats de fermage datant d'avant la révolution. Les gros propriétaires et ceux qui les soutiennent proclament en effet que la loi qui régit ces contrats n'a pas été abolie, que par conséquent tous les contrats qui ont été signés sont toujours en vigueur et qu'« aucune espèce de comité ou de personne privée » n'est en droit de les annuler... On voit donc les comités qui ont eu l'« imprudence » d'annuler les contrats et d'abaisser les prix du fermage tomber en masse sous le coup de l'ancienne justice, et ce, en dépit du fait que cette baisse est absolument inévitable et que, dans toute la Russie, il n'y a peut-être pas un seul contrat qui soit respecté. »

(Ici, le journal cite le témoignage du « professeur Kabloukov » dont les opinions sont « extrêmement modérées » et qui n'hésite pas à affirmer que la situation d'un fermier

lié par un contrat à court terme est « *pire que celle d'un serf* »)...

« Dans ces conditions, poursuit l'article, bien loin d'être un crime, l'abolition des contrats de fermage asservissant, qui datent d'avant la révolution, était un devoir absolu pour les organes du pouvoir... La tentative de ceux qui veulent maintenir à tout prix une partie des paysans-fermiers dans une situation « pire que celle des serfs », constitue une véritable provocation à l'émeute. Et cette provocation est d'autant plus criminelle qu'elle ne sert que les intérêts des gros propriétaires féodaux et qu'elle est montée à un moment où la république et l'ensemble du peuple connaissent les plus grandes difficultés... On sait que c'est précisément dans la province de Tambov que des pogroms ont éclaté et que les « nids de gentilshommes » ont été incendiés... Cela n'est pas dû au hasard : il se trouve en effet que dans cette province, une multitude de comités a été l'objet de poursuites judiciaires. »

Voilà ce qu'on peut lire dans le *Diélo Naroda*, organe officiel du parti socialiste-révolutionnaire qui participe au gouvernement !

Il faudrait que cet article soit partout reproduit, qu'il soit repris sous forme de tract et que ces tracts soient diffusés à des millions d'exemplaires parmi les paysans. Cela permettrait en effet d'apporter à la paysannerie la preuve (cette preuve, ce sont les s.-r. (les « socialistes-révolutionnaires ») eux-mêmes qui la donnent et ce, dans le journal de V. Tchernov) qu'elle a été *livrée* aux gros propriétaires fonciers et *trahie* par le parti s.-r., que ce parti, s'il n'est pas « de mèche » avec les gros propriétaires, s'est du moins *plié* à leur volonté.

Il faut que le peuple lise et relise ces lignes, que tous les paysans, tous les soldats et tous les ouvriers conscients réfléchissent à la signification de cet aveu.

Sept mois ont passé depuis que la révolution a éclaté. Le peuple a exprimé un nombre incalculable de fois sa confiance envers les socialistes-révolutionnaires à qui il a donné la majorité lors des élections. Il a dit à ce parti : conduis-nous, nous te confions le gouvernail ! Dans les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, le parti socialiste-révolutionnaire, qui, depuis mars 1917, fait bloc *avec les mencheviks* (est allié avec eux), a disposé de *la majorité* pendant de nombreux mois. Depuis le 6 mai, les s.-r. et mencheviks occupent des postes ministériels ou paraministériels dans le même gouvernement que les vilains cadets, *avec eux, à côté d'eux, en alliance avec eux ! !*

Les résultats de cette coalition (de cette alliance, de cet accord), avec les cadets et les *gros propriétaires fonciers* sont avoués même par le *Diélo Naroda*.

On arrive, après sept mois de révolution, sept mois de république démocratique et de suprématie socialistes-révolutionnaires-menchéviki au sein des Soviets, à ce que les membres des comités agraires soient déferés « en masse » devant les tribunaux (les tribunaux de l'ancienne justice, de la justice du tsar et des seigneurs), on en arrive à l'insurrection des paysans de la province de Tambov et d'autres provinces encore !

Voilà les résultats de la confiance que les paysans ont témoignée au parti socialiste-révolutionnaire. Ce parti a trahi la paysannerie. Et pour en avoir une preuve supplémentaire, il suffit de consulter le nouveau programme agraire du ministre socialiste-révolutionnaire S. Maslov (voir notre article « Le parti socialiste-révolutionnaire trompe une fois de plus les paysans »*).

Rédigé après le 20 octobre
(2 novembre) 1917.

Publié pour la première fois
le 24 octobre (6 novembre) 1917 dans
le n° 11 du journal « *Dérévnienskaïa Biednota* »

Conforme au texte
du journal

LETTRE À I. SVERDLOV

Camarade Sverdlov,

C'est seulement hier soir que j'ai appris que Zinoviev niait par écrit avoir participé à la rédaction de l'article de Kaménev paru dans la *Novaïa Jizn*.

Comment se fait-il que vous ne m'envoyiez rien à ce sujet ? ? ?

J'ai adressé *uniquement* aux membres du Comité central toutes les lettres concernant Zinoviev et Kaménev. Vous le savez bien. N'est-il pas étrange qu'après cela vous paraissiez en douter ?

Il est probable que je ne pourrai pas assister à la session plénière, car on cherche à me « pincer ». Si vous (+Staline, Sokolnikov et Dzerjinski) réclamez un compro-

* Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 26, pp. 233-239. (N.R.)

mis ⁵⁵² sur l'affaire Zinoviev et Kaménev, déposez *contre* moi une proposition demandant que cette affaire soit remise au tribunal du parti : cela fournira un délai. (Les faits sont clairs et montrent avec évidence que, comme Kaménev, Zinoviev a lui aussi commis *son acte de sabotage* de façon préméditée.)

« La démission de Kaménev a été acceptée » ? Sa démission du Comité central ? Envoyez-moi le texte de sa déclaration.

Le fait que la manifestation des Cosaques ⁵⁵³ ait été annulée constitue une immense *victoire*. Hourrah ! Nous devons *attaquer de toutes nos forces* et en quelques jours, nous vaincrons complètement ! Meilleures amitiés ! Votre.

Rédigé le 22 ou 23 octobre

(4 ou 5 novembre) 1917.

Publié pour la première fois en 1957
dans l'ouvrage « L'insurrection armée
d'Octobre à Petrograd ». Moscou,
éditions de l'Académie des sciences
de l'U.R.S.S.

Conforme au manuscrit

NOTES

1. L'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » fut formée par Lénine à Pétersbourg à l'automne de 1895. L'« Union » regroupait une vingtaine de cercles ouvriers marxistes de la capitale. Son fonctionnement était régi par le principe du centralisme et soumis à une discipline rigoureuse. L'« Union de lutte » avait à sa tête un Groupe central composé de V. Lénine, A. Vanéïev, P. Zaporozetz, G. Krjijanovski, N. Kroupskaïa, L. Martov (Youli Tséderbaum), M. Silvine, V. Starkov et autres militants. La direction immédiate de l'ensemble du travail était assurée par cinq membres dont Lénine était le chef. L'organisation était divisée en groupes d'arrondissements. Des ouvriers conscients d'avant-garde (Ivan Babouchkine, V. Chelgounov, etc.) assuraient la liaison avec les fabriques et les usines. Dans les usines, des organisateurs collectaient les informations et diffusaient les publications, des cercles ouvriers avaient été fondés dans les grandes entreprises.

Pour la première fois en Russie, l'« Union de lutte » entreprit de faire confluer le socialisme et le mouvement ouvrier, de faire sortir la propagande du marxisme du cadre de petits cercles d'ouvriers d'avant-garde pour lui faire toucher les larges masses ouvrières. L'« Union » dirigeait le mouvement ouvrier, reliait la lutte des ouvriers pour leurs revendications économiques à la lutte politique contre le tsarisme. L'influence de l'« Union » dépassait largement les limites de Pétersbourg. Sur son initiative, les cercles ouvriers de Moscou, Kiev, Iékatérinoslav et de plusieurs autres villes et provinces de Russie fusionnèrent au sein de semblables unions.

En décembre 1895, le gouvernement tsariste porta à l'« Union de lutte » un coup très dur : dans la nuit du 8 au 9 (du 20 au 21) décembre un nombre assez important de responsables de l'organisation, dont Lénine, furent arrêtés. En réponse à l'arrestation de Lénine et des autres militants un tract politique fut publié qui, pour la première fois, faisait ouvertement mention de l'existence de l'« Union de lutte ».

Lénine, de sa prison, continua à diriger les activités de l'« Union », l'aidant de ses conseils, lui faisant parvenir lettres et tracts chiffrés : il écrivit en détention la brochure *Sur les grè-*

ves (qui n'a toujours pas été retrouvée), l'« Exposé et commentaire du projet de programme du Parti social-démocrate » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 89-117).

L'importance de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » venait de ce qu'elle représentait, selon l'expression de Lénine, l'embryon d'un parti révolutionnaire, appuyé sur le mouvement ouvrier et dirigeant la lutte de classe du prolétariat.

La « Communication, au nom des « vieux », aux membres de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière de Pétersbourg » fut rédigée par Lénine dans sa prison en 1896 pour mettre en garde les membres de l'« Union de lutte » demeurés en liberté contre le provocateur N. Mikhaïlov. Elle était écrite entre les lignes de la page 240 du livre de N. Téziakov *Les ouvriers agricoles et l'organisation du contrôle de leur état sanitaire dans la province de Kherson* (1896), que Lénine utilisait pour préparer son *Développement du capitalisme en Russie*.

Le texte, vraisemblablement pour mieux en dissimuler le contenu, comporte nombre d'abréviations : il est tracé au crayon, d'une écriture très fine, parfois à peine discernable, ce qui explique qu'on ne l'ait pas intégralement déchiffré. — P. 15

2. L'organisation étudiante portant le nom de « corporation » fut créée à l'université de Pétersbourg fin 1891 à partir de cercles étudiants de formation culturelle. Elle regroupait des jeunes de convictions révolutionnaires, mais elle n'avait pas de programme politique précis et se désagrégea au bout de quelques mois. N. Mikhaïlov, qui en avait été l'un des initiateurs et qui était en relation avec l'Okhrana, livra ses membres à la police. — P. 15
3. La grève de la fabrique Voronine (manufacture textile appartenant au marchand Voronine) éclata fin janvier 1894, à la suite d'une baisse des tarifs qui avait entraîné une diminution des salaires des tisserands. La grève dura trois jours et se termina par la victoire des ouvriers : les tarifs furent relevés. Plusieurs des ouvriers, parmi les « meneurs », furent arrêtés et interdits de séjour à Pétersbourg. — P. 15
4. *Narodovoltsy*, membres de la « Narodnaïa Volia » (La volonté du peuple), organisation politique secrète de terroristes populistes, qui naquit en août 1879 de la scission de la société secrète « Zemlia i Volia » (Terre et Liberté). La « Narodnaïa Volia » avait à sa tête un Comité exécutif dont faisaient partie A. Jéliabov, A. Mikhaïlov, M. Frolenko, N. Morozov, V. Figuer, S. Pérovskaja, A. Kviatkovski et d'autres. Tout en restant fidèles au socialisme utopique populiste, les membres de l'organisation s'engagèrent dans la voie de la lutte politique, considérant que l'objectif le plus important était le renversement de l'autocratie et la conquête de la liberté politique. Leur pro-

gramme comportait la convocation d'une « représentation populaire permanente » élue au suffrage universel, la proclamation des libertés démocratiques, la remise de la terre au peuple, l'adoption de mesures devant mener à la remise des usines aux ouvriers. « Les adeptes de la « Narodnaïa Volia », écrit Lénine, firent un pas en avant en passant à la lutte politique, mais sans réussir à la rattacher au socialisme » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, p. 65).

Les membres de la « Narodnaïa Volia » menèrent une lutte héroïque contre l'autocratie tsariste. Mais se fondant sur la théorie erronée des héros « actifs » et de la foule « passive », ils se proposaient de transformer la société sans la participation du peuple, par leurs propres forces, par le terrorisme individuel, l'intimidation et la désorganisation de l'autorité. Après le 1^{er} mars 1881 (meurtre d'Alexandre II), le gouvernement anéantit l'organisation « Narodnaïa Volia » par des répressions féroces, des provocations et des exécutions capitales.

Tout en critiquant le programme erroné, utopique, de la « Narodnaïa Volia », Lénine exprimait son plus grand respect pour la lutte pleine d'abnégation des membres de cette organisation contre le tsarisme, et faisait le plus grand cas de leur art de centraliser et de camoufler leur organisation. — P. 15

5. Le projet d'entente avec P. Strouvé fut mis au point à l'issue des pourparlers engagés sur l'initiative de A. Potressov le 29 décembre 1900 entre celui-ci, Lénine et Véra Zassoulitch d'une part, et Strouvé de l'autre (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 395-398). Les représentants du « marxisme légal » (désignés dans le texte comme groupe « d'opposition démocratique » « Svoboda » (Liberté), Piotr Strouvé et M. Tougan-Baranovski, désiraient voir publier à l'étranger un organe illégal (le titre envisagé était celui de *Revue d'actualité*), paraissant parallèlement à l'*Iskra* et à la *Zaria*, mais sans être lié ouvertement à la social-démocratie. La rédaction de l'*Iskra* et de la *Zaria* acceptait de participer à cette publication, espérant recevoir par Strouvé de la documentation politique et des correspondances supplémentaires pour l'*Iskra*, mais posait comme condition que le nouvel organe ne paraisse pas plus souvent que la *Zaria*, dont il serait un supplément. La rédaction de la *Revue d'actualité* devait être composée, sur la base de la parité, de la rédaction de l'*Iskra* et des représentants de l'« opposition démocratique » Strouvé et Tougan-Baranovski.

Il apparut au cours des pourparlers que Strouvé avait l'intention de mettre la rédaction de l'*Iskra* et de la *Zaria* au service d'un organe dont le volume, le contenu et le rythme de parution feraient un concurrent direct de l'*Iskra*. Lors de l'élaboration du projet d'entente, Strouvé rejeta le point 7 proposé par le groupe de l'*Iskra* et de la *Zaria* et qui accordait à la rédaction de l'*Iskra* complète latitude d'utiliser la documentation politique reçue par la *Revue d'actualité*. Lénine exposa dans une lettre à Plékhanov, datée du 30 janvier 1901, le résul-

tat de ses conversations avec Strouvé et se prononça résolument pour la rupture des pourparlers (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, pp. 49-51). La suite des conversations des représentants de l'*Iskra* avec Strouvé aboutit à une rupture totale. — P. 16

6. « *Zaria* » (l'Aube), revue théorique marxiste, éditée en 1901-1902 à Stuttgart par la rédaction de l'*Iskra*. Il en parut quatre numéros en trois livraisons : le n° 1 en avril 1901 (en fait il parut le 23 mars nouveau calendrier), le n° 2-3 en décembre 1901, le n° 4 en août 1902.

La mission de la *Zaria* fut définie dans le projet de déclaration de l'*Iskra* et de la *Zaria* écrit par Lénine en Russie (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 331-345). Mais comme, lors des pourparlers portant sur la publication de ces deux organes à l'étranger, de concert avec le groupe « Libération du Travail », il fut décidé de donner à la *Zaria* un caractère légal, l'*Iskra* paraissant illégalement, la déclaration publiée en octobre 1900 par la rédaction de l'*Iskra* ne dit mot de la *Zaria*.

La revue critiqua le révisionnisme international et russe, défendit les fondements théoriques du marxisme. La *Zaria* publia les ouvrages de Lénine : « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibal du libéralisme », « Le programme agraire de la social-démocratie russe » et autres textes. — P. 17

7. Il s'agit d'une note confidentielle du ministre des finances Serge Witte intitulée « L'autocratie et les zemstvos » (1899), publiée en 1901 par les éditions *Zaria* avec un avant-propos et des remarques de Strouvé (qui les signa R.N.S.). — P. 17
8. *Zemstvos*, organes locaux d'auto-administration où la noblesse avait la prépondérance, institués en 1864 dans les provinces centrales de la Russie tsariste. Leur compétence se réduisait à des questions administratives purement locales (construction d'hôpitaux, de routes, bureaux de statistiques, assurances, etc.). Leurs activités étaient soumises au contrôle des gouverneurs et du ministère de l'Intérieur qui pouvaient suspendre les décisions qui n'agréaient pas au gouvernement. — P. 18
9. Il s'agit de l'*Iskra* (l'Étincelle), premier journal marxiste illégal pour toute la Russie, fondé par Lénine en 1900, et qui joua un rôle capital dans la création d'un parti marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière.

Le premier numéro de l'*Iskra* sortit à Leipzig en décembre 1900, les numéros suivants à Munich, puis, à partir de juillet 1902, à Londres, et, à dater du printemps 1903, à Genève. Une contribution précieuse fut apportée à la mise sur pied de l'*Iskra* (organisation d'une imprimerie clandestine, achat de caractères russes, etc.) par des social-démocrates allemands, dont Clara Zetkin et Adolf Braun, par le révolutionnaire polonais Julian Marchlewski, qui résidait alors à Munich, et par Harri

Quelch, l'un des dirigeants de la Fédération social-démocrate anglaise.

La rédaction de l'*Iskra* comprenait Lénine, Plékhanov, Martov, Axelrod, Potressov et Véra Zassoulitch. Le rôle de secrétaire de rédaction fut d'abord rempli par I. Smidovitch-Léman, puis, à partir du printemps 1901, par Nadejda Kroupskaïa, qui tenait également à jour toute la correspondance avec les organisations social-démocrates de Russie. Lénine était en fait le rédacteur en chef et le directeur de l'*Iskra*, consacrant des articles à toutes les questions essentielles de l'édification du parti et de la lutte de classe du prolétariat de Russie.

L'*Iskra* devint le centre de regroupement des éléments dispersés du parti et de formation de ses cadres. Dans plusieurs villes de Russie (Pétersbourg, Moscou, Samara, etc.), furent créés des groupes et des comités du P.O.S.D.R. de tendance léniniste-iskriste, et en janvier 1902, le congrès des iskristes réuni à Samara posa les bases de l'organisation russe de l'*Iskra*.

Sur l'initiative de Lénine et avec sa participation directe, la rédaction de l'*Iskra* élaborait le projet de programme du parti (publié dans le n° 21) et prépara le II^e Congrès du P.O.S.D.R. Dans une résolution spéciale, le congrès signala le rôle exceptionnel joué par l'*Iskra* dans la lutte pour le parti et la proclama Organe central du P.O.S.D.R.

Peu après le II^e Congrès, les mencheviks, grâce au soutien de Plékhanov, s'emparèrent de l'*Iskra*. A partir de son numéro 52, elle cessa d'être l'organe du marxisme révolutionnaire. — P. 18

10. Ce texte est constitué par les remarques faites par Lénine sur l'article de Riazanov « Deux vérités », rédigé en été 1901 pour la revue *Zaria*. La rédaction le refusa et l'article ne parut pas.

Les numéros figurant dans les remarques de Lénine désignent les pages du manuscrit de Riazanov. — P. 18

11. Cf. La lettre de Marx à la rédaction d'*Otétchestvennyï Zapiski* (novembre 1877). — P. 18

12. *Noumènes et phénomènes* : couple de concepts opposés de la philosophie idéaliste de Kant.

Le noumène est « la chose en soi » inconnaissable, qui existe indépendamment de la conscience de l'homme, hors de portée de son intelligence. Le phénomène, lui, n'existe que dans la conscience de l'homme et constitue l'objet de la connaissance.

L'opposition des « choses en soi », les noumènes, et des phénomènes, qui est une des affirmations de base de la théorie idéaliste subjective de la connaissance de Kant, a été reprise à l'époque moderne par des idéologues de l'impérialisme ou révisionnistes de toute sorte, qui combattent le matérialisme. Le matérialisme dialectique a réfuté cette opposition et prouvé la carence scientifique de la théorie kantienne. — P. 20

13. Le programme du parti qui devait être adopté au II^e Congrès du P.O.S.D.R., en 1903, fut élaboré par la rédaction de l'*Iskra* à la fin de 1901 et dans la première moitié de 1902. Lénine joua un grand rôle dans la rédaction du projet de programme. Les matériaux préparatoires se rapportent à janvier-février 1902 ; ils reflètent les étapes principales de l'élaboration par la rédaction de l'*Iskra* du projet de programme : étude par Lénine du premier projet du programme de Plékhanov, rédaction d'un texte distinct de la partie théorique et participation à la mise au point collective de la partie pratique. Tous les textes reproduits sont conformes aux manuscrits : pour la commodité de l'examen, les diverses variantes d'un seul et même passage sont disposées parallèlement. Voir les matériaux pour l'élaboration du programme du P.O.S.D.R. dans Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 9-74. — P. 20
14. *Otrezki*, terres enlevées aux paysans au bénéfice des grands propriétaires fonciers lors de la réforme paysanne de 1861. Comprendant d'habitude les meilleures terres, les *otrezki* contribuaient à asservir les paysans aux seigneurs et faisaient obstacle à la disparition des rapports féodaux dans l'agriculture. — P. 21
15. *Terres des apanages*, domaines appartenant à la famille impériale. — P. 31
16. Les remarques de Plékhanov et d'Axelrod sur l'article de Lénine « Le programme agraire de la social-démocratie russe » furent rédigées au verso des pages du manuscrit entre le 20 avril et le 1^{er} mai (3-14 mai) 1902. Les réponses de Lénine à ces remarques furent également écrites au verso du manuscrit, le 1^{er} (14) mai 1902, en même temps qu'une lettre à Plékhanov (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, p. 101) : la partie finale des réponses de Lénine (pp. 52-54 du présent tome) se trouvait sur deux feuilles volantes jointes au manuscrit. Nous avons fait précéder remarques et réponses des passages en cause de l'article. Les mots soulignés par Lénine dans le texte de Plékhanov le sont en traits fins dans la présente édition. — P. 36
17. Lénine fait allusion à la « Critique du programme de Gotha » de Marx (voir Marx et Engels, Œuvres choisies en deux volumes. Editions du Progrès, Moscou, t. II) et « Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 » d'Engels. — P. 40
18. « Commission chargée d'étudier de la situation de l'agriculture en Russie », dirigée par le ministre Valouïev. En 1872-1873, la commission rassembla une importante documentation sur la situation de l'agriculture dans la Russie d'après la réforme. Cette documentation fut publiée dans le « Rapport de la Commission impériale pour l'étude de la situation actuelle et de la productivité dans l'agriculture en Russie », édité à Pétersbourg en 1873. — P. 41
19. La grève générale fut décrétée en Belgique en avril 1902 pour soutenir la revendication du suffrage universel déposée au par-

lement par les représentants des partis ouvrier, libéral et démocrate. Plus de trois cent mille ouvriers débrayèrent : des manifestations ouvrières eurent lieu dans tout le pays. Cependant, après que le parlement eut repoussé le projet de réforme électorale et que les troupes eurent tiré sur des manifestants, la direction opportuniste du parti ouvrier (Vandervelde et autres) capitula et, sous la pression de ses « alliés » bourgeois libéraux, rapporta l'ordre de grève. La défaite de la classe ouvrière belge en avril 1902 servit de leçon au mouvement ouvrier du monde entier. — P. 45

20. « *Vestnik Rousskoï Révolutsii, Sotsialno-polititcheskoi obozrénii* » (le Messager de la révolution russe. Revue sociale et politique), revue illégale qui parut à Paris et à Genève en 1904-1905 : (quatre numéros) : à partir du n° 2, organe théorique du parti socialiste-révolutionnaire. — P. 46

21. Plékhanov veut parler de la remarque faite par L. Martov à la conférence de la rédaction de l'*Iskra* le 2 (15) avril 1902 à Zurich : « Il faut mettre davantage en relief le caractère réactionnaire de la revendication de la nationalisation de la terre dans la conjoncture présente en Russie ».

A la suite de la conférence de Zurich, Lénine apporta certaines modifications au ch. VII où il est question de la revendication de la nationalisation de la terre (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 139-142). — P. 47

22. Plékhanov fait allusion à la remarque suivante de L. Martov : « Au lieu de cela, il faut dire que nous ne concevons la nationalisation de la terre que comme un prologue immédiat à la socialisation de tous les moyens de production ». — P. 48

23. Axelrod veut parler de la remarque de Plékhanov sur le passage suivant de l'article : « Mais pourquoi s'en tenir à cette source ? Pourquoi ne pas tenter encore de restituer au peuple ne fût-ce qu'une partie du tribut qu'ont prélevé et continuent de prélever sur les paysans les esclavagistes d'hier avec l'appui de l'Etat policier ? » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 144-145). Plékhanov avait noté à ce propos : « Voilà ce qu'il faut justement proposer, et non la charité. La restitution des sommes ne peut venir que de ceux qui les ont reçues : les nobles ». — P. 50

24. Plékhanov a en vue la remarque suivante de L. Martov : « Faux. La liberté pour le paysan d'exiger que sa terre soit détachée en un lot distinct découle *précisément* de sa liberté de disposer de sa terre. Au lieu de cela, il suffit d'indiquer que nos revendications n'excluent pas la transformation du pouvoir de la communauté rurale sur les personnes en pouvoir d'une association bénévole sur ses libres adhérents ».

A la suite de la conférence de Zurich, Lénine barra les deux phrases dans le manuscrit et leur substitua le passage allant de

« Une telle objection serait dépourvue... » jusqu'à « ...mise en vente par un de leurs associés » (présent tome, p. 52), — P. 52

25. La proclamation du Comité du Don du P.O.S.D.R. « Aux citoyens de Russie », éditée le 9 (22) mai 1902, fut diffusée à 2 000 exemplaires parmi les ouvriers. Le sang de Balmachev, exécuté en application du verdict du tribunal militaire pour avoir assassiné le ministre Sipiaguine, « dessillera les yeux des philistins aveugles, disait la proclamation, et leur fera voir l'in vraisemblable atrocité de l'autocratie russe. Qu'ils se rendent compte de l'ampleur prise par le combat que nous lui livrons. Les paysans vont en masse, déjà, au secours des ouvriers et des quelques éléments de l'intelligentsia qui ne jouent pas la comédie. Les premières hirondelles commencent à planer : à Toula, les soldats ont refusé d'ouvrir le feu sur les grévistes, dans les provinces de Poltava et de Kharkov, les paysans se sont soulevés. Des siècles entiers, le moujik y avait trimé pour son seigneur, des siècles entiers, il avait enduré le poids du joug et du besoin, et sa patience a quand même fini par céder ». Le gouvernement tsariste est venu sans tarder à la rescousse des nobles et a déclenché ses cruelles répressions. « Mais, concluait la proclamation, la honteuse résignation des esclaves est à son comble, les holocaustes sont à leur comble... Citoyens, arrêtez ce flot ininterrompu de sang qui fait frémir : renversez l'autocratie ! » — P. 54

26. *Socialistes-révolutionnaires* (s.-r.), parti petit-bourgeois apparu en Russie à la fin de 1901 et au début de 1902 à la suite de la fusion de plusieurs groupes et cercles populistes (« l'Union des socialistes-révolutionnaires », le parti de socialistes révolutionnaires », etc.). Les théories des socialistes-révolutionnaires étaient un mélange éclectique de populisme et de révisionnisme : ils s'efforçaient, suivant le mot de Lénine, de « boucher les trous du populisme au moyen de la « critique » opportuniste du marxisme en vogue aujourd'hui » (*Œuvres*, Paris-Moscou, t. 9, p. 320). La majorité des membres de ce parti adopta durant la première guerre mondiale une position social-chauvine.

Après la victoire de la Révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, les s.-r. constituèrent avec les mencheviks le principal appui du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire des bourgeois et propriétaires fonciers, auquel participèrent leurs leaders Kérenski, Avksentiev, Tchernov.

À la fin de novembre 1917, l'aile gauche du parti socialiste-révolutionnaire forma un parti distinct, celui des s.-r. de gauche, qui, pour préserver son autorité aux yeux des paysans, reconnut officiellement le pouvoir des Soviets et conclut un accord avec les bolcheviks. Cependant, il ne tarda pas à engager la lutte contre les Soviets.

Durant la période d'intervention étrangère et de guerre civile, les s.-r. menèrent une activité subversive, soutinrent les interventionnistes et les gardes blancs, trempèrent dans des com-

plots contre-révolutionnaires, organisèrent des attentats contre les dirigeants de l'Etat soviétique et du Parti communiste. Une fois la guerre civile achevée, ils continuèrent leurs agissements hostiles à l'Etat soviétique à l'intérieur du pays aussi bien que dans les milieux de l'émigration blanche. — P. 54

27. La proclamation « *Aux citoyens de toute la Russie* » fut éditée par le Comité du Don du P.O.S.D.R. en novembre 1902 à l'occasion de la grève de Rostov des 2-25 novembre (15 novembre-8 décembre).

La proclamation rejetait l'interprétation officielle des événements par le *Pravitelstvenny Vestnik* (Messager du gouvernement) qui dépeignait les ouvriers comme une « tourbe déchaînée » et attribuait à leurs revendications qualifiées de spontanées un caractère purement économique. La proclamation restituait aux événements leur caractère politique prononcé et décrivait les agissements barbares de la troupe contre les ouvriers et leurs familles. Elle appelait les ouvriers à répondre aux violences du gouvernement tsariste par des actions révolutionnaires. La proclamation se terminait sur ces mots :

« Que la flamme allumée sur les rives du Don se répande en un gigantesque incendie, que le puissant grondement des manifestations réponde aux salves, que l'explosion de la réprobation couvre les gémissements des victimes, que partout l'unanimité soit la même qu'à Rostov pour prononcer l'arrêt de mort de l'autocratie qui opprime le pays !

A bas l'autocratie !

Vive la révolution imminente ! »

La proclamation « *Aux citoyens de toute la Russie* », fut publiée, avec une note de la rédaction écrite par Lénine, dans le n° 31 du 1^{er} janvier 1903 de l'*Iskra* et également en tirée à part.

Sur l'exemplaire envoyé à la rédaction de l'*Iskra*, figure, outre ledit texte de présentation, la mention suivante de Lénine : « Composer immédiatement en petits caractères et tirer à part comme *Extrait du n° 31 de l'Iskra* », ainsi que l'indication du nombre de lettres et les consignes à l'usage des typos. — P. 55

28. La brochure n'a pas été rédigée. — P. 55

29. « *Sozialistische Monatshefte* » (Mensuel Socialiste), revue, organe principal des opportunistes de la social-démocratie allemande et l'un des organes de l'opportunisme international. Parut à Berlin de 1897 à 1933. Pendant la guerre mondiale de 1914-1918, cette revue adopta une position social-chauvine. — P. 55

30. « *Révolioutsionnaïa Rossia* » (la Russie révolutionnaire), journal illégal des socialistes-révolutionnaires : la publication en fut entreprise fin 1900 en Russie par l'« Union des socialistes-révolutionnaires » (le n° 1, daté du 1900, parut en fait en janvier

1901) ; de janvier 1902 à décembre 1905 parut à l'étranger (Genève) en qualité d'organe officiel du parti socialiste-révolutionnaire. — P. 56

31. Il s'agit du message de programme « L'Union paysanne du parti des socialistes-révolutionnaires s'adresse à tous les militants du socialisme révolutionnaire en Russie », publié le 25 juin 1902 dans le n° 8 de la *Révolioutsionnaïa Rossia*. Plus bas, dans la section C) point 3, Lénine renvoie à la même source. — P. 57

32. « *Economisme* », courant opportuniste dans la social-démocratie de Russie de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, variété russe de l'opportunisme international. Les organes de presse des « économistes » étaient le journal *Rabotchaïa Mysl* (La Pensée ouvrière) (1897-1902) et la revue *Rabotchëïe Diélo* (La Cause ouvrière) (1899-1902). Le *Credo* rédigé par Kouskova en 1899 fut le manifeste des « économistes », que Lénine dénommait les bersteinien russes.

Lénine se livra à une critique en règle des conceptions des économistes dans la « Protestation des social-démocrates de Russie » (dirigée contre le *Credo*, rédigée en 1899 en Sibérie et signée par dix-sept marxistes déportés), « Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe », « A propos d'une « Profession de foi », « Entretien avec les défenseurs de l'économisme » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 171-186, 282-293, 294-305, t. 5, pp. 318-325). Lénine consumma la déroute idéologique de l'« économisme » dans son ouvrage *Que faire ?* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 355-544). L'*Iskra* joua un grand rôle dans la lutte contre l'« économisme ». — P. 57

33. « *La vestale contemporaine (fragments d'études sur le journalisme moderne)* », titre d'un article de N. Potressov paru en décembre 1901 sous la signature de « St. » dans la *Zaria* (n° 2-3). — P. 58

34. Le « *Narodnoïe Diélo* » (La cause du peuple), organe de vulgarisation du parti socialiste-révolutionnaire parut sous forme de recueils (le n° 1 comme journal), à Genève, de 1902 à 1904 : il en sortit au total cinq numéros. — P. 60

35. Renvoi à l'article « A propos de la prolémique avec l'*Iskra* », publié en septembre 1902 dans la *Révolioutsionnaïa Rossia*, n° 11. — P. 61

36. Allusion à l'article (sans titre) paru sous la signature « Un s.-r. » dans le n° 5 du 15 septembre 1902 de l'édition périodique ronéotypée *Vpériod* (En avant), publiée à Pétersbourg par le cercle « Vpériod », d'orientation populiste. — P. 61

37. Citation de l'article « L'élément terroriste dans notre programme », publié en juin 1902, dans le n° 7 de la *Révolioutsionnaïa Rossia*. — P. 61

38. Lénine a en vue l'article « Comment répondre aux atrocités du gouvernement ? », paru en octobre 1902 dans le n° 12 de la *Révoloutsionnaïa Rossia*. — P. 61

39. Le Deuxième Congrès du P.O.S.D.R. eut lieu du 17 (30) juillet au 10 (23) août 1903. Les treize premières séances se tinrent à Bruxelles. Les tracasseries de la police contraignirent le congrès à se transférer à Londres.

Le congrès fut préparé par l'*Iskra* qui, sous la direction de Lénine, avait accompli un travail considérable de regroupement des social-démocrates russes sur la base des principes du marxisme révolutionnaire. La rédaction de l'*Iskra* rédigea et soumit au congrès le projet de programme du parti (publié dans le n° 21, du 1er juin 1902, du journal). Un certain nombre de textes destinés au congrès sont de Lénine : le projet des statuts du P.O.S.D.R., divers projets de résolutions, le plan du rapport sur l'activité de l'*Iskra*. Lénine mit également au point de façon minutieuse l'ordre du jour et le règlement du congrès. Les projets de statuts et d'ordre du jour furent communiqués préalablement aux membres de la rédaction de l'*Iskra* puis aux délégués au congrès.

Assistèrent au congrès 43 délégués avec voix délibérative, représentant 26 organisations. Certains délégués disposaient de deux voix, ce qui porta le nombre des voix délibératives à 51. La composition du congrès n'était pas homogène. A côté de partisans de l'*Iskra* figuraient de ses adversaires ainsi que des éléments hésitants, flottants. Vingt points étaient inscrits à l'ordre du jour.

Lénine présenta le rapport sur les statuts du parti et intervint sur la majorité des points de l'ordre du jour.

Les principales tâches du congrès étaient d'adopter un programme et des statuts et d'élire les centres dirigeants du parti. Lénine et ses partisans livrèrent une bataille décisive aux opportunistes. Le congrès repoussa les tentatives de ces derniers, en adoptant à l'unanimité (moins une abstention) le programme du parti, qui formulait aussi bien les objectifs à court terme du prolétariat dans la prochaine révolution démocratique-bourgeoise (programme-minimum) que les objectifs à long terme, visant à la victoire de la révolution socialiste et à l'instauration de la dictature du prolétariat (programme-maximum). Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier international depuis la mort de Marx et d'Engels un programme révolutionnaire était adopté, où la lutte pour la dictature du prolétariat était définie (et ce grâce à l'insistance de Lénine) comme tâche fondamentale du parti de la classe ouvrière.

La discussion des statuts fut l'occasion d'un net affrontement sur la question des principes qui devaient régir l'organisation du parti. Lénine et ses partisans luttaient pour la création d'un parti révolutionnaire, de combat, de la classe ouvrière. C'est pourquoi, dans la formulation du premier paragraphe des statuts, proposée par Lénine, l'appartenance au parti n'était

pas uniquement définie par la reconnaissance du programme et le soutien matériel, mais aussi par l'obligation de militer personnellement dans une organisation du parti. Martov soumit au congrès sa variante du paragraphe premier, qui déterminait l'appartenance au parti, en plus de la reconnaissance du programme et le soutien matériel, par l'assistance régulière apportée personnellement au parti sous la direction de l'une de ses organisations. La formulation de Martov, qui facilitait la pénétration de divers éléments instables dans le parti, fut adoptée à une faible majorité. Dans l'ensemble, le congrès approuva les statuts rédigés par Lénine. Il adopta de plus une série de résolutions sur des questions d'ordre tactique.

Une scission se produisit au congrès entre les partisans conséquents de l'orientation léniniste de l'*Iskra* et les iskristes « mous », partisans de Martov. Les partisans de Lénine obtinrent la majorité lors des élections aux organismes centraux du parti et reçurent pour cette raison le nom de « bolcheviks » (majoritaires), tandis que les opportunistes, demeurés en minorité, furent baptisés « mencheviks » (minoritaires).

Le congrès fut d'une importance considérable pour le développement du mouvement ouvrier en Russie. Lénine écrivait : « Le bolchevisme existe comme courant de la pensée politique et comme parti politique depuis 1903 » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 31, p. 18). En créant un parti prolétarien de type nouveau, qui devait servir de modèle aux marxistes révolutionnaires de tous les pays, le II^e Congrès du P.O.S.D.R. marqua un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier international. Sur le II^e Congrès du P.O.S.D.R., voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 489-533. — P. 63

40. Le présent texte constitue un projet détaillé de règlement et d'ordre du jour du congrès. La première partie de ce texte (section A) a servi de base au règlement adopté par le congrès. La seconde partie (section B) est ce même projet de *Tagesordnung* (ordre du jour) muni de commentaires, dont, du témoignage de Lénine, « avaient pris connaissance *t o u s les membres de l'Iskra* bien avant le congrès, et aussi *tous les membres du congrès* » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, p. 25).

Le texte initial de ce document comportait des modifications apportées par Lénine et qui tenaient compte de remarques émanant de Martov et, peut-être, d'autres iskristes. Celui-ci est ici publié intégralement, avec les additions et modifications ultérieures. — P. 63

41. Le Comité d'organisation (C.O.) pour la convocation du II^e Congrès du P.O.S.D.R. fut créé à la conférence de Pskov des 2 et 3 (15 et 16) novembre 1902.

La première tentative faite pour mettre sur pied un Comité d'organisation avait été entreprise à la conférence de Biélostok des comités et organisations du P.O.S.D.R. (23-28 mars (5-10 avril) 1902), réunie sur l'initiative des « économistes » et des

bundistes. Le Comité d'organisation élu par la conférence et composé de représentants de l'*Iskra*, de l'« Union des comités et des organisations du Sud du P.O.S.D.R. » et du Comité central du Bund, ne put remplir sa tâche, deux de ses membres ayant été arrêtés peu de temps après la conférence.

Le 2 (15) août 1902, à Londres, à une conférence des iskristes dirigée par Lénine, fut créé le noyau d'un Comité d'organisation pour la Russie. Il fut décidé d'inviter au C.O. des représentants du Bund et du groupe du *Ioujny Rabotchi*, ce dernier manifestant depuis quelque temps une tendance à se rapprocher de l'*Iskra*, et aussi de donner au C.O. le droit de coopter de nouveaux membres.

Les 2-3 (15-16) novembre eut lieu à Pskov une conférence des représentants des organisations social-démocrates, qui procéda à la constitution du Comité d'organisation. La conférence adopta le texte d'un « Communiqué sur la formation du « Comité d'organisation », qui fut édité en Russie en décembre 1902 en feuille volante.

Dans les premiers jours de février 1903, le Comité d'organisation tint sa deuxième conférence à Orel : il mit au point et adopta le projet des statuts du congrès et la liste des organisations ayant le droit d'y participer. Le projet de statuts fut envoyé aux comités locaux, à la suite de quoi les membres du C.O. entreprirent une tournée de ces comités. Les statuts du congrès furent adoptés et approuvés par les organisations locales. Sur la base de ces statuts, le C.O. déploya, sur une vaste échelle, ses préparatifs au II^e Congrès du parti.

Le travail du Comité d'organisation qui aboutit à la convocation du congrès ne fut possible que grâce à l'énorme effort de regroupement des social-démocrates révolutionnaires russes, accompli par la rédaction et l'organisation de l'*Iskra* sous l'impulsion de Lénine. Dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Lénine écrivait : « Le Comité d'organisation était *principalement* une commission chargée de convoquer le congrès et composée à dessein de représentants de diverses nuances, y compris celle du Bund ; quant au travail véritable pour créer l'unité organique du parti, c'était l'organisation de l'*Iskra* qui en avait porté tout le poids sur ses épaules » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, p. 291). — P. 63

42. *Les social-démocrates polonais*, membres de la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie (S.D.R.P. et L.), parti révolutionnaire de la classe ouvrière polonaise, apparu en 1893 initialement en tant que Social-démocratie du Royaume de Pologne, puis, à partir d'août 1900, après le congrès des organisations social-démocrates du Royaume de Pologne et de Lituanie, où fusionnèrent les social-démocrates polonais avec une partie de ceux de Lituanie, comme Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie. Ce parti eut le mérite d'orienter le mouvement ouvrier polonais vers l'alliance avec le mouvement ouvrier russe et de combattre le nationalisme. En même

temps, la S.D.R.P. et L. commit diverses erreurs, elle n'adhéra pas à la théorie de la révolution socialiste de Lénine, n'admit pas le rôle dirigeant du parti dans la révolution démocratique, minimisa le rôle de la paysannerie en tant qu'alliée de la classe ouvrière et la portée du mouvement de libération nationale. Tout en critiquant les conceptions erronées de la S.D.R.P. et L., Lénine nota ses mérites envers le mouvement révolutionnaire de Pologne. Il constata que les social-démocrates polonais ont su « créer pour la première fois un parti purement prolétarien en Pologne, ... proclamer le principe éminemment important de l'alliance la plus étroite de l'ouvrier polonais et de l'ouvrier russe dans leur lutte de classe » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, p. 458). Au IV^e Congrès (congrès d'unification) du P.O.S.D.R., la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie fut admise au P.O.S.D.R. en tant qu'organisation territoriale.

La S.D.R.P. et L. salua la grande Révolution socialiste d'Octobre et engagea une lutte d'envergure pour la victoire de la révolution prolétarienne en Pologne. En décembre 1918, au congrès d'unification, la S.D.R.P. et L. et le P.P.S. — Lewica (aile gauche du P.P.S.) créèrent le Parti communiste ouvrier de Pologne. — P. 63

43. *Le Bund* (« Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie ») regroupait principalement des éléments semi-prolétariens pris parmi les artisans juifs des provinces occidentales de la Russie. Les bundistes soutinrent toujours à l'intérieur du P.O.S.D.R., l'aile opportuniste (« économistes », mencheviks, liquidateurs), luttèrent contre le bolchevisme et les bolcheviks. — P. 65

44. Le 1^{er} Congrès du P.O.S.D.R. se tint à Minsk du 1^{er} au 3 (13 au 15) mars 1898. Il réunissait neuf délégués de six organisations : les « Unions de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg, de Moscou, d'Iékatérinoslav et de Kiev, le groupe de la *Rabotchaïa Gazéta* de Kiev et le Bund. Le congrès élut un Comité central du parti, confirma la *Rabotchaïa Gazéta* comme organe officiel du parti, publia un *Manifeste* et désigna l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » comme le représentant du parti hors des frontières (voir « *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central* », 1^{er} partie, 1954, pp. 11-15).

Le 1^{er} Congrès du P.O.S.D.R. eut le mérite de proclamer dans ses décisions et dans le « Manifeste » la création du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ce qui fut une grande importance sur le plan de la propagande révolutionnaire. Cependant, il n'adopta pas de programme, n'élabora pas de statuts et, du fait de l'arrestation du Comité central qu'il avait élu et de la saisie de l'imprimerie de la *Rabotchaïa Gazéta*, il ne put être le point de départ du rassemblement des cercles et organisations marxistes dispersés, qui demeurèrent sans centre dirigeant ni ligne de conduite unique. — P. 65

45. « *Borba* » (la Lutte), groupe social-démocrate à l'étranger dont faisaient partie D. Riazanov, Y. Steklov (Névzorov) et E. Gourevitch (V. Danévitch). Le groupe s'était constitué au cours de l'été 1900 à Paris et avait pris le nom de « *Borba* » en mai 1901. Dans ses publications (*Matériaux pour l'élaboration d'un programme du parti*, fasc. I-III, la *Feuille volante du groupe « Borba »*, etc.), le groupe déformait la théorie révolutionnaire du marxisme par une interprétation doctrinaire et scolastique, se montrait hostile aux principes d'organisation du parti formulés par Lénine. En raison de ses divergences avec les conceptions et la tactique social-démocrates, de ses activités désorganisatrices et de l'absence de lien avec les organisations social-démocrates en Russie, le groupe ne fut pas admis au II^e Congrès du P.O.S.D.R. Le groupe « *Borba* » fut dissous par décision dudit congrès. — P. 66

46. *Jizn* (La Vie), revue littéraire, scientifique et politique, parut à Pétersbourg de 1897 à 1901. Collaboraient à la revue des « marxistes légaux » (Tougan-Baranovski, Strouvé et autres), des écrivains et critiques d'idées avancées (Gorki, Tchékhev, Véressaïev, Skitaletz, Bounine, Soloviev (Andréiévitich)). La *Jizn* publia *Salaire, prix et profit* de Marx, ainsi que les articles de Lénine « Le capitalisme dans l'agriculture (A propos d'un livre de Kautsky et d'un article de M. Boulgakov) » et « Réponse à M. P. Nejdanov » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 105-163 et 164-170).

Interdite par le gouvernement en juin 1901, la *Jizn* fut republiée à l'étranger en avril 1902 par les soins du groupe social-démocrate « *Jizn* » : furent publiés six fascicules de la revue, douze numéros de la « Feuille de la *Jizn* » et plusieurs titres de la « Bibliothèque de la *Jizn* ». Le groupe « *Jizn* » marquait une tendance à dévier des conceptions et de la tactique social-démocrates sur celles du socialisme chrétien et de l'anarchisme. En décembre 1902, le groupe cessa d'exister et sa maison d'éditions fut supprimée. — P. 66

47. « *Volia* » (la Liberté), groupe de l'étranger qui s'intitulait « organisation social-démocrate révolutionnaire ». En février 1903, le groupe fit paraître un tract « L'organisation social-démocrate révolutionnaire » « *Volia* » s'adresse aux révolutionnaires », qui prônait comme objectifs l'organisation d'une propagande politique dans toutes les couches de la population et la fusion des social-démocrates avec les socialistes-révolutionnaires. Le groupe « *Volia* » ne faisait pas partie du P.O.S.D.R. Le II^e Congrès du P.O.S.D.R. adopta une résolution « Sur le groupe des éditions Koukline et sur le groupe « *Volia* » dans laquelle il était dit : « ...le congrès constate que les deux organisations mentionnées ne font pas partie du P.O.S.D.R. et n'ont rien de commun avec la social-démocratie russe organisée. La question des rapports futurs de ces groupes avec le parti est de la compé-

tence du Comité central, au cas où ces groupes s'adresseraient à lui » (*Deuxième Congrès du P.O.S.D.R.*, 1959, p. 439). Peu après le II^e Congrès du P.O.S.D.R., le groupe prononça sa dissolution et annonça l'adhésion de ses membres au P.O.S.D.R. : avis en fut donné dans le n° 52 du 7 novembre 1903 de l'*Iskra*. P.—68

48. Le groupe « Libération du Travail », premier groupe marxiste russe, fondé par Plékhanov en 1883 en Suisse et qui comprenait encore P. Axelrod, L. Deutsch, Véra Zassoulitch, V. Ignatov. Le groupe « Libération du Travail » fournit un gros effort pour la diffusion du marxisme en Russie et porta un coup très dur au populisme, qui était alors le principal obstacle à la diffusion du marxisme et au progrès du mouvement social-démocrate en Russie. Les deux projets de programme des social-démocrates russes (1883 et 1885) rédigés par Plékhanov et édités par le groupe « Libération du Travail » contribuèrent largement à la préparation et à la fondation d'un parti social-démocrate en Russie. Lénine notait que le groupe « Libération du Travail » « ne fonda la social-démocratie que théoriquement et fit un premier pas à la rencontre du mouvement ouvrier » (*Euvres*, Paris-Moscou, t. 20, p. 289). Les membres du groupe commirent un certain nombre d'erreurs, surestimant le rôle de la bourgeoisie libérale et sous-estimant l'énergie révolutionnaire de la paysannerie comme réserve de la révolution prolétarienne. Ces erreurs devaient être à l'origine des conceptions mencheviques de Plékhanov et des autres membres du groupe.

En 1894, sur l'initiative du groupe « Libération du Travail », fut fondée l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». En 1900, les membres de « Libération du Travail » et leurs partisans quittèrent l'« Union » et créèrent l'organisation révolutionnaire « Le Social-Démocrate ». Plékhanov, Axelrod et Véra Zassoulitch firent partie de la rédaction de l'*Iskra* et de la *Zaria*. Au II^e Congrès du P.O.S.D.R., en août 1903, le groupe « Libération du Travail » se déclara dissous. — P. 68

49. L'organisation russe de l'« *Iskra* » groupait les partisans de l'*Iskra* qui militaient en Russie. Lors de la préparation du lancement de l'*Iskra* et pendant la première année de son existence (décembre 1900 à décembre 1901) fut organisé un réseau de représentants de l'*Iskra* dans différentes villes de Russie : les époux Lépéchinski, Krassikov, Stopani, les époux Krjijanovski, les époux Radtchenko, Tsiouroupa, Bauman, Babouchkine et d'autres. Dans plusieurs villes (Péttersbourg, Pskov, Samara, Poltava, etc.), des groupes de soutien à l'*Iskra* furent fondés.

La montée du mouvement révolutionnaire et aussi l'ampleur accrue du travail pratique exigeaient impérieusement l'unification des forces iskristes, la planification et l'organisation de leur travail, ce qui permettrait de remplir la tâche essentielle : éliminer le dilettantisme de cercle implanté par les « économistes » et rallier les comités social-démocrates à l'*Iskra*. A ce propos, Lénine avança le plan de création d'une organisation is-

kriste à l'échelle de toute la Russie, qui préparerait l'union des organisations social-démocrates au sein d'un seul parti marxiste centralisé. Ce plan fut exposé pour la première fois par Lénine dans son article « Par où commencer ? » (mai 1901) et ensuite élaboré en détail dans son ouvrage *Que faire ?* (automne 1901-février 1902) (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 9-20, 355-544).

Pour réaliser le plan de la création en Russie d'une organisation iskriste unique, Lénine et ses partisans durent vaincre l'esprit de clocher qui existait parmi certains militants iskristes.

En janvier 1902 se tint à Samara un congrès des iskristes auquel participèrent entre autres les époux Krjijanovski, Lengnik, Silvine, Artsybouchev, Dmitri et Maria Oulianov. A ce congrès fut constitué le bureau de l'organisation de l'*Iskra* en Russie.

Les partisans de l'*Iskra*, s'inspirant du *Que faire ?* de Lénine, s'employèrent activement à faire connaître et à matérialiser le plan léniniste de constitution du parti. L'organisation de l'*Iskra* en Russie obtint de grands résultats dans la réalisation de l'unité de fait des organisations du parti sur la base des principes du marxisme révolutionnaire. A la fin de 1902, presque tous les comités social-démocrates importants se déclaraient solidaires de l'*Iskra*.

C'est avec la participation active des iskristes que les 2 et 3 (15 et 16) novembre 1902, à la conférence de Pékou, fut fondé le Comité d'organisation pour la convocation du II^e Congrès du parti, à qui les organisations iskristes transmissent toutes leurs liaisons. L'organisation de l'*Iskra* en Russie, qui fonctionna jusqu'au II^e Congrès, joua un rôle important dans la préparation et la convocation du congrès qui devait fonder le parti marxiste révolutionnaire de Russie. — P. 68

50. Le groupe « *Ioujny Rabotchi* » (l'Ouvrier du Sud), groupe social-démocrate, formé en automne 1900 dans le sud de la Russie autour d'un journal illégal qui portait le même nom (il parut en 1900-1903 ; douze numéros au total : le premier fut édité en janvier 1900 par le comité d'Iékatérinoslav du P.O.S.D.R.). Le groupe et le comité de rédaction comprirent à différents moments : Lalaïantz, Vilenski, Kogan (Iermanski), Tseitline, E. I. Lévine, E. S. Lévine, Rozanov et d'autres.

Le groupe « *Ioujny Rabotchi* » considérait, à l'encontre des « économistes », la lutte politique du prolétariat et le renversement de l'autocratie, comme la tâche la plus importante ; il se prononçait contre le terrorisme, prônait la nécessité d'un mouvement révolutionnaire de masse et accomplit une action révolutionnaire notable dans le sud de la Russie. Par ailleurs, le groupe surestimait le rôle de la bourgeoisie libérale et n'attachait pas d'importance au mouvement paysan. Alors que le plan de l'*Iskra* prévoyait la création d'un parti marxiste centralisé, grâce au ralliement des social-démocrates révolutionnaires autour de l'*Iskra*, le groupe « *Ioujny Rabotchi* » proposait de

rétablir le P.O.S.D.R. en constituant des associations social-démocrates régionales. Dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Lénine définit le groupe « Ioujny Rabotchi » comme l'une des organisations « qui, tout en reconnaissant verbalement l'*Iskra* comme organe dirigeant, poursuivaient en fait leurs propres plans et se distinguaient par leur manque de stabilité au point de vue des principes » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 219-220). Au II^e Congrès du parti, les délégués du groupe « Ioujny Rabotchi » constituèrent le « centre » (« opportunistes moyens » suivant l'expression de Lénine).

Le II^e Congrès du P.O.S.D.R. décida de dissoudre le groupe « Ioujny Rabotchi » de même que tous les groupes et organisations social-démocrates indépendants. — P. 68

51. P.P.S. (Polska Partia Socjalistyczna : parti socialiste polonais), parti nationaliste réformiste fondé en 1892. Le P.P.S., qui mettait à la base de son programme la lutte pour une Pologne indépendante, mena, sous la direction de Pilsudski et de ses partisans, une propagande nationaliste séparatiste parmi les ouvriers polonais, s'efforçant de les détourner de l'action commune contre l'autocratie et le capitalisme menée aux côtés des ouvriers russes.

En 1906, le P.P.S. se scinda, donnant naissance au « P.P. S.-lewica » (la gauche du P.P.S.) et à la « fraction révolutionnaire » du P.P.S. (aile droite, chauvine).

Sous l'influence du P.O.S.D.(b)R. et de la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie, le P.P.S. -lewica adopta peu à peu des positions révolutionnaires conséquentes.

Durant la première guerre mondiale, la plus grande partie du P.P.S.-lewica se rallia à une position internationaliste et, en décembre 1918, fusionna avec la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie, pour former le Parti ouvrier communiste de Pologne (ainsi se nommait jusqu'en 1925 le Parti communiste polonais).

Durant la première guerre mondiale, la droite du P.P.S. continua sa politique national-chauvine. Après la formation de l'Etat bourgeois polonais, la droite du P.P.S. s'unit en 1919 aux éléments du P.P.S. résidant sur les territoires polonais précédemment occupés par l'Allemagne et l'Autriche et reprit le nom de P.P.S. Après son accession au pouvoir, elle facilita le passage du pouvoir à la bourgeoisie polonaise, mena une propagande anticommuniste systématique et soutint la politique d'agression contre le pays des Soviets, d'annexion et d'oppression de l'Ukraine et de la Biélorussie occidentales. Certains groupes du P.P.S. en désaccord avec cette politique adhèrent au Parti communiste.

Après le coup d'Etat fasciste de Pilsudski (mai 1926), le P.P.S. se trouva rejeté formellement dans l'opposition au parlement, mais ne mena pratiquement aucune lutte active contre le régime fasciste et continua sa propagande anticommuniste et antisoviétique. Les éléments de gauche du P.P.S. collaborèrent

avec les communistes polonais, soutenant lors de diverses campagnes la tactique du front unique.

Durant la seconde guerre mondiale, le P.P.S. connut une nouvelle scission. Son aile réactionnaire et chauvine, sous le nom de « Liberté, égalité, indépendance », participa au « gouvernement » réactionnaire émigré de Londres. L'autre, l'aile gauche, se dénommant « Parti ouvrier des socialistes polonais », rallia, sous l'influence du Parti ouvrier polonais fondé en 1942, le front populaire de la lutte contre les occupants hitlériens et combattit pour l'affranchissement de la Pologne du joug nazi, pour l'instauration de rapports d'amitié avec l'U.R.S.S.

En 1944, après la libération de la partie orientale de la Pologne et la constitution du Comité polonais de libération nationale, le Parti ouvrier des socialistes polonais reprit l'appellation de P.P.S. et collabora avec le Parti ouvrier polonais à l'édification d'une Pologne populaire et démocratique. En décembre 1948, les deux partis fusionnèrent pour former le Parti ouvrier unifié de Pologne. — P. 68

52. *Le Congrès socialiste international d'Amsterdam de la IIe Internationale* eut lieu du 14 au 20 août 1904. Il examina les questions suivantes : 1) règles internationales de la tactique socialiste ; 2) politique coloniale ; 3) grève générale ; 4) politique sociale et assurance des ouvriers ; 5) trusts, chômage et questions diverses.

L'attitude envers les partis bourgeois fut définie dans la résolution sur « Les règles internationales de la tactique socialiste », qui interdisait aux socialistes d'entrer dans les gouvernements bourgeois et condamnait « toute tendance à masquer les antagonismes de classe en vue de faciliter un rapprochement avec les partis bourgeois ». Les décisions du congrès, tout en représentant un certain progrès, demeuraient mitigées et prolongeaient les concessions aux opportunistes. Le congrès ne posa pas la question de la transformation de la grève générale en insurrection armée, et ne combattit pas les opportunistes de droite qui justifiaient la politique colonialiste des Etats impérialistes. Condamnant les révisionnistes en paroles, le congrès évita de rompre formellement avec eux et éluda la question de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. — P. 68

53. *Le Conseil du parti* (1903-1905), conformément aux statuts adoptés au IIe Congrès du P.O.S.D.R., fut fondé en tant qu'institution suprême du parti, appelée à coordonner et à unifier les activités du Comité central et de la rédaction de l'Organe central, à reconstituer le Comité central et la rédaction de l'Organe central au cas où tous les membres de l'une de ces institutions seraient mis hors d'état d'agir, et aussi à représenter le parti dans ses rapports avec les autres partis. Le Conseil était tenu de convoquer les congrès du parti dans les délais fixés par les statuts, ou même avant, sur la demande des organisations

du parti ayant droit à la moitié des voix au congrès. Le Conseil se composait de cinq membres dont l'un était désigné par le congrès du parti, les autres par le Comité central et la rédaction de l'Organe central à raison de deux membres chacun. Le II^e Congrès du P.O.S.D.R. élut Plékhanov cinquième membre du Conseil. Au début, Lénine représentait la rédaction de l'Organe central au Conseil, puis, après son départ de l'*Iskra*, le Comité central. Après que Plékhanov se fut rallié à l'opportunisme et que les mencheviks se furent emparés de la rédaction de l'Organe central, le Conseil du parti devint un instrument de lutte des mencheviks contre les bolcheviks. Lénine lutta résolument au sein du Conseil pour la cohésion du parti, dénonçant l'activité scissionniste et désorganisatrice des mencheviks. Aux termes des statuts adoptés par le III^e Congrès du P.O.S.D.R., le Conseil du parti fut supprimé. — P. 70

54. La première intervention répond à la question de M. Liber : « Que faut-il comprendre par « question nationale » ? Pourquoi ce point est-il distinct du point intitulé « projet de programme » ? Comment comprendre que la question nationale est une question de tactique ? Pourquoi cette question n'est-elle pas rangée parmi les questions capitales ? »

La seconde intervention répond à une autre question de Liber : « Que doit-on comprendre par « organisations nationales » ? Cette question semble être posée indépendamment de la question de la place du Bund au sein du parti ».

Le point mentionné par Lénine comme le premier de la liste des questions à discuter par le congrès (« Sur la place du Bund dans le P.O.S.D.R. ») est devenu le second dans l'ordre du jour adopté par le congrès, et le point six (« Organisations régionales et nationales ») a été repoussé à la septième place. — P. 70

55. Lénine prit deux fois la parole au sujet de la conduite du Comité d'organisation pour la convocation du II^e Congrès du P.O.S.D.R. Sa première intervention figure à la p. 507 du t. 6 (Œuvres, Paris-Moscou) : voir aussi à ce sujet la note 136 du même tome. Le congrès adopta la résolution suivante :

« Avec l'élection d'une commission chargée de déterminer la composition du congrès, le Comité d'organisation a perdu le droit d'influer, en tant que corps, sur la composition du congrès et son activité en tant que corps sur ce point doit être considérée comme terminée ». — P. 71

56. La question de la participation de représentants de la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie au II^e Congrès du P.O.S.D.R. fut soulevée pour la première fois sur l'initiative de la rédaction de l'*Iskra* dans une lettre adressée par le Comité d'organisation pour la convocation du II^e Congrès du P.O.S.D.R. au Comité de la S.D.R.P. et L. à l'étranger, en date du 7 février 1903.

La question de l'unification de la social-démocratie polonaise et du P.O.S.D.R. fut discutée au IV^e Congrès de la S.D.R.P. et L., qui eut lieu les 11-16 (24-29) juillet 1903. Le congrès formula un certain nombre de conditions à une éventuelle unification : l'une d'entre elles était la modification de la formulation du point du programme du P.O.S.D.R. sur le droit des nations à l'autodétermination.

Au début des travaux du II^e Congrès du P.O.S.D.R., les délégués n'avaient pas connaissance de cette décision. La commission chargée de déterminer la composition du congrès et de vérifier les mandats donna lecture, dans son rapport au congrès le 18 (31) juillet, de la lettre que lui avait envoyée le social-démocrate polonais A. Warski (A. Warszawski), qui ne précisait pas quels rapports exactement la social-démocratie polonaise désirait établir avec le P.O.S.D.R. La commission décida d'inviter les social-démocrates polonais avec voix consultative. Le 22 juillet (4 août) A. Warski et J. Ganecki arrivèrent au congrès, où Warski donna lecture de la décision du IV^e congrès de la S.D.R.P. et L. sur les conditions d'unification avec le P.O.S.D.R. Une commission spéciale fut élue pour examiner ces conditions.

La discussion du point du projet de programme concernant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes en relation avec le point de vue des social-démocrates polonais, se déroula à la commission du programme. Aucun procès-verbal des séances de la commission n'était tenu, mais une note prise par Lénine au cours de la troisième séance et qui a été conservée (voir 5^e édition russe des Œuvres, t. 7, pp. 423-424) suggère que les Polonais contestaient ce point du programme et proposaient d'inscrire à la place la revendication d'institutions garantissant la complète liberté de développement culturel à toutes les nations faisant partie de l'Etat. Comme devait le relever plus tard Lénine, « au lieu de la libre détermination, ils proposaient, au fond, un simple pseudonyme de la fameuse « autonomie nationale culturelle » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, p. 470). La commission repoussa la proposition des social-démocrates polonais. Convaincus qu'ils ne parviendraient pas à le rallier à leurs conceptions, ceux-ci quittèrent le congrès, auquel ils laissèrent une lettre exprimant leur point de vue. Lecture en fut donnée le 29 juillet (11 août). Le 6 (19) août, après audition du rapport de la commission qui avait examiné les conditions d'unification de la S.D.R.P. et L. avec le P.O.S.D.R. proposées par les social-démocrates polonais, le congrès adopta une résolution où il déplore le départ de ces derniers, qui le mettait dans l'impossibilité d'achever l'examen de la question du rattachement de la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie au P.O.S.D.R., et chargea le Comité central de continuer les pourparlers.

Cette intervention de Lénine est la deuxième sur la question. Voir la première dans le t. 6 des Œuvres, Paris-Moscou, p. 508. — P. 71

57. L'amendement en question portait sur le paragraphe de la partie générale du projet de programme qui stipulait : « Mais à mesure que croissent et se développent toutes ces contradictions propres à la société bourgeoise, la masse travailleuse et exploitée est de plus en plus mécontente du régime existant, le nombre et la cohésion des prolétaires augmentent et leur lutte contre leurs exploiters s'accroît ». Lors de la discussion de ce paragraphe à la commission du programme (Lénine n'assista pas à la séance), le mot « conscience » fut ajouté après « le nombre et la cohésion ».

L'amendement fut repoussé par le congrès et le paragraphe fut adopté dans sa version initiale à la majorité des voix. — P. 72

58. Il est question du § 1 des revendications politiques générales du projet de programme du parti, ainsi rédigé dans la version de la commission du programme : « La souveraineté du peuple, c'est-à-dire la concentration du pouvoir de l'Etat entre les mains d'une assemblée législative formée d'une seule chambre et composée de représentants du peuple » (« *Deuxième congrès du P.O.S.D.R.*, 1959, p. 179). K. Takhtarev (Strakhov) proposait de remplacer « la souveraineté du peuple » par « la suprématie du peuple ». Cet amendement fut repoussé par le congrès. — P. 72

59. Il s'agit du § 3 des revendications politiques générales du projet de programme, tel qu'il était proposé par la commission du programme, et contenant la revendication d'une large autonomie d'administration locale et provinciale. — P. 72

60. Dans le § 9 des revendications politiques générales du projet de programme (§ 8 du projet de l'*Iskra*), qui réclamait « l'octroi à tout citoyen du droit de poursuivre en justice n'importe quel fonctionnaire sans passer par la voie hiérarchique », V. Krohmal (Fomine) proposait de faire suivre les mots « à tout citoyen » de « étrangers y compris ». L'amendement fut rejeté par le congrès. — P. 72

61. Lors de la discussion du § 12 des revendications politiques générales du projet de programme (§ 9 du projet de l'*Iskra*), portant remplacement de l'armée permanente par l'armement général du peuple, Liber proposa de substituer à ces derniers mots celui de « milice ». Le congrès ne le suivit pas. — P. 73

62. Le présent projet fut déposé par Lénine à la séance de la commission du programme qui se livra à un second examen de la formulation du § 7 des revendications politiques générales (§ 6 du projet de l'*Iskra*).

Dans le projet de programme de l'*Iskra*, ce paragraphe revendiquait la suppression des castes et la pleine égalité de tous les citoyens sans distinction de sexe, de religion ou de race. Lors de la première discussion en commission, la fin du

paragraphe fut modifiée comme suit : « ...de religion, de race, de nationalité et de langue ». C'est sous cette forme que le paragraphe fut soumis à la 16^e séance du congrès, le 30 juillet (12 août). Lors de la discussion, les bundistes réclamèrent l'inclusion dans le programme du parti d'un point spécial sur « l'égalité des langues ». Ils parvinrent à faire adopter leur point de vue par une partie des iskristes hésitants. Lors du vote, les voix se partagèrent.

La question de la formulation du § 7 fut donc renvoyée à la commission du programme. Les propositions de Lénine furent acceptées, à quelques modifications de forme près, par la commission et soumises en son nom à la 21^e séance du congrès, le 1^{er} (14) août. Le premier point de ces propositions fut repoussé, le second adopté avec quelques modifications (§ 8 du programme adopté par le congrès), le troisième accepté tel quel.

Le § 11 dont fait mention le troisième point des propositions de Lénine était rédigé ainsi dans le projet de l'*Iskra* : « l'instruction générale et la formation professionnelle gratuites et obligatoires des enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de seize ans. L'octroi aux enfants de familles pauvres de la nourriture, des vêtements et des fournitures scolaires aux frais de l'Etat ». La commission du programme adopta d'abord ce point sans modification (§ 14), mais lors de sa discussion à la 18^e séance du congrès, le 31 juillet (13 août), fut introduit l'additif : « L'enseignement dans la langue maternelle sur demande de la population ». L'introduction d'un paragraphe à part sur la question de la langue en fit disparaître la nécessité. — P. 73

63. Il s'agit du § 2 de la partie du projet de programme concernant la protection de la classe ouvrière et qui réclamait l'établissement par la loi d'un repos hebdomadaire d'une durée continue d'au moins 36 heures pour les ouvriers salariés des deux sexes dans toutes les branches de l'économie. Liadov proposa de porter la durée du repos ininterrompu à 42 heures : Liber nota que le programme ne disait rien du contrôle dans la petite production. La proposition de Liadov fut adoptée, celle de Liber repoussée. — P. 74
64. Il est question ici du § 12 de la partie de projet de programme concernant la protection des ouvriers (§ 11 du projet de l'*Iskra*), qui revendiquait « un contrôle par les organes d'auto-administration locale, avec la participation de représentants élus des ouvriers, sur l'état sanitaire des locaux d'habitation affectés aux ouvriers par les patrons, de même que sur le règlement intérieur de ces logements et sur leurs conditions de location : cela, dans le but de protéger les ouvriers salariés de l'ingérence des patrons dans leur vie et leur activité de personnes privées et de citoyens ». Liadov proposa les additions suivantes à ce paragraphe : 1) instituer une inspection agraire pour surveiller toutes les exploitations agricoles employant des ouvriers salariés ; 2) étendre les points 1-13 de la partie du programme concernant la protec-

tion des ouvriers à toute l'agriculture recourant au travail salarié ; 3) considérer les métayers et les fermiers acquittant en travail la location de la terre comme des ouvriers salariés relevant de l'inspection agraire. Les deux premières additions furent repoussées par le congrès et la troisième retirée par Liadov. — P. 74

65. L'amendement fut proposé par Lénine lors de la discussion du préambule du projet de programme sur la question agraire, où il était dit : « En vue d'éliminer les vestiges du régime du servage qui pèsent lourdement sur les paysans et dans l'intérêt d'un libre développement de la lutte de classes à la campagne, le parti cherchera à obtenir ... » Le congrès adopta cet amendement. — P. 74
66. Le § 1 du projet de programme sur la question agraire comportait l'exigence d'« abolir les indemnités de rachat et les redevances, ainsi que toutes les charges qui retombent actuellement sur la paysannerie en tant que caste taillable ». Liadov proposait d'ajouter : « ou sur les autres habitants de la campagne, en tant que catégories taillables ». L'amendement fut repoussé par le congrès. — P. 74
67. Lors de la discussion du § 2 du projet de programme sur la question agraire, où est revendiquée la suppression de la caution solidaire et de toutes les lois qui empêchent le paysan de disposer librement de sa terre, Martynov demanda comment il fallait comprendre les mots « de sa terre », qui lui paraissaient susceptibles de deux interprétations : « 1) chaque paysan a le droit de rachat, auquel cas les intérêts de la communauté rurale sont saufs ; 2) chaque paysan a le droit de s'approprier la terre sans rachat ». A la suite des explications données par Lénine, Martynov reprit la parole pour déclarer qu'il n'avait pas en vue les détails, mais le principe général, à savoir qui est véritablement propriétaire de la terre : la communauté ou le paysan ? « Si c'est la communauté, ajouta-t-il, que nous reconnaissons entraver le progrès économique, nous sommes pour le rachat. Si c'est le paysan, il n'y a pas besoin de rachat ». — P. 75
68. Le § 4 du projet de programme sur la question agraire réclamait : « la création de comités paysans : a) pour la restitution aux communautés rurales (soit par expropriation, soit, si les terres ont changé de mains, par rachat par l'Etat, aux frais des grands propriétaires nobles) des terres enlevées aux paysans lors de l'abolition du servage (*otrezki*) et qui, entre les mains des propriétaires fonciers, servent d'instrument pour les asservir ; b) pour l'élimination des vestiges du servage qui subsistent dans l'Oural, dans l'Altaï, dans les régions occidentales et dans d'autres régions du pays... »
- N. Jordania (Kostrov) proposa l'addition suivante : « pour

la remise en propriété aux paysans du Caucase des terres qu'ils cultivent en qualité de temporairement redevables, de *khizant* ou autres ». La seconde proposition émanait de B. Knouniantz (Roussov) et de M. Liadov, qui jugeaient possible de se contenter de mentionner dans l'abstrait la nécessité de supprimer les vestiges des rapports de servage dans toutes les parties de la Russie.

L'amendement de D. Topouridzé (Karski) dont parle Lénine n'est pas mentionné dans les procès-verbaux.

Le congrès adopta l'amendement de Jordania.

On appelait *khizant* les paysans de Géorgie, installés sur les terres des grands propriétaires fonciers dans des conditions contractuelles particulières. Formellement, les *khizant* n'étaient pas des serfs, ils jouissaient de la liberté personnelle, mais ils restaient pour toujours des fermiers privés de droits. La « réforme paysanne » de 1861 ne fut pas étendue aux *khizant* : ils demeurèrent comme avant complètement assujettis aux propriétaires fonciers, qui se mirent à augmenter les redevances et à reprendre les terres occupées par les *khizant*. L'institution des *khizant* fut supprimée après la Révolution d'Octobre.

On appelait *paysans temporairement redevables* les anciens serfs qui, après l'abolition du servage en 1861, furent obligés de fournir des prestations en argent ou en travail jusqu'au moment où ils commenceraient à racheter leur lot au propriétaire foncier. Une fois conclu l'accord de rachat, le paysan cessait d'être temporairement redevable pour passer dans la catégorie de « paysan propriétaire ». — P. 76

69. Le § 5 du projet de programme sur la question agraire affirmait la nécessité d'octroyer aux tribunaux le droit de réduire les prix de fermages excessifs et d'annuler les contrats ayant un caractère asservissant. Le § 16 de la partie du projet de programme concernant la protection des ouvriers, comportait l'exigence d'instituer des tribunaux d'arbitrage dans tous les secteurs de l'économie, avec représentation paritaire des ouvriers et des patrons. — P. 76
70. L'objection de Lénine visait la proposition de Liber d'introduire dans le § 5 du projet de programme sur la question agraire l'exigence d'accorder aux tribunaux le droit de fixer les prix de fermage. — P. 76
71. A l'issue de la discussion du premier alinéa du § 4 du projet de statuts sur le mode de nomination et de remplacement des membres du Conseil du parti, la commission des statuts ne parvint pas à un accord et trois formules furent proposées au congrès.
Première formule, celle de L. Martov et de V. Noskov (Glébov) : « Le Conseil du parti est désigné par la rédaction de l'Organe central et le Comité central, qui nomment chacun

deux personnes : ces quatre membres du Conseil s'en adjoignent un cinquième ; les remplacements sont effectués par l'instance qui avait nommé le précédent titulaire ».

Deuxième formule, celle de Lénine et de V. Rozanov (Popov) : « Le Conseil du parti, composé de cinq personnes, est désigné par le congrès parmi les membres de la rédaction de l'Organe central et du Comité central, ces deux collèges devant y être représentés au moins par deux membres chacun. Le Conseil effectue lui-même les remplacements ».

Troisième formule, celle de E. Lévine (Egorov) : « Le Conseil du parti est élu par le congrès à raison de deux membres du Comité central et de deux de la rédaction de l'Organe central. Ces quatre désignent à l'unanimité le cinquième membre du Conseil ; les remplacements sont effectués par l'organisation à laquelle appartenait le titulaire précédent, le remplacement du cinquième membre s'effectuant de la même manière que sa nomination ».

La discussion par le congrès aboutit à l'adoption des textes suivants :

« 4. Le Congrès nomme le cinquième membre du Conseil, le Comité central et la rédaction de l'Organe central.

« 5. Le Conseil du parti est désigné par la rédaction de l'Organe central et le Comité central, qui y nomment chacun deux personnes : les remplacements sont effectués par les institutions qui avaient nommé le titulaire précédent, le cinquième membre étant remplacé par le Conseil lui-même ». — P. 77

72. Intervenant dans la discussion du premier alinéa du § 4 du projet de statuts, Véra Zassoulitch dit : « L'objection selon laquelle les quatre membres du Conseil n'arriveront pas à élire le cinquième n'est pas fondée : si une institution comme le Conseil est incapable d'élire un cinquième membre, cela signifie que, d'une façon générale, elle n'est pas viable ». — P. 77
73. Le § 10 du projet de statuts du parti porte : « Chaque membre du parti et chaque personne ayant quelque affaire que ce soit avec le parti sont en droit d'exiger que leurs déclarations soient transmises sous leur forme authentique au Comité central, à l'Organe central ou au congrès du parti ». L'intervention de Lénine est dirigée contre la proposition de Martov de supprimer de ce passage les mots « et chaque personne ayant quelque affaire que ce soit avec le parti ». La proposition de Martov fut repoussée. — P. 77
74. L'intervention a pour objet le § 12 du projet de statuts du parti, traitant de la cooptation aux organismes du parti, en particulier au Comité central et à l'Organe central. Dans son livre *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Lénine écrit : « Qu'il s'agisse d'une sévérité plus grande quant à la qualification, lors de l'admission des membres (les 4/5 au lieu des 2/3), de l'unanimité pour la cooptation, du contrôle réciproque sur la

cooptation aux organismes centraux, nous nous sommes mis à insister sur tout cela *une fois en minorité sur le chapitre de l'effectif des organismes centraux.* » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, p. 311). Martov se prononça contre la proposition d'introduire dans les statuts l'exigence de l'unanimité et du contrôle mutuel du Comité central et de l'Organe central en cas de cooptation. — P. 78

75. E. Lévine (Egorov) s'opposait à la fixation d'un chiffre précis (2/3 ou 4/5) pour la majorité nécessaire à la cooptation à un organisme du parti et estimait qu'en l'absence de protestation motivée, la question pouvait être tranchée à la majorité simple. — P. 78
76. Dans une intervention, E. Lévine (Egorov) avait traité le projet de statuts de « boiteux » en raison de l'absence d'un point accordant au Conseil du parti le droit de trancher la question de la cooptation aux organismes centraux du parti. — P. 78
77. Ces objections étaient celles de Trotski et de Martov contre la proposition de Lénine d'introduire dans le § 12 des statuts un point faisant dépendre la validité de la cooptation au Comité central et à la rédaction de l'Organe central de l'accord de la totalité des membres du Conseil du parti. — P. 79
78. Cet amendement, déposé par Martov au cours de la discussion du § 12 des statuts du parti, était le suivant : « Au cas où l'unanimité n'a pu être atteinte lors de la cooptation de nouveaux membres au Comité central ou à la rédaction de l'Organe central, la question de l'admission d'un nouveau membre peut être soumise au Conseil et en cas de cassation par celui-ci de la décision du collège qui s'est précédemment prononcé, la décision définitive est prise par ce collège à la majorité simple ». — P. 79
79. Martov avait déclaré : « Je propose que la majorité mécontente de la décision de la minorité reçoive le droit de demander au Conseil de prendre une décision ». L'amendement de Martov fut accepté par le congrès (par 24 voix contre 23). — P. 79
80. *La Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger* fut fondée à l'initiative de Lénine en octobre 1901. Elle comprenait la section à l'étranger de l'organisation de l'*Iskra* et l'organisation révolutionnaire « Le Social-Démocrate » dont faisait partie le groupe « Libération du Travail ». La Ligue avait pour tâche de diffuser les idées de la social-démocratie révolutionnaire et de contribuer à la création d'une organisation social-démocrate de combat. Elle représentait statutairement la section à l'étranger de l'organisation de l'*Iskra*. Elle recrutait des partisans pour l'*Iskra* parmi les social-démocrates russes à l'étranger, la soutenait matériellement, organisait le transport du journal en Russie et publiait de la littérature marxiste. Le 11^e

Congrès du P.O.S.D.R. confirma que la Ligue était l'unique organisation du parti à l'étranger, jouissant, conformément aux statuts, des droits d'un comité, et l'engagea à travailler sous la direction et le contrôle du C.C. du P.O.S.D.R.

Après le II^e Congrès du P.O.S.D.R., les mencheviks renforcèrent leurs positions au sein de la Ligue et luttèrent contre Lénine, contre les bolcheviks. Au deuxième congrès de la Ligue, en octobre 1903, les mencheviks firent adopter de nouveaux statuts, dirigés contre ceux du parti adoptés au II^e Congrès du P.O.S.D.R. La Ligue devint à partir de ce moment-là une place-forte du menchevisme. Elle subsista jusqu'en 1905. — P. 79

81. Dans son intervention, Lénine répond à V. Noskov (Glébov) et à L. Deutsch, qui proposaient de ne pas faire figurer dans les statuts le § 13 (reconnaissant la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger » comme seule organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger et fixant ses tâches), mais de confier son examen au Comité central du parti (Glébov) ou au Conseil du parti (Deutsch). Le § 13 fut adopté par le congrès par 31 voix contre 13 et 6 abstentions. — P. 80

82. Une fois que le congrès eut approuvé le § 13 des statuts reconnaissant la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger comme l'unique organisation du parti en dehors de Russie, les délégués de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger », Martynov et Akimov, firent savoir au bureau du congrès qu'ils refusaient de prendre part aux votes et n'assisteraient plus qu'à la lecture des procès-verbaux des séances précédentes et à la discussion de leur mode de publication. Leur déclaration fut lue à la 27^e séance du congrès le 5 (18) août. Le congrès proposa à Martynov et à Akimov de retirer leur déclaration, mais ils refusèrent et quittèrent le congrès.

Lénine ne déposa pas son projet de résolution. Dans le manuscrit, le texte en est biffé, peut-être parce que le bureau décida de soumettre cette question à l'examen du congrès. — P. 80

83. *L'« Union des social-démocrates russes à l'étranger »* fut fondée à Genève en 1894 sur l'initiative du groupe « Libération du Travail ». Tous ses membres devaient faire leur le programme de ce groupe.

Le I^{er} Congrès du P.O.S.D.R. reconnut l'« Union » comme le représentant du parti à l'étranger. Par la suite, les éléments opportunistes — les « économistes », encore appelés les « jeunes » — acquirent dans l'« Union » une influence prépondérante. Au I^{er} congrès de l'« Union », qui se tint à Zurich en novembre 1898, la majorité opportuniste refusa de se solidariser avec le « Manifeste » du I^{er} Congrès du P.O.S.D.R. Le groupe « Libération du Travail » déclara alors au congrès qu'il cessait de revoir les publications de l'« Union », à l'exception du n° 5-6 du *Rabotnik* (l'Ouvrier), déjà prêt à imprimer, et des brochures

de Lénine *Les tâches des social-démocrates russes* et *La nouvelle loi ouvrière*. L'« Union », de son côté, commença à éditer en avril 1899 la revue *Rabotchëï Diélo* (La cause ouvrière), dont le comité de rédaction comprenait les « économistes » B. Kritchovski, V. Ivanchine, P. Téplov. L'« Union » eut des paroles de sympathie pour Bernstein, les millerandistes, etc.

La lutte continua au sein de l'« Union » jusqu'à son II^e congrès (avril 1900) et au congrès même. Le groupe « Libération du Travail » et ses partisans quittèrent le congrès et formèrent une organisation distincte dénommée « Le Social-Démocrate ».

Au II^e Congrès du P.O.S.D.R., les représentants de l'« Union » (adeptes du *Rabotchëï Diélo*) s'en tinrent à une position d'extrême opportunisme et quittèrent le congrès après que celui-ci eut reconnu la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger » pour l'unique organisation du parti hors de Russie. Sur décision du II^e congrès, l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » fut dissoute. — P. 81

84. Lénine a ici en vue la majorité iskriste qui se dégagait définitivement au congrès lors des élections du Comité central, après que s'en furent détachés les iskristes « mous » et qu'eurent quitté le congrès les délégués du Bund et les deux représentants du *Rabotchëï Diélo*. — P. 82

85. B. Knouniantz (Roussov) déposa une proposition demandant de passer aux élections du Comité central du parti. — P. 82

86. Le congrès adopta deux résolutions sur la question de l'attitude envers les libéraux : la première émanant de Potressov (Starover), la seconde de Lénine, Plékhanov et de treize autres délégués (voir le projet de Plékhanov, avec l'amendement de Lénine dans le Recueil Lénine VI, pp. 177-178).

« ...l'opinion de l'ancienne *Iskra*, devait écrire Lénine par la suite, était infiniment mieux exposée dans la résolution de Plékhanov, qui soulignait le caractère antirévolutionnaire et antiprolétarien de l'*Osvobodnénie* libéral, que dans la résolution confuse de Starover qui, d'une part, court (et très intempestivement) après un « accord » avec les libéraux et, d'autre part, pose pour cet accord des conditions fictives, à coup sûr impossibles à remplir pour les libéraux » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 522-523). — P. 82

87. « *Osvobodnénie* » (Libération), revue bimensuelle publiée à l'étranger du 18 juin (1^{er} juillet) 1902 au 5 (18) octobre 1905, sous la rédaction de P. Strouvé. Organe de la bourgeoisie libérale russe, la revue défendit fidèlement les idées du libéralisme monarchiste modéré. En 1903 se constitua autour de la revue (pour recevoir un statut propre en janvier 1904) l'« Union de l'*Osvobodnénie* », qui exista jusqu'en octobre 1905. Avec les constitutionnalistes des zemstvos, les membres de l'Union formèrent le noyau du parti constitutionnel-démocrate (cadet), apparu en

octobre 1905, et qui fut le principal parti de la bourgeoisie libérale russe. — P. 82

88. *Conseil d'Etat*, l'une des plus hautes instances de l'Etat dans la Russie d'avant la Révolution. Créé en 1810 sur la base d'un projet de M. Spéranski comme organe législatif consultatif, ses membres étaient nommés et validés par le tsar. Le Conseil d'Etat fut réorganisé par la loi du 20 février (5 mars) 1906, et reçut le droit d'approuver ou de repousser les projets de loi après leur passage en discussion à la Douma d'Etat. Cependant, le droit de modifier les lois fondamentales et de publier les dispositions législatives les plus importantes demeurait l'apanage du tsar.

A partir de 1906, le Conseil d'Etat fut composé par moitié de représentants élus de la noblesse, du clergé, de la grosse bourgeoisie, et de dignitaires nommés par le tsar. Ce qui valut au Conseil d'Etat de jouer un rôle exclusivement réactionnaire, repoussant même les textes modérés adoptés par la Douma. — P. 84

89. *Le deuxième congrès de la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger »* se tint les 13-18 (26-31) octobre 1903 à Genève. Il avait été convoqué sur les instances des mencheviks qui voulaient faire ainsi contrepoids au II^e Congrès du P.O.S.D.R. Lénine exprimait ainsi ses objections à la convocation du congrès de la Ligue : « Un congrès de la Ligue *en ce moment* fournira tout pour la bagarre et rien pour la cause, c'est-à-dire pour le travail à l'étranger » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, p. 181).

Il y avait au congrès de la Ligue 15 partisans de la majorité, groupés autour de Lénine (14 à partir de la deuxième séance), avec 18 voix, et 18 mencheviks (19 à partir de la deuxième séance) avec 22 voix. Le congrès examina les questions suivantes : 1) rapport de la direction de la Ligue ; 2) rapport du délégué de la Ligue au II^e Congrès du parti ; 3) statuts de la Ligue ; 4) élections de la direction.

La question centrale à l'ordre du jour était le rapport de Lénine, délégué de la Ligue au congrès du parti. Dans son rapport, Lénine mit en lumière les travaux du II^e Congrès du P.O.S.D.R., dénonça l'opportunisme des mencheviks et montra l'absence de principes de leur attitude au congrès (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 65-83). Profitant de sa majorité au congrès de la Ligue, l'opposition décida de donner après Lénine la parole à Martov pour un corapport. Celui-ci défendit l'attitude des mencheviks au II^e Congrès du P.O.S.D.R. et lança des accusations calomnieuses contre les bolcheviks. Lénine et les partisans de la majorité, constatant qu'il était tout à fait impossible et vain de continuer à polémiquer avec l'opposition, quittèrent la séance et refusèrent de participer aux débats sur cette question. La majorité menchevique, visant à s'emparer des organismes centraux du parti, adopta sur le deuxième point de l'ordre du jour trois résolutions dans lesquelles elle se dres-

sait contre la position de Lénine touchant les questions d'organisation, et appelait à combattre systématiquement les bolcheviks.

Le congrès adopta également les statuts de la Ligue à l'étranger dont plusieurs articles étaient dirigés contre les statuts du parti (publication par la Ligue de la littérature du parti, rapports entre la direction de la Ligue et les autres organisations, à l'insu du C.C. et de l'O.C., etc.) ; de plus, les mencheviks contestaient au C.C. du P.O.S.D.R. le droit de confirmer les statuts de la Ligue. Le représentant du C.C. du P.O.S.D.R., Lengnik, qui assistait au congrès, demanda au nom du Comité central de conformer les statuts de la Ligue à ceux du parti, et, comme l'opposition refusa d'accéder à cette demande, il déclara que la réunion était illégale. Le Conseil du parti approuva l'attitude du représentant du C.C. (voir le présent tome, p. 95).

Lénine dit que « le congrès de la Ligue a marqué l'apogée des opérations de l'opposition contre les organismes centraux » (*Œuvres*, Paris-Moscou, t. 7, p. 123). Après le deuxième congrès de la Ligue, les mencheviks en firent une machine de guerre contre le parti.

Le tome 41 de la 5^e édition russe des *Œuvres* de Lénine a publié, dans la section « Matériaux préparatoires », deux, textes se rapportant aux travaux du II^e congrès de la Ligue : le plan du rapport de Lénine sur le II^e Congrès du P.O.S.D.R. et des notes prises au cours de la première séance du congrès de la Ligue. — P. 92

90. La présente remarque de Lénine répond à la proposition faite par L. Deutsch de remplacer dans le 3^e point de l'ordre du jour les mots « élaboration des statuts » par « modification des statuts ». La question de l'élaboration de *nouveaux* statuts de la Ligue avait une importance de principe. Les anciens statuts (1901), rédigés à une époque où il n'y avait pas en fait de parti cohérent, ne correspondaient plus aux nouveaux besoins. Les statuts du parti adoptés au II^e Congrès du P.O.S.D.R. assimilaient la Ligue, pour les droits, aux comités du parti, à cette seule exception près que son soutien du mouvement révolutionnaire russe ne pourrait s'exercer que par l'intermédiaire des personnes et des groupes mandatés à cet effet par le Comité central (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, 1^{re} partie, 1954, p. 47). Résolu à assurer la mise en œuvre intégrale des décisions du II^e Congrès du P.O.S.D.R. Lénine exigeait l'élaboration de nouveaux statuts de la Ligue, en accord avec ceux du parti. — P. 92
91. Martov demandait qu'on lui permît de présenter un corapport sur le II^e Congrès du parti. — P. 92
92. La brochure de Martov *La lutte contre l'état de siège* au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie parut à Genève en 1904. — P. 93

93. Dans son intervention, Trotski, à l'aide d'arguments spéciaux et d'une interprétation arbitraire des statuts du parti s'était efforcé de prouver que la Ligue était habilitée à approuver le projet de statuts qui lui était soumis sans en référer au Comité central du P.O.S.D.R. — P. 94
94. C'est du paragraphe 6 des statuts du P.O.S.D.R., adopté au II^e Congrès du parti, qu'il est question ici (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, I^{re} partie, 1954, p. 46). — P. 94
95. La résolution de L. Galpérine (Koniaguine), défendue par les bolcheviks, stipulait que les statuts de la Ligue n'entreraient en vigueur qu'une fois approuvés par le Comité central. Cette résolution, rédigée en accord avec les statuts du P.O.S.D.R., sauvegardait le principe du centralisme démocratique dans le parti.
- La résolution de Martov, votée par la majorité opportuniste de la Ligue, prenait pour principe que la Ligue avait le droit d'adopter ses statuts sans approbation préalable par le C.C. du parti. — P. 94
96. A la séance du 18 (31) octobre 1903 du congrès de la Ligue à l'étranger F. Lengnik, au nom du Comité central, exigea la conformation des statuts adoptés par le congrès de la Ligue à ceux du P.O.S.D.R. L'opposition ayant refusé de se soumettre, Lengnik déclara la réunion illégale et la quitta en compagnie des autres bolcheviks membres de la Ligue. — P. 95
97. *Le Conseil du P.O.S.D.R.* qui se réunit à Genève du 15 (28) au 17 (30) janvier 1904 « fut convoqué à l'initiative des représentants de l'Organe central dans le but d'examiner les mesures nécessaires pour coordonner les activités du C.C. et de l'O.C. touchant les publications du parti » (Recueil Lénine X, p. 181 procès-verbaux des séances du Conseil). Lénine, Lengnik, Plékhanov, Axelrod et Martov assistèrent aux séances du Conseil.
- Sur la proposition de Lénine, le Conseil du parti décida d'inclure à l'ordre du jour et d'examiner tout d'abord la question des mesures visant à rétablir la paix au sein du parti. Au nom du Comité central, Lénine déposa le 15 (28) janvier un projet de résolution sur ce point (voir *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 7, pp. 149-151). L'attitude des mencheviks envers cette résolution s'étant avérée négative, Lénine et Lengnik déposèrent le 16 (29) janvier un autre projet de résolution sur le rétablissement de la paix au sein du parti (voir le présent tome, p. 94) et qui fut adopté par le Conseil par trois voix (Lénine, Lengnik, Plékhanov) contre deux (Martov, Axelrod). Cependant, au lieu d'examiner concrètement la question du rétablissement de la paix au sein du parti, le Conseil, malgré la protestation de Lénine, mit aux voix la résolution de Plékhanov qui exigeait la cooptation de mencheviks au C.C. La résolution fut adoptée par les

voix de Plékhanov, Martov et Axelrod. A ce propos, les représentants du C.C. (Lénine et Lengnik) exprimèrent le 17 (30) janvier leur opinion particulière dans un texte qui condamnait la résolution de Plékhanov comme méconnaissant la volonté de la majorité du II^e Congrès du parti. Ce texte fut rédigé par Lénine (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 152-155).

Après le sabotage par les mencheviks de toutes les tentatives d'établir la paix au sein du parti, Lénine proposa un projet de résolution sur la convocation du III^e Congrès du parti, en tant qu'issue unique à la situation (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, p. 156). Cette résolution fut repoussée par les voix de Plékhanov, Martov et Axelrod, et la résolution de Martov contre la convocation du congrès fut adoptée.

En ce qui concerne les publications du parti, les représentants du C.C. et les mencheviks ne purent non plus s'entendre. Après avoir rejeté les résolutions proposées à ce sujet par Lénine, le Conseil du parti adopta des résolutions approuvant les activités désorganisatrices, fractionnelles, de la rédaction de l'*Iskra* menchevique.

En janvier 1904, les séances du Conseil montrèrent qu'après le passage de Plékhanov aux mencheviks, le Conseil du parti était devenu un instrument de lutte des mencheviks contre le P.O.S.D.R. — P. 95

98. Il s'agit du projet de résolution qui portait sur des mesures visant à rétablir la paix au sein du parti. Lénine insistait pour que sa résolution soit mise aux voix avant celle de Plékhanov qui proposait la cooptation de mencheviks au C.C. du P.O.S.D.R. — P. 96

99. Dans son intervention sur la mise aux voix des résolutions de Lénine et de Plékhanov, Martov, tout en admettant que Lénine était fondé à réclamer que sa résolution soit mise aux voix la première, proposa de poser la question de la façon suivante : 1) Est-il nécessaire de publier un appel à tous les membres du parti ? 2) La proposition concrète de Plékhanov. — P. 96

100. La résolution de Martov attaquait l'opinion particulière déposée le 17 (30) janvier 1904 par les représentants du C.C. Lénine et Lengnik (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 152-155) à la suite de l'adoption par le Conseil du parti de la résolution de Plékhanov sur la cooptation de mencheviks au Comité central du P.O.S.D.R. Martov proposait dans sa résolution d'infliger un blâme à Lénine et à Lengnik pour avoir déposé une opinion particulière. Au cours des débats engagés, Martov fut contraint de retirer sa résolution et de se rallier à une résolution de Plékhanov, de forme quelque peu différente, qui fut adoptée grâce aux voix des mencheviks — P. 98

101. *L'avis du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie* fut rédigé par Lénine à la suite de la décision prise par

un « groupe de promoteurs » de fonder à Genève une « Bibliothèque et des archives du C.C. du P.O.S.D.R. » Ce texte fut publié en même temps que l'appel du « groupe de promoteurs » aux bonnes volontés pour l'organisation d'une bibliothèque et d'archives du parti, dans un tract intitulé « A tous » (publication de l'imprimerie du parti à Genève).

Le 7 (20) février 1904, Lénine, en tant que membre du C.C. du P.O.S.D.R., signa l'« Arrêté sur la bibliothèque et les archives du C.C. du P.O.S.D.R. » (ce texte est de la main de V. D. Bontch-Brouévitch).

Plus tard (fin 1904-début 1905), Lénine rédigea une « Déclaration du groupe des promoteurs qui ont fondé la bibliothèque du P.O.S.D.R. à Genève » qui annonçait la remise de la bibliothèque au Bureau des Comités de la Majorité (voir le présent tome, p. 125). A la séance suivante du Bureau des Comités de la Majorité, les membres de l'ex-« groupe de promoteurs » furent constitués, sur proposition de Lénine, en un comité de surveillance de la « Bibliothèque et des archives du P.O.S.D.R. » Ce comité rendit compte de son activité au III^e Congrès du parti (voir le *Troisième Congrès du P.O.S.D.R. Procès-verbaux*, Moscou, 1959, pp. 533-537). La bibliothèque exista treize ans, jusqu'à la Révolution de février 1917. A l'heure actuelle, le fonds de la bibliothèque et les archives du P.O.S.D.R. se trouvent à l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. — P. 98

102. Le tract du C.C. du P.O.S.D.R. adressé « Au prolétariat russe » et qui avait été rédigé par Lénine une semaine après le déclenchement de la guerre russo-japonaise, fut transmis aux comités du parti de plusieurs villes de Russie avec l'instruction de le reproduire et de le diffuser d'urgence. Nadejda Kroupskaïa parle de l'envoi de ce tract dans ses lettres des 3 (16) et 4 (17) février à I. Lalaïantz, L. Krassine, L. Knipovitch (Archives de l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. et Recueil Lénine X, pp. 323, 324). Le 16 (29) février 1904, Nadejda Kroupskaïa écrivait à R. Zemliatchka et L. Galpérine : « Le vieux (Lénine. — N.R.) a rédigé un tract sur la guerre qui n'a pas été diffusé ici, mais qu'on a envoyé à Tomsk, Moscou, Odessa, Pétersbourg, Samara, Saratov, Nijni-Novgorod et Iékatérinoslav » (Archives historiques centrales d'Etat, Moscou). La bibliothèque de l'Institut du marxisme-léninisme possède un grand nombre d'exemplaires de ce tract, portant le cachet du C.C. du P.O.S.D.R., des comités de Moscou et d'Iékatérinoslav : ce texte a été réimprimé et diffusé par les comités de Nijni-Novgorod (7 700 exemplaires), Tver, Saratov, par les étudiants de Kiev. De plus, le tract fut reproduit le 5 (18) mars 1904 dans le n° 61 de l'*Iskra*. — P. 99
103. En 1895, la guerre sino-japonaise de 1894-1895 aboutit à la signature du traité de Simonoseki, par lequel la Chine se voyait contrainte de céder au Japon la presque île du Leao-tong, For-

mose et les Pescadores, s'engageait à payer une contribution de 200 millions de taels (portée ultérieurement à 230 millions) et accordait au Japon un certain nombre d'avantages commerciaux. Redoutant un renforcement de la puissance du Japon, la Russie, la France et l'Allemagne protestèrent contre la conclusion du traité de Simonoseki. Le Japon dut renoncer à annexer la presqu'île du Leao-tong. — P. 101

104. Les plans reproduits ici ont été utilisés par Lénine pour la conférence qu'il donna à Genève le 9 (22) mars 1904 sur la Commune de Paris. Ces notes ont été prises au cours d'une étude minutieuse de l'ouvrage de Marx *La guerre civile en France*. Lénine cite le texte de Marx d'après l'édition de Berlin de 1891. Il a puisé aussi des renseignements dans le livre de Lissagaray *Histoire de la Commune de 1871* et dans celui de Weill *Histoire du mouvement social en France de 1852 à 1902*.

Lénine a développé les notes reproduites ici en un « Plan de la conférence sur la Commune » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 203-208). Lénine est revenu encore plusieurs fois sur ce sujet par la suite (voir par exemple les articles « Les enseignements de la Commune » et « A la mémoire de la Commune », le III^e chapitre de « L'Etat et la Révolution », Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 499-502, t. 17, pp. 135-140, t. 25, pp. 447-467). — P. 101

105. Allusion à une phrase d'Engels dans son introduction à *La Guerre civile en France* de Marx (Œuvres choisies en deux volumes, t. I, p. 504). — P. 101

106. I. A. A. (Internationale Arbeiter Association), Association internationale des travailleurs (I^{re} Internationale), première organisation internationale de masse du prolétariat, fondée en 1864 à Londres, aux assises ouvrières internationales qui avaient eu lieu sur l'initiative des ouvriers anglais et français. Marx fut l'organisateur et le chef de la I^{re} Internationale, dont il rédigea l'« Adresse inaugurale », les statuts et divers documents sur son programme et sa tactique. La création de la I^{re} Internationale marqua l'aboutissement de longues années de lutte persévérante de Marx et d'Engels pour un parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Comme le nota Lénine, la I^{re} Internationale a « jeté les fondements de l'organisation mondiale des travailleurs pour préparer leur assaut révolutionnaire contre le capital », « jeté les fondements de la lutte prolétarienne internationale pour le socialisme » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 29, pp. 309-310).

L'organe dirigeant de la I^{re} Internationale était le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, dont Marx ne cessa jamais d'être membre. L'action de Marx, dirigée contre l'influence petite-bourgeoise et les tendances sectaires qui prédominaient alors dans le mouvement ouvrier (trade-

unionisme en Angleterre, proudhonisme et anarchisme dans les pays latins, lassallisme en Allemagne), visait à regrouper les ouvriers avancés d'Europe et d'Amérique sur la base des principes du socialisme scientifique. La I^{re} Internationale était à la tête de la lutte économique et politique des ouvriers de divers pays, dont elle renforçait la solidarité internationale. La I^{re} Internationale joua un rôle considérable dans la diffusion du marxisme, dans la jonction du socialisme et du mouvement ouvrier.

Après l'écrasement de la Commune, le problème se posa à la classe ouvrière de créer des partis nationaux de masse sur la base des principes recommandés par la I^{re} Internationale. « Etant donné l'état des choses en Europe, écrivait en 1873 Karl Marx, je crois qu'il est sans conteste opportun de laisser pour le moment au second plan l'organisation formelle de l'Internationale » (lettre à F.-A. Sorge du 27 septembre 1873). En 1876, à la conférence de Philadelphie, la I^{re} Internationale fut officiellement dissoute. — P. 102

107. Au cours de l'*Exposition internationale de Londres de 1862* eut lieu la rencontre d'une délégation ouvrière française avec les ouvriers anglais. — P. 102

108. *Proudhonisme*, courant socialiste petit-bourgeois antiscientifique, hostile au marxisme, appelé ainsi du nom de son promoteur, l'anarchiste Proudhon. Marx et Engels combattirent opiniâtement les tentatives de Proudhon de faire prévaloir ses conceptions au sein de la I^{re} Internationale. Marx en fit une critique en règle dans sa *Misère de la philosophie*. La lutte acharnée menée par les fondateurs du socialisme scientifique et leurs partisans aboutit à la victoire complète du marxisme sur le proudhonisme.

Lénine vit dans le proudhonisme une manifestation de la « stupidité bornée du petit bourgeois et du philistin » incapable d'adopter le point de vue de la classe ouvrière. Les « théoriciens » bourgeois ont tiré profit des idées de Proudhon pour justifier la collaboration des classes. — P. 102

109. *Blanquisme*, courant du mouvement socialiste français se réclamant du grand révolutionnaire Louis-Auguste Blanqui, représentant du communisme utopique français (1805-1881).

Pour les blanquistes, comme devait l'écrire plus tard Lénine, « ce n'est pas la lutte de classe du prolétariat qui délivrera l'humanité de l'esclavage salarié; mais le complot d'une petite minorité d'intellectuels » (*Œuvres*, Paris-Moscou, t. 10, p. 411). Substituant à l'initiative du parti politique révolutionnaire les activités d'un groupe secret de conspirateurs, ils négligeaient les conditions concrètes indispensables à la victoire de l'insurrection et les liens avec les masses. — P. 102

110. Voir Engels, Introduction à *La Guerre civile en France*, *Œuvres choisies* en deux volumes, t. I, p. 505. — P. 102

111. Titre d'un roman de Zola (1892) consacré à la guerre franco-allemande. — P. 102
112. Il est question du manifeste du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne du 5 septembre 1870. — P. 103
113. K. Marx, *La Guerre civile en France*, Œuvres choisies en deux volumes, t. I, p. 531. — P. 103
114. Voir K. Marx, « Seconde adresse du Conseil général de l'Association internationale des Travailleurs sur la guerre franco-allemande », Œuvres choisies en deux volumes, t. I, p. 528. — P. 103
115. Le commandant en chef de l'artillerie de l'Armée de défense de Paris, Alphonse Simon Guidon, écrivit au général de division d'artillerie Suzane qu'il pouvait prendre son protégé dans son état-major, où il mourrait d'ennui, ou bien l'envoyer au Mont-Valérien, où on faisait semblant de tirer le canon. Voir le n° 115 (25 avril 1871) du *Journal officiel de la République Française*, édité par la Commune et aussi K. Marx *La Guerre civile en France*. — P. 103
116. Il s'agit de Léo Frankel, ouvrier bijoutier, l'un des dirigeants de l'association des ouvriers allemands en France, militant en vue du mouvement ouvrier hongrois et international, fondateur du premier parti ouvrier socialiste hongrois. — P. 105
117. Marx dit dans sa *Guerre civile en France* des ministres du gouvernement de la Défense nationale qu'ils « ne pouvaient trouver que dans les ruines de Paris leurs *tickets-of-leave* ; ils étaient bien les hommes mêmes qu'il fallait à Bismarck » et explique ainsi en note le sens de cette expression : « permis de séjour que les prisonniers ayant purgé la plus grosse part de leur peine reçoivent parfois en Angleterre et qui leur donnent le droit de vivre en liberté, mais sous la surveillance de la police. Ces permis de séjour portent le nom de *tickets-of-leave* (billet d'élargissement conditionnel) ; et les bénéficiaires s'appellent les *tickets-of-leave men* (élargis). — P. 109
118. *Les lettres de Dupont*, secrétaire-correspondant du Conseil général de l'Internationale, sont citées dans le livre de Weill *Histoire du mouvement social en France 1852-1902*. Dans son « Plan de la conférence sur la Commune », Lénine cite la lettre de Dupont du 7 septembre 1870 (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, p. 204). — P. 109
119. Les renseignements portant sur le nombre de personnes condamnées pour participation à la Commune sont tirés du livre de Lissagaray *Histoire de la Commune de 1871*. — P. 110

120. *Le Conseil du P.O.S.D.R.*, réuni le 31 mai et le 5 juin (13 et 18 juin) 1904 à Genève, était composé de Lénine, Plékhanov (à la présidence), Noskov, Axelrod et Martov. A la première séance, il examina les questions relatives à la convocation d'une conférence interparti de toutes les formations révolutionnaires et d'opposition de Russie et au prochain congrès international prévu à Amsterdam. A la deuxième séance furent discutées les questions intérieures du parti : 1) le droit des organismes centraux du parti (O.C. et C.C.) de rappeler leurs représentants du Conseil du parti ; 2) la cooptation dans les comités et le droit du Comité central d'y introduire de nouveaux membres ; 3) les modalités du vote des organisations du parti sur la convocation du III^e Congrès du parti ; 4) la publication des procès-verbaux des séances du Conseil, etc.

Trois de ses cinq membres (Plékhanov, Martov et Axelrod) appartenant à l'opposition menchevique et l'un des deux autres (Noskov) ayant adopté une position conciliatrice, le Conseil approuva les résolutions mencheviques sur les questions intérieures les plus importantes (voir les interventions de Lénine aux séances du Conseil dans *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 7, pp. 453-462). — P. 110

121. *La Conférence interparti des formations d'opposition et révolutionnaires de Russie*, dont le « Parti finlandais de résistance active » avait pris l'initiative, se tint à la fin de 1904. Les représentants du P.O.S.D.R. et de certains autres partis et organisations social-démocrates de Russie, réunis en août 1904, à Amsterdam, à la veille de l'ouverture du congrès socialiste international, décidèrent de ne pas participer à la conférence. En ce qui concerne le P.O.S.D.R., cette décision fut ratifiée à la réunion du 21 août (3 septembre) 1904 du Conseil du parti. — P. 111

122. *L'organisation ouvrière social-démocrate balte de Lettonie* fut formée en avril 1902 à la suite de la fusion de plusieurs organisations social-démocrates. C'est à partir d'elle que fut fondé, au 1^{er} congrès des organisations social-démocrates lettonnes, les 7-9 (20-22) juin 1904, le « Parti ouvrier social-démocrate letton », qui adhéra au P.O.S.D.R. en 1906, au IV^e Congrès (congrès d'Unification) de ce dernier.

L'Union social-démocrate lettonne, organisée à l'étranger à l'automne de 1900, se rapprochait par ses revendications des socialistes-révolutionnaires russes et manifestait certaines tendances nationalistes. En 1905, l'Union prit une certaine influence sur les paysans, mais ne tarda pas à être évincée par le « Parti ouvrier social-démocrate letton ». Par la suite, l'Union ne joua pratiquement plus aucun rôle. — P. 111

123. *L'organisation ouvrière social-démocrate arménienne* (dite des « spécifiques ») avait été fondée par les éléments national-fédéralistes arméniens peu après le II^e Congrès du P.O.S.D.R. A l'ins-

tar des bundistes, les « spécifiques » prônaient pour le parti une structure fédéraliste, qui équivalait à scinder le prolétariat en fractions nationales ; ils se proclamaient les seuls représentants du prolétariat arménien. Pour justifier leur nationalisme, ils invoquaient « les conditions spécifiques de chaque nation ». Dans sa lettre au Comité central du P.O.S.D.R. à l'occasion de la convocation en septembre 1905 d'une conférence des organisations social-démocrates de Russie, Lénine écrivait :

« Je vous mets particulièrement en garde contre la « Fédération social-démocrate arménienne ». Si vous avez accepté sa participation à la conférence, vous avez fait une erreur *fatale*, qu'il faut corriger à *tout prix*. C'est un couple de désorganisateur de Genève qui éditent ici des choses parfaitement insignifiantes, sans aucune relation *sérieuse* avec le Caucase. C'est une *créature bundiste*, rien de plus, spécialement imaginée pour sustenter le bundisme caucasien... Les camarades caucasiens sont tous contre cette bande d'écrivains désorganisateur... » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, p. 349.) — P. 111

124. Martov avait proposé à la première séance du Conseil du parti de décréter dès l'abord que les questions de principe ne pourraient être résolues à la conférence interparti qu'à l'unanimité des votants. — P. 111
125. Cette remarque de Lénine concerne une résolution dans laquelle Martov proposait à toutes les organisations du parti de faire parvenir au Conseil du parti leurs mandats pour le congrès d'Amsterdam de la II^e Internationale, ainsi que leurs rapports d'activité qui serviraient à la rédaction d'un rapport général. Plékhanov prit la parole après Martov pour faire remarquer que le temps manquait pour la réception des rapports locaux et proposer de confier immédiatement à quelqu'un le soin de rédiger le rapport général. — P. 112
126. Le journal *Veratsnoutioun* (Renaissance), organe du parti nationaliste petit-bourgeois arménien « Gntchak », parut à Rouchtchouk (Bulgarie) en 1903-1904. — P. 112
127. Martov affirmait que la minorité du Comité de Moscou proposait, au lieu d'un seul, deux candidats à la cooptation. — P. 113
128. Selon les statuts du parti adoptés par le II^e Congrès du P.O.S.D.R., seules avaient le droit d'être représentées au congrès les organisations qui avaient été validées un an au moins avant le congrès. Noskov (Glébov) affirma par conséquent, à la seconde séance du Conseil que les voix des comités de Tver et de Riga ne pouvaient être prises en considération lors du vote sur la convocation du III^e Congrès du parti. — P. 114
129. *L'Union du Caucase du P.O.S.D.R.* fut créée en mars 1903 au I^{er} congrès des organisations social-démocrates caucasiennes à

Tiflis, sur l'initiative des comités de Tiflis et de Bakou du P.O.S.D.R. Assistèrent à ce congrès 15 délégués des organisations de Tiflis, Bakou, Batoum, Koutaïs et autres. Le congrès élit comme organe dirigeant de l'Union le Comité de l'Union du Caucase du P.O.S.D.R. formé de neuf personnes. Le congrès approuva la ligne politique de l'*Iskra* de Lénine, reconnut le projet de programme du parti élaboré par l'*Iskra* et la *Zaria* comme fondement de l'activité des organisations social-démocrates de Transcaucasie.

L'Union du Caucase envoya trois délégués au II^e Congrès du P.O.S.D.R. Ceux-ci avaient reçu mandat de défendre au congrès les principes de programme, d'organisation et de tactique de l'*Iskra* léniniste. Le Comité de l'Union du Caucase du P.O.S.D.R. établit dès le début de son activité des rapports étroits avec Lénine et constitua une des places fortes bolcheviques dans la lutte contre l'opposition menchevique. L'Union prit une part active à la préparation du III^e Congrès du Parti. Des représentants de l'Union caucasienne entrèrent au Bureau des Comités de la Majorité qui assura la préparation pratique du III^e Congrès du P.O.S.D.R. L'Union joua un grand rôle dans l'organisation du mouvement ouvrier en Transcaucasie à la veille et au cours de la première révolution russe. Son grand mérite est d'avoir inculqué aux ouvriers des nombreuses nationalités du Caucase les principes de l'internationalisme prolétarien. En février 1906, après la création des comités unifiés des fractions menchevique et bolchevique, l'Union du Caucase du P.O.S.D.R. cessa d'exister. — P. 114

130. Martov avait proposé, à la deuxième séance du Conseil du parti, d'assimiler les comités de Samara, Smolensk, Briansk et Astrakhan aux comités ayant assisté au congrès, autrement dit de leur reconnaître le droit de vote pour la convocation du congrès du parti. — P. 114
131. Martov proposa d'accorder à l'Union du Caucase le droit de voter pour le congrès à partir de septembre 1903, moment de l'approbation de ses statuts. — P. 115
132. Il s'agit de la règle adoptée par la session de janvier 1904 du Conseil du parti sur la publication des procès-verbaux des réunions du Conseil. — P. 115
133. Par les voix des mencheviks Plékhanov, Martov et Axelrod et du conciliateur Noskov (Glébov), le Conseil du parti se prononça à sa séance du 5 (18) juin 1904 contre la publication des procès-verbaux des réunions du Conseil. — P. 116
134. Par déclaration de Riga, Lénine entend l'appel « Au parti » adopté par une conférence de 22 bolcheviks et publié en tract

par le comité de Riga du P.O.S.D.R. en août 1904 (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 473-481). — P. 117

135. Il s'agit de la « déclaration de juillet » du C.C., ou décision prise en juillet 1904 par les membres conciliateurs du Comité central Krassine, Noskov et Galpérine. Elle comprenait 26 paragraphes dont 9 furent reproduits dans le n° 72 du 25 août (7 septembre) de l'*Iskra* sous le titre de « Déclaration du Comité central ». La décision fut prise illégalement, sans que deux des membres du C.C. — Lénine, qui se trouvait alors en Suisse, et R. Zemliatchka — aient été mis au courant et aient pu défendre au C.C. les positions de la majorité du parti. Dans leur décision, les conciliateurs reconnurent le comité de la rédaction de l'*Iskra* formé grâce aux cooptations effectuées par Plékhanov. Ils cooptèrent au C.C. trois nouveaux conciliateurs : Lioubimov, Karpov et Doubrovinski. Ils prirent position contre la convocation du III^e Congrès et supprimèrent le Bureau du Sud du C.C. qui faisait de la propagande en faveur du congrès. Ils privèrent Lénine des droits de représentant du C.C. à l'étranger et interdirent la publication de ses écrits sans autorisation du collège du C.C. La déclaration de juillet marquait le désaveu total des décisions du II^e Congrès du P.O.S.D.R. par les membres conciliateurs du Comité central et leur ralliement déclaré aux mencheviks.

Lénine protesta vigoureusement contre la « déclaration de juillet ». Dans sa lettre « A cinq membres du Comité central », dans sa brochure *Déclaration et documents sur la rupture entre les organismes centraux et le parti*, Lénine dénonça le caractère illégal des agissements des trois membres du Comité central (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 482-483 et 555-561). Les comités locaux de Pétersbourg, Moscou, Riga, Bakou, Tiflis, Imérétie-Mingrelie, Nikolaïev, Odessa et Ekaterinoslav soutinrent Lénine et désapprouvèrent catégoriquement la « déclaration de juillet ». — P. 117

136. Il s'agit de l'*Iskra* menchevique. Le II^e Congrès du parti avait élu à la rédaction de l'Organe central Lénine, Plékhanov et Martov. Mais le menchevik Martov, en dépit de la décision du congrès, refusa d'entrer à la rédaction sans les anciens rédacteurs mencheviks (Axelrod, Potressov et Véra Zassoulitch), non élus par le II^e Congrès, et les nos 46-51 de l'*Iskra* furent préparés par Lénine et Plékhanov. Plékhanov passa par la suite aux mencheviks et exigea l'entrée dans la rédaction des anciens rédacteurs mencheviques écartés par le congrès. Lénine, qui ne pouvait l'accepter, quitta le 19 octobre (1^{er} novembre) 1903 la rédaction de l'*Iskra* ; il fut coopté au Comité central, d'où il engagea la lutte contre les mencheviks-opportunistes. Le numéro 52 parut sous la rédaction du seul Plékhanov, puis, le 13 (26) novembre 1903, Plékhanov, en violation de la volonté du II^e Congrès, coopta de sa seule autorité à la rédaction de l'*Iskra* ses anciens rédacteurs mencheviques Axelrod, Potressov

et Véra Zassoulitch. A partir de son numéro 52, l'*Iskra* cessa ainsi d'être l'organe de combat du marxisme révolutionnaire. Les mencheviks en firent un organe de lutte contre le marxisme, contre le parti, une tribune de l'opportunisme. — P. 117

137. *Les Editions du Parti social-démocrate V. Bontch-Brouévitch et N. Lénine* furent fondées par les bolcheviks vers la fin de l'été 1904, après que la rédaction menchevique de l'*Iskra* eut refusé de publier les déclarations des organisations et membres du parti qui défendaient les résolutions du II^e Congrès et réclamaient la convocation du III^e Congrès. Les éditions V. Bontch-Brouévitch et N. Lénine bénéficièrent du soutien des comités locaux du parti se réclamant de la majorité. — P. 118

138. Ce texte reproduit deux plans d'écrits (ou de conférences) consacrés à « La paysannerie et la social-démocratie ». Nous ne disposons d'aucune donnée sur la rédaction d'un ouvrage ou la présentation d'une conférence sur ce sujet par Lénine. On s'est servi, pour fixer une date approximative au texte, du fait qu'il a été écrit au verso du manuscrit des remarques de Lénine sur l'article de Rosa Luxembourg « Questions d'organisation dans la social-démocratie russe », qui avaient paru dans le n^o 69 du 10 juillet 1904 de l'*Iskra*.

Les notes prises par Lénine à la lecture des auteurs mentionnés dans les deux plans ont été publiées dans le Recueil Lénine XXXII. Ces notes ont également été utilisées par Lénine dans ses cours consacrés aux « considérations marxistes sur la question agraire en Europe et en Russie » et qu'il donna à l'Ecole russe des hautes études sociales à Paris les 10-13 (23-26) février 1903 (voir Recueil Lénine XIX, pp. 225-248). — P. 118

139. Engels fait la critique des programmes agraires des partis social-démocrates français et allemand dans « La question paysanne en France et en Allemagne » (Marx et Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. II, pp. 461-483). — P. 119

140. A l'automne de 1904, sur l'initiative de Lénine, fut créé au sein du groupe bolchevique genevois un cercle de propagandistes fréquenté principalement par des militants de base, ouvriers et jeunes sans grande formation théorique. Le cercle avait pour but de les préparer au travail en Russie. Les cours avaient lieu sous forme de rapports et d'exposés. Le principal responsable du cercle était Lénine, qui assurait les cours sur les questions du programme du parti. Le début de la révolution et le départ de nombreux camarades pour la Russie entraînèrent l'arrêt des cours. Les archives centrales du parti de l'Institut du marxisme-léninisme ont conservé divers textes permettant de se faire une idée des travaux de ce cercle. Les notes, plans des causeries et procès-verbaux des discussions sur les exposés de Lénine ont été publiés dans le Recueil Lénine XV, pp. 283-285, et 287. — P. 120

141. Ce meeting se tint le 14 août 1889, dans le port de Londres, à l'occasion du déclenchement de la grève des dockers qui réclamaient des augmentations et l'embauche assurée pour au moins quatre heures par jour. Dix mille ouvriers (y compris les chômeurs) prirent part au mouvement. Un comité de grève fut créé, il avait pour secrétaire la fille de Marx Eléonore Aveling. Les grévistes furent soutenus par les ouvriers d'Angleterre, d'Australie et de plusieurs ports des pays d'Europe. C'est au cours de ce mouvement que se constitua le premier syndicat de dockers, qui eut des filiales dans tous les grands ports anglais. La grève dura cinq semaines, les dockers obtinrent satisfaction. Elle donna une puissante impulsion au développement des trade-unions et marqua un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais. — P. 121

142. Ce texte inclut la variante initiale et la variante définitive d'une note de la rédaction de *Vpériod*. La lettre du correspondant de Pétersbourg que devait accompagner cette note n'a pas été retrouvée. Vraisemblablement, elle devait figurer dans le n° 4 ou le n° 5 de *Vpériod*, mais les événements du 9 janvier 1905 accaparèrent toute la place, et le texte, sans doute, perdit ensuite son actualité.

« *Vpériod* », hebdomadaire illégal bolchevique, parut à Genève du 22 décembre 1904 (4 janvier 1905) au 5 (18) mai 1905. Il en sortit 18 numéros, d'un tirage moyen de 7 à 10 000 exemplaires. Ce fut Lénine qui assura l'organisation, l'orientation et la direction immédiate du journal. Il en proposa le titre. La rédaction comprenait V. Vorovski, M. Olminski, A. Lounatcharski. Les relations épistolaires avec les comités locaux et les correspondants en Russie étaient assumées par Nadejda Kroupskaïa. Lénine définit ainsi le contenu du journal : « L'orientation du journal *Vpériod* est celle de la vieille « *Iskra* ». Au nom de cette dernière, *Vpériod* combat avec énergie la nouvelle *Iskra*. (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, p. 126.) Outre les articles de fond, Lénine écrivit pour *Vpériod* une foule de notes et revit nombre de correspondances. Il rédigea plusieurs textes en collaboration avec d'autres membres de la rédaction (Vorovski, Olminski et autres). Ce qui s'est conservé des manuscrits de divers auteurs porte la trace de nombreuses corrections et additions de Lénine. Lénine revoyait tous les numéros après mise en page et, même en plein III^e Congrès, à Londres, il trouva le temps de revoir les épreuves du n° 17. Il n'y a, semble-t-il, que le n° 18 qu'il ne corrigea pas, car il était alors sur le chemin du retour entre Londres et Genève. Plus de 60 articles et notes de Lénine parurent au total dans le *Vpériod*. Certains numéros, comme les 4 et 5, par exemple, consacrés aux événements du 9 janvier 1905 et aux débuts de la révolution sont presque entièrement de la plume de Lénine.

Le Troisième Congrès du parti signala dans une résolution spéciale le rôle éminent joué par *Vpériod* dans la lutte contre le menchevisme, pour le triomphe de l'esprit du parti, les ef-

forts faits par le journal pour poser et mettre en lumière les questions de tactique soulevées par le mouvement révolutionnaire, pour aboutir à la convocation du congrès et exprima sa reconnaissance à la rédaction. Le congrès décida de substituer à *Vpériod* le journal *Prolétari* qui continua, en tant qu'Organe central du parti, l'œuvre de *Vpériod*. — P. 123

143. *L'esquisse des thèses d'un article intitulé « Comment ils se défendent ? »* fut rédigée par Lénine en janvier 1905 approximativement comme essai de réponse à l'article de Plékhanov « Sur notre tactique vis-à-vis de la lutte de la bourgeoisie libérale contre le tsarisme », où celui-ci faisait la critique de la brochure de Lénine « La campagne des zemstvos et le plan de l'Iskra ». L'article de Lénine ne parut pas, et on peut supposer qu'il n'a pas été écrit. On ne possède qu'un brouillon du plan de l'article. — P. 123
144. C'est dans son article « Sur notre tactique vis-à-vis de la lutte de la bourgeoisie libérale contre le tsarisme » que Plékhanov parle de la contradiction de l'ancien et du nouveau Lénine. Il y oppose *Que faire ?* qui serait de l'« ancien » Lénine, à la brochure *La campagne des zemstvos et le plan de l'Iskra* qui refléterait les conceptions du « nouveau » Lénine. Ce faisant, Plékhanov relève ce qui lui paraît constituer des contradictions entre l'« ancien » et le « nouveau » Lénine à propos de l'attitude envers le mouvement libéral des zemstvos. — P. 124
145. Il est fait allusion aux agissements du président de l'assemblée des zemstvos de la province de Tambov, Pétrovo-Solovovo qui avait demandé, les 14 et 15 décembre 1904, l'aide de la police pour protéger l'assemblée contre le « public ». Dans l'article « Sur notre tactique vis-à-vis de la lutte de la bourgeoisie libérale contre le tsarisme », Plékhanov juge ainsi les événements de Tambov : « A propos de la panique, justement. Les récents événements de Tambov sont peut-être susceptibles d'amener certains adversaires de l'absolutisme à penser que les *Moskovskië Viédomosti* ont raison de brandir devant les libéraux la menace d'un soulèvement du peuple contre le constitutionnalisme » (G. Plékhanov, Œuvres, édition russe, t. XIII, p. 178). — P. 124
146. *Bureau des Comités de la Majorité* (B.C.M.), centre d'organisation des bolcheviks pour la préparation du III^e Congrès du P.O.S.D.R., créé sur l'initiative de Lénine à la fin de 1904. Le parti était alors en pleine crise. Les mencheviks, maîtres des organismes centraux du parti, travaillaient à désorganiser et à scinder les organisations locales, à rompre l'unité d'action de la classe ouvrière. Or, l'effervescence révolutionnaire qui commençait à agiter le pays exigeait le regroupement des forces du parti et l'unité du prolétariat dans la lutte. La situation qui s'était créée requérait la convocation dans les délais les plus brefs d'un nouveau congrès du parti. Les centres du parti, aux

moins des mencheviks, dressaient toute sorte d'obstacles à cette convocation. Les bolcheviks, sous l'impulsion de Lénine, engagèrent une large action pour la réunion d'un congrès. La conférence des 22 bolcheviks tenue à Genève sur l'initiative de Lénine en août 1904 fut de ce point de vue d'une grande importance. Elle adopta l'appel « Au Parti », rédigé par Lénine, et qui devint pour les bolcheviks le programme de la lutte pour la convocation du III^e Congrès. En septembre-décembre 1904, se tinrent en Russie trois conférences régionales de comités bolcheviques : sud, Caucase, nord. A ces conférences fut constitué un Bureau des Comités de la Majorité, composé de Lénine, R. Zemliatchka, Goussev, Liadov, Litvinov et autres camarades. Sous la direction de Lénine, le Bureau des Comités de la Majorité accomplit le travail de préparation au III^e Congrès du P.O.S.D.R. — P. 125

147. L'article n'a pas été rédigé. — P. 126

148. *Narodopravtsy*, membres du parti « Narodnoïé pravo » [le Droit du peuple], organisation clandestine d'intellectuels démocrates russes, fondée au cours de l'été 1893 avec la participation des anciens *narodovoltsy* (voir note 4) O. Aptekman, A. Bogdanovitch, A. Guédéonovski, M. Natanson, N. Tioutchev, etc. Ils se fixaient pour objectif le regroupement de toutes les forces d'opposition en vue de lutter pour des réformes politiques. L'organisation fit paraître deux documents-programmes : un « Manifeste » et « Une question urgente ». Elle fut démantelée au printemps 1894 par le gouvernement tsariste. On peut trouver le jugement porté par Lénine sur les *narodopravtsy* comme parti politique dans *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates* et « Les Tâches des social-démocrates russes » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 1, pp. 357-360 et t. 2, pp. 351-352). La majorité des *narodopravtsy* rejoignit par la suite le parti socialiste-révolutionnaire. — P. 126

149. Ce plan aborde sensiblement le même sujet que l'article de Lénine « D'un accord de combat pour l'insurrection » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 154-162). Il est sans doute postérieur à cet article, puisque Lénine y pose déjà concrètement la question du comité de combat, ce qu'il ne fait pas dans l'article. — P. 127

150. *Le club des bolcheviks de Genève* fut mis sur pied à la conférence du 13 janvier 1905 des groupes de soutien du P.O.S.D.R. à l'étranger. Etaient rattachées au club quatre sections chargées de l'examen des questions suivantes intéressant la vie du parti : 1) organisation, 2) propagande, 3) agitation et 4) questions techniques.

Le 5 mars 1905, à la réunion de la section d'organisation, fut discuté le rapport d'A. Essen (Stépanov) sur l'organisation du travail principalement au sein de la population non prolétarienne (étudiants, soldats, paysans). Lénine prit trois fois la

parole : la première fois après le rapport de Stépanov, ensuite après l'intervention de Robert (pseudonyme non élucidé), enfin à propos de l'intervention d'Olga (S. Ravitch), qui proposait de demander à Lénine de prêter son concours à l'établissement d'un « questionnaire », étant donné la grande expérience de travail pratique en Russie dont il avait bénéficié.

Quand il dit : « J'avais composé un questionnaire, mais il est trop général », Lénine fait allusion à son « Enquête » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 197-198). — P. 128

151. Dans une résolution publiée dans le n° 14 du 12 avril (30 mars) 1905 de *Vpériod*, les ouvriers stigmatisaient la scission dans le parti et exigeaient une réunification immédiate. — P. 130
152. Le journal *Vpériod* avait publié dans son n° 14 les résolutions du comité menchevique de Kharkov sur l'élection du délégué au III^e Congrès du P.O.S.D.R. et du groupe bolchevique de Kharkov sur la nécessité de réunifier le parti « sur la base d'une tactique unique rigoureusement fidèle aux principes et d'une organisation centralisée ». — P. 130
153. Le Bureau des Comités de la Majorité et le Comité central du P.O.S.D.R. avaient passé un accord sur la convocation du III^e Congrès du parti. Les bases de cet accord furent exposées dans l'appel « Au Parti » émanant du C.C. et du B.C.M. en date du 12 (25) mars 1905 et reproduit dans le n° 13 du 5 avril (23 mars) 1905 de *Vpériod* dans l'article de Lénine « Le deuxième pas ». L'accord portait que « la préparation du congrès sera poursuivie en commun par le B.C.M. et le C.C. qui forment un Comité d'organisation. Lénine a exposé son opinion sur cet accord dans les articles « Le deuxième pas » et « Le Conseil confondu » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 261-265 et 332-336). — P. 131
154. Le III^e Congrès du P.O.S.D.R. eut lieu à Londres du 12 au 27 avril (25 avril-10 mai) 1905. Il avait été préparé par les bolcheviks et se déroula sous la direction de Lénine. Les mencheviks refusèrent d'y participer et réunirent à Genève une conférence séparée.

38 délégués assistaient au congrès : 24 avec voix délibérative et 14 avec voix consultative. Étaient représentés avec voix délibérative 21 comités du parti. Lénine tenait son mandat du comité d'Odessa. Figuraient également parmi les délégués V. Vorovski, R. Zemliatchka, N. Kroupskaïa, A. Bogdanov, A. Lounatcharski, M. Litvinov, M. Tskhakaïa, etc. Lénine fut élu président du congrès.

Le congrès se pencha sur les questions fondamentales de la révolution qui commençait à se déployer en Russie et définit les objectifs du prolétariat et de son parti. Lénine rédigea des projets de résolutions sur toutes les questions majeures débattues par le congrès. Il présenta un rapport au congrès sur la partici-

pation des social-démocrates au gouvernement révolutionnaire provisoire, un autre sur la résolution concernant le soutien à apporter au mouvement paysan, et prit la parole sur l'insurrection armée, sur l'attitude envers la tactique du gouvernement à la veille de la révolution, sur les rapports entre ouvriers et intellectuels dans les organisations social-démocrates, sur les statuts du parti, sur le rapport d'activité du Comité central et sur diverses autres questions (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 361-426). Le congrès esqua le plan stratégique du parti dans la révolution démocratique bourgeoise et défini sa ligne tactique. Le congrès plaça l'organisation de l'insurrection armée au rang de tâche majeure et urgente du parti. Il indiqua que la victoire de l'insurrection armée populaire devait déboucher sur la création d'un gouvernement révolutionnaire provisoire chargé d'écraser la résistance de la contre-révolution, d'accomplir le programme-minimum du P.O.S.D.R. et de préparer les conditions du passage à la révolution socialiste.

Le congrès amenda les statuts du parti : il adopta le premier paragraphe, sur l'appartenance au parti, dans la formulation de Lénine, mit fin au bicentrisme (Comité central et Organe central) et fit du Comité central l'unique organisme dirigeant ; il défini de façon précise les droits du C.C. et ses relations avec les comités locaux.

Le congrès réprouva les agissements des mencheviks, leur opportunisme en matière d'organisation et de tactique. L'*Iskra* étant passée sous le contrôle des mencheviks et suivant une ligne opportuniste, le III^e Congrès du P.O.S.D.R. chargea le C.C. de fonder un nouvel Organe central, le journal *Proletari*. En réunion plénière du C.C. le 27 avril (10 mai) 1905, Lénine fut nommé rédacteur en chef du *Proletari*.

Premier congrès bolchevique, le III^e Congrès du P.O.S.D.R., eut une très grande importance historique. Il arma le parti et la classe ouvrière d'un programme de lutte énergique pour la victoire de la révolution démocratique. Sur le déroulement et la portée du III^e Congrès, voir l'article de Lénine « Le Troisième Congrès » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 445-452). Lénine fournit une justification des décisions du congrès dans son livre *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 9-139). — P. 131

155. Ces décisions, rédigées par Lénine, furent adoptées le 11 (24) avril 1905 à la dernière séance du Comité d'organisation pour la convocation du III^e Congrès du P.O.S.D.R. Lecture en fut donnée par L. Krassine, mandaté par le C.C. au Comité d'organisation, dans le rapport d'activité du C. O. à la première séance du congrès, le 12 (25) avril 1905. — P. 131

156. Ce texte représente le projet du point cinq de la décision prise le 11 (24) avril 1905 par le Comité d'organisation pour la convocation du III^e Congrès du P.O.S.D.R. Ses principaux éléments

furent repris dans la résolution d'habilitation du congrès, qui fut proposée par P. Krassikov (Belski), M. Lechtchinski (Jar-kov) et M. Litvinov (Kouznetsov) à la troisième séance du congrès, le 13 (26) avril, et adoptée à la cinquième séance, le 14 (27) avril 1905. — P. 134

157. Le délégué du comité de Kazan n'assista pas au congrès jusqu'à la dix-huitième séance, le Comité d'organisation n'ayant pu entrer en contact à temps avec ce comité. A ce moment, un membre du comité de Kazan, V. Adoratski, séjournait à l'étranger. Pour permettre à l'organisation de Kazan de ne pas demeurer en dehors du congrès, Lénine proposa, dans sa déclaration « à la commission chargée de vérifier la composition du congrès », d'inviter Adoratski avec voix consultative, en qualité de membre du comité de Kazan. La commission de vérification des mandats proposa d'inviter Adoratski « simplement comme membre du parti... » C'est cette formulation de la commission que Lénine qualifie de « bizarre ».

A la majorité des voix contre deux, le congrès décida d'inviter Adoratski « comme membre du comité ». Mais il fut impossible de faire connaître cette décision à l'intéressé, qui, ainsi, n'assista pas au congrès. Ce n'est que pour la dix-huitième séance qu'arriva le délégué du comité de Kazan I. A. Sammer (Savitch), auquel voix consultative fut accordée. — P. 135

158. N. Alexéiev (Andréiev) avait déposé la résolution suivante : « Discuter le rapport du C.O. du seul point de vue des faits, et non de celui des principes ou de la morale ». Au cours de la discussion de cette question, Andréiev se rallia à la résolution proposée par Lénine (voir le présent tome, p. 136), qui fut adoptée par le congrès. — P. 136

159. Le projet d'ordre du jour fut débattu à la troisième séance du congrès, le soir du 13 (26) avril 1905.

Le tome 9 de la 5^e édition russe des Œuvres de Lénine reproduit, dans sa section « Matériaux préparatoires », diverses variantes du projet d'ordre du jour du congrès (pp. 375-378).

Le présent texte de projet fut distribué aux délégués pour recueillir leurs remarques, puis il fut lu au congrès, avec quelques modifications de style, et revêtu des signatures de Lénine, Litvinov (Kouznetsov) et Bogdanov (Maximov). — P. 137

160. D. Postolovski (Mikhaïlov), A. Lounatcharski (Voïnov) et L. Krassine (Zimine) proposaient de diviser l'ordre du jour en quatre rubriques : questions d'organisation, tactiques, attitude envers les autres partis, rapports des délégués. Ce qui fut adopté. A l'issue de la discussion et des additions qui furent alors proposées, l'ordre du jour adopté comprit les rubriques suivantes : 1) questions tactiques ; 2) questions d'organisation ; 3) attitude envers les autres partis ; 4) travail à l'intérieur du parti ; 5) rapport des délégués ; 6) élections. — P. 138

161. Le projet d'Ivanov (A. Bogdanov) mentionné par Lénine était le projet de nouveaux statuts du P.O.S.D.R. présenté au congrès par le Bureau des Comités de la Majorité. Ce projet avait été publié dans le n° 13 du 5 avril (23 mars) 1905 de *Vpériod* sous le titre « La question d'organisation ». Le projet, avec quelques modifications envisagées lors de réunions préparatoires de délégués, fut lu par Bogdanov (Maximov) à la quinzième séance du congrès, le 20 avril (3 mai) au soir. Après discussion et introduction de plusieurs amendements, les statuts furent approuvés à la dix-septième séance, le 21 avril (4 mai) au soir.
- Les remarques de N. F. (E. Essen) sur le projet d'Ivanov avaient été publiées sous le titre « A propos du projet de statuts du parti » dans un « supplément spécial au n° 15 du 20 (7) avril 1905 de *Vpériod* ». — P. 138
162. Lénine nomme par erreur Adoratski Arnatski. — P. 140
163. Lors de la discussion de cette question, Lénine fit remarquer à la quatrième séance du congrès, le 14 (27) avril 1905, qu'il n'avait pas proposé d'inviter V. Filatov (N.N.), mais s'était contenté de transmettre sa demande au congrès. (Voir « Le troisième Congrès du P.O.S.D.R. Procès-verbaux », 1959, p. 80.) Le congrès repoussa la proposition d'inviter Filatov avec voix consultative. — P. 140.
164. Lénine prit deux fois la parole à la quatrième séance (matinée du 14 (27) avril) du congrès (voir sa deuxième intervention dans *Euvres*, Paris-Moscou, t. 8, pp. 367-369). Après le rapport de la commission des mandats, un débat s'engagea sur la question de savoir s'il fallait accorder voix délibérative aux organisations bolcheviques doublant des comités mencheviques (groupes de Kharkov et d'Iékatérinoslav et Comité de l'organisation à l'étranger), ainsi qu'au Comité d'Arkhangelsk, qui n'avait pas été confirmé.
- V. Oboukhov (Kamski) prit la parole pour déclarer que l'octroi de voix délibératives « au Comité des organisations à l'étranger et aux groupes parallèles est, au fond et dans la forme, un coup d'Etat ».
- Le congrès décida de donner à toutes ces organisations voix consultatives. — P. 141
165. Selon les statuts du parti adoptés au II^e Congrès du P.O.S.D.R., avaient le droit d'être représentées au congrès les organisations qui avaient été confirmées un an au plus tard avant le congrès. Selon les statuts, les comités de Kazan et du Kouban ne jouissaient pas de la plénitude de leurs droits au III^e Congrès, puisqu'ils ne figuraient pas dans la liste des comités de plein droit existant au 1^{er} septembre 1904, contenue dans les procès-verbaux du Conseil du parti. A la cinquième séance du III^e Congrès, le 14 (27) avril, V. Vorovski (Orlovski) déposa un projet de résolution rédigé par Lénine et portant confirmation de ces comités

en qualité de comités de plein droit pour l'avenir. La résolution fut adoptée à cette même séance. — P. 141

166. A la cinquième séance, du 14 (27) avril, à propos de la confirmation des comités de Kazan et du Kouban dans la plénitude de leurs droits pour l'avenir, certains délégués déclarèrent qu'il valait mieux que les délégués avec voix consultative ne prennent pas part au vote, car cela pourrait jouer sur les conséquences de cette décision importante.

C'est à cette occasion que Lénine rédigea son projet de résolution sur le mode de scrutin en vigueur au congrès, qui fut adoptée à la même séance. — P. 141

167. A la treizième séance du congrès, A. I. Rykov (Serguéiev) était intervenu contre le projet de résolution déposé par Lénine et P. Roumiantsev (Philippov). Rykov déclara que « la résolution sort du cadre de l'ordre du jour » et que ses points « peuvent être rattachés à la question sur les libéraux et sur l'agitation et il proposa de les discuter en même temps que ces questions. Le congrès repoussa la proposition de Rykov. La résolution de Lénine-Roumiantsev fut adoptée à l'unanimité. — P. 145

168. Lors de l'examen à la treizième séance du congrès du projet de résolution sur l'attitude envers la tactique du gouvernement dans la période prérévolutionnaire, le point c) de la partie impérative fit l'objet d'une discussion animée. Ce point stipulait : « organiser le prolétariat en vue de l'instauration immédiate par des moyens révolutionnaires de la journée de travail de huit heures et de la réalisation de toutes les revendications essentielles de notre programme-minimum ». P. Krassikov (Belski) s'en prit aux mots « moyens révolutionnaires » qu'il proposa de remplacer par ceux de « conquête effective ».

A l'issue des débats, le congrès adopta le point c) sous la forme suivante : « organiser le prolétariat en vue de la réalisation immédiate par des moyens révolutionnaires de la journée de huit heures et des autres revendications immédiates de la classe ouvrière ». — P. 145

169. Lors de la discussion à la quinzième séance, le 20 avril (3 mai), du rapport et du projet de résolution d'A. Bogdanov (Maximov) sur les rapports entre ouvriers et intellectuels dans les organisations social-démocrates, certains délégués affirmèrent que des questions de ce genre ne se posaient pas dans le parti et qu'il n'y avait aucune raison d'adopter une résolution à leur propos. Le congrès décida de reporter la solution de cette question jusqu'à l'adoption des statuts du parti.

Le 22 avril (5 mai), à sa dix-neuvième séance, le congrès revint sur cette question. Diverses résolutions furent déposées. Le projet rédigé par Lénine (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 412-413) et déposé par lui et A. Bogdanov fut pris pour base de la discussion. Lénine prit plusieurs fois la parole (voir *ibid.*

pp. 414, 415). Le congrès décida par un vote nominal de ne pas adopter de résolution spéciale sur cette question. Les propositions de Lénine furent prises en considération dans la résolution sur la propagande et sur l'agitation. — P. 147

170. Les interventions n'étaient pas sténographiées, et les orateurs étaient censés, en vertu du règlement, faire tenir au bureau du congrès, deux heures au plus tard après la fin de la séance, un résumé de leurs discours (voir « Le troisième Congrès du P.O.S.D.R. Procès-verbaux », Moscou, 1959, p. 11). — P. 148
171. Au cours de la discussion du projet de statuts, le congrès mit définitivement au point les règles d'organisation du parti. Son attention porta dans l'ensemble sur trois points : 1) modification du § 1 des statuts ; 2) définition exacte des droits du Comité central et de l'autonomie (élargie) des comités locaux ; 3) création d'un centre unique. Le congrès adopta le § 1 dans la formulation de Lénine. A la majorité des voix, il mit fin à la division du pouvoir entre le C.C. et l'O.C. instaurée par le congrès précédent. Le centre unique fut désormais le C.C. Le III^e Congrès s'étendit longuement sur la délimitation des droits du C.C. et des comités locaux, sur les rapports entre les comités et la périphérie et sur l'octroi de droits plus étendus à cette dernière. A la majorité des voix, il fut décidé de retrancher le § 8 du projet de statuts, et une résolution spéciale fut prise sur ce sujet. Lénine avait voté pour le maintien du paragraphe 8 dans les statuts. A la dix-neuvième séance, le 22 avril (5 mai), fut adoptée une résolution de V. Vorovski (Orlovski) stipulant que les centres avaient le devoir de tenir la périphérie au courant des affaires du parti et de prendre leur avis en considération ; cette résolution remplaça le paragraphe 8 des statuts.
- Soucieux d'éviter que les comités n'abusent de leur autonomie et de maintenir la possibilité de remplacer les comités qui n'auraient pas justifié la confiance mise en eux, le congrès ajouta au § 9 des nouveaux statuts : « Un comité local doit être dissous par le C.C. si la décision est prise simultanément par les 2/3 des voix du C.C. et les 2/3 des ouvriers adhérant aux organisations du parti ». Deux discours prononcés par Lénine le 21 avril (4 mai) lors des débats sur les statuts ont été reproduits dans les Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 416-418. — P. 148
172. Le § 6 du projet de statuts publié dans le n° 13 de *Vpériod* (5 avril (23 mars) 1905) portait : « Toutes les organisations composant le parti sont compétentes pour toutes les affaires se rapportant spécialement et exclusivement au domaine de l'activité du parti pour lequel elles ont été créées ». Le III^e Congrès adopta une autre version du § 6. — P. 149
173. Le § 7 du projet de statuts reconnaissait à toute organisation du parti ayant voix délibérative au congrès le droit d'éditer des publications du parti en son nom et à ses frais. O. Kvitkine

(Pétrov) se déclara favorable à l'amendement de Bogdanov (Maximov) au § 7 portant que « toutes les publications périodiques du parti sont tenues, si le C.C. l'exige, de publier toutes les déclarations émanant de lui ».

P. Krassikov (Belski) voulait subordonner l'autorisation des publications à l'harmonisation complète des mots d'ordre pratiques qui y étaient donnés avec les décisions des congrès social-démocrates internationaux et des congrès du parti. Le § 7 des statuts du parti fut adopté dans la version de D. Postolovski (Mikhaïlov) avec l'amendement d'A. Bogdanov. Celui de Krassikov fut repoussé à la majorité des voix. — P. 149

174. Lors de la discussion du § 11 du projet de statuts, qui disait que « toute organisation du parti doit mettre à la disposition du C.C. et de la rédaction de l'O.C. tous les moyens permettant de prendre connaissance de son activité et de ses effectifs », A. Essen (Kitaïev) proposa l'additif suivant : « en faisant parvenir au C.C. des comptes rendus détaillés sur son activité à raison d'au moins une fois par quinzaine ». Après l'intervention de Lénine, cet additif fut adopté à la majorité. — P. 149

175. Il est question du paragraphe 12 du projet de statuts, qui portait que « la cooptation des membres au C.C. se fait à l'unanimité ». Ce point fut adopté. — P. 149

176. Le § 13 du projet de statuts proclamait : « Le Comité des organisations du parti à l'étranger a pour but de mener la propagande et l'agitation hors des frontières, ainsi que de soutenir le mouvement à l'intérieur de la Russie. Il n'accorde son soutien au mouvement russe que par l'intermédiaire des personnes et des groupes mandatés à cet effet par le C.C. »

La résolution de Krassikov (Belski) disait : « Le III^e Congrès du P.O.S.D.R. charge le C.C. d'examiner et d'approuver les statuts de l'Organisation à l'étranger en tant que comité de plein droit du parti assurant la propagande et l'agitation à l'étranger, et de façon qu'il accorde son soutien au mouvement russe uniquement par l'intermédiaire des personnes et des groupes mandatés à cet effet par le C.C. »

Le congrès supprima le § 13 et adopta la résolution proposée par Krassikov. — P. 150.

177. Le projet de résolution de Bogdanov (Maximov) sur les réunions générales du C.C. portait : « le congrès fait un devoir au C.C. de tenir des réunions périodiques, au moins tous les trois mois, de l'une et de l'autre partie du C.C. », c'est-à-dire de ses membres de l'étranger et de Russie.

La résolution fut adoptée avec un amendement portant la fréquence de ces réunions à une fois tous les quatre mois. — P. 150

178. Le 22 avril (5 mai), à la dix-huitième séance, l'arrivée du délégué de Kazan, I. Sammer (Savitch), reposa la question de la représentation du comité de Kazan au congrès. La commission de vérification des mandats proposa au congrès de « maintenir sa décision précédente et d'admettre le délégué du comité de Kazan avec voix consultative ».

Le délégué Sammer demanda au congrès d'accorder à son comité voix délibérative.

Après discussion, le congrès repoussa la résolution de B. Avilov (Tigrov) accordant voix délibérative au délégué du comité de Kazan et approuva le texte de la commission. — P. 150.

179. Le projet de résolution disait : « Reconnaissant que l'unification du travail est une exigence grave de la vie du parti, reconnaissant que cette unification est le mieux réalisée dans le travail même et dans la discussion commune de mots d'ordre généraux du parti par le plus grand nombre possible de militants, le III^e Congrès du parti juge opportun que le C.C. organise dans cette perspective des conférences de représentants de comités locaux ».

Lénine apporta des amendements à la résolution et soutint Krassine (Zimine) et Postolovski (Mikhaïlov), qui s'opposaient aux additions proposées par G. Chklovski (Dédouchkine) et A. Rykov (Serguéiev). Les amendements de Lénine furent adoptés. — P. 151.

180. Le texte du projet de résolution est de la main de Lénine. Il fut déposé à la vingtième séance au nom d'A. Essen (Kitaïev) et de R. Zemliatchka (Ossipova). La résolution fut adoptée par le congrès qui décida qu'elle ne serait pas rendue publique. — P. 152

181. Le projet de résolution déposé par P. Roumiantsev (Philippov) portait qu'en ce qui concerne les organisations mencheviques qui refuseraient de se soumettre aux décisions du congrès, on ne devait mener à la périphérie et dans la masse ouvrière aucune agitation contre des organisations mencheviques entières ni contre des individus isolés, et que la dissolution de comités mencheviques et la confirmation de comités bolcheviques là où existaient des organisations parallèles ne devaient être entreprises qu'avec la plus grande prudence, et seulement après qu'il ait été établi que la majorité des membres du comité local ne se soumettait pas aux décisions du III^e Congrès du P.O.S.D.R. A l'issue des débats, le congrès repoussa la première partie de la résolution et adopta la seconde, dans la version de Lénine et de Bogdanov (Maximov), en l'excluant de la publication. — P. 153

182. Le 23 avril (6 mai), à la vingt et unième séance fut discuté un projet de résolution sur l'attitude envers les organisations social-démocrates des minorités nationales, présenté par Vorovski (Orlovski) et où il était dit : « ... le III^e Congrès du P.O.S.D.R.,

confirmant l'attitude définie par le II^e Congrès sur la question du fédéralisme, charge aussi bien le C.C. que les comités locaux de déployer tous leurs efforts en vue d'aboutir à un accord avec les organisations social-démocrates des minorités nationales en vue de coordonner l'action locale et de préparer, au-delà, la possibilité de regrouper tous les partis social-démocrates au sein d'un P.O.S.D.R. uni ».

D. Postolovski (Mikhaïlov) proposa de modifier ainsi ce texte : « charger aussi bien le C.C. que les organisations locales de déployer *conjointement* leurs efforts ». Il motiva sa proposition en affirmant qu'on ne pourra parvenir à un accord que « quand il sera arrangé non seulement par le C.C., mais aussi par les comités locaux ». Lénine s'opposa à cet amendement qui fut repoussé par le congrès. — P. 153

183. Pour compléter les informations de Lounatcharski (Voïnov), Lénine cita une correspondance de Moscou publiée dans le journal anglais *The Times*, n° 37700 du 6 mai 1905 et intitulée « Semstwo congress at Moscow. Purposes and prospects » (Le congrès des zemstvos de Moscou. Objectifs et buts). Traduction russe publiée dans le Recueil Lénine XXVI, 1934, pp. 229-231.

Sur le congrès de Moscou des zemstvos, voir l'article de Lénine « Les conseils de la bourgeoisie conservatrice » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 460-464).

The Times, quotidien fondé en 1785 à Londres ; un des principaux journaux conservateurs de la bourgeoisie anglaise. — P. 154

184. A sa vingt-troisième séance, le congrès entendit et discuta le rapport d'activité du C.C. présenté par L. Krassine (Zimine).

Au cours des débats, certains délégués notèrent que le rapport ne projetait pas une lumière suffisante sur l'activité politique du C.C. et exigèrent que le représentant de celui-ci expliquât au congrès pour quelles raisons le C.C. n'était pas parvenu à assumer le rôle de chef politique, de dirigeant du parti. C'est à ces déclarations que Lénine fait allusion en employant dans sa deuxième intervention au sujet de ce rapport le mot de « procès ». — P. 154

185. La résolution fut adoptée par le congrès à l'unanimité. — P. 155

186. Le projet de résolution sur la propagande et l'agitation fut discuté et adopté le 25 avril (8 mai), à la vingt-deuxième séance du congrès. Les amendements et additions de Lénine furent acceptés et introduits dans la résolution.

L'amendement au point a) fut rédigé par Lénine et proposé par A. Aristarkhov (Ossetrov) et V. Oboukhov (Kamski). — P. 156

187. Dans le projet de résolution, le point c) était formulé ainsi : « prendre des mesures visant à organiser, dans toutes les grandes régions de Russie, des groupes mobiles d'agitation dirigés par

des agitateurs responsables de région, pour assister les centres locaux ». L'amendement de Lénine était destiné à remplacer ce texte. — P. 156

188. O. Kvitkine (Pétrov) proposa de remplacer à la fin du projet de résolution sur les événements du Caucase, les mots « par la force armée » par les mots « par tous les moyens à leur disposition ». L'amendement de Kvitkine fut adopté par le congrès. — P. 157

189. Lénine présenta cet exposé le 19 ou le 20 mai (1er ou 2 juin) à Genève, puis peu après à Paris. Lénine écrivait le 1er ou le 2 juin à Fotiéva, qui se trouvait alors à Paris, qu'il comptait se rendre dans cette ville, et demandait qu'on organise un exposé de lui sur le thème : « Le III^e Congrès et ses décisions ». Le contenu de l'exposé, écrivait Lénine, est un « examen parallèle de nos décisions et de celles des mencheviks : ils viennent juste de faire paraître une information sur leur conférence, et j'en ferai l'analyse ». (Œuvres, Paris-Moscou, t. 36, p. 137.) Quand il parle d'« information », Lénine a en vue la brochure des mencheviks intitulée *La première conférence des militants du parti de toute la Russie*, éditée comme supplément au n° 100 du 15 mai 1905 de l'*Iskra*. Dans son plan d'exposé, Lénine renvoie aux pages de cette brochure.

Certains points du plan d'exposé ont été développés par Lénine dans l'article « Le troisième pas en arrière », publiée plus tard (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 552-562). — P. 157

190. Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 465-486. — P. 159

191. K. Marx et F. Engels, « Adresse du Comité central à la Ligue des communistes » (Œuvres choisies en deux volumes, t. I, pp. 102-113). — P. 159

192. L'« Essai sur la scission du parti » note les principales étapes qui ont jalonné le développement de la lutte entre les orientations révolutionnaire et opportuniste au sein de la social-démocratie russe. Il n'y a pas d'article qui corresponde parfaitement à ce plan.

Lénine a caractérisé les étapes de la lutte au sein du P.O.S.D.R. jusqu'au III^e Congrès dans son « Historique abrégé de la scission du P.O.S.D.R. Lettre à Greulich », écrit en février 1905 (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 121-127). Le plan « Plékhanov et la nouvelle *Iskra* » (voir Recueil Lénine V, 1926, pp. 360-366), rédigé par Lénine en août 1905, distingue en gros les mêmes étapes de la lutte au sein du parti que l'« Essai sur la scission du parti ». — P. 160

193. Il s'agit des résolutions du congrès dit « d'unification » des organisations du P.O.S.D.R. à l'étranger, qui se tint en septem-

bre 1901. Le congrès rassemblait 6 membres de l'organisation à l'étranger de l'*Iskra* et de la *Zaria* (dont Lénine, Kroupskaïa et Martov), huit membres de l'organisation « Social-Démocrate » (dont trois membres du groupe « Libération du Travail » : Plékhanov, Axelrod et Véra Zassoulitch), seize membres de l'« Union des social-démocrates russes » (dont cinq membres du comité du Bund à l'étranger) et trois membres du groupe « Borba ». Lénine, présent au congrès sous le pseudonyme de « Frey », prononça un discours dénonçant les agissements opportunistes de l'« Union ». Après que lecture eut été donnée au congrès des amendements et additions opportunistes de l'« Union des social-démocrates russes » à la résolution qui condamnait l'opportunisme et reconnaissait la nécessité d'unir toutes les forces social-démocrates de Russie sur la base des principes révolutionnaires de l'*Iskra*, l'aile révolutionnaire du congrès (les membres de l'organisation de l'*Iskra* et de la *Zaria*, du « Social-Démocrate ») donna lecture d'une déclaration constatant l'impossibilité de la fusion et quitta le congrès. Sur l'initiative de Lénine, ces organisations furent regroupées, en octobre 1901, au sein de la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger ». — P. 160

194. Allusion à la répartition des voix observée au II^e Congrès du P.O.S.D.R. (17 (30) juillet-10 (23) août 1903). Étaient présents 43 délégués disposant de 51 voix. Parmi ces voix, 24 appartenaient aux iskristes de la majorité, 9 aux iskristes de la minorité, 10 au « marais » et 8 aux anti-iskristes (3 représentants du *Rabotchëï Diélo* et 5 bundistes). Pour plus de détails sur l'aspect général de la lutte au congrès, voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 351-365. — P. 160
195. Le 10 (23) août 1903 prit fin le Deuxième Congrès du P.O.S.D.R. Le 15 (28) août sortit le n° 46 de l'*Iskra*, revu par Lénine et Plékhanov. On n'est pas parvenu à établir le fait survenu le 13 (26) août, auquel Lénine fait allusion ici. Quant au 13 (26) novembre, c'est le jour où Plékhanov coopta à la rédaction de l'*Iskra* les mencheviks Axelrod, Martov, Véra Zassoulitch et Potressov. — P. 160
196. Lénine cite les paroles prononcées par Martov au II^e congrès de la « Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger », qui se tint du 13 (26) au 18 (31) octobre 1903, et selon lesquelles lui, Martov, n'accepterait jamais de faire partie de la même rédaction que Martynov. — P. 160.
197. Les 25-26 septembre (8-9 octobre) 1903, dans une lettre à Lénine et à Plékhanov, les anciens rédacteurs de l'*Iskra* répondirent par un refus à la proposition de collaborer à l'*Iskra* (voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 7, pp. 370-371). C'est vraisemblablement de cette lettre que Lénine veut parler ici. — P. 160

198. Allusion à la conférence des 22 bolcheviks et à la déclaration des 19 bolcheviks. La conférence eut lieu dans la première quinzaine d'août 1904.

« *La Déclaration des 22* », appel « *Au parti* », rédigé par Lénine et adopté à une conférence des bolcheviks qui se tint à Genève dans la première quinzaine d'août 1904 (voir *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 7, pp. 473-481). A la réunion étaient présentes 19 personnes, dont Lénine, Kroupskaïa, Olmski, Liadov, Lé-péchine. Trois autres bolcheviks ne tardèrent pas à apporter leur appui aux décisions de la conférence, et l'appel « *Au parti* » fut lancé au nom des 22 bolcheviks. La déclaration des 22, publiée en feuille séparée en août 1904, devint le programme de la lutte des bolcheviks pour la convocation du III^e Congrès du parti.

La déclaration des 19 fut éditée par le comité de Moscou du P.O.S.D.R. en octobre 1904 sous le titre « *Appel aux militants du P.O.S.D.R.* » — P. 160

199. Les dates indiquées embrassent la période qui va de la conférence des 22 bolcheviks (première quinzaine d'août 1904) au III^e Congrès du P.O.S.D.R. (12 (25) avril-27 avril (10 mai) 1905). — P. 161

200. La mutinerie commença sur le cuirassé « *Potemkine* » le 14 (27) juin 1905. Le navire insurgé gagna Odessa, alors en proie à la grève générale. Mais les conditions susceptibles de favoriser une action commune des ouvriers d'Odessa et des matelots ne furent pas mises à profit. L'organisation bolchevique d'Odessa avait été affaiblie par des nombreuses arrestations, et elle était divisée. Les mencheviks, eux, étaient opposés à l'insurrection armée, et ils dissuadaient ouvriers et marins de prendre l'offensive. Pour venir à bout de la mutinerie, le gouvernement tsariste envoya toute l'escadre de la Mer Noire, mais les marins refusèrent d'ouvrir le feu sur le « *Potemkine* », et le commandement dut faire faire demi-tour à ses unités. Après avoir erré onze jours sans but, le « *Potemkine* », à court de vivres et de combustible, dut prendre la direction de la Roumanie et se livrer aux autorités de ce pays. La plupart des marins choisirent l'exil. Ceux qui rentrèrent en Russie furent arrêtés et traduits en jugement.

Si le mouvement à bord du cuirassé « *Potemkine* » finit par échouer, il n'en demeure pas moins que le passage à la révolution de l'équipage d'un grand navire de guerre marquait un pas en avant dans le développement de la lutte contre l'autocratie. C'était, comme a dit Lénine, « *une tentative de former le noyau d'une armée révolutionnaire* » (*Œuvres*, Paris-Moscou, t. 8, p. 570). — P. 161

201. On n'est pas parvenu à établir si Lénine a mis à exécution son intention de rédiger et de faire paraître un tract ou une proclamation sur ce sujet. — P. 163

202. Les « *Moskovskié Viédomosti* » (Le Courrier de Moscou), un des plus anciens journaux russes, publié par l'Université de Moscou à partir de 1756. (Ce fut tout d'abord une feuille de format réduit.) De 1863 à 1887, le directeur-rédacteur en fut M. Katkov, d'opinions ultra-réactionnaires et chauvines. A cette époque, ce journal devint un organe monarchiste et nationaliste, exprimant les opinions des couches les plus réactionnaires des propriétaires fonciers et du clergé ; à partir de 1905, un des principaux organes des Cent-Noirs. Il parut jusqu'à la Révolution d'Octobre 1917. — P. 165
203. Le « *Vestnik Evropy* » (Le Messenger de l'Europe), revue mensuelle historico-politique et littéraire d'orientation libérale bourgeoise ; parut à Pétersbourg de 1866 à 1918. Publia des articles dirigés contre les marxistes révolutionnaires. — P. 165
204. La « *Rouss* » (La Russie), quotidien libéral bourgeois qui commença à paraître à Pétersbourg en décembre 1903. Son rédacteur-éditeur était A. A. Souvorine. Durant la révolution de 1905, la *Rouss* adopta une position proche de celle des cadets, mais plus modérée encore. Elle fut interdite le 2 (15) décembre 1905. Par la suite, le journal reparut par périodes sous divers titres : *Rouss*, *Molva* (la Parole), *XX vek* (XX^e siècle), *Oko* (l'Œil), *Novaïa Rouss* (La Nouvelle Russie). — P. 165
205. Le « *Prolétari* » (Prolétaire), hebdomaire bolchevique illégal. Organe central du P.O.S.D.R., fondé conformément à la décision du III^e Congrès du parti. Par décision du plénum du Comité central en date du 27 avril (10 mai) 1905, Lénine en fut nommé rédacteur en chef. Parut à Genève du 14 (27) mai au 12 (25) novembre 1905. 26 numéros sortirent des presses. Le *Prolétari* suivait la ligne politique de l'ancienne *Iskra* léniniste et assumait pleinement la succession du journal bolchevique *Vpériod* (En avant).
Lénine y publia environ 90 articles et notes.
V. Vorovski, A. Lounatcharski, M. Olminski collaborèrent constamment au journal, pour lequel N. Kroupskaïa, V. Vélitchkina, V. Karpinski effectuèrent un grand travail. Le *Prolétari* était étroitement lié au mouvement ouvrier russe et publiait des articles et des notes d'ouvriers qui militaient dans le mouvement révolutionnaire. V. Bontch-Brouévitch, S. Goussev et A. Oulianova-Elizarova recueillaient et expédiaient les articles à Genève. La correspondance de la rédaction avec les organisations locales du parti et les lecteurs était assurée par N. Kroupskaïa et L. Fotiéva.
Le *Prolétari* faisait immédiatement écho à tous les événements importants du mouvement ouvrier russe et international, il combattait sans répit les mencheviks et les autres éléments opportunistes et révisionnistes. Le journal prit une part active à la diffusion des résolutions du III^e Congrès du parti et joua

un rôle important dans la cohésion des bolcheviks sur le plan de l'organisation et de l'idéologie.

Après le départ de Lénine pour la Russie, au début de novembre 1905, le journal cessa bientôt de paraître. Les deux derniers numéros (25 et 26) sortirent sous la responsabilité de Vorovski ; Lénine avait cependant écrit pour eux quelques articles qui furent publiés après son départ de Genève. — P. 165

206. Lénine a donné une critique de l'*Iskra* menchevique et du Bund à propos de cette question dans sa « Théorie de la génération spontanée » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 253-258). — P. 165
207. L'article prévu ne fut pas rédigé. — P. 165
208. *Cadets*, membres du parti constitutionnel-démocrate, principal parti de la bourgeoisie monarchiste libérale russe, constitué en octobre 1905. Se recrutant dans le milieu de la bourgeoisie, des zemstvos et des intellectuels bourgeois, le parti cadet avait pour chefs P. Milioukov, S. Mouromtsev, V. Maklakov, A. Chingarev, P. Strouvé, F. Roditchev, etc. Pour mieux tromper les travailleurs, les cadets prirent le nom de « parti de la liberté du peuple », mais leurs revendications ne dépassaient pas l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, le pouvoir des Soviets eut dans les cadets des ennemis jurés, qui participèrent à toutes les entreprises contre-révolutionnaires et campagnes militaires des interventionnistes contre le nouveau pouvoir. Après l'échec de celles-ci, les cadets, émigrés, ne mirent pas un terme à leurs activités antisoviétiques. — P. 166
209. « *Nacha Jizn* » (Notre Vie), quotidien de tendance libérale qui parut par intermittence à Pétersbourg du 6 (29) novembre 1904 au 11 (24) juillet 1906. — P. 166
210. Les « *Birjévyïe Viédomosti* » (Le Courrier de la Bourse), journal bourgeois fondé en 1880. Parut à Pétersbourg initialement trois fois par semaine, puis quatre fois, enfin quotidiennement. A partir de novembre 1902, parut deux fois par jour, matin et soir. Le nom du journal devint le symbole de la presse obséquieuse, vénale, sans principes. Les *Birjévyïe Viédomosti* furent interdites par le Comité révolutionnaire militaire fin octobre 1917. — P. 166
211. Voir le jugement de Marx sur Ledru-Rollin dans « Les luttes de classe en France (1848-1850) » (Œuvres choisies en deux volumes, t. I, pp. 114-246.). — P. 166
212. Dans « L'entretien d'un partisan de l'*Osvoboždénie* avec un social-démocrate » exposé sous forme de dialogue, Lénine critique la ligne tactique des bourgeois libéraux, qui, dans la revue *Osvoboždénie* et leurs autres organes de presse, s'opposaient vi-

goureusement à l'insurrection armée et repoussaient l'idée du boycottage de la Douma de Boulyguine, à laquelle ils appelaient à participer.

Lénine critique la position de Kautsky sur le gouvernement provisoire révolutionnaire (point 3 de la « Note ») dans son ouvrage « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 106-107).

Lénine pose la question de l'utilisation des ouvriers « âgés » (point 5 de la « Note ») dans sa lettre à Goussev du 30 septembre (13 octobre) 1905 (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, pp. 371-372). Lénine développa la question de l'attitude des social-démocrates vis-à-vis du parlement (point 6 de la « Note ») dans sa lettre à Lounatcharski datée du 28 septembre (11 octobre) 1905 (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, pp. 365-367.) — P. 167

213. Vers tirés du poème de Nékroussov « Pour qui fait-il bon vivre en Russie ? » — P. 167

214. *The Economist*, revue hebdomadaire anglaise consacrée aux questions d'économie et de politique ; paraît à Londres depuis 1843 ; organe de la grande bourgeoisie industrielle. — P. 168

215. Le n° 25 du 16 (3) novembre 1905 du *Proletari* publia un article de V. Karpinski « Le congrès paysan », signé V. Kalinine, auquel Lénine, en le revoyant, fit deux additions. — P. 169

216. « *Partage noir* », mot d'ordre exprimant l'aspiration des paysans à une redistribution générale de la terre mettant fin à la propriété seigneuriale.

Dans son article « Le programme agraire de la social-démocratie russe », Lénine notait que la revendication du « partage noir », à côté de ses aspects utopiques et réactionnaires tendant à perpétuer la petite production paysanne, avait aussi un aspect révolutionnaire, qui exprimait « la volonté de balayer par l'insurrection paysanne tous les vestiges du régime féodal » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 139).

Plus tard, au Deuxième congrès du P.O.S.D.R., Lénine remarque : « On nous dit que la paysannerie ne se contentera pas de notre programme, qu'elle ira plus loin ; mais cela, nous ne le craignons pas, nous avons notre programme socialiste, et c'est pourquoi nous ne craignons pas non plus la redistribution des terres... » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 521). — P. 169

217. *La Conférence du P.O.S.D.R. de Pétersbourg-ville* fut convoquée par le comité de Pétersbourg le 11 (24) février 1906 pour décider de l'attitude à adopter envers la Douma d'Etat. Lénine dirigea les travaux de la conférence. 65 délégués avec voix délibérative étaient présents. Les élections à la conférence eurent lieu après la discussion et la mise aux voix des plates-formes tactiques des bolcheviks et des mencheviks, à raison de 1 délégué pour

30 membres du parti ayant pris part au vote. Les bolcheviks obtinrent une large majorité. Les mencheviks exigèrent que soient déclarées non valables les voix de l'organisation du P.O.S.D.R. de la banlieue, qui était presque entièrement bolchevique. Lénine prit la parole pour présenter des remarques (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 12, pp. 119-122) et la conférence confirma la représentation de l'organisation de la banlieue. Elle entendit le compte rendu d'activité du comité de Pétersbourg et adopta la résolution de Lénine reconnaissant la représentation à la conférence comme légale, la conférence elle-même valable et ses décisions obligatoires. Le rapport sur l'attitude envers la Douma d'Etat fut présenté par Lénine (ce rapport ne fut pas noté dans les procès-verbaux de la conférence). A la fin de son rapport, Lénine donna lecture de la résolution sur la tactique du boycottage actif. Les mencheviks présentèrent leur propre résolution, dont lecture fut donnée par Martov. La conférence, à une majorité de 36 voix contre 29, se prononça pour le boycottage actif de la Douma. Elle n'eut cependant pas le temps d'adopter une résolution présentant une justification détaillée de cette tactique.

Une deuxième conférence de l'organisation de Pétersbourg-ville fut convoquée, fin février-début mars, afin d'examiner et de ratifier définitivement la résolution sur la tactique du boycottage actif de la Douma. 62 délégués y participèrent. La conférence débattit des résolutions de Lénine et de Martov, et celle de l'arrondissement d'Okhta, déposée en sus par les mencheviks. A l'issue d'une lutte longue et intense, la conférence, à une majorité de 35 voix contre 29 et une abstention, prit pour base la résolution de boycottage actif de la Douma proposée par Lénine. Une commission chargée de rédiger la résolution fut élue, dont Lénine fit partie. Les mencheviks refusèrent d'y entrer et quittèrent la conférence. — P. 170

218. I. A. Konovalov (Nikolaï) avait proposé (à la conférence de l'organisation de Pétersbourg-ville, le 11 (24) février 1906) de clore les débats sur les organisations de la banlieue et de l'arrondissement Vyborgski, de reconnaître la validité des votes et la légalité de la représentation, ainsi que de passer à l'ordre du jour de la conférence. — P. 171

219. *Le quatrième Congrès (congrès d'unification) du P.O.S.D.R.* se tint à Stockholm du 10 au 25 avril (23 avril-8 mai) 1906.

Y participaient 112 délégués avec voix délibérative représentant 57 organisations locales du P.O.S.D.R. et 22 délégués avec voix consultative. Etaient représentées les organisations des minorités nationales : Social-démocratie de Pologne et de Lituanie, Bund et Parti ouvrier social-démocrate letton, Parti ouvrier social-démocrate ukrainien et Parti ouvrier finlandais, ainsi qu'un représentant du Parti ouvrier social-démocrate bulgare.

Parmi les délégués bolcheviques, on notait : Lénine, Vorovski, Vorochilov, Kalinine, Nadejda Kroupskaïa, Lounatcharski, Serguéiev (Artem), Skvortsov-Stépanov, Staline, Frounzé, Chaoumian, Iaroslavski.

Les mencheviks étaient en majorité, car de nombreuses organisations bolcheviques qui s'étaient mises à la tête des actions armées des masses avaient été démantelées et ne purent par conséquent envoyer de délégués. La Région centrale, l'Oural, la Sibérie, le Nord, bastions traditionnels des bolcheviks, n'étaient représentés que par un petit nombre de délégués. Les mencheviks, qui étaient implantés surtout dans les régions non industrielles restées en dehors des actions révolutionnaires de masse, eurent ainsi la possibilité de se faire représenter par un plus grand nombre de délégués.

Sur toutes les questions, une lutte acharnée opposa bolcheviks et mencheviks. Lénine présenta des rapports et prononça des discours sur la question agraire, sur la situation actuelle et les tâches de classe du prolétariat, sur l'attitude à l'égard de la Douma d'Etat, sur l'insurrection armée, etc. Lénine participa aux travaux de la commission qui élaborait le projet des statuts à donner au P.O.S.D.R. (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, pp. 287-321). La prédominance des mencheviks détermina le caractère des résolutions adoptées. Après une âpre lutte, le congrès vota les résolutions mencheviques sur la Douma d'Etat et l'insurrection armée, et il adopta le programme agraire des mencheviks.

En ce qui concerne l'attitude envers les partis bourgeois, le congrès se contenta de confirmer la résolution adoptée par le Congrès international d'Amsterdam. Une résolution de compromis sur les syndicats et une résolution sur l'attitude envers le mouvement paysan furent adoptées sans discussion.

D'autre part, sous la pression de la base, le congrès accepta la formule de Lénine pour le premier paragraphe des statuts, rejetant la formule opportuniste de Martov. La formulation bolchevique du centralisme démocratique fut pour la première fois incluse dans les statuts.

Le congrès régla la question de l'unification avec la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie et avec le Parti ouvrier social-démocrate letton, qui furent admis au sein du P.O.S.D.R. en tant qu'organisations territoriales, chargées d'assurer le travail du parti parmi les prolétaires de toutes nationalités se trouvant sur le territoire de leur ressort.

Le Comité central élu au congrès se composa de trois bolcheviks et de sept mencheviks ; la rédaction de l'Organe central, le *Social-Démocrate*, était composée uniquement de mencheviks.

Le congrès est resté dans l'histoire du parti sous le nom de « Congrès d'unification ». Mais l'unité réalisée était toute formelle. En réalité, mencheviks et bolcheviks avaient leurs conceptions distinctes, leur plate-forme distincte sur les principales questions de la révolution, et ils représentaient pratiquement

deux partis. On peut trouver une analyse des travaux du congrès dans la brochure de Lénine *Rapport sur le Congrès d'unification du P.O.S.D.R.* (lettre aux ouvriers de Pétersbourg) (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, pp. 329-401). — P. 171

220. La deuxième séance du IV^e Congrès du P.O.S.D.R. discuta du projet de règlement déposé par le Comité central unifié. Des débats s'engagèrent sur la question du vote nominal des déclarations écrites déposées au bureau du congrès. Deux propositions furent faites : celle du bolchevik P. Roumiantsev (Schmidt) et celle du menchevik M. Lourié (Larine). Le congrès adopta à la majorité la proposition de Roumiantsev. — P. 171
221. A la troisième séance du IV^e Congrès du P.O.S.D.R., lors de la discussion de l'ordre du jour, le menchevik F. Dan se prononça contre l'inscription de la question de l'appréciation du moment présent à l'ordre du jour du congrès. — P. 172
222. Il est question du deuxième point du projet de résolution des bolcheviks « Les objectifs de classe du prolétariat à l'époque présente de la révolution démocratique » pour le IV^e Congrès. — P. 173
223. La question de la fusion de la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie et du P.O.S.D.R. fut décidée à la 24^e séance du IV^e Congrès. — P. 173
224. La « *Retch* » (La Parole), quotidien, organe central du parti cadet ; parut à Pétersbourg à partir du 23 février (8 mars) 1906, sous la direction de fait de P. Milioukov et I. Hessen, avec la collaboration suivie de M. Vinaver, P. Dolgoroukov, P. Strouvé, etc. La *Retch* fut interdite le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité révolutionnaire militaire près le Soviet de Petrograd. Jusqu'à août 1918, elle continua à paraître sous différents titres : *Nacha Retch* (Notre Parole), *Svobodnaïa Retch* (La Libre Parole), *Vek* (Le Siècle), *Novaïa Retch* (La Nouvelle Parole), *Nach Vek* (Notre Siècle). — P. 173
225. La Ire Douma d'Etat (dite Douma de Witte) se réunit le 27 avril (10 mai) 1906 en vertu du règlement élaboré par le Président du Conseil des ministres Serge Witte.
478 députés furent élus, dont plus d'un tiers appartenait au parti cadet. Le 8 (21) juillet 1906, la Ire Douma d'Etat fut dissoute.
Groupe du Travail (les troudoviks), groupe de démocrates petits-bourgeois aux Doumas d'Etat, composé de paysans et d'intellectuels d'inspiration populiste. Leur fraction fut constituée en avril 1906 avec les députés paysans de la Ire Douma d'Etat.
L'activité des troudoviks à la Douma était marquée de flottements entre les cadets et les social-démocrates, où se re-

flétait la nature de classe des paysans, petits propriétaires. Etant donné que les troudeviks représentaient malgré tout les masses paysannes, les bolcheviks appliquèrent à la Douma une politique d'entente avec eux sur diverses questions, en vue de lutter en commun contre l'autocratie tsariste et les cadets. En 1917, le Groupe du Travail fusionna avec le parti des « socialistes-populistes » et soutint activement le Gouvernement provisoire bourgeois. Après la Révolution socialiste d'Octobre, les troudeviks embrassèrent la cause de la contre-révolution. — P. 174

226. Le « *Novoïe Vremia* » (Le Temps Nouveau), quotidien publié à Saint-Petersbourg de 1868 à 1917 ; appartient à plusieurs éditeurs et changea plus d'une fois d'orientation politique. C'était à l'origine un journal libéral modéré ; lorsqu'en 1876, A. Souvorine le prit en main, il devint l'organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de la bureaucratie. A partir de 1905, il est l'organe des Cent-Noirs. Après la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, le journal soutint à fond la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire et se livra à une campagne effrénée contre les bolcheviks. Il fut interdit par le Comité révolutionnaire militaire près le Soviet de Petrograd, le 26 octobre (8 novembre) 1917. — P. 176

227. La « *Mysl* » (La Pensée), quotidien politique et littéraire, organe légal du parti socialiste-révolutionnaire, publié à Péttersbourg du 20 juin (3 juillet) au 6 (19) juillet 1906 à la place du journal interdit *Goloss* (La Voix). Il en parut 15 numéros. — P. 177

228. La *Deuxième conférence du P.O.S.D.R. (Première conférence de Russie)* se tint à Tammerfors, les 3-7 (16-20) novembre 1906. Etaient présents 32 délégués avec voix délibérative : 11 mencheviks, 7 bundistes, 6 bolcheviks, 5 de la Social-démocratie de Pologne et de Lituanie, 3 de la Social-démocratie du Territoire letton. Les membres du C.C. et de la rédaction de l'O.C. assistaient avec voix consultative.

La conférence adopta l'ordre du jour suivant : 1. Campagne électorale. 2. Congrès du parti. 3. Congrès ouvrier. 4. Lutte contre les Cent-Noirs et les pogromes. 5. Actions de partisans.

Le C.C. menchevique, en assurant une représentation à des organisations fictives, garantit aux mencheviks la majorité à la conférence. Ce qui donna la possibilité d'imposer à la conférence des résolutions mencheviques sur diverses questions. Par 18 voix (mencheviks et bundistes) contre 14, la conférence adopta la résolution menchevique « Sur la tactique du P.O.S.D.R. dans la campagne électorale », qui admettait les alliances avec les cadets. Pour contrebalancer ce texte opportuniste, Lénine déposa au nom de 14 délégués une « Opinion particulière » qui représentait la plate-forme bolchevique dans la campagne électorale, et où était soulignée la nécessité de maintenir l'indépendance d'organisation et d'inspiration du parti de la classe

ouvrière. L'« Opinion particulière » n'admettait la possibilité d'accords particuliers qu'avec les troudoviks et les socialistes-révolutionnaires en tant que représentants des démocrates petits-bourgeois (voir le présent tome, pp. 181-183). Lénine prit la parole pour critiquer le projet menchevique de plate-forme électorale présenté par le C.C. à l'approbation de la conférence et y proposa plusieurs amendements. Sous la pression des bolcheviks, la conférence adopta une résolution portant introduction d'amendements dans le projet de plate-forme électorale.

La conférence adopta la résolution « Sur l'unité des campagnes électorales locales » avec un amendement de Lénine qui limitait les possibilités pour le C.C. menchevique de faire adopter à la base la tactique d'alliance avec les cadets (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, p. 332).

Lénine prôna à la conférence la nécessité de la convocation d'urgence d'un nouveau congrès. La conférence décida que le congrès suivant se réunirait au plus tard le 15 (28) mars 1907. Bien que les bolcheviks aient réclamé que soit discutée la question du « congrès ouvrier », considérant que la campagne faite en sa faveur violait la discipline du parti, la conférence n'ouvrit pas de discussion et se contenta d'adopter une résolution de compromis « Sur la question des limites de la campagne pour le congrès ouvrier ».

Faute de temps, les questions de la lutte contre les Cent-Noirs et les pogromes et des actions de partisans ne furent pas abordées. La conférence chargea le C.C. de publier dans une brochure d'information sur la conférence tous les projets de résolution et opinions particulières. Cependant, le C.C. menchevique ne publia dans son organe, le *Social-Démocrate*, que les résolutions adoptées, à l'exclusion de l'« Opinion particulière » des bolcheviks.

Lénine a donné une analyse et une critique des travaux de la conférence dans les articles « Sur les blocs avec les cadets » et « La lutte contre le « cadétisme » dans la social-démocratie et la discipline du Parti » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 315-328 et 329-333). — P. 178

229. Lénine mit à la base de son rapport la résolution bolchevique qui fut présentée par la suite à la conférence comme « Opinion particulière » des délégués de la social-démocratie de Pologne, du Territoire letton, de Pétersbourg, de Moscou, de la Région industrielle centrale et des provinces de la Volga (voir le présent tome, pp. 181-183).

La Social-démocratie du Territoire letton (jusqu'en 1906 Parti ouvrier social-démocrate letton) fut constituée en juin 1904 à son I^{er} congrès. Le II^e congrès, en juin 1905, adopta le programme du parti. En 1905-1907, le Parti ouvrier social-démocrate letton organisa l'offensive révolutionnaire des ouvriers. Lénine nota qu'« au moment de la révolution, le prolétariat et la social-démocratie de Lettonie ont occupé une place de premier ordre, l'une des plus en vue, dans la lutte contre

l'autocratie et contre toutes les forces de l'ancien régime » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, p. 274).

En 1906, au IV^e Congrès (dit d'Unification) du P.O.S.D.R. le parti ouvrier social-démocrate letton fut admis au sein du P.O.S.D.R. en tant qu'organisation territoriale. Elle prit alors le nom de Social-démocratie du Territoire letton. — P. 178

230. Il est question du projet bolchevique, rédigé par Lénine, de déclaration du groupe social-démocrate à la Douma. Ce projet a été reproduit par Lénine, avec des coupures insignifiantes, dans son article : « A propos d'une déclaration de notre fraction à la Douma » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 26-31). — P. 179

231. Allusion à la résolution « Sur la tactique » adoptée par le VII^e congrès du Bund, qui s'était tenu fin août-début septembre 1906. — P. 181

232. *La II^e Douma d'Etat* se réunit le 20 février (5 mars) 1907. En dépit des élections à plusieurs degrés, de l'inégalité des droits électoraux et du climat de répression, la deuxième Douma fut plus à gauche que la première. Ce fait s'explique par la plus nette démarcation intervenue entre les partis, par le progrès de la conscience de classe des masses, et aussi par la participation des bolcheviks à la campagne électorale.

Les bolcheviks utilisèrent la Douma comme une tribune de mise en accusation du tsarisme et du rôle de trahison joué par la bourgeoisie contre-révolutionnaire, pour proclamer et diffuser le programme révolutionnaire du parti, pour arracher la paysannerie à l'influence des libéraux et pour faire naître à la Douma une alliance révolutionnaire des représentants de la classe ouvrière et de la paysannerie. La politique bolchevique à la Douma constituait une conception nouvelle, marxiste révolutionnaire, de la conduite du prolétariat au sein des institutions parlementaires. Les mencheviks, quant à eux, pratiquèrent à la Douma une tactique opportuniste de soutien des cadets.

Peu avant le milieu de 1907, quand il fut devenu clair que les ouvriers et les paysans n'avaient pas su déployer assez de forces pour vaincre le tsarisme, le gouvernement décida de dissoudre la Douma. Dans la nuit du 2 au 3 (15 au 16) juin, le groupe social-démocrate à la Douma fut arrêté, et le 3 (16) juin, un ukaze du tsar fut publié qui portait dissolution de la Douma. — P. 181

233. *Sionistes-socialistes*, membres du Parti ouvrier sioniste-socialiste, organisation nationaliste juive petite-bourgeoise, créée en 1904. Les sionistes-socialistes considéraient que la première tâche du prolétariat juif était de lutter pour l'acquisition d'un territoire propre et la création d'un Etat national. Ils prônaient la collaboration de classe avec la bourgeoisie juive, tentaient d'isoler

les ouvriers juifs du mouvement révolutionnaire prolétarien russe et international, s'efforçaient d'entretenir des sentiments d'hostilité entre les ouvriers de nationalités différentes. Par leur activité nationaliste, les sionistes-socialistes obscurcissaient la conscience de classe des ouvriers juifs, causant ainsi un grand tort au mouvement ouvrier.

Après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, le Parti ouvrier sioniste-socialiste fusionna avec le Parti ouvrier socialiste juif pour former un Parti ouvrier socialiste juif unifié (« P.O.S.J.U. »). — P. 183

234. *Socialistes-populistes* (narodnyïé sotsialisty), membres du Parti socialiste-populiste du Travail, parti petit-bourgeois formé en 1906 par la scission de l'aile droite du parti socialiste-révolutionnaire (s.-r.). Les socialistes-populistes penchaient pour le bloc avec les cadets. Lénine les traita de « social-cadets », d'« opportunistes petits-bourgeois », de « mencheviks socialistes-révolutionnaires », et souligna que ce parti, qui hésitait entre les socialistes-révolutionnaires et les cadets, « se distingue fort peu des cadets, puisqu'il rejette de son programme la République et la revendication de toute la terre pour les paysans » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, p. 231). Ce parti avait à sa tête A. Péchékhonov, N. Annenski, V. Miakotine, etc. — P. 183

235. Lénine fait allusion à son article « La crise du menchevisme », paru dans le n° 9 du 7 (20) décembre 1906 du *Prolétari* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 353-379).

Le *Prolétari* (Le Prolétaire), journal bolchevique illégal ; parut du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909 sous la direction de Lénine ; 50 numéros en tout. Collaborèrent activement à sa publication M. Vladimírski, V. Vorovski, A. Lounatcharski, I. Doubrovinski ; le travail technique d'édition était assuré entre autres par A. et E. Schlichter. Les vingt premiers numéros furent préparés pour l'impression et composés à Vyborg. Puis, les conditions de publication d'un organe illégal s'étant considérablement compliquées en Russie, la rédaction du *Prolétari*, en accord avec la décision des comités de Pétersbourg et de Moscou du P.O.S.D.R., transféra la publication du journal à l'étranger (les nos 21-40 parurent à Genève, les 41-50 à Paris).

Le *Prolétari* joua pratiquement le rôle d'Organe central des bolcheviks. L'essentiel du travail de rédaction était assumé par Lénine. Le *Prolétari* publia plus de cent articles et notes de lui sur les questions essentielles de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. Le journal était en relations étroites avec les organisations locales du parti.

Durant la période de réaction stolypinienne, le *Prolétari* joua un rôle capital pour le maintien et le renforcement des organisations bolcheviques, dans la lutte contre les liquidateurs, les otzovistes-ultimatistes et les constructeurs de Dieu.

En application des décisions du plénum de janvier 1910 du C.C. du P.O.S.D.R., le journal cessa de paraître. — P. 184

236. Lénine veut parler de l'appel du C.C. « A toutes les organisations du parti et à tous les ouvriers social-démocrates » concernant la convocation du IV^e Congrès du P.O.S.D.R. L'appel fut adopté sur proposition de Lénine et publié dans le n° 9 du 10 (23) novembre 1905 du journal *Novaïa Jizn* (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, 1^{re} partie, 1954, pp. 96-98).

Novaïa Jizn (Vie Nouvelle), premier journal bolchevique légal, parut quotidiennement du 27 octobre (9 novembre) au 3 (16) décembre 1905 à Pétersbourg. Le rédacteur-éditeur officiel du journal était le poète N. Minski, et sa directrice Maria Andrééva. Après le retour d'émigration de Lénine, début novembre, le journal parut sous sa direction immédiate. La composition de la rédaction et le choix des collaborateurs furent alors modifiés. La *Novaïa Jizn* était pratiquement l'Organe central du P.O.S.D.R. Les collaborateurs les plus proches en étaient M. Olminski, V. Vorovski, A. Lounatcharski, V. Bontch-Brouévitch. Gorki collaborait lui aussi activement au journal, auquel il apporta d'autre part une importante aide matérielle. Parmi les collaborateurs étrangers figuraient Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Marcel Cachin, Paul Lafargue, etc. Le journal publia 14 articles de Lénine, où celui-ci formula les objectifs et la tactique du parti pour la période de la première révolution russe.

La *Novaïa Jizn* faisait la plus grande publicité à toutes les décisions et initiatives du C.C. du P.O.S.D.R. Elle joua un grand rôle d'éducateur et d'organisateur des masses, qu'elle mobilisait en vue de l'insurrection armée.

Lénine écrivit en octobre 1905 à propos de la *Novaïa Jizn* : « Actuellement, la tribune la plus vaste pour agir sur le prolétariat est un journal quotidien de Pétersbourg » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, p. 378).

La *Novaïa Jizn* fit l'objet d'innombrables poursuites. Après la sortie du n° 27, le 2 décembre, le journal fut interdit par le gouvernement. Le 28^e et dernier numéro parut clandestinement. — P. 184

237. Il est question de la première conférence du P.O.S.D.R., qui se tint à Tammerfors (Finlande) du 12 au 17 (du 25 au 30) décembre 1905. Y étaient présents les délégués de 26 organisations. Lénine fut élu président de la conférence. Figuraient parmi les délégués L. Knippovitch, L. Krassine, Nadejda Kroupskaïa, P. Koudelli, S. Lozovski, P. Mostovenko, V. Nevski, V. Radus-Zenkovitch, J. Staline, V. Fridoline, E. Iaroslavski, E. Gourévitch (V. Danévitch) y représentait les mencheviks. L'ordre du jour était le suivant : 1) Comptes rendus locaux ; 2) Rapport sur le moment présent ; 3) Compte rendu d'organisa-

tion du C.C. ; 4) Unification des deux parties du P.O.S.D.R. ; 5) Réorganisation du parti ; 6) Question agraire ; 7) Douma d'Etat.

Lénine présenta des rapports sur le moment présent et la question agraire. La conférence se prononça en faveur du rétablissement de l'unité du parti et de la fusion paritaire des centres pratiques et des Organes centraux respectifs des bolcheviks et des mencheviks, ainsi que pour l'unification des organisations locales parallèles. Elle chargea le Comité central unifié de convoquer un congrès d'unification. Dans sa résolution intitulée « Réorganisation du parti », la conférence recommanda l'application la plus large du principe électif et du centralisme démocratique. Les exceptions n'étaient admises qu'en cas d'obstacles pratiques insurmontables. Dans sa « Résolution agraire » (prise à la suite du rapport de Lénine), la conférence, développant les décisions du III^e Congrès, proposa de remplacer dans le programme agraire du parti le point sur les *otrezki* par la revendication de la confiscation de toutes les terres de l'Etat, des propriétaires fonciers et de l'Eglise. La conférence adopta la résolution de boycotter activement la Première Douma d'Etat. Le soulèvement de Moscou ayant éclaté, la conférence, sur proposition de Lénine, précipita l'achèvement de ses travaux et les délégués rentrèrent dans les provinces pour prendre part à l'insurrection. — P. 184

238. « *La Tribune Russe* », bulletin pour l'étranger, édité par le parti socialiste-révolutionnaire à Paris, en français, de janvier 1904 à décembre 1909 et d'octobre 1912 à juillet 1913 ; en 1904, parut deux fois par mois, ensuite mensuellement. — P. 185
239. *La Conférence de l'organisation du P.O.S.D.R. de Pétersbourg-ville et de la province* se réunit le 6 (19) janvier 1907 à Térioki. Y participaient 70 délégués avec voix délibérative (42 bolcheviks et 28 mencheviks) et, avec voix consultative, 4 représentants du C.C. et de l'O.C. mencheviques, un représentant du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. et un autre de la rédaction du journal bolchevique *Proletari*, d'autres encore. La vérification des mandats révéla que dans certains sous-arrondissements, qui avaient envoyé principalement des mencheviks, on n'avait pas respecté la décision du comité de Pétersbourg spécifiant que les élections des délégués à la conférence devaient obligatoirement être précédées de la discussion par les militants de l'opportunité de la conclusion d'accords avec les cadets. Ces mandats furent invalidés par la conférence. A la majorité des voix, la conférence repoussa la proposition faite par le représentant du C.C. de diviser la conférence en deux parties (ville et province), à l'image des circonscriptions électorales existantes, et qui tendait à accorder artificiellement la prépondérance aux mencheviks. Ces derniers prirent prétexte de cette décision pour rompre avec la social-démocratie révolutionnaire et s'entendre avec les cadets. Ils quittèrent la conférence, scindant ainsi l'organisation de Pétersbourg à la veille des élections.

Les délégués demeurés en séance décidèrent de poursuivre leurs travaux. Le rapport sur les accords électoraux lors des élections à la Douma fut présenté par Lénine. Après discussion de ce rapport, la conférence entérina l'« Opinion particulière » déposée à la Deuxième conférence du P.O.S.D.R. (« Première conférence de Russie ») (voir le présent tome, pp. 181-183). La conférence repoussa les alliances avec les cadets et prit la décision de proposer des ententes aux élections aux socialistes-révolutionnaires et aux troudoviks, à la condition que ceux-ci renoncent à toute union avec les cadets.

Les travaux de la conférence de l'organisation de Pétersbourg ont été analysés en détail par Lénine dans les brochures *La social-démocratie et les élections à la Douma, Tu entendras le jugement d'un sot...* (Extrait des notes d'un publiciste social-démocrate), et dans les articles « La campagne électorale du parti ouvrier à Pétersbourg », « La campagne électorale de la social-démocratie à Pétersbourg », « La protestation de 31 mencheviks », etc. (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 455-480, 481-500, 450-454 ; t. 12, pp. 9-17 et 23-26.) — P. 186

240. La présente note fut publiée le 27 février 1907 dans la « Revue de presse » du n° 7 du journal *Novy Loutch* : elle était une réponse à l'article de L. Martov « C'est trop fort ! », publié dans le n° 48 de la *Rousskaïa Jizn* du 25 février (10 mars) 1907. — P. 189
241. La « *Rousskaïa Jizn* » (la Vie russe), quotidien légal de tendance cadette de gauche, qui parut à Pétersbourg à partir du 1^{er} (14) janvier 1907. A compter du n° 38 du 14 (27) février, le journal passa sous le contrôle des mencheviks : y collaborèrent, entre autres, P. Axelrod, F. Dan, Véra Zassoulitch, L. Martov, G. Plékhanev. Le 2 (15) mars le journal fut interdit. — P. 189
242. Le Cinquième Congrès du P.O.S.D.R. se déroula à Londres du 30 avril au 19 mai (13 mai-1^{er} juin) 1907. Y étaient présents 336 délégués, représentant 147 000 membres du parti. On comptait parmi eux 105 bolcheviks, 97 mencheviks, 57 bundistes, 44 social-démocrates polonais, 29 social-démocrates lettons, 4 « hors-fractions ». Les grands centres industriels avaient délégué au congrès des bolcheviks : Pétersbourg, 12 bolcheviks sur 17 délégués, Moscou ville et région, 16 sur 19, l'Oural, 19, Ivanovo-Voznessensk, Vladimir, Kostroma région, Briansk, Kazan, Krasnoïarsk n'avaient délégué que des bolcheviks. Lénine fut élu au congrès par l'organisation de la Haute Kama. Au Congrès, sous la direction de Lénine, se constitua un groupe cohérent de délégués bolcheviques : A. Boubnov, K. Vorochilov, I. Doubrovinski, M. Liadov, V. Noguine, M. Pokrovski, K. Samoilova, J. Staline, A. Stopani, I. Tédorovitch, M. Tskhakaïa, S. Chaoumian, E. Iaroslavski, etc. Gorki assista au congrès avec voix

consultative. Après d'opiniâtres discussions, l'ordre du jour suivant fut adopté : 1. Rapport du Comité central ; 2. Rapport du groupe parlementaire et organisation de ce groupe ; 3. Attitude à l'égard des partis bourgeois ; 4. Douma d'Etat ; 5. « Congrès ouvrier » et organisations ouvrières sans-parti ; 6. Syndicats et parti ; 7. Actions de partisans ; 8. Chômage, crise économique, lock-out ; 9. Problèmes d'organisation ; 10. Congrès international de Stuttgart (1^{er} mai, militarisme) ; 11. Travail dans l'armée ; 12. Questions diverses. Faute de temps, les questions du chômage, de la crise économique et des lock-out et celle du congrès international de Stuttgart ne furent pas mises en discussion.

Lénine fut élu au bureau et présida les 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 27^e, 34^e et 35^e séances ; il présenta le rapport et prononça le discours de clôture des débats sur la question la plus importante de l'ordre du jour, celle de l'attitude envers les partis bourgeois, prit la parole à propos des rapports d'activité du C.C. et du groupe parlementaire, en faveur de l'inscription à l'ordre du jour de la question d'importance générale : celle des fondements de la tactique du parti et de la révolution bourgeoise ; il intervint pour critiquer les mencheviks, les bundistes, Trotski (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 12, pp. 441-492).

Grâce au soutien des social-démocrates polonais, lituaniens et lettons qu'ils s'efforcèrent de souder autour d'eux sur la base d'une plate-forme révolutionnaire, les bolcheviks disposèrent de la majorité au congrès et firent triompher la ligne marxiste révolutionnaire. Sur toutes les questions d'importance majeure, le congrès adopta les résolutions bolcheviques. Le congrès apporta des modifications aux statuts, en faisant disparaître le bicentrisme (élection par le congrès d'un C.C. et d'un O.C.) : désormais, le congrès n'élisait plus que le C.C., la rédaction de l'O.C. étant nommée par celui-ci et travaillant sous son contrôle. Les statuts prévoyaient désormais la convocation de conférences périodiques pour l'examen des questions les plus urgentes de la vie du parti.

Furent élus au Comité central 5 bolcheviks, 4 mencheviks, 2 social-démocrates polonais, 1 social-démocrate letton. Furent élus membres suppléants : 10 bolcheviks, 7 mencheviks, 3 Polonais et 2 Lettons. Parmi les membres titulaires et suppléants on trouvait V. Lénine, F. Dzerjinski, I. Doubrovinski, V. Noguine, L. Krassine, L. Tyszka, J. Marchlewski, etc. Trois personnes furent encore par la suite introduites au C.C. : 2 représentant le Bund, et une la social-démocratie lettonne.

En prévision de la possibilité d'un manque de cohésion du Comité central, qui rassemblait des représentants de divers courants (les représentants des organisations social-démocrates des minorités nationales hésitant souvent entre les bolcheviks et les mencheviks), la fraction bolchevique, réunie en séance à la fin du congrès, procéda à l'élection d'un Centre bolchevique dirigé par Lénine et dont faisait partie la rédaction du journal *Proletari*.

Le Cinquième Congrès du P.O.S.D.R. marque la victoire du bolchevisme dans le mouvement ouvrier de Russie. Ses décisions consacrent la défaite infligée par le bolchevisme à l'aile opportuniste, menchevique du parti durant la révolution démocratique bourgeoise. La tactique bolchevique fut entérinée en tant que tactique unique de tout le parti. — P. 190

243. Cette intervention de Lénine se situa à la troisième séance du congrès. Après que furent adoptés les deux premiers points de l'ordre du jour (1) rapport du Comité central ; 2) rapport du groupe parlementaire, son organisation), quand la question se posa de l'inscription des questions d'une portée générale, théorique et de principe (les points 3, 4 et 5 du projet bolchevique d'ordre du jour : sur l'intensification de la lutte économique et le moment présent, sur les tâches de classe du prolétariat au moment actuel et sur l'attitude envers les partis bourgeois), le bundiste Selzer (B. Grosser) proposa à la suite de Liber de retirer ces questions. Le bundiste Vinitski (V. Medem), qui présidait, déposa la proposition de ne pas débattre cette question et de voter l'interruption de la discussion.

A la suite de l'intervention de Lénine à la quatrième séance, les débats sur l'inscription à l'ordre du jour des questions d'intérêt théorique général reprirent. A la cinquième séance, le 2 (15) mai, le point « sur l'attitude envers les partis bourgeois » fut porté à l'ordre du jour. — P. 190

244. Le point 4 du règlement adopté par le congrès prévoyait qu'il fallait, pour procéder à un vote nominal, que vingt délégués au moins en fassent la demande. Le vote avait lieu alors par bulletins. L'intervention de Lénine fut provoquée par le dépôt au bureau du congrès d'une proposition de procéder au vote par appel nominal et non par décompte de bulletins. Le bureau, par 3 voix contre 2, se prononça contre les bulletins. Cependant, en raison des divergences qui se manifestèrent, la question fut soumise au congrès. La majorité des délégués (144) se prononcèrent pour le système des bulletins en cas de vote nominal. — P. 190

245. L'amendement de Liber marqua le début de l'attaque de la partie opportuniste (mencheviks et bundistes) du congrès contre la résolution bolchevique sur l'attitude envers les partis bourgeois, qui avait été prise pour base de discussion. Liber avait proposé de supprimer la première partie de la résolution théorique : « la social-démocratie voit actuellement se poser à elle avec une urgence particulière la tâche de déterminer le contenu de classe des divers partis non prolétariens, de prendre en considération les rapports entre ces classes dans la période présente et d'en déduire son attitude envers les autres partis ». L'amendement de Liber fut repoussé. A propos des amendements à la résolution sur « L'attitude envers les partis bourgeois », voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 12, pp. 505-510. — P. 191

246. Lénine répond à Dan, qui avait affirmé redouter qu'en nommant le congrès « cinquième », comme le proposaient les bolcheviks, on alimenterait les querelles au sein du parti. En fait, mencheviks et bundistes ne voulaient pas entendre parler du III^e Congrès, purement bolchevique. Fut finalement adoptée la proposition du bundiste Chanine (L. Chapiro) de dénommer le congrès « Congrès de Londres du P.O.S.D.R. ». — P. 192

247. Le projet de résolution du II^e congrès de la Social-démocratie du Territoire letton « *Sur les tâches du prolétariat à l'étape actuelle de la révolution démocratique bourgeoise* », rédigé par Lénine, fut joint, sans avoir été débattu, aux procès-verbaux du congrès et publié dans le n^o 78 du 7 juillet 1907 du journal *Zihna*. Les procès-verbaux du congrès ne se sont pas conservés.

Le II^e congrès de la Social-démocratie du Territoire letton se tint à Londres les 21-25 mai (3-7 juin) 1907, aussitôt après la fin du Ve Congrès du P.O.S.D.R. A cette époque, la social-démocratie lettonne comptait environ treize mille membres organisés. Assistaient au congrès 26 délégués avec voix délibérative et 10 avec voix consultative. A l'ordre du jour : 1. Rapports du C.C., de la commission de vérification et des organisations locales. 2. Crises, lock-out et chômage. 3. Sur les tâches du prolétariat à l'étape actuelle de la révolution démocratique bourgeoise. 4. Sur l'agitation dans l'armée. 5. Sur les syndicats. 6. Sur l'agitation et la propagande. 7. Questions d'organisations et divers. La question agraire fut retirée de l'ordre du jour, ce qui témoigna de l'adoption d'une position erronée par la social-démocratie lettonne.

Une lutte opiniâtre s'engagea au congrès entre les social-démocrates révolutionnaires et les opportunistes, en particulier à propos du rapport d'activité du C.C.

Lénine prit une part active aux travaux du congrès. Il prit la parole le 24 mai (6 juin) 1907 à la séance du soir pour présenter un rapport sur les tâches du prolétariat à l'étape actuelle de la révolution démocratique bourgeoise (il ne s'en est conservé qu'un fort mauvais exposé retraduit du letton en russe par le département de la police). Le congrès montra que le bolchevisme avait acquis de solides positions en Lettonie : les résolutions adoptées sur les syndicats, le chômage, les organisations démocratiques et militaires étaient de caractère bolchevique.

Le congrès élut un nouveau C.C. composé principalement de social-démocrates révolutionnaires et chargea ce dernier de publier un manifeste « A tout le prolétariat letton », rédigé dans un esprit bolchevique.

« *Zihna* » (La Lutte), organe central de la social-démocratie lettonne ; fondé en mars 1904. Parut illégalement à Riga avec d'assez longues interruptions jusqu'en août 1909, fut ensuite transféré à l'étranger. En 1910, à l'occasion de la parution du 100^e numéro, le journal publia un article de Lénine intitulé

« Pour le numéro commémoratif de *Zihna* », dans lequel l'auteur faisait grand cas de l'activité révolutionnaire des social-démocrates lettons (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 274-278). Le journal reproduisit également certains textes du parti rédigés par Lénine. Parmi les correspondants réguliers les plus actifs de *Zihna* figuraient P. Stucka, l'un des futurs organisateurs du Parti communiste de Lettonie, et le poète J. Rainis.

En avril 1917, *Zihna* devint un journal légal, paraissant à Petrograd, Riga et autres localités, mais en août 1919, après la victoire temporaire de la contre-révolution en Lettonie, il fut de nouveau contraint à la clandestinité. Après le rétablissement du pouvoir des Soviets en Lettonie en juin 1940, le journal devint l'organe du C.C. du Parti communiste de Lettonie et du Soviet Suprême de la R.S.S. de Lettonie. — P. 192

248. *Le Congrès socialiste international de Stuttgart* (VII^e congrès de la II^e Internationale) se tint les 18-24 août 1907.

Assistaient au congrès 886 délégués représentant les partis socialistes et les syndicats. La délégation allemande était particulièrement nombreuse (289 personnes). Elle était composée en majeure partie de fonctionnaires syndicaux, ce qui se refléta sur les positions de la social-démocratie allemande lors de la discussion et de l'adoption des résolutions du congrès.

La délégation russe comprenait 37 social-démocrates, 21 socialistes-révolutionnaires et 7 représentants de syndicats. Parmi la délégation bolchevique figuraient V. Lénine, A. Bogdanov, I. Goldenberg (Mechkovski), B. Knouniantz, M. Litvinov, A. Lounatcharski. N. Sémachko, M. Tskhakaia.

Le congrès examina les questions suivantes : 1) le militarisme et les conflits internationaux ; 2) les relations entre les partis politiques et les syndicats ; 3) la question coloniale ; 4) l'émigration et l'immigration des ouvriers ; 5) le suffrage des femmes.

Lénine réunit plusieurs conférences des délégués bolcheviques au congrès en vue d'y déterminer la ligne de conduite des bolcheviks à la section social-démocrate, au sein de la délégation russe et au congrès ; il participa aux réunions de la section social-démocrate, où il combattit l'opportunisme des mencheviks, et à celles de la délégation russe, où il défendit les positions du P.O.S.D.R. contre les socialistes-révolutionnaires.

Au cours du congrès, Lénine déploya une intense activité de regroupement des éléments de gauche de la social-démocratie internationale et lutta résolument contre opportunistes et révisionnistes. Les réunions organisées par Lénine avec la participation d'éléments de gauche (notamment Clara Zetkin, Rosa Luxembourg, Léo Tyszka, Georg Ledebour) constituèrent un premier pas vers le regroupement des marxistes révolutionnaires au sein du mouvement socialiste international à l'époque de l'impérialisme.

L'essentiel du travail fut effectué au sein des commissions du congrès où l'on mettait au point les projets de résolutions

pour les séances plénières. Lénine participa aux travaux de la commission sur « le militarisme et les conflits internationaux ». Lors de la discussion du projet de résolution déposé par August Bebel, Lénine parvint, en proposant des amendements que soutinrent les représentants de la social-démocratie polonaise, à infléchir le texte dans un sens marxiste révolutionnaire.

La question coloniale donna lieu à des débats très animés. La majorité opportuniste de la commission, entraînée par le « socialiste » hollandais Van Kol, proposa un projet de résolution opportuniste qui bénéficia du soutien de la majorité de la délégation allemande. La résolution adoptée sur la question coloniale condamna expressément toute politique coloniale.

Le congrès adopta sur le problème de l'émigration et de l'immigration des ouvriers une résolution conforme aux exigences de la social-démocratie révolutionnaire, aux exigences de l'éducation internationaliste des ouvriers de tous les pays.

Lénine accordait une grande valeur à la résolution adoptée par le congrès sur la question des rapports entre les syndicats et le parti politique de la classe ouvrière. La conception prônée par Lénine de l'engagement politique des syndicats fut défendue en commission par A. Lounatcharski. Le congrès adopta sur cette question, en dépit des efforts de son aile droite, une résolution confirmant le principe de l'engagement politique des syndicats.

Lénine a consacré au congrès de Stuttgart des articles reproduits dans ses Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 74-94. — P. 193

249. C'est au congrès de Stuttgart que Lénine fit connaissance de Clara Zetkin, qui, aux côtés des autres militants de gauche de la social-démocratie allemande, défendait une tactique inspirée du marxisme révolutionnaire, combattait l'opportunisme et le révisionnisme.

La traduction de l'article de Clara Zetkin « Le congrès socialiste international de Stuttgart » fut revue par Lénine et munie par lui d'annotations apportant des précisions sur la lutte qui se déroula contre la partie opportuniste des délégués au congrès.

L'article de Zetkin parut dans le recueil bolchevique *Zarnitsy* (Fulgurations). — P. 194

250. « *Die Gleichheit* » (Égalité), revue bimensuelle social-démocrate, organe du mouvement ouvrier féminin d'Allemagne, puis du mouvement féminin international ; parut à Stuttgart de 1890 à 1925 ; Clara Zetkin en fut rédacteur en chef de 1892 à 1917. — P. 194

251. Le « *Tovarichtch* » (Le Camarade), quotidien bourgeois qui parut à Pétersbourg du 15 (28) mars 1906 au 30 décembre 1907 (12 janvier 1908). Si officiellement le journal ne relevait d'aucun parti, il était en fait le porte-parole des cadets de gauche. Le

journal bénéficiait du concours régulier de S. Prokopovitch et de E. Kouskova ; des mencheviks y collaboraient également. — P. 195

252. Le « *Znamia Trouda* » (La Bannière du travail), organe central du parti socialiste-révolutionnaire ; parut à Paris de juillet 1907 à avril 1914. — P. 200
253. *Bureau Socialiste International* (B.S.I.), organe permanent d'exécution et d'information de la II^e Internationale. La décision de créer un Bureau Socialiste International groupant les représentants des partis socialistes de tous les pays fut prise au congrès de Paris de la II^e Internationale (septembre 1900). Les représentants des social-démocrates russes au B.S.I. étaient Plékhanov et Kritchevski. A partir de 1905, Lénine fut membre du Bureau en qualité de représentant du P.O.S.D.R. Il mena une lutte impitoyable contre l'opportunisme des dirigeants de la II^e Internationale. Le Bureau mit fin à ses activités en 1914. — P. 200
254. *Khlestakov*, personnage du *Revizor* de Gogol, type de vantard et de hâbleur. — P. 201
255. La III^e Douma d'Etat demeura en fonctions du 1^{er} (14) novembre 1907 au 9 (22) juin 1912 (elle eut cinq sessions). Elue selon la loi électorale du 3 juin 1907, la III^e Douma fut dominée par les octobristes et les Cent-Noirs. Instrument docile du pouvoir tsariste, elle l'aida à mener sa politique de violences et de répressions envers les éléments révolutionnaires.
- Au début de la première session étaient représentés à la Douma onze partis et formations politiques : la droite (extrême-droite, nationalistes et droite modérée), avec 147 députés, les octobristes, avec 154, le groupe polono-biélorusso-lituanien, avec 7, le *Kolo* polonais, avec 11, le groupe progressiste, avec 28, le groupe musulman, avec 8, les cadets, avec 54, le groupe du Travail, avec 14, les social-démocrates, avec 19.
- Le groupe social-démocrate à la III^e Douma, en dépit d'un climat très défavorable, de son petit nombre et de diverses fautes commises au début de son activité, déploya, grâce à la présence en son sein de députés bolcheviques, une intense activité de dénonciation de la politique antipopulaire de la III^e Douma, d'éducation politique du prolétariat et de la paysannerie de Russie, auxquels il s'adressait aussi bien du haut de la tribune de la Douma que dans son action extra-parlementaire. — P. 202.
256. *La loi électorale du 11 (24) décembre 1905* portant convocation d'une Douma d'Etat « législative » fut publiée par le gouvernement tsariste juste au moment où faisait rage l'insurrection de Moscou. La loi assurait une nette prépondérance aux propriétaires fonciers et aux capitalistes. La I^{re} Douma, élue selon

la loi du 11 décembre 1905, fut à prédominance cadette. — P. 202

257. *Octobristes*, membres du parti d'« Union du 17 octobre », créé en Russie après la publication du manifeste du tsar le 17 (30) octobre 1905. C'était un parti contre-révolutionnaire qui représentait et défendait les intérêts de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers de type capitaliste. Il avait à sa tête Alexandre Goutchkov, industriel et propriétaire d'immeubles à Moscou, et Michel Rodzianko, riche propriétaire foncier. Les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. — P. 203

258. *L'« Union du peuple russe »*, organisation monarchiste ultra-réactionnaire des Cent-Noirs, fut créée en octobre 1905 à Pétersbourg pour combattre le mouvement révolutionnaire. Des sections de l'« Union » furent organisées dans de nombreuses villes de Russie.

L'« Union du peuple russe » se faisait la gardienne de l'intangibilité de l'autocratie tsariste, du maintien des grands domaines fonciers de type semi-féodal et des privilèges de la noblesse. Sa devise était le mot d'ordre nationaliste monarchiste de l'époque du servage : « orthodoxie, autocratie et nation ». L'« Union » recourait de préférence, pour lutter contre la révolution, aux pogromes et aux assassinats.

Après le démantèlement de la II^e Douma, l'« Union du peuple russe » se scinda formant : la « Chambre de l'Archange Michel », dirigée par Pourichkévitich et qui préconisait l'utilisation de la III^e Douma à des fins contre-révolutionnaires, et l'« Union du peuple russe » avec Doubrovine, demeurant attachée à la tactique de terrorisme déclaré. Ces deux organisations Cent-Noirs furent supprimées lors de la Révolution de Février 1917. Après la Révolution socialiste d'Octobre, leurs anciens membres prirent une part active aux complots contre-révolutionnaires et aux soulèvements contre le pouvoir des Soviets. — P. 205

259. *Le plénum du Comité central du P.O.S.D.R.* se tint les 11-13 (24-26) août 1908 à Genève. Y participèrent 12 personnes : 5 bolcheviks (dont V. Lénine, I. Doubrovinski, V. Taratouta), 3 mencheviks, 1 social-démocrate letton, 1 social-démocrate polonais et 2 bundistes. A l'ordre du jour figuraient les questions suivantes : 1) compte rendu sur la convocation du plénum ; 2) conférence générale de Russie ; 3) Bureau central à l'étranger et groupes d'assistance ; 4) organisation du Comité central ; 5) questions financières ; 6) rapport du Comité central au congrès de Stuttgart ; 7) affaires courantes.

Les bolcheviks s'opposèrent résolument aux tentatives des mencheviks de supprimer le Comité central du parti et de faire obstacle à la convocation d'une conférence. Sur toutes les questions essentielles de l'ordre du jour, le plénum adopta les déci-

sions proposées par les bolcheviks. Sur l'initiative de Lénine, décision fut prise de préparer d'urgence la convocation d'une conférence. L'ordre du jour de la future conférence fut tracé dans ses grandes lignes. Le plénum adopta les projets de résolution bolchevique sur l'organisation du Comité central et du Bureau central à l'étranger. Le texte de cette dernière décision prit pour base le « Projet de décision sur l'organisation d'un Bureau central à l'étranger » rédigé par Lénine (voir le présent tome, pp. 211-212). Lénine fut élu à la rédaction de l'O.C. à titre de représentant des bolcheviks.

Le compte rendu sur la convocation du plénum fut discuté en même temps que la question de l'organisation du Comité central, étant donné que les débats révélèrent l'existence d'une correspondance des mencheviks avec le Bund dans laquelle, sous les apparences d'une « réorganisation » du C.C. était en fait préconisée la suppression de cet organisme directeur du parti. Au plénum, mencheviks et bundistes firent le maximum pour minimiser ces faits. C'est à ce propos que Lénine déposa une « Déclaration concernant la convocation du plénum du Comité central » et un « Projet de décision sur l'incident survenu à propos de la convocation du plénum du Comité central », adopté par le plénum (voir le présent tome, pp. 210, 211).

Après la session plénière du C.C. du P.O.S.D.R. d'août 1908, Lénine et les bolcheviks déployèrent une intense activité de préparation de la réunion d'une Conférence de Russie du parti. — P. 210

260. *Le Bureau du Comité central du P.O.S.D.R. à l'étranger* (B.C.C.E.) fut créé par le plénum du C.C. du P.O.S.D.R. en août 1908 en tant que représentation générale du parti à l'étranger (composée de trois membres) et subordonnée au Bureau russe du C.C. Le B.C.C.E. avait pour mission de demeurer en liaison permanente avec le Comité central travaillant en Russie et avec les membres du Comité central exerçant leur activité à l'étranger, de veiller au bon fonctionnement des groupes d'assistance au P.O.S.D.R. à l'étranger et de leur Bureau central, de rassembler l'argent versé à la caisse du C.C. par les organisations de l'étranger et d'organiser des collectes de fonds au profit du Comité central. En vue de relier entre eux tous les groupes d'assistance au P.O.S.D.R. existant à l'étranger et de les soumettre à la direction unique du parti, le plénum du C.C. d'août 1908 chargea le B.C.C.E. de convoquer un congrès spécial de ces groupes. Mais le B.C.C.E. ne parvint pas à réunir ces assises au cours de 1909 en raison de la mauvaise volonté opiniâtre du Bureau central des groupes à l'étranger, aux mains des mencheviks liquidateurs. Le plénum du C.C. de janvier 1910 réorganisa le B.C.C.E. limitant son rôle dans la conduite des affaires générales du parti et renforçant d'autant les pleins pouvoirs du Bureau russe du C.C. Le B.C.C.E. fut porté à cinq membres, dont trois représentant les comités centraux des organisations des minorités nationales. Une majorité liquidatrice

stable s'y dégagea, qui fit tout son possible pour désorganiser le travail des organismes centraux du parti. L'attitude anti-parti du B.C.C.E. se manifesta tout à fait nettement dans les obstacles qu'il accumula à la convocation d'une session plénière du Comité central, que réclamaient avec insistance les bolcheviks, constatant que les liquidateurs n'avaient pas appliqué les décisions du Plénum de janvier 1910 du C.C. La tactique liquidatrice suivie par le B.C.C.E. conduisit en mai 1911 Sémachko, représentant des bolcheviks, à démissionner du B.C.C.E.

La Conférence des membres du C.C. du P.O.S.D.R. qui se réunit en juin 1911 à Paris condamna dans une décision la ligne politique du B.C.C.E. et chargea le prochain plénum du C.C. du P.O.S.D.R. d'examiner la question du maintien du B.C.C.E.

En novembre 1911, le représentant de la social-démocratie polonaise fut rappelé du B.C.C.E. et peu après aussi celui de la social-démocratie lettonne. En janvier 1912, le B.C.C.E. prononça sa propre dissolution. — P. 210.

261. *La Cinquième conférence générale du P.O.S.D.R.* eut lieu à Paris du 21 au 27 décembre 1908 (3-9 janvier 1909). Y assistaient 16 délégués avec voix délibérative: 5 bolcheviks, 3 mencheviks, 5 social-démocrates polonais et 3 bundistes. A l'ordre du jour de la conférence figuraient les questions suivantes : 1) rapports du Comité central du P.O.S.D.R., du Comité central de la social-démocratie polonaise, du Comité central du Bund, des organisations de Pétersbourg, de Moscou et de la Région industrielle du centre, de l'Oural, du Caucase; 2) la situation politique actuelle et les tâches du parti; 3) la question du groupe parlementaire social-démocrate; 4) les problèmes d'organisation en liaison avec la modification des conditions politiques; 5) l'unification en province avec les organisations des minorités nationales; 6) les affaires étrangères. Sur toutes les questions, les bolcheviks engagèrent une lutte implacable contre les mencheviks liquidateurs et leurs partisans. Dans sa résolution « Sur les comptes rendus », la conférence condamna le courant liquidateur comme opportuniste et exhorta à mener au plan idéologique et organisationnel la lutte la plus vive contre les tentatives de saborder le parti.

Le rapport présenté par Lénine « Sur le moment présent et les tâches du parti » occupa une place centrale dans les travaux de la conférence. Les mencheviks tentèrent en vain de faire retirer cette question de l'ordre du jour. La conférence adopta à quelques détails près la résolution proposée par Lénine (voir *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 15, pp. 343-346).

La résolution « Sur le groupe social-démocrate à la Douma », déposée par les bolcheviks, contenait une critique de l'activité du groupe et indiquait les tâches concrètes de celui-ci. Les mencheviks protestèrent contre la mention des erreurs du groupe dans les textes de la conférence et se prononcèrent contre le droit de veto du Comité central dans les affaires du groupe parlementaire. Les otzovistes s'opposèrent eux aussi à l'attitude

adoptée par Lénine à l'égard du groupe à la Douma. La conférence adopta la résolution bolchevique. Dans le texte de cette résolution fut partiellement incluse la deuxième variante, rédigée par Lénine, des « Indications pratiques pour le vote du groupe social-démocrate à la Douma sur le budget » et intégralement incluse l'« Addition, à la résolution « Sur le groupe social-démocrate à la Douma » de Lénine également (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 350-351 et 352). Lors de la discussion de la question d'organisation, les bolcheviks indiquèrent dans leur projet de résolution que le parti devait faire porter son effort sur le renforcement des organisations clandestines existantes et la création de nouvelles, tout en utilisant pour agir parmi les masses le vaste réseau des diverses organisations légales. L'attitude des mencheviks équivalait pratiquement à réclamer la suppression du parti illégal et la cessation de tout travail révolutionnaire. Dans son discours sur la question d'organisation, Lénine stigmatisa la résolution présentée par les mencheviks liquidateurs et leurs tentatives de blanchir à tout prix ceux qui avaient abandonné le parti durant les années de réaction. La conférence adopta les « Directives pour la commission chargée des problèmes d'organisation », déposées par Lénine (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, p. 349) et créa une commission pour la mise au point d'une résolution. Cette commission, suivie par la conférence, adopta le texte bolchevique. La résolution adoptée par la Cinquième conférence du P.O.S.D.R. sur l'unification des organisations locales des diverses nationalités rejeta sans ambiguïté le principe du fédéralisme préconisé par les bundistes, qui voulaient séparer les ouvriers selon leur appartenance nationale. Lors de la discussion de la question de l'activité du Comité central, les mencheviks proposèrent de transférer le Comité central en Russie et de supprimer le Bureau du C.C. à l'étranger. Les projets de résolution des liquidateurs furent repoussés. La conférence adopta sur le travail du C.C. une résolution reconnaissant « l'utilité et la nécessité de l'existence à l'étranger d'une représentation générale du parti sous la forme du Bureau du C.C. à l'étranger ». Sur la question de l'Organe central fut adoptée la résolution des bolcheviks, tandis que la proposition menchevique de transférer en Russie l'édition de l'Organe central était écartée.

Les bolcheviks remportèrent à la conférence une brillante victoire sur les mencheviks liquidateurs. En même temps les décisions de la conférence portaient un coup sensible aux otzovistes. Le parti s'inspira durant toute la période de réaction des décisions adoptées par la Cinquième conférence de Russie. Lénine écrivit qu'elle « ramène le parti dans la bonne voie et marque assurément un tournant dans l'évolution du mouvement ouvrier russe après la victoire de la contre-révolution » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, p. 370). — P. 212.

262. Le bref procès-verbal qui s'est conservé du discours prononcé par Lénine le 24 décembre 1908 (6 janvier 1909) sur la question

d'organisation ne permet pas de se rendre compte de la mesure dans laquelle ce discours a repris toutes les questions énumérées dans le résumé reproduit ici. Mais l'ensemble des questions évoquées dans ce résumé donne à penser qu'il a été rédigé durant les débats sur la question de l'organisation. — P. 212

263. Douze est le nombre des membres du Comité central élus au V^e Congrès du parti (Congrès de Londres). Cinq désigne le nombre des membres du C.C. restreint fonctionnant en Russie. La remarque ironique de Lénine « au rang des anges » vise vraisemblablement le projet de résolution dans lequel les mencheviks liquidateurs proposaient de supprimer le Bureau du Comité central à l'étranger pour concentrer toute la direction du parti entre les mains des cinq résidant en Russie. — P. 212
264. La présente Déclaration fut déposée par Lénine le 24 décembre 1908 (6 janvier 1909) après l'intervention calomnieuse du menchevik N. Ramichvili (Piotr), membre de la délégation caucasienne. Le plénum du Comité central d'août 1908 avait découvert que dès avant sa convocation, les mencheviks liquidateurs voulaient la suppression du C.C. en tant qu'organe dirigeant, pour le limiter à un rôle d'information. Ce plan avait été exposé dans une lettre adressée en juin 1908 « A toutes les organisations mencheviques » par B. Gorev, membre du C.C., et A. Martynov, membre de la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata*. Au plénum, les mencheviks firent tous leurs efforts pour masquer leur intention de liquider le C.C. (voir le présent tome, pp. 210-211). Les bolcheviks dénoncèrent les menées désorganisatrices, antiparti, des liquidateurs, et la session plénière du C.C. adopta les projets de résolution bolcheviques sur toutes les questions importantes de l'ordre du jour. A la V^e conférence de Russie, Dan et Axelrod, membres de la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata*, et Ramichvili, membre du C.C., mandatés tous les trois par l'organisation du Caucase, adoptèrent une position liquidatrice extrémiste. — P. 213
265. Le « *Goloss Sotsial-Démokrata* » (La voix du social-démocrate) journal des mencheviks à l'étranger ; parut de février 1908 à décembre 1911, d'abord à Genève, puis à Paris. Ses rédacteurs étaient P. Axelrod, F. Dan, L. Martov, A. Martynov et G. Plékhanov. Dès son premier numéro, le journal prit la défense des liquidateurs et de leur activité antiparti. Après le départ de la rédaction de Plékhanov, qui désapprouvait ses positions liquidatrices, le *Goloss Sotsial-Démokrata* devint définitivement le centre idéologique des liquidateurs. — P. 213.
266. Cette mise au point fut déposée par Lénine à la neuvième et dernière séance de la conférence, le 26 décembre 1908 (8 janvier 1909). Les procès-verbaux montrent que la discussion de la résolution sur le groupe social-démocrate à la Douma se poursuivait durant cette séance. Lors de la discussion du point sur le

vote du budget, Lénine proposa une variante de la partie correspondante du projet de résolution (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 348-349). Les procès-verbaux ont conservé un amendement de Liadov proposant de remplacer à la fin de la résolution les mots « des syndicats » par les mots « après consultations avec les représentants des syndicats ». Liadov considérait en effet que le projet de résolution restreignait les droits du Comité central. Lénine s'opposa à cet amendement, rappelant que le C.C. disposait du droit de veto à l'égard du groupe social-démocrate à la Douma. L'amendement de Liadov, mis aux voix, fut repoussé. La décision concernant le droit de veto accordé au C.C. à l'égard du groupe parlementaire fut adoptée à la même séance. Cette décision portait que le C.C., responsable de l'activité du groupe parlementaire, doit sans hésiter faire usage de son droit de veto « toutes les fois qu'il juge que les initiatives du groupe menacent de faire du tort au parti ». — P. 214

267. *La déclaration concernant le projet menchevique de liquidation du C.C.* fut déposée par Lénine à la séance du 26 décembre 1908 (8 janvier 1909) lors de la discussion de la résolution sur le travail du C.C. Les mencheviks liquidateurs avaient entrepris, dès avant le plénum d'août 1908, des tentatives de supprimer le C.C. en tant qu'organe dirigeant. C'est à ce propos que Lénine déposa le 12 (25) août 1908 sa « Déclaration concernant la convocation du plénum du Comité central » (voir le présent tome, p. 210). Le lendemain, sur proposition de Lénine, fut prise la décision « Sur l'incident survenu à propos de la convocation du plénum du Comité central » (voir le présent tome, p. 211). — P. 214

268. *Le plan de conférence sur le marxisme* fut rédigé en 1908 ou en 1909. L'Institut du marxisme-léninisme ne dispose d'aucun renseignement concernant directement ces conférences. Seuls des souvenirs personnels signalent qu'au début de 1909, Lénine avait donné des conférences de philosophie au cercle des bolcheviks de Paris. La mention dans le manuscrit de l'industrie en 1907 indique que le texte est postérieur à cette date, étant donné que les statistiques sur l'état de l'industrie en 1907 ne pouvaient être connues qu'au début de l'année suivante.

La mention des « opportunistes actuels (Bogdanov) » au point 6 de la section « Matérialisme philosophique » invite à penser que le texte n'est pas antérieur à la deuxième quinzaine de mars 1908. A ce moment, Lénine venait de terminer et d'envoyer à l'imprimerie (pas plus tard que le 3 (16) avril) l'article « Marxisme et révisionnisme » dans lequel il attaquait pour la première fois dans un texte imprimé les conceptions philosophiques opportunistes et révisionnistes de Bogdanov. Presque tous les points de la section « Matérialisme philosophique » ont été repris dans *Matérialisme et empiriocriticisme* ; certains des points de la section « La question agraire » se retrouvent

dans les écrits consacrés par Lénine à la même question en 1908.
— P. 215

269. *La Conférence de la rédaction élargie du « Prolétari »* eut lieu à Paris sur l'initiative de Lénine, du 8 au 17 (21-30) juin 1909. Y participaient les neuf membres du Centre bolchevique (instance suprême de la fraction bolchevique) qui avait été élu par les délégués bolcheviques au V^e Congrès du P.O.S.D.R., ainsi que des représentants des organisations de Pétersbourg, de la région de Moscou et de l'Oural. Ce fut Lénine qui dirigea la conférence, prenant la parole sur toutes les questions importantes de l'ordre du jour. Les otzovistes, les ultimatismes et les constructeurs de Dieu étaient représentés par A. Bogdanov (Maximov) et V. Schanzer (Marat), que soutenait le représentant de l'organisation de la région de Moscou V. Chouliatikov (Donat). Sur diverses questions, G. Zinoviev, L. Kaménev, A. Rykov et M. Tomski adoptèrent une position conciliatrice.

La conférence examina les problèmes suivants : l'otzovisme et l'ultimatismes ; l'idéologie des constructeurs de Dieu dans la social-démocratie ; la place à réserver à l'activité parlementaire au sein de l'« activité d'ensemble du parti » ; les tâches des bolcheviks dans le parti ; l'école du parti organisée à Capri ; l'unité du groupe parlementaire ; l'agitation en faveur d'un congrès ou d'une conférence des bolcheviks distincte du parti ; le départ du camarade Bogdanov ; diverses autres questions. Lénine fit un tableau détaillé de la situation au sein du parti et de la fraction bolchevique. Les thèses formulées par Lénine furent prises pour base des résolutions adoptées par la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari*.

La conférence condamna résolument l'otzovisme-ultimatismes, courant nuisible et dangereux au sein du mouvement ouvrier ; elle réprouva nettement les conceptions philosophiques des otzovistes-ultimatismes, telles qu'elles s'exprimaient en particulier dans les théories de la construction de Dieu. Bogdanov, qui jouait le rôle de leader et de maître à penser des otzovistes, des ultimatismes et des constructeurs de Dieu, mettant en péril l'unité de la fraction bolchevique et engageant une révision du marxisme, auquel il substituait une philosophie idéaliste, réactionnaire, fut exclu de la fraction bolchevique.

Les décisions de la conférence eurent une grande portée pour l'ensemble du parti. Lénine nota qu'elles représentaient une systématisation et un achèvement de la ligne politique qui avait été élaborée par le parti durant la période de réaction. (Sur la conférence, voir *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 15, pp. 455-482.) — P. 216

270. La résolution de Stanislav (alias « Er », S. Volski-A. Sokolov), transmise au comité de Moscou, exprimait sa défiance à la rédaction du *Prolétari* et réclamait la convocation d'une conférence des bolcheviks pour élire un nouveau centre idéologique des bolcheviks. Le comité de Moscou repoussa la résolution de

Stanislav, pour laquelle il fut le seul à voter (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, p. 50). Le texte de la résolution n'a pas été retrouvé. — P. 217

271. On appelait *otzovistes* les membres d'un courant opportuniste qui s'était fait jour parmi les bolcheviks. Sous couvert de phrases révolutionnaires, les otzovistes (A. Bogdanov, G. Alexinski, A. Sokolov (S. Volski), A. Lounatcharski, M. Liadov, entre autres) réclamaient le rappel (en russe « otzyv » d'où leur nom) des députés social-démocrates de la III^e Douma d'Etat et proclamaient qu'il fallait cesser de travailler dans les organisations légales. Prétendant qu'en période de réaction, le parti doit se cantonner dans l'action clandestine, ils refusaient de participer à la Douma, de militer dans les syndicats ouvriers, les coopératives et les autres organisations de masse légales et semi-légales et voulaient restreindre le travail du parti au cadre d'une organisation clandestine. L'ultimatum était une variété de l'otzovisme. Les ultimatumistes ne se séparaient des otzovistes que sur des questions de forme. Ils proposaient d'exiger sous forme ultimative du groupe parlementaire social-démocrate qu'il se soumette sans hésiter aux décisions du Comité central et, au cas où cet ultimatum ne serait pas accepté par eux, de rappeler les députés social-démocrates. En fait, l'ultimatumisme, n'était pas autre chose que de l'otzovisme camouflé. Selon l'expression de Lénine, les ultimatumistes étaient des « otzovistes honteux ».

Les otzovistes causèrent un grand tort au parti. Leur politique tendait à couper celui-ci des masses, à le transformer en une organisation sectaire, incapable d'accumuler des forces en vue d'un nouvel essor de la révolution. Lénine dénonça dans les otzovistes des « liquidateurs à rebours » et leur déclara une guerre impitoyable. « L'otzovisme, écrivait Lénine, n'est pas le bolchevisme, mais la pire des caricatures politiques, que son pire adversaire puisse en imaginer » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, p. 383). — P. 217

272. La *Troisième conférence du P.O.S.D.R.* (deuxième conférence de Russie) se déroula dans la ville de Kotka (Finlande) les 21-23 juillet (3-5 août) 1907. 26 délégués y assistèrent : 9 bolcheviks, 5 mencheviks, 5 social-démocrates polonais, 5 bundistes et 2 social-démocrates lettons. On trouvait, parmi les délégués : V. Lénine, F. Dzerjinski, A. Lounatcharski, Rosa Luxembourg. Étaient en outre présents les membres titulaires et suppléants du Comité central élus par le V^e Congrès (de Londres). L'urgence de la convocation d'une conférence deux mois après le congrès du parti, était due aux changements intervenus dans le contexte politique à la suite du coup d'Etat contre-révolutionnaire du 3 juin 1907 et à l'annonce des élections à la III^e Douma d'Etat. À l'ordre du jour de la conférence figuraient : la participation aux élections à la III^e Douma d'Etat, les accords électoraux

avec les autres partis, la plate-forme électorale et le Congrès des syndicats de Russie.

Sur le premier point, la conférence entendit trois rapports : au nom des bolcheviks, ceux de Lénine (contre le boycottage) et de Bogdanov (pour le boycottage), au nom des mencheviks et du Bund, celui de F. Dan. A la majorité des voix la conférence prit pour base de discussion le projet de résolution de Lénine, qui conviait le parti à participer aux élections et à mener la lutte aussi bien contre les cadets que contre les partis de droite (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, 1^{re} partie, 1954, pp. 173-174.) Les bolcheviks partisans du boycottage, une fois leur résolution repoussée, votèrent pour celle de Lénine.

Sur la question des accords électoraux avec les autres partis, la conférence décida qu'au premier degré des élections, les social-démocrates ne devaient conclure aucun accord avec quelque parti que ce soit. En cas de ballottage, étaient tolérés des accords avec toutes les formations situées à gauche des cadets. A partir du deuxième degré, étaient autorisés tous accords avec les partis révolutionnaires et d'opposition en vue de lutter contre la droite. Mais dans la curie ouvrière, les social-démocrates ne devaient conclure d'alliance avec aucun parti, à l'exception des partis social-démocrates des minorités nationales n'adhérant pas au P.O.S.D.R. et du Parti socialiste polonais. En ce qui concerne la plate-forme électorale, la conférence chargea le C.C. de l'élaborer en partant de la résolution qu'elle avait adoptée sur la participation aux élections à la III^e Douma. A propos du Congrès des syndicats de Russie la conférence entendit deux rapports : un qui défendait le principe de l'engagement politique des syndicats, et l'autre qui préconisait leur neutralité. Quatre projets de résolution furent déposés : un bolchevique, un menchevique et deux de compromis. La conférence décida de transmettre tous ces textes au C.C. du P.O.S.D.R. à titre d'information. Le projet bolchevique utilisait un projet rédigé par Lénine (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, 1^{re} partie, 1954, p. 180).

La conférence a eu le mérite d'esquisser les grandes lignes de la tactique du parti dans le contexte politique nouveau de la réaction stolypinienne. — P. 217.

273. *L'O.C. — Organe central du P.O.S.D.R.* — , était le journal illégal le *Social-Démocrate*, qui parut de février 1908 à janvier 1917. Le premier numéro, préparé par les bolcheviks et déjà partiellement tiré dans une imprimerie privée de Vilno, fut saisi par la police tsariste. Une deuxième tentative de reproduction eut lieu à Pétersbourg. La plus grande partie du tirage tomba là encore aux mains des gendarmes. La publication du journal fut alors transférée à l'étranger : les nos 2-32 (février 1909-

décembre 1913) parurent à Paris, les nos 33-58 (novembre 1914-janvier 1917) à Genève, au total 58 numéros dont 5 avec des suppléments. La direction du journal était pratiquement assurée par Lénine. Ses articles occupaient une place centrale dans le journal. Plus de 80 de ses textes y furent publiés. — P. 218

274. Il s'agit des *mencheviks proparti*, dirigés par Plékhanov, qui, pendant les années de la réaction, se dressèrent contre les liquidateurs. Tout en demeurant sur les positions du menchevisme, les partisans de Plékhanov prônaient le maintien et le renforcement de l'organisation illégale du P.O.S.D.R. et ils conclurent dans ce but une alliance avec les bolcheviks. Lénine appela les bolcheviks à se rapprocher des mencheviks proparti, en montrant qu'un accord était possible pour la lutte en faveur du parti et contre les liquidateurs « sans aucun compromis idéologique, sans aucun escamotage des divergences de tactique ou autres dans les limites de la ligne du parti » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, p. 103). Les mencheviks proparti militaient aux côtés des bolcheviks dans les comités locaux du parti et collaboraient aux publications bolcheviques. Fin 1911, Plékhanov rompit l'alliance avec les bolcheviks. Sous prétexte de lutter contre l'« esprit de fraction » et la scission au sein du P.O.S.D.R., il tenta de réconcilier les bolcheviks et les opportunistes. En 1912, les partisans de Plékhanov, unis aux trotskistes, aux membres du Bund et aux liquidateurs, se dressèrent contre les décisions de la conférence de Prague du P.O.S.D.R. — P. 219
275. Lénine fait allusion à l'intervention de Bogdanov qui, lors de la discussion du rapport sur l'otzovisme et l'ultimatum où fut invoquée la condamnation de ces courants par Rosa Luxembourg, tenta de renverser cet argument en rappelant les attaques lancées en 1904-1905 par Rosa Luxembourg contre les bolcheviks. — P. 219
276. *L'école de Capri* (Italie) fut fondée en 1909 par les otzovistes, les ultimatismes et les constructeurs de Dieu. La conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* dénonça son caractère fractionnel, antibolchevique, et indiqua que « les objectifs qu'ils (ses organisateurs) poursuivent ne sont pas ceux de la fraction bolchevique, en tant que courant existant dans le parti, mais les objectifs d'un groupe idéologique et politique particulier » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 481-482). L'école de Capri était résolument condamnée comme « le centre d'une fraction en rupture avec les bolcheviks » (*ibid.*, p. 481).
- L'école commença ses cours en août ; y enseignaient A. Bogdanov, G. Alexinski, A. Lounatcharski, M. Gorki, M. Liadov, M. Pokrovski et V. Desnitski. Lénine répondit par un refus à la proposition de pure forme que lui avaient fait les organisateurs de l'école de venir à Capri y donner des cours. Dans sa lettre aux élèves de l'école, qui insistaient pour qu'il vienne leur faire une série de cours, Lénine expliqua qu'il ne pou-

vait le faire, étant donné que l'école de Capri « *délibérément cachée au parti* » avait un caractère fractionnel et il proposait aux élèves de l'école de venir à Paris pour y étudier « authentiquement la pensée social-démocrate » et non « la « science » particulière » des otzovistes et des constructeurs de Dieu (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 15, pp. 505-512).

Lénine fait l'historique de la fondation de l'école et en définit l'orientation dans ses articles « La fraction des partisans de l'otzovisme et de la construction de Dieu » et « Honteux fiasco » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 24-58, 84-86). — P. 219

277. Lénine fait allusion à l'absence, à la Cinquième conférence du P.O.S.D.R. (1908), d'un représentant du groupe social-démocrate à la Douma. Le rapporteur Vichnevski (I. Goldenberg) l'expliqua par des raisons fortuites. — P. 221
278. Les « gens informés » étaient un groupe d'intellectuels qui jouaient le rôle de conseillers du groupe social-démocrate à la troisième Douma d'Etat. Ceux-ci étaient dans leur majorité des liquidateurs et des révisionnistes, comme A. Potressov, S. Prokopovitch, etc. Profitant du fait que les dirigeants du parti bolchevique se trouvaient dans la clandestinité et ne pouvaient participer légalement au travail du groupe parlementaire, les « gens informés » tentèrent d'orienter le travail de ce groupe dans une voie antiparti. Il fallut de ce fait renoncer à leurs services. — P. 221
279. Il s'agit du groupe de soutien au groupe social-démocrate à la III^e Douma d'Etat. La conférence avait décidé la création d'une commission d'assistance au groupe parlementaire. Lénine, élu à cette commission, y effectua un gros travail. Il rédigea pour le groupe parlementaire une « Note explicative sur le projet de loi concernant la journée de travail de huit heures » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 111-118). — P. 222
280. La fraction social-démocrate à la Douma prévoyait de faire paraître un journal. Par la suite, de 1910 à 1912, fut publié le journal bolchevique légal *Zvezda* (l'Etoile) avec le concours des députés social-démocrates. — P. 223
281. Cet additif fut intégré au point 3 de la première section de la résolution (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, I^{re} partie, 1954, p. 223). — P. 223
282. *Dal* (Lointains), revue littéraire et politique éditée par les liquidateurs à Pétersbourg. Il en parut trois numéros, le premier en 1908, les deux suivants en 1909. — P. 223

283. La proposition de Lénine fut incluse dans la résolution « Sur les publications légales » (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, Ire partie, 1954, p. 232). — P. 224
284. *Le 1er congrès socialiste international de la II^e Internationale* se tint à Paris en juillet 1889. Ses grandes orientations de pensée lui furent fournies par Engels. Le congrès fut le théâtre d'une lutte acharnée entre les marxistes et les anarchistes, qui rejetaient la lutte politique. Le congrès souligna dans une décision la nécessité de renforcer le mouvement ouvrier de masse et de créer des partis socialistes en vue de mener le combat politique et d'aboutir à la prise du pouvoir par le prolétariat. Le congrès rappela que le but final du mouvement ouvrier était le socialisme et appela, en dépit des protestations des anarchistes, à lutter pour la journée de travail de huit heures, pour les augmentations de salaires, pour l'abolition du paiement en marchandises, etc. Il fut également décidé de célébrer annuellement le Premier Mai et d'organiser en ce jour des manifestations de travailleurs destinées à démontrer la solidarité prolétarienne. — P. 226
285. *Le Congrès socialiste international de Copenhague* (VIII^e congrès de la II^e Internationale) se déroula du 28 août au 3 septembre 1910. Assistèrent au congrès 896 délégués venus d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud, d'Afrique du Sud et d'Australie. La Russie, à égalité avec l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche et la France, disposait au congrès de vingt voix : 10 pour les social-démocrates (y compris les social-démocrates lituaniens et arméniens), 7 pour les socialistes-révolutionnaires, 3 pour les syndicats. Le P.O.S.D.R. était représenté, entre autres, par Lénine, Plékhanov, Kollontaï, Lounatcharski.
- Cinq commissions furent constituées pour procéder à la discussion préliminaire et à l'élaboration de résolutions sur les questions suivantes : coopératives, syndicats, solidarité internationale et unité syndicale en Autriche, lutte contre la guerre, législation ouvrière et question du chômage, mise au point de diverses résolutions, en particulier sur l'unité socialiste, sur la peine de mort, sur la Finlande, l'Argentine, la Perse, etc.
- Lénine fit partie de l'une des principales commissions du congrès, celle des coopératives.
- Dans sa résolution sur la question de la lutte contre la guerre, intitulée « Jugements d'arbitrage et désarmement », le congrès confirma la résolution du Congrès de Stuttgart de 1907 sur « Le militarisme et les conflits internationaux », qui, grâce aux amendements de Lénine et de Rosa Luxembourg, faisait un devoir aux socialistes de tous les pays d'utiliser la crise économique et politique suscitée par la guerre pour renverser la bourgeoisie. La résolution du congrès de Copenhague imposait également aux partis socialistes et à leurs représentants au parlement d'exiger de leurs gouvernements la réduction des arme-

ments, le recours à des jugements d'arbitrage pour résoudre les conflits entre Etats, et appelait les ouvriers de tous les pays à organiser des manifestations de protestation contre la menace de guerre.

Durant le congrès, Lénine, soucieux de souder entre eux les marxistes révolutionnaires au plan international, tint une réunion des social-démocrates de gauche de la II^e Internationale, présents au congrès. — P. 226

286. Dans ses ouvrages *La théorie économique de Karl Marx* et *La législation du travail et la journée de 8 heures*, K. Kautsky fournit un certain nombre de données sur la limitation de la journée de travail dans divers pays. — P. 227

287. *La Conférence des membres du Comité central du P.O.S.D.R.* résidant à l'étranger, se tint à Paris, du 28 mai au 4 juin (10-17 juin) 1911. Elle avait été préparée et convoquée sous la direction de Lénine, contre le Bureau du Comité central à l'étranger dont la majorité liquidatrice se refusait systématiquement à réunir le plénum du C.C. Sa préparation commença en avril 1911. La conférence devait prendre des mesures pour que la session du C.C. puisse avoir lieu et pour que soit liquidée la grave crise que traversait le parti qui se trouvait alors pratiquement privé d'organes centraux de direction. Des bolcheviks, des représentants de la social-démocratie de Pologne et de Lettonie, un partisan du *Goloss* et un membre du Bund y participèrent. Le représentant de la social-démocratie lettonne, M. Ozoline, déclara que, conformément à la décision de son Comité central, il prendrait part aux travaux de la conférence avec voix consultative. Par contre, Liber, le représentant du Bund, déclara que le Comité central de son parti ne lui avait donné aucun mandat pour le représenter.

En vue des élections à la IV^e Douma d'Etat, la conférence prit un certain nombre de mesures pour l'élaboration de la tactique et d'un projet de plate-forme électorale du parti. Mais le point central de son ordre du jour était la convocation de la conférence du parti. Comme il était impossible de réunir une session du C.C. avant un long moment, la conférence prit l'initiative de convoquer une conférence et institua une Commission d'organisation qui fut chargée de sa préparation. Elle adopta une proposition de Lénine portant création d'un collège spécialement chargé d'effectuer en Russie le travail pratique de préparation (voir le présent tome, p. 236). La décision adoptée prévoyait d'inviter à la Commission d'organisation pour un travail commun les organisations du parti fonctionnant à l'étranger. Tout en votant la résolution dans son ensemble, Lénine éleva une protestation contre l'invitation des représentants des groupes fractionnels antiparti du *Goloss* et de *Vpériod* (voir le présent tome, pp. 236-237).

La conférence condamna l'activité fractionnelle antiparti du Bureau du Comité central à l'étranger et décida de soumet-

tre à la session du C.C. la question de la suppression de ce bureau. Lors du vote de la dernière partie de la résolution, Lénine s'abstint car il était partisan d'une réorganisation rapide du Bureau à l'étranger. La conférence créa également une Commission technique chargée d'un certain nombre de tâches pratiques (organisation des éditions du parti, des transports, etc.). Cette commission devait travailler sous la direction de plusieurs membres et suppléants du Comité central qui avaient participé aux travaux de la conférence.

Au terme des travaux fut publiée en feuille spéciale une « Déclaration » qui expliquait dans quelles circonstances la conférence avait été convoquée, quels étaient sa composition et ses objectifs. Dans la feuille figurait également le texte des résolutions adoptées.

La conférence de juin 1911 des membres du C.C. constitua une étape importante dans le rassemblement et l'unification des forces du parti contre les liquidateurs du *Goloss*, les gens de *Vpériod* et les trotskistes. Ses résolutions contribuèrent au renforcement et à l'unification des organisations locales du parti. Pour la préparation de la conférence générale, Lénine envoya en Russie des militants bolcheviques expérimentés: G. Ordjonikidzé (Sergo), B. Breslav (Zakhar), I. Schwartz (Sémion). En septembre 1911, les décisions de la conférence furent approuvées par les organisations et les comités social-démocrates de plusieurs villes de Russie. Le même mois fut également mise sur pied la Commission d'organisation pour la Russie (C.O.R.) qui comprenait des représentants de plusieurs organisations social-démocrates. Cette commission prépara la VI^e conférence générale du P.O.S.D.R. qui se réunit à Prague en janvier 1912. Sur la conférence de juin 1911, voir également les Œuvres de Lénine, Paris-Moscou, t. 17, pp. 155-204. — P. 228

288. Ce texte est celui d'un exemplaire recopié par F. Dzerjinski. L'original du rapport rédigé par Lénine n'a pas été retrouvé.

Les procès-verbaux de la conférence de juin 1911 ne parlent pas de ce rapport de Lénine qui fut vraisemblablement présenté avant l'ouverture des travaux. — P. 228

289. Le plénum du Comité central du P.O.S.D.R. connu sous le nom de session « d'unification » eut lieu à Paris, du 2 au 23 janvier (15 janvier-5 février) 1910.

Toutes les fractions et tous les groupes, ainsi que les organisations social-démocrates nationales étaient représentés à cette session où les conciliateurs détenaient la majorité. Lénine y mena une lutte acharnée contre les opportunistes et les conciliateurs, il lutta pour que le courant liquidateur et l'otzovisme soient résolument condamnés et il appliqua une ligne qui tendait à rapprocher les bolcheviks des mencheviks proparti. Les problèmes qui figuraient à l'ordre du jour de la session étaient les suivants : 1) Rapport du Bureau russe du Comité central ; 2) Rapport du Bureau du C.C. à l'étranger ; 3) Rapport de la rédac-

tion de l'Organe central ; 4) Rapport des Comités centraux des partis social-démocrates nationaux ; 5) La situation intérieure du parti ; 6) La convocation de la prochaine conférence du parti ; 7) Les statuts du C.C. du P.O.S.D.R. et autres questions.

A la requête de Lénine, la session adopta une résolution « Sur la situation intérieure du parti » qui condamnait le courant liquidateur et l'otzovisme et qui indiquait que ces courants constituaient un danger contre lequel il était nécessaire de mener la lutte. Dans l'appréciation qu'il donna sur les travaux de la session de janvier, Lénine indiqua qu'en reprenant et en développant les résolutions de la Ve conférence du P.O.S.D.R. (conférence générale de 1908), c'est-à-dire en condamnant le courant liquidateur et l'otzovisme en tant que manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat, cette session avait définitivement mis au point la ligne tactique que devait suivre le parti pendant la période de contre-révolution. La session posa également le problème de la nécessité de parvenir à une véritable unité du parti en liaison avec les tâches politiques et idéologiques de la période historique donnée. Par ailleurs, Lénine condamna vigoureusement les décisions conciliatrices de la session.

Les travaux de la session et la lutte qui fut menée au cours de ces travaux contre les liquidateurs, les gens de *Vpériod*, les trotskistes et les conciliateurs sont analysés en détail par Lénine dans son article « Notes d'un publiciste » (voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 203-273). — P. 228

290. Il s'agit des membres et suppléants du Comité central du P.O.S.D.R. élus au Ve Congrès du P.O.S.D.R. qui eut lieu à Londres du 30 avril au 19 mai (13 mai-1er juin) 1907. — P. 229
291. Les statuts du C.C. du P.O.S.D.R. adoptés lors de la session de janvier 1910 prévoyaient que « 15 camarades doivent participer aux sessions du Comité central. Ces camarades sont les suivants : 1) Les membres du collège fonctionnant en Russie ; 2) Les membres du Bureau du C.C. à l'étranger, à l'exception de ceux qui ne sont pas membres du C.C. ; 3) Si cela ne donne pas le total de 15 requis, on complétera en faisant participer aux travaux des sessions les autres suppléants dans l'ordre suivant : a) Les suppléants élus au congrès de Londres et qui effectuent un travail pour le parti en Russie ; b) Les membres et suppléants du C.C. qui vivent à l'étranger et qui y effectuent un travail qui leur a été confié par le Comité central » (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, 1re partie, 1954, p. 239). — P. 229.
292. Les gens de « *Vpériod* », le groupe « *Vpériod* » : c'était un groupe antiparti d'otzovistes, d'ultimatistes et de constructeurs de Dieu organisé sur l'initiative de A. Bogdanov et de G. Alexinski en décembre 1909, après l'échec de l'école de Capri qui était

le centre de la fraction otzoviste-ultimatiste. Le groupe disposait d'un organe de presse, le journal *Vpériod*.

Comme il n'avait pas d'appui dans le mouvement ouvrier, il se désagrégea pratiquement en 1913-1914. Officiellement, il cessa d'exister après la Révolution démocratique bourgeoise de février 1917. — P. 230

293. « *Feuille de discussion* » : supplément au *Social-Démocrate*, organe central du P.O.S.D.R. ; parut à Paris du 6 (19) mars 1910 au 29 avril (12 mai) 1911, en vertu d'une décision de la session de janvier du C.C. du P.O.S.D.R. Il y eut trois numéros en tout. Son comité de rédaction comprenait des représentants des bolcheviks, des mencheviks, des ultimatistes, du Bund, des partisans de Plékhanov, des membres de la social-démocratie de Pologne et de celle de Lettonie. Lénine y publia ses « Notes d'un publiciste » et les articles suivants : « La signification historique de la lutte au sein du parti en Russie » et « Entretien d'un légaliste avec un adversaire des liquidateurs » (voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 203-273, 397-416 ; t. 17, pp. 178-188). — P. 230
294. Il s'agit de la Commission (du comité) de l'école qui avait été instituée par la session du C.C. du P.O.S.D.R. de janvier 1910, et qui était chargée d'organiser une école du parti à l'étranger. Cette commission comprenait 9 membres : deux bolcheviks, deux mencheviks, deux partisans de « *Vpériod* », un représentant du Bund, un de la social-démocratie de Pologne et un de celle de Lettonie. — P. 230
295. *La IV^e Douma d'Etat* commença ses travaux le 15 (28) novembre 1912. Lors des élections à cette Douma qui avaient eu lieu pendant l'automne 1912 et qui avaient été organisées sur la base de la loi électorale réactionnaire du 3 (16) juin 1907, le gouvernement prit toute une série de mesures afin d'obtenir la majorité Cent-Noirs dont il avait besoin. Lénine donna une appréciation de cette campagne électorale et montra quels étaient les classes et les partis qui composaient la nouvelle Douma dans son article : « Bilan des élections ». (Voir, Œuvres, Paris-Moscou, t. 18, pp. 512-539.)
- Le groupe social-démocrate à la IV^e Douma d'Etat comprenait 6 bolcheviks : A. Badaïev, M. Mouranov, G. Pétrovski, F. Samoilov, N. Chagov et R. Malinovski (qui par la suite fut démasqué comme provocateur), sept mencheviks et le député de Varsovie Jagiello, dont les droits au sein du groupe étaient limités et qui se rangeait du côté des mencheviks. Ces derniers profitèrent de la faible majorité dont ils disposaient pour entraver le travail du groupe et faire obstacle à la mise en pratique de toute une série de décisions proposées par les bolcheviks. En octobre 1913, les députés bolcheviques, conformément à une directive du C.C. du parti, quittèrent le groupe social-démocrate unifié et formèrent un groupe bolchevique autonome. Leur acti-

tivité fut constamment dirigée par Lénine qui leur apprit à utiliser la tribune de la Douma dans l'intérêt de la révolution.

La Douma d'Etat se montra incapable de résoudre les grands problèmes posés par le développement objectif du pays, et son travail se réduisit de plus en plus à un pur verbalisme vide de sens. Les lois qu'elle adopta visaient avant tout à renforcer les bases de l'autocratie (magistrature, église, police).

La IV^e Douma approuva l'entrée de la Russie dans la première guerre mondiale. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires se rangèrent sur les positions de défense de la patrie. Seul le parti bolchevique s'éleva résolument contre la guerre. Son groupe parlementaire refusa de voter les crédits militaires et mena la propagande révolutionnaire parmi les masses. En novembre 1914, les députés bolcheviques furent arrêtés et traînés devant les tribunaux.

En août 1915, les groupes parlementaires de la bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers formèrent le « bloc progressiste » qui rassembla plus de la moitié des députés. Selon la définition de Lénine, il s'agissait là « d'un bloc des libéraux et des octobristes pour conclure un accord avec le tsar sur un programme de réformes et de mobilisation de l'industrie en vue de la victoire sur l'Allemagne » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 21 p. 392). Le 26 février (11 mars) 1917, la IV^e Douma d'Etat fut dissoute par le tsar. Sans oser protester ouvertement contre cette mesure, les députés continuèrent néanmoins à siéger de façon non officielle. Le 27 février (12 mars), ils formèrent un Comité provisoire de la Douma pour lutter contre la révolution et sauver la monarchie et, après s'être mis d'accord avec les représentants socialistes-révolutionnaires et mencheviks du Soviet de Petrograd, ils prirent la décision de créer un Gouvernement provisoire. Les membres du Comité provisoire de la Douma d'Etat étaient des ennemis déclarés de la révolution et lors de leurs réunions « privées », ils réclamaient une dictature militaire et l'anéantissement des Soviets. Le 6 (19) octobre 1917, le Gouvernement provisoire bourgeois fut contraint par la pression des masses révolutionnaires de publier un acte portant dissolution de la IV^e Douma d'Etat. — P. 231

296. *Nacha Zaria* (Notre Aube), revue mensuelle des mencheviks liquidateurs éditée légalement à Pétersbourg de janvier 1910 à septembre 1914. *Nacha Zaria* était dirigée par A. Potressov et comptait notamment parmi ses collaborateurs F. Dan, S. Tse-derbaum (V. Ejov). Elle regroupait autour d'elle les liquidateurs de Russie. Dans sa résolution, la VI^e conférence générale du P.O.S.D.R. (Conférence de Prague) en 1912 indique que « la fraction social-démocrate groupée autour des revues *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni* en est arrivée à défendre ouvertement un courant que l'ensemble du parti considère comme le produit de l'influence bourgeoise sur le prolétariat » (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, 1^{re} partie, 1954, p. 283). — P. 231

297. *Diélo Jizni* (La Cause de la Vie), revue légale éditée à Pétersbourg de janvier à octobre 1911 par les mencheviks liquidateurs. 9 numéros parus. — P. 231
298. *Zvezda* (L'Etoile), journal bolchevique légal édité à Pétersbourg du 16 (29) décembre 1910 au 22 avril (5 mai) 1912. La *Zvezda* fut d'abord un hebdomadaire : à partir du 21 janvier (3 février) 1912, elle parut deux fois par semaine et à partir du 8 (21) mars, trois fois.
- C'est Lénine qui en assura la direction idéologique. Il entretenait une correspondance suivie avec les membres du comité de rédaction, orientait leur travail, critiquait leurs erreurs. Au début de la parution, il veilla tout particulièrement à ce que la *Zvezda* conserve une orientation marxiste conséquente. N. Batourine, N. Polétaïev, K. Erémeïev, M. Olminski effectuèrent un grand travail de rédaction et d'organisation auquel V. Bontch-Brouévitch, Démian Biedny, etc. participèrent activement. La *Zvezda* publia toute une série d'articles de Plékhanov et, grâce à Lénine, elle bénéficia de la collaboration de Gorki. Elle jouissait d'une grande autorité parmi la classe ouvrière et les travailleurs de Russie. — P. 232
299. Cette intervention fut prononcée dans les circonstances suivantes : B. Gorev (Goldman), menchevik du *Goloss*, s'était élevé contre le fait que les représentants des organisations nationales (M. Liber du Bund et M. Ozoline de la social-démocratie de Lettonie) assistent aux travaux de la conférence sans avoir été mandatés par leurs Comités centraux respectifs. En réponse à Gorev, Liber déclara que les représentants des organisations nationales n'avaient pas réussi à entrer en contact avec leurs centres et que s'il assistait personnellement aux travaux de la conférence, ce n'était nullement en tant que représentant du Bund. — P. 232
300. Lénine fait ici allusion aux interventions de Gorev (Goldman) et de Liber qui avaient affirmé qu'il y avait un certain nombre de membres du Bureau russe avec lesquels il était indispensable d'entrer en contact avant de convoquer une session du Comité central à l'étranger. — P. 233
301. Le Bureau russe du C.C. avait été élu en 1908 par l'assemblée générale du collège des membres du Comité central travaillant en Russie. Il était chargé de diriger toutes les activités du collège russe entre les assemblées générales du C.C. En 1910-1911, après la session du Comité central de janvier 1910, il compta parmi ses membres les membres titulaires ou suppléants du Comité central les bolcheviks I. Goldenberg (Mechkovski) et I. Doubrovinski (Innokenti), qui, après leur arrestation, furent remplacés par V. Noguine (Makar) et G. Leïteizen (Lindov). Les mencheviks liquidateurs membres titulaires ou suppléants du C.C. qui devaient en faire partie n'y effectuèrent aucun travail.

Quant à Issouv (Mikhaïl), P. Bronstein (Youri) et K. Ermolaïev (Roman), ils déclarèrent que non seulement ils refusaient d'y participer mais qu'ils considéraient l'existence même du Comité central comme nuisible. Toutes les tentatives que fit le Bureau pour réunir le collège russe se soldèrent par des échecs.

Le bureau russe cessa d'exister en mars 1911, après l'arrestation de Noguine et de Leïteïzen. Tout en portant une appréciation positive sur les tentatives qu'il avait faites pour organiser le travail en Russie et convoquer le collège russe du C.C., Lénine critiqua vigoureusement les positions conciliatrices de ses membres.

La VI^e Conférence générale du P.O.S.D.R. (Conférence de Prague) procéda à la reconstitution du Bureau russe qui comprit alors des membres du C.C. comme G. Ordjonikidzé, I. Sverdlov, S. Spandarian, J. Staline et des suppléants comme M. Kalinine, E. Stassova, etc. Par la suite, la composition du Bureau fut plusieurs fois modifiée car les militants du parti qui travaillaient en Russie étaient souvent arrêtés. Quand un membre du Bureau était pris par la police, un nouveau militant était coopté à sa place. L'activité du Bureau russe cessa après la Révolution démocratique bourgeoise de Février 1917.

— P. 233

302. Le bundiste Ionov (F. Koïguen) avait présenté une déclaration dans laquelle il indiquait qu'il ne pouvait participer à la conférence car il n'avait pas été mandaté à cet effet par son Comité central. Il ajoutait que dès qu'il en aurait la possibilité, il transmettrait au Comité central du Bund l'invitation qu'il avait obtenue. — P. 233

303. Lénine fait ici allusion à une intervention de Liber (Ber) dans laquelle celui-ci affirmait qu'il fallait résoudre le problème de la session du Comité central en cherchant « une issue légale » par l'intermédiaire du Bureau du C.C. à l'étranger et non en convoquant une assemblée extraordinaire des membres du C.C.

— P. 234

304. Cette intervention répond à une déclaration de Liber qui prétendait que la majorité du Bureau à l'étranger était favorable à la convocation du C.C. et était prête à prendre une décision officielle en ce sens. — P. 234

305. Allusion à la proposition de convoquer la session du C.C. en Russie qui avait été faite par la majorité liquidatrice du Bureau du C.C. à l'étranger. — P. 235

306. Cette intervention, comme la suivante, a été prononcée au moment des débats sur les personnes habilitées à participer à la session du Comité central. — P. 235

307. *La Commission d'organisation* (Commission d'organisation à l'étranger — C.O.E.) chargée de convoquer la conférence générale du parti avait été instituée par la conférence des membres du C.C. le 1^{er} (14) juin 1911. Elle comprenait des bolcheviks, des conciliateurs et des représentants de la social-démocratie polonaise. Les autres organisations et groupes fonctionnant à l'étranger, qui avaient été invités à participer, n'envoyèrent pas de délégués. La Commission d'organisation envoya en Russie son représentant G. Ordjonikidzé qui fut chargé de préparer sur place la conférence générale du parti et elle appela dans un message à « Toutes les organisations, les groupes et les cercles du parti social-démocrate » à élire une Commission d'organisation pour la Russie (C.O.R.).

Grâce au travail des bolcheviks, la Commission d'organisation pour la Russie fut créée. Fin octobre, la Commission d'organisation à l'étranger examina l'« Annonce » de constitution et les résolutions adoptées par la C.O.R. aux termes desquelles celle-ci se trouvait investie du droit d'assurer la convocation de la conférence tandis que la Commission d'organisation devait lui être subordonnée, ainsi que la Commission technique. La majorité conciliatrice de la C.O.E. refusa de se soumettre à ces décisions et les représentants bolcheviques la quittèrent. Le 30 octobre (12 novembre), après avoir entendu un rapport sur la C.O.R., présenté par Ordjonikidzé qui venait d'arriver à Paris, la C.O.E. fut contrainte de reconnaître le rôle dirigeant de la C.O.R. Mais bientôt, elle engagea ouvertement la lutte contre cette dernière. Le 20 novembre (3 décembre), elle publia en tract une « Lettre ouverte à la Commission d'organisation pour la Russie » dans laquelle celle-ci était accusée d'activité fractionnelle. Ordjonikidzé dénonça les activités antiparti de la C.O.E. dans une « Lettre à la rédaction » qui fut publiée le 8 (21) décembre 1911 dans le n° 25 du *Social-Démocrate*. La conférence générale du parti se réunit en janvier 1912. Tout le travail de préparation avait été assuré par la Commission d'organisation pour la Russie qui sut rassembler autour d'elle les organisations illégales du parti travaillant en Russie. — P. 236

308. En plus de la signature de Lénine, cette déclaration porte celle de Zinoviev. — P. 236

309. Il s'agit de la résolution « Sur la convocation de la conférence du parti » adoptée par la conférence de juin des membres du C.C. — P. 236

310. En plus de la signature de Lénine, cette déclaration porte celle de Zinoviev. — P. 237

311. *La Commission technique* (Commission technique à l'étranger) avait été instituée par la conférence des membres du C.C. du P.O.S.D.R. le 1^{er} (14) juin 1911. Elle devait s'occuper des éditions

du parti, du transport, etc. Il s'agissait d'un organisme provisoire dont les fonctions devaient prendre fin au moment où la session du C.C. aurait lieu et qui était placé sous la direction d'un groupe de membres du C.C. qui avait pris part à la conférence de juin. La Commission technique comprenait un représentant bolchevique, un conciliateur et un représentant de la social-démocratie polonaise. Sa majorité conciliatrice (M. Vladimirov et V. Leder qui le soutenait) différa le versement des fonds au profit de la Commission d'organisation à l'étranger, fonds devant servir à assurer la convocation de la conférence du parti, ainsi que les crédits pour la publication de l'organe bolchevique la *Zvezda*, elle tenta de freiner la publication du *Social-Démocrate*, organe central du parti. Elle disposait d'un organe de presse, le *Bulletin d'information* dans lequel elle se livra à de violentes attaques contre Lénine et les bolcheviks. Le 19 octobre (1^{er} novembre), elle examina l'« Annonce » et les résolutions de la C.O.R. Lors de cette discussion, le représentant bolchevique, M. Vladimirski, proposa à la Commission technique de se soumettre aux décisions du C.O.R. Sa proposition fut rejetée et, à la suite de ce rejet, Vladimirski quitta la Commission technique et les bolcheviks cessèrent tous leurs rapports avec elle. — P. 237

312. Il s'agit de l'école du parti qui avait été organisée à Longjumeau, près de Paris, au printemps 1911, par des bolcheviks sous la direction de Lénine pour les militants des organisations du parti des grands centres prolétariens de Russie. 13 élèves ouvriers au total suivirent ses cours en qualité d'auditeurs ; ils représentaient les organisations de Moscou, Pétersbourg, Bakou, Ivanovo-Voznessensk, Nikolaïev, Tiflis, Sormovo, de la province d'Ekaterinoslav, de l'arrondissement de Dombrovski (Pologne) ; il y eut aussi 5 auditeurs libres. Elle compta au nombre de ses élèves I. Bélostotski, B. Breslav, A. Dogadov, I. Zévine, A. Ivanova, G. Ordjonikidzé, I. Prissiaguine, E. Proukhniak, I. Schwartz, I. Tchougourine, etc. La plupart des élèves étaient des bolcheviks mais parmi eux on comptait également des mencheviks propriéti et un membre du groupe « Vpériod ». La liste des professeurs fut établie par le Comité de l'école et les élèves. Le Comité de l'école invita les représentants des diverses tendances du P.O.S.D.R. à venir faire des cours, mais les mencheviks L. Martov et F. Dan déclinèrent cette invitation. Les cours furent donc pour l'essentiel assurés par des bolcheviks.

Lénine fut le dirigeant idéologique et le principal professeur de l'école. Dès que les deux tiers des élèves furent arrivés, il commença un cycle de cours sur le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels. Il donna 29 cours (43 heures) d'économie politique et 12 (18 heures) sur la question agraire. Le plan primitif prévoyait que le cours de philosophie devait être assuré par Plékhanov, mais quand il fut clair que celui-ci ne viendrait pas, Lénine fit, à la demande des élèves, trois conférences sur la conception matérialiste de l'histoire. Toujours

à la demande des élèves, il présenta également un rapport sur le moment présent et la situation à l'intérieur du parti.

Quand les cours furent terminés le 17 (30) août, les élèves retournèrent en Russie où ils militèrent dans la clandestinité. Ils prirent une part active à la préparation et à l'organisation de la VI^e Conférence générale (Conférence de Prague) du P.O.S.D.R. Beaucoup d'entre eux devinrent par la suite des militants en vue du parti et des Soviets. — P. 237

313. Ce plan servit de base à l'exposé sur « le Manifeste du parti ouvrier libéral » que Lénine présenta à Paris le 14 (27) novembre 1911.

L'article de N. Rojkov sur « La situation actuelle de la Russie et les tâches fondamentales du mouvement ouvrier dans le moment présent » dont il est question ici parut en 1911 dans le numéro 9-10 de la revue *Nacha Zaria*. — P. 238

314. Cette *Proposition sur les statuts de l'Organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger* fut présentée par Lénine le 16 (29) décembre 1911, lors de la conférence des groupes bolcheviques à l'étranger réunie à Paris. Cette conférence discuta en effet de la question de savoir si elle devait examiner en détail le projet de statuts de l'Organisation à l'étranger ou si, au contraire, ce projet devait être soumis à l'examen des groupes pour être ensuite définitivement approuvé par le Comité d'organisation à l'étranger. La proposition de Lénine fut adoptée par huit voix contre une.

La *Conférence des groupes bolcheviques à l'étranger* eut lieu à Paris du 14 au 17 (27-30) décembre 1911 sous la direction de Lénine. Elle avait été convoquée sur l'initiative du groupe parisien de soutien au journal bolchevique la *Rabotchaïa Gazéta*. Elle avait pour but d'unir les forces bolcheviques à l'étranger et de contribuer à la convocation de la conférence générale du parti. Elle réunit 11 délégués disposant chacun d'une voix délibérative et représentant les groupes bolcheviques de Paris, Nancy, Zürich, Davos, Genève, Liège, Berne, Brème et Berlin. Par suite de difficultés matérielles et techniques, les bolcheviks de Toulouse, Lausanne, Londres, Bruxelles, Anvers, Copenhague, Nice et d'autres villes n'avaient pas pu y envoyer de représentants. Certains d'entre eux réussirent néanmoins à faire parvenir des rapports écrits. L'ordre du jour comprenait les questions suivantes : 1) Rapport du Bureau d'organisation et des délégués des localités ; 2) la situation intérieure dans le parti ; 3) la situation à l'étranger et l'attitude à l'égard des différents courants ; 4) les problèmes d'organisation ; 5) les tâches des militants à l'étranger ; 6) l'attitude à adopter à propos de la conférence ; 7) divers.

La conférence constata que les partisans du *Goloss* et de « Vpériod » s'étaient définitivement détachés du parti, qu'ils avaient subi un échec complet, et elle approuva les mesures prises par la conférence de juin des membres du C.C. en vue de convoquer la conférence du parti. Elle adopta une résolution pro-

posée par Lénine qui soutenait la Commission d'organisation pour la Russie et la conférence convoquée par cette dernière. Elle décida de créer une organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger (devant comprendre des sections de base) qui suivrait fidèlement la ligne du parti, sans permettre des accords avec les liquidateurs ; et elle procéda enfin à l'élection du Comité de cette organisation.

La conférence rassembla les groupes bolcheviques qui s'étaient formés à l'étranger en une organisation unique, elle approuva la formation de la C.O.R. et elle déclara que « tous les membres du parti avaient le devoir de la soutenir de toutes leurs forces ». — P. 239

315. *Le Comité des organisations du P.O.S.D.R. à l'étranger* (C.O.E.) fut élu par la conférence des groupes bolcheviques à l'étranger qui eut lieu à Paris en décembre 1911. Il comprenait N. Sémachko, M. Vladimirski, I. Armand, etc. Son travail était dirigé par Lénine. Il joua un grand rôle dans l'unification des forces du parti, dans la lutte contre les mencheviks liquidateurs, les conciliateurs, les trotskistes et autres opportunistes. Il fit écho à tous les événements importants qui avaient lieu en Russie et adopta des mesures propres à diriger le travail du parti et le mouvement révolutionnaire russe. D'autre part, il aida le Comité central à éditer la littérature du parti à l'étranger. Son activité prit fin en 1917. — P. 239
316. On ne sait pas exactement à quelle date et dans quelles circonstances Lénine présenta ce rapport sur la situation politique. — P. 240
317. *L'affaire Lidval* : Lidval était un gros spéculateur et affairiste qui, avec l'aide du sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur V. Gourko, avait conclu avec le gouvernement un accord au terme duquel il s'engageait à fournir, entre les mois d'octobre et de décembre 1906, 10 millions de tonnes de seigle aux provinces russes, victimes de la famine. A la mi-décembre, Lidval n'avait encore livré qu'un dixième de la quantité de céréales convenue alors qu'il avait déjà reçu de Gourko d'énormes avances prises sur les fonds publics. Cette dilapidation des fonds publics et ces spéculations sur la famine provoquèrent un tel scandale que le gouvernement tsariste fut contraint d'intenter une action judiciaire. Mais cette action n'eut aucune suite pour Gourko qui dut simplement démissionner de son poste. — P. 240
318. Il s'agit ici de la résolution « Sur le moment présent et les tâches du parti » adoptée par la Cinquième conférence du P.O.S.D.R. (conférence générale de 1908). (Voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, 1^{re} partie, 1954, pp. 195-197). — P. 240
319. Allusion aux explications données par L. Kasso, ministre de l'Instruction publique, en réponse à une interpellation présen-

tée le 14 (27) décembre 1912 par 44 députés à la IV^e Douma à propos de l'arrestation de 34 élèves des établissements secondaires de Pétersbourg au cours d'une réunion qui se tenait au lycée privé Vitmer. Les jeunes gens étaient soupçonnés par la police secrète (Okhrana) d'appartenir à un cercle clandestin. L'interpellation fut discutée au cours des 12^e, 17^e, 18^e, 19^e et 20^e séances de la Douma. Le 6 (19) février 1913, les députés adoptèrent une motion de passage à la suite de l'ordre du jour tout en déclarant qu'ils n'étaient pas satisfaits par les explications du ministre. — P. 240

320. *La VI^e Conférence générale du P.O.S.D.R. (Conférence de Prague)* eut lieu à Prague du 5 au 17 (18-30) janvier 1912. En fait, elle joua le rôle d'un congrès. C'est Lénine qui en assura la direction. Il y présenta un rapport sur le moment présent et les tâches du parti, un autre sur le travail du Bureau Socialiste International et prit également la parole sur d'autres points. D'autre part, c'est lui qui rédigea les projets de résolutions concernant toutes les questions essentielles de l'ordre du jour.

Les résolutions adoptées par la conférence « Sur le courant liquidateur et le groupe des liquidateurs » et « Sur l'organisation du parti à l'étranger » eurent une énorme importance, tant sur le plan des principes que sur celui de la pratique. La conférence déclara que par leur attitude les liquidateurs s'étaient définitivement placés hors du parti, et elle procéda à leur exclusion. Elle condamna l'activité des groupes antiparti à l'étranger (mencheviks du *Goloss*, groupe « Vpériod », trotskistes). Elle proclama qu'il était absolument indispensable qu'il y ait à l'étranger une organisation unique du parti et que cette organisation travaille sous le contrôle et la direction du Comité central. Elle indiqua que les groupes fonctionnant à l'étranger qui « ne se soumettaient pas au centre russe pour l'activité social-démocrate, c'est-à-dire au C.C., et qui provoquaient la désorganisation en entretenant des liaisons particulières avec la Russie sans passer par le C.C., ne pouvaient utiliser le nom du P.O.S.D.R. » La conférence adopta également une résolution « Sur le caractère et les formes de l'organisation du travail du parti » et elle approuva le projet de statuts de l'organisation proposé par Lénine. Elle confirma que le *Social-Démocrate* était bien l'Organe central du P.O.S.D.R. et procéda à l'élection du Comité central et à la création du Bureau russe.

La conférence de Prague joua un rôle éminent dans l'édification du parti bolchevique en tant que parti de type nouveau, et dans le renforcement de son unité. Elle fit le bilan de toute la période historique de lutte menée par les bolcheviks contre les mencheviks, chassa les mencheviks liquidateurs du parti, renforçant ainsi la victoire des bolcheviks. Enfin, elle définit la ligne politique et la tactique que devait suivre le parti dans les conditions du nouvel essor révolutionnaire.

La Conférence de Prague eut une grande portée internationale. Elle donna aux éléments révolutionnaires des partis de la

II^e Internationale un modèle de lutte résolue contre l'opportunisme, cette lutte étant poursuivie jusqu'à la rupture complète avec les opportunistes sur le plan de l'organisation. A propos de la Conférence de Prague, voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, pp. 455-492. — P. 241

321. Ce texte concernait une proposition visant à exprimer la reconnaissance à la Commission d'organisation pour la Russie pour le travail qu'elle avait effectué en faveur de l'unification de toutes les organisations du parti de Russie et de la convocation de la VI^e Conférence générale du P.O.S.D.R. (Conférence de Prague) et visant également à donner une voix délibérative au représentant de la Commission à la conférence (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, p. 467). — P. 241
322. *La Commission d'organisation pour la Russie* (C.O.R.) avait été créée par la conférence des membres du C.C. du P.O.S.D.R. de juin 1911, qui l'avait chargée de la convocation de la Conférence générale du parti. Elle fut constituée fin septembre 1911-lors d'une réunion des organisations locales du parti et elle fonctionna jusqu'à l'ouverture de la Conférence de Prague. — P. 243
323. Il s'agit ici de la session du Bureau Socialiste International qui eut lieu à Zürich les 23 et 24 septembre 1911. — P. 243
324. Au cours des travaux du Congrès socialiste international de Copenhague, Lénine et Plékhanov, membres de la délégation russe, ainsi que A. Warski (A. Warshawski), représentant de la social-démocratie polonaise, envoyèrent une protestation à la Direction du Parti social-démocrate allemand contre la publication dans le *Vorwärts*, organe central de ce parti, d'un article de Trotski qui contenait des attaques calomnieuses contre le P.O.S.D.R. (Voir le texte de cette protestation dans le tome 47 des Œuvres de Lénine, 5^e édition russe, pp. 296-298.)
 En plus de cette protestation, Lénine dénonça dans deux articles la campagne calomniatrice de Trotski. Le premier qui s'intitulait « Comment certains social-démocrates mettent l'Internationale au courant de la situation au sein du P.O.S.D.R. » parut le 25 septembre (8 octobre) 1910 dans le numéro 17 du *Social-Démocrate*. Le second, qui s'intitulait « La signification historique de la lutte au sein du parti en Russie » parut le 29 avril (12 mai) 1911 dans le numéro 3 du *Feuille de Discussion* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 300-302 et 397-416). — 243
325. Allusion à l'attitude des députés social-démocrates au Landtag de Bade qui quittèrent le congrès de Magdebourg du Parti social-démocrate allemand (18-24 septembre 1910). Ces députés avaient approuvé le budget gouvernemental en dépit des décisions des précédents congrès, leur interdisant pareil vote. A une écrasante majorité (289 voix contre 80), le congrès de Mag-

debourg condamna leur tactique opportuniste. En réponse à cette condamnation, les social-démocrates de Bade déclarèrent qu'ils se réservaient le droit de ne pas se soumettre aux décisions des congrès. En réponse, la majorité du congrès de Magdebourg adopta alors une résolution spéciale prononçant l'exclusion immédiate du parti de tous ceux qui ne respecteraient pas la décision du Congrès concernant le vote du budget. Les députés de Bade quittèrent ostensiblement le congrès juste avant l'adoption de cette résolution.

Sur le congrès de Magdebourg, voir l'article de Lénine, « Deux mondes » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 16, pp. 322-330). — P. 244

326. Il s'agit ici des divergences qui opposaient les social-démocrates tchèques et autrichiens sur l'unité des syndicats. Lors du congrès extraordinaire des syndicats d'Autriche, en décembre 1905, les social-démocrates tchèques posèrent la question de la création de syndicats nationaux dont la compétence s'étendrait à l'ensemble de l'Autriche. Cette proposition fut repoussée à une majorité écrasante. Malgré cela, les Tchèques refusèrent de se plier à la décision du congrès. En 1910, les social-démocrates autrichiens soulevèrent ce problème au Congrès socialiste international de Copenhague qui repoussa les propositions séparatistes des Tchèques et se prononça à l'unanimité en faveur de l'unité des organisations syndicales. — P. 244
327. Cette lettre est celle que l'opportuniste Molkenbuhr envoya à la Direction du Parti social-démocrate allemand pour lui proposer de ne pas critiquer la politique coloniale du gouvernement allemand en raison de la proximité des élections au Reichstag. Rosa Luxembourg publia cette lettre. — P. 245
328. Allusion à la résolution sur les problèmes de l'organisation, adoptée par la V^e conférence du P.O.S.D.R. tenue à Paris du 21 au 27 décembre 1908 (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, I^{re} partie, 1954, pp. 201-203). — P. 247
329. Le Parti social-démocrate allemand fut contraint de passer dans la clandestinité au moment des lois d'exception contre les socialistes que le gouvernement de Bismarck promulgua en 1878 pour combattre le mouvement ouvrier et socialiste. En vertu de ces lois, toutes les organisations du parti social-démocrate, toutes les organisations ouvrières de masse et l'ensemble de la presse ouvrière furent interdites ; la littérature socialiste était saisie et les social-démocrates poursuivis et expulsés. Cependant, la répression ne réussit pas à briser le parti social-démocrate dont l'activité fut réorganisée conformément aux conditions nouvelles de la clandestinité. Le *Social-Démocrate*, organe central du parti, fut édité à l'étranger où les congrès du parti eurent lieu régulièrement (en 1880, 1883 et 1887). En Allemagne

même, les organisations et les groupes du parti se reformèrent rapidement dans la clandestinité, sous la direction d'un Comité central clandestin. En même temps, le parti utilisa largement toutes les possibilités légales pour renforcer ses liens avec les masses et son influence ne cessa de s'accroître : de 1878 à 1890, le nombre des suffrages obtenus par les candidats social-démocrates lors des élections au Reichstag augmenta de plus de trois fois. Karl Marx et Friedrich Engels apportèrent une aide considérable aux social-démocrates allemands. En 1890, les lois d'exception contre les socialistes furent abrogées sous la pression du mouvement ouvrier de masse qui ne cessait de s'intensifier. — P. 249

330. Ce plan était inséré dans une annonce publiée par la section parisienne de l'organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger. Cette annonce se présentait sous la forme suivante :

« Le jeudi 13 juin 1912
dans la salle de l'Alcazar, 190, avenue de Choisy, 190
le camarade Lénine
présentera un exposé sur

« L'Essor révolutionnaire du prolétariat russe »

Les questions énumérées dans ce plan ont été traitées par Lénine dans plusieurs de ses travaux de l'année 1912, et en particulier dans son article « L'essor révolutionnaire » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 18, pp. 100-108).

Le texte de l'annonce a été reproduit en 1955, dans le numéro 2 de la revue *Istoritcheskii Arkhiv* (Archives historiques). — P. 251

331. Le 4 (17) avril 1912, la troupe tira sur les ouvriers désarmés des mines d'or de la Léna, en Sibérie. La nouvelle de cette atroce fusillade provoqua l'indignation de la classe ouvrière de Russie, et des manifestations de rue, des meetings et des grèves de protestation eurent lieu dans tout le pays. À la Douma, le groupe social-démocrate interpella le gouvernement. En réponse à cette interpellation, le ministre tsariste Makarov déclara à propos de la fusillade de la Léna : « Il en fut ainsi et il en sera ainsi désormais », cette ignominie provoqua un redoublement de colère dans la classe ouvrière. Environ 300 000 ouvriers participèrent aux grèves de protestation qui fusionnèrent avec celles du 1^{er} mai auxquelles participèrent 400 000 personnes. « Le massacre de la Léna, écrivait Lénine, fut un stimulant pour transformer l'esprit révolutionnaire des masses en essor révolutionnaire des masses » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 18, p. 101). — P. 251

332. Cet article consacré à la situation dans la Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie fut rédigé par Lénine en septembre 1912. Ce parti était à l'époque en pleine période de scission. Une partie de la social-démocratie polonaise (ceux qu'on appelait les « Zajondiens ») s'était groupée autour de Ro-

sa Luxembourg et de Tyszka et soutenait la Direction centrale. Tout en défendant dans l'ensemble une position internationaliste et en menant en Pologne la lutte contre le réformisme et le nationalisme, cette dernière avait adopté une ligne erronée dans les luttes internes du P.O.S.D.R. Elle avait une attitude conciliatrice à l'égard des mencheviks liquidateurs, elle tendait à se mettre à l'écart de la vie du parti et à relâcher ses contacts avec le C.C. du P.O.S.D.R., dont elle constituait pourtant l'une des organisations autonomes. Dans la lutte contre les erreurs de la Direction centrale, une opposition s'était constituée (ceux qui en faisaient partie étaient appelés les « rozlamoviens »), elle s'appuyait sur l'organisation du parti de Varsovie dirigée par d'anciens membres de la Direction centrale, notamment Ganecki et Malecki. Les « rozlamoviens » étaient étroitement liés aux bolcheviks et soutenaient leurs actions. Lénine déclara qu'au cours de cette période, l'organisation de Varsovie était la plus forte et la plus révolutionnaire de toutes les organisations de la social-démocratie polonaise (voir Lénine « La scission de la social-démocratie polonaise », Œuvres, Paris-Moscou, t. 18, pp. 497-502).

L'article « Rosa Luxembourg et le « Parteivorstand » polonais sur les traces de Martov » était dirigé contre la ligne erronée de la Direction centrale qui, objectivement, portait un préjudice sérieux à l'unité de l'ensemble du mouvement ouvrier de Russie et favorisait les courants antibolcheviques du P.O.S.D.R. Tout en critiquant sans pitié les graves erreurs commises à cette époque par Rosa Luxembourg et Tyszka, Lénine, qui appréciait vivement leur activité d'ensemble, s'efforça de les aider à adopter une position juste. On sait d'ailleurs qu'il considérait Rosa Luxembourg comme un dirigeant éminent du mouvement ouvrier polonais, allemand et international et que, par la suite, il écrivit que, malgré ses erreurs, « elle était et elle reste un aigle », « son souvenir sera toujours précieux pour les communistes du monde entier » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 33, p. 212).

L'article de Lénine était destiné au *Bremer Bürger-Zeitung*, placé sous l'influence des social-démocrates de gauche ; il fut traduit en allemand par Malecki (voir Œuvres, 5^e édition russe, t. 48, document 72), mais ne fut pas publié. — P. 252

333. K. Radek avait été accusé d'avoir commis un certain nombre d'actes répréhensibles par un tribunal du parti organisé par la Direction centrale de la S.D.R.P. et L. et ce tribunal décida de l'exclure des rangs de la social-démocratie.

A Paris au début du mois de septembre 1913, le Bureau des sections à l'étranger de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie (« rozlamoviens ») prit l'initiative de former une commission chargée de réviser les décisions du tribunal. Lénine était partisan de la révision de l'affaire Radek. Il estimait en effet que les accusations lancées par la Direction centrale contre

Karl Radek étaient liées à la lutte acharnée que cette direction menait contre les « rozlamoviens ». Après cinq mois de travail, la commission en arriva à la conclusion qu'il n'y avait aucune raison de faire passer Radek devant un tribunal et de l'exclure du parti, et elle proposa de continuer à le considérer comme membre du P.O.S.D.R. et de la Social-démocratie de Pologne et de Lituanie. — P. 253

334. Allusion à la brochure calomniatrice de Martov *Des sauveurs ou des destructeurs? (Quels sont ceux qui ont détruit le P.O.S.D.R. et comment ils l'ont fait)*, éditions du *Goloss Sotsial-Démokrata*, Paris, 1911. — P. 253
335. Allusion à la résolution sur « La situation à l'intérieur du parti » adoptée par la session du C.C. du P.O.S.D.R. de janvier 1910. (Voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, Ire partie, 1954, pp. 234-236). — P. 253
336. Il s'agit ici de Tyszka qui était entré au Bureau du Comité central à l'étranger au nom des social-démocrates polonais, de Liber au nom du Bund et de Schwartz (I. Elias) au nom de la social-démocratie de Lettonie. — P. 256
337. Allusion à la résolution « Sur le liquidationnisme et le groupe des liquidateurs » adoptée par la VI^e Conférence générale du P.O.S.D.R. (Conférence de Prague). Voir *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 17, pp. 486-488. — P. 256
338. Il s'agit ici de la VI^e Conférence générale du P.O.S.D.R. (Conférence de Prague. Cette conférence eut lieu du 5 au 17 (18-30) janvier 1912). (Voir la note 320). — P. 257
339. Cet article répondait à une note publiée dans la *Leipziger Volkszeitung*, journal social-démocrate allemand, du 28 septembre 1912, sur la conférence des liquidateurs tenue à Vienne en août 1912, et au cours de laquelle avait été constitué le bloc anti-parti connu sous le nom de Bloc d'août. La note de la *Leipziger Volkszeitung* trompait les social-démocrates allemands, déformait le véritable caractère de la conférence et prenait la défense des liquidateurs.
L'article de Lénine, qui portait la signature du C.C. du P.O.S.D.R., parut le 9 octobre 1912 dans le numéro 235 de la *Leipziger Volkszeitung*. Peu de temps après, Lénine l'envoya à Camille Huysmans, secrétaire du Bureau Socialiste International, afin « de lui donner une idée du véritable caractère de cette pseudo-conférence social-démocrate » (voir *Œuvres*, 5^e édition russe, tome 48, document 76).
Leipziger Volkszeitung [Journal populaire de Leipzig], quotidien social-démocrate qui parut de 1894 à 1933. Pendant de longues années, il fut dirigé par F. Mehring et Rosa Luxembourg

et servit d'organe aux social-démocrates de gauche. De 1917 à 1922, il fut l'organe des « indépendants » allemands et, après 1922, il passa aux mains des social-démocrates de droite. — P. 258

340. Les « groupes d'initiative des militants social-démocrates du mouvement ouvrier légal » furent créés par les mencheviks liquidateurs à la fin de l'année 1910 pour faire contrepoids aux organisations illégales du parti. C'était de petits groupes d'intellectuels qui n'avaient pas de liaisons avec la classe ouvrière. — P. 258
341. Allusion aux organes légaux des mencheviks liquidateurs. La revue *Nacha Zaria* (Notre Aube) qui parut à Pétersbourg de 1910 à 1914 et le journal *Nevski Goloss* (La Voix de la Néva) qui parut de mai à août 1912. — P. 259
342. Le *Loutch* (Le Rayon), quotidien légal des mencheviks liquidateurs, parut à Pétersbourg du 16 (29) septembre 1912 au 5 (18) juillet 1913 ; 237 numéros au total. Ce journal vivait essentiellement du soutien financier que lui accordaient les libéraux et il avait pour dirigeants idéologiques P. Axelrod, F. Dan, L. Martov, A. Martynov. Dans ses colonnes, les liquidateurs attaquaient la tactique révolutionnaire des bolcheviks, défendaient le mot d'ordre opportuniste de création d'un « parti légal », s'opposaient aux grèves révolutionnaires de masse et tentaient de réviser les thèses fondamentales du programme du parti. Lénine déclara que le *Loutch* était un organe de renégats « asservi à la politique libérale ». — P. 260
343. L'appel du C.C. du P.O.S.D.R. « *A tous les citoyens de Russie* » avait été rédigé par Lénine au début du mois d'octobre 1912 et il fut édité sous forme de tract par le Comité central. Le 10 (23) octobre, Lénine envoya cet appel à Camille Huysmans, secrétaire du Bureau Socialiste International, en lui demandant de le communiquer aux secrétaires des partis social-démocrates et de faire en sorte qu'il soit publié dans la presse. Peu de temps après, l'appel parut en allemand dans la *Leipziger Volkszeitung* et dans le *Vorwärts*, en français dans le journal belge *Le Peuple* et en différentes langues (français, allemand et anglais) dans le bulletin périodique du Bureau Socialiste International. Il fut également publié par le Comité de l'organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger et dans un supplément spécial au numéro 28-29 du *Social-Démocrate*, daté du 5 (18) novembre 1912. — P. 260
344. La première guerre des Balkans (octobre 1912-mai 1913) opposa la Turquie aux pays de l'alliance balkanique : Bulgarie, Serbie, Monténégro et Grèce, et se termina par la défaite de la Turquie, qui, en vertu du traité de Londres, perdit presque tous les territoires qu'elle possédait dans les Balkans. Les districts slaves de Macédoine et de Thrace furent libérés et le peuple albanais

eut la possibilité de se constituer en Etat indépendant. En dépit des objectifs dynastiques de conquête poursuivis par les monarchies et les bourgeoisies des pays balkaniques, la première guerre des Balkans eut dans l'ensemble un caractère progressiste. Elle permit de mettre un terme à l'oppression que les Turcs faisaient peser sur les peuples de ces pays et elle porta un coup aux vestiges de servage qui y subsistaient. Selon Lénine, elle constitua « un des maillons de la chaîne des événements mondiaux qui consacrent la faillite du Moyen Age en Asie et en Europe orientale » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, p. 29). — P. 260

345. Le *Goloss Moskvu* (La Voix de Moscou), quotidien, organe des octobristes, parut à Moscou de 1906 à 1915. — P. 263

346. Le *Rousskoïe Slovo* (La Parole Russe), quotidien, parut à Moscou à partir de 1895 (le premier numéro fut édité à titre d'essai en 1894), sous la direction de I. Sytine. Ce journal qui officiellement était sans parti se tenait en fait sur des positions libérales modérées et défendait les intérêts de la bourgeoisie russe. Il donnait de nombreuses informations et il fut le premier journal russe à envoyer des correspondants dans toutes les grandes villes du pays et dans plusieurs capitales étrangères.

En novembre 1917, le *Rousskoïe Slovo* publia plusieurs articles calomnieux contre les Soviets et fut interdit. A partir de janvier 1918, il reparut sous le nom de *Novoïe Slovo* (La Nouvelle Parole), puis de *Naché Slovo* (Notre Parole). Il fut définitivement interdit en juillet 1918. — P. 263

347. La *Pravda* (La Vérité), quotidien bolchevique légal, dont le premier numéro parut à Pétersbourg le 22 avril (5 mai) 1912, en vertu d'une décision de la VI^e Conférence générale du P.O.S.D.R. (Conférence de Prague) qui insistait sur la nécessité de faire paraître un quotidien ouvrier de masse.

La parution de la *Pravda* coïncida avec le nouvel essor révolutionnaire et la vague de grèves politiques qui déferlèrent dans toute la Russie après la fusillade de la Léna. Le journal était édité grâce aux fonds collectés par les ouvriers. Son tirage était de 40 000 exemplaires mais certains de ses numéros atteignaient les 60 000. Lénine montra toute l'importance historique du fait que, grâce aux ouvriers de Pétersbourg, il avait été possible de faire paraître un quotidien ouvrier. Il en assura la direction idéologique, écrivit presque chaque jour, donna des directives à la rédaction. Aux différentes époques, la *Pravda* compta parmi ses rédacteurs et collaborateurs N. Batourine, Démian Bedny, A. Oulianova-Elizarova, K. Eréméïev, M. Kalinine, N. Kroupskaïa, S. Malychev, L. et V. Menjinski, V. Molotov, V. Nevski, N. Olminski, N. Podvoïski, N. Polétaïev, M. Savéliév, K. Samoïlova, I. Sverdlov, N. Skrypnik, J. Staline, P. Stoutchka, etc. Les députés bolcheviques à la IV^e Douma y collaborèrent activement et Gorki y publia plusieurs de ses œuvres.

La *Pravda* fut l'objet de persécutions policières constantes. Elle fut interdite huit fois par le gouvernement tsariste, mais elle continua néanmoins à paraître sous d'autres noms : *Rabotchaïa Pravda* (La Vérité Ouvrière), *Sévernaïa Pravda* (La Vérité du Nord), *Pravda Trouda* (La Vérité du Travail), *Za Pravdou* (Pour la Vérité), *Prolétarskaïa Pravda* (La Vérité Prolétarienne), *Pout Pravdy* (La Voie de la Vérité), *Rabotchi* (L'Ouvrier), *Troudovaïa Pravda* (La Vérité du Travail). Malgré toutes ces difficultés, les bolcheviks réussirent à éditer en deux ans et demi 636 numéros du journal qui fut interdit le 8 (21) juillet 1914.

La *Pravda* ne reparut qu'après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917. A partir du 5 (18) mars 1917, elle prit le titre d'organe du Comité central et du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. Le 5 (18) avril, après son retour de l'étranger, Lénine entra à son comité de rédaction dont il prit la direction. De juillet à octobre 1917, la *Pravda* fut en butte aux persécutions du Gouvernement provisoire bourgeois. Elle dut plusieurs fois changer de nom et parut sous des titres divers : *Listok Pravdy* (Le Feuillet de la Pravda), *Prolétari* (Le Proletaire), *Rabotchi* (L'Ouvrier), *Rabotchy Pout* (La Voie Ouvrière). Elle reprit son ancien nom après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre (à partir du 27 octobre (9 novembre) 1917). — P. 265

348. Ce « *Rapport de Lénine au Bureau Socialiste International sur les élections à la IV^e Douma* » fut publié le 20 novembre 1912 dans le numéro 325 du journal *Le Peuple*. Il était précédé d'une note de la rédaction indiquant que « Le citoyen Lénine, délégué au Bureau Socialiste International, avait envoyé au secrétariat de ce bureau le rapport suivant sur les résultats des nouvelles élections russes déjà connus ».

En 1963, le rapport de Lénine fut repris dans l'ouvrage : *Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans. 1905-1914. Paris.* — P. 266

349. *Chambre introuvable*, la Chambre des députés élus en France en août 1815, après la restauration des Bourbons, était tellement contre-révolutionnaire et réactionnaire que Louis XVIII la qualifia de « *Chambre introuvable* ». — P. 267

350. *Les progressistes*, petit groupe politique de la bourgeoisie libérale monarchiste russe qui tenta d'unir « au-dessus des partis » des éléments de divers groupes et partis de la bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers, lors des élections aux différentes Doumas et au sein même des Doumas.

En novembre 1912, les progressistes constituèrent leur propre parti. Le programme demandait une constitution censitaire modérée et quelques réformes sans grande portée. Il demandait également que le gouvernement soit responsable devant la Douma et que le mouvement ouvrier soit écrasé. Pendant la pre-

mière guerre mondiale, les progressistes intensifièrent leur activité, ils réclamèrent un changement du commandement militaire, la mobilisation de l'industrie pour les besoins du front et un gouvernement « responsable » où la bourgeoisie russe serait représentée. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, certains leaders progressistes participèrent au Gouvernement provisoire bourgeois. Après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, le parti progressiste combattit activement le pouvoir des Soviets. Parmi les leaders progressistes se trouvaient les célèbres industriels moscovites P. Riabouchinski et A. Konovalov, et le gros propriétaire foncier I. Efrémov. Les progressistes eurent divers organes de presse : la revue *Moskovski Ejénédelnik* (l'Hebdomadaire de Moscou) et les journaux *Slovo* (La Parole), *Rousskaïa Molva* (La Parole russe) et *Outro Rossii* (Le Matin de la Russie). — P. 269

351. *Jagiello*, membre du Parti socialiste polonais (P.P.S.), député de Varsovie à la IV^e Douma d'Etat. Les bolcheviks s'opposèrent catégoriquement à l'admission de Jagiello au sein du groupe social-démocrate, car ce député avait été élu grâce au soutien de la bourgeoisie et à l'alliance que le P.P.S. avait conclue avec le Bund. Lors d'un premier scrutin, il y eut 6 voix (celles des députés mencheviques) pour son admission et 6 voix (celles des bolcheviks) contre. Cependant, l'arrivée du député d'Irkoutsk (le menchevik de droite I. Mankov) donna l'avantage aux mencheviks et Jagiello put entrer au groupe social-démocrate. Les députés bolcheviques réussirent néanmoins à ce que ses droits au sein du groupe soient limités et à ce que pour tous les problèmes intérieurs du parti il ne dispose que d'une voix consultative. — P. 270

352. La *Conférence du C.C. du P.O.S.D.R. élargie aux militants du parti*, eut lieu à Cracovie du 26 décembre 1912 au 1^{er} janvier 1913 (8-14 janvier 1913). Y participaient notamment V. Lénine, N. Kroupskaïa, J. Staline et les députés bolcheviques à la IV^e Douma A. Badaïev, G. Pétrovski, N. Chagov, etc. Les organisations clandestines de Pétersbourg, des régions de Moscou, du Sud, de l'Oural et du Caucase y étaient représentées. La conférence de Cracovie se déroula sous la présidence de Lénine qui y présenta des rapports sur « L'essor révolutionnaire, grèves et objectifs du parti » et « L'attitude envers le courant liquidateur et l'unité » (le texte de ces rapports n'a pas été retrouvé). C'est également Lénine qui rédigea toutes les résolutions adoptées ainsi que l'« Avis » du C.C. du P.O.S.D.R. (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 18, pp. 463-471).

Les décisions de la conférence portaient sur les problèmes essentiels du mouvement ouvrier : les tâches du parti dans les conditions du nouvel essor révolutionnaire et de la recrudescence du mouvement de grèves, l'édification de l'organisation illégale, le travail du groupe parlementaire social-démocrate, la campagne des assurances, la presse du parti, les organisations

social-démocrates nationales, la lutte contre le courant liquidateur et l'unité du parti du prolétariat (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 18, pp. 472-483). Ces décisions jouèrent un grand rôle pour le renforcement du parti et de son unité, pour l'élargissement et l'affermissement de ses liaisons avec les larges masses travailleuses et pour la mise au point de nouvelles formes de travail répondant à l'essor du mouvement ouvrier. Les résolutions de la conférence de Cracovie furent approuvées par le C.C. du P.O.S.D.R. — P. 272

353. Allusion aux 6 députés bolcheviques du groupe social-démocrate à la IV^e Douma d'Etat (voir la note 295). — P. 273
354. A la fin de tous les articles dont la publication dans la *Pravda* était jugée obligatoire, on devait inscrire trois fois la lettre K. En décembre 1913, la session du C.C. du P.O.S.D.R. confirma cette décision et indiqua que les articles portant les trois lettres de convention devaient être insérés sans retard ni modifications. (*Istoritcheski Arkhiv*, n° 4, 1959, page 42.) — P. 273
355. Il s'agit du *Prosvechtchénie* (L'Instruction), mensuel théorique bolchevique qui parut à Pétersbourg de décembre 1911 à juin 1914. Cette revue légale fut créée sur l'initiative de Lénine et remplaça la *Mysl* (La Pensée) qui avait été interdite par le gouvernement tsariste. Son tirage était de 5 000 exemplaires. C'est Lénine qui en assurait la direction, d'abord de Paris, puis de Cracovie et de Poronin. A la veille de la première guerre mondiale, le *Prosvechtchénie* fut interdit par le gouvernement. Il reparut à l'automne 1917, mais n'eut qu'un seul numéro (double). — P. 273
356. Cette *Lettre à la direction du Parti social-démocrate allemand* fut rédigée par Lénine le 2 (15) mars 1917 à la demande de la Conférence de Cracovie du C.C. du P.O.S.D.R. élargie aux militants du parti, au moment où la lutte des bolcheviks contre les liquidateurs battait son plein. Cette lettre répondait aux leaders social-démocrates allemands qui avaient proposé des conférences communes des liquidateurs et des bolcheviks pour unifier les deux courants. — P. 273
357. *Vorwärts* (En Avant), quotidien, organe central du Parti social-démocrate allemand. Conformément à une décision du congrès de Halle, il parut à Berlin à partir de 1891, prenant la suite du *Berliner Volksblatt* (Journal Populaire de Berlin) qui existait depuis 1884 ; son titre exact était alors *Vorwärts. Berliner Volksblatt*. Dans ses colonnes, Engels mena la lutte contre toutes les manifestations de l'opportunisme. Au cours de la seconde moitié des années 90, après la mort d'Engels, la rédaction du *Vorwärts* tomba aux mains de l'aile droite du parti et le journal publia systématiquement les textes des opportunistes. Il donna des informations tendancieuses sur la lutte contre l'opportunisme

et le révisionnisme au sein du P.O.S.D.R., il soutint les « économistes » puis, après la scission du parti, les mencheviks. Pendant la période de réaction, le *Vorwärts* publia des articles calomnieux de Trotski, sans permettre à Lénine et aux bolcheviks de réfuter ces calomnies et de donner aux lecteurs une appréciation objective de la situation. Au cours de la première guerre mondiale, le *Vorwärts* se tint sur les positions du social-chauvinisme et après la victoire de la révolution socialiste d'Octobre, il fit une propagande active contre les Soviets. Il continua à paraître à Berlin jusqu'en 1933. — P. 276

358. *Le Comité régional de Transcaucasie (du Caucase)* était le centre fractionnel des mencheviks liquidateurs du Caucase. Il fut élu en février 1908, lors du Ve congrès des organisations social-démocrates de Transcaucasie auquel participaient 15 mencheviks et 1 bolchevik, et il eut une activité antiparti extrêmement nocive. Sans procéder à aucune élection et sans tenir compte de la volonté des organisations du parti, il délégua à la Ve Conférence générale du P.O.S.D.R. (en 1908) P. Axelrod, F. Dan et N. Ramichvili. Cette organisation liquidatrice qui prétendait représenter les ouvriers servait en réalité de point d'appui au Centre à l'étranger des liquidateurs et à Trotski. En 1912, elle entra dans le bloc antiparti organisé par Trotski (connu sous le nom de Bloc d'août). — P. 276

359. *Le Comité d'organisation (C.O.)* était le centre dirigeant menchevique. Il fut créé en 1912 lors de la conférence d'août des liquidateurs. Il fonctionna jusqu'aux élections au Comité central du parti menchevique, qui eurent lieu en août 1917. — P. 276

360. *P.P.S.* — Parti socialiste polonais (*Polska Partia socjalistyczna*).

P.S.D. — Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie (voir les notes 42 et 51). — P. 277

361. Il s'agit ici du journal *Nach Pout* (Notre Voie) qui parut du 25 août (7 septembre) au 12 (25) septembre 1913. Lénine collabora activement à ce journal à qui il envoyait ses textes en même temps qu'à la *Pravda* et qui publia plusieurs de ses articles : « La bourgeoisie et le réformisme russe », « Le rôle des couches sociales et des classes dans le mouvement de libération », « La guerre de classes à Dublin », « Une semaine après le massacre de Dublin », « Les questions de principe de la politique », « Harry Quelch » et d'autres encore.

Nach Pout comptait parmi ses collaborateurs M. Gorki, Démian Bedny, M. Olminski, I. Skvortsov-Stépanov, J. Staline et les députés bolcheviques à la IV^e Douma A. Badaïev, F. Samoilov, N. Chagov. Il était très populaire parmi les ouvriers : 395 groupes ouvriers organisèrent des souscriptions en sa faveur. — P. 279

362. *La Rousskaïa Molva* (La Parole russe) quotidien, organe du parti des progressistes (voir la note n° 350) parut à Pétersbourg du 9 (22) décembre 1912 au 20 août (2 septembre) 1913. — P. 284

363. *La Conférence de Genève des mencheviks* eut lieu en avril 1905, au même moment que le III^e Congrès du P.O.S.D.R. Cette conférence n'eut qu'un très petit nombre de participants (9 comités seulement y étaient représentés) et, de ce fait, les mencheviks la qualifièrent d'assemblée de militants du parti.

Les décisions de la conférence montrèrent que le développement de la révolution n'était pas l'objectif poursuivi par les mencheviks. Ils n'iaient l'hégémonie du prolétariat dans la révolution et s'opposaient à la politique d'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie. Ils considéraient que la révolution démocratique bourgeoise devait être dirigée par la bourgeoisie libérale et que c'est à celle-ci que devait revenir le pouvoir après la victoire de la révolution. Les mencheviks repoussaient la nécessité de former un gouvernement provisoire révolutionnaire où seraient présents des représentants de la social-démocratie. Les résolutions sur l'insurrection armée ne fixaient aucune tâche pratique au prolétariat et prétendaient que le parti de la classe ouvrière ne devait pas s'occuper de préparer l'insurrection afin de ne pas effrayer la bourgeoisie. D'autre part, la conférence s'opposa à la participation de la social-démocratie à un gouvernement révolutionnaire provisoire. Elle ne se préoccupa absolument pas de l'organisation de comités paysans révolutionnaires chargés d'exproprier les gros propriétaires fonciers ; la solution de la question agraire était laissée à la future Assemblée constituante. Les décisions relatives aux questions d'organisation (elles trouvèrent leur expression dans les « statuts de l'organisation ») ramenaient le parti au morcellement et à l'esprit de cercle qu'il connaissait avant le II^e congrès. Dans son article « Le troisième pas en arrière », dans sa brochure *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, dans sa Préface à la brochure *Les ouvriers et la scission du parti* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 552-562, t. 9, pp. 9-139 et 164-170) et dans d'autres ouvrages encore, Lénine dénonça et critiqua impitoyablement le caractère opportuniste de ces décisions. — P. 288

364. Allusion à la position nationaliste et chauvine adoptée en mai 1913 par les octobristes, les progressistes et les cadets lors de la discussion du budget du ministère de l'Intérieur par la IV^e Douma d'Etat. (Sur ce problème, voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 36, pp. 239-240, 241-242.) — P. 290

365. La maison d'édition bolchevique « Priboï » fut créée à Pétersbourg au début de 1913. Cette maison était légale et fonctionnait sous la direction du Comité central du parti. Elle traita de divers problèmes du mouvement ouvrier. Elle avait été fondée au moment de la « campagne des assurances » et, de ce fait,

elle sortit un grand nombre d'ouvrages concernant les assurances sociales. Par la suite, conformément aux directives du C.C., elle accorda une grande attention à la publication de brochures populaires de propagande et d'agitation sur les questions politiques et sociales et les problèmes du parti. Au début de la première guerre mondiale, elle fut contrainte par le gouvernement tsariste, qui sévissait contre la presse ouvrière, d'interrompre son activité et elle ne rouvrit qu'en mars 1917. En 1918, elle fusionna avec les Editions « Communiste », lesquelles provenaient elles-mêmes de la fusion de plusieurs maisons d'édition (« Volna », « Jizn i Znanié », etc.). — P. 293

366. Les *Rousskié Viédomosti* (Le Messenger Russe), journal qui parut à Moscou à partir de 1863 et qui défendait les positions des intellectuels libéraux modérés. Dans les années 80-90, il compta parmi ses collaborateurs plusieurs écrivains démocrates (V. Kolenko, M. Saltykov-Chtchédrine, Gleb Ouspenski, etc.) et il publia les textes des populistes libéraux. A partir de 1905, il devint l'organe de l'aile droite du parti cadet. Selon Lénine, les *Rousskié Viédomosti* « allient de façon originale un cadétisme de droite à un soupçon de populisme » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, p. 135). En 1918, les *Rousskié Viédomosti* furent interdits en même temps que d'autres journaux contre-révolutionnaires. — P. 296
367. Il s'agit ici de B. Danski (K. Komarovski). En 1911, Danski adhéra au P.O.S.D.R., collabora à la *Pravda* et à la *Zvezda* et prit part au mouvement des assurances. En 1913-1914, il entra au comité de rédaction de la revue bolchevique *Voprossy Strakhovania* (Problèmes des assurances). Afin de discréditer les bolcheviks, les liquidateurs accusèrent Danski de collaborer à diverses revues bourgeoises. Une commission du parti composée de représentants du comité de rédaction du journal *Za Pravdou*, des revues *Prosvetchénie* et *Voprossy Strakhovania*, du groupe parlementaire social-démocrate et des éditions « Priboï » enquêta sur cette affaire et au terme de son enquête, elle en arriva à la conclusion que Danski avait cessé de travailler pour les journaux bourgeois à partir du moment où il avait adhéré au parti bolchevique. En conséquence, elle proclama qu'il n'y avait rien à lui reprocher et que la campagne des liquidateurs avait un caractère calomnieux. Lénine revint sur cette campagne calomniatrice des liquidateurs dans le rapport du C.C. du P.O.S.D.R. qu'il présenta à la conférence de Bruxelles (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, pp. 556-557). — P. 298
368. La Conférence du C.C. du P.O.S.D.R. élargie aux militants du parti (dite « conférence d'été » pour des raisons de clandestinité) eut lieu du 23 septembre au 1er octobre (6-14 octobre) 1913 au village de Poronin (près de Cracovie), où vivait Lénine. Son ordre du jour comprenait les questions suivantes : 1) Rapports des organisations locales, rapport sur le travail de la So-

cial-démocratie de Pologne et de Lituanie, compte rendu sur l'activité du C.C. élu à la conférence de Prague ; 2) les tâches de la propagande dans le moment présent ; 3) les problèmes d'organisation et le congrès du parti ; 4) le mouvement de grèves ; 5) la presse du parti ; 6) le travail des social-démocrates à la Douma ; 7) le groupe parlementaire social-démocrate ; 8) le travail dans les associations légales ; 9) la question nationale ; 10) les populistes ; 11) le prochain congrès socialiste international (congrès de Vienne). Lénine assura la direction de la conférence. Il prononça le discours d'ouverture et présenta les rapports sur l'activité du Comité central, sur la question nationale et sur le congrès socialiste international qui devait se réunir à Vienne. En outre, il participa à la discussion de presque tous les problèmes à l'ordre du jour, établit le procès-verbal des interventions des délégués des organisations locales, fit diverses propositions et rédigea les projets de résolution. Le texte du rapport sur l'activité du Comité central n'a pas été retrouvé. On trouve un bref résumé de certaines des interventions de Lénine dans les souvenirs de A. Badaïev.

En se basant sur le rapport du Comité central et les rapports des organisations locales, la conférence adopta deux résolutions. La première s'intitulait « Les tâches de la propagande dans le moment présent » et la seconde « Les questions d'organisation et le congrès du parti » ; elles définissaient les tâches du parti et les formes d'action dans le nouveau contexte historique. Toutes deux avaient été rédigées par Lénine. La question nationale qui à l'époque occupait une très grande place dans la vie sociale de la Russie fut au premier plan des travaux de la conférence. Dans le rapport qu'il présenta sur cette question, Lénine souligna que la lutte contre l'oppression nationale était indissolublement liée à la lutte contre le tsarisme, pour la liberté et la démocratie. En s'appuyant sur le programme du parti, la conférence repoussa résolument la revendication opportuniste d'« autonomie nationale culturelle » présentée par les mencheviks et les bundistes et adopta les thèses élaborées par Lénine. Celui-ci considérait la résolution adoptée comme le programme du parti sur la question nationale. En outre, la conférence décida de placer la question nationale à l'ordre du jour du prochain congrès du parti.

La résolution sur le groupe parlementaire social-démocrate demandait que les députés bolcheviques aient les mêmes droits au sein du groupe que les députés mencheviques et condamnait résolument l'activité de ces derniers qui, grâce à la majorité fortuite d'une voix, violaient systématiquement les droits des députés bolcheviques. Or ceux-ci représentaient l'énorme majorité des ouvriers de Russie. En octobre 1913, les députés bolcheviques, sur les directives de Lénine et du C.C. du parti, quittèrent le groupe social-démocrate unifié et formèrent un groupe parlementaire bolchevique indépendant (le « Groupe ouvrier social-démocrate de Russie »).

Dans le rapport sur le congrès socialiste international qui

devait se tenir à Vienne en 1914, Lénine proposa d'envoyer à ce congrès le plus grand nombre possible de délégués des organisations légales et illégales, ce qui faciliterait la tenue, parallèlement, d'un congrès du parti.

C'est Lénine qui prononça le discours de clôture. En raison de l'importance des questions qui y furent discutées et des résolutions adoptées, la conférence de Poronin joua, en fait, le rôle d'une conférence du parti. Le procès-verbal de ses travaux n'a pas été retrouvé. Une information sur la conférence et le texte des résolutions furent publiés en une brochure qui parut à l'étranger aux éditions du Comité central du P.O.S.D.R. En raison de la clandestinité, certaines résolutions ne se trouvaient pas in extenso dans la brochure : le point 6 de la résolution sur le mouvement de grève et les points 1-5 de celle sur la presse du parti avaient été supprimés. Le texte intégral fut publié dans une édition clandestine ronéotypée. On trouva un grand nombre de documents sur la conférence de Poronin au département de la police à qui les provocateurs Malinowski et Lobov avaient fourni des renseignements détaillés. (Sur la conférence voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, pp. 449-463.)

Le plan du rapport à faire aux organisations locales que nous publions ici fut envoyé par Lénine à Pétersbourg le 29 novembre (12 décembre) 1913. Il avait été rédigé à l'intention des députés bolcheviques à la IV^e Douma d'Etat qui devaient profiter des vacances d'hiver pour se rendre en province afin de mettre les organisations de base au courant des travaux de la conférence de Poronin. — P. 300

369. *Voprossy Strakhovania* (Problèmes des assurances), revue bolchevique légale qui parut à Pétersbourg d'octobre 1913 à mars 1918 avec des interruptions. La revue menait la lutte non seulement pour les assurances ouvrières mais également pour les mots d'ordre bolcheviques « non tronqués » : journée de huit heures, confiscation des terres des gros propriétaires fonciers et république démocratique. D'importants militants de la campagne des assurances (les bolcheviks N. Skrypnik, P. Stoutchka, A. Vinokourov, N. Chverniki, etc.) participèrent à la rédaction de la revue. — P. 300

370. *La session de décembre du Bureau Socialiste International* eut lieu à Londres les 13 et 14 décembre 1913. Elle discuta de l'unification des partis socialistes et ouvriers d'Angleterre, du Congrès de Vienne, des affaires russes, etc. Le problème de l'unification du P.O.S.D.R. fut posé juste avant la fin des travaux de la session et, de ce fait, il ne fut pas discuté en détail, le Bureau se contentant d'adopter à ce sujet une résolution proposée par Kautsky au nom de la délégation allemande. Cette résolution chargeait le Comité exécutif du Bureau Socialiste International de convoquer une conférence où « toutes les fractions du mou-

vement ouvrier de Russie (Pologne russe comprise) acceptant le programme du parti ou ayant un programme correspondant à celui de la social-démocratie seraient représentées pour procéder à un échange d'opinions (Aussprache) sur les questions qui les divisaient ». Dans le discours qu'il prononça pour défendre cette résolution (le 1^{er} (14) décembre), Kautsky déclara que le vieux parti social-démocrate de Russie était mort et qu'il fallait prendre appui sur l'aspiration des ouvriers russes à l'unité pour le reconstituer. Lénine analysa la résolution du Bureau et critiqua le discours de Kautsky dans son article : « *Une bonne résolution et un mauvais discours* » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, pp. 565-568). Dans une lettre à I. Armand dans laquelle il lui communiquait le numéro du *Vorwärts* qui contenait la déclaration de Kautsky, il écrivait : « Il faut le procurer... et organiser une campagne de protestation. Nous sommes *pour* les échanges d'opinions, *pour* la résolution du B.S.I. (c'est N.B.), mais absolument contre la phrase infâme de Kautsky. Il faut le fustiger pour cela sans pitié... » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 35, p. 124). D'autre part, il envoya à la section bolchevique de Paris une lettre où il disait que « la section devrait adopter contre Kautsky une résolution *impitoyable* (qualifiant sa déclaration sur la mort du parti de déclaration *honteuse, ignoble, monstrueuse, ignare* ») (Œuvres, 5^e édition russe, t. 48, p. 254).

Le 1^{er} (14) décembre, la session du B.S.I. prit connaissance d'une lettre où Plékhanov insistait sur le tort que la scission du groupe parlementaire, dont la responsabilité incombait aux liquidateurs, avait causé à l'unité de tout le mouvement ouvrier et indiquait qu'en raison de cette scission et en tant que représentant de l'ensemble du parti au B.S.I. il démissionnait du Bureau. Il fut remplacé par P. Axelrod, représentant du Comité d'organisation liquidateur.

Lors de la conférence qui eut lieu à Bruxelles en juillet 1914, conformément à la décision du Bureau, les dirigeants de la II^e Internationale, sous prétexte de « réconcilier » les bolcheviks et les liquidateurs exigèrent que les bolcheviks cessent leurs critiques contre ces derniers. Les bolcheviks refusèrent de se soumettre à ces exigences et continuèrent leur lutte impitoyable contre les liquidateurs, ennemis du mouvement ouvrier. — P. 301

371. Cet article fut rédigé par Lénine à l'occasion du Congrès national de l'Instruction publique qui devait se tenir à Pétersbourg au moment des vacances scolaires, fin décembre 1913. Les bolcheviks s'efforcèrent d'utiliser la possibilité légale que leur offrait le congrès pour diffuser leurs idées et populariser les revendications révolutionnaires. Par son contenu, cet article de Lénine est très proche de son ouvrage *A propos de la politique du ministère de l'Instruction publique* (Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, pp. 137-148). — P. 303

372. La question du congrès de Vienne fut discutée lors de la session de décembre 1913 du B.S.I. qui décida que le congrès se tiendrait en août 1914, le jour de l'ouverture devant coïncider avec le 50^e anniversaire de la I^{re} Internationale. L'ordre du jour du congrès devait comprendre les questions suivantes : 1) la vie chère ; 2) l'impérialisme et la lutte contre le militarisme, ce deuxième point englobant a) la question d'Orient ; b) la création de tribunaux d'arbitrage obligatoires entre les nations et c) les Etats-Unis d'Europe ; 3) l'alcoolisme ; 4) le chômage ; 5) la situation des emprisonnés et des déportés politiques en Russie et 6) divers. Chaque pays représenté au congrès ne pouvait pas avoir plus de 6 délégués pour une voix. De la sorte, la Russie qui avait droit à 20 voix ne pouvait pas envoyer plus de 120 délégués pour les 2 sous-sections de la social-démocratie et des populistes de gauche et pour les syndicats.

La question du congrès international de Vienne fut discutée par la conférence du C.C. élargie aux militants du parti tenue à Poronin. Le rapport sur ce problème fut présenté par Lénine qui proposa de prendre toutes mesures utiles pour que la majorité des délégués envoyés à Vienne soient des ouvriers social-démocrates. Fin juillet 1914, les élections pour le congrès international étaient presque terminées, mais celui-ci n'eut pas lieu à cause de la première guerre mondiale. — P. 309

373. La *Novaïa Rabotchaïa Gazëta* (Nouveau Journal Ouvrier), quotidien des mencheviks liquidateurs, parut à Pétersbourg du 8 (21) août 1913 au 23 janvier (5 février) 1914 en remplacement de la *Jivaïa Jizn*. Lénine appelait ce journal le « Nouveau journal liquidateur ». — P. 309

374. Lénine fait allusion à l'article de I. Vétrov (M. Savéliëv) « L'Internationale et le problème de l'unité » qui parut le 7 (20) décembre 1913 dans le n° 1 de la *Prolëtaraskaïa Pravda*. « En conclusion, pouvait-on lire dans cet article, nous devons attirer l'attention de nos lecteurs sur le mensonge des liquidateurs qui prétendent qu'en refusant d'accorder une représentation particulière aux 6 députés, le Bureau a du même coup condamné le principe de la « fédération » défendu par ces 6 députés. La question de donner un représentant particulier aux six ne pouvait même pas être présentée au Bureau, et ce pour des raisons de pure forme. De ce fait, quand ils déclarent dans la *Novaïa Rabotchaïa Gazëta* que le Bureau a condamné les six, les liquidateurs mentent de façon éhontée. Et c'est avec de tels mensonges qu'ils tentent systématiquement d'obscurcir la conscience de la classe ouvrière. » — P. 309

375. C'est probablement après avoir présenté son exposé à Paris le 10 (23) janvier 1914 (voir le Recueil Lénine XXX, pp. 51-57) que Lénine rédigea ces thèses sur la question nationale. Une note inscrite sur la couverture du cahier « La question nationale III » donne à penser que Lénine refit son rapport à Liège, le 2 février 1914. — P. 317

376. Dans l'ouvrage de Lénine *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, on trouve une analyse de la brochure de Kautsky *Nationalität und Internationalität* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, pp. 419-423). — P. 319
377. Voir dans le Recueil Lénine XVII page 291, l'extrait de l'ouvrage *Der Briefwechsel zwischen Fr. Engels u. K. Marz.* Bd. IV, Stuttgart, 1913, S. 292, recopié par Lénine ; voir la lettre de K. Marx à F. Engels en date du 5 juillet 1870. — P. 324
378. Lors de la troisième séance de la commission du programme du II^e Congrès du P.O.S.D.R., le délégué de la Social-démocratie de Pologne et de Lituanie proposa d'adopter un point demandant que soit garantie « la liberté du développement culturel pour toutes les nations de l'Etat » (voir le compte rendu de cette séance établi par Lénine dans le Recueil Lénine IV, page 105). — P. 325
379. *Diaspora* (mot grec signifiant dispersion). Les Juifs de la Diaspora sont ceux qui vivaient hors de Judée. Au début du VI^e siècle avant notre ère, des colonies juives existaient déjà en Egypte, à Babylone et dans d'autres pays méditerranéens. A partir du III^e siècle, le nombre des Juifs de la Diaspora augmenta considérablement, et au I^{er} siècle, il atteignait les 4 millions et demi. Dans l'empire romain, les Juifs vivaient en communautés. Ces communautés avaient parfois un caractère officiel (comme par exemple à Alexandrie), d'autres fois, elles n'avaient qu'un caractère religieux privé (à Rome). Les Juifs de la Diaspora s'efforcèrent, non sans succès, de répandre leur religion mais ils perdirent leur langue et leurs particularités nationales. — P. 327
380. *La fédération du pire type* c'est ainsi que les décisions de la Conférence de Prague, en 1912, caractérisent les relations qui ont existé entre le P.O.S.D.R. et les organisations social-démocrates nationales après le IV^e Congrès (congrès d'Unification). Bien que les organisations social-démocrates de Pologne et de Lituanie, celle de Lettonie et le Bund fussent adhérents du P.O.S.D.R., elles se tenaient en fait à l'écart des organisations russes ce qui gênait considérablement le travail du parti. Leurs représentants ne participaient pas à la direction du travail du parti pour l'ensemble de la Russie ; et, directement ou indirectement, ils favorisaient l'activité antiparti des liquidateurs (sur ce problème voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 17, pp. 465-470 et t. 18, pp. 422-424). — P. 328
381. *Le IV^e congrès de la Social-démocratie du territoire letton* eut lieu à Bruxelles du 13 au 26 janvier (26 janvier-8 février) 1914. Lénine prit une part active à sa préparation et à ses travaux. Au cours du congrès, il présenta un rapport sur l'attitude de la Social-démocratie lettonne envers le P.O.S.D.R. et la scis-

sion du groupe parlementaire social-démocrate, il participa aux réunions des délégués bolcheviques et aida les délégués à rédiger leurs projets de résolution. Le 12 (25) janvier 1914, la veille de l'ouverture du congrès, il fit un exposé dans lequel il exposa la théorie et la tactique du bolchevisme dans la question nationale. Il appela les marxistes de Lettonie à renforcer la véritable unité du parti et non une unité fictive, et il les mit en garde contre les hésitants et les liquidateurs qui trahissaient ouvertement la cause de la classe ouvrière. Dans sa lutte contre les liquidateurs et les trotskistes, il utilisa largement les résolutions adoptées par le IV^e congrès de la Social-démocratie lettonne. A ce sujet, voir notamment ses articles : « Les ouvriers lettons et la scission au sein de la fraction social-démocrate », « La fiction « d'août » démasquée », « Les liquidateurs et le mouvement ouvrier letton » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, pp. 184-188, 189-192, 249-251). Grâce à la lutte acharnée qu'ils menèrent contre les tendances conciliatrices, Lénine et les bolcheviks lettons présents au congrès réussirent à ce que les social-démocrates lettons quittent le Bloc d'août. Selon les paroles de Lénine, ce départ porta « un coup mortel » à l'alliance trotskiste.

Les procès-verbaux du congrès n'ont pas été retrouvés. On sait cependant que Janson-Braun avait préparé leur publication et les avait laissés à Bruxelles. Les archives de l'Institut du marxisme-léninisme près le Comité central du P.C.U.S. possèdent un certain nombre de documents rédigés par Lénine et provenant des archives de Poronin-Cracovie, qui donnent une idée de la lutte menée par celui-ci et les délégués bolcheviques contre les liquidateurs. Parmi ces documents se trouvent l'ordre du jour, des notes sur le déroulement des séances et les interventions des orateurs, un projet de résolution sur les rapports de la Social-démocratie lettonne avec le P.O.S.D.R., un résumé du rapport et du discours de clôture. Les notes et commentaires de Lénine sur les interventions des délégués sont extrêmement intéressants. Une d'entre elles est consacrée au discours que Braun prononça le 15 (28) janvier 1914 pour défendre sa position conciliatrice qu'il qualifiait de « fort fine ». En regard de ce discours, Lénine écrivait ironiquement « ça craque là où c'est fin ». — P. 330

382. Allusion à la conférence liquidatrice qui eut lieu à Vienne en août 1912 et au cours de laquelle Trotski organisa le groupe antiparti connu sous le nom de Bloc d'août. A cette conférence assistaient des représentants du Bund, du comité de Transcaucasie, de la Social-démocratie de Lettonie et des groupuscules liquidateurs, trotskistes et otzovistes fonctionnant à l'étranger (*Goloss Sotsial-Démokrata*, *Pravda* trotskiste de Vienne, groupe « Vpériod »). Les « groupes d'initiative » liquidateurs de Pétersbourg et de Moscou, l'organisation de Krasnoïarsk, « L'organisation militaire social-démocrate de Sébastopol », les rédactions des publications liquidatrices *Nacha Zaria* et *Nevski Goloss* y avaient également envoyé des délégués de Russie, ainsi que

le Comité à l'étranger de la « Spilka ». La grande majorité des délégués vivait à l'étranger et n'avait pas de liaison avec la classe ouvrière de Russie et le travail de base du parti.

La conférence adopta des résolutions liquidatrices antiparti sur toutes les questions de la tactique social-démocrate et se prononça contre l'existence du parti illégal. Cependant, la tentative liquidatrice visant à créer un parti centriste en Russie ne fut pas soutenue par les ouvriers. Les liquidateurs se montrèrent incapables d'élire un Comité central et durent se contenter de former un Comité d'organisation. Le Bloc antibolchevique d'août formé d'éléments hétérogènes, dont la constitution avait été le principal objectif de la conférence, commença à se disloquer avant même que cette conférence termine ses travaux. Voir à ce sujet les articles de Lénine : « La désagrégation du Bloc « d'août », « La fiction « d'août » démasquée », « La violation de l'unité aux cris de « vive l'unité » ! » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, pp. 162-165 ; 189-192, 341-364). — P. 331

383. Cette résolution fut adoptée lors de la session du Comité central qui eut lieu à Cracovie du 2 au 4 (15-17) avril 1914. Lors de cette session dirigée par Lénine, et à laquelle participait Pétrovski, représentant des députés bolcheviques à la Douma, venu de Russie, le C.C. discuta des préparatifs de la convocation du prochain congrès du P.O.S.D.R., de l'organisation d'une Journée de la presse ouvrière, du travail parmi les paysans, de l'activité parlementaire et du compte rendu sur le travail du groupe bolchevique à la Douma, de la conférence internationale des femmes, du Congrès de Vienne de la II^e Internationale, de la préparation des tracts pour le 1^{er} mai, etc.

Au cours des débats sur la création d'une section d'organisation du Comité central chargée de diriger le travail clandestin et l'adoption d'une résolution appropriée, Lénine proposa de faire entrer dans la section d'éminents responsables du parti, M. Kalinine, A. Kissélev, etc., ainsi que des militants ouvriers du mouvement des assurances. Outre la résolution publiée, une esquisse d'ordre du jour de la session, rédigée par Lénine a été conservée. Sur le compte rendu du C.C. du P.O.S.D.R. au Congrès de Vienne de la II^e Internationale, le Comité central adopta une résolution visant à « confier aux membres à l'étranger du Comité central le soin de veiller à la rédaction du rapport ». Ce fut Lénine qui accomplit cette mission. En avril-mai 1914, il rédigea le « Plan et esquisse résumée du compte rendu du C.C. du P.O.S.D.R. au Congrès de Vienne de la II^e Internationale » (voir Œuvres, 5^e édition russe, t. 25, pp. 441-444). — P. 336

384. Le congrès du parti devait se tenir en août 1914 en même temps que le Congrès socialiste international de Vienne. Une Commission d'organisation chargée de la préparation du congrès fut constituée auprès du collège russe du C.C. On décida de créer des commissions analogues à Moscou, au Caucase, dans le Sud

et dans l'Oural. Avant le congrès, des délégués du Comité central et les députés bolcheviques à la Douma d'Etat devaient se rendre dans les organisations de province. Le travail de préparation redoubla d'intensité au cours du printemps et de l'été 1914. L'ordre du jour et la composition du congrès furent établis à l'avance. L'ordre du jour devait comprendre les questions suivantes : rapports du Comité central et des organisations locales, examen de la situation politique, les tâches d'organisation du parti, les objectifs du mouvement de grève, la tactique du mouvement des assurances, suppléments à apporter au programme minimum, la question nationale, l'attitude à adopter envers les liquidateurs à l'occasion de la conférence convoquée par le Bureau Socialiste International, la participation à la presse bourgeoise et les autres problèmes du moment. A la fin du mois de juillet 1914, la préparation du congrès du parti et les élections pour le Congrès socialiste international étaient presque terminées. La majorité des délégués avait été élue, les instructions mises au point, les mandats recueillis. L'organisation technique (logement, itinéraires, passeports, etc.) était également au point, mais la déclaration de guerre et le déchaînement réactionnaire qu'elle provoqua modifia du tout au tout la situation. Les frontières furent fermées et toutes les liaisons avec les autres pays se trouvèrent coupées. De ce fait, le congrès du parti fut remis à une période favorable et le congrès international fut lui aussi annulé. Malgré l'absence de congrès, le travail de préparation qui avait été effectué joua néanmoins un très grand rôle dans le renforcement des organisations du parti. — P. 337

385. Les recherches statistiques de I. M. Kozminykh-Lanine attirèrent à plusieurs reprises l'attention de Lénine. En août 1912, date où Kozminykh-Lanine publia son livre *La journée et l'année de travail dans la province de Moscou*, Lénine écrivit deux notes de lecture sur cet ouvrage. La première (« La journée de travail dans les entreprises industrielles de la province de Moscou ») parut dans la *Pravda* et la seconde (« La journée et l'année de travail dans la province de Moscou »), dans la *Nevskaïa Zvezda* en août 1912 (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 18, pp. 262-263, 264-272). Lénine utilisa également les chiffres de Kozminykh-Lanine dans son article « Le langage des chiffres » qui parut en septembre 1913 dans le journal moscovite *Nach Pout* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 19, pp. 384-390). Dans sa première note de lecture Lénine annonçait en août 1912 que Kozminykh-Lanine était en train de préparer un ouvrage spécial sur les heures supplémentaires dans les entreprises industrielles de la province de Moscou. Le texte que nous publions ici est le compte rendu de cet ouvrage qui parut en 1914. — P. 337

386. La Conférence « unificatrice » de Bruxelles qui avait été convoquée par le Comité exécutif du Bureau Socialiste International, conformément à une décision prise par ce Bureau lors de sa

session de décembre 1913, eut lieu du 16 au 18 juillet 1914. Elle réunissait des représentants du C.C. du P.O.S.D.R. (bolcheviks), du Comité d'organisation (mencheviks) et des organisations qui y adhéraient (Comité régional du Caucase et groupe « Borba » (trotskiste)), du groupe parlementaire social-démocrate (mencheviks), du groupe de l'« Edinstvo » (partisans de Plékhanov), du groupe « Vpériod », du Bund, de la Social-démocratie de Lettonie, de Lituanie, et de la Pologne, de l'opposition social-démocratique polonaise, de la « gauche » du P.P.S. La délégation du C.C. du P.O.S.D.R. comprenait Inessa Armand (Pétrova), M. Vladimirski (Kamski) et I. Popov (Pavlov). Lénine prépara soigneusement le travail de la délégation du C.C. Il rédigea le rapport qu'elle devait présenter, il lui donna des instructions détaillées et lui fournit les matériaux, documents et faits concrets dont elle avait besoin pour démasquer les opportunistes russes et leurs inspirateurs.

Dès le début de la conférence, les bolcheviks engagèrent une lutte des plus acharnées contre les opportunistes russes et étrangers. L'ordre du jour qui avait été proposé par Kautsky fut approuvé. Il comprenait les points suivants : 1) les divergences sur le programme ; 2) les divergences sur la tactique ; 3) la question de l'organisation. En dépit du fait que la conférence ne devait pas dépasser le cadre d'un échange d'opinion, Vandervelde commença par annoncer qu'elle aurait à adopter des décisions sur tous les points inscrits à l'ordre du jour. Sur les directives de Lénine, la délégation du Comité central proposa que chaque délégation présente un rapport et expose concrètement quelles conditions elle mettait à la réalisation de l'unité. Grâce à leur insistance, les bolcheviks réussirent à ce que l'ordre du jour soit abandonné et à ce que leurs propositions (rapport des délégations sur les questions litigieuses et exposé des conditions concrètes que ces délégations mettaient à l'unification) soient adoptées.

Le rapport du C.C. du P.O.S.D.R. rédigé par Lénine et dont Inessa Armand donna lecture en français le 17 juillet, lors de la séance du matin, fut au centre des travaux de la conférence. Les dirigeants du Bureau Socialiste International ne permirent pas à Inessa Armand de lire son rapport intégralement et elle dut très rapidement passer à l'exposé des conditions de l'unification. Les conditions concrètes définies par les bolcheviks furent accueillies avec une irritation extrême par les leaders du Bureau Socialiste International qui défendaient les liquidateurs. Au nom du Bureau, Kautsky proposa une résolution sur l'unification du P.O.S.D.R. affirmant qu'au sein de la social-démocratie de Russie, il n'existait aucune divergence essentielle, susceptible d'empêcher l'unité de se réaliser. Le Comité d'organisation et Plékhanov, qui attaqua furieusement la délégation du C.C. et Lénine, soutinrent Kautsky. Rosa Luxembourg adopta également une position erronée. Avec Plékhanov, Kautsky, Vandervelde, etc., elle fit campagne pour l'unification des bolcheviks et des mencheviks. Les bolcheviks

et les social-démocrates lettons refusèrent de prendre part au vote de la résolution proposée par le Bureau Socialiste International, car la conférence n'était pas habilitée à émettre un tel vote. Cette résolution fut néanmoins adoptée à la majorité des voix. L'opposition polonaise qui fut aux côtés des bolcheviks et des social-démocrates lettons à la conférence vota en sa faveur (voir à ce sujet « L'opposition social-démocrate de Pologne à la croisée des chemins », Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, pp. 593-594).

Les bolcheviks, sous la direction de Lénine, refusèrent de se soumettre aux décisions de la conférence de Bruxelles et la tentative des leaders opportunistes de la II^e Internationale qui voulaient liquider le parti bolchevique se solda par un échec. Lénine et les bolcheviks dénoncèrent devant le prolétariat international les véritables objectifs de ces leaders qui voulaient se faire passer pour des pacificateurs.

Après la conférence de Bruxelles, les liquidateurs, les trotskistes, les gens de « Vpériod », les partisans de Plékhanov, les bundistes et les représentants du Comité régional du Caucase tinrent une réunion privée au cours de laquelle ils constituèrent un bloc contre les bolcheviks. Ce bloc (« bloc du 3 juillet ») destiné à masquer la faillite politique de ceux qui y participaient, se disloqua rapidement et cette dislocation montra à quel point était erronée la politique de ceux qui, en Russie et en Europe occidentale, voulaient « unifier » le P.O.S.D.R. — P. 340

387. Cette note *L'opposition polonaise à la Conférence de Bruxelles* était destinée à la *Troudovaïa Pravda*. Lénine avait ajouté un post-scriptum dans la marge, à l'intention de la rédaction du journal : « Publiez cette note en petits caractères, disait ce post-scriptum, ne donnez aucune réponse à leurs lettres, ne publiez rien : qu'ils aillent avec leurs nouveaux « frères du bloc ».

La note de Lénine ne parut pas, car le journal fut interdit le 8 (21) juillet 1914. — P. 341

388. Ces plans qui furent rédigés en juillet 1914, après le déclenchement de la guerre entre l'Autriche et la Serbie, nous montrent quel devait être le contenu de l'article « La révolution et la guerre » que Lénine projetait d'écrire pour le numéro 33 du *Social-Démocrate*, Organe central du parti.

En Russie, la crise révolutionnaire qui avait commencé à mûrir à la veille de la première guerre mondiale se manifesta avec une grande vigueur au cours des journées de juillet 1914. Lénine compara ces journées à celles de janvier 1905 et attira l'attention sur le développement du mouvement révolutionnaire des masses dirigé par le parti illégal du prolétariat, et sur le développement des mots d'ordre, qui permettait au parti d'unifier son travail d'agitation et de propagande. Ces mots d'ordre de lutte révolutionnaire étaient les suivants : journée de huit

heures, confiscation des terres des gros propriétaires fonciers et république démocratique.

Les plans que nous publions ici montrent que Lénine établissait une liaison indissoluble entre ce puissant essor du mouvement révolutionnaire russe et la situation internationale, et que dans son article « La révolution et la guerre », il se proposait d'exposer les tâches qui incombait au prolétariat de Russie à la suite de cette situation. — P. 341

389. La *Kievskaja Mysl* (La Pensée de Kiev), quotidien de tendance démocratique bourgeoise qui parut à Kiev de 1906 à 1918. Avant 1915, la *Kievskaja Mysl* publia chaque semaine un supplément illustré et, à partir de 1917, elle sortit une édition du matin et une édition du soir. — P. 341

390. A en juger par le signe dont elle est précédée, cette note écrite sur une feuille séparée devait être intercalée dans le corps d'un texte, mais les documents dont dispose l'Institut du marxisme-léninisme ne permettent pas de dire avec exactitude à quel texte elle se rapportait. Selon toute vraisemblance, il s'agit d'une des variantes d'un supplément à un manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. : « La guerre et la social-démocratie de Russie » ou à l'une des résolutions bolcheviques sur la guerre. — P. 343

391. Il s'agit ici du Congrès socialiste international extraordinaire qui eut lieu à Bâle les 24 et 25 novembre 1912. Ce congrès avait été convoqué pour décider des mesures à prendre pour lutter contre les menaces de guerre mondiale impérialiste, menaces qui s'étaient encore plus précisées après le début de la première guerre des Balkans. Le C.C. du P.O.S.D.R. avait envoyé 6 délégués au congrès de Bâle qui, en tout, en rassembla 555. Le jour de l'ouverture, il y eut une grande manifestation et un meeting international contre la guerre.

Le 25 novembre, le Congrès adopta à l'unanimité un manifeste sur la guerre. Il mettait les peuples en garde contre la menace de guerre mondiale, dénonçait les objectifs de pillage de la guerre que les impérialistes étaient en train de préparer, et appelait les ouvriers de tous les pays à lutter résolument pour la paix, « à opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité internationale du prolétariat ». Au cas où néanmoins la guerre impérialiste éclaterait, le manifeste recommandait aux socialistes de tirer parti de la crise politique et économique ouverte par cette guerre pour lutter en faveur de la révolution socialiste.

Bien qu'ils aient voté le manifeste de Bâle, les chefs de la II^e Internationale (Kautsky, Vandervelde, etc.) oublièrent ce manifeste ainsi que toutes les autres décisions des congrès socialistes internationaux sur la lutte contre la guerre et se rangèrent aux côtés de leurs gouvernements impérialistes dès que les hostilités eurent éclaté. — P. 343

392. Lénine commença à rédiger sa brochure *La guerre européenne et le socialisme européen* peu après son arrivée à Berne. A cet effet, il rassembla une énorme documentation, mais la brochure ne fut jamais terminée. Il utilisa une partie des matériaux préparatoires pour ses exposés et articles publiés dans le *Social-Démocrate* et pour sa brochure *Le socialisme et la guerre*. Le texte que nous publions ici est le plan le plus complet que Lénine ait rédigé pour *La guerre européenne et le socialisme européen*. Tous les documents préparatoires concernant cette brochure ont été édités dans le Recueil Lénine XIV (pp. 14-123). — P. 343
393. Allusion à l'intervention prononcée par Victor Adler lors de la session du Bureau Socialiste International, à Bruxelles le 29 juillet 1914. Lénine parle de cette intervention dans son article « Chauvinisme mort et socialisme vivant » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, pp. 90-97). — P. 344
394. Allusion à l'ouvrage de Jaurès *L'organisation socialiste de la France. L'Armée nouvelle* qui parut à Paris en 1911. — P. 344
395. Il s'agit ici de l'article de H. Wendel « Jaurès » qui parut le 21 août 1914 dans le n° 19 de *Die Neue Zeit*. — P. 344
396. Citation tirée de l'article de Kautsky « Die Sozial-demokratie im Krieg » (La Social-Démocratie dans la guerre) qui parut le 2 octobre 1914 dans le n° 1 de *Die Neue Zeit*. On trouve une critique de ce texte dans l'article de Lénine *Chauvinisme mort et socialisme vivant* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, pp. 90-97). — P. 345
397. Allusion à l'article de H. Wendel « L'Europe sous la menace d'incendie » qui parut le 31 juillet 1914 dans le n° 18 de *Die Neue Zeit* (voir les passages de cet article que Lénine recopia et les remarques qu'il fit à leur propos dans le Recueil Lénine XIV, pp. 47-49). — P. 345
398. Allusion à l'article intitulé « Ultimatum », publié le 25 juillet 1914 dans le numéro 200 du *Vorwärts*, et à la note intitulée *Verdächtige Tiranentöter!* (Des assassins de tyrans suspects!), publiée le 31 juillet 1914 dans le supplément au numéro 174 de la *Leipziger Volkszeitung* et à l'article « Der Kampf gegen Zarismus » (La lutte contre le tsarisme) publié le 3 août 1914 dans le numéro 209 du *Vorwärts*. — P. 345
399. Allusion à l'article de R. Fischer « Vandalen » qui parut le 5 septembre 1914 dans le numéro 206 du *Volksrecht*. Des passages de cet article recopiés par Lénine sont publiés dans le Recueil Lénine XIV, p. 61. — P. 345
400. Au début de la guerre, une partie des membres du Comité des organisations du P.O.S.D.R. à l'étranger (ce Comité se trou-

vait à Paris) et une partie des membres de la section bolchevique parisienne (N. Sapojkov (Kouznetsov), A. Britman (Antonov) et autres) rédigèrent avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires une déclaration qu'ils publièrent dans la presse française au nom « des républicains de Russie » et s'engagèrent pour le front. L'*Humanité* publia également une déclaration des volontaires social-démocrates polonais. — P. 345

401. Le 22 septembre 1914, le numéro 9 du *Goloss* publia une déclaration social-chauvine des socialistes polonais signée par Leder, Kohn, Zenenbaum, etc. — P. 345
402. Le *Sovremennoïe Slovo* (La Parole Contemporaine), quotidien, publié à Pétersbourg par les cadets de 1907 à 1918. Lénine fait ici allusion à des passages qu'il avait recopiés d'un article du *Sovremennoïe Slovo* sur « G. Plékhanov et la guerre », publié le 23 août (5 septembre) 1914 dans le n° 2374 du journal (voir Recueil Lénine XIV, page 114). — P. 345
403. Lénine cite ici « La revue de la presse » qui parut le 15 septembre 1914 dans le n° 3 du *Goloss*. Dans cette revue de presse, on pouvait lire un extrait d'un article social-chauvin de H. Ghesquière (« Notre Devoir ») qui avait paru dans le n° 3802 de l'*Humanité*, le 14 septembre 1914. Cet article s'efforçait de justifier la politique social-chauvine dans la guerre impérialiste et la renonciation à la lutte de classe de la direction du Parti socialiste français, et déclarait que les socialistes français rempliraient leur devoir socialiste quand la guerre serait terminée. L'extrait de cet article publié dans la « Revue de presse » était accompagné d'une note de la rédaction indiquant que *Vorwärts* et Plékhanov avaient adopté une position analogue à celle de Ghesquière. — P. 345
404. Allusion à l'article de E. Smirnov (Gourévitch) « La guerre et la démocratie européenne » qui parut le 3 (16) septembre 1914 dans le numéro 202 des *Rousskië Viédomosti* et à la lettre de P. Maslov à la rédaction de ce journal, publiée le 10 (23) septembre 1914, dans le numéro 207 sous le titre « La guerre et les traités de commerce ». — P. 345
405. Il s'agit ici de l'article « Formalistes doctrinaires » qu'Edouard Vaillant écrivit en réponse aux lettres de socialistes qui critiquaient sa position social-chauvine. Cet article parut le 9 octobre 1914 dans le n° 3827 de l'*Humanité*. Lénine en recopia plusieurs passages qui sont publiés dans le Recueil Lénine XIV, p. 97. — P. 346
406. Allusion à l'article de Compère-Morel « Les commissaires à la nation » qui parut le 31 août 1914 dans le numéro 3788 de l'*Humanité* et dont Lénine releva plusieurs passages (voir Recueil Lénine XIV, p. 67). — P. 346

407. Allusion aux articles de Gustave Hervé qui défendaient et justifiaient l'alliance de la France républicaine avec la Russie tsariste. Ces articles proclamaient que la France ne pouvait pas faire la guerre sans l'alliance avec le tsar et prétendaient que, grâce à l'aide de l'Angleterre et de l'Italie démocratiques, le tsarisme s'amendait. — P. 346
408. Avant même que la guerre soit déclarée, Hyndman avait déjà adopté une position qui défendait ouvertement l'impérialisme, et cette position avait été vivement critiquée par la social-démocratie allemande et par son organe *Die Neue Zeit*. — P. 346
409. Allusion à la déclaration social-chauvine du groupe social-démocrate, dont H. Haase donna lecture au Reichstag lors du vote des crédits militaires, le 4 août 1914. — P. 346
410. Il s'agit ici de l'article d'E. Bernstein intitulé « Abrechnung mit Russland » (Les comptes avec la Russie), qui parut le 28 août 1914 dans le numéro 232 du *Vorwärts*. Dans cet article, Bernstein faisait plusieurs citations abusives du texte d'Engels *La Savoie, Nice et le Rhin* (ces citations portaient sur la menace que l'alliance franco-russe faisait peser sur l'Allemagne), et tentait de s'appuyer sur Engels pour justifier la politique opportuniste de la direction de la social-démocratie allemande dans la guerre impérialiste. Voir dans le Recueil Lénine XIV, pp. 41-43, des passages de la brochure d'Engels recopiés par Lénine. — P. 346
411. Allusion à l'article d'Engels « Der Sozialismus in Deutschland » (Le Socialisme en Allemagne) qui parut en 1891-1892 dans le n° 19 (tome 1) de la *Neue Zeit* et que les social-chauvins allemands tentèrent d'utiliser pour justifier leur position opportuniste dans la guerre impérialiste. — P. 346
412. Allusion à la protestation de F. Mehring dénonçant les social-chauvins d'Allemagne qui tentaient d'utiliser certains textes d'Engels pour justifier leur politique opportuniste pendant la guerre impérialiste. — P. 346
413. Le 10 septembre 1914, parut dans le n° 211 du *Hamburger Echo* un article intitulé « Eine notwendige Erklärung » (Une explication nécessaire) qui déformait le texte d'Engels *Le socialisme en Allemagne* pour justifier la position social-chauvine de la direction de la social-démocratie allemande. Voir les passages de cet article qui furent relevés par Lénine dans le Recueil Lénine XIV, p. 67.
- Le 12 septembre 1914, le *Vorwärts* publia dans son n° 249 un article intitulé « Die Auffassung der italienischen Sozialisten » (Le point de vue des socialistes italiens). — P. 346
414. Allusion à l'article du social-chauvin allemand R. Fischer qui parut le 5 septembre 1914 dans le numéro 206 du *Volksrecht*

sous le titre « Vandalen » (Les Vandales) et à la « Lettre d'un socialiste allemand » qui lui répondait. Cette lettre avait probablement été écrite pour le *Berner Tagwacht*. Nous en possédons en effet certains extraits recopiés par Lénine, en marge desquels on trouve la note suivante : « ((pp. 1-7)) à dactylographier pour la rédaction du *Berner Tagwacht* ». (Voir Recueil Lénine XIV, pp. 61-63.) Mais ce n'est pas par ce journal qu'elle fut éditée. Les 13 et 14 septembre 1914, le journal allemand *Grütlianner* en publia plusieurs extraits dans un éditorial intitulé « Die Sozialdemokratie und der Krieg » (La social-démocratie et la guerre) ; cet éditorial parut dans les numéros 213 et 214 du journal. — P. 346

415. Les mots cités ici proviennent d'un article de Bloch « Der Krieg und Sozialdemokratie » (La guerre et la social-démocratie) qui parut dans le numéro 16 de la revue *Sozialistische Monatshefte*. — P. 347

416. Le 25 septembre 1914, le *Goloss* publia dans son n° 12 une « Revue de presse » qui donnait un résumé de la lettre publiée par Karl Liebknecht dans la *Bremer Bürger-Zeitung* à propos du vote des crédits militaires par le groupe parlementaire social-démocrate au Reichstag. — P. 347

417. Il s'agit ici de la protestation des social-démocrates de gauche, qui fut publiée, le 14 septembre 1914, dans le n° 214 de la *Bremer Bürger-Zeitung*, et de l'article sur les « Parteipflichten » (Les devoirs du Parti) qui parut le 19 septembre dans le numéro 220 du *Volksblatt*. Ces articles protestaient contre la politique social-chauvine de la direction de la social-démocratie allemande, indiquaient que l'opinion de la direction n'était pas celle de tous les social-démocrates et soulignaient le désir existant de solidarité internationale.
 La *Bremer Bürger-Zeitung* (Journal Civique de Brême), quotidien social-démocrate qui parut à Berlin de 1890 à 1919. Jusqu'en 1916, la *Bremer Bürger-Zeitung* fut sous l'influence des social-démocrates de gauche de Brême mais, à partir de 1916, il passa aux mains des social-chauvins. — P. 347

418. Allusion à la position du journal social-démocrate allemand *Volksblatt* édité à Halle. Ce journal critiquait la politique social-chauvine de la direction de la social-démocratie allemande et prônait la solidarité internationale. — P. 347

419. Allusion à l'article « Die Zertrümmerte Internationale » (l'Internationale détruite) qui parut le 10 septembre 1914, dans le numéro 211 de la *Bremer Bürger-Zeitung*. Voir les passages de cet article relevés par Lénine dans le Recueil Lénine XIV, p. 83. — P. 347

420. Le *Volksrecht* (Le Droit du peuple), quotidien, organe du Parti social-démocrate de Suisse, paraissant à Zürich depuis 1898. Pendant la première guerre mondiale, ce journal publia plusieurs articles de social-démocrates de gauche, et en particulier certains articles de Lénine : « Douze thèses brèves sur la défense de la patrie par H. Greulich », « Les tâches du P.O.S.D.R. dans la révolution russe », « Les manœuvres des chauvins républicains », etc.

Lénine fait ici allusion à l'article « Zwei Internationalen » (Deux Internationales) qui parut le 11 septembre 1914 dans le numéro 211 du *Volksrecht*. (Voir les passages de cet article relevés par Lénine dans le Recueil Lénine XIV, p. 58.) — P. 347

421. Allusion à l'appel au peuple allemand lancé par les délégations française et belge au Bureau Socialiste International. Cet appel fut publié le 6 septembre 1914, dans le numéro 3794 de l'*Humanité*. Il accusait le gouvernement allemand de poursuivre des objectifs de conquête et les soldats allemands de commettre des atrocités dans les territoires occupés. Le 10 septembre, la Direction du Parti social-démocrate allemand publia dans le numéro 247 du *Vorwärts* une protestation contre cet appel. De ce fait, une polémique s'engagea dans la presse entre les social-chauvins d'Allemagne et de France. Chacune des deux parties s'efforçait de justifier la participation de son propre gouvernement à la guerre et de rejeter les responsabilités sur les gouvernements des autres pays. — P. 347

422. Allusion à la lettre de L. Martov à Gustave Hervé, parue le 25 septembre 1914, dans le numéro 12 du *Goloss*. — P. 347

423. La Direction du Parti social-démocrate allemand avait chargé A. Südekum, l'un des leaders les plus chauvins de ce parti, de se rendre en Italie. Au cours de son voyage, il avait eu un entretien avec les socialistes italiens. *Avanti !* publia un compte rendu de cet entretien, et le texte de ce compte rendu fut repris par divers journaux socialistes. En Russie, il fut publié en 1914 dans les numéros 7, 8 et 9 de la revue menchevique *Nacha Zaria*. — P. 347

424. Allusion à la réunion des social-démocrates de gauche qui eut lieu sur l'initiative de Lénine pendant les travaux du congrès de Copenhague. Dans le plan de sa brochure « La guerre européenne et le socialisme européen », Lénine donne la liste des participants à cette réunion. Cette liste comprend les noms suivants : France : Jules Guesde et Charles Rappoport ; Belgique : De-Brouckere ; Allemagne : Rosa Luxembourg et E. Wurm ; Pologne : I. Marchlewski (Karski) ; Espagne : P. Iglesias ; Autriche : A. Braun ; Russie : Lénine, Plékhanov, etc. (Voir le Recueil Lénine XIV, p. 22.) — P. 347

425. « Résolution danoise. » C'est la résolution « Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne »,

qui fut adoptée, le 6 septembre 1914, par la Conférence bolchevique de Berne et qui reprenait les idées du rapport sur l'attitude envers la guerre présenté par Lénine. Cette résolution entra dans l'histoire sous le nom de « Thèses sur la guerre ». C'est le premier document qui ait défini de façon précise la position du parti bolchevique et de la social-démocratie révolutionnaire internationale envers la guerre impérialiste mondiale.

Les thèses de Lénine furent adoptées après avoir été discutées en détail, en tant que résolution de la conférence. Elles portaient la signature d'un « Groupe de social-démocrates membres du P.O.S.D.R. » et furent distribuées aux autres sections bolcheviques à l'étranger. En raison de la clandestinité, Lénine avait écrit en marge de l'exemplaire recopié par N. Kroupskaïa que ce texte était celui d'un « appel publié au Danemark ». — P. 348

426. Dans une lettre ouverte à ses électeurs, Charles Trevelyan, secrétaire parlementaire du ministère anglais de l'Education nationale, avait déclaré que dans la guerre impérialiste, il mettait les intérêts de sa nation au-dessus de tout, mais que ces intérêts exigeaient précisément que la paix soit rétablie. — P. 348

427. Le 13 septembre 1914 parut dans le numéro 254 de la *Frankfurter Zeitung* un article de F. Oppenheimer intitulé *Neue Rom und neue Karfageno* (La nouvelle Rome et la nouvelle Carthage). Voir les passages de cet article relevés par Lénine dans le Recueil Lénine XIV, p. 85.

Le *Frankfurter Zeitung* (Journal de Francfort), quotidien, organe des gros hommes de bourse allemands publié à Francfort-sur-le-Main de 1856 à 1943. Ce journal a repris sa publication depuis 1949 sous le nom de *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (Journal général de Francfort) et il est l'un des porte-parole des monopoles d'Allemagne occidentale. — P. 348

428. Le *Rousskoïe Znamia* (Le Drapeau Russe), journal Cent-Noirs, organe de l'« Union du peuple russe », parut à Pétersbourg de 1905 à 1917.

Lénine fait ici allusion à l'éditorial qui parut le 30 août 1914 dans le numéro 105 du *Rousskoïe Znamia* et qui citait les proclamations adoptées par le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. — P. 349

429. Allusion à l'article de K. Kautsky « Des perspectives de paix » dont des extraits furent reproduits les 2 et 3 octobre 1914 dans les numéros 18 et 19 du *Goloss*. — P. 349

430. Allusion à l'entrefilet intitulé « W. C. Modell 70 » qui parut le 21 août 1914 dans le numéro 227 du *Vorwärts*. — P. 349

431. Selon toute vraisemblance, Lénine fait allusion aux canons de 42 qui étaient fabriqués par les usines Krupp et qui furent

utilisés pour la première fois pendant la guerre de 1914-1918.
— P. 349

432. La *Kreuz Zeitung* (Journal de la Croix). C'est le nom qui avait été donné à un quotidien allemand extrêmement réactionnaire, la *Neue Preussische Zeitung* (Le Nouveau journal Prussien). Ce quotidien qui portait en en-tête une croix dessinée était l'organe des conservateurs allemands et parut à Berlin de 1848 à 1939. A partir de 1911, il prit le titre de *Neue Preussische (Kreuz) Zeitung* et à partir de 1932 celui de *Kreuz Zeitung*. — P. 349
433. Lénine fait ici allusion à la « Revue de presse » qui parut le 27 septembre 1914 dans le numéro 14 du *Goloss*. Elle expliquait la position des socialistes anglais et donnait des extraits d'articles de Keir Hardie et de MacDonald. Dans une note accompagnant ces extraits, il était dit « que dans les appréciations qu'il a portées sur les conséquences de la guerre, MacDonald a fait preuve d'un pessimisme exagéré ». — P. 349
434. Allusion à l'article intitulé « Silence, ennuques ! » qui parut, le 6 octobre 1914, dans le numéro 21 du *Goloss*. Cet article expliquait que si la social-démocratie allemande lançait « un appel à la Commune révolutionnaire » au moment où l'Allemagne se trouvait menacée par les troupes russes, elle se compromettrait et s'isolerait des larges masses. — P. 350
435. Il s'agit ici de l'« Appel des écrivains, peintres et artistes » qui parut, le 28 septembre (11 octobre) 1914, dans le numéro 223 du *Rousskoïe Slovo*. Cet appel, qui défendait les idées du patriotisme bourgeois et qui s'efforçait de justifier la guerre menée par la Russie tsariste contre l'Allemagne, avait été signé par des académiciens, par des peintres célèbres comme A. Vasnetsov, V. Vasnetsov, K. Korovine, par le sculpteur S. Merkourov, par F. Chaliapine et plusieurs grands acteurs des théâtres de Moscou, par des écrivains comme M. Gorki, A. Sérafimovitch, Skitaletz, etc., par des rédacteurs de revues comme P. Strouvé, N. Mikhaïlov, D. Tikhomirov, etc. — P. 350
436. *Dzvin* (La Cloche), revue mensuelle nationaliste de tendance menchevique ; fut éditée légalement à Kiev en ukrainien de janvier 1913 jusqu'au milieu de l'année 1914 ; il y eut 18 numéros en tout. V. Vinnitchenko, L. Iourkévitch (Rybalka), S. Pétioura, G. Alexinski, P. Axelrod, L. Trotski, etc., collaborèrent à cette revue qui cessa de paraître au début de la première guerre mondiale.
L'article sur l'« Ukraine et la guerre » dont il est question était de V. Léviski. — P. 351
437. *Union pour la libération de l'Ukraine* (« Spilka vizvolennia Ukraïni ») : organisation nationaliste bourgeoise fondée en 1914, au début de la première guerre mondiale, par un groupe de nationalistes ukrainiens. La *Spilka* comptait sur la défaite de la

Russie tsariste et voulait détacher l'Ukraine de la Russie pour créer une monarchie bourgeoise germano-ukrainienne qui aurait été placée sous protectorat allemand.— P. 352

438. Le problème de l'« Organe central et du nouveau journal » fut posé lors de la conférence de Berne des sections du P.O.S.D.R. à l'étranger. Certaines organisations du P.O.S.D.R. qui travaillaient hors de Russie (le groupe de Baugy, la section de Paris) s'efforçaient de créer des journaux locaux séparés de l'Organe central et Lénine estimait que ces tentatives étaient inopportunes. Il pensait, en effet, que par suite des conditions créées par la guerre et de la pauvreté des moyens dont disposaient les bolcheviks, ces derniers devaient renforcer leurs liens et examiner en commun tous les problèmes importants qui se présentaient à eux. En conséquence, il proposa de modifier le point 3 du projet de résolution qui avait été soumis à la conférence et son amendement fut adopté. (Voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du Comité central*, Ire partie, 1954, page 331). — P. 352

439. La Conférence internationale des femmes socialistes eut lieu à Berne, du 26 au 28 mars 1915. Elle avait été convoquée par l'organisation à l'étranger de la revue *Rabotnitsa* (L'ouvrière) avec la participation active de Clara Zetkin qui, à l'époque, était présidente du Bureau international des femmes socialistes. Tout le travail de préparation fut assuré par Inessa Armand, N. Kroupskaïa, etc., sous la direction de Lénine. La conférence rassembla 29 déléguées représentant les organisations féminines d'Angleterre, d'Allemagne, de Hollande, de France, de Pologne, de Russie et de Suisse. La délégation russe comptait 7 membres : 4 représentantes du Comité central du P.O.S.D.R. (I. Armand, N. Kroupskaïa, etc.) et 3 du Comité d'organisation. La majorité des déléguées était sous l'influence des centristes. De ce fait, au lieu de passer à l'examen des tâches socialistes d'ensemble posées par la guerre, la conférence se contenta de discuter le rapport de C. Zetkin « Sur les manifestations internationales des femmes socialistes en faveur de la paix ». La résolution relative à ce point, qui avait été élaborée par C. Zetkin avec la participation des déléguées anglaises et hollandaises, avait un caractère centriste. En conséquence, les déléguées du C.C. du P.O.S.D.R. présentèrent un autre projet, rédigé par Lénine, et qui prônait la lutte révolutionnaire contre la guerre et l'opportunisme international. Inessa Armand défendit ce projet devant la conférence. Cependant, ce fut la résolution de Clara Zetkin qui fut adoptée.

Lénine considérait la conférence comme une tentative visant à rétablir les liaisons internationales et il s'efforça de l'utiliser pour rassembler les éléments internationalistes qui défendaient des positions révolutionnaires. Cependant, ainsi qu'il l'indiqua par la suite, cette conférence, et toutes les autres conférences d'internationalistes qui eurent lieu à cette époque,

en dépit des bonnes intentions dont elles étaient animées, « n'ont pas arrêté une ligne de combat internationaliste », « elles se sont bornées à reprendre d'anciennes résolutions ». « Dans le meilleur des cas, elles n'ont fait que *marquer le pas*. » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, p. 337.)

Les documents de la Conférence internationale des femmes socialistes furent publiés dans un supplément au numéro 42 du *Social-Démocrate* du 1^{er} juin 1915. — P. 353

440. *La première Conférence socialiste internationale* eut lieu à Zimmerwald (Suisse) du 5 au 8 septembre 1915.

38 délégués, représentant 11 pays d'Europe et ayant pour la plupart une position centriste, y participaient. Les questions suivantes y furent discutées : 1) rapports des représentants des divers pays ; 2) déclaration commune des délégués français et allemands ; 3) proposition de la gauche de Zimmerwald relative à l'adoption d'une résolution de principe ; 4) adoption du manifeste ; 5) élections à la Commission Socialiste Internationale (I.S.K.) ; 6) vote d'une motion de sympathie envers les victimes de la guerre et des persécutions.

Lénine participa activement aux travaux de la conférence : il prononça plusieurs discours, correspondit avec les délégués et eut de nombreux entretiens avec eux pendant les interruptions de séances. Avant la réunion de la conférence, il mena un travail de préparation considérable pour unir la gauche contre les social-chauvins et les centristes. La veille de l'ouverture des travaux (entre le 2 et le 4 septembre) eut lieu une réunion des délégués russes et polonais au cours de laquelle furent discutés le « Projet de résolution de la gauche de Zimmerwald », rédigé par Lénine, et le projet proposé par Radek et que Lénine avait déjà critiqué avant la réunion. Au terme de la discussion, la réunion décida de présenter à la conférence le texte de Radek amendé par Lénine. Le projet et le manifeste rédigé par Lénine condamnaient le social-chauvinisme et le centrisme, demandaient que l'on renonce catégoriquement aux mots d'ordre de « défense de la patrie » et de « paix civile » et que l'on se consacre à la propagande des actions révolutionnaires.

La majorité de la conférence repoussa le projet de résolution sur la guerre présenté par la gauche et les tâches de la social-démocratie ainsi que le projet de manifeste. Grâce à sa persévérance, Lénine réussit néanmoins à ce que l'appel de Zimmerwald « Aux prolétaires de l'Europe » reprenne plusieurs thèses fondamentales du marxisme révolutionnaire.

Sur la conférence de Zimmerwald, voir le « Projet de résolution de la gauche de Zimmerwald » rédigé par Lénine, ainsi que les articles : « Un premier pas » et « Les marxistes révolutionnaires à la conférence socialiste internationale (5-8 septembre 1915) » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, pp. 357-360, 397-407 et 404-408).

Les procès-verbaux des conférences de Zimmerwald et de Kienthal d'où sont tirées les interventions de Lénine que nous

publions ici, ont été remis à l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. en 1964 par l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Quelques petites notes de Lénine n'ont pas été reproduites dans ce tome. — P. 356

441. Ce document énumère les thèses du rapport sur le caractère de la première guerre mondiale et la tactique des internationalistes révolutionnaires que Lénine présenta le 4 septembre 1915, la veille de l'ouverture de la Conférence de Zimmerwald, lors de la réunion privée des social-démocrates de gauche délégués à Zimmerwald. C'est au cours de cette réunion à laquelle participaient un certain nombre de délégués qui ne faisaient pas partie de la gauche, que furent mis au point les projets de manifeste et de résolution présentés par la gauche à la conférence. — P. 358
442. Lénine fait ici allusion à la conférence préliminaire (Vorkonferenz) qui eut lieu le 11 juillet 1915 à Berne et qui discuta du problème de la convocation de la conférence socialiste internationale. Cette conférence, dont les socialistes italiens et suisses avaient pris l'initiative et à laquelle participaient des représentants du C.C. du P.O.S.D.R., de la Direction territoriale de la Social-démocratie polonaise, de la « gauche » du P.P.S. et du Comité d'organisation menchevique, fut dominée par les centristes. Elle discuta essentiellement de la composition de la toute prochaine première Conférence socialiste internationale. Au cours des débats, la majorité kautskiste s'efforça d'attirer à la conférence les centristes et leur leader Kautsky et même des personnalités ouvertement social-chauvines comme Troelstra et Branting. Le délégué du C.C. du P.O.S.D.R. proposa d'inviter à la prochaine conférence préliminaire les représentants des fractions du mouvement ouvrier international qui étaient véritablement de gauche et qui, à cette époque, s'étaient déjà détachés des partis officiels dans la majorité des pays (gauche hollandaise, parti « étroit » (tesniaki) de Bulgarie, opposition de gauche des social-démocrates suédoise et norvégienne, groupe de la gauche allemande, « Socialistes internationaux d'Allemagne », social-démocrates polonais (opposition) et lettons), mais la majorité kautskiste repoussa cette proposition. La réunion décida de convoquer une seconde conférence préliminaire qui devait résoudre définitivement le problème de la conférence. Malgré cette décision, cette seconde conférence n'eut pas lieu et on convoqua immédiatement la Conférence de Zimmerwald. — P. 359
443. Lors de la discussion du projet de manifeste et de résolution sur la guerre et les tâches de la social-démocratie, qui furent présentés par K. Radek au nom de la gauche de Zimmerwald, une bataille extrêmement vive s'engagea entre les internationalistes révolutionnaires dirigés par Lénine et la majorité kautskiste dirigée par le social-démocrate allemand Ledebour. Dans les

interventions qu'ils prononcèrent pour combattre les projets de manifeste et de résolution proposés par la gauche, Ledebour et le social-démocrate suisse Grimm déclarèrent qu'en appelant de façon concrète à des actions révolutionnaires, les projets des gauches révélaient à l'ennemi les entreprises tactiques de la social-démocratie révolutionnaire. Ils déclarèrent également qu'ils craignaient que les militants des pays belligérants qui signeraient et diffuseraient ces documents soient victimes de la répression. — P. 361

444. Tout porte à croire que Lénine veut parler du *Manifeste du Parti communiste*. — P. 361
445. *Les marxistes de la Tribune ou tribunistes* étaient les membres du Parti social-démocrate hollandais qui avait pour organe le journal *De Tribune*. Les leaders de ce courant étaient D. Wijnkoop, G. Gorter, A. Pannekoek, H. Roland-Holst. Les tribunistes ne constituaient pas un parti révolutionnaire conséquent, mais formaient l'aile gauche du mouvement ouvrier hollandais. Pendant la guerre de 1914-1918, ils défendirent, pour l'essentiel, des positions internationalistes. En 1918, ils formèrent le Parti communiste de Hollande. — P. 362
446. Lénine fait ici allusion à la lettre que Karl Liebknecht envoya à la Conférence socialiste internationale de Zimmerwald, le 2 septembre 1915. Liebknecht était mobilisé depuis le début de l'année et de ce fait, il n'avait pu participer à la conférence. Dans sa lettre, il prenait position contre la « paix civile », appelait à la guerre civile contre la bourgeoisie, à la solidarité internationale des socialistes de tous les pays belligérants, à la lutte contre la guerre impérialiste et à la rupture avec les social-chauvins. — P. 362
447. Dans son intervention, le délégué socialiste italien D. Serrati déclarait que la résolution de la gauche sur la guerre et les tâches de la social-démocratie venait soit trop tôt, soit trop tard, puisque la guerre avait commencé et qu'il avait été impossible de l'éviter. — P. 362
448. Cet additif ne fut pas inclus dans le texte définitif de la déclaration adoptée par la gauche de Zimmerwald pour expliquer son vote en faveur du manifeste officiel. — P. 363
449. Ce texte constitue vraisemblablement le début d'un article inachevé. — P. 364
450. Lénine présenta son exposé *Les Deux Internationales* le 4 (17) février 1916 à Zurich, et il le reprit sous un titre un peu différent (*Les deux courants du mouvement ouvrier international*) entre le 19 et le 21 mai (1er-3 juin) à Lausanne et le 20 mai (2 juin) à Genève.

Le manuscrit du plan qui est conservé dans les archives de l'Institut du marxisme-léninisme près le Comité central du P.C.U.S. donne une idée du travail préparatoire effectué par Lénine pour ses exposés de Lausanne et de Genève. Il montre que Lénine compléta son plan primitif et en modifia l'ordonnance après avoir biffé un certain nombre de points, en fonction des données nouvelles qui avaient été apportées par la conférence de Kienthal. Il est fait mention de toutes ces modifications du plan primitif dans des notes infrapaginales. — P. 367

451. Lénine fait ici allusion à l'article de H. Roland-Holst qui parut le 22 janvier 1916 dans le numéro 18 du *Beilage zur « Berner Tagwacht »* (Supplément à la Sentinelle de Berne) et qui traitait du discours prononcé par Camille Huysmans, secrétaire du Bureau Socialiste International, lors du congrès extraordinaire du Parti social-démocrate de Hollande (les 8 et 9 janvier). Le 2 février, Huysmans prit une nouvelle fois la parole à Rotterdam et, dans une réponse à cette intervention, l'internationaliste de gauche D. Wijnkoop déclara que Huysmans avait voté les crédits militaires et que, de ce fait, les socialistes ne pouvaient plus le considérer comme le secrétaire du Bureau Socialiste International. « Nous fonderons une autre Internationale », ajouta Wijnkoop en conclusion.

Les archives de l'Institut du marxisme-léninisme possèdent un extrait de l'article de H. Roland-Holst annoté par Lénine. Celui-ci releva également dans l'*Humanité* du 9 février 1916 une information relative au discours prononcé par Huysmans à Rotterdam. Ces deux documents ont été publiés en 1931 dans le Recueil Lénine XVII.

Le *Berner Tagwacht* (La Sentinelle de Berne), organe du Parti social-démocrate de Suisse, paraît à Berne depuis 1893. De 1909 à 1918, ce journal fut rédigé par Grimm. Au début de la première guerre mondiale, il publia plusieurs articles de K. Liebknecht, F. Mehring et autres social-démocrates de gauche, mais à partir de 1917, il soutint ouvertement les social-chauvins. A l'heure actuelle, le *Berner Tagwacht* défend sur tous les problèmes fondamentaux de la politique intérieure et extérieure des positions analogues à celles des journaux bourgeois. — P. 366

452. Allusion à l'article rédactionnel qui parut le 12 février 1916 dans le numéro 43 d'*Avanti !* Lénine releva et annota plusieurs passages de cet article intitulé « *Intorno all'organizzazione socialista internazionale* » (Autour de l'organisation de l'Internationale socialiste). Ces notes sont conservées dans les archives centrales du Parti de l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S.

Avanti !, quotidien, organe central du Parti socialiste italien, fondé en décembre 1896 à Rome. Pendant la première guerre mondiale, le journal défendit une position internationaliste

inconséquente mais refusa de rompre avec les réformistes. En 1926, il fut interdit par le gouvernement fasciste de Mussolini, mais continua à paraître irrégulièrement à l'étranger. *Avanti!* reprit sa publication en Italie en 1943. — P. 366

453. Tout porte à penser qu'il s'agit ici des articles du correspondant à Paris du *Labour Leader* qui parurent le 30 décembre 1915, le 13 et le 27 janvier 1916 dans les numéros 52, 2 et 4 de ce journal et qui étaient consacrés au Congrès du Parti socialiste français (25-29 décembre 1915).

The Labour Leader, hebdomadaire qui paraît en Angleterre depuis 1891. En 1893 devint l'organe du Parti ouvrier indépendant travailliste (Independent Labour Party). En 1922, il prit le titre de *New Leader* et en 1946 celui de *Socialiste Leader*. — P. 367

454. Le *Labour Party* (Parti travailliste) fut créé en Angleterre en 1900. Il portait alors le nom de *Comité pour la représentation ouvrière*, association qui groupait les trade unions, les organisations et les groupes socialistes et qui avait pour objectif de faire élire des députés ouvriers au Parlement. En 1906, le Comité prit le nom de *Labour Party*. Les membres des trade-unions en sont automatiquement membres à condition qu'ils payent leurs cotisations. Le *Labour Party* est dirigé par un comité exécutif qui constitue avec le Conseil central des Trade-Unions et le Comité exécutif du mouvement coopératif un « Conseil national du travail ». Le Parti coopératif adhère en qualité de membre collectif au *Labour Party* auquel le Parti travailliste indépendant est étroitement lié. De par sa composition, le *Labour Party* était à l'origine un parti ouvrier (par la suite, il groupa un nombre de plus en plus important d'éléments petits-bourgeois) mais, par son idéologie et sa tactique, il a toujours été une organisation opportuniste. Pendant la première guerre mondiale, ses dirigeants défendirent les positions social-chauvines.

Quand ils accédèrent au pouvoir, ce qui leur arriva plusieurs fois (en 1924, 1929, 1945 et 1950), les travaillistes firent la politique de l'impérialisme anglais. La politique réactionnaire de la direction travailliste provoqua le mécontentement des travailleurs anglais et entraîna la formation au sein du parti d'un courant de gauche opposé à cette politique officielle. — P. 366

455. *Forward* (En Avant), journal qui paraît à Glasgow depuis 1906, et qui, au cours de la première guerre mondiale, soutint la politique de l'Independent Labour Party (Parti travailliste indépendant). En 1915, le journal fut interdit pour avoir relaté les « événements de la Noël » 1915 à Glasgow, au cours desquels les ouvriers de la Clyde conspuèrent Lloyd Georges (il était à l'époque ministre de l'approvisionnement militaire) qui était venu à Glasgow (alors le centre d'un mouvement des syn-

dics d'usines) et organisèrent au centre de la ville une puissante manifestation contre la guerre et le gouvernement.

Les ouvriers menacèrent de se mettre en grève si l'interdiction de *Forward* n'était pas levée et ils réussirent à faire annuler cette décision. — P. 367

456. *Merthyr*, circonscription du sud du Pays de Galles. Selon toute probabilité, Lénine fait ici allusion aux élections partielles qui eurent lieu à cette époque dans cette circonscription et au cours desquelles le représentant du Parti socialiste britannique fit campagne, avec les suffrages des libéraux et des conservateurs, contre le candidat du Parti travailliste indépendant. Le 18 novembre 1915, le *Labour Leader* publia dans son numéro 46 un article sur la bataille électorale dans la circonscription de Merthyr. — P. 367

457. Selon toute probabilité, il s'agit ici du journal *The Socialist*, organe officiel du Parti socialiste ouvrier de Grande-Bretagne. Ce journal parut à Glasgow en 1904, en 1909-1910, en 1916 et de 1918 à 1923. — P. 367

458. *Naché Slovo* (Notre Parole), journal menchevique trotskiste, parut à Paris de janvier 1915 à septembre 1916 et remplaça le *Goloss*. — P. 367

459. Tout porte à croire que Lénine fait ici allusion à l'appel « Die Internationalen in Oesterreich an die Internationalen aller Länder » (Des internationalistes d'Autriche aux internationalistes de tous les pays) qui parut les 3 et 4 décembre 1915 dans les numéros 283 et 284 du *Beilage zur « Berner Tagwacht »*. (Supplément de la « Sentinelle de Berne ».) — P. 369

460. Lénine fait ici allusion à plusieurs articles d'Eugène Debs : « When I shall Fight » (Quand je me battrai), « Preparedness » I favor » (Une préparation qui a ma faveur), « The Only war I will Fight in » (La seule bataille à laquelle je participerai), « Never be a soldier » (Jamais être soldat). Ces articles parurent le 25 août, le 11 septembre, le 11 et le 25 décembre 1915 dans les numéros 1032, 1045 et 1047 du journal *Appeal to Reason* (Appel à la Raison).

Les archives de l'Institut du marxisme-léninisme possèdent plusieurs coupures de ce journal annotées par Lénine. — P. 369

461. *Naché Diélo* (Notre Cause), organe mensuel des mencheviks liquidateurs, commença à paraître en janvier 1915 à la place de *Nacha Zaria* (Notre Aube) qui avait été interdite en octobre 1914. *Naché Diélo* fut le principal organe social-chauvin paraissant en Russie. Il comptait parmi ses collaborateurs E. Maïevski, P. Maslov, A. Potressov, N. Tchérévanine, etc. Il eut 6 numéros. — P. 368

462. *Nach Goloss* (Notre Voix), journal menchevique légal qui parut à Samara en 1915-1916 et qui défendait une position social-chauvine. — P. 368
463. Le *Rabotchëï Outro* (Le Matin Ouvrier), journal menchevique légal qui parut à Petrograd d'octobre à décembre 1915. Ce journal prenait la succession de l'*Outro* (Le Matin) qui parut en août 1915 et dissimulait son social-chauvinisme et son jusqu'aboutisme derrière une phraséologie internationaliste. — P. 368
464. *Parti ouvrier de Khvostov*. Khvostov était un chef de gendarmerie et ministre de l'Intérieur en 1915-1916. Dans le manuscrit, Lénine a ajouté le qualificatif de « stolypinien » au-dessus du nom de Khvostov. — P. 369
465. « *Europa und die Revolution* » (L'Europe et la révolution), titre d'une note de la rédaction qui fut publiée le 11 février 1916 dans le numéro 35 du *Volksrecht* et qui était consacrée à un article paru dans le *Vaterland* (La Patrie), journal chauvin de Lucerne. L'auteur de cet article, signé I.S., déclarait que la poursuite de la guerre pouvait provoquer une révolution plus dangereuse « pour le trône et l'autel » que la guerre elle-même. Un passage de la note du *Volksrecht* relevé et annoté par Lénine est conservé dans les archives de l'Institut du marxisme-léninisme. — P. 369
466. Alors que le 20 mars 1915, seuls K. Liebknecht et O. Rühle avaient voté contre les crédits militaires, 20 députés social-démocrates allemands s'y opposèrent lors du scrutin du 21 décembre de la même année. Cette opposition de 20 députés témoignait de la pression grandissante exercée par les masses sur la direction du Parti social-démocrate allemand et sur son groupe parlementaire. Cependant, la majorité du Comité central (Vorstand) et du groupe parlementaire condamna les 20 députés pour violation de la discipline du parti.
- Quand il parle de l'inconséquence des vingt, Lénine fait allusion à la déclaration faite en leur nom par F. Geyer. Cette déclaration ne parlait, en effet, ni du caractère impérialiste de la guerre, ni de l'internationalisme prolétarien. D'autre part, elle laissait entendre que les plans de conquête du gouvernement allemand n'avaient pris corps qu'au cours de la dernière période. — P. 370
467. *Les Lichtstrahlen* (Rayons de lumière), revue mensuelle, organe du groupe des social-démocrates allemands de gauche (les « socialistes internationaux d'Allemagne »). Cette revue qui était dirigée par Borchardt parut irrégulièrement à Berlin de 1913 à 1921. Elle compta parmi ses collaborateurs, A. Pannekoek, A. Balabanova, etc. — P. 370

468. Le 12 janvier 1916, O. Rühle fit paraître dans le numéro 11 du *Vorwärts* une déclaration « Zur Parteispaltung » (Sur la scission du parti) dans laquelle il proclamait que la scission du parti social-démocrate allemand était inévitable. Le texte de Rühle était accompagné d'une mise au point dans laquelle la rédaction du *Vorwärts* indiquait que bien qu'elle ait publié ce texte intégralement, elle considérait que les questions litigieuses qu'il soulevait étaient sans objet et qu'en tout état de cause, il était prématuré de les poser. — P. 370
469. Allusion à la manifestation du 1^{er} mai suivie d'une grève des jeunes ouvriers qui eut lieu à Brunswick au début du mois de mai 1916. La grève de Brunswick éclata en signe de protestation contre la disposition gouvernementale qui obligeait les jeunes ouvriers à donner une part de leur salaire à l'emprunt de guerre. Plus de 1 500 personnes participèrent à cette grève et à la manifestation. Grâce à la lutte opiniâtre des ouvriers, le gouvernement fut contraint de faire machine arrière et, le 5 mai 1916, il annula ses dispositions relatives à l'emprunt. — P. 371
470. Allusion à l'éditorial d'E. Vaillant intitulé « Formalistes doctrinaires » qui parut le 9 octobre 1914, dans le numéro 3827 de l'*Humanité*. Dans cet éditorial, Vaillant, qui, dès le début de la guerre, était passé sur les positions du social-chauvinisme, avait dû reconnaître qu'il recevait un grand nombre de lettres de socialistes français protestant contre la politique de la direction du Parti socialiste. Voir dans le Recueil Lénine XIV, p. 97, les extraits de l'article de Vaillant relevés par Lénine. — P. 370
471. Lénine fait ici allusion à l'appel « Aux femmes du prolétariat ! ». Publié par Louise Saumoneau au nom du Comité d'action des femmes socialistes françaises, il appelait à la lutte pour la paix et contre le chauvinisme. Les archives de l'Institut du marxisme-léninisme possèdent un exemplaire du texte de Louise Saumoneau annoté par Lénine. — P. 371
472. *The New Statesman* (Le Nouvel Homme d'Etat), revue hebdomadaire, organe de la Fabian Society, fondée à Londres en 1913. Depuis 1931, cette revue s'appelle *The New Statesman and Nation* (Le Nouvel homme d'Etat et la Nation). A l'heure actuelle, elle sert de porte-parole à l'aile gauche du Parti travailliste. — P. 370
473. Tout porte à croire que Lénine fait ici allusion au ralliement du Comité exécutif du Parti socialiste britannique au manifeste de Zimmerwald. A la fin de l'année 1915, le Comité exécutif avait décidé de consulter les organisations de base du parti sur l'adhésion à Zimmerwald, et ces organisations se prononcèrent à une majorité écrasante en faveur de l'adhésion. Le *Bul-*

letin de la I.S.K. publia un compte rendu de cette consultation dans son numéro 3 daté du 29 février 1916. — P. 370

474. Lors de la conférence annuelle du Parti socialiste britannique qui eut lieu à Salford les 23 et 24 février 1916, la rupture de ce parti avec les social-chauvins fut consommée. En conséquence, Hyndman et ses amis quittèrent la conférence qui adopta toute une série de résolutions antimilitaristes de caractère démocratique ainsi qu'une résolution particulière appelant le parti à utiliser toute son influence pour mettre fin à la guerre. Une autre résolution proclamant que la guerre de classe était la seule guerre admise par les socialistes fut également votée à une majorité écrasante. Après son départ de Salford, Hyndman créa au début du mois de juin 1916 le « Parti socialiste national » qui en 1918 prit le nom de Fédération social-démocrate. — P. 371
475. Lénine fait ici allusion au discours prononcé par Treves à la Chambre des députés italienne, le 2 décembre 1915. Un compte rendu de ce discours fut publié le 3 décembre dans le numéro 335 d'*Avanti* ! — P. 370
476. Les « *Tesniaki* » (le parti étroit), courant révolutionnaire du Parti social-démocrate de Bulgarie. En 1903, les « *tesniaki* » formèrent leur propre Parti ouvrier social-démocrate autonome. Ce courant avait été créé et était dirigé par D. Blagoev, et par la suite il eut pour dirigeants des disciples de Blagoev, comme G. Dimitrov, V. Kolarov, etc. En 1914-1918, les « *tesniaki* » luttèrent contre la guerre impérialiste. En 1919, ils entrèrent à l'Internationale communiste et constituèrent le Parti communiste de Bulgarie. — P. 372
477. *Tribune, De Tribune* (La Tribune), journal fondé en 1907 par l'aile gauche du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande. En 1909, la gauche ayant été exclue du parti hollandais, elle créa le Parti social-démocrate de Hollande dont *De Tribune* devint l'organe. Depuis 1918, organe du Parti communiste de Hollande. Il parut sous ce nom jusqu'en 1937. — P. 372
478. Selon toute probabilité, Lénine fait allusion aux notes de Pernerstorfer intitulées « *Russland und wir* » (La Russie et nous) et « *Nochmals Russland und wir* » (Encore une fois la Russie et nous). Ces notes parurent le 24 décembre 1915 et le 11 février 1916 dans les numéros 13 et 20 de la revue *Die Neue Zeit*. — P. 372
479. Allusion à l'article « *Die Stellung des Sozialdemokraten Australiens Zum Krieg* » (L'Attitude des social-démocrates australiens envers la guerre). Cet article signé J. K. parut les 8 et 10 février 1916 dans les numéros 32 et 34 du *Beilage zur « Berner Tagwacht »* (Supplément à la *Sentinelle de Berne*). — P. 372

480. *I.K., Internationale Korrespondenz*, revue hebdomadaire des social-chauvins allemands qui était consacrée aux problèmes de politique internationale et au mouvement ouvrier. Parut à Berlin de septembre 1914 au 1er octobre 1918. Selon toute probabilité, Lénine fait ici allusion à l'article intitulé « Hughes und die australischen Gewerksschaften » (Hughes et les syndicats australiens) qui parut le 23 mai 1916, dans le numéro 15 de la revue. Les archives centrales de l'Institut du marxisme-léninisme possèdent un exemplaire de cet article annoté par Lénine. — P. 372

481. *Appeal to Reason* (Appel à la raison), journal socialiste américain, fondé en 1895 dans la ville de Girard (Etat du Kansas). Ce journal qui n'avait pas de liaison officielle avec le Parti socialiste des Etats-Unis diffusait des idées socialistes et jouissait d'une grande popularité parmi les ouvriers. Le socialiste américain Eugène Debs collabora à l'*Appeal to Reason*. — P. 374

482. Le *Communiste* fut mis sur pied par Lénine et publié par le comité de rédaction du *Social-Démocrate*, avec la participation de G. Piatakoff et de E. Boch qui assuraient son financement. N. Boukharine participait également à la rédaction. Le *Communiste* n'eut qu'un seul numéro (double) dans lequel on trouvait plusieurs articles de Lénine : « La voix d'un socialiste français honnête », « La faillite de la II^e Internationale », « Impérialisme et socialisme en Italie ».

C'est au printemps 1915 que Lénine élaborait le plan de la nouvelle revue et que le comité de rédaction fut nommé sous sa direction. L'intention de Lénine était de faire du *Communiste* l'organe international des social-démocrates de gauche. Cependant, de sérieuses divergences ne tardèrent pas à se manifester entre Boukharine, Piatakoff et Boch et le reste du comité de rédaction. Ces divergences s'aggravèrent après la parution du numéro 1-2. Le groupe Boukharine-Piatakoff-Boch avait une position erronée sur toute une série de questions de principe de la tactique et du programme du parti (droit des nations à disposer d'elles-mêmes, rôle des revendications démocratiques et du programme-minimum, etc.), il voulait utiliser la revue pour ses objectifs fractionnels. Au sein du comité de rédaction, Lénine lutta activement contre ce groupe : il dénonça ses positions antibolcheviques et son activité fractionnelle et critiqua impitoyablement la position conciliatrice que G. Zinoviev et A. Chliapnikov avaient adoptée à son égard.

En raison de l'attitude antiparti du groupe, le comité de rédaction du *Social-Démocrate* déclara, sur proposition de Lénine, qu'il ne lui était plus possible de continuer à faire paraître le *Communiste*. Après avoir été mis au courant des divergences existant au sein de la rédaction de cette revue, le Bureau du C.C. fonctionnant en Russie exprima son plein accord avec le

comité de rédaction du *Social-Démocrate* et émit le souhait que « toutes les publications du C.C. aient une orientation ferme et intransigeante, qui corresponde entièrement à la ligne suivie par le Comité central depuis le début de la guerre ». — P. 375

483. Ce post-scriptum au « Projet d'arrêté du C.C. du P.O.S.D.R. sur la cessation de la parution du *Communiste* » était adressé à G. Zinoviev. — P. 376

484. *Le Recueil du « Social-Démocrate »*, édité par la rédaction du *Social-Démocrate*, avait été fondé par Lénine. Il eut deux numéros. Le premier parut en octobre 1916 et le second en décembre de la même année. Un troisième numéro, qui devait comprendre l'article de Lénine « Une caricature du marxisme et à propos de l'« économisme impérialiste », avait été préparé, mais pour des raisons financières, il ne fut pas publié. — P. 377

485. Quand ils avaient émigré de Russie, Piatakoff et Boch étaient passés par le Japon avant de gagner la Suisse. De ce fait, ils avaient reçu le surnom de *Japonais*. — P. 377

486. *La Deuxième conférence socialiste internationale* eut lieu à Kienthal (Suisse) du 24 au 30 avril 1916.

Cette conférence à laquelle participèrent 43 délégués venus de 10 pays discuta des problèmes suivants : 1) la lutte pour en finir avec la guerre ; 2) le prolétariat et les problèmes de la paix ; 3) l'agitation et la propagande ; 4) l'activité parlementaire ; 5) la lutte de masse ; 6) la convocation du Bureau Socialiste International.

Grâce au travail que Lénine et les bolcheviks avaient effectué avant l'ouverture de la conférence, la gauche eut davantage de poids à Kienthal qu'elle n'en avait eu à Zimmerwald. La gauche de Zimmerwald élaborait et présentait à la conférence un projet de résolution sur la paix qui reprenait les thèses fondamentales de Lénine. Bien que la conférence de Kienthal ait refusé d'adopter les mots d'ordre bolcheviques qui prônaient la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, la défaite de « son propre » gouvernement impérialiste et la création d'une IIIe Internationale, la conférence aida néanmoins les éléments internationalistes à se dégager et à s'unir. Selon l'appréciation de Lénine, elle constituait un pas en avant.

Voir dans les Œuvres de Lénine « Projet de résolution sur la convocation de la Deuxième conférence socialiste », « Pour la conférence du 24 avril 1916. « Proposition de la délégation » et « La proposition du Comité central du P.O.S.D.R. à la Deuxième conférence socialiste ». (Œuvres, Paris-Moscou, t. 22, pp. 129, 130, 183-194.) — P. 378

487. *La Commission socialiste internationale (I.S.K.)* de Berne était l'organe exécutif de l'union de Zimmerwald, institué lors de

la Première conférence socialiste internationale de Zimmerwald (5-8 septembre 1915). Cette commission comprenait les centristes R. Grimm, O. Morgari, Ch. Naine et A. Balabanova qui assurait les fonctions d'interprète. Dans le compte rendu officiel de la conférence, qu'elle publia le 21 septembre 1915, dans le numéro I de son *Bulletin*, la Commission déclarait : « Ce secrétariat ne doit en aucun cas remplacer le Bureau Socialiste International qui existe présentement, il doit être dissous dès que ce Bureau sera à nouveau en mesure de jouer le rôle qui lui est imparti ». Les archives centrales de l'Institut du marxisme-léninisme possèdent un exemplaire du compte rendu, dans lequel le passage que nous citons ici a été souligné par Lénine qui ajouta en marge la note suivante : « Kein Beschluss darüber » (« Il n'y a pas eu de décision à ce sujet »). Lénine voulait dire par là que cette décision avait été prise non par l'union de Zimmerwald mais après la conférence. — P. 378

488. *La Conférence des socialistes des pays de la « Triple Entente »* eut lieu à Londres, le 14 février 1915, avec la participation des groupes social-chauvins et pacifistes d'Angleterre, de France, de Belgique et de Russie : Parti travailliste indépendant, Parti socialiste de Grande-Bretagne, Parti travailliste, Société fabienne, Parti socialiste français, C.G.T., Parti socialiste belge, socialistes-révolutionnaires et mencheviks. Son ordre du jour comprenait les questions suivantes : 1) les droits des nations ; 2) les colonies ; 3) les garanties de la paix future.

Bien que les bolcheviks n'aient pas été invités à la Conférence de Londres, Litvinov fut chargé par Lénine de s'y rendre pour donner lecture d'une déclaration du Comité central du P.O.S.D.R. Elle demandait, sur les instructions de Lénine, que les socialistes quittent les gouvernements bourgeois, qu'ils rompent entièrement et qu'ils renoncent à toute collaboration avec les gouvernements impérialistes, qu'ils luttent résolument contre ceux-ci et qu'ils condamnent le vote des crédits militaires. Litvinov fut interrompu dès le début de son intervention, et finalement, on lui retira la parole. En conséquence, il quitta la conférence, après avoir remis le texte de sa déclaration au présidium. Voir à ce sujet les articles de Lénine « Sur la Conférence de Londres » et « A propos de la Conférence de Londres » (*Œuvres*, Paris-Moscou, t. 21, pp. 129-131, 178-180). — P. 380

489. Allusion à la conférence des socialistes d'Allemagne et d'Autriche qui eut lieu à Vienne en avril 1915, en réponse à la conférence des socialistes des pays de la « Triple Entente » qui s'était tenue à Londres en février de la même année. La conférence de Vienne adopta une résolution qui approuvait le mot d'ordre social-chauvin de « défense de la patrie » pendant la guerre impérialiste. — P. 380

490. *Les possibilistes*, courant réformiste petit-bourgeois dans le mouvement socialiste français. Les possibilistes tenaient leur nom

du fait qu'ils proposaient que les luttes ouvrières ne sortent pas des limites du « possible ». — P. 381

491. *La circulaire de la Commission socialiste internationale « A tous les partis et groupes adhérents »* fut adoptée à l'unanimité lors de la session de la I.S.K. élargie, qui eut lieu à Berne du 5 au 9 février 1916. Au cours de cette session, la délégation du C.C. du P.O.S.D.R. dirigée par Lénine déclara que si la circulaire constituait un pas en avant par rapport aux décisions de la Première conférence socialiste internationale de Zimmerwald, elle ne la considérait pas satisfaisante sur tous ses rapports. La circulaire fut publiée le 29 février 1916 dans le n° 3 du *Bulletin* de la I.S.K. et le 25 mars 1916 dans le n° 52 du *Social-Démocrate*. — P. 385
492. Les 27 et 28 avril 1916, une très vive polémique se déroula à la Conférence de Kienthal à propos de la convocation du Bureau Socialiste International. Les kautskistes avaient déposé plusieurs projets de résolution dont le thème commun était qu'il fallait convoquer le B.S.I. ; les partisans de la gauche de Zimmerwald, dirigés par Lénine, s'élevèrent contre ces projets. Sous la pression de la gauche, les délégués de droite furent contraints de soutenir un projet de résolution de compromis qui avait été élaboré en commission. Cette résolution critiquait très vivement le B.S.I., exigeait la destitution de son Comité exécutif et l'exclusion du parti des ministres socialistes. Cependant, loin de demander une rupture immédiate avec le B.S.I. et la création d'une nouvelle Internationale, elle offrait au contraire aux sections nationales adhérent à l'union de Zimmerwald le droit d'agir en faveur de la convocation du B.S.I. — P. 390
493. Lénine fait ici allusion à la Conférence commune des socialistes italiens et suisses qui eut lieu à Lugano (Suisse) le 27 septembre 1914. La conférence de Lugano est la première conférence socialiste qui se soit réunie après le déclenchement des hostilités. Elle constituait une tentative pour renouer les liaisons internationales. — P. 390
494. Dans son intervention, Martov proposait de transmettre les projets de résolution sur la convocation du Bureau Socialiste International à une commission qui serait chargée d'élaborer une résolution de compromis. — P. 391
495. *La Déclaration des social-démocrates polonais à la Conférence socialiste internationale de Zimmerwald* (1915) élevait une protestation contre la politique d'oppression de l'autocratie tsariste et des gouvernements allemand et autrichien qui « privaient le peuple polonais de la possibilité de décider lui-même de son propre destin, considérant les provinces polonaises comme un gage à utiliser pour les futures opérations de marchandage... » « Tout cela, ajoutait la Déclaration, est une manifestation particulièrement grossière de la vraie politique des gouvernements

capitalistes qui, dans le moment même où ils envoient les masses populaires à la boucherie, décident arbitrairement du sort des peuples pour plusieurs générations. » En conclusion, la social-démocratie polonaise proclamait que seule la participation à la lutte imminente du prolétariat révolutionnaire international pour le socialisme, « lutte qui brisera les chaînes de l'oppression nationale et détruira toutes les formes de la domination étrangère, permettra au peuple polonais de se développer sur tous les plans, en qualité de membre à part entière de l'union des peuples ».

Le document que nous publions ici fut rédigé par Lénine sur une feuille à part et constituait vraisemblablement une variante de son article « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 22, pp. 375-377). — P. 391

496. Lénine rédigea ce « Plan d'un article » *Sur la question du rôle de l'Etat* » après le 18 novembre (1^{er} décembre) 1916, à un moment où il travaillait sur des documents concernant le marxisme et l'Etat. Ce plan fut inclus dans son cahier « Le marxisme et l'Etat ». La note de Lénine « l'Internationale de la jeunesse », publiée en décembre 1916, nous apprend qu'à cette époque il projetait d'écrire un ouvrage consacré à l'Etat. Dans le texte où il analysait et critiquait l'article de Boukharine « L'Etat impérialiste de brigandage », il écrivait : « Nous comptons revenir sur cette question extrêmement importante dans un article spécial » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, p. 183). Si l'on compare le plan d'article que nous publions ici aux articles de Boukharine « La théorie de l'Etat impérialiste » et « L'Etat impérialiste de brigandage », il ressort que dans ce plan, Lénine vise les thèses antimarxistes, semi-anarchistes de Boukharine sur l'Etat.

Dans une lettre à A. Kollontaï datée du 4 (17) février 1917, Lénine écrivait : « Je prépare un article sur le marxisme et l'Etat (j'ai presque assemblé la documentation) » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 35, p. 289). Cet article était destiné au numéro 4 du *Recueil du « Social-Démocrate »* mais il ne fut probablement pas rédigé. La documentation que Lénine avait recueillie constitue le cahier *Le marxisme et l'Etat* (voir Œuvres, 5^e édition russe, t. 33, pp. 123-307) et fut utilisée pour la rédaction de « L'Etat et la révolution » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 25, pp. 413-532). — P. 392

497. Voir K. Marx : « Notes critiques sur l'article du « Prussien » « Le roi de Prusse et la réforme sociale ». Lénine cite cet article de Marx d'après l'ouvrage *Aus dem literarischen Nachlass von K. Marx, F. Engels und F. Lassalle*, Hrsg. von F. Mehring. Bd. 2. Gesammelte Schriften von K. Marx und F. Engels. Von Juli 1844 bis November 1847. Stuttgart, 1902 (Extrait de l'*Héritage littéraire de K. Marx, F. Engels et F. Lassalle* édité par F. Mehring, tome 2, Œuvres choisies de K. Marx et F. Engels, juin 1844 à novembre 1847. Stuttgart). — P. 392

498. F. Engels, « De l'autorité », voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, t. I, pp. 679-682. — P. 393
499. Voir K. Marx : « L'indifférentisme politique ». — P. 393
500. *Le Parti social-démocrate suisse* (dans les cantons italiens et français, il portait le nom de Parti socialiste suisse) avait été créé au cours des années 1870 et adhérait à la I^{re} Internationale. Il fut réorganisé en 1888. Les opportunistes qui défendirent une position social-chauvine pendant la première guerre mondiale y avaient une grande influence. Au cours de l'automne 1916, la droite quitta le parti et constitua sa propre organisation. La majorité dirigée par Grimm défendit, quant à elle, une position pacifiste centriste. L'aile gauche avait une position internationaliste et elle se renforça sous l'influence de la révolution d'Octobre. En décembre 1920, elle quitta le Parti social-démocrate et elle s'unit, en 1921 au Parti communiste de Suisse (actuellement, Parti du Travail) qui s'était constitué en 1919. — P. 393
501. *Le groupe « Spartacus »*, organisation révolutionnaire des social-démocrates de gauche allemands fondée au début de la première guerre mondiale par Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Frantz Mehring, Clara Zetkin, I. Marchlewski, L. Jogiches (Tyszka), W. Pieck. En avril 1915, R. Luxembourg et F. Mehring fondèrent la revue *Die Internationale* autour de laquelle se rassembla le principal groupe social-démocrate de gauche d'Allemagne. Le 1^{er} janvier 1916, eut lieu à Berlin la première Conférence nationale des social-démocrates de gauche au cours de laquelle le groupe créa son organisation et prit le nom du groupe de l'« Internationale ». La conférence adopta les *Leitsätze* (thèses fondamentales) élaborées par R. Luxembourg avec la participation de K. Liebknecht, F. Mehring et C. Zetkin et qui servirent de plate-forme à la nouvelle organisation. En 1916, le groupe de l'« Internationale », qui avait déjà publié plusieurs tracts politiques en 1915 commença à éditer et à diffuser clandestinement des *Lettres politiques* signées « Spartacus » (ces « Lettres » parurent régulièrement jusqu'en octobre 1918). De ce fait, le nom de « Spartacus » fut donné au groupe en même temps que celui qu'il avait porté jusqu'alors.
- Les spartakistes menèrent la propagande révolutionnaire parmi les masses, organisèrent des manifestations de masse contre la guerre, dirigèrent des grèves et dénoncèrent le caractère impérialiste de la guerre mondiale et la trahison des leaders social-démocrates opportunistes. Toutefois, ils commirent de graves erreurs théoriques et politiques : ils niaient qu'il puisse y avoir des guerres de libération nationale à l'époque de l'impérialisme, ils défendaient une position inconséquente à propos du problème de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, ils sous-estimaient le rôle du parti prolétarien comme avant-garde de la classe ouvrière et ils craignaient de rompre franchement avec les opportunistes.

En avril 1917, les spartakistes adhèrent au Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne qui défendait une position centriste, mais ils conservèrent leur organisation autonome au sein de ce parti. En novembre 1918, au cours de la révolution allemande, les spartakistes rompirent avec les « indépendants » et constituèrent l'« Union de « Spartacus » qui publia son programme le 14 décembre 1918. Enfin, ils organisèrent un Congrès constitutif qui se tint du 30 décembre 1918 au 1er janvier 1919 et au cours duquel fut créé le Parti communiste allemand. Bien qu'il ait critiqué à maintes reprises les erreurs de la gauche allemande et qu'il ait plusieurs fois attiré l'attention sur l'inconséquence de ses positions, Lénine appréciait vivement son activité révolutionnaire. « L'activité du groupe allemand *Spartacus* qui a mené une propagande révolutionnaire systématique dans les conditions les plus difficiles, a véritablement sauvé l'honneur du socialisme allemand et du prolétariat allemand », écrivait-il (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 35, p. 378). — P. 394

502. Le document que nous publions ici est une note de Lénine à l'article de Zinoviev sur le maximalisme, qui devait paraître dans le *Communiste* ou dans le *Social-Démocrate* mais qui ne vit pas le jour. — P. 395
503. *Diélo* (La Cause), revue menchevique bi-mensuelle qui parut à Moscou du mois d'août 1916 au mois de janvier 1917, sous la direction de A. Potressov, P. Maslov et L. Axelrod (l'Orthodoxe). En 1916, cette revue eut 10 numéros (dont 3 doubles) et en 1917 un seul. Elle défendait une position social-chauvine. — P. 395
504. *Les trois piliers*, expression couramment employée dans la presse bolchevique légale et aux réunions légales pour désigner les trois mots d'ordre fondamentaux (« non tronqués ») de la révolution : république démocratique, journée de travail de 8 heures, confiscation de toutes les terres seigneuriales. — P. 398
505. Lénine fait ici allusion à l'ouvrage de R. Hilferding *Le capital financier. Une toute nouvelle phase de développement du capitalisme*. Cet ouvrage fut traduit en russe par I. Stépanov et parut à Moscou en 1912. — P. 399
506. *Joseph Patouillet, L'impérialisme américain* (Dijon, 1904). Junius était le pseudonyme de Rosa Luxembourg dont l'ouvrage *Die Krise der Sozialdemokratie* (La crise de la social-démocratie) parut en 1916. Voir les extraits de cet ouvrage relevés par Lénine dans les Œuvres, Paris-Moscou, t. 39.) — P. 399
507. Lénine fait ici allusion à deux articles du chauvin allemand Paul Iensch, qui parurent en 1915 et en 1916 dans les numéros 8 et 9 de la revue *Die Glocke* (La Cloche). Le premier de ces articles était intitulé « Die Selbstbestimmungsflause » (Bavarda-

ges sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes) et le second « Socialismus und Annexionen in der Vergangenheit » (Le socialisme et les annexions dans le passé). Les passages de ces articles qui furent relevés par Lénine sont publiés dans le Recueil Lénine XXX, pp. 118-127. — P. 400

508. Tout porte à croire que Lénine fait ici allusion à une série précise de cinq articles de Kautsky : 1) « Sozialdemokratische Anschauungen über den Krieg vor dem jetzigen Krieg » (Le point de vue social-démocrate sur la guerre avant la guerre actuelle), *Die Neue Zeit*, n° 13, 29 décembre 1916 ; 2) « Neue Sozialdemokratischen Auffassungen vom Krieg » (La nouvelle conception social-démocrate de la guerre), *Die Neue Zeit*, n° 14, 5 janvier 1917 ; 3) « Friedensbedingungen » (Les conditions de paix), *Leipziger Volkszeitung*, 15 décembre 1916 ; 4) « Die Aufnahme des Friedensangebots » (L'acceptation d'une proposition de paix), *Leipziger Volkszeitung*, 21 décembre 1916 ; 5) « Der Heiland der Welt » (Le sauveur du monde), *Leipziger Volkszeitung*, n° 289, 24 décembre 1916. — P. 400

509. *Neue Beiträge zur Biographie von Karl Marx und Friedrich Engels* (Nouveaux documents pour la biographie de Karl Marx et Friedrich Engels) publiés par F. Mehring dans *Die Neue Zeit*, XXV, Jahrgang, II, Bd, 1907. — P. 400

510. Ce texte fut rédigé à propos d'un article de Grimm « La majorité et la minorité sur le problème de la guerre » qui défendait la position centriste de la majorité du parti social-démocrate suisse et qui parut du 23 au 27 janvier 1917 dans les numéros 19-23 du *Berner Tagwacht* et dans le numéro de janvier 1917 de la revue *Neues Leben*. — P. 402

511. Cet article ne fut jamais rédigé. Lénine développa plusieurs des thèses formulées ici dans ses « Lettres de loin » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 23, pp. 323-371). — P. 405

512. Ce brouillon de la 5^e « Lettre de loin » est consacré au problème de la révision du programme du parti. Primitivement, Lénine avait l'intention de traiter ce thème dans sa 4^e lettre, puis dans sa 5^e, mais la 4^e lettre et la 5^e qui n'a jamais été achevée portent sur d'autres problèmes. Si l'on examine le manuscrit du plan que nous publions ici, on s'aperçoit que plusieurs points (2 bis, 5 bis, et tous ceux qui sont précédés du signe +) ont été ajoutés par Lénine postérieurement à la rédaction primitive. Dès qu'il arriva en Russie, Lénine utilisa les thèses de ce plan comme base du travail qu'il effectua en vue de la révision du programme du parti. (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 471-476, 479-493).

C'est à V. Karpinski qu'était adressée, selon le témoignage de ce dernier, la note figurant dans la marge du manuscrit. — P. 407

513. Voir F. Engels, la *Critique du projet de programme social-démocrate de 1891*. — P. 407
514. L'ouvrage de Lénine dont il est question ici et que brûla la censure tsariste est « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 ». Cet ouvrage fut rédigé à la fin de 1907. (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 229-452.) Envoyé à l'imprimerie en 1908, il fut saisi au marbre et détruit par la police. En 1917, il n'en restait plus qu'un seul exemplaire. L'ouvrage fut publié pour la première fois en 1917. — P. 407
515. *Politiken* (La politique), journal des social-démocrates suédois de gauche qui, en 1917, fondèrent leur propre parti. Ce journal commença à paraître à Stockholm, le 27 avril 1916, et en novembre 1917, il prit le nom de *Folkets Dagblad Politiken* (Quotidien Populaire Politique). De 1916 à 1918, il fut rédigé par T. Nerman et des représentants allemands, russes et français, etc., de la gauche de Zimmerwald y collaborèrent. En 1921, le Parti social-démocrate de gauche adhéra à l'Internationale communiste et prit le nom de Parti communiste suédois. Le journal devint alors l'organe de ce parti. Après la scission, en octobre 1929, du Parti communiste suédois, il passa aux mains de l'aile droite. Il cessa de paraître en mai 1945. — P. 408
516. *Socialdemokraten*, organe de l'aile droite social-chauvine du Parti social-démocrate de Suède. Cette aile était dirigée par K. Branting. — P. 409
517. Ce « Communiqué » fut remis à son arrivée à Stockholm le 31 mars (13 avril) par Lénine à la rédaction du *Politiken* (organe des social-démocrates suédois de gauche) qui se chargea de le transmettre aux différents journaux et de le faire connaître à l'opinion publique. Le texte du « Communiqué » fut envoyé en Russie par l'Agence télégraphique de Petrograd et le 5 (18) avril, il fut publié par la *Retch* et le *Dien*, mais en omettant le dernier paragraphe qui citait le témoignage des représentants de la social-démocratie internationale sur l'organisation de la traversée de l'Allemagne. — P. 409
518. *Natchalo* (Le Commencement), journal qui parut à Paris de septembre 1916 à mars 1917, à la place de *Naché Slovo*. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février, ce journal fut publié en Russie où il prit le titre de *Novaïa Epokha* (La Nouvelle Epoque). — P. 410
519. *Demain*, revue mensuelle politique et littéraire fondée par l'écrivain et journaliste internationaliste français H. Guilbeaux. Elle parut de janvier 1916 à 1919 (avec une interruption entre le mois de janvier et le mois d'avril 1917), d'abord à Genève, puis à Moscou. — P. 410

520. Il s'agit de F. Lorient. — P. 411

521. Cette conférence eut lieu pendant la matinée du 31 mars (13 avril) à l'hôtel « Régina », avec la participation du groupe d'émigrés russes dirigé par Lénine et des social-démocrates suédois de gauche K. Lindhagen, F. Ström, K. Carleson, K. Kilbom et T. Nerman. La conférence était présidée par le maire de Stockholm, K. Lindhagen, et Lénine. Lindhagen y présenta un rapport intitulé *La lumière qui vient de l'est* et Lénine y lut un communiqué sur le voyage des émigrés. Après lecture du procès-verbal qui relatait les circonstances de la traversée de l'Allemagne, les social-démocrates suédois se déclarèrent entièrement solidaires de la façon dont les révolutionnaires russes avaient procédé. Une autre intervention fut prononcée par K. Carleson qui proclama son espoir de voir la révolution russe se transformer en révolution internationale. En conclusion, les Suédois saluèrent avec enthousiasme les révolutionnaires russes ainsi que F. Platten, organisateur du voyage. — P. 411

522. La fraction bolchevique du Soviet discuta de l'attitude à adopter à l'égard de l'« Emprunt de la liberté » pendant deux jours entiers (les 10 et 11 (23 et 24) avril 1917), et c'est au cours de cette discussion qu'elle élaborait, avec la participation active de Lénine, le projet de résolution qui allait être présenté à la session plénière du Soviet. Le 13 (26) avril, la *Pravda* publia dans son numéro 31 un compte rendu de la réunion de la fraction. Le projet de résolution sur le refus de soutenir l'emprunt, qui fut adopté à l'unanimité le 11 avril, provenait de la fusion de deux textes : le premier de ces textes avait été présenté par une commission présidée par A. Kollontai, et le second qui complétait celui de la commission émanait de Lénine et de Zinoviev.

Dans le rapport sur le moment présent qu'il prononça à la conférence d'avril, Lénine déclara que « la question de la guerre nous a pratiquement réunis quand nous nous sommes dressés contre l'emprunt » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, p. 230).

Lors de la session plénière du Soviet, 2 000 députés votèrent l'emprunt et 123 s'y opposèrent. — P. 412

523. La Conférence de Petrograd-ville du P.O.S.D.(b)R. fut convoquée par la décision du Comité de Pétersbourg datée du 6 (19) avril et eut lieu du 14 au 22 avril (27 avril-5 mai) 1917. 57 délégués y participèrent. Parmi eux se trouvaient des représentants des organisations de Finlande, d'Estonie, de Lettonie, de Pologne et de Lituanie, des représentants de l'Organisation militaire et deux représentants des *mejraïontsy*. L'ordre du jour de la conférence comprenait les questions suivantes : les tâches de l'heure et le moment présent ; l'attitude à adopter à l'égard du Soviet des députés ouvriers et soldats et le problème de la réorganisation de ce Soviet ; l'édification de l'organisation du

parti ; l'attitude à adopter à l'égard des autres tendances de la social-démocratie ; les élections municipales ; les poursuites exercées contre la *Pravda*.

Lénine fut élu président d'honneur de la Conférence et il présenta le rapport politique fondamental sur « Les tâches de l'heure et le moment présent ». D'autre part, il participa aux travaux de la commission chargée d'élaborer les résolutions : « L'attitude envers le Gouvernement provisoire » et « La guerre ». Il présenta également les résolutions sur « Les élections communales », « L'attitude à l'égard des partis socialiste-révolutionnaire et social-démocrate (menchevique), du parti des social-démocrates dit « non fractionnels » et des courants politiques apparentés ». Kaménev proposa d'ajouter à la résolution de Lénine sur l'attitude à adopter envers le Gouvernement provisoire un passage demandant que soit institué un contrôle de ce gouvernement, et à cet effet il prononça un discours et proposa plusieurs amendements. Mais sa tentative conciliatrice fut dénoncée par Lénine qui montra que la position de Kaménev était semblable à celle de Tchkhéidzé et de Stéklov.

La résolution de Lénine fut adoptée à une écrasante majorité par la conférence qui vota également lors de la première session un appel rédigé par Lénine « Contre les auteurs de pogroms. Aux ouvriers, aux soldats et à toute la population de Petrograd ».

Le 19 avril (2 mai), la conférence interrompit ses travaux pour que ses délégués puissent participer au mouvement de protestation des masses contre la note que le Gouvernement provisoire avait envoyée le 18 avril (1er mai) aux puissances alliées et dans laquelle il se déclarait prêt à continuer la guerre impérialiste. Elle appela les ouvriers et les soldats à exprimer de façon organisée leur accord avec les thèses fondamentales de la résolution adoptée le 20 avril (3 mai) par le C.C. du P.O.S.D.(b)R. sur la crise provoquée par la note du Gouvernement provisoire (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 180-181). Un certain nombre de délégués participèrent au travail d'explication organisé parmi les masses par le Comité central et, de ce fait, les dernières séances de la conférence se déroulèrent avec un effectif réduit.

Les décisions de la Conférence de Petrograd-ville témoignent du rassemblement des bolcheviks de Petrograd autour des « Thèses d'avril » de Lénine. La tactique léniniste fut approuvée par la plus importante des organisations du parti, celle de la capitale. Les résolutions de la conférence de Petrograd-ville servirent en grande partie de base à celles de la septième Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (Conférence d'avril) (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 133-161). — P. 413

524. *Les Izvestia du Soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats*, quotidien dont le premier numéro parut le 28 février (13 mars) 1917 sous le titre : *Izvestia du Soviet des députés ouvriers de Petrograd*. A partir de son numéro 3, daté du 2 (15) mars,

le journal devint l'organe du Soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats.

Après la création du Comité exécutif central par le 1^{er} Congrès des Soviets de Russie, le journal prit le nom (à partir du 1^{er} (14) août et de son numéro 132) d'*Izvestia du Comité exécutif central et du Soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats*. Il défendait alors la ligne du bloc mencheviks-s.r. qui pratiquait une politique conciliatrice de soutien au Gouvernement provisoire bourgeois et s'opposait à l'action révolutionnaire du prolétariat.

Le II^e Congrès des Soviets de Russie donna un nouveau comité de rédaction aux *Izvestia* qui devinrent alors l'organe officiel du pouvoir soviétique dont elles publièrent les premiers documents fondamentaux, ainsi que toute une série d'articles et de discours de Lénine. En mars 1918, la rédaction des *Izvestia* fut transférée à Moscou.

Après la création de l'U.R.S.S. en 1922, les *Izvestia* devinrent l'organe du Comité exécutif central de l'U.R.S.S. et du Comité exécutif central de Russie. Le 24 janvier 1938, elles furent réorganisées par une décision du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. et elles prirent le nom (qu'elles portent toujours) d'*Izvestia des Soviets des députés des travailleurs* à partir du 26 janvier. — P. 416

525. Lénine fait ici allusion à D. MacLean. — P. 416

526. Le 17 (30) avril eut lieu une séance de la section des soldats du Soviet, au cours de laquelle Lénine demanda à prendre la parole en dehors de l'ordre du jour pour répondre à une résolution de la Commission exécutive de la section des soldats qui avait paru la veille dans la presse et qui condamnait la « propagande des léninistes » comme « non moins nocive que toute propagande contre-révolutionnaire de droite » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, p. 168). Lénine eut la possibilité d'intervenir, mais sur la demande de la majorité menchevico-socialiste révolutionnaire et en dépit des protestations de la minorité, son temps de parole fut limité à 30 minutes. Au terme de son intervention, il répondit aux questions de l'assemblée ainsi qu'à celles d'un certain nombre de soldats qui l'entourèrent alors qu'il sortait du Palais de Tauride.

Après avoir entendu le discours de Lénine et la réponse du menchevik Liber, la section des soldats décida de passer à l'ordre du jour sans se prononcer sur le fond du problème.

La *Retch* et l'*Edinstvo* publièrent l'intervention de Lénine en en déformant plusieurs passages. Le texte que nous publions ici est celui du procès-verbal conservé dans les archives centrales de l'Institut du marxisme-léninisme. — P. 417

527. Il s'agit ici de la décision du Gouvernement provisoire d'envoyer au front plusieurs unités de la garnison de Petrograd. Cette mesure affaiblissait les forces révolutionnaires de la capi-

tale et constituait une violation des conditions posées par le Comité exécutif dans la nuit du 1^{er} au 2 (15) mars, lors de la formation du Gouvernement provisoire (ces conditions étant que les unités qui avaient participé au renversement du tsarisme ne soient pas déplacées de Petrograd). De ce fait, elle provoqua de multiples protestations parmi les ouvriers et les soldats. — P. 419

528. Lénine fait ici allusion à son ouvrage *Le socialisme et la guerre* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 21, pp. 305-350). — P. 420

529. La *Rousskaïa Volia* (La Volonté Russe), quotidien bourgeois qui avait été fondé par le ministre de l'Intérieur A. Protopopov et qui vivait de subsides que lui accordaient les grandes banques. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février, ce journal, qui avait commencé à paraître à Petrograd en décembre 1916 et dont Lénine disait qu'il était « un des plus infâmes journaux de la bourgeoisie » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 25, p. 326), mena une campagne de calomnies contre les bolcheviks. Il fut interdit le 25 octobre 1917 par le Comité militaire révolutionnaire. — P. 421

530. La *Septième Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R.* (Conférence d'avril) fut convoquée sur la décision du C.C. du P.O.S.D.(b)R., adoptée entre le 4 et le 8 (17 et 21) avril, et eut lieu à Petrograd du 24 au 29 avril (7-12 mai) 1917. Ce fut la première conférence légale du parti. 131 délégués avec voix délibérative et 18 avec voix consultative, représentaient 78 organisations du parti (notamment Petrograd et ses environs, Moscou et arrondissement de Moscou, région industrielle centrale, Oural, Bassin du Donetz, région de la Volga, Caucase), y participaient aussi les délégués des organisations militaires du front et de l'arrière ainsi que des organisations nationales de Lettonie, Lituanie, Pologne, Finlande et Estonie. Etant donné sa large représentativité et les tâches politiques et d'organisation qu'elle eut à résoudre, la Conférence d'avril put jouer et joua effectivement le rôle d'un congrès, elle élaborait la ligne politique de l'ensemble du parti, et mit sur pied les centres dirigeants du parti.

Le 23 avril (6 mai), veille de l'ouverture de la Conférence, eut lieu à 14 heures une assemblée de plus de 100 délégués qui ajouta un certain nombre de problèmes nouveaux à l'ordre du jour initialement prévu et adopta le règlement de la conférence. Lénine y présenta à propos des événements des 21-22 avril un rapport qui souleva une tempête d'applaudissements. L'ordre du jour de la conférence comprenait les points suivants : le moment présent (la guerre et le Gouvernement provisoire, etc.), la conférence de la paix, l'attitude à adopter à l'égard des Soviets des députés ouvriers et soldats, la révision du programme du parti, la situation à l'intérieur de l'Internationale et les tâches du parti, l'unification des organisations social-démocrates internationalistes, la question agraire, la question nationale, l'Assemblée constituante, les questions d'organisa-

tion, les rapports des différentes régions, l'élection au Comité central.

Après avoir prononcé un bref discours d'ouverture, Lénine fut élu au présidium de la conférence et en dirigea tous les travaux.

La conférence dénonça et repoussa la ligne capitulatrice de droite défendue par Kaménev, qui intervint au nom du groupe antiléviniste en qualité de corapporteur sur le moment présent. Avec l'aide de Rykov, Kaménev tenta d'opposer à la ligne léniniste tendant à la révolution socialiste une appréciation opportuniste de la révolution de 1917 et de ses perspectives de développement. Il niait qu'il soit possible et nécessaire que la révolution démocratique bourgeoise se transforme en révolution socialiste et il proposait de s'en tenir à un contrôle des Soviets de tendance socialiste-révolutionnaire et menchevique sur le Gouvernement provisoire bourgeois. Cette position de capitulation qui niait la possibilité de la victoire du socialisme en Russie n'eut que très peu de partisans et fut repoussée par la conférence.

Dans le rapport qu'il présenta sur la révision du programme du parti, Lénine montra dans quel sens la commission chargée de ce travail devait modifier le programme de 1903.

Lors de la discussion de la question nationale, G. Piatakov s'opposa au mot d'ordre léniniste de droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ce droit incluant celui de se séparer et de constituer des Etats indépendants. En réponse à Piatakov, Lénine montra que ce droit était le seul garant possible de la solidarité complète des ouvriers et de tous les travailleurs des différentes nations et il ajouta que le parti du prolétariat doit résoudre le problème de l'utilité de se séparer « dans chaque cas particulier... en se plaçant au point de vue des intérêts de l'ensemble du développement social et des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme » (Œuvres, t. 24, pp. 305-306).

La thèse léniniste, qui prônait la rupture avec la majorité centriste de Zimmerwald et la création d'une III^e Internationale communiste, se heurta à l'opposition de Zinoviev. La conférence commit l'erreur de se prononcer en faveur de la participation des bolcheviks à la III^e Conférence de Zimmerwald, en dépit de la position dominante dont les centristes jouissaient à cette conférence et, de ce fait, elle retarda la création de la III^e Internationale. Toutefois, cette erreur fut rapidement corrigée par la vie (voir à ce sujet Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, p. 397 et t. 26, l'article inachevé « Les tâches de notre Parti dans l'Internationale », pp. 224-226).

La conférence procéda à l'élection du C.C. du parti dirigé par Lénine.

La Conférence d'avril eut une grande importance historique ; elle adopta le programme léniniste de passage à la seconde étape de la révolution russe, elle mit au point le plan de lutte permettant la transformation de la révolution démocratique

bourgeoise en révolution socialiste, et elle réclama la remise de tout le pouvoir aux Soviets. Comme on le sait, c'est sous ces mots d'ordre que les bolcheviks préparèrent les masses à la révolution prolétarienne. — P. 423

531. Au cours du mois d'avril 1917, le Comité exécutif du Soviet de Petrograd discuta à maintes reprises de la convocation d'une conférence internationale des socialistes des pays belligérants et neutres et proposa de prendre l'initiative de convoquer lui-même une telle conférence. Pendant la seconde quinzaine d'avril, le social-démocrate danois Borgbjerg qui était lié aux social-chauvins d'Allemagne se rendit à Petrograd et, au nom du Comité unifié des partis ouvriers du Danemark, de Norvège et de Suède (ce comité rassemblait la majorité social-patriote des trois partis), il proposa aux divers partis socialistes de Russie de prendre part à une conférence de la paix que le comité unifié avait l'intention de réunir à Stockholm au cours du mois de mai 1917.

Le 23 avril (6 mai), Borgbjerg présenta au Comité exécutif du Soviet de Petrograd un rapport dans lequel il déclarait ouvertement que le gouvernement allemand « accepterait » les conditions de paix qui seraient proposées par la social-démocratie de son pays à la conférence socialiste de Stockholm. Le 25 avril (8 mai), les divers groupes politiques firent connaître au Comité exécutif la position qu'ils avaient adoptée sur ce problème. La position des bolcheviks était exprimée par la résolution de la Conférence d'avril adoptée le même jour « A propos de la proposition de Borgbjerg » à laquelle se rallièrent les représentants de la social-démocratie de Pologne et de Lettonie. Lénine estimait que la participation à la conférence de Stockholm constituerait une trahison complète de l'internationalisme ; la Conférence d'avril s'opposa résolument à la participation et dénonça le rôle d'agent de l'impérialisme allemand joué par Borgbjerg. Les bundistes, les troudeviks et les mencheviks se prononcèrent en faveur de la participation. En conséquence, le Comité exécutif adopta une résolution menchevique, déclarant qu'il prenait lui-même l'initiative de convoquer la conférence et instituait une commission dans ce but. Cette résolution fut approuvée par l'assemblée plénière du Soviet.

Les gouvernements français et anglais voulaient poursuivre la guerre jusqu'à la victoire finale et, de ce fait, les socialistes anglais, français et belges refusèrent de participer à la conférence. Seuls les centristes (le groupe de Longuet pour la France, le parti social-démocrate indépendant dirigé par Kautsky, Haase et Ledebour pour l'Allemagne) donnèrent leur accord.

Par contre, les spartakistes qui adhéraient au parti « indépendant », tout en conservant leur organisation autonome, refusèrent d'aller discuter avec les social-impérialistes. F. Mehring publia en son nom personnel et au nom de K. Liebknecht et de Rosa Luxembourg, qui se trouvaient alors en prison, une déclaration expliquant ce refus.

La conférence de Stockholm n'eut pas lieu car certains délégués se virent refuser leur passeport par leur gouvernement tandis que d'autres refusaient de siéger avec les représentants des pays en guerre contre leur Etat. — P. 423

532. La *Rabotchaïa Gazeta* (Journal Ouvrier), quotidien menchevique parut à Petrograd du 7 (20) mars au 30 novembre (13 décembre) 1917 ; à partir du 30 août, servit d'organe au Comité central du P.O.S.D.R. (« unifié »). Ce journal défendait une position jusqu'aboutiste, soutenait le Gouvernement provisoire bourgeois et luttait contre Lénine et le parti bolchevique. Il fut hostile à la révolution d'Octobre et à l'instauration du pouvoir des Soviets. — P. 424

533. *L'Edinstvo* (l'Unité), organe du groupe menchevique jusqu'aboutiste d'extrême-droite dirigé par Plékhanov. Parut à Petrograd ; en mai-juin 1914, il y eut 4 numéros. De mars à novembre 1917, le journal sortit quotidiennement. En décembre 1917, il prit le nom de *Naché Edinstvo* (Notre Unité) qu'il garda jusqu'en janvier 1918. *L'Edinstvo* menait campagne pour le soutien au Gouvernement provisoire, pour la coalition avec la bourgeoisie, pour un « pouvoir ferme », et combattait les bolcheviks. Pour cette lutte, il n'hésitait pas à employer les procédés les plus ignobles. Lénine accusa *L'Edinstvo* de se faire le « complice des forces ténébreuses qui menacent de recourir à la violence, au lynchage et aux bombes » et parla d'une feuille « à l'injure facile » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 123 et 196).

L'Edinstvo manifesta son hostilité à la révolution d'Octobre et à l'instauration du pouvoir des Soviets. — P. 424

534. Ce projet préliminaire de modification du programme du P.O.S.D.R. fut rédigé par Lénine pour la Septième Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (Conférence d'avril) qui eut lieu du 24 au 29 avril (7-12 mai) 1917. Il servit de base au « Projet de modification des parties théorique, politique et de quelques autres parties du programme » qui fut publié dans la brochure de Lénine *Textes pour la révision du programme du Parti* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 471-476). — P. 434

535. *Arbitres de paix*, fonction administrative instituée en 1861, lors de la « réforme paysanne ». Les arbitres de paix, nommés parmi des représentants de la noblesse locale, étaient habilités à trancher les litiges entre propriétaires fonciers et paysans auxquels pouvait donner lieu la mise en place de la réforme. Ils entérinaient la nomination des élus de l'administration paysanne et les décisions des assemblées paysannes et avaient le droit de prendre des sanctions (arrestations, amendes) à l'encontre des paysans.

Stolypine P., président du Conseil des ministres et ministre de l'Intérieur de 1906 à 1911. Son nom est lié à une période de

réaction politique brutale. Il édicta plusieurs lois agraires favorables aux koulaks, soutien social de l'autocratie. — P. 441

536. *Le programme agraire des 104.* Ce projet avait été déposé par les trouroviks le 23 mai (5 juin) 1906, lors de la 13^e séance de la Ire Douma d'Etat, et il avait recueilli les signatures de 104 députés. Il cherchait à instituer une législation agraire « en vertu de laquelle la terre, le sous-sol, les eaux et les forêts deviendraient propriété de l'ensemble du peuple, de plus la terre cultivable ne pourrait être cédée qu'à ceux qui l'exploiteraient par leur travail ». Les trouroviks réclamaient la création d'un « fond agraire national » comprenant toutes les terres de l'Etat, des apanages, de la couronne, des monastères et de l'Eglise. Ils demandaient que l'on procède à l'expropriation des domaines des gros propriétaires fonciers et des autres propriétés privées dont la superficie excédait une norme de travail déterminée pour chaque région donnée, les terres ainsi expropriées devant elles aussi entrer dans le fonds national. Le projet prévoyait de verser une certaine indemnisation aux propriétaires. Les terres communautaires et les petites exploitations devaient pour un temps rester à la disposition de leurs propriétaires, le projet prévoyait cependant leur transformation graduelle en propriété nationale. La réalisation de la réforme devait être confiée à des comités locaux élus au suffrage universel direct, égal et au scrutin secret. — P. 441

537. Ce document est la réponse inachevée de Lénine à une lettre que le comité des soldats de la 8^e batterie d'artillerie à cheval (armée d'active) avait envoyée au Soviet de Petrograd le 24 avril (7 mai) 1917, c'est-à-dire au moment où la bourgeoisie, suivie par la presse petite-bourgeoise, cherchait à déconsidérer Lénine et les membres du parti bolchevique qui étaient revenus de Suisse en Russie en passant par l'Allemagne.

« Etant donné, disait la lettre, que de nombreuses discussions se sont élevées au sujet de Lénine parmi les soldats de notre batterie, nous vous demandons de nous répondre le plus rapidement possible. Quelle est l'origine de Lénine, a-t-il été déporté ? Si oui, pour quelle raison ? Comment est-il revenu en Russie ? Quelle est son activité à l'heure actuelle ? Cette activité nous est-elle nuisible ou utile ? En un mot, nous vous demandons de nous donner des arguments convaincants afin que nous puissions en finir avec ces discussions qui nous font perdre notre temps, et que nous soyons en mesure de fournir les preuves nécessaires aux autres camarades » (*Pravda*, n° 86, 16 avril 1927).

Cette lettre fut transmise à Lénine. — P. 447

538. Ce texte donne un bref résumé du rapport sur la Septième Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (Conférence d'avril) que Lénine présenta à une assemblée de l'organisation de Petrograd-ville du parti. Cette assemblée à laquelle participaient de 5 à

6 000 membres du parti eut lieu dans les locaux du corps des cadets de la marine. Le résumé rédigé par V. Nevski était destiné à la presse mais il ne fut pas publié. Le rapport fut édité pour la première fois en 1927 dans les *Cahiers de l'Institut Lénine*, livre premier. — P. 448

539. L'article de Nadejda Kroupskaïa « Une page de l'histoire du P.O.S.D.R. » fut rédigé pendant la campagne de calomnie menée par la presse bourgeoise, menchevique et socialiste-révolutionnaire contre Lénine et les bolcheviks qui étaient revenus en Russie en passant par l'Allemagne. C'est en revoyant cet article qui parut le 13 (26 mai) 1917 dans le numéro 21 de la *Soldatskaïa Pravda* (La Vérité du Soldat) que Lénine y inséra la note que nous publions ici. — P. 452
540. « *Vpériod* » (En Avant), journal ouvrier bolchevique de masse édité sous la direction de Lénine par la rédaction du *Prolétari*. Ce journal qui était imprimé clandestinement à Vyborg parut du 10 (23) septembre 1906 au 19 janvier (1er février) 1908, publia plusieurs articles de Lénine ; vingt numéros au total. — P. 453
541. Anatoli Lounatcharski, qui avait pris la parole avant Lénine, proposait d'envoyer à la France et à l'Angleterre un ultimatum mettant ces deux pays en demeure de se rallier à la formule de la « paix sans annexion ni contributions » et de proclamer l'armistice sur tous les fronts. En même temps, disait Lounatcharski, il faudrait appeler les peuples des pays alliés ainsi que ceux d'Allemagne et d'Autriche à faire pression sur leur gouvernement par tous les moyens possibles. Si dans ces conditions le gouvernement allemand voulait continuer la guerre, il se démasquerait et la preuve serait faite que ses proclamations selon lesquelles il mène une guerre défensive ne sont que des mensonges. — P. 454
542. La « *Volia Naroda* » (La Volonté du Peuple), quotidien, organe de l'aile droite du parti socialiste-révolutionnaire, publié à Petrograd à partir du 29 avril 1917. En novembre 1917, la publication de la *Volia Naroda* fut suspendue pour reprendre sous d'autres titres. Elle fut définitivement interdite en février 1918. — P. 457
543. La « *Novaïa Jizn* » (La Vie Nouvelle), quotidien qui parut à Petrograd du 18 avril (1er mai) 1917 au mois de juillet 1918. Ce journal avait été créé par un groupe de mencheviks internationalistes et d'écrivains groupés autour de la revue *Létopiss* (Les Annales). Lénine qui qualifiait ironiquement les collaborateurs de la *Novaïa Jizn* de « quasi-marxistes presque internationalistes » disait : « chez vous un scepticisme d'intellectuels est l'état d'esprit dominant qui masque et exprime l'absence de principes » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 25, p. 296).
La *Novaïa Jizn* adopta une attitude hostile à l'égard de la Révolution socialiste d'Octobre et du pouvoir soviétique.

A partir du 1^{er} juin 1918, elle eut deux éditions : celle de Petrograd et celle de Moscou, qui furent toutes deux interdites en juillet de la même année. — P. 457

544. Le rapport de Lénine fut au centre des travaux de la Conférence générale des organisations militaires du front et de l'arrière du P.O.S.D.(b)R. Nous possédons deux variantes de ce rapport : celle du correspondant de la *Novaïa Jizn* qui fut publiée dans ce journal le 21 juin (4 juillet) 1917, et celle de M. Kédrov (voir ses souvenirs sur la Conférence générale des organisations militaires du P.O.S.D.(b)R. dans l'ouvrage : « La Grande révolution socialiste d'Octobre. Recueil de souvenirs de participants à la révolution à Petrograd et à Moscou », Moscou, 1957, pp. 77-79).

La Conférence générale des organisations militaires du front et de l'arrière du P.O.S.D.(b)R. eut lieu à Petrograd du 16 au 23 juin (29 juin-6 juillet) 1917. Elle rassemblait 107 délégués de 43 organisations bolcheviques du front et de 17 de l'arrière. Les effectifs de ces organisations étaient de 26 000 membres. La conférence avait été convoquée par le Bureau de l'organisation militaire du Comité central. Son ordre du jour comprenait les questions suivantes : rapports de la base ; discussion sur les résolutions de la VII^e Conférence du parti (Conférence d'avril) ; le moment présent ; l'organisation du pouvoir et les Soviëts des députés ouvriers et soldats ; la guerre, la paix, l'offensive ; la question agraire ; divers. Lénine présenta les rapports sur le moment présent et sur la question agraire. La conférence insista sur la nécessité de remplacer l'armée permanente par des bataillons ouvriers de la Garde Rouge placés à la disposition des organisations ouvrières élues, de remplacer la police par une milice populaire (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et des sessions plénières du Comité central*, 1^{er} partie, 1954, pp. 354-367). Elle décida de considérer la *Soldatskaïa Pravda* comme organe central des organisations militaires du P.O.S.D.(b)R., elle adopta le projet de statuts de l'organisation militaire et procéda à l'élection de son bureau central où entrèrent, en particulier, M. Kédrov, N. Krylenko, V. Nevski et N. Podvoïski. Cette conférence eut une grande importance pour le renforcement des liens entre le prolétariat et la masse des soldats et elle contribua au développement du travail des bolcheviks au sein de l'armée. — P. 458

545. Ces thèses furent rédigées par Lénine le 10 (23) juillet 1917. Elles définissaient la nouvelle ligne tactique que le parti bolchevique devait suivre dans la situation politique nouvelle créée par la répression sanglante de la manifestation des ouvriers et des soldats du 4 (17) juillet et par le passage de la totalité du pouvoir entre les mains du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire. Elles furent discutées les 13 et 14 (26 et 27) juillet 1917 par la session du Comité central du P.O.S.D.(b)R.

élargie aux représentants du Comité de l'organisation de Pétersbourg, de l'organisation militaire du C.C. du P.O.S.D.(b)R., du bureau de la région de Moscou, du Comité de la ville de Moscou, du Comité de la région de Moscou.

Lénine publia ses thèses sous forme d'article (sous le titre « Le climat politique ») dans le *Prolétarskoïe Diélo* du 2 août (20 juillet) 1917.

Le *Prolétarskoïe Diélo* (La Cause Prolétarienne) était l'organe de la fraction bolchevique du Soviet de Cronstadt des députés ouvriers et soldats. Il remplaçait le *Goloss Pravdy* (La Voix de la Vérité) qui avait été interdit lors des journées de juillet par le Gouvernement provisoire. Au moment de donner le manuscrit à l'impression, on supprima le sous-titre (« en 4 points »), les numéros 1, 2, 3, 4, les mots « thèses », « le moindre crédit », ainsi que toute la fin (à partir de « procéder sur-le-champ ») et on remplaça « insurrection armée » par « lutte décisive ».

Le titre primitif du manuscrit était « La nouvelle situation politique » mais le mot « nouvelle » fut également supprimé. Cependant, on ne peut pas dire avec certitude que cette suppression ait eu un rapport avec la publication du texte dans la presse légale, car dans ce cas, le mot « situation » aurait été lui aussi supprimé et remplacé par « climat ». D'autre part, il se trouve que par la suite Lénine parla lui-même de ses « thèses sur la situation politique » et non « sur la nouvelle situation politique » (voir ses « Notes pour le souvenir », Œuvres, 5^e édition russe, t. 34, pp. 443-444). Enfin, ce document est entré dans l'histoire du parti et est connu sous le nom de « La situation politique ». C'est ce titre que l'on trouve dans la première édition, celle de 1925. C'est pourquoi le mot « nouvelle » n'a pas été rétabli lors de la publication d'après le manuscrit dans le tome 34 de la 5^e édition russe. — P. 459

546. Après les événements des 3-5 juillet qui furent l'expression de la grave crise politique que traversait le pays, le pouvoir passa intégralement aux mains du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire. L'échec de l'offensive sur le front engagée par Kérenski le 18 (31) juin, les nouvelles hécatombes provoquées pour le seul profit des impérialistes, l'augmentation du chômage à la suite de la fermeture des entreprises par les capitalistes, la hausse du coût de la vie, la disette et, d'une façon générale, la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire provoquèrent une explosion de mécontentement dans la masse des ouvriers et des soldats, et le 3 (16) juin, éclatèrent des manifestations spontanées qui menacèrent de se transformer en insurrection armée contre le Gouvernement provisoire.

A ce moment-là, le parti bolchevique était opposé à l'insurrection armée car il estimait que la crise révolutionnaire n'était pas encore mûre et que l'armée et la province n'étaient pas prêtes à soutenir une insurrection de la capitale. La séance commune du Comité central, du comité de Pétersbourg et de

l'organisation militaire du C.C. du P.O.S.D.(b)R., qui eut lieu le 3 (16) juillet, décida donc qu'une action serait inopportune et cette décision fut adoptée également par la seconde conférence des bolcheviks de Petrograd-ville qui avait lieu en même temps. Cependant, les manifestations avaient déjà commencé et il n'était plus possible de les arrêter. Les tentatives entreprises par les délégués de la conférence furent vaines.

Devant cette situation, une nouvelle réunion du C.C., du Comité de Pétersbourg et de l'organisation militaire eut lieu dans la nuit du 3 (16) juillet et, étant donné l'état d'esprit des masses, elle décida que les bolcheviks participeraient à la manifestation du lendemain afin de lui conférer un caractère pacifique et organisé. A ce moment-là, Lénine ne se trouvait pas à Petrograd car il avait été malade et il était parti se reposer quelques jours en banlieue. Mais, dès qu'il eut pris connaissance de ce qui se passait, il revint dans la capitale le 4 (17) juillet au matin et prit la direction des événements.

Plus de 500 000 personnes participèrent à la manifestation du 4 (17) juillet qui se déroula sous les mots d'ordre bolcheviques : « Tout le pouvoir aux Soviets », etc. Les manifestants élurent 90 délégués qui se rendirent auprès du Comité exécutif central des Soviets pour lui demander d'assumer la totalité du pouvoir. Mais les leaders socialistes-révolutionnaires et mencheviques refusèrent de leur donner satisfaction.

Au su et avec l'accord des leaders socialistes-révolutionnaires et mencheviques du C.E.C., le Gouvernement provisoire décida alors d'écraser la manifestation et il lança contre les ouvriers et les soldats désarmés les élèves-officiers et les régiments de cosaques contre-révolutionnaires qui ouvrirent le feu. D'autre part, il rappela du front des unités réactionnaires.

Le Comité central du parti et le Comité de Pétersbourg se réunirent à nouveau en commun dans la nuit du 4 au 5 (17-18) juillet sous la direction de Lénine et prirent la décision de mettre fin à la manifestation de façon organisée. En prenant à temps cette juste décision de retrait, le parti put préserver les forces essentielles de la révolution.

Après la fusillade, le Gouvernement provisoire poursuivit la répression. Il s'attaqua avec une violence toute particulière au parti bolchevique dont les journaux (la *Pravda* et la *Sol-datskaïa Pravda* entre autres) furent interdits. Les ouvriers furent désarmés et une campagne d'arrestations, de perquisitions et de pogroms commença. Les unités révolutionnaires de la garnison de Petrograd qui avaient pris part à la manifestation furent réorganisées et envoyées au front. Quant aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks, ils agirent en fait en complices de ce déchaînement de la contre-révolution. — P. 459

547. Cette lettre suivait le tract sur la prise de Riga et, à en juger par son contenu, elle était destinée au Comité central du parti.

Le tract ne fut pas publié. Il est possible que Lénine en ait été l'auteur. — P. 462

548. Les « Thèses pour le rapport présenté le 8 octobre à la Conférence de l'organisation de Pétersbourg » furent publiées pour la première fois intégralement dans le 34^e tome de la 5^e édition russe des Œuvres de Lénine. Dans la première édition (tome XIV, 2^e partie) et dans la 4^e (tome 26), le passage sur la liste des candidats à l'Assemblée constituante et la remarque se rapportant à ce passage avaient été supprimés. La seconde et la troisième édition (tome XXI) donnaient ce passage mais non intégralement.

La Troisième conférence de l'organisation de Petrograd-ville eut lieu du 7 au 11 (20-24) octobre 1917. 92 délégués à voix délibérative et 40 délégués à voix consultative y participaient. Lénine y fut élu président d'honneur et ses thèses servirent de base aux résolutions qui furent adoptées. La résolution sur le moment présent insistait sur la nécessité de remplacer le gouvernement de Kérénski par un gouvernement ouvrier et paysan révolutionnaire, seul capable de donner la terre aux paysans et de sortir le pays de la guerre et de la ruine. Des résolutions « Sur la Garde Rouge » et « Sur la grève de la faim des détenus politiques emprisonnés à la suite des manifestations des 3-5 (16-18) juillet » furent également adoptées. Dans ses décisions, la conférence insista sur le fait qu'une « insurrection prolétarienne de masse était imminente » et proclama sa confiance en l'issue victorieuse de cette insurrection. Elle discuta également des élections à l'Assemblée constituante et elle désigna Lénine parmi les premiers candidats de Petrograd. Au cours de la séance du 11 (24) octobre, on donna lecture de la « Lettre à la conférence de la ville de Petrograd » qui avait été rédigée par Lénine (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 26, pp. 144-149). La conférence eut une grande importance dans la préparation de la Grande révolution socialiste d'Octobre. — P. 466

549. La convocation d'une Assemblée constituante était l'une des mesures promises par la déclaration du Gouvernement provisoire du 2 (15) mars 1917. Le 14 (27) juin, le Gouvernement provisoire adopta un décret qui fixait les élections au 17 (30) septembre, mais au mois d'août, il les repoussa au 12 (25) novembre.

Les élections eurent lieu à la date prévue (le 12 novembre), après la victoire de la Révolution d'Octobre. On vota d'après des listes qui avaient été établies avant la révolution et en se conformant aux dispositions adoptées par le Gouvernement provisoire. Les socialistes-révolutionnaires de droite surent profiter du fait qu'une grande partie du peuple n'avait pas encore compris la signification de la révolution socialiste, et, dans les provinces éloignées de la capitale et des centres industriels, ils réussirent à emporter la majorité des suffrages. L'Assemblée constituante s'ouvrit à Petrograd le 5 (18) janvier 1918 sur convocation du gouvernement soviétique. Sa majorité contre-ré-

volutionnaire repoussa la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » qui lui était proposée par le Comité exécutif central de Russie et refusa de reconnaître le pouvoir des Soviets. Le 6 (19) janvier, l'Assemblée constituante bourgeoise fut dissoute par un décret du Comité exécutif central de Russie. — P. 466

550. Les *mejraïontsy* étaient les membres d'une organisation social-démocrate unifiée dite « *mejraïonnaïa* » (interarrondissements) créée à Pétersbourg en novembre 1913 ; ils se regroupaient sous le mot d'ordre de lutte pour l'unité du P.O.S.D.R. En fait, ce qui se dissimulait derrière ce mot d'ordre d'unité et ces tentatives pour réunifier l'organisation bolchevique et l'organisation menchevique de la capitale, c'était une organisation fractionnelle rassemblant des mencheviks trotskistes et une partie des anciens bolcheviks qui avaient adopté une attitude conciliatrice à l'égard des opportunistes.

Pendant la première guerre mondiale, les *mejraïontsy* défendirent une position centriste ; tout en reconnaissant le caractère impérialiste de la guerre et en s'opposant aux social-chauvins, ils se refusaient à rompre définitivement avec les mencheviks. En 1917, leur organisation qui comptait parmi ses membres V. Volodarski, A. Ioffé, A. Lounatcharski, D. Manouïlski, L. Trotski, M. Ouritski, I. Iouréniev et d'autres militants encore, proclama son accord avec la ligne bolchevique. Lors du VI^e Congrès du P.O.S.D.(b)R., elle fut admise, après avoir rompu avec les mencheviks jusqu'aboutistes, au sein du parti bolchevique (elle comptait environ 4 000 membres). Certains *mejraïontsy* (Lounatcharski, Manouïlski, Volodarski, Ouritski, etc.) avaient effectivement rompu avec leur passé centriste et devinrent par la suite des militants en vue du parti bolchevique. Trotski, par contre, tout en entrant au parti, n'en devint pas bolchevique pour autant. Il continua à mener soit ouvertement ou de façon dissimulée la lutte contre le léninisme et la politique du parti et il devint un ennemi acharné du léninisme, de l'Etat soviétique et de tout le mouvement communiste international.

Les *mejraïontsy* disposaient d'un organe de presse, la revue *Vpériod* (En Avant) (qui eut un numéro illégal en 1915 et qui reparut au grand jour en juin 1917). Cette revue se présentait comme l'organe du comité des social-démocrates (internationalistes) unifiés de Pétersbourg, et en tant que telle, elle eut 8 numéros. Après le VI^e Congrès du parti, la composition du comité de rédaction de *Vpériod* fut modifiée et le numéro 9 parut avec le titre d'organe du C.C. du P.O.S.D.(b)R. En septembre la revue cessa de paraître sur décision du Comité central. — P. 466

551. Le « *Diélo Naroda* » (La Cause du Peuple), quotidien, organe du parti socialiste-révolutionnaire, publié à Pétrograd de mars 1917 à juillet 1918 avec de fréquents changements de titre. Ce

journal était partisan du jusqu'aboutisme, il défendait une position conciliatrice et soutenait le Gouvernement provisoire. En octobre 1918, sa publication reprit à Samara (4 numéros) et en mars 1919 à Moscou (10 numéros). Le *Diélo Naroda* finit par être interdit pour activité contre-révolutionnaire. — P. 468

552. Allusion aux interventions prononcées le 20 octobre (2 novembre) 1917 par I. Sverdlov, J. Staline, F. Dzerjinski et G. Sokolnikov lors de la session du Comité central qui discuta de la lettre de Lénine au C.C. du P.O.S.D.(b)R. (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 26, pp. 227-232). Cette lettre traitait de la publication dans la *Novaïa Jizn* (c'était un journal semi-menchevique) d'une note intitulée « L'opinion de I. Kaménev sur l'« action » projetée ». Dans ce texte, Kaménev prenait position en son nom et au nom de Zinoviev contre l'insurrection armée (voir *Les procès-verbaux du C.C. du P.O.S.D.(b)R. Août 1917-février 1918*, 1958, pp. 106-108). — P. 471
553. La manifestation ou, comme on l'appelait, la « croisade » des cosaques devait avoir lieu à Petrograd le 22 octobre (4 novembre) 1917. Les contre-révolutionnaires comptaient en faire une démonstration de leur force face à l'essor de la révolution. Les bolcheviks firent un grand travail parmi les cosaques pour les persuader à refuser de participer à la manifestation. De son côté, le Soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats leur lança un appel similaire. Le 21 octobre (3 novembre), les représentants des régiments cosaques furent invités à une conférence des comités de régiment organisée par le Soviet à Smolny. Au cours de cette conférence, les cosaques déclarèrent qu'ils ne marcheraient pas contre les ouvriers et les soldats. Dans ces conditions, le Gouvernement provisoire fut contraint d'annuler la « croisade » (cette décision fut prise pendant la nuit du 22 octobre (4 novembre)). — P. 471

INDEX DES NOMS

A

- Acher — voir Birnbaum, N.
 Adler, V., — pp. 196, 201, 244, 344, 370, 372.
 Adoratski, V. V. (Arnatski), — pp. 135, 140.
 Adrianov, — p. 234.
 Aisenstadt, I. L. (Youdine), — pp. 228, 229.
 Akimov (Makhnovetz), V. P., — pp. 80, 81.
 Alexandre, voir Chliapnikov, A. G.
 Alexandre III (Romanov), — p. 447.
 Alexéïev, N. A. (Andréïev), — p. 126.
 Alexinski, G. A., — pp. 259, 302, 341, 467.
 An — voir Jordania, N.
 Arnéev — voir Alexéïev, N.
 Arnatski — voir Adoratski.
 Askew, J. B., — pp. 367, 373.
 Asquit, — p. 290.
 Auhagen, H., — pp. 118, 119.
 Aurette de Paladines, — pp. 104, 109.
 Axelrod, P. B., — 19, 21, 37-53, 185, 218, 373, 381, 383.

B

- Badaïev, A. E., — p. 269.
 Balmachev, S. V., — pp. 54, 60.

- Bauer, O., — pp. 319, 320, 321, 327-328, 397.
 Bebel, A. — pp. 201, 245, 345.
 Belski — voir Krassikov, P. A.
 Ber — voir Liber, M. I.
 Berg — voir Martov, L.
 Berger, V. L., — p. 372.
 Bernstein, E., — pp. 346, 374.
 Bethmann-Hollweg, T., — p. 424.
 Birnbaum, A. N., — p. 328.
 Bismarck, O.E. L., — pp. 104, 106, 108, 109, 110, 401.
 Bissolati, L., — pp. 368, 371.
 Blanqui, L.-A., — pp. 104, 451.
 Bogdanov, A. A. (Malinovski, A. A. Ivanov, Maximov), — pp. 138, 150, 216, 217, 218, 219, 220, 235, 453.
 Baudrillart, H.Y.L., — p. 119.
 Boch, E. B., — p. 377.
 Bontch-Brouévitch, V. D., — pp. 116, 118.
 Borchardt, J., — pp. 361, 370.
 Borgberg, F., — pp. 423-425.
 Boretski — voir Ouritski, M. S.
 Boukharine, P. A., — pp. 377, 398.
 Boukvoed — voir Riazanov, D. B.
 Boulgakov, S. N., — p. 119.
 Bounine, Y. A., — 296.
 Bourderon, A., — pp. 367, 370, 387.
 Bourianov, A. F., — pp. 269, 334.
 Bracke, W., — p. 103.

Brandebourgski, J. N. (Evguéni), — 132.
 Branting, K. J., — p. 372.
 Braun — voir Jansson, J. E.
 Brizon, P., — p. 371.
 Bronski, M. G., — p. 411.
 Bronstein, P. A. (Youri), — pp. 228, 229, 235.
 Buchenberger, A., — pp. 118, 119.

C

Cavaignac, L. E., — p. 459.
 Chagov, N. P., — p. 269.
 Chaliapine, F. I., — p. 350
 Chantser, V. L. (Marat), — pp. 218, 220, 221, 224.
 Chingarev, A. I., — pp. 418, 431, 442.
 Chliapnikov, A. G. (Alexandre), — p. 377.
 Clemenceau, J. B., — p. 202.
 Compère-Morel, A.C.A., — p. 346.

D

D'Aurelle de Paladines — voir Aurelle de Paladines, L.J.B.
 David, E., — pp. 118, 119, 361, 362.
 Dan (Gourévitch), F. I., — pp. 170, 172, 216, 218, 221, 222, 231.
 Danielson, N. F. (N-on), — p. 20.
 Danski, B. G. (Komarovski, K.A.Kh.), — p. 298.
 Debs, J. V., — pp. 369, 372, 388.
 Denissov, V. P. (Vsévolod), — p. 217.
 Desnitski, V. A. (Sosnovski), — p. 136.
 Deutsch, L. G., — pp. 78, 79.
 Dietz, J.H.W., — p. 17.
 Djaparidzé, P. A. (Goloubine), — p. 162.

Dombrowski, J., — p. 105.
 Donald, J., — p. 290.
 Doubrovinski, I. F. (Innokentij, Inok), — pp. 228, 229, 235.
 Dournovo, P. N., — p. 176.
 Dupont, E., — p. 109.
 Dürr, K., — p. 404.
 Dzerjinski, F. E., — p. 470.

E

Egorov — voir Lévine, E. J.
 Efimov — voir Noskov, V. A.
 Engels, F., — pp. 40, 119, 216, 346, 361, 393, 400, 401, 402, 407.
 Ermolaïev, K. M. (Romanov), — pp. 228, 229, 235.
 Essen, A. M. (Kitaïev, Stépanov), — pp. 128, 148, 149, 151.
 Essen, E. E. (N. F.), — p. 138.
 Evguéni — voir Brandebourgski J. N.
 Evsséev, I. T., — p. 270.
 Ezra — voir Rozen, M. M.

F

Favr, J., — pp. 103, 107, 109.
 Ferry, J., — p. 103
 Feuerbach, L. A., — p. 216.
 Filatov, V. V. (V. S.), — p. 140.
 Findley, — p. 290.
 Fischer, R., — pp. 345, 346, 348.
 Firsov, K. K., — p. 270.
 Fortounatov, K. A., — p. 325.
 Frank, L., — p. 349.
 Frankel, L., — p. 105.
 Fridoline, V. I. (Varine), — p. 377.
 Fritch, — p. 290.

G

Galpérine, L. E. (Koniaguine, Rou), — p. 95.
 Gapone, G. A., — p. 341.
 Glébov — voir Noskov, V. A.

Glenconner, — p. 290
 Goldeuberg, I. P. (Vichnevski, Mechkovski), — pp. 221, 225, 229.
 Goloubine — voir Djaparidzé, P. A.
 Goltz, T. A., — pp. 118, 119.
 Gorémkyine, I. L., — p. 18.
 Gorev, B. I. (Goldman, B. I., Igorev), — p. 214.
 Gorki, Maxime (Pechkov, A. M.), — pp. 350, 351.
 Gourévitch, E. L. (Smirnov, E.), — pp. 345, 349.
 Goutchkov, A. I., — pp. 417, 422, 459.
 Grédescoul, N. A., — p. 175.
 Grigori — voir Zinoviev, G. E.
 Grimm, R., — pp. 377, 390, 402, 404, 457.
 Guelman, — p. 433.
 Guesde, J., — pp. 342, 348, 383.
 Guilbeaux, H., — p. 410.
 Guiod, A. S., — p. 103.
 Guillaume Ier (Hohenzollern), — 102, 109.
 Guillaume II (Hohenzollern), — pp. 400, 417, 419, 424, 449.
 Gvozdev, K. A., — p. 368.

H

Haase, H., — pp. 310, 346, 373, 381, 383.
 Habsburg, — pp. 262, 263.
 Haggard, H. R., — p. 119.
 Hanecki (Furstenberg), I. C., — p. 253.
 Hardie, J. K., — pp. 346, 348.
 Hartstein — voir Levi, P.
 Hecht, M., — p. 119.
 Hegel, G.W.F., — p. 216.
 Hertz, F. O., — pp. 56, 59.
 Hervé, G., — pp. 195, 346.
 Hilferding, R., — pp. 395, 397, 399.
 Hillquit, M., — pp. 368, 372, 373.
 Hoffmann, A. H., — p. 457.
 Höglund, K.Z.C., — p. 371.

Hubach, K., — p. 119.
 Huschka, L., — p. 119.
 Huysmans, C., — pp. 310, 366, 373, 380, 390.
 Hyndman, H. M., — pp. 346, 346, 367, 371, 383.

I

Iakovenko, V. I., — p. 19.
 Igorev — voir Gorev, B. I.
 Iline — voir Lénine, V. I.
 Innokenti, voir Doubrovinski, I. F.
 Inok, — voir Doubrovinski, I. F.
 Ionov (Koïguen, F. M.), — p. 233.
 Ioudine — voir Aisenstadt, I. L.
 Iouzov (Kablitz, I. I.), — p. 19.
 Issouv, I. A. (Mikhaïl), — pp. 228, 229, 235.
 Itchas, M. M., — p. 270.
 Ivanov — voir Bogdanov, A. A.

J

Jagiello, E. I., — pp. 270, 277, 299, 308, 313.
 Jansson, W., — p. 408.
 Jansson (Braun), J. E., — pp. 330, 331, 332, 334.
 Zaurès, J., — pp. 342, 344.
 Jitlovski, K. I., — p. 55.
 Jordania, N. N. (An, Kostrov), — pp. 76, 180, 228, 235, 334.
 Jouhaux, — p. 370.
 Junius — voir Luxembourg, R.

K

Kabloukov, N. A., — p. 468.
 Kalinine, V. — voir Karpinski, V. A.
 Kaménev, L. B. (Rosenfeld, L. B., Youri), — pp. 132, 222, 237, 470, 471.
 Kamski — voir Oboukhov, V. M.
 Karaoulov, M. A., — pp. 270, 271.

- Karpinski, V. A., (Kalinine, V.), — p. 169.
 Karski — voir Topouridzé, D. A.
 Kasso, L. A., — p. 240.
 Katkov, M. N., — p. 457.
 Kautsky, K., — pp. 76, 119, 167, 200, 227, 253, 319-321, 324, 327, 345, 347-349, 366, 372-374, 380-381, 383, 395, 397, 400, 405.
 Keir Hardie — voir Hardie.
 Kérenski, A. F., — pp. 455, 459.
 Khaoustov, V. I., p. 269.
 Khomiakov, N. A., — p. 220.
 Kitaïev — voir Essen, A. M.
 Klawki, K., — pp. 118, 119.
 Knouniantz, B. M. (Roussov), — p. 82.
 Kollontaï, A. M., — p. 377.
 Koniaguine — voir Galpéri-ne, L. E.
 Konovalov, A. I., — pp. 285, 286.
 Konovalov, I. A. (Nikolaï), — p. 171.
 Kostrov — voir Jordania, N. N.
 Kouznetsov — voir Litvinov, M. M.
 Kovalevski, M. M., — p. 296.
 Kozminykh-Lanine, I. M., — pp. 337-340.
 Kramolnikov, G. I., — p. 148.
 Krassikov, P. A. (Belski), — pp. 140, 145, 149, 150.
 Krassine, L. B. (Zimine, Nikita), pp. 138, 235.
 Krichevski, B. N., — p. 219.
 Kroupskaïa, N. K., — pp. 329, 452.
 Krouchévan, P. A., — p. 178.
 Krylenko, N. B., — p. 467.
 Krymov, M. D., — p. 420.
 Kvîtkine, O. A. (Pétrov), — pp. 149, 157.
 Lafargue, F., — p. 290.
 Lange — voir Stopani, A. M.
 Larine, I. (Lourié, M. A.), — pp. 172, 184, 185, 239, 368, 466, 467.
 Latychev — voir Litvinov, M. M.
 Lechtchinski, M. S. (Morozov), — p. 132.
 Lecouteux, E., — p. 119.
 Ledebour, G., — p. 361.
 Leder, V. L., — p. 345.
 Ledru-Rollin, A. A., — p. 166.
 Leiteisen, G. D. (Viazemski, Lindov), — pp. 228, 229, 233.
 Lenghnik, F. V. (Vassiliev), — pp. 95, 98.
 Lénine, V. I. (Oulianov, V. I., Iline), — pp. 50, 54, 91-97, 112, 114, 115, 116, 123-126, 129, 130, 133, 139, 141, 147, 148, 150-152, 156, 173, 210, 213, 214, 216-220, 244, 252, 264, 329-333, 377, 408-411, 415-417, 419, 420, 433, 444, 446, 447, 453, 454, 457, 470.
 Lensch, P., — p. 400.
 Léonov — voir Tskhakaïa, M. G.
 Lépéchiniski, P. N. (Oline), — p. 116.
 Levi (Hartstein), — p. 411.
 Lévine, E. I. (Egorov), — p. 78.
 Lévisinski, V., — p. 351.
 Liadov (Mandelstam), M. N., — pp. 74, 116, 214, 217, 219.
 Liber, M. I. (Goldman, M. I., Ber), — pp. 73, 191, 233, 234.
 Liebknecht, K., — pp. 347, 355, 362, 365, 369, 387, 394, 403, 455.
 Liebknecht, W., — p. 289.
 Lindov — voir Leiteisen, G. D.
 Lissagaray, P. O., — p. 105.
 Lioubimov, A. I., (Marc), — pp. 132, 133.
 Lioubitch — voir Sammer, I. A.
 Litvinov, M. M. (Kouznetsov, Latychev), — pp. 148, 150.
 Lloyd George, D., — p. 372.
 Lomtadidzé, V. B., — pp. 315, 316.
 Longuet, J., — pp. 366, 373, 381.

L

- L. V. — voir Vladimirov, M. K.
 L. M. — voir Martov, L.
 Lachévitch, M. M., — p. 420.

Lopatine G. A., — p. 324.
 Louis Philippe, — p. 102.
 Lounatcharski, A. V. (Voïnov),
 — pp. 138, 140, 154, 195, 219,
 454.
 Luxembourg, R. (Junius), — pp.
 219, 245, 252-258, 302, 398,
 399, 401.
 Luzzatti, L., — p. 344.

M

MacDonald, J. R., — pp. 346,
 349.
 Maclean, J., — p. 416.
 Makar, voir Noguine, V. P.
 Malecki, A. M., — pp. 253, 341.
 Malinovski, R. V., — pp. 269,
 277.
 Manouïlov, A. A., — p. 296.
 Marat — voir Chantser, V. L.
 Marc — voir Lioubimov, A. I.
 Markov, N. E. (Markov II), —
 p. 246
 Martov, L. (Zederbaum, Y. O.,
 Berg L. M.), — pp. 21, 48,
 59, 81, 82, 92-94, 96, 98, 111,
 112-115, 166, 171, 180, 189,
 216, 218, 219, 231, 252-254,
 310, 333, 350, 370, 373, 381,
 390, 453.
 Martynov, A. (Piker, A. S.), —
 pp. 38, 43, 45, 50, 75, 80, 81,
 160, 214, 235.
 Marx, K., — pp. 18, 40, 109,
 119, 159, 166, 215, 324, 361,
 392, 393, 400, 401, 429,
 Maslov, P. P., — pp. 345, 395.
 Maslov, S. L., — p. 470.
 Mavrine, I. F., — p. 420.
 Maximov — voir Bogdanov, A. A.
 Mechkovski — voir Golden-
 berg, I. P.
 Medem (Grinberg), V. D., —
 pp. 326, 328.
 Mehring, F. — pp. 346, 347.
 Menchikov, M. O., — p. 457.
 Merchtchi, P. F., — p. 270.
 Merrheim, A., — p. 370.

Mikha — voir Tskhakaïa, M. G.
 Mikhaïl — voir Issouv, I. A.
 Mikhaïlov — voir Postolov-
 ski, D. S.
 Mikhaïlov, N. N., — pp. 15, 16.
 Mikhaïlovski, N. K., — pp. 18,
 19.
 Milioukov, P. N. — pp. 285, 296,
 422, 431.
 Molkeubuhr, H., — p. 245.
 Morgary, O., — p. 381, 403.
 Morozov — voir Lechtchin-
 ski, M. S.
 Morozov, T. S., — p. 121.
 Mouranov, M. K., — p. 277.
 Mulburg, — p. 290.

N

N-on — voir Danielson, N. F.
 N. F. — voir Essen, E. E.
 Napoléon III (Bonaparte, Louis),
 — pp. 101, 102, 106, 109.
 Natanson, M. A., — p. 453.
 Nicolas II (Romanov), — pp. 262,
 268, 449.
 Nikita — voir Krassine, L. B.
 Nikolaï — voir Konovalov, I. A.
 Nobel, — p. 290.
 Noguine, V. P. (Makar), — pp.
 228, 229, 233, 235, 426.
 Norse, — p. 290.
 Noskov, V. A. (Glébov, Efimov),
 — pp. 79, 95, 114, 116, 131,
 132.

O

Oboukhov, V. M. (Kamski), —
 p. 141.
 Oline — voir Lépéchinski, P. N.
 Olga — voir Ravitch, S. N.
 Ornatski — voir Tchitchéri-
 ne, G. V.
 Oulianov, A. I., — p. 447.
 Oulianov, V. I. — Voir Lénine,
 V. I.
 Ouritski, M. S. (Boretski), —
 p. 370.

P

Paladines — voir Aurelle de Paladines.

Panneckoek, A., — pp. 320, 395, 406.

Parvus (Helfand, A. L.), — pp. 134, 166.

Patouillet, J., — pp. 399-401.

Pavlenkov, F. F., — p. 329.

Pernerstorfer, E., — pp. 368, 372.

Pétrov — voir Kvitkine, O. A.

Pétrovski, G. I., — pp. 269, 467.

Pétrounekévitch, I. I., — p. 166.

Piatakov, G. L., — p. 377.

Picard, J., — p. 103.

Piotr — voir Ramichvili, N. V.

Pissarev, D. I., — p. 19.

Platten, F. (Fritz), — pp. 408, 410, 411, 416.

Plékhanov, G. V. (Valentinov), — pp. 21, 22, 24, 36-54, 91, 95, 97, 111, 112, 124, 125, 180, 185, 195, 219, 222, 243, 259, 275, 288, 289, 302, 303, 308, 313, 341, 345, 361, 366, 372, 383, 423, 424, 446.

Pokrovski, V. I., — pp. 303, 304.

Pokrovski, M. N., — p. 467.

Polétaïev, N. G., — p. 221.

Postolovski, D. S. (Vadim Mikhaïlov), — pp. 138, 153, 222.

Potressov, A. N. (Starover), — pp. 82, 124, 219, 288, 289, 395-397, 408.

Pressemanne, Adrien, — pp. 373, 381.

Proudhon, P., — p. 320.

Pourichkévitch, V. M., — pp. 284, 298.

Radek, K. B., — pp. 252-258, 361, 377, 395.

Ramichvili, N. B. (Piotr), — pp. 211, 213, 230, 235.

Rappoport, Ch., — p. 302.

Raspoutine (Novykh), G. E., — p. 342.

Ravitch, S. N. (Olga), — p. 130.

Rémy, L., — p. 185.

Renaudel, P., — p. 383.

Riazanov, D.B.I. (Holdendach, D. B., Boukvoed), — pp. 18, 372.

Rocquigny, R., — pp. 118, 119.

Rodzianko, M. V., — p. 285.

Rojkov, N. A., — pp. 230, 238, 239.

Roland-Holst, H., — p. 366.

Rolland, R., — p. 406.

Roman — voir Ermolaïev, K. M.

Romanov, — p. 262.

Rou — voir Galpérine, L. E.

Roubanovitch, I. A., — p. 202.

Roumiantsev, P. P. (Schmidt), — pp. 142, 153, 171.

Roussanov, A. N., — p. 269.

Roussov — voir Knouniantz, B. M.

Rozen, M. M. (Ezra), — pp. 210, 211.

Ruge, A., — p. 393.

Rühle, O., — pp. 365, 367, 369, 387.

Russel, Ch. E., — pp. 368, 372.

Rybikine, — p. 157.

Rykov, A. I. (Vlassov, Serguéiev), — pp. 145, 148, 223.

Ryslev, A. I., — p. 269.

S

Safarov, G. I., — p. 377.

Sammer, I. A. (Lubitch), — pp. 230, 235.

Samoïlov, F. N., — p. 269.

Saumoneau, L., — p. 371.

Sazonov, S. D., — p. 263.

Scheidemann, P., — p. 424.

Schneeberger, F. O., — p. 404.

Q

Quelch, H., — p. 245.

R

R.N.C. — voir Strouvé, P. B.

Rabinovitch, — p. 328.

Schmidt, — voir Roumiantsev, P. I.
 Serguéiev — voir Rykov, A. I.
 Serrati, G. M., — p. 362.
 Skobélev, M. I., — pp. 269, 455.
 Skvortsov, A. I., — p. 52.
 Smirnov, E. — voir Gourévitch, E. L.
 Sokolnikov, G. Y., — pp. 433, 470.
 Soloviev, — pp. 442, 445.
 Sosnovski — voir Desnitski, V. A.
 Souchon, A., — p. 119.
 Soudakov, P. I., — p. 265.
 Soukhanov, N. (Gimmer, N. N.), — 377.
 Staline (Djougachvili), J. V., — p. 470.
 Stanislav — voir Volski, S. A.
 Stauning, A. M., — p. 426.
 Steklov, I. M., — p. 221.
 Stépanov — voir Essen, A. M.
 Stolypine, P. A., — pp. 206, 233, 240.
 Stopani, A. M. (Lange), — p. 75.
 Strakhov — voir Takhtarev, K. M.
 Ström, F., — p. 409.
 Strouvé, P. B. (R.N.S.), — pp. 16-18, 58, 82, 154, 318, 350, 351, 400.
 Stumpfe, E., — p. 119.
 Sverdlov, I. M., — p. 470.
 Südekum, A., — pp. 347, 383.
 Sun Yat-sen, — pp. 281, 282.

T

Takhtarov, K. M. (Strakhov), — p. 72.
 Talalaïev, V. T., — p. 15.
 Taratouta, V. K. (Victor), — p. 236.
 Tchérévanine, N. (Lipkine, F. A.), — p. 166.
 Tchernov, V. M., — pp. 46, 289, 457, 460, 468, 469.
 Tchernychevski, N. G., — p. 216.
 Tchitchérine, G. V. (Ornatski), — p. 367.

Tchkhéidzé, N. S., — pp. 269, 368, 381, 383, 408, 410, 433.
 Tchkhengkéli, A. I., — p. 269.
 Tennant, H., — p. 290.
 Thiers, A., — pp. 102-104, 106, 109.
 Thomas, A., — p. 390.
 Thomas, C., — pp. 104, 110.
 Tkatchev, P. N., — p. 19.
 Tolski, M. P., — p. 453.
 Topouridzé, D. A. (Karski), — p. 76.
 Touliakov, I. N., — p. 269.
 Tourguéniev, I. S., — p. 254.
 Trevelyan, Ch. F., — p. 348.
 Treves, C., — pp. 360, 369, 381, 383.
 Trépov, D. F., — p. 175.
 Trier, G., — p. 426.
 Trotski (Bernstein), L. D., — pp. 238, 243, 244, 334, 358, 366, 368, 416, 466.
 Trochu, L. J., — pp. 103, 107, 109.
 Troelstra, P., — p. 370.
 Tsérétéli, I. G., — pp. 433, 460.
 Tskhakaïa, M. G. (Léonov, Mikha), — pp. 132, 218, 410.
 Tysza, J. (Jogiches, L.), — p. 255.

V

V. V. — voir Vorontsov, V. P.
 V. S. — voir Filatov, V. V.
 Vadim — voir Postolovski, D. S.
 Vaillant, E. M., — pp. 346, 369.
 Valentin, L. E., — pp. 104, 109.
 Valentinov — voir Plékhanov, G. V.
 Vandervelde, E., — pp. 196, 346-348, 363, 383.
 Varine — voir Fridoline, V. Y.
 Vassiliev — voir Lenghnik, F. V.
 Védernikov, A. S., — p. 433.
 Viazemski — voir Leiteisen, G. D.
 Vichnevski — voir Goldenberg, I. P.
 Victor — voir Taratouta, V. K.
 Vinogradov, P. G., — p. 297.

Vinoy, J., — pp. 104, 109.
 Vladimirov, M. K. (Scheinfinkel,
 M. K., L. V.), — p. 341.
 Vlassov, voir Rykov, A. I.
 Voïnov — voir Lounatchar-
 ski, A. V.
 Volmar, G. G. — p. 196.
 Volski, S. A. (Sokolov, A. V.,
 Stanislav), — pp. 217, 457.
 Voronine, I. A. — p. 15.
 Vorontsov, V. P. (V. V.), —
 pp. 18, 58.
 Vsévolod — voir Dénissof, V. P.

W

Warski, A. (Warchavski, A. S.),
 — p. 325.
 Wendel, H., — p. 344.
 Wijnkoop, D., — p. 366.
 Williams, T. R., — p. 387.
 Winnig, A., — pp. 367, 369.

Wirth, A., — p. 401.
 Witte, S. Y., — pp. 17, 51, 52,
 176.
 Wroblewski, V., — p. 105.

Y

Yuan Ché-kaï, — p. 282.
 Youri — voir Bronstein, P. A.
 Youri — voir Kaménev, L. B.

Z

Zassoulitch, V. I., — p. 77.
 Zetkin, C., — pp. 194-196, 362.
 Ziemelis, — p. 335.
 Zimine — voir Krassine, L. B.
 Zinoviev (Radomyslski), G. E.,
 — pp. 210, 410, 416, 420, 453,
 470, 471.
 Zourabov, A. G., — p. 416.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
 <i>1896-1904</i> 	
COMMUNICATION AU NOM DES « VIEUX » AUX MEMBRES DE L'« UNION DE LUTTE POUR LA LIBÉRATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE » DE PÉTERSBOURG	15
ÉLÉMENTS [D'UN PROJET D'ENTENTE AVEC STROUVÉ	16
UN DOCUMENT SECRET	17
REMARQUES SUR L'ARTICLE DE RIAZANOV « DEUX VÉRITÉS	18
ÉLÉMENTS AYANT SERVI À L'ÉLABORATION DU PROGRAMME DU P.O.S.D.R.	20
1. ESQUISSE DE CERTAINS POINTS DE LA PARTIE PRATIQUE DU PROJET DE PROGRAMME	20
2. RÉSUMÉ DU PREMIER PROJET DE PROGRAMME DE PLEKHANOV AVEC MENTION DE CERTAINES CORRECTIONS	21
3. RELEVÉ DES PARAGRAPHES I ET II DU PREMIER PROJET DE PROGRAMME DE PLEKHANOV ET ESQUISSE DU PREMIER PARAGRAPHE DE LA PARTIE THÉORIQUE DU PROGRAMME	24
4. VARIANTE INITIALE DE LA PARTIE THÉORIQUE DU PROJET DE PROGRAMME	25
5. ESQUISSES DE PLAN DU PROJET DE PROGRAMME	30
6. PREMIÈRE VARIANTE DE LA PARTIE AGRAIRE ET DE LA CONCLUSION DU PROJET DE PROGRAMME	31
7. ESQUISSES DE PROJET DE PROGRAMME	32

8. ADDITIONS À LA PARTIE AGRAIRE ET À LA PARTIE SUR LES FABRIQUES DU PROJET DE PROGRAMME .	36
RÉPONSES AUX REMARQUES DE PLÉKHANOV ET D'AXEL- ROD SUR L'ARTICLE « LE PROGRAMME AGRAIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE »	36
INTRODUCTION À LA PROCLAMATION DU COMITÉ DU DON DU P.O.S.D.R. « AUX CITOYENS DE RUSSIE » . . .	54
INTRODUCTION À LA PROCLAMATION « AUX CITOYENS DE TOUTE LA RUSSIE »	55
PLAN D'UNE BROCHURE CONTRE LES SOCIALISTES-RÉVO- LUTIONNAIRES	55
DEUXIÈME CONGRÈS DU P.O.S.D.R. 17 (30) juillet-10 (23) août 1903	63
1. PROGRAMME DU II ^e CONGRÈS ORDINAIRE DU P.O.S.D.R.	63
2. INTERVENTIONS LORS DE L'EXAMEN DE LA LISTE DES QUESTIONS SOUMISES AU CONGRÈS. 17 (30) juillet	70
1	70
2	70
3. INTERVENTION AU SUJET DES ACTIVITÉS DU COMI- TÉ D'ORGANISATION. 18 (31) juillet	71
4. INTERVENTION SUR LA PARTICIPATION DES SOCIAL- DÉMOCRATES POLONAIS AU CONGRÈS. 18 (31) juillet	71
5. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DE LA PARTIE GÉNÉRALE DU PROGRAMME DU PARTI. 29 juillet (11 août)	72
6. INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DES REVEN- DICATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU PRO- GRAMME DU PARTI. 30 juillet (12 août)	72
1	72
2	72
3	72
7. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DES REVEN- DICATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU PROGRAM- ME DU PARTI. 31 juillet (13 août)	73
8. PROPOSITIONS CONCERNANT LES POINTS DES RE- VENDICATIONS POLITIQUES GÉNÉRALES DU PRO- GRAMME DU PARTI	73
9. INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DE LA PAR- TIE DU PROGRAMME DU PARTI CONCERNANT LA PROTECTION DES OUVRIERS. 31 juillet (13 août)	73
1	73
2	74

10. INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DU PROGRAMME AGRAIRE. 1 ^{er} (14) août	74
1	74
2	74
3	75
4	75
5	75
6	76
7	76
11. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DES STATUTS DU PARTI. 2 (15) août	76
12. INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DES STATUTS DU PARTI. 4 (17) août	77
1	77
2	77
3	77
4	78
5	78
13. ADDITION AU § 12 DU PROJET DE STATUTS DU PARTI	78
14. INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DES STATUTS DU PARTI. 5 (18) août	79
1	79
2	79
3	79
4	79
15. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA DÉCLARATION DE MARTYNOV ET D'AKIMOV	80
16. INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DE LA DÉCLARATION DE MARTYNOV ET D'AKIMOV. 5 (18) août	80
1	80
2	81
17. ADDITION À LA RÉSOLUTION DE MARTOV SUR LA SÉCESSION DU BUND	81
18. INTERVENTION LORS DES ÉLECTIONS DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI. 7 (20) août	82
19. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION SUR LA RÉSOLUTION DE POTRESSOV (STAROVER) AU SUJET DE L'ATTITUDE ENVERS LES LIBÉRAUX. 10 (23) août	82
LA LOI PORTANT INDEMNISATION DES OUVRIERS VICTIMES D'ACCIDENTS	83

A LA COMMISSION DES PROCÈS-VERBAUX DU II ^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R.	91
A LA COMMISSION DES PROCÈS-VERBAUX DU II ^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R.	91
II ^e CONGRÈS DE « LA LIGUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE À L'ÉTRANGER ». 13-18 (26-31) octobre 1903	92
1. REMARQUES SUR L'ORDRE DU JOUR. 13 (26) octobre	92
1	92
2	92
3	92
2. OBSERVATION PRÉLIMINAIRE AU RAPPORT SUR LE II ^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R. 13 (26) octobre	93
3. DÉCLARATION À PROPOS DU RAPPORT DE MAR-TOV. 16 (29) octobre	93
4. DISCOURS PRONONCÉS LORS DE LA DISCUSSION DES STATUTS DE LA LIGUE. 17 (30) octobre	94
1	94
2	94
5. INTERVENTION À PROPOS DES RÉSULTATS DU VOTE SUR LES RÉSOLUTIONS CONCERNANT LES STATUTS DE LA LIGUE. 17 (30) octobre	94
DÉCISION DU CONSEIL DU PARTI. Genève, le 1 ^{er} novembre 1903	95
LE CONSEIL DU P.O.S.D.R. 15-17 (28-30) janvier 1904	95
1. OBSERVATION SUR L'ORDRE DU JOUR 15 (28) janvier	95
2. OBSERVATIONS SUR L'ORDRE DU JOUR. 16 (29) janvier	96
1	96
2	96
3. DÉPOSITION D'UN PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA PAIX AU SEIN DU PARTI. 16 (29) janvier	96
4. INTERVENTION CONCERNANT LA DÉPOSITION D'UNE OPINION PARTICULIÈRE PAR LES REPRÉSENTANTS DU COMITÉ CENTRAL. 17 (30) janvier	97
5. INTERVENTION VISANT À JUSTIFIER L'OPINION PARTICULIÈRE DES REPRÉSENTANTS DU COMITÉ CENTRAL. 17 (30) janvier	97

6. OBSERVATION SUR L'ORDRE DU JOUR. 17 (30) janvier	98
7. PROJET DE RÉSOLUTION DÉPOSÉE LE 17 (30) JANVIER	98
AVIS DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE	98
AU PROLÉTARIAT RUSSE	99
TROIS PLANS DE RAPPORTS SUR LA COMMUNE DE PARIS	101
1	101
2	107
3	109
CONSEIL DU P.O.S.D.R. 31 mai et 5 juin (13 et 18 juin) 1904	110
1. OBSERVATION SUR L'ORDRE DU JOUR. 31 mai (13 juin)	110
2. DISCOURS SUR LA CONFÉRENCE INTERPARTI. 31 mai (13 juin)	111
1	111
2	111
3. DISCOURS SUR LA REPRÉSENTATION DU P.O.S.D.R. AU CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL. 31 mai (13 juin)	111
1	111
2	112
3	112
4. REMARQUE SUR LA NÉCESSITÉ D'UN CONTRÔLE DU JOURNAL DES « GNTCHAKISTES ». 31 mai (13 juin)	112
5. PRÉSENTATION D'UN AMENDEMENT À LA RÉSOLUTION DE MARTOV SUR LE DROIT DE L'O.C. ET DU C.C. DE RAPPELER LEURS REPRÉSENTANTS AU CONSEIL DU PARTI. 5 (18) juin	113
6. DISCOURS SUR LA COOPTATION AUX COMITÉS ET SUR LE DROIT, POUR LE C.C., D'Y INTRODUIRE DE NOUVEAUX MEMBRES. 5 (18) juin	113
7. DISCOURS SUR LE MODE DE SCRUTIN À EMPLOYER POUR DÉCIDER DE LA CONVOCATION DU III ^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R. 5 (18) juin	114
1	114
2	114

3	114
4	115
8. INTERVENTIONS SUR LA PUBLICATION DES PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS DU CONSEIL DU PARTI. 5 (18) juin.	115
1	115
2	116
3	116
DÉCLARATION SUR LA PASSATION DES POUVOIRS DES REPRÉSENTANTS DU C.C. DU P.O.S.D.R. À L'ÉTRANGER	116
PROJET DE RÉOLUTION DU GROUPE MAJORITAIRE GENEVOIS	117
PLANS D'UN ARTICLE SUR « LA PAYSANNERIE ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE »	118
1	118
2	119
PLAN D'UN ENTRETIEN SUR LES CRISES	120
PLAN DE TROIS ENTRETIENS SUR LE PROGRAMME SOCIAL-DÉMOCRATE	121
NOTE DE LA RÉDACTION DU V ^{PERIOD} ACCOMPAGNANT LA LETTRE D'UN CORRESPONDANT DE PÉTERSBOURG	123
ESQUISSE DES THÈSES D'UN ARTICLE INTITULÉ « COMMENT ILS SE DÉFENDENT? »	123
DÉCLARATION DU GROUPE DES PROMOTEURS QUI A FONDÉ LA BIBLIOTHÈQUE DU P.O.S.D.R. À GENÈVE	125
1905-1910	
PLAN D'UN ARTICLE INTITULÉ « 1895 ET 1905 (BREF PARALLÈLE) »	126
ACCORD DE COMBAT POUR L'INSURRECTION ET FORMATION D'UN COMITÉ DE COMBAT	127
PROCÈS-VERBAUX DES DISCOURS PRONONCÉS AU CLUB DES BOLCHEVIKS DE GENÈVE. <i>Procès-verbal du 5 mars 1905</i>	128
I	128
II	129
III	130
ANNOTATION DE LA RÉDACTION DU V ^{PERIOD} À LA RÉOLUTION DU GROUPE D'OUVRIERS DE L'USINE MÉTALLURGIQUE DE SAINT-PÉTERSBOURG	130
III ^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R. 12-27 avril (25 avril-10 mai) 1905	131

1. PROJET D'ARRÊTÉS DU COMITÉ D'ORGANISATION CHARGÉ DE LA CONVOCATION DU III ^e CONGRÈS RELATIF À LA REPRÉSENTATION DE CERTAINES ORGANISATIONS	131
2. PROJET DE RÉSOLUTION DU C.O. SUR L'HABILITATION DU CONGRÈS	134
3. INTERVENTION CONCERNANT LE RAPPORT DE LA COMMISSION DES MANDATS SUR LA REPRÉSENTATION AU CONGRÈS DU COMITÉ DE KAZAN. 13 (26) avril	135
4. AMENDEMENT À LA PROPOSITION DE LA COMMISSION DES MANDATS CONCERNANT LA REPRÉSENTATION AU CONGRÈS DU COMITÉ DE KAZAN. 13 (26) avril	135
5. INTERVENTION SUR LA DISCUSSION DU RAPPORT DU C.O. 13 (26) avril	136
6. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA DISCUSSION DU RAPPORT DU C.O.	136
7. PROJET D'ORDRE DU JOUR DU III ^e CONGRÈS DU PARTI	137
8. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION SUR L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS. 13 (26) avril	138
9. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DE L'ORDRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS. 13 (26) avril	138
10. DÉPÔT D'UN PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ÉLECTION DE COMMISSIONS POUR L'EXAMEN DES RAPPORTS DES DÉLÉGUÉS ET POUR LA PRÉPARATION DE PROJETS DE RÉSOLUTIONS. 13 (26) avril	139
11. COMMUNICATIONS À LA COMMISSION DES MANDATS DU CONGRÈS	139
1	139
2	140
12. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES MANDATS. 14 (27) avril	141
13. PROJETS DE RÉSOLUTION SUR LA CONFIRMATION DES COMITÉS DE KAZAN ET DU KOUBAN	141
14. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE MODE DE SCRUTIN EN VIGUEUR AU CONGRÈS	141
15. REMARQUES CONCERNANT LE PROJET DE RÉSOLUTION DE ROUMIANTSEV SUR L'ACTION POLITIQUE DÉCLARÉE DU P.O.S.D.R.	142
16. THÈSES POUR UNE RÉSOLUTION SUR LA PARTICIPATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AU GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE	143
17. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DE LA RÉSOLUTION SUR LA QUESTION DE L'ACTION POLITIQUE DÉCLARÉE DU P.O.S.D.R. 19 avril (2 mai)	145

18.	INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DU PROJET DE RÉSOLUTIONS SUR L'ATTITUDE ENVERS LA TACTIQUE DU GOUVERNEMENT A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION. 19 avril (2 mai)	
1		
2		
19.	RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LE MOUVEMENT PAYSAN	
20.	AU BUREAU DU CONGRÈS	
21.	RÉSUMÉ DE L'INTERVENTION SUR LA QUESTION DES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES	
22.	INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DES STATUTS DU PARTI. 21 avril (4 mai)	
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
23.	INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DU PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES RÉUNIONS GÉNÉRALES DU C.C. 21 avril (4 mai)	
24.	INTERVENTION SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION DES MANDATS CONCERNANT LA REPRÉSENTATION DU COMITÉ DE KAZAN. 22 avril (5 mai)	
25.	INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DES PROJETS DE RÉSOLUTION SUR LES RAPPORTS DES OUVRIERS ET DES INTELLECTUELS DANS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES. 22 avril (5 mai)	
26.	INTERVENTIONS DANS LA DISCUSSION DE LA RÉSOLUTION ADDITIONNELLE AUX STATUTS DU PARTI SUR LES CONFÉRENCES PÉRIODIQUES DE REPRÉSENTANTS DE DIVERSES ORGANISATIONS DU PARTI. 22 avril (5 mai)	
1		
2		
27.	PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA FRACTION DISSIDENTE DU PARTI	
28.	INTERVENTION SUR LA RÉSOLUTION DE ROUMIAN-TSEV CONCERNANT LA FRACTION DISSIDENTE DU PARTI. 23 avril (6 mai)	
29.	INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DE LA RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE ENVERS LES ORGANISATIONS SOCIAL-DÉMOCRATES DES MINORITÉS NATIONALES. 23 avril (6 mai)	

30. INTERVENTION SUR LA QUESTION DE L'ATTITUDE ENVERS LES LIBÉRAUX. 23 avril (6 mai) . . .	154
31. INTERVENTION SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DU C.C. 25 avril (8 mai)	154
32. PROPOSITION CONCERNANT LE DÉROULEMENT DES ÉLECTIONS DU COMITÉ CENTRAL. 25 avril (8 mai)	155
33. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE MOMENT DE L'EN- TRÉE EN FONCTIONS DU COMITÉ CENTRAL . . .	155
34. INTERVENTION SUR LA PUBLICATION DES PRO- CÈS-VERBAUX DU III ^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R. 25 avril (8 mai)	155
35. AMENDEMENTS AU PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA PROPAGANDE ET L'AGITATION	156
36. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DE LA RÈ- SOLUTION SUR LES ÉVÉNEMENTS DU CAUCASE. 26 avril (9 mai)	157
1	157
2	157
PLAN D'UN EXPOSÉ SUR LE III ^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R. ET SES DÉCISIONS	157
NOTES POUR L'ARTICLE «SUR LE GOUVERNEMENT RÉ- VOLUTIONNAIRE PROVISOIRE»	159
ESSAI SUR LA SCISSION DU PARTI	160
DERNIÈRES NOUVELLES	161
NOTE ADJOINTE AU TEXTE DES PROCÈS-VERBAUX DU III ^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R. PAR LA COMMISSION CHAR- GÉE DE LEUR PUBLICATION	162
PROJET DE TRACT	163
ESQUISSE DES DIFFÉRENCES DE TACTIQUE DES BOLCHE- VIKS ET DES MENCHEVIKS À L'ÉGARD DE LA DOUMA DE BOULYGUINE	164
NOTES SUR LES ÉLECTIONS À LA DOUMA DE BOULY- GUINE	165
PLAN D'UN ARTICLE INTITULÉ « LA TÂCHE PRINCIPALE DE LA POLITIQUE SOCIALISTE »	165
NOTE	167
LES FINANCES DE LA RUSSIE	168
ADDITIONS À L'ARTICLE DE V. KALININE « LE CONGRÈS PAYSAN »	169
1	169
2	170

INTERVENTIONS CONCERNANT LA VALIDATION DES MANDATS DES ORGANISATIONS DE LA BANLIEUE ET DE L'ARRONDISSEMENT VYBORSKI À LA CONFÉRENCE DU P.O.S.D.R. DE PETERSBOURG-VILLE. 11 (24) février 1906	170
1	170
2	171
3	171
4	171
5	171
CONGRÈS D'UNIFICATION DU P.O.S.D.R. 10-25 avril (23 avril-8 mai) 1906	171
1. INTERVENTIONS À LA DEUXIÈME SÉANCE DU CONGRÈS SUR LE VOTE NOMINAL DES DÉCLARATIONS ÉCRITES ADRESSÉES AU BUREAU DU CONGRÈS	171
1	171
2	172
2. INTERVENTION À LA TROISIÈME SÉANCE DU CONGRÈS	172
3. PROPOSITION DE FORMULATION DU POINT VIII DU PROJET D'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS . . .	172
4. DÉCLARATION ÉCRITE DÉPOSÉE À LA QUINZIÈME SÉANCE DU CONGRÈS	173
5. INTERVENTION À LA VINGT-QUATRIÈME SÉANCE DU CONGRÈS	173
LU DANS LA PRESSE	173
LU DANS LA PRESSE	174
LU DANS LA PRESSE	175
LU DANS LA PRESSE	177
DEUXIÈME CONFÉRENCE DU P.O.S.D.R. (PREMIÈRE CONFÉRENCE DE RUSSIE). 3-7 (16-20) novembre 1906 . . .	178
1. RAPPORT SUR LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS À LA II ^e DOUMA D'ÉTAT. 4 (17) novembre	178
2. ALLOCUTION DE CLÔTURE DES DÉBATS SUR LE RAPPORT CONCERNANT LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS À LA II ^e DOUMA. 4 (17) novembre	179
3. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION DE LA PLATE-FORME ÉLECTORALE MENCHEVIQUE. 6 (19) novembre)	179
4. INTERVENTIONS SUR LA CONVOCATION DU « CONGRÈS OUVRIER ». 7 (20) novembre	180
1	180
2	180

5. OPINION PARTICULIÈRE DÉPOSÉE À LA CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.R. AU NOM DES DÉLÉGUÉS SOCIAL-DÉMOCRATES DE POLOGNE, DE LETTONIE, DE SAINT-PÉTERSBOURG, DE MOSCOU, DE LA RÉGION INDUSTRIELLE CENTRALE ET DES PROVINCES DE LA VOLGA	181
LE CONGRÈS OUVRIER ET LA FUSION AVEC LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES (NOTE)	184
RAPPORT PRÉSENTÉ À LA CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. SUR LA QUESTION DES ACCORDS ELECTORAUX LORS DES ÉLECTIONS À LA II ^e DOUMA D'ÉTAT. 6 (19) janvier 1907. <i>Bref compte rendu de presse</i>	186
LES MENCHEVIKS ONT-ILS LE DROIT DE MENER UNE POLITIQUE DE SOUTIEN DES CADETS?	186
RÉPONSE À L. MARTOV	189
V ^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R. 30 avril-19 mai (13 mai-1 ^{er} juin) 1907	190
1. INTERVENTION CONTRE LA PROPOSITION DE CLORE LES DÉBATS SUR L'ORDRE DU JOUR. 1 ^{er} (14) mai	190
2. INTERVENTION EN FAVEUR DU VOTE NOMINAL PAR BULLETINS. 2 (15) mai	190
3. INTERVENTIONS EN QUALITÉ DE PRÉSIDENT DE LA SIXIÈME SÉANCE DU CONGRÈS. 3 (16) mai	191
1	191
2	191
4. OBJECTION CONTRE L'AMENDEMENT PROPOSÉ PAR LIBER À LA RÉOLUTION DES BOLCHEVIKS ADOPTÉE PAR LE CONGRÈS SUR L'ATTITUDE ENVERS LES PARTIS BOURGEOIS. 15 (28) mai	191
5. INTERVENTION SUR LA DÉNOMINATION DU CONGRÈS. 19 mai (1 ^{er} juin)	192
SUR LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT À L'ÉTAPE ACTUELLE DE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE BOURGEOISE	192
REMARQUES SUR LA RÉOLUTION DU CONGRÈS DE STUTTGART SUR « LE MILITARISME ET LES CONFLITS INTERNATIONAUX »	193
REMARQUES SUR L'ARTICLE DE CLARA ZETKIN « LE CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL DE STUTTGART »	194
LA PROPAGANDE ANTIMILITARISTE ET LES UNIONS DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE SOCIALISTE	197
COMMENT LES « SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES » ÉCRIVENT L'HISTOIRE	200

LA III ^e DOUMA D'ÉTAT ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE	202
PLENUM DU C.C. DU P.O.S.D.R. 11-13 (24-26) août 1908 . .	210
1. DÉCLARATION CONCERNANT LA CONVOCATION DU PLENUM DU C.C.	210
2. PROJET DE DÉCISION SUR L'INCIDENT SURVENU À PROPOS DE LA CONVOCATION DU PLENUM DU C.C.	210
3. PROJET DE DÉCISION SUR L'ORGANISATION D'UN BUREAU CENTRAL À L'ÉTRANGER	211
V ^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DU P.O.S.D.R. 21-27 décem- bre 1908 (3-9 janvier 1909)	212
1. RÉSUMÉ DU DISCOURS SUR LA QUESTION D'OR- GANISATION	212
2. PRÉCISION CONCERNANT LE DISCOURS SUR LA QUESTION D'ORGANISATION	213
3. PROPOSITION CONCERNANT LA MISE AUX VOIX DES RÉOLUTIONS	213
4. PROJET DE RÉOLUTION SUR LA PUBLICATION DES DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE.	214
5. MISE AU POINT	214
6. DÉCLARATION CONCERNANT LE PROJET MENCHEVIQUE DE LIQUIDATION DU C.C.	214
PLAN DE CONFÉRENCES SUR LE MARXISME	215
CONFÉRENCE DE LA RÉDACTION ÉLARGIE DU « PROLÉTA- RI » 8-17 (21-30) juin 1909	216
1. DISCOURS PRONONCÉS LORS DE LA DISCUSSION DE LA RÉOLUTION SUR L'AGITATION EN FAVEUR D'UN CONGRÈS OU D'UNE CONFÉRENCE BOL- CHEVIQUES DISTINCTS DU PARTI. 8 (21) juin	216
1	216
2	217
2. DISCOURS PRONONCÉ LORS DE LA DISCUSSION SUR L'OTZOVISME ET L'ULTIMATISME. 9 (22) juin .	217
3. DISCOURS PRONONCÉ LORS DE LA DISCUSSION SUR L'ÉCOLE DU PARTI DE CAPRI. 10 (23) juin . .	219
4. DISCOURS PRONONCÉ LORS DE LA DISCUSSION SUR L'UNITÉ DE LA FRACTION. 12 (25) juin	220
5. PREMIER DISCOURS LORS DE LA DISCUSSION DES TÂCHES DES BOLCHEVIKS DANS LE DOMAINE DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE 12 (25) juin . .	221

6. ADDITIF À LA RÉOLUTION « SUR LA PLACE À RÉSERVER À L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE AU SEIN DE L'ACTIVITÉ D'ENSEMBLE DU PARTI »	223
7. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION SUR LA PRESSE DU PARTI. 15 (28) juin	223
8. INTERVENTION DANS LA DISCUSSION SUR LA PUBLICATION D'ARTICLES PHILOSOPHIQUES DANS L'ORGANE CENTRAL. 15 (28) juin	224
9. PROPOSITION D'OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE AU JOURNAL DU GROUPE À LA DOUMA. 16 (29) juin	224
10. INTERVENTIONS ET PROPOSITIONS LORS DE LA DISCUSSION SUR LA RÉORGANISATION DU CENTRE BOLCHEVIQUE. 17 (30) juin	225
1	225
2	225
3	225
4	225
PLAN D'UN EXPOSÉ SUR « LE CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL DE COPENHAGUE ET SA SIGNIFICATION »	226

1911-1914

PLAN D'UN COURS SUR « LES FONDEMENTS DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ». LEÇON IV	227
CONFÉRENCE DES MEMBRES DU C.C. DU P.O.S.D.R. 28 mai-4 juin (10-17 juin) 1911	228
1. RAPPORT SUR LA SITUATION À L'INTÉRIEUR DU PARTI	228
2. INTERVENTIONS PRONONCÉES LORS DE LA DISCUSSION SUR L'HABILITATION DE LA CONFÉRENCE. 28 mai (10 juin)	232
1	232
2	233
3	233
4	234
3. INTERVENTIONS PRONONCÉES LORS DE LA DISCUSSION SUR LA CONVOCATION DU PLÉNUM DU C.C. 30 mai (12 juin)	234
1	234
2	235
3	235
4	235

4. PROPOSITION CONCERNANT LA RÉOLUTION SUR LA CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE DU PARTI	236
5. DÉCLARATION	236
DÉCLARATION	237
AJOUT À LA BROCHURE DE L. B. KAMÉNEV <i>DEUX PARTIS</i>	237
PLAN D'UN EXPOSÉ SUR LE « MANIFESTE DU PARTI OUVRIER LIBÉRAL »	238
PROPOSITION SUR LES STATUTS DE L'ORGANISATION À L'ÉTRANGER FAITE À LA CONFÉRENCE DES GROUPES BOLCHEVIQUES DE L'ÉTRANGER	239
PLAN DE RAPPORT SUR LA SITUATION POLITIQUE . . .	240
LA VI ^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DU P.O.S.D.R. (<i>Conférence de Prague</i>). 5-17 (18-20) janvier 1912	241
1. A PROPOS DU PROJET DE RÉOLUTION SUR « LA COMMISSION D'ORGANISATION RUSSE CHARGÉE DE LA CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE »	241
2. PLAN DE DISCOURS SUR L'HABILITATION DE LA CONFÉRENCE	242
3. RAPPORT SUR LE TRAVAIL DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL. 7 (20) janvier 1912	243
4. INTERVENTION À PROPOS DE LA RÉOLUTION SUR LA LUTTE CONTRE LA FAMINE. 8 (21) janvier 1912	245
5. PROJET DE MODIFICATION DES STATUTS D'ORGANISATION DU PARTI	246
6. DISCOURS SUR LE PROBLÈME DE L'ORGANISATION. 11 (24) janvier 1912	247
7. POUR LE PROJET DE RÉOLUTION SUR « LE CARACTÈRE ET LES FORMES D'ORGANISATION DU TRAVAIL DU PARTI »	249
8. MATÉRIAUX POUR LA RÉOLUTION SUR LA « CAMPAGNE DE PÉTITION »	250
PLAN D'UN EXPOSÉ SUR « L'ESSOR RÉVOLUTIONNAIRE DU PROLÉTARIAT RUSSE »	251
ROSA LUXEMBOURG ET LE « PARTEI » VORSTAND POLONAIS SUR LES TRACES DE MARTOV	252
RÉPONSE À L'ARTICLE DES LIQUIDATEURS PARU DANS LA LEIPZIGER VOLKSZEITUNG	258
A TOUS LES CITOYENS DE RUSSIE	260
UN INVERTÈBRE POLITIQUE (<i>Lettre à la rédaction</i>) . .	265

RAPPORT AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL SUR « LES ÉLECTIONS À LA IV ^e DOUMA »	266
ENCORE UNE FOIS À PROPOS DES DÉPUTÉS PAYSANS À LA IV ^e DOUMA	270
RÉSOLUTION DE LA CONFÉRENCE DES MEMBRES DU COMI- TÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. ÉLARGIE AUX RESPONSA- BLES DU PARTI RÉUNIE À CRACOVIE SUR LA RÉORGANI- SATION ET LE TRAVAIL DE LA RÉDACTION DE LA PRAVDA	272
LETTRE À LA DIRECTION DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ALLEMAND	273
L'ANNIVERSAIRE DE LA PRAVDA (<i>Le soutien que les ou- vriers apportent à leur journal</i>)	278
LA LUTTE DES PARTIS EN CHINE	281
À PROPOS DE L'ÉDITORIAL DU N° 189 DU LOUTCH	284
CE QUE DISENT LES GROS PROPRIÉTAIRES FONCIERS DE L'EXODE DES OUVRIERS AGRICOLES	286
LE PARTI OUVRIER ET LES JONGLEURS LIBÉRAUX (À PRO- POS DE POTRESSOV)	288
LES CAPITALISTES ET L'ARMEMENT	289
DE LA VIANDE BON MARCHÉ POUR LE « PEUPLE »	291
PROJET D'ACCORD ENTRE LE C.C. DU P.O.S.D.R. ET LE GROUPE « PRIBOI » POUR LA TRANSFORMATION DE CE DERNIER EN MAISON D'ÉDITION DU C.C. DU P.O.S.D.R.	293
LES OCTOBRISTES ET LE MOUVEMENT OUVRIER	294
A PROPOS DE « L'ANNIVERSAIRE DE L'INTELLIGENTSIA RUSSE »	296
PROJET DE RÉSOLUTION DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES À PROPOS DES ACCUSATIONS CALOMNIEUSES LANCÉES PAR LES LIQUIDATEURS CONTRE LE MILITANT DES ASSU- RANCES X	298
COMMENT LES OUVRIERS RUSSES JUGENT LA SCISSION DU GROUPE PARLEMENTAIRE SOCIAL-DÉMOCRATE	299
PLAN DE RAPPORT AUX ORGANISATIONS LOCALES SUR LA CONFÉRENCE ÉLARGIE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R., TENUE À PORONIN EN 1913	300
A PROPOS DES PROCHAINES DÉCISIONS DU BUREAU	301
LA MISÈRE DES INSTITUTEURS PRIMAIRES	303
LES OUVRIERS RUSSES ET L'INTERNATIONALE	306
COMMENT LES LIQUIDATEURS TROMPENT LES OUVRIERS	309

RÉSOLUTION SUR LA DÉCISION DU BUREAU SOCIALISTE	311
A PROPOS DE NOS ÉCOLES	314
LE GROUPE À LA DOUMA ET LA MAJORITÉ À L'EXTÉ- RIEUR DE LA DOUMA	315
PLAN D'UN EXPOSÉ SUR LA QUESTION NATIONALE . . .	317
ADDITIF À L'ARTICLE DE N. K. KROUPSKAÏA « SUR LA POLITIQUE DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PU- BLIQUE »	329
LE IV ^e CONGRÈS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DU TERRI- TOIRE LETTON. 13-26 janvier (26 janvier-8 février) 1914	330
1. RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. AU IV ^e CONGRÈS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DU TER- RITOIRE LETTON	330
2. DISCOURS DE CLÔTURE AU IV ^e CONGRÈS DE LA SO- CIAL-DÉMOCRATIE DU TERRITOIRE LETTON . .	333
3. PROJET DE RÉSOLUTION SUR L'ATTITUDE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DU TERRITOIRE LETTON À L'ÉGARD DU P.O.S.D.R.	335
RÉSOLUTION DU C.C. DU P.O.S.D.R. SUR LA CRÉATION D'UNE SECTION D'ORGANISATION DU C.C. POUR LA DI- RECTION DU TRAVAIL CLANDESTIN	336
A PROPOS D'UN LIVRE. I. M. KOZMIN YKH - L A N I- N E. LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES DANS LES FA- BRIQUES ET LES USINES DE PROVINCE DE MOSCOU. <i>Moscou, 1914, prix 1 rouble</i>	337
DÉCISION DU C.C. DU P.O.S.D.R.	340
L'OPPOSITION POLONAISE À LA CONFÉRENCE DE BRUXEL- LES	341
PLAN D'UN ARTICLE SUR LA « RÉVOLUTION ET LA GUER- RE »	341
1	341
2	342

1914-1917

A PROPOS DU MOT D'ORDRE DE TRANSFORMATION DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE EN GUERRE CIVILE . . .	343
PLAN D'UNE BROCHURE SUR « LA GUERRE EUROPÉENNE ET LE SOCIALISME EUROPÉEN »	343
A L'AUTEUR DU « CHANT DU FAUCON »	350
NOTE « DE LA RÉDACTION » À PROPOS DE L'ARTICLE « L'UKRAINE ET LA GUERRE »	351

PROJET DE TROISIÈME POINT DE LA RÉOLUTION DE LA CONFÉRENCE DES SECTIONS DU P.O.S.D.R. À L'ÉTRAN- GER SUR « L'ORGANE CENTRAL ET LE NOUVEAU JOUR- NAL »	352
PROJET DE RÉOLUTION POUR LA CONFÉRENCE INTER- NATIONALE DES FEMMES SOCIALISTES	353
LA PREMIÈRE CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIO- NALE DE ZIMMERWALD. 23-26 août (5-8 septembre) 1915	356
1. VARIANTE DE PROJET DE RÉOLUTION DES SOCIAL- DÉMOCRATES DE GAUCHE POUR LA PREMIÈRE CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE . .	356
2. THÈSES D'UN RAPPORT À LA CONFÉRENCE DES SO- CIAL-DÉMOCRATES DE GAUCHE	358
3. PLAN D'UN DISCOURS À LA CONFÉRENCE DE ZIM- MERWALD	359
4. INTERVENTION PRONONCÉE LORS DE LA DISCUS- SION DU MANIFESTE ET DU PROJET DE RÉOLU- TION SUR LA GUERRE ET LES TÂCHES DE LA SO- CIAL-DÉMOCRATIE. 25 août (7 septembre) . . .	361
1	361
2	362
5. ADDITIFS À LA DÉCLARATION DE LA GAUCHE DE ZIMMERWALD	363
LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE ET LE DROIT DES NATIONS À DISPOSER D'ELLES-MÊMES	364
AMENDEMENTS ET ADDITIFS À L'APPEL « À TOUS LES PARTIS ET GROUPES ADHÉRENTS » ADOPTÉ PAR LA CON- FÉRENCE DE LA COMMISSION SOCIALISTE INTERNATIO- NALE ÉLARGIE	364
PLAN D'UN EXPOSÉ SUR « LES DEUX INTERNATIONALES »	366
REMARQUE À PROPOS DES THÈSES SUR « LA RÉVO- LUTION SOCIALISTE ET LE DROIT DES NATIONS À DISPO- SER D'ELLES-MÊMES »	375
PROJET DE DÉCISION DU C.C. DU P.O.S.D.R. SUR LA CESSA- TION DE LA PARUTION DE LA REVUE LE COMMUNISTE	375
LA DEUXIÈME CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIO- NALE DE KIEN THAL. 11-17 (24-30) avril 1916	378
1. PREMIÈRE VARIANTE DE LA PROPOSITION DU C.C. DU P.O.S.D.R.	378
2. INTERVENTIONS PRONONCÉES LORS DE LA DISCUS- SION DE LA RÉOLUTION SUR LA CONVOCATION DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL. 15 (28) avril	390
1	390

2	390
3	391
A PROPOS DE LA DÉCLARATION DES SOCIAL-DÉMOCRA- TES POLONAIS À LA CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD	391
PLAN D'UN ARTICLE SUR « LA QUESTION DU RÔLE DE L'ÉTAT »	392
THÈSES SUR L'ATTITUDE DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE SUISSE À L'ÉGARD DE LA GUERRE	393
REMARQUES À PROPOS D'UN ARTICLE SUR LE MAXIMA- LISME	395
PLAN DE LA BROCHURE <i>STATISTIQUE ET SOCIOLOGIE</i>	398
1	398
2	400
3	401
LES CARACTÉRISTIQUES DU « CENTRE » EN TANT QUE COURANT DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE INTERNATIONALE	402
PLAN D'UN ARTICLE SUR « LES ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE »	405
ÉBAUCHE POUR LA 5 ^e « LETTRE DE LOIN »	407
RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE CORRESPON- DANT DU JOURNAL <i>POLITIKEN</i> 31 mars (13 avril) 1917	408
RÉPONSE À F. STRÖM, REPRÉSENTANT DES SOCIAL-DÉMO- CRATES SUÉDOIS DE GAUCHE. 31 mars (13 avril) 1917	409
LE PASSAGE DES RÉVOLUTIONNAIRES RUSSES PAR L'AL- LEMAGNE. <i>Communiqué du groupe</i>	409
DISCOURS PRONONCÉ LORS DE LA RENCONTRE AVEC LES SOCIAL-DÉMOCRATES SUÉDOIS DE GAUCHE LE 31 MARS (13 AVRIL) 1917. <i>Bref compte rendu de presse</i> . .	411
DISCOURS AUX OUVRIERS, AUX SOLDATS ET AUX MARINS PRONONCÉ DEVANT LA GARE DE FINLANDE LE 3 (16 AVRIL 1917). <i>Bref compte rendu de presse</i>	411
« L'EMPRUNT DE LA LIBERTÉ » (<i>Projet de résolution élaboré par le groupe bolchevique du Soviet des députés ouvriers</i>)	412
LA CONFÉRENCE DE PETROGRAD-VILLE DU P.O.S.D.(b)R. 14-22 avril (27 avril-5 mai) 1917	413
1. RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE ET SUR L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVI- SOIRE. 14 (27 avril). <i>Bref compte rendu de presse</i> .	413
2. INTERVENTION CONCERNANT LE DÉPÔT DE LA RÉSOLUTION SUR LA GUERRE. 22 avril (5 mai) . .	415

DISCOURS PRONONCÉ AU MANÈGE MIKHAILOVSKI LORS D'UN MEETING DES SOLDATS D'UN GROUPE D'AUTO-MI- TRAILLEUSES. 15 (28) avril 1917. <i>Bref compte rendu de presse</i>	415
LA RÉUNION DE LA SECTION DES SOLDATS DES SOVIETS DE PETROGRAD DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS. 17 (30) avril 1917	417
1. DISCOURS À PROPOS DE LA RÉOLUTION DE LA COM- MISSION EXÉCUTIVE DU SOVIET DES DÉPUTÉS SOL- DATS	417
2. RÉPONSES AUX QUESTIONS	420
A L'ATTENTION DES CAMARADES!	420
L'AGITATION POGROMISTE DU JOURNAL MINISTÉRIEL	421
La SEPTIÈME CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.(b)R. (CONFÉRENCE D'AVRIL). 24-29 avril (7-12 mai) 1917 . .	423
1. DISCOURS SUR LE PROJET DE CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE. 25 avril (8 mai)	423
1. Variante du procès-verbal	423
2. <i>Bref compte rendu de presse</i>	426
2. PROPOSITION RELATIVE À L'ORIENTATION DE LA DISCUSSION DU RAPPORT DE V. NOGUINE SUR L'« ATTITUDE À L'ÉGARD DES SOVIETS DES DÉPU- TÉS OUVRIERS ET SOLDATS ». 25 avril (8 mai) . .	427
3. DISCOURS À PROPOS DE L'ATTITUDE ENVERS LES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS. 25 avril (8 mai)	427
1. Procès-verbal	427
2. <i>Bref compte rendu de presse</i>	431
4. DISCOURS EN FAVEUR DE LA RÉOLUTION SUR LA GUERRE. 27 avril (10 mai). <i>Bref compte rendu de presse</i>	432
5. RÉPLIQUES ÉCHANGÉES LORS DE LA DISCUSSION DE LA RÉOLUTION SUR LA GUERRE. 27 avril (10 mai)	433
1	433
2	433
3	433
6. PROJET PROVISOIRE DE MODIFICATION DU PRO- GRAMME DU P.O.S.D.R.	434
POUR LE PROGRAMME. <i>Variante améliorée</i>	439
7. RAPPORT SUR LA QUESTION DE RÉVISION DU PRO- GRAMME DU PARTI. 28 avril (11 mai). <i>Bref compte rendu de presse</i>	440

8. RAPPORT SUR LA QUESTION AGRAIRE. 28 avril (11 mai). <i>Bref compte rendu de presse</i>	441
9. RÉPLIQUE LORS DE LA DISCUSSION DE LA RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE. 27 avril (11 mai)	442
10. DISCOURS SUR LA QUESTION NATIONALE. 29 avril (12 mai). <i>Bref compte rendu de presse</i>	443
11. DISCOURS SUR LA SITUATION DANS L'INTERNATIONALE ET LES TÂCHES DU P.O.S.D.(b)R. 29 avril (12 mai). <i>Bref compte rendu de presse</i>	444
12. RÉPLIQUES ÉCHANGÉES LORS DE LA DISCUSSION DE LA RÉSOLUTION SUR LA SITUATION ACTUELLE. 29 avril (12 mai)	445
1	445
2	445
PLAN D'UNE INTERVENTION PRONONCÉE LORS D'UN MEETING	446
UN MENSONGE TROP GROSSIER	446
AUTOBIOGRAPHIE INACHEVÉE	447
RAPPORT SUR LE BILAN DE LA VII ^e CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.(b)R. (CONFÉRENCE D'AVRIL) À UNE RÉUNION DE L'ORGANISATION DE PETROGRAD. 8 (21) mai 1917	448
PLAN D'UNE RÉSOLUTION SUR LES MESURES À PRENDRE POUR LUTTER CONTRE LA RUINE DE L'ÉCONOMIE . .	451
ADDITIF À L'ARTICLE DE N. KROUPSKAÏA « UNE PAGE DE L'HISTOIRE DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE »	452
MISE AU POINT EFFECTUÉE LORS D'UNE RÉUNION DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.(b)R. À PROPOS DE LA COMMISSION QUI ÉTAIT ATTACHÉE AU JOURNAL VPERIOD. 30 mai (12 juin) 1917	453
DISCOURS À LA RÉUNION DU GROUPE BOLCHEVIQUE AU 1 ^{er} CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE RUSSIE. 31 mai (13 juin) 1917. <i>Bref compte rendu de presse</i>	454
PROJET DE RÉSOLUTION POUR LA RÉUNION TENUE EN COMMUN PAR LES REPRÉSENTANTS DES COMITÉS D'ARRONDISSEMENT ET DES UNITÉS DE PETROGRAD ET LES REPRÉSENTANTS DU COMITÉ CENTRAL ET DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG. 10 (23) juin 1917	456
A PROPOS DE L'AFFAIRE GRIMM	457
INFAMIE!	457
RAPPORT SUR LA SITUATION PRÉSENTE À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DES ORGANISATIONS MILITAIRES	

DU FRONT ET DE L'ARRIÈRE DU P.O.S.D.(b)R. 20 juin (3 juillet) 1917. Bref compte rendu de presse	458
LA SITUATION POLITIQUE. (En quatre points)	459
LETTRÉ CONCERNANT L'ÉDITION DU « TRACT SUR LA PRISE DE RIGA »	462
EXTRAIT DES THÈSES POUR LE RAPPORT PRÉSENTÉ LE 8 OCTOBRE À LA CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION DE PETERSBOURG AINSI QUE POUR LA RÉSOLUTION ET LE MANDAT DES DÉLÉGUÉS AU CONGRÈS DU PARTI	466
SUR LA LISTE DES CANDIDATS À L'ASSEMBLÉE CONS- TITUANTE	466
REMARQUE À PROPOS DE LA THÈSE « SUR LA LISTE DES CANDIDATS À L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE »	466
« LES GROS PROPRIÉTAIRES FONCIERS SONT DE MÊCHE AVEC LES CADETS »	468
LETTRÉ À I. SVERDLOV	470
NOTES	473
INDEX DES NOMS	641

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RES-
PONSABILITE DE ROGER GARAUDY, PAR
ROBERT GIRAUD, GEORGES VOGUET, ANDRÉE
ROBEL, OLGA TATARINOVA, MARINA
ARSENIÉVA

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

ТОМ 41

На французском языке

*Achevé d'imprimer en décembre 1969 par les Editions
du Progrès, Moscou*

éditions
sociales paris

*

éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
ONDEROT